LÉNINE

œuvres

tome
16

septembre
1909

décembre
1910

LÉNINE

la fraction des partisans de l'otzovisme et de la construction de dieu
• à propos de "viékhi" • léon tolstoï
• la signification historique de la lutte au sein du parti en russie

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

16

L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IXe CONGRÈS DU P.C.(b)R.
ET DU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME

16

Septembre 1909 – décembre 1910

ÉDITIONS SOCIALES * PARIS
ÉDITIONS DU PROGRÈS * MOSCOU
1968

PRÉFACE

Le tome 16 comprend les œuvres de V. Lénine écrites entre septembre 1909 et décembre 1910.

L'essentiel du volume consiste en articles et documents consacrés à la lutte pour le parti, pour ses principes révolutionnaires et contre deux aspects de l'opportunisme au sein du parti : celui des liquidateurs, « adversaires directs du parti », et celui des otzovistes, « ennemis secrets du parti », ainsi que contre les conciliateurs qui couvrent l'une et l'autre sortes d'opportunisme.

A la lutte contre le courant liquidateur, agent de la bourgeoisie libérale dans le parti, sont consacrés les articles suivants : « Les liquidateurs démasqués », « Les procédés des liquidateurs et les objectifs du parti des bolcheviks », « Le *Goloss Sotsial-Démokrata* et Tchérévanine », « Le *Goloss* des liquidateurs contre le Parti ».

« La fraction des partisans de l'otzovisme et de la construction de Dieu », « Entretien avec les bolcheviks de Pétersbourg », « Honteux fiasco », « La fraction des partisans du groupe « Vpériod » sont des articles dirigés contre l'otzovisme et l'ultimatisme.

Dans l'ouvrage « Notes d'un publiciste », on trouve une analyse des résolutions du plénum du Comité central du P.O.S.D.R. tenu en janvier 1910 et une appréciation de la lutte qui s'y déroula contre les liquidateurs, les trotskistes et les conciliateurs.

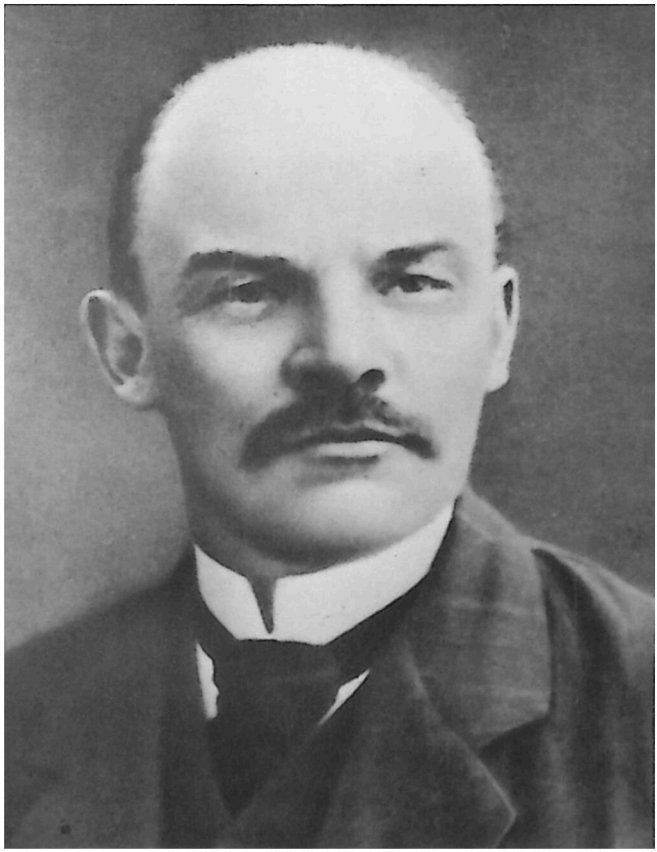
« La onzième Session du Bureau socialiste international », « Question sur les coopératives au Congrès socialiste international de Copenhague », « Deux mondes », « Les divergences dans le mouvement ouvrier européen » sont dirigés

contre l'opportunisme dans le mouvement ouvrier européen et la politique de trahison menée par les chefs de la IIe Internationale.

Les articles : « La signification historique de la lutte au sein du Parti en Russie » et « Sur la statistique des grèves en Russie » sont consacrés à l'étude de l'expérience de la révolution de 1905-1907.

Dans le tome 16 sont inclus huit documents publiés pour la première fois dans les Œuvres de V. Lénine : une lettre « Aux auditeurs de l'école de Capri », qui dénonce l'activité antiparti de l'école ; « Sur la désagrégation et les divergences idéologiques dans la social-démocratie russe » ; « A propos du groupe « Vpériod » ; « Annonce de la publication de la *Rabotchaïa Gazéta* » ; « Lettre ouverte à tous les social-démocrates pro-parti » qui contient un exposé sur la situation à l'intérieur du parti après le plénum du Comité central du P.O.S.D.R. tenu en janvier 1910 ; deux déclarations au Comité central. De même que la majorité des écrits du tome 16, ces documents sont consacrés à la lutte pour le parti, lutte menée sur deux fronts.

Parmi les articles nouvellement inclus se trouve l'important ouvrage de Lénine intitulé : « La structure capitaliste de l'agriculture contemporaine », rédigé à la fin de 1910. Le manuscrit de cet article n'a pas encore été retrouvé en entier. La fin de l'article et la signature « V. Iline », ainsi que la fin du chapitre Ier et le début du chapitre II qui manquaient lors de la publication de l'ouvrage en 1932, sont maintenant retrouvés ; les chapitres Ier, II et VII sont donc pour la première fois publiés intégralement.



V. LÉNINE
1910

LES LIQUIDATEURS DÉMASQUÉS

Le lecteur sait naturellement que depuis un an notre parti a affaire avec ce que l'on appelle le courant liquidateur de la social-démocratie. Les liquidateurs sont ces valeureux opportunistes qui ont entrepris de prêcher l'inutilité du parti social-démocrate illégal dans la Russie contemporaine, l'inutilité du P.O.S.D.R. Le lecteur sait aussi que c'est le bolchevisme qui a engagé et mené la lutte contre ce courant liquidateur, au point, du moins, de le faire condamner sans appel à la Conférence de Russie du parti, tenue en décembre 1908[1], en opposition avec les mencheviks et une partie des bundistes[2] (l'autre partie s'étant élevée contre le courant liquidateur).

Cependant, le *Goloss Sotsial-Démokrata*[3], organe officiel de la fraction menchevique, a non seulement refusé de se reconnaître liquidateur, mais a constamment pris des airs extrêmement « fiers et nobles » pour nier toute participation au courant incriminé. Les faits étaient pourtant là. Mais le *Goloss Sotsial-Démokrata* les ignorait superbement. Le numéro 9 des *Cahiers du Social-Démocrate*[4] de Plékhanov récemment paru (août 1909) est extrêmement précieux, car l'un des chefs du menchevisme y dénonce définitivement le courant liquidateur. Cela n'épuise pas l'intérêt des *Cahiers*, mais il convient de s'arrêter d'abord sur cet aspect de l'affaire.

Le numéro 45 du *Prolétari*[5] publie une lettre des mencheviks du quartier Vyborgski (à Saint-Pétersbourg) qui s'élèvent contre les mencheviks-liquidateurs. La lettre est reproduite dans le numéro 14 du *Goloss* (mai 1909) et le *comité de rédaction* fait remarquer : « Le comité de rédaction du *Prolétari* feint de voir dans cette lettre des camarades du quartier Vyborgski un pas *pour s'éloigner* du *Goloss Sotsial-Démokrata*... »

Parution des *Cahiers* de Plékhanov. Son auteur y met en évidence *toute la teneur* en idées liquidatrices d'un article paru dans le numéro 15 du *Goloss* sans aucun commentaire de la rédaction (et qui, de plus, exprime entièrement des conceptions qui sont celles de cette rédaction). Plékhanov cite ensuite la lettre des camarades du quartier Vyborgski et ajoute : « Cette lettre nous montre comment il arrive que de vastes organisations ouvrières soient influencées par des gens qui ont abandonné notre parti sous prétexte d'un « nouveau » travail » (p. 10 des *Cahiers*). C'est précisément ce « prétexte » qu'avance toujours le *Goloss* ! « Une telle influence, continue Plékhanov, n'est nullement social-démocrate ; elle est d'un esprit absolument contraire à celui de la social-démocratie » (p. 11).

Ainsi, Plékhanov cite la lettre des camarades du quartier Vyborgski *contre* le numéro 15 du *Goloss Sotsial-Démokrata*. Nous demandons au lecteur : *qui donc est en train de « feinter »*? Est-ce le *Prolétari* quand il accuse le *Goloss* d'être liquidateur, ou est-ce le *Goloss* quand il nie tous liens avec le courant liquidateur?

La malhonnêteté littéraire de la rédaction du *Goloss* a été démasquée, elle l'a été par son ex-membre Plékhanov.

Mais ce n'est pas tout, tant s'en faut.

Dans un article du numéro 15 du *Goloss* (juin 1909), nous trouvons sous la signature de *F. Dan* une déclaration où il est dit que la réputation que possède la *Pravda* [6] d'être en dehors des fractions la lave des « accusations absurdes et notoirement malhonnêtes qui la disent liquidatrice» (p. 12). On ne peut s'exprimer plus vigoureusement. Il est difficile de feindre plus sublime et plus noble indignation sur son visage devant l'accusation de liquidationnisme portée contre le *Goloss*.

Parution des *Cahiers* de Plékhanov. L'auteur y met en évidence *toute la teneur* en idées liquidatrices de l'un des articles du numéro 15 du *Goloss* et déclare à l'adresse des mencheviks qui partagent ces idées : « Pourquoi se vexer du reproche de liquidationnisme, alors qu'en fait on est gravement coupable de ce péché ? » (p. 5). « Le camarade S. [7] (auteur de l'article cité par Plékhanov et paru dans le numéro 15 du *Goloss*) non seulement peut, mais doit être accusé de tendance liquidatrice, car le plan qu'il pro-

pose et défend dans sa lettre n'est en réalité qu'un plan de liquidation de notre parti » (*Cahiers*, p. 6). Le camarade S., dans son article, se déclare ouvertement solidaire de la « *délégation caucasienne* », *c'est-à-dire de la rédaction du* « *Goloss* » qui avait, comme chacun sait, deux mandats sur trois dans cette délégation.

Plékhanov continue :

« Il faut choisir : *ou bien* le courant liquidateur, *ou bien* la lutte contre lui. Il n'y a pas de troisième solution. En disant cela, je veux naturellement parler des camarades qui sont guidés non par leurs propres intérêts, mais par ceux de notre cause commune. Pour ceux qui sont guidés par leurs propres intérêts, pour ceux qui ne pensent qu'à leur carrière révolutionnaire, — mais oui, ce genre de carrière existe! — pour ceux-là, il y a bien sûr une troisième solution. Grands hommes et petits hommes de cet acabit peuvent, doivent même à l'heure actuelle louvoyer entre les deux courants : liquidateur et anti-liquidateur ; ils doivent, dans les circonstances présentes, se garder à tout prix de répondre franchement à la question : doit-on lutter contre le courant liquidateur ? Ils doivent s'en tirer par « des allégories et des hypothèses creuses » parce qu'il reste une inconnue qui est : des deux courants, quel est celui qui l'emportera ? Or ces sages diplomates ont envie d'être de la fête dans les deux cas ; ils veulent coûte que coûte se trouver du côté du vainqueur. Je le répète, pour ceux-là il existe une troisième solution. Mais le camarade S. sera vraisemblablement d'accord avec moi si je dis que ce ne sont pas là de vrais hommes, mais des « automates » [8]. Inutile de parler d'eux, ce sont des opportunistes congénitaux ; leur devise est : « Qu'y a-t-il pour votre service ? » (pp. 7-8 des *Cahiers*).

C'est ce qu'on appelle une fine allusion... à une grosse affaire. Cinquième et dernier acte, scène 1. Sur la scène, tous les rédacteurs du *Goloss* à l'exception d'un seul. Le rédacteur Un tel s'adresse au public d'un air particulièrement noble : « Les accusations de tendance liquidatrice portées contre nous sont non seulement absurdes, mais *notoirement malhonnêtes.*»

Scène 2. Les mêmes plus « lui », c'est-à-dire ce rédacteur du *Goloss* qui vient de quitter sans encombre la rédaction [9] (il fait semblant de ne remarquer aucun des rédacteurs et s'adresse à S., collaborateur solidaire de la rédaction) : «Ou bien le courant liquidateur, ou bien la lutte contre lui. Il n'y a de troisième solution que pour les révolutionnaires arrivistes qui louvoient, refusent de s'engager franchement et attendent de savoir qui aura le dessus. Le cama-

rade S. sera probablement d'accord avec moi pour reconnaître que ce ne sont pas de vrais hommes mais des automates. Ne parlons pas d'eux, ce sont des opportunistes congénitaux ; leur devise est : « Qu'y a-t-il pour votre service ? »

Qui vivra verra : le « cam. S. », le collectivement menchevique camarade S., sera-t-il réellement d'accord avec Plékhanov ou préférera-t-il demeurer le chef de certains automates et opportunistes congénitaux ? La seule chose que nous puissions hardiment affirmer dès à présent est que si Plékhanov, Potressov (« liquidateur convaincu » d'après Plékhanov, p. 19 des *Cahiers*) et les « automates » avec leur devise « Qu'y a-t-il pour votre service ? » exposent entièrement leur conception aux *ouvriers* mencheviks, il ne se trouvera pas sûrement 10% de ces derniers qui soient *pour* Potressov et *pour* les « automates » *pris ensemble.* J'en mettrais ma main au feu. Il suffit de l'intervention de Plékhanov pour écarter les *ouvriers* mencheviques de Potressov et des « Qu'y a-t-il pour votre service ? ». C'est à nous de veiller à ce que les ouvriers mencheviques et spécialement ceux qui cèdent difficilement à la propagande venant des bolcheviks *prennent connaissance* dans son entier du numéro 9 des *Cahiers* de Plékhanov. C'est à nous de veiller à ce que les ouvriers mencheviques se mettent maintenant à étudier sérieusement la *base idéologique* des divergences entre Plékhanov d'un côté et Potressov et les « automates » de l'autre.

Sur cette question particulièrement importante, Plékhanov donne dans le numéro 9 des *Cahiers* des matériaux également fort précieux, mais qui sont bien loin d'être suffisants. « Vive la « délimitation générale » ! », s'écrie Plékhanov en se félicitant de la ligne de démarcation tracée entre bolcheviks et anarchosyndicalistes (c'est ainsi que Plékhanov appelle nos otzovistes, ultimatistes et constructeurs de Dieu [10]), et en proclamant que « nous autres mencheviks devons nous séparer des liquidateurs » (p. 18 des *Cahiers*). Bien entendu nous autres bolcheviks, qui avons déjà tracé chez nous une *ligne de démarcation*, nous nous joindrons de tout cœur à cette demande de délimitation générale à l'intérieur de la fraction menchevique. C'est avec impatience que nous l'attendons. Nous regarderons *où*

elle passera chez eux et nous verrons si elle est vraiment *générale*.

Plékhanov présente la scission causée par le liquidationnisme à l'intérieur du groupe menchevique comme tenant à des questions d'organisation. Mais en même temps, il produit des matériaux qui prouvent que l'affaire est loin de se limiter à une question d'organisation. Plékhanov trace *pour le moment* deux lignes de démarcation dont *aucune* ne mérite encore la qualification de générale. La première sépare catégoriquement Plékhanov de Potressov, la seconde le sépare d'une manière imprécise des « diplomates de fraction », automates et opportunistes congénitaux. Au sujet de Potressov, Plékhanov dit que dès l'automne 1907 « il parlait comme un liquidateur convaincu ». Mais il y a plus. Outre cette déclaration orale de Potressov sur la question d'organisation, Plékhanov cite l'ouvrage collectif bien connu des mencheviks *Le Mouvement social en Russie au début du XX^e^ siècle* et dit que lui, Plékhanov, a quitté la rédaction de cet ouvrage, car l'article de Potressov lui avait paru inadmissible (même après les corrections et remaniements exigés par lui et exécutés par Dan et Martov). « Je suis absolument convaincu que l'article de Potressov était impossible à corriger » (p. 20). « J'ai vu, écrit-il dans les *Cahiers*, que la pensée liquidatrice exposée par Potressov à Manheim s'était fortement ancrée dans son esprit et qu'il avait définitivement perdu la faculté de regarder la vie publique présente et passée avec des yeux de révolutionnaire » (pp. 19-20). « Je ne suis pas camarade avec Potressov... Potressov et moi ne suivons pas le même chemin » (p. 20).

Là, il ne s'agit absolument plus des questions actuelles d'organisation, questions que Potressov n'a pas abordées et qu'il ne pouvait pas aborder dans son article. Il s'agit *des idées fondamentales du programme et de la tactique de la social-démocratie*, « liquidées » par « l'ouvrage » *collectif* des mencheviks publié sous la rédaction menchevique *collective de Martov, Maslov et Potressov*.

Pour tracer *ici* une ligne de démarcation réellement générale, il ne suffit pas de rompre avec Potressov et de faire une « légère » allusion aux héros du « Qu'y a-t-il pour votre service ? ». Pour cela, il faut *mettre en pleine lumière*

où, quand, pourquoi et comment exactement « Potressov a perdu la faculté de regarder la vie publique avec des yeux de révolutionnaire ». Le liquidationnisme, dit Plékhanov, mène au « bourbier de l'opportunisme le plus vil » (p. 12). « Le vin nouveau se transforme chez eux (les liquidateurs) en verjus tout juste bon à préparer un vinaigre petit-bourgeois » (p. 12). Le liquidationnisme « facilite l'implantation dans le milieu prolétarien des tendances petites-bourgeoises » (p. 14). « Je me suis attaché plus d'une fois à prouver aux camarades mencheviks influents qu'ils commettaient une grave erreur en se montrant parfois prêts à marcher main dans la main avec des messieurs qui sentent plus ou moins l'opportunisme » (p. 15). « Le liquidationnisme se dirige tout droit vers le vrai bourbier que sont l'opportunisme et les aspirations petites-bourgeoises hostiles à la social-démocratie » (p. 16). Comparez toutes ces opinions de Plékhanov avec le fait qu'il désigne Potressov comme un liquidateur convaincu. Il est tout à fait clair que Plékhanov dépeint Potressov (ou le reconnaît maintenant, devrait-on dire plus exactement) comme un *démocrate opportuniste petit-bourgeois.* C'est *dans la mesure où* le menchevisme, représenté par les littérateurs les plus influents de la fraction (Plékhanov mis à part), *participe* à cette tendance Potressov (dans le *Mouvement social*), que Plékhanov reconnaît à présent que le menchevisme est un *courant opportuniste petit-bourgeois.* C'est dans la mesure où le menchevisme, en tant que fraction, se montre indulgent à l'égard de Potressov et qu'il le couvre, que Plékhanov reconnaît maintenant que le menchevisme est une *fraction opportuniste petite-bourgeoise.*

La conclusion est claire : si Plékhanov reste seul, s'il ne regroupe pas autour de lui la masse ou au moins une fraction importante des mencheviks, s'il ne dévoile pas devant tous les ouvriers mencheviks toutes les racines et manifestations de cet opportunisme petit-bourgeois, alors ce que nous pensons du menchevisme se trouvera confirmé par le menchevik théoriquement le plus éminent, par celui qui a conduit les mencheviks le plus loin dans la tactique des années 1906-1907.

Qui vivra verra. Le « menchevisme révolutionnaire » prôné par Plékhanov *sera-t-il en mesure* de lutter contre

tout l'ensemble des idées qui ont engendré Potressov et le courant liquidateur.

En parlant de la délimitation générale chez les bolcheviks, Plékhanov compare les marxistes bolcheviks, les social-démocrates, à l'Ossip [11] de Gogol qui ramasse toute sorte d'objets de rebut, tous les bouts de ficelle (y compris l'empiriocriticisme [12] et l'idéologie des constructeurs de Dieu). Maintenant l'Ossip bolchevique, ironise Plékhanov, a entrepris d'« élargir l'espace autour de lui », de chasser les antimarxistes, de rejeter les « bouts de ficelle » et autres objets de rebut.

L'ironie de Plékhanov s'exerce aux dépens d'une question qui est non pas risible, mais fondamentale et extrêmement sérieuse pour la social-démocratie russe : *quelle* est la tendance, à l'intérieur de cette dernière, qui a *le plus* servi les objets de rebut, les « bouts de ficelle », autrement dit les influences *bourgeoises démocratiques* dans le milieu du prolétariat. Toutes les « finesses » des discussions de fraction, toutes les longues péripéties de la lutte autour des résolutions, mots d'ordre, etc., tout ce « fractionnisme » (qu'on décrie si souvent aujourd'hui avec violence, *ce qui encourage plus que tout le manque de principes*), tout ce « fractionnisme » tourne autour de cette question fondamentale et extrêmement sérieuse pour la social-démocratie russe : quelle est la tendance à l'intérieur de cette dernière qui a cédé le plus facilement aux influences bourgeoises-démocratiques (influences plus ou moins inévitables, à un moment ou à l'autre, dans une période de révolution bourgeoise en Russie, de même qu'elles sont inévitables dans tout pays capitaliste) ? A chaque tendance de la social-démocratie se joint inévitablement une plus ou moins grande quantité d'éléments qui ne sont pas purement prolétariens, mais à moitié prolétariens, et à moitié petits-bourgeois ; la question est de savoir *quelle est la tendance* qui leur est le moins soumise, qui se débarrassera le plus vite d'eux, qui les combattra avec le plus de succès. C'est là la question de l'« Ossip » socialiste, prolétarien, marxiste et de son attitude vis-à-vis des « bouts de ficelle » libéraux ou anarchistes, petits-bourgeois, antimarxistes.

Le marxisme bolchevique, dit Plékhanov, est « un marxisme pris dans un sens plus ou moins étroit et simpliste ».

Il est évident que celui des mencheviks est « plus ou moins large et subtil ». Regardez les résultats de la révolution, les résultats des *six* années — et quelles années ! — de l'histoire du mouvement social-démocrate (1903-1909). Les « Ossip » bolcheviques ont déjà tracé « une ligne de démarcation générale » et ont « montré la porte » aux « bouts de ficelle » bolcheviques petits-bourgeois qui pleurnichent à présent d'avoir été « flanqués dehors » et « évincés ».

L'« Ossip » menchevique s'est retrouvé seul lorsqu'il a eu quitté la rédaction menchevique officielle et la rédaction collective du plus important ouvrage menchevique, il s'est retrouvé seul à protester contre « l'opportunisme petit-bourgeois » et le liquidationnisme qui règne dans *l'une et l'autre* rédaction. L'« Ossip » menchevique s'est trouvé *empêtré* dans les « bouts de ficelle » mencheviques. Ce n'est pas lui qui les a ramassés, ce sont eux qui l'ont ramassé. Ce n'est pas lui qui en a eu raison, ce sont eux qui ont eu le dessus.

Dites-moi, lecteurs, dans quelle situation préférez-vous vous trouver, celle de l'« Ossip » bolchevique ou menchevique ? Dites-moi, si dans l'histoire du mouvement ouvrier c'est le marxisme solidement attaché aux organisations prolétariennes, et réussissant le mieux à venir à bout des « bouts de ficelle » petits-bourgeois qui prouve être un marxisme « étroit et simpliste » ?

« Prolétari » n° 47-48,
5 (18) septembre 1909

Conforme au texte du journal

AU SUJET D'UNE LETTRE OUVERTE DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE DU COMITÉ D'ARRONDISSEMENT DE MOSCOU[13]

En ce qui concerne la résolution adoptée au sujet de cette fameuse « école », nous devons faire remarquer que nous ne mettons nullement en cause les ouvriers qui saisissent avec joie l'occasion d'aller étudier à l'étranger. Ces ouvriers se sont mis « en relation » avec nous ainsi qu'avec le Comité central — dans la lettre que nous venons de recevoir, la Commission exécutive du Comité d'arrondissement de Moscou nous fait savoir que l'un des étudiants lui a déjà envoyé un rapport — et nous leur avons expliqué la signification de l'école en question. A ce propos, voici quelques citations du « Rapport » polycopié que nous avons reçu de cette école : « Il a été décidé de commencer les cours, étant donné l'effectif des élèves (9 camarades) et celui des maîtres (6 camarades). » Parmi les six conférenciers, Maximov, Lounatcharski, Liadov et Alexinski sont bien connus du parti. Le camarade Alexinski « a attiré l'attention » (à l'ouverture de l'école) sur le fait « qu'on avait choisi cet endroit précis pour ouvrir une école, vu les nombreux conférenciers qui se trouvaient là ». Le camarade Alexinski est trop modeste : on trouve « là » non pas de « nombreux » conférenciers, mais *tous* les conférenciers (certains disent même : tous les promoteurs, les organisateurs, les agitateurs, les personnalités) *de la nouvelle fraction.* Enfin : « Le camarade Alexinski a commencé ses travaux pratiques sur la question de l'organisation. » Nous osons espérer qu'à ces travaux « pratiques » on explique en détail le sens des allusions faites dans le « Rapport » de Maximov à la volonté de la rédaction du *Prolétari* de s'emparer des biens de toute la fraction...

« Prolétari » n° 47-48, 5 (18) septembre 1909

Conforme au texte du journal

À PROPOS DES ÉLECTIONS DE PÉTERSBOURG[14]

(NOTE)

Les élections à Saint-Pétersbourg sont fixées au 21 septembre. C'est dans des conditions extrêmement difficiles que le Parti ouvrier va prendre part à ces élections. Mais elles auront une très grande portée et tous les social-démocrates doivent tendre toutes leurs forces dans la prochaine campagne électorale, déjà en partie entamée.

Ces élections vont avoir lieu dans un climat de réaction forcenée, dans un déchaînement de violence contre-révolutionnaire de la clique gouvernementale tsariste ; il n'en est que plus important d'opposer à cette réaction une candidature présentée par le Parti social-démocrate, le seul parti qui, de la tribune même de la IIIe Douma des Cent-Noirs, ait osé faire entendre sa voix, proclamer ses convictions socialistes inébranlables, répéter les mots d'ordre du glorieux combat révolutionnaire et déployer l'étendard républicain à la face des octobristes et Cent-Noirs[15], héros de la contre-révolution, et des libéraux (cadets)[16], idéologues et défenseurs de la contre-révolution.

Les élections vont se dérouler dans des conditions enlevant absolument aux grandes masses de la classe ouvrière la possibilité d'y participer : les ouvriers sont exclus du corps électoral, les rangs des électeurs ont été décimés par la bande triomphante des nobles qui ont provoqué le coup d'Etat du 3 juin 1907[17] : il est d'autant plus important que le parti qui joint la lutte pour le socialisme à la lutte pour une révolution démocratique conséquente et décisive dans un pays bourgeois prenne la parole devant cet auditoire, le moins fait, d'une façon générale, pour partager

les idées de la social-démocratie. Si réduite, si limitée qu'ait été l'action du Parti social-démocrate au sein des masses ouvrières ces derniers temps, elle n'en a pas moins été menée sans relâche et elle continue de l'être. Des centaines de groupes et de cercles ouvriers maintiennent les traditions du Parti social-démocrate, continuent son action, suscitent de nouveaux combattants dans le prolétariat. Les ouvriers social-démocrates, par le truchement de leurs députés, de leurs agitateurs, de leurs mandataires, prendront maintenant la parole devant la masse de l'électorat petit-bourgeois et lui rappelleront les objectifs du vrai démocratisme qu'ont oublié les partis et les groupuscules de la démocratie bourgeoise.

Les élections auront lieu en refoulant complètement hors des frontières de la légalité le Parti social-démocrate et toutes les organisations de la classe ouvrière quelles qu'elles soient, en empêchant absolument toutes les réunions ouvrières, en bâillonnant la presse ouvrière, en assurant (par des mesures policières) un monopole à « l'opposition » du Parti des cadets qui s'est prostitué à la Douma noire par toute une série d'attaques d'une servilité inouïe, qui a aidé l'autocratie à récolter en Europe de l'argent pour ses prisons et ses potences et qui a contribué à jouer devant les capitalistes européens la comédie de l'autocratie constitutionnelle. Il est d'autant plus important que ce monopole des cadets, protégé par une forêt de potences et « gagné » par une servilité sans bornes à l'égard du tsarisme, soit *brisé* coûte que coûte, brisé devant les grandes masses qui voient les élections, qui en entendent parler, qui surveillent le sort des candidats et les résultats du vote. Si, pour les politiciens bourgeois de tous les pays, depuis les cadets russes jusqu'aux « libres-penseurs » d'Allemagne ou aux « radicaux » de la démocratie bourgeoise française l'important c'est le succès immédiat, c'est de remporter un siège de député, — l'important pour le Parti socialiste, c'est la propagande et l'agitation dans les masses, c'est de prêcher les idées du socialisme et la lutte conséquente, pleine d'abnégation, pour une démocratie totale. Cette propagande ne se mesure pas, tant s'en faut, au seul nombre de voix spécialement triées en vertu de la loi du 3 juin que ces messieurs de la noblesse ont réussi à faire passer.

Regardez notre presse cadette : avec quel étonnant toupet elle utilise un monopole gagné par les complaisances de Milioukov et défendu par Stolypine. « Personne ne doute plus de l'issue des élections de Saint-Pétersbourg..., écrit la *Retch* [18] dans son éditorial du 1er août. Si la candidature de Kutler, l'un des députés les plus compétents de la IIe Douma, est retenue, la victoire électorale en sera rendue encore plus imposante. » Mais comment donc ! Que pourrait-il y avoir de plus « imposant » qu'une victoire sur cette « gauche » qu'a « évincée » le coup d'Etat des Cent-Noirs ? Que pourrait-il y avoir de plus imposant qu'une victoire sur le socialisme qui prêche pour ses vieux idéaux dans une presse clandestine et dans des organisations ouvrières illégales, qu'une victoire des « démocrates » qui font très bien tenir leur démocratisme dans le cadre de la constitution de Stolypine ? Qui pourrait être « plus compétent » aux yeux d'un petit bourgeois, de l'homme de la rue, d'un citoyen russe intimidé que l'*ancien ministre* Monsieur Kutler ? Pour le parti de la « liberté du peuple », la *compétence* d'un député de la Douma se mesure à sa compétence aux yeux de Romanov, Stolypine et consorts.

« Il faut présumer, continue solennellement la *Retch*, que cette fois-ci on ne tolérera pas un éparpillement de voix inutile entre les candidats progressistes. C'est exactement dans ce sens que s'est prononcé V. Vodovozov, l'un des représentants du « bloc de gauche ».

Comme le soleil dans une goutte d'eau, toute la nature de nos cadets se reflète dans cette tirade. Eparpiller les voix est « inutile » (les cadets ne disent déjà plus : c'est dangereux devant les Cent-Noirs, car les social-démocrates révolutionnaires et les événements ont infligé un démenti trop évident à cette stupide fable libérale sur le danger Cent-Noirs). Pourquoi donc « inutile », Messieurs ? Parce que cela *fera chou blanc*, premier et dernier argument des cadets. Mais c'est un argument des *octobristes*, chers adversaires de l'octobrisme ; c'est un argument de *docilité* envers la loi du 3 juin, cette amoureuse docilité, cette soumission enthousiaste que vous reprochez aux octobristes ! Voilà justement où l'on voit le fond de votre nature : avant les élections, devant les électeurs, devant la foule, vous dénoncez l'incapacité des octobristes de tracer une ligne de prin-

cipe, vous dénoncez l'opportunisme de leurs propos sur « l'inutilité », mais *aux* élections, *devant* les autorités, devant le tsar et Stolypine, vous faites la même politique que les octobristes. Puisqu'il est « inutile » de voter contre le budget, nous votons pour le budget. Puisqu'il est « inutile » de défendre les idéaux de la révolution et de la liberté, nous les dénigrons, nous fondons les *Viékhi* [19], nous vilipendons la révolution, nous embauchons davantage de renégats : des Izgoev, des Galitch, des Strouvé, etc., pour prouver que nous renonçons à la révolution. Puisqu'il est « inutile » de se battre contre le soutien de l'autocratie par le capital étranger, nous aidons l'autocratie à passer des emprunts, nous enverrons Milioukov faire le laquais à l'arrière du carrosse de Nicolas le Sanguinaire.

Mais si cette phrase sur « l'inutilité » de la lutte idéologique aux élections trahit bien la nature « idéologique » des cadets, la phrase suivante est un modèle de franche tricherie électorale. Profitant de son monopole d'« opposition de Sa Majesté » [20], la *Retch* a calomnié d'abord les social-démocrates, qui ne se sont jamais et nulle part prononcés contre l'éparpillement des voix (et qui, chose très importante, ont entraîné derrière eux les troudoviks [21], lors du fameux bloc de gauche, par leur ferme résolution de présenter *coûte que coûte* une candidature social-démocrate) ; ensuite elle a calomnié le troudovik Vodovozov.

Outre cet éditorial, le numéro du 1er août publie encore une note dans laquelle on fait parler Vodovozov comme si les électeurs avaient déjà pris parti pour les cadets et que les troudoviks devaient soit voter pour ces derniers, soit s'abstenir. Ce n'est que dans le numéro du 6 août que l'organe du Parti de la « liberté du peuple » fait paraître à l'arrière-plan (après la rubrique « Villégiatures ») la lettre de M. Vodovozov déclarant qu'« *il n'avait jamais prononcé* » les paroles qui lui avaient été attribuées. Et la *Retch*, pas embarrassée pour deux sous, entame une polémique avec Vodovozov. L'affaire est dans le sac, le lecteur dupé, le monopole de la presse protégée par messieurs les Stolypine a servi, et quant au reste, on s'en moque. Enfin, dans le numéro du 9 août paraissent deux lignes sur le candidat social-démocrate Sokolov, disant que beaucoup de troudoviks se proposent de lui donner leurs voix. Tout l'édito-

rial du 1er août concernant la gauche s'avère être un vrai canard...

Les difficultés de la tâche devant laquelle se trouvent les social-démocrates pétersbourgeois ne les effraient pas, mais les obligent à décupler leurs efforts. Non seulement toutes les organisations du parti, chaque cercle ouvrier, chaque groupe de sympathisants social-démocrates dans quelque couche de la société que ce soit, même s'il ne se compose que de deux ou trois personnes et se trouve isolé de tout travail politique vivant, comme peut l'être un citoyen russe à l'époque de la constitution de Stolypine, — tous, donc, peuvent et doivent prendre part à la campagne électorale social-démocrate. Les uns rédigeront et distribueront les tracts des social-démocrates ; d'autres aideront à la diffusion des discours des social-démocrates à la Douma ; d'autres organiseront une tournée pour répandre les idées social-démocrates et expliquer les objectifs de la campagne électorale des social-démocrates ; d'autres prendront la parole aux réunions d'électeurs et aux réunions privées ; d'autres encore tireront de la littérature des cadets et de leurs discours un bouquet capable d'anéantir tout désir de voter pour eux chez tout démocrate tant soit peu honorable ; d'autres... mais ce n'est pas à nous d'exposer dans un journal de l'étranger les moyens et possibilités de l'agitation que l'on trouvera cent fois plus riches, plus vivants et plus variés sur place, à Pétersbourg. Les membres de la fraction social-démocrate à la Douma peuvent, grâce à leur situation, rendre des services particulièrement précieux dans la campagne électorale de Saint-Pétersbourg ; les députés social-démocrates ont là un rôle singulièrement utile et noble à jouer. Aucune interdiction de l'administration, aucune ruse de la police, aucune mesure contre la littérature social-démocrate, aucune arrestation des agitateurs social-démocrates n'empêcheront le Parti ouvrier de faire son devoir, d'utiliser la campagne électorale dans son ensemble et sous tous ses aspects pour répandre dans les masses le programme complet du prolétariat socialiste, combattant d'avant-garde de la révolution démocratique russe.

P.S. Cette note était déjà sous presse lorsque nous avons lu dans le numéro de la *Retch* du 13 août cette com-

munication de la plus haute importance : « Le 11 août a eu lieu la première assemblée des troudoviks consacrée aux élections à la Douma d'Etat... Il a été décidé à l'unanimité de soutenir la candidature du social-démocrate Sokolov : *de plus, il a été décidé de n'assortir ce soutien d'aucun engagement politique.* » Il est superflu d'ajouter que dans d'autres conditions, la social-démocratie n'aurait pu accepter ce soutien.

« Prolétari » n° 17-18, 5 (18) septembre 1909

Conforme au texte du journal

LA FRACTION DES PARTISANS DE L'OTZOVISME ET DE LA CONSTRUCTION DE DIEU

Les camarades Maximov et Nikolaïev ont fait paraître une feuille spéciale intitulée : « Rapport adressé aux camarades bolcheviks par les membres évincés de la rédaction élargie du *Prolétari.* » Avec beaucoup, beaucoup d'amertume, nos exclus se plaignent au public de l'offense qui leur est faite et de la façon dont ils ont été évincés par la rédaction.

Pour montrer au parti de la classe ouvrière qui sont ces victimes d'une révocation qui se plaignent si amèrement, étudions d'abord les principes directeurs de cette feuille. Grâce au n° 46 du *Prolétari* et à son supplément, les lecteurs savent que la Conférence de la rédaction élargie du journal a reconnu que le camarade Maximov était l'un des organisateurs de la nouvelle fraction de notre parti, fraction avec laquelle le bolchevisme n'a aucun rapport, et à propos de laquelle elle a décliné « toute responsabilité à l'égard de toutes manœuvres politiques du camarade Maximov » [22]. Des résolutions de la Conférence il découle que la base des divergences avec la nouvelle fraction qui s'est détachée des bolcheviks (ou plus exactement avec Maximov et ses amis) est d'abord l'otzovisme et l'ultimatisme, ensuite la construction de Dieu. Le point de vue de la fraction bolchevique sur l'une et l'autre tendance est exposé dans trois résolutions détaillées.

Que répondent donc maintenant ces personnes éliminées qui se plaignent avec tant d'amertume ?

I

Commençons par l'otzovisme. Nos victimes dressent le bilan de l'expérience du parlement ou de la Douma pour les années écoulées, justifient le boycottage de la Douma de Boulyguine et de celle de Witte, de même que la participation à la II[e] Douma, et continuent en ces termes :

...« Face à une réaction intense et renforcée, tout cela est en train de changer à nouveau. Le parti ne peut plus alors mener une vigoureuse et brillante campagne électorale, il ne peut obtenir une représentation parlementaire digne de lui... »

Dès la toute première phrase de ce raisonnement original, non emprunté aux anciennes publications bolcheviques, apparaît l'abîme sans fond de la bêtise politique otzoviste. Réfléchissez un peu, mes bons amis, le parti peut-il, face à une réaction intense et renforcée, mener à bien la « vigoureuse et brillante » organisation de « groupes et d'écoles d'instructeurs » pour les militants de choc, organisation dont vous parlez à la même page et dans la même colonne de votre rapport ? Réfléchissez donc un peu, mes bons amis, le parti peut-il obtenir « une représentation digne de lui » dans de telles écoles ? Si vous saviez réfléchir et que vous étiez tant soit peu capables de jugement politique, ô victimes d'une injuste révocation, vous auriez remarqué que vous avez laissé échapper une magnifique absurdité. Au lieu de *réfléchir* politiquement, vous vous cramponnez à une « *brillante* » étiquette, vous retrouvant ainsi les gros-jeans du parti. Vous parlez d'« écoles d'instructeurs » et d'« intensification (!) de la propagande dans les troupes » (idem), parce que, comme tous les novices politiques du camp otzoviste et ultimatiste, vous considérez que ce genre d'activité est particulièrement « brillant » ; quant à réfléchir aux conditions d'utilisation effective (et non théorique) de ces formes d'activité, vous en êtes incapables. Vous avez *retenu* des bribes de phrases et de mots d'ordre bolcheviques, mais vous n'y avez *compris* goutte. Face à une réaction intense et renforcée, n'importe quel travail est *difficile* pour le parti, mais, quelles que soient les difficultés, il est tout de même *possible* d'obtenir au parlement une représentation honorable. C'est ce que démontre, par exemple, l'expérience de la social-démocratie allemande à une époque de « réaction intense et renforcée », comme

celle où fut introduite la loi d'exception [23]. En niant cette possibilité, Maximov et Cie ne font que trahir leur totale ignorance politique. Recommander les « écoles d'instructeurs » et « *l'intensification* de la propagande dans les troupes » « en période de réaction intense et renforcée », tout en contestant que le parti ait la *possibilité* d'avoir une représentation parlementaire honorable, ce sont là, manifestement, des insanités dignes de trouver place dans un sottisier pour lycéens des petites classes. Les écoles d'instructeurs, aussi bien que l'intensification de la propagande dans les troupes, supposent forcément que l'on transgresse les vieilles lois, que l'on y ouvre une brèche, tandis que l'activité parlementaire ne suppose pas obligatoirement, ou du moins bien plus rarement, que la nouvelle force sociale viole l'ancienne législation. Maintenant, chers amis, réfléchissez : à quel moment est-il le plus facile d'ouvrir une brèche dans les vieilles lois ? En période de réaction intense et renforcée ou en période de progression du mouvement ? Réfléchissez, ô victimes d'une injuste révocation, et rougissez des sottises que vous dites pour défendre vos chers otzovistes.

Continuons. Quel genre d'action suppose un plus grand déploiment d'énergie des masses, une plus grande influence de celles-ci sur la vie politique directe ? Est-ce une action parlementaire fondée sur une loi promulguée par l'ancien régime où une propagande combative s'attaquant violemment et directement à la puissance matérielle du régime ? Réfléchissez, mes bons amis, et vous verrez que l'action parlementaire en pareilles circonstances passe au deuxième plan. Et que faut-il en conclure ? Il faut en conclure que plus fort est le mouvement de masse direct, plus grande est l'énergie qu'elles déploient, autrement dit, plus on peut parler de poussée révolutionnaire populaire « intense et renforcée » et non de « réaction intense et renforcée », *plus* la propagande dans les troupes et les actions vigoureuses réellement liées au mouvement de masse et non l'aventurisme de quelques têtes chaudes deviendront possibles, inévitables et fructueux. Voilà justement pourquoi, ô victimes d'une injuste révocation, le bolchevisme a su mener action vigoureuse et propagande dans les troupes avec une force particulière durant une période de poussée révolutionnaire « intense et renforcée », voilà justement pourquoi le bol-

chevisme a su séparer à partir de 1907 et définitivement vers 1909, sa fraction de ce combatisme qui, « en période de réaction intense et renforcée » *s'est ramené* inévitablement à l'aventurisme.

Chez nos héros qui ont retenu des bribes de phrases bolcheviques tout marche à l'envers : les formes de lutte supérieures, qui n'ont jamais réussi nulle part au monde sans une attaque directe des masses, sont recommandées au premier chef comme « possibles » en période de réaction intense, les formes inférieures, qui supposent moins une transgression directe de la loi par les masses en lutte que l'*utilisation* de la loi pour une propagande et une agitation qui *formeront la conscience* des masses pour la lutte, sont décrétées « impossibles » ! !

Les otzovistes et leurs sous-fifres « évincés » ont entendu dire et ont retenu que le bolchevisme considère comme une forme d'action supérieure la lutte directe des masses, qui entraîne même l'armée (c'est-à-dire la partie de la population la plus encroûtée, la moins remuante, la mieux défendue contre la propagande, etc.) et qui transforme les escarmouches en un véritable début d'insurrection, — alors que ce même bolchevisme tient pour inférieure l'action parlementaire en dehors d'un mouvement de masse direct. Les otzovistes et leurs sous-fifres du genre de Maximov ont entendu et retenu cela sans le comprendre et c'est pourquoi ils se sont couverts de ridicule. Supérieur veut dire « brillant », pense notre otzoviste et camarade Maximov, eh bien alors, je vais pousser des clameurs « éclatantes », pour sûr, ça sonnera plus révolutionnaire, mais bien malin qui s'y retrouvera !

Ecoutez encore le raisonnement de Maximov (nous reprenons la citation là où nous l'avions laissée) :

... « La force mécanique de la réaction brise les liens entre la fraction du parti déjà constituée et les masses et contrarie terriblement l'influence du parti sur celle-ci, ce qui rend cette représentation incapable de faire, dans l'intérêt du parti, un travail de propagande et d'organisation suffisamment vaste et profond. Mais quand le parti lui-même est affaibli, le danger subsiste de voir la fraction dégénérer et s'écarter de la voie de la social-démocratie »...

N'est-ce pas admirable ? Lorsqu'il est question des formes de combat inférieures, légales, on commence à nous

faire peur : « force mécanique de la réaction », « incapacité de faire un travail suffisamment vaste », « danger de dégénérescence ». Et quand il s'agit de formes supérieures de la lutte des classes qui ouvrent une brèche dans les vieilles lois, « la force mécanique de la réaction » disparaît, il n'y a plus aucune « incapacité » de faire un travail « suffisamment vaste » dans les troupes, il ne saurait même être question, veuillez le noter, d'aucun « danger de dégénérescence » des groupes et écoles d'instructeurs !

Voilà la meilleure preuve que la rédaction du *Prolétari* a eu raison *d'évincer* des hommes politiques qui introduisent de *telles* idées dans les masses.

Mettez-vous bien cela dans la tête, ô malheureuses victimes : quand on se trouve réellement en présence d'une réaction intense et renforcée, quand la force mécanique de cette réaction brise réellement les liens avec les masses, empêche de faire un travail suffisamment vaste et affaiblit le parti, c'est justement là qu'utiliser l'arme parlementaire pour la lutte devient l'objectif spécifique du parti ; et cela, malheureuses victimes, non que la lutte parlementaire est une forme de combat supérieure aux autres, mais bien au contraire, parce qu'elle leur est *inférieure*, qu'elle est inférieure, par exemple, à une forme de lutte qui entraînerait *même* l'armée dans le mouvement de masses, inférieure à celle qui suscite grèves massives, émeutes, etc. Et pourquoi donc l'utilisation de cette forme inférieure de lutte peut-elle devenir l'objectif spécifique du parti (c'est-à-dire l'objectif d'un moment donné, distinct de celui des autres moments) ? Mais parce que plus la force mécanique de la réaction est vigoureuse, plus les liens avec les masses sont relâchés, et plus la tâche de former la conscience des masses (et non l'action directe) prend de l'importance, plus l'*utilisation* des moyens de propagande et d'agitation *créés par l'ancien régime* se place au premier plan (et non l'attaque directe par les masses de l'ancien régime lui-même).

II

Pour tout marxiste ayant tant soit peu réfléchi à la conception du monde de Marx et d'Engels, pour tout social-démocrate tant soit peu familiarisé avec l'histoire du

mouvement socialiste international, cette transformation de l'une des formes inférieures de combat en arme spécifique de lutte à un moment historique particulier ne présente absolument rien d'étonnant en soi. Les anarchistes n'ont jamais été capables de comprendre cette chose si simple. A présent, nos otzovistes et leurs sous-fifres évincés s'efforcent d'introduire dans le milieu social-démocrate russe les modes de raisonnement anarchistes en proclamant (comme Maximov et Cie) qu'au *Prolétari* règne la théorie d'un « *parlementarisme à tout prix* ».

Pour montrer à quel point ces clameurs de Maximov et Cie sont peu intelligentes et peu social-démocratiques, il faut tout recommencer depuis le début. Réfléchissez un peu, ô victimes d'une injuste révocation, à ce qui fait la différence spécifique de politique et de tactique entre la social-démocratie allemande et les partis ouvriers socialistes des autres pays. Utilisation du parlementarisme, transformation d'un parlementarisme bourgeois-junker (ce qui correspond à peu près en russe à octobristes Cent-Noirs) en instrument d'éducation socialiste et d'organisation des masses ouvrières. Cela signifie-t-il que le parlementarisme est une forme supérieure de la lutte du prolétariat socialiste ? Les anarchistes du monde entier pensent que oui. Cela signifie-t-il que les social-démocrates allemands soutiennent un parlementarisme à tout prix ? Les anarchistes du monde entier pensent que oui et c'est pourquoi ils n'ont pas de pire ennemi que la social-démocratie allemande, pas de cible qu'ils préfèrent aux social-démocrates allemands. En Russie aussi, quand nos social-révolutionnaires [24] commencent à flirter avec les anarchistes et à faire la réclame de leur « esprit révolutionnaire », ils se croient obligés d'aller cueillir l'une ou l'autre des gaffes réelles ou imaginaires des social-démocrates allemands pour en tirer des conclusions contre la social-démocratie.

Poursuivons. En quoi consiste l'erreur de jugement des anarchistes ? En ceci : étant donné l'image radicalement fausse qu'ils se font de l'évolution sociale, ils sont incapables de prendre en considération les particularités de la situation politique (et économique) concrète dans les différents pays, particularités qui déterminent, *pour une période donnée*, l'importance spécifique d'un moyen

de lutte ou d'un autre. En fait, la social-démocratie allemande non seulement ne soutient pas le parlementarisme à tout prix, non seulement ne sacrifie pas tout et tout le monde au parlementarisme, mais au contraire elle a su mieux que quiconque dans l'armée internationale du prolétariat se servir d'armes extra-parlementaires, telles que la presse socialiste, les syndicats, l'utilisation systématique des réunions populaires, l'éducation de l'esprit socialiste chez les jeunes, etc., etc.

Quel est donc le fond de l'affaire ? C'est qu'en Allemagne, à une période donnée tout un ensemble de conditions historiques ont fait du parlementarisme une arme *spécifique* de lutte, ni plus importante, ni plus puissante, ni plus essentielle que les autres armes, ni supérieure à elles, mais très exactement spécifique, c'est-à-dire plus caractéristique de ce pays comparé aux autres pays. Savoir utiliser le parlementarisme *s'est trouvé être*, pour cette raison, le *symptôme* (non pas la condition, mais le symptôme) d'une organisation modèle de *toute* l'action socialiste, dans *toutes* ses ramifications que nous avons énumérées plus haut.

Passons d'Allemagne en Russie. Ceux qui auraient l'idée de mettre en parallèle les conditions de l'un et de l'autre pays tomberaient dans une série d'erreurs grossières. Mais essayez de poser la question comme doit obligatoirement la poser un marxiste : en quoi consiste le trait spécifique de la politique et de la tactique des social-démocrates russes au moment présent ? Nous devons conserver et renforcer le parti illégal, tout comme avant la révolution. Nous devons inlassablement préparer les masses à une nouvelle crise révolutionnaire, comme dans les années 1897-1903. Nous devons, par tous les moyens, renforcer les liens entre le parti et les masses, développer et utiliser, aux fins du socialisme, toutes les organisations ouvrières possibles, comme tous les partis social-démocrates sont toujours et partout tenus de le faire. La tentative (tentative malheureuse) faite par la vieille autocratie de résoudre les nouveaux problèmes historiques grâce à la Douma des octobristes et des Cent-Noirs est un trait spécifique du moment. C'est pourquoi, pour les social-démocrates, l'utilisation de cette Douma *à leurs propres* fins, aux fins de diffuser les idées

de révolution et de socialisme, est également l'objectif spécifique de leur tactique. L'important n'est pas de savoir si cet objectif spécifique est particulièrement élevé, s'il ouvre de larges perspectives, s'il est à la hauteur, ou si du moins il se rapproche en valeur des objectifs qui se sont présentés au prolétariat, par exemple dans les années 1905-1906. Non. L'important, c'est que ce soit le trait spécifique de la tactique du moment présent, bien distinct de la période passée et de celle à venir (car cette dernière nous apportera *probablement* des objectifs spécifiques plus complexes, plus élevés, plus intéressants que celui d'utiliser la IIIe Douma). On ne saurait se rendre maître du moment présent, on ne saurait résoudre l'ensemble des problèmes qu'il pose au parti social-démocrate sans avoir atteint l'objectif spécifique du moment, sans avoir transformé la Douma octobriste et Cent-Noirs en *instrument* d'agitation social-démocrate.

Emboîtant le pas aux bolcheviks, nos intarissables otzovistes parlent entre autres de tenir compte de l'expérience de la révolution. Mais ils ne savent pas de quoi ils parlent. Ils ne comprennent pas que pour tenir compte de cette expérience il faut y *inclure* la défense des idéaux, des objectifs et des méthodes de la révolution *depuis la Douma*. Si l'on ne sait pas *défendre* ces idéaux, objectifs et méthodes depuis la Douma, par le truchement de ceux des ouvriers de notre parti qui peuvent y être élus et qui l'ont été, c'est que l'on ne sait pas faire le *premier* pas lorsqu'il s'agit de tenir compte de l'expérience politique de la révolution (car il ne s'agit pas ici, bien sûr, d'expérience théorique, d'après des traités et des analyses). Ce premier pas ne saurait en aucun cas épuiser notre objectif. Le second et le troisième seront incomparablement plus importants ; ce sera la transformation d'une expérience, dont les masses tiennent déjà compte, en bagage idéologique pour une nouvelle action historique. Mais puisque ces mêmes intarissables otzovistes parlent d'époque « inter-révolutionnaire », ils devraient comprendre (pour peu qu'ils sachent réfléchir et raisonner en social-démocrate) qu'« inter-révolutionnaire » veut justement dire : *où sont à l'ordre du jour des tâches élémentaires, préliminaires.* « Inter-révolutionnaire » qualifie une situation instable, indécise, où le vieux pouvoir,

convaincu de l'impossibilité de gouverner avec l'aide des seuls instruments du passé, *essaie* d'utiliser un *nouvel* instrument dans le contexte général de l'ancien régime. C'est là une tentative intrinsèquement contradictoire, impossible à laquelle a de nouveau recours l'autocratie, tentative qui la conduira inévitablement à la faillite et qui nous conduira à la répétition de la glorieuse époque et des glorieux combats de 1905. Mais elle *n'y a pas recours de la même façon* qu'en 1897-1903, elle ne *conduit* pas le peuple vers la révolution *de la même façon* qu'en 1905. C'est ce « pas de la même façon » qu'il faut savoir interpréter ; il faut savoir changer de tactique, *en ajoutant* à tous les objectifs essentiels, généraux, capitaux, primordiaux de la social-démocratie révolutionnaire un autre objectif moins important, mais spécifique du nouveau moment, du moment présent : celui de l'utilisation révolutionnaire et social-démocrate de la Douma Cent-Noirs.

Comme tout nouvel objectif, celui-ci semble plus difficile à réaliser que les autres, car il exige non pas une simple répétition de slogans appris (chez les otzovistes et Maximov, l'esprit ne va pas plus loin), mais une certaine initiative, de la souplesse d'esprit, de l'ingéniosité, du travail personnel sur un objectif historique *original*. Mais au fond, cet objectif ne peut paraître spécialement difficile qu'à ceux qui ne savent pas réfléchir et travailler d'une manière personnelle ; en fait, il est, comme tout objectif spécifique du moment, plus facile à atteindre que les autres, car la solution du problème se trouve précisément dans les conditions du moment présent. A une époque de « réaction intense et renforcée », résoudre le problème d'une organisation vraiment sérieuse de « groupes et d'écoles d'instructeurs », c'est-à-dire d'une organisation grâce à laquelle ceux-ci seraient réellement reliés au mouvement de masse, réellement soumis à lui, *est tout à fait impossible*, car le problème est mal posé, il est posé par des gens qui *ont copié* la formule sur une bonne brochure se référant aux conditions d'un *autre* moment. Mais il est *possible* de se fixer comme objectif de subordonner au parti des masses et aux intérêts de celles-ci les discours, les interventions, la politique des social-démocrates à la III[e] Douma. Ce n'est pas facile, si ce que l'on entend par « facile » c'est de réciter ce qu'on a appris,

mais c'est *réalisable*. Nous aurons beau tendre à présent toutes les forces du parti, nous ne pourrons pas régler le problème de l'organisation social-démocrate (et non anarchiste) d'« écoles d'instructeurs » à l'époque « inter-révolutionnaire » actuelle, car pour accomplir cette tâche, il faudrait de tout autres conditions historiques. En revanche, en tendant toutes nos forces, nous réglerons le problème (et nous avons déjà *commencé* à le faire) de l'utilisation révolutionnaire et social-démocrate de la IIIe Douma ; ceci non pas, ô otzovistes et ultimatistes mortifiés par votre révocation et peu gâtés par la nature ! pour mettre le parlementarisme sur un piédestal, pour proclamer le « parlementarisme à tout prix », mais pour pouvoir *après* avoir atteint l'objectif « inter-révolutionnaire » correspondant au moment « inter-révolutionnaire » actuel, *passer* à des objectifs révolutionnaires beaucoup plus élevés qui correspondront à l'époque plus élevée, c'est-à-dire plus révolutionnaire de demain.

III

Les clameurs stupides poussées par Maximov et Cie à propos d'un « parlementarisme à tout prix » chez les bolcheviks semblent bizarres du point de vue de l'histoire réelle de l'otzovisme. Il est curieux que ce soient *justement* ceux qui ont créé, qui créent une nouvelle tendance *exclusivement* basée sur la question de leur attitude à l'égard du parlementarisme, que soient eux qui crient à l'exagération du parlementarisme ! Comment vous nommez-vous vous-mêmes, chers Maximov et Cie ? Vous vous dites « otzovistes », « ultimatistes », « boycotteurs ». Maximov jusqu'à maintenant se targue d'être un boycotteur de la IIIe Douma et il ne manque pas de faire suivre ses rares interventions de membre du parti de cette signature : « le rapporteur des boycotteurs à la Conférence de juillet 1907 »[25]. Il y avait autrefois un écrivain qui signait : « Conseiller d'Etat en activité et Chevalier ». Maximov signe : « Rapporteur des boycotteurs » — un chevalier lui aussi, en quelque sorte !

Dans la conjoncture politique de juin 1907, où Maximov défendait le boycottage, l'erreur n'était encore pas très grave. Mais quand, en juillet 1909, dans un manifeste de

son cru, il continue à se targuer de « boycottisme » à l'égard de la IIIe Douma, c'est complètement stupide. Boycottisme, otzovisme, ultimatisme : à eux seuls ces mots expriment une *tendance* basée sur une attitude à l'égard du parlementarisme et sur cela *seulement*. Mais se définir d'après ce critère, continuer à le faire (deux ans après que le parti a porté un jugement de principe sur cette affaire), c'est le signe d'une étroitesse d'esprit incommensurable. Ce sont précisément ceux qui agissent ainsi, c'est-à-dire et les « boycotteurs » (de 1909) et les otzovistes, et les ultimatistes, qui montrent, *par là même*, qu'ils ne raisonnent pas en social-démocrates ; ils placent le parlementarisme sur un piédestal ; tout comme les anarchistes, ils utilisent des recettes particulières — boycotter une Douma, rappeler leurs membres d'une autre Douma, lancer un ultimatum à telle fraction de la Douma — pour en faire une nouvelle *tendance*. Agir ainsi, c'est également se conduire en caricature de bolchevik. Chez les bolcheviks, la tendance est déterminée par leur conception *générale* de la révolution russe et ils ont cent fois souligné (comme pour mettre en garde les béjaunes en matière de politique) qu'identifier bolchevisme et boycottisme ou combatisme est un stupide contresens et une vulgarisation des idées de la social-démocratie révolutionnaire. Notre point de vue sur l'obligation qu'ont les social-démocrates de faire partie de la IIIe Douma, par exemple, découle *nécessairement* de nos opinions sur le moment présent, sur les tentatives de l'autocratie de faire un pas dans la voie d'une monarchie bourgeoise, sur l'importance de la Douma en tant qu'institution représentative à l'échelle de la nation où sont groupées les classes contre-révolutionnaires. De même que les anarchistes révèlent un crétinisme parlementaire à l'envers, lorsqu'ils *dissocient* le problème du parlement du problème global de la société bourgeoise en général et qu'ils essaient de créer une tendance basée sur des cris à l'encontre du parlementarisme bourgeois (bien que la critique du parlementarisme bourgeois soit en principe de même nature que la critique de la presse bourgeoise, du syndicalisme bourgeois, etc.), de même nos otzovistes-ultimatistes-boycotteurs révèlent un menchevisme à l'envers de la même espèce lorsqu'ils *se constituent* en tendance à propos de l'attitude à tenir à l'égard de la

Douma, à propos des moyens de lutte contre les déviations de la fraction social-démocrate à la Douma (et non contre les déviations des écrivains bourgeois qui entrent en passant dans la social-démocratie, etc.).

Ce crétinisme parlementaire à l'envers a atteint son summum dans le fameux raisonnement du chef des otzovistes moscovites couvert par Maximov : le rappel de la fraction doit *souligner* que la révolution n'est pas enterrée ! Et Maximov de déclarer publiquement sans rougir : « Les otzovistes ne se sont jamais (oh ! non, *jamais* !) prononcés dans le sens de l'antiparlementarisme en général. »

Le patronage accordé aux otzovistes par Maximov et Cie est un des traits marquants de la physionomie de la nouvelle fraction et nous devons nous y arrêter pour l'étudier d'autant plus en détails qu'un public peu averti se laisse prendre bien souvent à l'hameçon de ceux qui se plaignent si amèrement d'avoir été évincés. Ce patronage consiste tout d'abord pour Maximov et Cie à déclarer sans cesse, la main sur le cœur : nous ne sommes pas des otzovistes, nous ne partageons absolument pas leurs opinions ! Ensuite, Maximov et Cie accusent les bolcheviks d'*exagérer* la lutte contre les otzovistes. C'est *exactement* l'histoire des relations entre les gens du *Rabotchéïé Diélo* et ceux de la *Rabotchaïa Mysl* [26] (1897-1901). Nous ne sommes pas des « économistes », s'écriaient ceux du *Rabotchéïé Diélo* en se frappant la poitrine, nous ne partageons pas les idées de la *Rabotchaïa Mysl*, nous nous disputons avec elle (exactement comme Maximov « se disputait » avec les otzovistes !), ce sont seulement les méchants iskristes qui ont lancé contre nous de fausses accusations, qui nous ont calomniés, qui ont « gonflé » l'« économisme », etc., etc., etc. C'est pourquoi parmi les « économistes » déclarés et honnêtes, partisans de la *Rabotchaïa Mysl*, pas mal de gens faisaient fausse route en toute sincérité, sans hésiter à défendre leurs opinions, et on ne pouvait leur refuser son estime; parmi les gens du *Rabotchéïé Diélo* à l'étranger, par contre, ce n'étaient qu'intrigues caractérisées, brouillage de pistes, jeu de cache-cache, duperie du public. Les mêmes rapports exactement existent entre les otzovistes déclarés et conséquents (dans le genre de Vsev. [27] et Stan. [28], bien connus des cercles du parti) et le groupe de Maximov à l'étranger.

Nous ne sommes pas des otzovistes, clame ce groupe. Mais faites dire à n'importe quel d'entre eux deux mots sur la situation politique actuelle et sur les tâches du parti, et vous entendrez la totalité des raisonnements otzovistes, coupés (comme nous l'avons vu chez Maximov) de quelques gouttes de réserves jésuitiques, d'appendices, de réticences, d'atténuations, d'explications embrouillées, etc. Ce jésuitisme ne vous lave pas, ô victimes d'une injuste révocation, de l'accusation de bêtise otzoviste, mais décuple votre faute, car une confusion idéologique dissimulée pervertit cent fois plus le prolétariat et fait cent fois plus de tort au parti *.

Nous ne sommes pas des otzovistes, se récrient Maximov et Cie. Et pendant ce temps, depuis juin 1908, après avoir quitté la rédaction restreinte du *Prolétari*, Maximov a fondé une opposition officielle à l'intérieur de la direction collégiale, il a demandé et obtenu la liberté de discussion pour cette opposition, demandé et obtenu une représentation spéciale pour elle dans les organes exécutifs les plus importants de l'organisation qui s'occupent de l'expansion du journal. Il va sans dire que depuis cette même époque, c'est-à-dire il y a plus d'un an, tous les otzovistes continuent à demeurer dans les rangs de cette opposition, qu'ils ont organisé ensemble un réseau d'agents en Russie, qu'ils ont adapté ensemble l'école à l'étranger (dont nous parlerons plus loin) aux fins de ce réseau, etc., etc.

Nous ne sommes pas des otzovistes, clament Maximov et Cie. Mais pendant ce temps, à la Conférence de Russie du parti, en décembre 1908, lorsque les otzovistes les plus honnêtes faisant partie de cette opposition se constituèrent, devant le parti tout entier, en un groupe à part, en un courant idéologique particulier, et reçurent en cette qualité le droit d'avoir leur propre orateur (à cette Conférence, on avait établi que seules les tendances idéologiques sépa-

* Voici un petit exemple qui illustre à ce propos les protestations de Maximov disant que *Prolétari* est *seul* à propager des fables sur le compte des ultimatistes, par pure malignité. En automne 1908, Alexinski se rendit au Congrès des social-démocrates polonais et y proposa une résolution *ultimatiste*. L'affaire avait lieu *avant* l'ouverture dans le *Prolétari* de la vigoureuse campagne contre la nouvelle fraction. Or que se passa-t-il ? Les social-démocrates polonais se moquèrent d'Alexinski et de sa résolution en lui disant : « Vous n'êtes rien d'autre qu'un otzoviste pusillanime. »

rées ou les organisations particulières pouvaient désigner un orateur particulier, ceci pour ne pas allonger les séances), ce fut le *camarade Maximov* qui (par hasard, par pur hasard !) se trouva être *l'orateur* de la fraction otzoviste...

Cette façon de tromper le parti en lui dissimulant sa tendance otzoviste est systématiquement pratiquée par le groupe de Maximov à l'étranger. En mai 1908, dans une lutte déclarée, l'otzovisme a subi une défaite : à la Conférence de Moscou-ville il fut battu par 18 voix contre 14 (dans cette région, en juillet 1907, presque tous les social-démocrates étaient des boycotteurs. Cependant, à la différence de Maximov, ils comprirent vers juin 1908, que s'entêter sur le « boycottage » de la III[e] Douma serait une impardonnable sottise). *Après* cela, le camarade Maximov organise à l'étranger une opposition de pure forme au *Prolétari* et entame une discussion comme il ne s'en était jamais pratiquée jusque-là dans les pages de l'organe périodique bolchevique. Et voilà qu'à *l'automne* 1908, aux élections à la Conférence de Russie, lorsque *toute* l'organisation de Pétersbourg se divise en otzovistes et non-otzovistes (selon l'expression des ouvriers) que dans *toutes* les sections et sous-sections de Pétersbourg ont lieu des discussions sur la plate-forme, non des bolcheviks et des mencheviks, mais des otzovistes et des non-otzovistes, voilà que *la plate-forme otzoviste disparaît de la vue* du public. On ne la publie pas dans le *Prolétari*. On ne la fait pas paraître dans la presse. A la Conférence de Russie de décembre 1908, on ne la communique pas au parti. *Ce n'est qu'après la Conférence*, sur l'insistance de la rédaction, que cette plate-forme nous est envoyée et que nous la publions dans le numéro 44 du *Prolétari* (« Résolution des otzovistes de Pétersbourg »).

Dans la région de Moscou, le chef des otzovistes bien connu de tous a « corrigé » dans le numéro 5 du *Rabotchéïé Znamia* [29] l'article d'un ouvrier otzoviste, mais jusqu'à présent nous n'avons pas reçu la plate-forme personnelle de ce chef. Nous savons très bien que dès le printemps 1909, lorsqu'on procédait aux préparatifs de la conférence régionale de la région industrielle du centre, la plate-forme du chef des otzovistes circulait de mains en mains. Nous savons, par des informations émanant de bolcheviks, que cette

plate-forme contenait, en plus grand nombre encore que celle de Pétersbourg, des perles d'un raisonnement bien peu social-démocrate. *Mais le texte de cette plate-forme ne nous est toujours pas parvenu*, probablement par hasard, par le plus grand des hasards, comme celui qui a fait que Maximov s'est trouvé être le porte-parole des otzovistes à la conférence.

La question de l'utilisation des possibilités légales a été elle aussi dissimulée par Maximov et Cie sous une phrase « coulante » disant que cela « allait de soi ». Il serait intéressant de savoir si cela « va de soi » maintenant aussi pour les chefs-praticiens de la fraction maximoviste, *les camarades Liadov et Stanislav, qui il y a trois mois*, au Bureau de la région industrielle du centre, se trouvait alors entre leurs mains (ce même Bureau qui a entériné la fameuse « école » ; sa composition a changé depuis), *faisaient adopter* une résolution *contre la participation des social-démocrates au Congrès des médecins d'usines* [30]. C'était, comme on sait, le premier congrès auquel les social-démocrates révolutionnaires étaient en majorité. Et tous les otzovistes et ultimatistes les plus en vue avaient fait de la propagande contre la participation à ce Congrès en déclarant qu'y prendre part, c'était « trahir la cause du prolétariat ». Mais Maximov s'occupe de brouiller la piste : « cela va de soi ». « Il va de soi » que les otzovistes et les ultimatistes déclarés sapent ouvertement en Russie le travail pratique, tandis que Maximov et Cie que les lauriers de Kritchevski et de Martynov empêchent de dormir, escamotent l'essentiel : il n'existe aucune divergence, aucune opposition sur la question de l'utilisation des possibilités légales.

Le rétablissement des organes du parti, des groupes de liaison et autres à l'étranger, provoque forcément aussi un retour aux abus du passé qu'il faut combattre avec la plus grande fermeté. C'est l'histoire des « économistes » qui se répète : en Russie, ils faisaient de la propagande contre la lutte politique, tandis qu'à l'étranger, ils se dissimulaient derrière le *Rabotchéïé Diélo*. C'est l'histoire du « credo » [31] démocrate bourgeois qui fut répandu en Russie par Prokopovitch et Cie et qui fut publié dans la presse par les social-démocrates révolutionnaires *contre le gré de ses auteurs*. Il n'y a rien de plus pernicieux pour le parti que ce jeu de

cache-cache, cette spéculation sur les difficiles conditions du travail illégal afin d'éviter la publicité dans le parti, ce jésuitisme de Maximov et Cie qui *pour tout et en tout* agissent la main dans la main avec les otzovistes et qui dans la presse affirment en se frappant la poitrine que tout cet otzovisme est orchestré à dessein par le *Prolétari*.

Nous ne sommes pas des chicaneurs ni des formalistes, mais des gens qui font un travail révolutionnaire. Ce qui nous importe, ce ne sont pas les distinctions réthoriques qu'on peut établir entre otzovisme, ultimatisme et « boycottisme » (contre la IIIe Douma). Ce qui nous importe, c'est le contenu réel de la propagande et de l'agitation social-démocrate. Et si, sous couvert de bolchevisme, on propage dans les cercles russes clandestins des idées qui n'ont rien à voir ni avec le bolchevisme ni avec la social-démocratie en général, ceux qui empêchent de faire la lumière sur ces idées, d'expliquer leur fausseté devant le parti tout entier, se conduisent en ennemis du prolétariat.

IV

Ces gens-là se sont aussi fait remarquer dans la question de la construction de Dieu. La rédaction élargie du *Prolétari* a adopté et publié deux résolutions sur cette question : l'une sur le fond de l'affaire, l'autre plus spécialement sur la protestation de Maximov. On va se demander : mais que dit maintenant ce Maximov dans son « Rapport » ? Il a rédigé ce « Rapport » pour brouiller la piste, tout à fait comme ce diplomate qui disait que la langue a été donnée à l'homme pour dissimuler sa pensée [32]. On a répandu quelques « renseignements erronés » sur une « prétendue tendance à la construction de Dieu » dans le groupe de Maximov, et rien de plus.

« Des renseignements erronés », dites-vous ? Oh ! que non, cher ami. Si vous vous êtes mis à brouiller la piste, c'est que vous connaissez toute l'exactitude des « renseignements » en possession du *Prolétari*. Vous savez parfaitement que ces « renseignements », comme il est dit dans la résolution publiée, concernent d'abord les œuvres littéraires nées de *votre* groupe de littérateurs. Ces œuvres sont

indiquées avec une parfaite précision dans notre résolution ; la seule chose que celle-ci n'ajoute pas — une résolution ne pouvait le faire — c'est que depuis près d'un an et demi, le plus grand mécontentement contre la « construction de Dieu » de vos frères d'armes règne dans les cercles dirigeants bolcheviques et que c'est précisément sur ce terrain (en plus de celui dont il a été question plus haut) qu'une nouvelle fraction composée de caricatures de bolcheviks nous a gâté toute possibilité de travail par ses faux-fuyants, ses artifices, ses chicanes, ses prétentions, ses intrigues. Et Maximov connaît fort bien la plus fameuse de ces dernières, qui est la *protestation* qu'il a rédigée et adressée dans les formes à la rédaction du *Prolétari* contre l'article « Nos chemins divergent » (n° 42 du *Prolétari*). Peut-être est-ce là aussi un « renseignement erroné », ô victime d'une injuste révocation ? Peut-être s'agit-il aussi d'une « pseudo-protestation » ?

Eh bien, non, figurez-vous, la politique qui consiste à brouiller la piste ne réussit pas toujours, et dans notre parti, elle ne vous réussira jamais. Rien ne sert de jouer à cache-cache et de faire des cachotteries à propos de choses bien connues de tous ceux qui s'intéressent à la littérature et à la social-démocratie russes. Il y a un groupe de littérateurs qui, à l'aide de quelques maisons d'édition bourgeoises, submerge notre littérature légale d'une propagande systématique pour la construction de Dieu. Maximov fait partie de ce groupe. C'est précisément au cours de ces derniers dix-huit mois que cette propagande est devenue systématique, lorsque la bourgeoisie russe, à des fins contre-révolutionnaires, *a eu besoin* de ranimer la religion, d'éveiller l'intérêt pour la religion, de forger une religion, de l'inoculer au peuple ou de renforcer son emprise sur lui. La propagande pour la construction de Dieu a pris ainsi un caractère social et politique. De même qu'en période de révolution, la presse bourgeoise cajolait et flattait les mencheviks les plus zélés à cause de leur cadétophilie, de même, en période de contre-révolution, elle couvre de baisers les constructeurs de Dieu des milieux — tenez-vous bien! — marxistes et même des milieux « bolcheviques eux aussi ». Et lorsque l'organe officiel du bolchevisme a déclaré dans un article de la rédaction que le bolchevisme n'avait *rien*

de commun avec pareille propagande (cette déclaration fut faite dans la presse après l'échec d'innombrables tentatives par lettres et conversations personnelles d'obtenir la cessation de cette honteuse prédication), le camarade Maximov a adressé une protestation en bonne et due forme à la rédaction du *Prolétari*. Lui, Maximov, avait été élu au Congrès de Londres [33] ce qui faisait que son « droit acquis » se trouvait violé par ceux qui avaient osé désavouer officiellement la honteuse propagande pour la construction de Dieu ! « Eh quoi ! ne dirait-on pas que notre fraction est prisonnière des littérateurs de la construction de Dieu ? » Cette remarque échappa *au camarade Marat* [34] au cours d'une scène orageuse à la rédaction ; oui, oui, à ce même camarade Marat si modeste, si plein de bonne volonté, si pacifique, si bienveillant que, jusqu'à maintenant, il n'est pas encore arrivé à décider s'il doit suivre les bolcheviks ou les pieux otzovistes.

Ou peut-être tout cela est-il encore un « renseignement erroné », ô Maximov, innocente victime d'une injuste révocation ? Il n'existe peut-être aucun groupe de littérateurs de la construction de Dieu, vous ne les avez peut-être pas défendus, vous n'avez peut-être jamais protesté contre l'article « Nos chemins divergent » ?

A propos des « renseignements erronés » sur la tendance de la construction de Dieu, le camarade Maximov parle dans son « Rapport » de l'*école à l'étranger* organisée par la nouvelle fraction. Le camarade Maximov souligne si fort cette « organisation de la *première* (les italiques sont de lui) école du parti à l'étranger », il mène si bien le public par le bout du nez à ce sujet, qu'il faut parler de cette fameuse école d'une manière plus détaillée.

Le camarade Maximov se plaint amèrement :

« Pas une seule tentative n'a été faite par la rédaction du *Prolétari*, non seulement pour apporter son soutien à cette école, mais même pour en prendre en mains le contrôle ; avant de répandre sur l'école des renseignements mensongers récoltés on ne sait où, la rédaction n'a fait aucune enquête auprès de ses organisateurs pour les vérifier. Voilà quelle a été l'attitude de la rédaction dans toute cette affaire. »

Bien, bien. « Pas une seule tentative, même pour prendre en mains le contrôle de l'école »... Le jésuitisme de Ma-

ximove en arrive à tel point dans cette phrase qu'il se trahit lui-même.

Rappelez-vous, lecteurs, le foyer Eroguine à l'époque de la Ire Douma. Zemski natchalnik [35] à la retraite (ou chevalier d'administration dans ce genre), Eroguine avait organisé à Pétersbourg un foyer pour les députés paysans de passage, par désir de prêter son concours aux « vues du gouvernement ». Les campagnards inexpérimentés qui arrivaient dans la capitale étaient récupérés par les agents d'Eroguine et dirigés vers son foyer où, cela va sans dire, ils se trouvaient à bonne *école*. Là, on corrigeait les doctrines erronées de la « gauche », on vilipendait les troudoviks, etc., et les nouveaux-venus à la Douma étaient initiés à la sagesse gouvernementale « vraiment russe ». Heureusement, le fait que la Douma d'Etat se trouve à Pétersbourg a forcé Eroguine à installer son foyer dans cette ville : or Pétersbourg étant un centre idéologique et politique suffisamment vaste et libre, il va sans dire que les députés d'Eroguine eurent tôt fait d'abandonner ce foyer pour déménager dans le camp des troudoviks ou dans celui des députés indépendants. L'initiative d'Eroguine avait tourné à sa honte et à celle du gouvernement.

Maintenant, lecteurs, imaginez que semblable foyer soit organisé, non pas dans quelque Pétersbourg de l'étranger, mais dans un quelconque Tsarévokokchaïsk [36] situé hors de nos frontières. Vous conviendrez alors que les Eroguine otzovistes et constructeurs de Dieu ont profité de leur connaissance de l'Europe pour se montrer plus malins que le vrai Eroguine russe. Ces gens qui se disent bolcheviks ont constitué une caisse — indépendante de la caisse générale des bolcheviks, unique pour autant que nous le sachions, qui couvre les frais de publication et de diffusion du *Prolétari*. Ils ont organisé leur propre réseau d'agents, ils ont glissé quelques-uns de leurs agitateurs à Tsarévokokchaïsk, y ont fait venir quelques ouvriers social-démocrates inscrits au parti et ont baptisé ce foyer Eroguine (caché du parti à Tsarévokokchaïsk) du nom de « *première* école du parti » (du parti parce que cachée du parti) « à l'étranger ».

Hâtons-nous de faire quelques réserves. Attendu que le camarade Maximov révoqué a mis beaucoup d'empressement

à soulever la question de savoir si sa révocation était légale ou illégale (à ce sujet, voir ci-dessous), hâtons-nous donc de faire des réserves et de dire que dans la façon d'agir de nos Eroguine otzovistes et constructeurs de Dieu, il n'y a strictement rien d'« illégal ». Absolument rien. Tout est parfaitement régulier : que des amis politiques se groupent ensemble dans un parti, qu'ils aient une caisse et organisent une seule entreprise générale d'agitation et de propagande. Qu'à un moment donné ils désirent choisir pour cette entreprise la forme, disons, d'une « école » et non pas d'un journal ; qu'ils la considèrent officiellement comme du parti, puisque ce sont des membres du parti qui l'ont fondée et puisqu'il y a au moins une organisation du parti, quelle qu'elle soit qui assume la responsabilité politique et idéologique de cette entreprise. Tout cela est parfaitement légal et serait très bien si... s'il n'y avait pas là de jésuitisme, d'hypocrisie, s'il n'y avait pas duperie de son propre parti.

N'est-ce pas tromper le parti que de souligner publiquement que l'école lui appartient, c'est-à-dire de limiter la question à la subordination formelle de l'école et de *taire les noms* de ses promoteurs et de ses fondateurs, ce qui revient à passer sous silence sa tendance politique et idéologique en tant qu'entreprise de la *nouvelle fraction* de notre parti ? A la rédaction du *Prolétari*, il y a eu deux « papiers » au sujet de cette école (les rapports de la rédaction avec Maximov depuis plus d'un an déjà se bornent à un échange de « papiers » et de notes diplomatiques). Le premier était anonyme, il ne portait absolument aucune signature, c'était une simple dissertation sur l'utilité de l'instruction et sur l'importance de ces établissements à but instructif qu'on appelle écoles. Le second était signé par des prête-noms. Aujourd'hui, en prenant publiquement position dans la presse pour exalter la « première école du parti à l'étranger », le camarade Maximov *dissimule*, comme d'habitude, son caractère d'école d'une *fraction*.

Cette politique de jésuite nuit au parti. Cette « politique », nous allons la démasquer. Ceux qui ont pris l'initiative de cette école et qui l'ont fondée sont *en fait* les camarades « Er » [37] (appelons ainsi le chef des otzovistes moscovites bien connu de tous au parti ; c'est lui qui a lu les exposés sur l'école, organisé l'école des étudiants et qui a

été choisi comme conférencier par quelques cercles ouvriers), Maximov, Lounatcharski, Liadov, Alexinski, *etc.* Nous ne savons pas, et cela ne nous intéresse pas de savoir le rôle particulier qu'ont joué les uns ou les autres de ces camarades, comment ils se répartissent dans les différentes institutions officielles de l'école, dans son « conseil », dans sa « commission exécutive », dans son collège de conférenciers, etc. Nous ne savons pas quels sont les camarades « extra-fractionnels » qui peuvent venir à l'occasion compléter cette compagnie. Tout cela n'a aucune importance. Nous soutenons que la *vraie* tendance idéologique et politique de cette école, en tant que nouveau centre fractionnel, est précisément *définie* par la liste des noms cités et qu'en la dissimulant au parti, Maximov mène une politique de jésuite. Il n'est pas mauvais qu'un nouveau centre fractionnel ait vu le jour dans le parti, nous ne sommes absolument pas de ces gens qui ne demandent pas mieux que de se constituer un petit capital politique avec des clameurs démagogiques, et qui ne leur coûtent pas cher, contre le fractionnisme ; au contraire, il est bon qu'une nuance particulière ait la possibilité de s'exprimer dans le parti, du moment qu'elle existe. Ce qui est mauvais, c'est que le parti soit induit en erreur ainsi que les ouvriers qui éprouvent de la sympathie, cela va de soi, pour toute *école*, comme pour toute entreprise instructive.

N'est-ce pas de l'hypocrisie de la part du camarade Maximov que de se lamenter publiquement parce que la rédaction du *Prolétari* n'a « même » (« *même* » !) pas voulu « prendre en mains le contrôle de l'école » ? Pensez donc : en juin *1908*, le camarade Maximov a quitté la rédaction restreinte du *Prolétari*, depuis lors on assiste dans la fraction bolchevique à une lutte intérieure quasi permanente et qui revêt *mille* formes diverses. Alexinski est à l'étranger, « Er » et C^ie^ sont hors des frontières, et en Russie on répète sur tous les tons, après Maximov, toutes les sentencieuses sottises des otzovistes et des constructeurs de Dieu contre le *Prolétari*. Maximov rédige et fait paraître des protestations formelles contre l'article « Nos chemins divergent » ; tous ceux qui connaissent, ne serait-ce que par ouï-dire, les affaires du parti, parlent de l'impossibilité d'éviter une scission chez les bolcheviks (il suffit de rappeler que le

menchevik Dan a déclaré bien haut à une séance officielle de la Conférence de Russie de décembre 1908 : « Qui ne sait que les bolcheviks accusent maintenant Lénine de trahir le bolchevisme » !), et le camarade Maximov jouant l'innocence de l'enfant qui vient de naître, demande solennellement à son très respectable public : pourquoi la rédaction du *Prolétari* n'a-t-elle « même » pas voulu prendre en mains le contrôle de l'école du parti dans le Tsarévokokchaïsk des constructeurs de Dieu? Le « contrôle » de l'école ! Les partisans du *Prolétari* assistant en qualité d'« *inspecteurs* » aux cours de Maximov, de Lounatcharski, d'Alexinski et Cie ! ! Allons, pourquoi jouer cette indigne, cette lamentable comédie ? Pourquoi ? Pourquoi jeter de la poudre aux yeux du public en distribuant des « programmes » et des « rapports » sur l' « école » qui ne veulent rien dire, au lieu de donner franchement, carrément les noms des dirigeants et animateurs idéologiques du nouveau centre fractionnel !

Pourquoi ? Nous allons tout de suite répondre à cette question, mais finissons-en d'abord avec cette question d'école : Tsarévokokchaïsk pourrait trouver place à Pétersbourg ou s'y transporter (du moins en grande partie), mais Pétersbourg ne peut ni trouver place à Tsarévokokchaïsk ni s'y transporter. Les étudiants de la nouvelle école du parti les plus énergiques et les plus indépendants sauront trouver le chemin qui mène de la nouvelle petite fraction à notre large parti, de « la science » des otzovistes et des constructeurs de Dieu à la science du social-démocratisme en général et du bolchevisme en particulier. Quant à ceux qui se contenteront de l'enseignement d'Eroguine, on n'y peut rien. La rédaction du *Prolétari* est et restera prête à apporter *toute* l'aide *possible* à *tous* les ouvriers, quelles que soient leurs idées, s'ils désirent déménager du Tsarévokokchaïsk de l'étranger au Pétersbourg de l'étranger (ou y passer) pour connaissance avec les idées du bolchevisme. C'est l'hypocrite politique de ceux qui ont eu l'initiative de « la *première* école *du Parti* à l'étranger » et qui l'ont fondée, que nous allons démasquer devant tout le parti.

V

Pourquoi tant d'hypocrisie chez Maximov, demandions-nous, et nous avons attendu pour répondre à cette question d'en avoir fini avec la discussion sur l'école. Mais à vrai dire, ce n'est pas la question « pourquoi ? » mais la question « comment ? » qui mérite ici d'être éclaircie. Il serait faux de croire que tous les membres de la nouvelle fraction pratiquent consciemment et dans un but déterminé cette politique d'hypocrisie. Non. Ce qu'il y a, c'est qu'elle se trouve en germe dans la situation même de cette fraction, dans les conditions où elle intervient et où elle agit (ce dont beaucoup d'otzovistes et de constructeurs de Dieu ne sont pas conscients).

Il y a longtemps que l'on dit que l'hypocrisie est l'hommage que le vice rend à la vertu. Mais c'est une maxime qui concerne le domaine de la morale personnelle. Pour ce qui est des tendances politiques et idéologiques, il faut dire que l'hypocrisie est la couverture à laquelle s'accrochent des groupes intérieurement hétérogènes, composés d'éléments de différents poils, rassemblés par hasard, et qui se sentent trop faibles pour se manifester ouvertement et directement.

La composition de la nouvelle fraction indique la couverture dont elle s'est saisie. L'état-major de la fraction des pieux otzovistes comprend des philosophes méconnus, des constructeurs de Dieu ridiculisés, des otzovistes convaincus d'imbécilité anarchiste et de creuse phraséologie révolutionnaire, des ultimatistes brouillons, enfin de ces combatistes (peu nombreux heureusement dans la fraction bolchevique) qui jugent au-dessous de leur dignité d'entreprendre un travail révolutionnaire social-démocrate obscur, modeste, dépourvu de tout panache, de tout « éclat » extérieur, mais qui répond aux conditions et aux objectifs d'une époque « inter-révolutionnaire ». Ceux-là, Maximov les comble avec une phrase « brillante » sur les écoles et les groupes d'instructeurs... en 1909. La seule chose qui unisse fortement à l'heure actuelle ces éléments de calibres divers, c'est une haine farouche pour le *Prolétari*, haine bien méritée puisque *toutes* les tentatives faites par ces éléments pour obtenir le droit de s'exprimer dans ce journal,

pour s'en faire reconnaître, même indirectement, ou pour avoir son patronage, *se sont toujours heurtées à une riposte des plus vives.*

«Abandonnez à jamais tout espoir », voilà ce que disait à ces éléments le *Prolétari* dans chacun de ses numéros, à chaque réunion de rédaction, à chaque intervention suscitée par quelque question à l'ordre du jour que ce soit concernant la vie du parti.

Et voilà que, lorsque (par suite des conditions objectives du développement de notre révolution et de notre contre-révolution) furent mises à l'ordre du jour, dans le domaine littéraire, les questions de la construction de Dieu et des bases théoriques du marxisme, et dans le domaine du travail politique, celle de l'utilisation de la III[e] Douma et de sa tribune par la social-démocratie, ces éléments se sont unis et il s'est alors produit un éclatement naturel et inévitable.

Comme tout éclatement, cela s'est passé brusquement : non que les tendances ne se soient pas fait remarquer auparavant, non qu'il n'y ait pas eu de manifestations isolées, mais en ce sens que ce regroupement politique de tendances hétérogènes, dont quelques-unes sont très loin de la politique, s'est fait presque inopinément. Le grand public est pour cela enclin, comme toujours, à admettre d'abord l'explication *petite-bourgeoise* de la nouvelle scission mettant en cause quelque défaut d'un dirigeant ou d'un autre, l'influence exercée par l'étranger, et par l'esprit de cénacle, etc. Il est indubitable que l'étranger, devenu nécessairement par suite de conditions objectives la base opérationnelle de toutes les organisations révolutionnaires centrales, a laissé son empreinte sur la *forme* du schisme. Il est certain que les caractéristiques du cercle littéraire qui n'adhérait à la social-démocratie que par *un seul côté*, se reflètent aussi dans cette *forme.* Nous appelons explication petite-bourgeoise non la constatation de ces circonstances qui ne peuvent rien expliquer en dehors de la forme, des prétextes, de l'« histoire extérieure », de la scission, mais la mauvaise volonté ou l'inaptitude à comprendre les bases, les causes et les racines *politiques et idéologiques* des divergences.

La méconnaissance de ces bases par la nouvelle fraction a eu également pour résultat qu'elle s'est accrochée à une

vieille couverture, en brouillant les pistes, en niant ses liens *indissolubles* avec l'otzovisme, etc. La méconnaissance de ces bases amène la nouvelle fraction *à spéculer sur l'explication petite-bourgeoise de la scission et sur la sympathie petite-bourgeoise.*

Maximov et Cie ne spéculent-ils pas en effet sur la sympathie petite-bourgeoise lorsqu'ils se mettent maintenant à gémir en public sur leur « mise à la porte », sur leur « révocation » ? Faites l'aumône d'un peu de sympathie, pour l'amour de Dieu, à ces pauvres gens qu'on a mis dehors, aux victimes d'une injuste « révocation »... Que cet expédient soit parfaitement calculé pour attirer les sympathies *petites-bourgeoises* est démontré par ce fait original que *même* le camarade Plékhanov, ennemi de toute construction de Dieu, de toute philosophie « nouvelle », de tout otzovisme et ultimatisme, etc., *même* lui, y est allé, pour l'amour de Dieu, de sa petite aumône et a pris prétexte des pleurnicheries de Maximov pour traiter encore et encore, à cette occasion, les bolcheviks de « draconiens » (voir les *Cahiers du Social-Démocrate* de Plékhanov, août 1909). Si Maximov est allé quémander la sympathie jusque chez Plékhanov, vous pouvez imaginer, lecteurs, combien les éléments petits-bourgeois à l'intérieur de la social-démocratie ou près d'elle vont verser avec lui de larmes de compassion sur la « mise à la porte », la « révocation » de ces braves, de ces bien intentionnés, de ces modestes otzovistes et constructeurs de Dieu.

Cette affaire de révocation a été *exploitée* par le camarade Maximov et dans la forme et dans le fond. Voyons cela.

Du point de vue de la forme, la *révocation* de Maximov est « illégale », nous disent les évincés, et « nous ne l'admettons pas », car Maximov « a été élu par le Congrès bolchevique, c'est-à-dire par la partie bolchevique du Congrès du parti ». En lisant la feuille de Maximov et de Nikolaïev, le public prend connaissance d'une sévère accusation (« révocation illégale »), sans avoir ni la formule exacte ni les matériaux pour juger de l'affaire. Mais tel est justement le procédé habituel de certains éléments lors des scissions à l'étranger : atténuer les divergences de principe, les dissimuler, faire le silence sur les discussions idéologiques, taire le nom de ses adeptes et faire beaucoup de bruit sur

les conflits d'organisation que le public n'est pas en mesure d'apprécier exactement ni en droit d'analyser en détail. C'est ainsi qu'agirent les partisans du *Rabotchéïé Diélo* en 1899, proclamant que l'« économisme » n'existait pas, mais que c'était Plékhanov qui avait volé l'imprimerie. C'est ainsi que se conduisirent les mencheviks en 1903, se récriant qu'il n'était pas question d'un revirement de leur part en faveur du *Rabotchéïé Diélo*, mais que c'était Lénine qui avait « mis à la porte » ou « évincé » Potressov, Axelrod et Zassoulitch, etc. C'est ainsi qu'agissent les gens qui spéculent sur les amateurs de scandale et de sensationnel à l'étranger. Point d'otzovisme ni de construction de Dieu, point. Il y a « révocation illégale » de Maximov par la « majorité de la rédaction » qui veut « *garder à son entière disposition* » « *les biens de toute la fraction* » ; venez donc à notre boutique, messieurs, nous vous raconterons là-dessus quelque chose d'on ne peut plus piquant...

Vieux procédé, camarades Maximov et Nikolaïev ! Les politiciens qui y recourent ne manqueront *pas* de se casser le cou.

Nos « révoqués » parlent d'« illégalité » parce qu'ils estiment que la rédaction du *Prolétari* n'a pas le droit de décider du sort de la fraction bolchevique et de la scission. Très bien, messieurs. Si la rédaction du *Prolétari* et les quinze bolcheviks, membres ou suppléants du Comité central élus au Congrès de Londres, n'ont pas le droit de représenter la fraction bolchevique, il vous est tout à fait loisible de le déclarer bien haut et de faire campagne pour renverser ou remplacer cette inopportune représentation. *Vous l'avez bien d'ailleurs fait, cette campagne*, mais n'ayant essuyé qu'une série d'échecs, vous avez choisi de gémir et de pleurnicher. Puisque vous avez soulevé la question d'un congrès ou d'une conférence des bolcheviks, camarades Maximov et Nikolaïev, pourquoi n'avez-vous pas dit publiquement que le camarade « Er », *il y a quelques mois*, avait déjà présenté au Comité de Moscou un projet de résolution exprimant la défiance à l'égard du *Prolétari* et recommandant l'organisation d'une conférence des bolcheviks pour élire un nouveau centre idéologique bolchevique ?

Pourquoi vous êtes-vous tus à ce sujet, ô victimes d'une injuste révocation ?

Pourquoi n'avoir pas dit que la résolution de « Er » avait été repoussée par toutes les voix sauf la sienne ?

Pourquoi n'avoir pas dit qu'à l'automne 1908, dans toute l'organisation de Pétersbourg, du haut en bas de l'échelle, il y avait eu conflit sur les plates-formes des deux tendances du bolchevisme, celle des otzovistes et celle des adversaires de l'otzovisme, lutte dans laquelle les premiers avaient eu le dessous ?

Maximov et Nikolaïev ont envie de pleurnicher devant le public parce qu'ils ont essuyé plus d'une défaite en Russie. « Er » et les otzovistes pétersbourgeois avaient le droit, sans attendre de conférence et *sans publier* leur plate-forme devant tout le parti, de mener du haut en bas la lutte contre le bolchevisme.

Mais la rédaction du *Prolétari* qui, depuis juin 1908, a déclaré une guerre ouverte à l'otzovisme n'avait pas le droit, après une année de luttes, une année de discussions, une année de tiraillements, de conflits, etc., après avoir fait venir de Russie trois délégués régionaux et quelques membres russes de la rédaction élargie qui n'avaient pris part à aucun conflit à l'étranger, elle n'avait pas le droit de déclarer *ce qui était à savoir que Maximov avait rompu avec elle*, que le bolchevisme n'avait rien de commun avec l'otzovisme, l'ultimatisme et la construction de Dieu.

Cessez de faire les hypocrites, messieurs ! Vous avez porté le combat sur un terrain où vous vous croyiez très forts et vous avez perdu. Vous avez porté l'otzovisme dans les masses au mépris de la décision du centre officiel des bolcheviks et sans attendre aucune conférence spéciale. Et maintenant, vous vous mettez à pleurnicher et à gémir parce que vous vous trouvez en minorité ridiculement faible dans la rédaction élargie et à la Conférence à laquelle participent les délégués régionaux !

Nous voilà de nouveau en présence du procédé typique des partisans du *Rabotchéïé Diélo* à l'étranger : jouer à la « démocratie », alors que n'existent pas les conditions d'une démocratie totale, spéculer sur la possibilité d'attiser tout mécontentement « à l'étranger » et en même temps diriger de là-bas (au moyen de l'« école ») sa propre propagande en faveur de l'otzovisme et de la construction de Dieu, provoquer une scission parmi les bolcheviks et ensuite le dé-

plorer, fonder sa propre fraction (sous la couverture de l'« école ») et verser des larmes hypocrites sur la politique « scissionniste » du *Prolétari*.

Non, en voilà assez de ces chicaneries ! Une fraction est une union indépendante de *ceux qui partagent les mêmes idées* à l'intérieur du parti, et après plus d'une année de lutte, aussi bien en Russie qu'à l'étranger, nous avons acquis le droit et nous avons été dans l'obligation de tirer des conclusions définitives. Et c'est ce que nous avons fait. Vous avez parfaitement le droit de les combattre, de proposer votre plate-forme, de gagner la majorité. Si vous ne le faites pas, si au lieu de vous unir ouvertement aux otzovistes et de proposer une plate-forme commune, vous continuez à jouer à cache-cache et à spéculer sur un « démocratisme » de l'étranger au rabais, alors vous ne récolterez que le mépris que vous aurez mérité.

Vous menez un double jeu. D'un côté vous déclarez que le *Prolétari* s'est depuis un an engagé « à fond » dans une ligne non bolchevique (et vos partisans de Russie ont *plus d'une fois* essayé d'introduire ces idées dans les résolutions du Comité de Pétersbourg et du Comité de Moscou). D'un autre côté vous vous plaignez qu'il y eut scission et refusez d'admettre votre « révocation ». D'un côté, vous marchez *en fait* la main dans la main avec les otzovistes et les constructeurs de Dieu, de l'autre vous les reniez et vous affectez de grands airs de conciliateurs cherchant à réconcilier les bolcheviks avec eux.

« Abandonnez à jamais tout espoir ! » Vous pouvez obtenir la majorité. Vous pouvez remporter toutes les victoires possibles parmi la partie des bolcheviks qui n'est pas encore mûre. Nous, nous n'accepterons aucune réconciliation. Bâtissez votre fraction ou plutôt, continuez à la bâtir comme vous l'avez déjà commencé, mais ne trompez pas le parti, ne trompez pas les bolcheviks. Aucune conférence, aucun congrès au monde ne réconciliera maintenant les bolcheviks avec les otzovistes, les ultimatistes et les constructeurs de Dieu. Nous avons dit et nous le répétons : chaque bolchevik social-démocrate et chaque ouvrier conscient doit faire un choix résolu et définitif.

VI

Tout en dissimulant sa parenté idéologique et en redoutant de développer sa plate-forme réelle, la nouvelle fraction s'efforce de combler les insuffisances de son bagage idéologique en empruntant *ses mots* à celui des vieilles scissions. « *Un nouveau Prolétari* », « la ligne du *Nouveau Prolétari* », clament Maximov et Nikolaïev en s'inspirant de la vieille bataille contre la nouvelle *Iskra* [38].

Voilà un procédé bien fait pour séduire certains novices de la politique.

Mais même ces vieux mots-là, vous ne savez pas les employer, messieurs. Le « sel » du slogan « contre la nouvelle *Iskra* » venait de ce que les mencheviks qui s'emparaient de l'« *Iskra* » *devaient* eux-mêmes adopter une nouvelle ligne, alors que le Congrès (le IIe Congrès du P.O.S.D.R. en 1903) avait justement confirmé la ligne de la vieille *Iskra*. Le « sel » venait de ce que c'était aux mencheviks (par la bouche de Trotski en 1903-1904) de proclamer : entre la vieille et la nouvelle *Iskra*, il y a un abîme. Et Potressov et Cie s'efforcent jusqu'à ce jour d'effacer les « traces » de cette époque où la vieille *Iskra* les menait.

Le *Prolétari* en est maintenant à son quarante-septième numéro. Il y a exactement trois ans, en août 1906, paraissait le premier. Dans ce *premier* numéro, daté du 21 août, nous trouvons un article de la *rédaction* « A propos du boycottage », et dans cet article, nous lisons noir sur blanc : « *Le temps est justement venu, pour les social-démocrates révolutionnaires, de cesser le boycottage* *. » Depuis lors il n'y a pas eu un seul numéro du *Prolétari* où fût insérée *ne serait-ce qu'une ligne* en faveur du « boycottisme » (après 1906), de l'otzovisme et de l'ultimatisme, sans que soit désavouée cette *caricature du bolchevisme*. Et maintenant, ces caricatures de bolcheviks se dressent sur leurs ergots, tentant de se comparer à ceux qui, *d'abord*, ont dirigé la campagne menée pendant trois ans par la vieille *Iskra*, qui ont renforcé sa ligne au IIe Congrès du parti, et qui *ont ensuite* dénoncé le revirement effectué par la nouvelle *Iskra* !

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, p. 143. (*N.R.*)

« Ex-rédacteur du journal ouvrier populaire *Vpériod* » signe maintenant le camarade Maximov pour rappeler au lecteur que, comme il dit, « les oies ont sauvé Rome ». Votre attitude à l'égard de la ligne du journal *Vpériod* [39], lui répondrons-nous à propos de ce rappel, est exactement celle de Potressov à l'égard de la vieille *Iskra*. Potressov en était le rédacteur, mais ce n'était pas lui qui dirigeait la vieille *Iskra*, c'était elle qui le menait. Dès qu'il voulut en changer la ligne, les vieux iskristes lui tournèrent le dos. Et à présent, Potressov lui-même se met en quatre pour se blanchir de ce « péché de jeunesse », de sa collaboration à la rédaction de la vieille *Iskra*.

Ce n'est pas Maximov qui dirigeait le journal *Vpériod*, mais c'est le journal qui le menait. La preuve en est le boycottage de la III[e] Douma en faveur duquel *Vpériod* n'a pas dit et ne pouvait dire *un seul mot*. Maximov se comportait très bien, très intelligemment, lorsqu'il se laissait mener par le journal *Vpériod*. Maintenant il a entrepris d'inventer (ou, ce qui revient au même, il a aidé les otzovistes à inventer) une *ligne* où il va immanquablement se laisser fourvoyer, comme Potressov.

Rappelez-vous ceci, camarade Maximov : comme base de comparaison, il faut prendre l'ensemble de la tendance politique et idéologique et non les « mots », non les « slogans » que certains *apprennent par cœur* sans en comprendre le sens. Pendant trois ans, de 1900 à 1903, le bolchevisme a dirigé la vieille *Iskra* et, en tant que tendance monolithique, a déclaré la guerre au menchevisme. Les mencheviks se sont longtemps empêtrés dans cette alliance, nouvelle pour eux, avec les anti-iskristes, avec les partisans du *Rabotchéïé Diélo*, jusqu'à ce qu'ils aient rendu Potressov à Prokopovitch (et Potressov a-t-il bien été le seul ?). Le bolchevisme a dirigé le *vieux « Prolétari »* (de 1906 à 1909) dans un esprit d'opposition résolue au « boycottisme » et a déclaré la guerre, en tant que tendance monolithique, à ceux qui inventent maintenant l'« otzovisme», l'« ultimatisme », la « construction de Dieu », etc. Les mencheviks voulaient corriger la vieille *Iskra* dans l'esprit de Martynov et des économistes et s'y sont cassé le cou. Vous voulez corriger le vieux *Prolétari* dans l'esprit d'«Er», des otzovistes et des constructeurs de Dieu, et vous vous le casserez aussi.

Et le « tournant vers Plékhanov » ? s'écrie triomphalement Maximov. Et la création d'une « nouvelle fraction du centre » ? Et notre ami « bolchevik lui aussi » déclare que c'est « de la diplomatie » que de « nier » qu' «on songe à former un groupe « centriste » !

Ces récriminations de Maximov contre la « diplomatie » et contre « l'union avec Plékhanov » méritent qu'on en rie. Nos bolcheviks de caricature, là aussi, sont fidèles à eux-mêmes : ils ont parfaitement *retenu* que Plékhanov avait fait en 1906-1907 une politique archi-opportuniste. Et ils pensent que le répéter à tout bout de champ sans comprendre les changements qui sont en train de se produire dénote un « esprit révolutionnaire » supérieur.

En fait les « diplomates » du *Prolétari*, depuis le Congrès de Londres, n'ont cessé d'appliquer ouvertement la politique du parti contre les grotesques exagérations du fractionnisme, la politique visant à défendre le marxisme contre la critique. La cause actuelle des récriminations de Maximov est double : d'un côté, depuis le Congrès de Londres, il y a toujours eu des bolcheviks isolés (exemple Alexinski) pour affirmer qu'on avait substitué à la ligne bolchevique la ligne « conciliatrice », la ligne « letto-polonaise » ou autre. Les bolcheviks ont rarement pris au sérieux ces propos stupides qui ne trahissent qu'une mentalité racornie. D'un autre côté, ce groupe de littérateurs auquel appartient Maximov et qui n'a jamais adhéré que par un seul côté à la social-démocratie a longtemps vu en Plékhanov le principal ennemi de ses tendances « construction de Dieu », etc. Rien de plus terrible que Plékhanov pour cette coterie. Rien de plus mortel pour l'espoir qu'elle nourrit d'inoculer ses idées au parti ouvrier qu'une « union avec Plékhanov ».

Et voilà que ces éléments de deux sortes : tenants d'un esprit de fraction encroûté qui ne comprennent pas les problèmes que pose à la fraction bolchevique la création du parti, et éléments des petits cercles littéraires des constructeurs de Dieu et de ceux qui les patronnent, se sont mis maintenant d'accord sur une « plate-forme » commune : *contre* « l'alliance avec Plékhanov », contre la ligne « conciliatrice » et « letto-polonaise » du *Prolétari*, etc.

Le numéro 9 des *Cahiers* de Plékhanov, qui est mainte-

nant sorti, nous dispense d'expliquer au lecteur d'une façon spécialement détaillée tout ce que cette « plate-forme » de caricatures de bolcheviks a de caricatural. Plékhanov a démasqué l'esprit liquidateur du *Goloss Sotsial-Démokrata*, la diplomatie de ses rédacteurs, et a déclaré qu'il suivait « un autre chemin » que Potressov qui avait cessé d'être un révolutionnaire. Pour tous les social-démocrates, il est maintenant clair que les *ouvriers* mencheviks suivront Plékhanov contre Potressov. Il est clair pour tous que la scission parmi les mencheviks confirme la ligne des bolcheviks. Il est clair pour tous que la proclamation par Plékhanov de l'existence d'une ligne *du parti* opposée à la dissidence des liquidateurs est une *très grande* victoire pour le bolchevisme qui occupe maintenant une situation prépondérante dans le parti.

Le bolchevisme a remporté cette importante victoire parce qu'il a mené sa politique de parti *malgré* les clameurs des novices de la « gauche » et des littérateurs de la construction de Dieu. Il n'y a que ces gens-là pour craindre un rapprochement avec le Plékhanov qui démasque les Potressov et les chasse du parti ouvrier. Ce n'est que dans le marais croupi des constructeurs de Dieu ou chez les chevaliers de la phrase apprise par cœur que peut avoir quelque succès la « plate-forme » : « contre l'alliance avec Plékhanov », c'est-à-dire contre le rapprochement avec les mencheviks du parti pour combattre le liquidationnisme, contre le rapprochement avec les marxistes orthodoxes (peu avantageux pour la compagnie Eroguine des écrivains), contre la conquête continue des masses du parti à une politique et une tactique social-démocrate révolutionnaire.

Nous autres, bolcheviks, pouvons témoigner de grands succès dans ce dernier domaine. Rosa Luxembourg et Karl Kautsky, social-démocrates qui ont souvent écrit pour les Russes et qui, à ce titre, adhèrent à notre parti, ont fini par être conquis par notre idéologie, alors qu'au début de la scission (1903), toutes leurs sympathies allaient aux mencheviks. Ce qui les a conquis, c'est le fait que les bolcheviks ne faisaient pas de concessions à la « critique » du marxisme, qu'ils ne défendaient pas la lettre de *leur* théorie de fraction *à eux*, mais l'esprit général et le sens de la tactique social-démocrate révolutionnaire. Nous sui-

vrons dans l'avenir aussi cette voie-là ; nous combattrons avec plus d'acharnement encore la bêtise sentencieuse et les vains jeux de mots appris par cœur et le révisionnisme théorique du cercle des écrivains constructeurs de Dieu.

Deux courants liquidateurs se dessinent aujourd'hui très clairement chez les social-démocrates russes : celui de Potressov et celui de Maximov. Potressov est bien forcé de redouter le parti social-démocrate, car il n'y a désormais aucun espoir qu'il adopte *sa* ligne. Maximov est bien forcé de redouter le parti social-démocrate, car il n'y a aucun espoir aujourd'hui qu'il adopte *sa* ligne. Et l'un et l'autre soutiendront et couvriront, par tous les moyens, bons et mauvais, les subterfuges de certains cercles littéraires avec leurs conceptions personnelles de revision du marxisme. Et l'un comme l'autre se raccrocheront, comme à une dernière lueur d'espoir, au maintien de l'esprit de cénacle contre l'esprit de parti, car Potressov peut encore parfois l'emporter dans une société choisie de mencheviks encroûtés, Maximov peut encore parfois être couronné de lauriers par des cercles de bolcheviks particulièrement encroûtés, mais ni l'un ni l'autre n'occupera jamais de place stable ni chez les marxistes, ni dans un parti ouvrier réellement social-démocrate. Et l'un et l'autre représentent dans la social-démocratie deux tendances opposées, également bornées et petites-bourgeoises, mais qui se complètent l'une l'autre.

VII

Nous avons indiqué quel était l'état-major de la nouvelle fraction. Où se recrute la troupe ? Parmi les éléments démocrates bourgeois, ayant adhéré au parti ouvrier au moment de la révolution. Le prolétariat, toujours et partout, se recrute dans la petite bourgeoisie ; toujours et partout, il a des centaines d'échelons, de facettes, de nuances transitoires qui lui sont liés. Au moment d'une croissance particulièrement rapide du parti ouvrier (comme ce fut le cas chez nous en 1905-1906), il est inévitable que s'y infiltrent en masse des éléments pénétrés d'un esprit petit-bourgeois. Et il n'y a aucun inconvénient à cela. La tâche historique du prolétariat est d'assimiler, d'instruire, de rééduquer

tous les éléments que la vieille société lui a légués sous forme de petits bourgeois d'origine. Mais pour cela il faut que le prolétariat les rééduque, qu'il ait de l'influence sur eux, et non pas eux sur lui. De nombreux « social-démocrates du temps de la liberté », qui l'étaient devenus dans des moments d'enthousiasme, dans une atmosphère de fête, de brillants slogans, en ces jours victorieux du prolétariat où même l'intelligentsia bourgeoise avait la tête tournée, s'étaient mis à *étudier sérieusement*, à étudier le marxisme, le travail conséquent du prolétariat ; ceux-ci resteront toujours social-démocrates et marxistes. D'autres n'ont pu ou n'ont su emprunter au parti du prolétariat autre chose que des mots appris par cœur, des slogans « brillants » et rabâchés, une ou deux phrases sur le « boycottisme », le « combatisme », etc. Lorsque ces éléments s'avisèrent d'imposer au parti ouvrier leurs « théories », leur conception du monde, c'est-à-dire leurs conceptions étroites, la scission devint inévitable.

Le sort des boycotteurs de la III^e^ Douma illustre parfaitement par un exemple concret la différence entre les uns et les autres de ces éléments.

Les bolcheviks en majorité, entraînés par le désir sincère de combattre directement et immédiatement les héros du 3 juin, penchaient pour le boycottage de la III^e^ Douma, mais très vite ils surent dominer la nouvelle situation. Au lieu de répéter des paroles apprises, ils étudièrent attentivement les nouvelles conditions historiques, réfléchissant aux raisons pour lesquelles la vie était ainsi et non autrement, ils firent travailler leur cerveau et non pas seulement leur langue, ils accomplirent, d'une manière sérieuse et conséquente, un travail prolétarien, et ils comprirent vite toute la stupidité, toute la médiocrité de l'« otzovisme ». Les autres se cramponnèrent aux mots, ils se mirent à élaborer « leur propre ligne » à l'aide de phrases mal digérées, à proclamer « le boycottisme, l'otzovisme, l'ultimatisme ! », à remplacer par ces cris le travail révolutionnaire du prolétariat dicté par les conditions historiques du moment, à former une nouvelle fraction avec tous les éléments insuffisamment mûrs du bolchevisme. La route est libre, chers amis ! Nous avons fait tout ce que nous pouvions pour vous enseigner le marxisme et le travail social-démocrate. Nous

déclarons maintenant une guerre définitive et acharnée aussi bien aux liquidateurs de droite qu'à ceux de gauche qui pervertissent le parti ouvrier par leur révisionnisme théorique et leurs méthodes petites-bourgeoises en politique et en tactique.

Supplément au n° 47-48 du « Prolétari », 11 (24) septembre 1909

Conforme au texte du Supplément

OÙ IL EST ENCORE QUESTION DE L'ESPRIT DE PARTI ET DE L'ABSENCE D'ESPRIT DE PARTI

La question des candidatures de parti ou hors parti, des candidatures utiles ou « inutiles » est sans doute l'une des questions les plus importantes — sinon la plus importante — pour les élections actuelles à l'actuelle Douma. Les électeurs, comme la grande masse qui s'intéresse aux élections, doivent avant tout se rendre compte du *pourquoi* de ces élections, savoir *quelle* est la tâche qui incombe à un député au parlement et *quelle* doit être la tactique du député pétersbourgeois à la IIIe Douma. Mais on ne pourra se rendre complètement et exactement compte de tout cela que si toute la campagne électorale est faite dans un esprit de parti.

Pour ceux qui, à ces élections, veulent défendre les intérêts des larges masses, des masses les plus importantes de la population, la tâche la plus urgente est de développer en elles la conscience politique. Car plus on développe la conscience des masses et plus apparaît nettement leur regroupement suivant les intérêts réels de telle ou telle classe de la population. Toute absence d'esprit de parti dénote, même dans l'éventualité d'un succès, une conscience politique confuse et un manque de maturité chez le candidat, dans le groupe ou les partis qui le soutiennent et dans les masses qui ont participé à son élection.

Pour tous les partis disparates dont le but aux élections est de satisfaire les intérêts de tel ou tel petit groupe de possédants, le développement de la conscience des masses est toujours relégué au second plan et leur net regroupement

de classes est presque toujours à leurs yeux peu souhaitable et dangereux. Pour ceux qui ne veulent pas prendre la défense des partis bourgeois, une conscience politique éclairée et un net regroupement de classes passe avant tout le reste. Ce qui n'exclut pas naturellement, dans des conditions données, particulières, une communauté d'action temporaire entre partis différents, mais ce qui exclut absolument toute absence, tout affaiblissement, ou toute dissimulation de l'esprit de parti.

Mais c'est justement parce que nous défendons ce principe dans l'intérêt des grandes masses, pour les libérer de toute espèce d'influence bourgeoise, pour que les regroupements de classes se fassent de façon parfaitement claire, c'est justement pour cela qu'il faut nous appliquer et veiller fermement à ce que l'esprit de parti soit non seulement un *mot*, mais un *fait*.

Le candidat sans parti, Kouzmine-Karavaev, surnommé déjà le candidat « inutile », pose qu'aux élections de Pétersbourg il n'y a pas de candidats des partis au sens strict du mot. Ce jugement est si faux qu'il ne mérite même pas d'être réfuté. On ne peut mettre en doute l'appartenance à un parti des candidats Kutler et N. Sokolov. Kouzmine-Karavaev s'est laissé abuser quelque peu par le fait que les deux partis qui ont présenté ces candidats n'avaient pas d'existence officielle. Cette circonstance complique la campagne électorale des partis, mais n'en supprime pas la nécessité. Flancher devant *ce genre* de difficultés, s'avouer vaincu, c'est exactement accéder au désir de monsieur Stolypine qui voudrait entendre « l'opposition » (la soi-disant opposition) confirmer son « esprit constitutionnel ».

Pour la masse qui participe aux élections de Pétersbourg, ce qui est le plus important c'est de vérifier *quels* sont les partis *qui ont flanché* devant ces difficultés et *quels* sont ceux qui ont maintenu intégralement leur programme et leurs mots d'ordre ; quels sont ceux qui ont essayé de « s'adapter » au régime réactionnaire, dans ce sens qu'ils ont restreint, ramené dans le cadre de ce régime leur action parlementaire, leur presse, leur organisation, et quels sont ceux qui s'y sont adaptés dans ce sens qu'ils ont modifié certaines formes de leur action, sans aucunement rogner leurs mots d'ordre à la Douma, sans réduire leur presse,

leur organisation, etc., aux dimensions du cadre du régime. Pareille vérification multilatérale, basée sur l'histoire des partis, sur leur action parlementaire et extra-parlementaire, est le contenu essentiel de la campagne électorale. Dans une conjoncture nouvelle, moins favorable à la démocratie, les masses doivent une fois de plus faire connaissance avec *les partis* qui se disent démocratiques. Les masses doivent sans cesse prendre conscience des différences qui existent entre la démocratie bourgeoise et celle qui cette fois présente la candidature de N. Sokolov, des différences qui existent entre leurs conceptions respectives du monde, leurs buts finals, leur attitude devant l'objectif grandiose que représente le mouvement de libération international, leur aptitude à défendre les idéaux et les moyens adoptés par le mouvement de libération en Russie. Les masses doivent sortir de cette campagne électorale avec un esprit de parti plus développé, avec une conscience plus nette des intérêts, objectifs, mots d'ordre, points de vue et méthodes d'action des différentes classes ; c'est à ce résultat invariable que la tendance politique représentée par Sokolov attache le plus de prix, c'est à cela qu'elle saura arriver grâce à un travail acharné, persévérant, conséquent et approfondi.

« Novy Dien », n° 9,
14 (27) septembre 1909.
Signé : Vl. Iline

Conforme au texte du journal

ENTRETIEN AVEC LES BOLCHEVIKS DE PÉTERSBOURG

Lorsque le présent numéro du *Prolétari* parviendra en Russie, la campagne électorale de Saint-Pétersbourg sera terminée. C'est donc maintenant le moment de parler avec les bolcheviks de Pétersbourg — aussi bien qu'avec tous les social-démocrates russes — de la lutte contre les ultimatistes, lutte qui a failli conduire à une scission complète à Saint-Pétersbourg au moment des élections, et qui a une très grande importance pour tout le Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Les quatre étapes de cette lutte doivent avant tout être nettement définies ; après quoi nous étudierons en détail sa signification et certaines divergences qui existent entre nous et une partie des bolcheviks de Pétersbourg. Ces quatre étapes sont les suivantes : 1) A la Conférence de la rédaction élargie du *Prolétari* à l'étranger, on arrête définitivement la position des bolcheviks à l'égard de l'otzovisme et de l'ultimatisme et on constate la dissidence du camarade Maximov (n° 46 du *Prolétari* et Supplément *). 2) Dans la feuille spéciale imprimée et diffusée également à l'étranger, sous le titre : « Rapport adressé aux camarades bolcheviks par les membres évincés de la rédaction élargie du *Prolétari* », les camarades Maximov et Nikolaïev (conditionnellement et partiellement soutenus par les camarades Marat et Domov) exposent leurs idées sur la ligne du *Prolétari* qu'ils trouvent « menchevique », etc., et défendent leur ultimatisme. L'analyse de cette feuille est donnée dans

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 457-466, 473-484. (*N.R.*)

un supplément spécial au n° 47-48 du *Prolétari* *. 3) Dès le début de la campagne électorale à Saint-Pétersbourg, la commission exécutive du Comité de Pétersbourg de notre parti a adopté une résolution ultimatiste au sujet des élections. On trouvera plus loin le texte de cette résolution. 4) L'adoption de cette résolution suscite une véritable tempête dans les cercles des bolcheviks pétersbourgeois. Tempête qui fait rage, si l'on peut dire, au sommet et à la base. « Au sommet », ce sont l'indignation et les protestations des délégués du Comité central et des membres de la rédaction élargie du *Prolétari*. « A la base », c'est la convocation d'une conférence inter-sections privée des ouvriers et militants social-démocrates de Pétersbourg. Cette conférence a adopté une résolution (dont le texte se trouve plus loin) affirmant sa solidarité avec la rédaction du *Prolétari*, mais a condamné sévèrement les « manœuvres scissionnistes » *aussi bien de la rédaction* que des otzovistes-ultimatistes. Ensuite, on a fait une nouvelle réunion du Comité de Pétersbourg et de la commission exécutive et *on a annulé* la résolution ultimatiste. On a adopté une nouvelle résolution dans la ligne du *Prolétari*. Le texte en est intégralement reproduit dans la chronique du présent numéro.

Voilà, pour l'essentiel, la trame des événements. Le sens du fameux « ultimatisme » dans notre parti est maintenant mis en lumière d'une *façon concrète*, et tous les social-démocrates russes doivent étudier attentivement les questions en litige. En outre la condamnation de notre ligne « scissionniste » par une partie de ceux qui partagent nos idées à Pétersbourg nous donne l'occasion de nous *expliquer* définitivement avec tous les bolcheviks au sujet de cette importante question également. Il vaut donc mieux nous « expliquer » à fond maintenant que de provoquer de nouvelles frictions et des « chicanes » à chaque étape de notre travail pratique.

Rappelons d'abord *exactement* la position que nous avons prise au sujet de la scission, tout de suite après la Conférence de la rédaction élargie du *Prolétari*. Dans le « Compte rendu » de cette conférence (Supplément au numéro 46 du

---

* Voir le présent tome, pp. 24-58. (*N.R.*)

Prolétari *) on dit tout au début que l'ultimatisme, en tant que tendance proposant de lancer un ultimatum à la fraction social-démocrate de la Douma, hésite entre l'otzovisme et le bolchevisme. L'un de nos ultimatistes à l'étranger — cela est dit dans le « Compte rendu » — « reconnaît que l'action de la fraction social-démocrate à la Douma s'est considérablement améliorée ces derniers temps et il ne pense pas maintenant lui lancer un ultimatum dans l'immédiat ».

« Avec *ces* ultimatistes-*là*, dit textuellement le Compte rendu, la cohabitation au sein d'une même fraction est naturellement possible... En ce qui concerne *ces* bolcheviks-ultimatistes-*là*, il ne saurait être question de scission. » Il serait même ridicule d'en parler.

Plus loin, nous lisons, à la deuxième page du « Compte rendu » :

« Les militants locaux qui auraient pris la résolution de la Conférence pour une invitation à chasser de leurs organisations les ouvriers ayant des dispositions otzovistes ou, mieux encore, à scinder immédiatement les organisations là où elles ont des éléments otzovistes, commettraient une grave erreur. Nous mettons fermement en garde les militants locaux contre semblables agissements. »

On ne saurait, semble-t-il, s'exprimer plus clairement. Le départ du camarade Maximov qui *a refusé de se soumettre* aux résolutions de la Conférence, était inévitable. Pour ce qui est des éléments otzovistes-ultimatistes hésitants, indécis, loin de nous prononcer en faveur d'une scission d'avec eux, nous avons résolument mis en garde contre cette manière d'agir.

Etudions maintenant la deuxième étape de la lutte. Les camarades Maximov et C^ie^ publient à l'étranger une feuille où, d'un côté, on nous accuse d'être les fauteurs de la scission, alors que de l'autre on déclare que la ligne du nouveau *Prolétari* (qui a prétendument trahi le vieux *Prolétari*, le vieux bolchevisme) est menchevique, « parlementariste », etc. N'est-il pas ridicule de déplorer une scission dans la fraction, *c'est-à-dire dans l'alliance de ceux qui partagent les mêmes idées à l'intérieur du parti*, alors

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 15. pp. 473-484. (*N.R.*)

qu'on reconnaît l'absence d'une communauté d'idées ? Pour défendre leur ultimatisme, les camarades Maximov et Cie écrivent dans leur feuille que « le parti ne peut plus alors (c'est-à-dire dans les conditions de réaction intense et renforcée qui caractérisent l'époque actuelle) mener une campagne électorale vigoureuse et brillante, il ne peut obtenir une représentation parlementaire digne de lui », que « la question de savoir s'il est opportun de faire partie d'une institution pseudo-parlementaire devient donc sujet à caution », que le *Prolétari* « sur le fond » de l'affaire « se range au point de vue menchevique du parlementarisme à tout prix ». Ces propos s'accompagnent d'une défense évasive de l'otzovisme (« les otzovistes ne se sont jamais (!!!) prononcés dans le sens de l'antiparlementarisme en général ») et d'un reniement évasif de ce courant (nous, voyez-vous, nous ne sommes pas des otzovistes ; le parti ne doit pas en ce moment liquider la fraction social-démocrate de la Douma ; « le parti doit » « décider si, en définitive, toute l'entreprise — la participation à la IIIe Douma — ne lui a pas été préjudiciable », comme si le parti *n'avait pas* déjà *résolu* cette question !).

Cette attitude évasive adoptée par Maximov et Cie en a trompé et en trompe encore plus d'un ; on dit : allons donc, quel préjudice pourraient donc causer au parti ou même à la fraction des gens qui, d'une façon générale, ne refusent en rien d'exécuter les décisions du parti et ne font que défendre prudemment une manière de voir un peu différente au sujet de la tactique ?

Ce point de vue sur la propagande faite par Maximov et Cie est largement répandu dans un public qui ne réfléchit pas, qui ajoute foi aux *mots*, qui ne se représente pas le *sens politique concret* de phrases évasives, circonspectes, diplomatiques dans le contexte de la situation *actuelle* du parti. Ce public a reçu maintenant une excellente leçon.

La feuille de Maximov et Cie est du 3 (16) juillet 1909. *En août*, la commission exécutive du Comité de Pétersbourg, par trois voix ultimatistes contre deux, a adopté la résolution suivante au sujet de la prochaine campagne électorale (actuellement terminée) à Pétersbourg :

« Au sujet des élections, la commission exécutive a décidé : sans accorder une importance particulière à la Douma d'Etat et à

notre fraction parlementaire, mais en s'appuyant sur la décision unanime du parti, prendre part aux élections, sans gaspiller nos forces, en ne présentant que nos propres candidats pour recueillir les voix social-démocrates et en organisant une commission électorale qui, par le truchement de son délégué, serait sous les ordres de la commission exécutive du Comité de Pétersbourg. »

Que les lecteurs comparent cette résolution avec la feuille de l'étranger rédigée par Maximov. Une confrontation de ces deux documents est le meilleur et le plus sûr moyen d'ouvrir les yeux du public sur le *vrai* sens du groupe de Maximov à l'étranger. Cette résolution est exactement semblable à la feuille de Maximov : elle professe l'obéissance au parti et, comme Maximov, elle défend le *principe* de l'ultimatisme. Nous ne voulons pas du tout dire que les ultimatistes de Pétersbourg se sont inspirés directement de la feuille de Maximov, nous n'en avons aucune preuve. Et cela n'a pas d'importance. Nous affirmons que l'identité *idéologique* des positions politiques ne fait pas de doute ici. Nous affirmons que l'exemple que nous avons donné a mis spécialement en évidence *l'utilisation pratique* d'un ultimatisme « circonspect », « diplomatique », tactique, évasif — appelez-le comme vous voudrez — utilisation que tous ceux qui sont au courant du travail du parti connaissent par des *centaines* de cas analogues, moins « brillants », non consignés dans des documents officiels, et concernant des faits dont un social-démocrate ne peut parler publiquement pour des raisons de clandestinité ou autres. Naturellement la résolution de Pétersbourg est moins étroite au point de vue littéraire et technique que la feuille de Maximov. Mais c'est qu'en pratique les idées de Maximov sont toujours destinées (du moins dans 999 cas sur 1 000) à être appliquées dans les organisations locales non par lui-même, mais par ses partisans, qui sont moins « adroits » que lui. Pour le parti, ce qui est intéressant, c'est de savoir non pas quel est celui qui brouille la piste avec le plus d'« adresse », mais quel est le contenu *réel* du travail du parti, quelle est l'orientation *réelle* donnée au travail par tel ou tel chef.

Et nous demandons à n'importe quelle personne impartiale si les partisans du *Prolétari* et les auteurs de pareilles résolutions peuvent travailler ensemble au sein de la même fraction, c'est-à-dire dans une même union de membres du

parti ayant les mêmes idées ? Peut-on parler *sérieusement* d'appliquer la décision du parti sur l'utilisation de la Douma et de la tribune parlementaire étant donné le genre de résolutions que prennent les organes suprêmes des comités locaux ?

Que la résolution de la commission exécutive met *en fait* des bâtons dans les roues de la campagne électorale qui commence, que cette résolution *fait échouer* cette campagne, tout le monde l'a compris d'emblée (sauf ses auteurs et les ultimatistes qui sont enthousiasmés par « l'adresse » avec laquelle Maximov brouille la piste). Nous avons déjà parlé et nous reparlerons plus loin de la façon dont les bolcheviks de Pétersbourg ont répondu à cette résolution. Quant à nous, nous avons immédiatement écrit l'article « Les briseurs de grève otzovistes et ultimatistes » [40] — briseurs de grève parce que, par leur attitude, les ultimatistes *trahissaient* manifestement la campagne électorale social-démocrate au bénéfice *des cadets*, — nous y avons révélé toute l'ignominie qu'avait pareille résolution pour des social-démocrates et nous avons invité la commission exécutive qui avait adopté ladite résolution à *enlever* immédiatement du *Prolétari* son sous-titre « organe du Comité de Saint-Pétersbourg » si cette commission exécutive prétend exprimer les idées des social-démocrates pétersbourgeois ; nous ne voulons pas jouer la comédie, est-il dit dans cet article, nous *n'avons jamais été et nous ne serons pas* l'organe de ce genre de... « bolcheviks eux aussi ».

L'article était déjà composé et mis en pages, lorsque nous avons reçu la lettre de Pétersbourg au sujet de l'*annulation* de la fameuse résolution. Il fallut retarder le numéro (le n° 47-48 sortit de ce fait quelques jours plus tard que prévu). Nous devons maintenant rappeler la résolution des ultimatistes, non plus heureusement en liaison avec la campagne électorale actuelle, mais pour donner un aperçu de ce qui s'est passé... et qui ferait bien de tomber tout à fait dans l'oubli.

Voici le texte de la résolution adoptée par les bolcheviks de Pétersbourg à une assemblée de caractère privé convoquée après l'adoption de la fameuse résolution :

« La conférence privée des ouvriers et militants social-démocrates, après avoir examiné la résolution de la rédaction élargie du *Pro-*

létari, affirme son entière adhésion à la ligne politique définie dans les résolutions « Sur les objectifs de bolcheviks dans le parti », « Sur la position à l'égard de l'action parlementaire, etc. » et « Sur l'ultimatisme et l'otzovisme ».

« En même temps, la conférence s'élève nettement contre les méthodes de lutte que la rédaction utilise contre les camarades ultimatistes dans ses résolutions, considérant que de telles méthodes empêchent de résoudre le problème de base qui se présente à la rédaction du *Prolétari*, à savoir la reconstitution du parti.

« La Conférence proteste également contre les manœuvres scissionnistes des camarades ultimatistes et otzovistes. »

Après l'adoption de cette résolution, il y a eu une nouvelle assemblée du Comité de Pétersbourg qui annula la résolution ultimatiste et en adopta une autre (voir la chronique). Cette nouvelle résolution se termine ainsi : « Considérant qu'il est absolument indispensable de profiter de la prochaine campagne électorale, le Comité de Pétersbourg décide d'y prendre une part active. »

Avant de passer à la réponse aux camarades qui ne sont pas d'accord avec notre politique prétendument scissionniste, nous citerons quelques passages de la lettre de l'un d'eux :

« ... Mais si on a remarqué qu'entre les participants à la conférence (la conférence privée intersections) composée pour les deux tiers d'ouvriers, l'unanimité s'est faite sur la question de l'analyse du moment présent et sur la tactique qui en découle, elle s'est faite tout aussi bien contre les méthodes de lutte proposées par la rédaction du *Prolétari* pour combattre ses adversaires en tactique, les ultimatistes. L'accord ne s'est pas fait sur la nécessité affirmée dans les résolutions du *Prolétari* de se désolidariser de ses camarades en fondant une fraction, car une telle délimitation serait dangereuse pour l'existence même du parti... Je suis sûr de ne pas trahir l'état d'esprit et la tendance générale de la Conférence en disant que *nous ne permettrons pas une scission*. Camarades ! Là-bas à l'étranger, vous vous êtes forgé un horrible diable ultimatiste qui en réalité n'existe pas chez nous. Un Comité pétersbourgeois et une commission exécutive *fortuite* ont donné la majorité aux ultimatistes : le résultat a été l'adoption d'une résolution stupide et mal faite qui a porté aux ultimatistes un coup moral dont il est douteux qu'ils puissent se relever... A l'assemblée du Comité de Pétersbourg qui a pris cette résolution, il manquait les représentants de trois sections et, on le sait maintenant, le représentant d'une quatrième section n'avait pas de voix délibérative. Donc il manquait les représentants de quatre sections et l'unique voix de majorité des ultimatistes se trouve « élucidée ». Il en ressort que le quorum n'étant pas atteint, le Comité de Pétersbourg n'a pas donné la majorité aux ultimatistes... Quant à la résolution de ce Comité sur les élections, la conférence a décidé d'en obtenir la ré-

vision et, dès la première assemblée du Comité où il est maintenant clair que nous aurons la majorité, une autre résolution sera adoptée. Les ultimatistes eux-mêmes qui ont eu honte de leur résolution sont d'accord pour cette révision. Tous, y compris semble-t-il son auteur, sont d'accord pour la trouver stupide à tous points de vue, mais, et je le souligne, elle n'est pas criminelle. Les camarades ultimatistes qui ont voté pour elle ont déclaré qu'ils n'étaient pas d'accord avec l'auteur de la résolution, un vrai partisan du proverbe qui recommande d'agir de façon à « préserver son innocence tout en acquérant du capital »...

Ainsi notre partisan nous accuse d'avoir forgé à l'étranger un horrible diable ultimatiste, d'avoir par notre lutte scissionniste contre les ultimatistes compliqué (ou ruiné) la cause de la reconstitution du parti.

La meilleure réponse à cette « accusation », c'était de raconter ce qui s'est passé à Pétersbourg. C'est pourquoi nous l'avons fait avec tant de détails : les faits parlent d'eux-mêmes.

Nous avons reconnu que le camarade Maximov avait rompu avec notre fraction parce qu'il avait refusé de se soumettre aux résolutions de la rédaction élargie et monté, sous le couvert de la fameuse « école », le centre idéologique de la nouvelle organisation à l'étranger. Ceux qui nous le reprochent, ce sont certains de nos partisans qui auraient dû *obtenir* à Pétersbourg, *grâce à des mesures d'urgence* (conférence privée d'ouvriers influents et révision de la résolution déjà adoptée !), *l'annulation d'une résolution « stupide à tous points de vue »* et qui reflétait les idées de Maximov ! !

Non, camarades, en nous accusant de provoquer la scission et de « forger un diable », vous ne faites que prouver, une fois de plus, qu'il est urgent de reconnaître que Maximov a rompu avec la fraction, vous ne faites que démontrer que nous aurions définitivement compromis le bolchevisme et porté un coup fatal à la cause du parti, si nous ne nous étions pas désolidarisés de Maximov à la veille des élections de Pétersbourg. Vos *actes*, camarades qui nous accusez de scission, démentent vos *paroles*.

Vous « n'êtes pas d'accord, simplement », avec *nos* méthodes de combat contre les ultimatistes. Nous, nous ne sommes pas du tout opposés à *vos* méthodes de lutte contre les ultimatistes ; nous les approuvons pleinement et nous saluons votre victoire, mais nous sommes en même temps

profondément convaincus que *vos* méthodes ne sont pas autre chose que l'*application* des « nôtres » à un certain milieu du parti.

En quoi consistent nos « mauvaises » méthodes ? En ce que nous avons poussé à la rupture avec Maximov et Cie. En quoi consistent vos bonnes méthodes à vous ? En ce que vous avez reconnu que la résolution, en tous points conforme aux idées de Maximov, était « stupide à tous points de vue », que vous avez tenu une réunion extraordinaire, que vous avez fait campagne contre cette résolution, que vous êtes arrivés à ce que ses auteurs en aient honte que vous avez obtenu son annulation et sa conversion en une résolution *non plus* ultimatiste, *mais* bolchevique.

Votre « campagne », camarades, est le *prolongement* de la nôtre et non un désaveu.

Mais nous, nous ne reconnaissions pas qu'il y avait des dissidents, direz-vous. Parfait. Pour « battre en brèche » notre mauvaise méthode à nous, essayez de faire à l'étranger ce que vous avez fait à Pétersbourg. Essayez d'obtenir que Maximov et ses partisans (même là où se trouve la fameuse « école » Eroguine) reconnaissent que sa feuille (« Rapport adressé aux camarades bolcheviques ») est absolument « stupide à tous points de vue » en ce qui concerne le contenu idéologique, essayez de faire en sorte que Maximov et son groupe aient honte, essayez d'obtenir que la fameuse « école » publie une feuille d'un contenu idéologique *radicalement opposé* *. Si vous obtenez tout cela, alors vous

* Voici entre autres une illustration de la façon dont Maximov et la fameuse « école » brouillent les pistes. L'école a publié le 26 août 1909 une feuille imprimée contenant son programme, une lettre de Kautsky (conseillant très gentiment de « ne pas mettre au premier plan » les divergences philosophiques et déclarant qu'il « ne trouvait pas juste la critique sévère de la fraction parlementaire social-démocrate », sans même parler de l'« ultimatisme » !), une lettre de Lénine (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 501-502. — *N.R.*) et une résolution du Conseil de l'école. Le drôle de Conseil déclare que « les chicanes de fractions n'ont absolument aucun rapport avec ses buts et objectifs (ceux de l'école) qui sont identiques à ceux du parti tout entier ». Voyons les signatures. Conférenciers : Maximov, Gorki, Liadov, Lounatcharski, Mikhaïl, Alexinski. Réfléchissez un peu : avec *ce* personnel-*là* l'école « n'a absolument aucun rapport » avec les « chicanes des fractions ». Voyons, chers camarades : ... inventez, si vous voulez, mais gardez quand même la mesure ! On nous dira :

aurez réellement *battu en brèche* nos méthodes de lutte et nous reconnaîtrons volontiers que les « vôtres » sont meilleures.

A Pétersbourg, une affaire concrète, immédiate et qui concerne le parti tout entier est en train : les élections. Le prolétariat social-démocrate de cette ville a d'emblée *rappelé à l'ordre* les ultimatistes et il l'a fait *de telle façon* qu'ils ont tout de suite obtempéré : l'esprit du parti a prévalu, la proximité de la masse du prolétariat a eu une influence bienfaisante ; il a tout de suite paru clair à tous qu'on ne pouvait mener l'affaire avec la résolution ultimatiste. On a immédiatement lancé un *ultimatum* aux ultimatistes et les ultimatistes de Pétersbourg (*il faut le dire à leur honneur*) ont répondu à l'ultimatum bolchevique par leur soumission au parti, aux bolcheviks, et non par la lutte contre eux (du moins aux élections : cesseront-ils la lutte également après les élections, nous n'en savons rien encore).

Maximov et Cie ne se contentent pas d'avoir un état d'esprit ultimatiste. Ils s'efforcent de faire de l'ultimatisme une ligne particulière. Ils bâtissent tout un système de politique ultimatiste (sans même parler de leur amitié avec les constructeurs de Dieu, chose que l'on ne peut évidemment pas reprocher à ceux de Pétersbourg), ils fondent sur lui une nouvelle tendance et ont entrepris une guerre systématique contre le bolchevisme. Naturellement, ces instigateurs d'otzovisme subiront eux aussi (et subissent déjà) une défaite, mais pour débarrasser au plus vite notre fraction et notre parti de la maladie otzoviste-ultimatiste il fallait *ici* des mesures plus radicales, car plus nous combattrons fermement ceux qui se déclarent otzovistes et ceux qui ne l'avouent pas, et plus vite le parti sera débarrassé de cette maladie.

---

l'école a « invité » d'autres conférenciers. D'abord, elle les a invités en sachant qu'ils ne pourraient presque jamais y aller. Ensuite, l'école les a bien invités, mais... « Mais elle ne pouvait pas leur proposer (aux autres conférenciers) de dédommagements pour leurs frais de voyage et le temps consacré aux conférences » (Feuille du 26 août 1909). Voilà qui est bon, n'est-ce pas ? Nous ne sommes absolument pas des fractionnistes, mais « nous ne pouvons proposer » à personne d'autres qu'aux « nôtres » le remboursement de leurs frais de voyage...

« Majorité fortuite » pour les ultimatistes, disent ceux de Pétersbourg. Vous faites une grave erreur, camarades. Ce que vous voyez aujourd'hui chez vous est une petite partie d'un phénomène *général* et vous appelez « fortuit » ce qui pour vous n'est pas clairement lié à l'ensemble des faits. Rappelez-vous. Au printemps 1908, l'otzovisme fait son apparition dans la région du Centre et réunit quatorze voix (sur trente-deux) à la Conférence de Moscou-ville. En été et automne 1908, c'est la campagne otzoviste à Moscou : le *Rabotchéié Znamia* ouvre la discussion et réfute l'otzovisme. A partir d'août 1908 : une discussion est également amorcée dans le *Prolétari*. Automne 1908 : les otzovistes forment une « tendance » séparée à la Conférence du parti de Russie. Printemps 1909 : campagne otzoviste à Moscou (voir n°47-48 du *Prolétari*, « La Conférence de l'Organisation de l'arrondissement de Moscou »). Eté 1909 : résolution ultimatiste de la commission exécutive du Comité de Pétersbourg.

A l'énoncé de ces faits, parler de « hasard » au sujet de la majorité ultimatiste, c'est faire preuve de naïveté. Dans certaines localités, il est inévitable que se produisent de brusques flottements dans la composition des organisations, — tant que la réaction est aussi forte et les effectifs des organisations social-démocrates aussi faibles qu'ils le sont actuellement. Aujourd'hui, les bolcheviks déclarent la majorité ultimatiste « fortuite » à X, demain les ultimatistes déclareront la majorité bolchevique « fortuite » à Y. Nombreux sont les amateurs qui voudraient bien se chamailler à ce sujet, mais nous ne sommes pas du nombre. Il faut se rendre compte que ces querelles et ces chamailleries sont le *produit* d'une profonde divergence idéologique. Ce n'est qu'en le comprenant que nous aiderons les social-démocrates à substituer à des disputes stériles et dégradantes (à propos de majorité « fortuite », de tel ou tel conflit d'organisation, à propos d'argent, de rapports, etc.) *une analyse des causes idéologiques de la divergence*. Nous savons parfaitement que dans de nombreuses villes, la lutte entre ultimatistes et bolcheviks s'est étendue aux secteurs d'activité les plus variés, qu'elle a porté la désunion, la mésentente, jusque dans le travail au sein des syndicats légaux, des sociétés, des congrès, des réunions. Nous avons reçu à ce sujet

des lettres venant « du champ de bataille », malheureusement les exigences de la clandestinité ne nous permettent de publier *dans ce domaine* que le dixième ou même le centième de celles que nous avons reçues. Nous affirmons de la façon la plus catégorique que la lutte contre les ultimatistes à Pétersbourg pendant les élections *n'est pas un hasard*, mais l'une des innombrables manifestations d'une maladie générale.

Et c'est pourquoi nous n'aurons cessé de répéter à tous les camarades bolcheviks, à tous les ouvriers à qui la cause de la social-démocratie révolutionnaire est chère : il n'y a rien de plus faux, ni de plus nuisible que de tenter de dissimuler cette maladie. Il faut fidèlement mettre en lumière les raisons, le caractère et la signification des divergences qui existent entre les partisans de l'otzovisme, de l'ultimatisme, de la construction de Dieu et nous. Il faut procéder à une séparation, à une délimitation nette entre la fraction des bolcheviks, c'est-à-dire l'union des bolcheviks qui partagent les mêmes idées, et désirent *mener* le parti selon la tendance du *Prolétari* connue de tous, et la nouvelle fraction qui mène inévitablement ses partisans aujourd'hui à des phrases anarchistes « fortuites » avec les plates-formes otzovistes de Moscou et de Pétersbourg, demain à un bolchevisme caricatural « fortuit » avec la feuille de Maximov, après-demain à une résolution pétersbourgeoise « stupide » et « fortuite ». Il faut comprendre cette maladie et tous ensemble s'attacher à la guérir. Là où l'on peut obtenir une guérison par les méthodes des Pétersbourgeois, c'est-à-dire par un appel immédiat et efficace à la conscience social-démocrate des ouvriers d'avant-garde, c'est le remède le meilleur, là *personne n'a jamais* prêché la séparation et la rupture à tout prix. Mais là où, par suite de conditions différentes, se forment des centres, des cercles tant soit peu stables et qui propagent les idées de la nouvelle fraction, il est indispensable de rompre. Là, la rupture avec la nouvelle *fraction* est le *gage* de l'unité pratiquement réalisée au travail dans les rangs du *parti*, car les praticiens de Pétersbourg eux-mêmes viennent de reconnaître qu'il était impossible d'accomplir ce travail sous la bannière de l'ultimatisme.

« Prolétari » n° 49.
3 (16) octobre 1909

Conforme au texte du journal

APPENDICE À L'ARTICLE « LES ÉLECTIONS DE PÉTERSBOURG » [41]

Il n'y a que les bolcheviks qui aient soulevé des objections concernant l'exagération de cette idée bolchevique. Lorsque le journal *Novy Dien* [42] eut laissé publier une note incorrecte disant qu'une désolidarisation de principe avec les troudoviks et les socialistes populistes n'était pas suffisante, trois écrivains bolcheviques tentèrent de corriger cette façon d'effacer les divergences de programme et d'orienter la propagande, au journal et aux réunions électorales, vers des méthodes *socialistes, de classe* plus conséquentes. Si cette tentative a échoué, ce n'est pas pour autant que nous le sachions, *par la faute des bolcheviks.* C'est de la même façon qu'échoua la tentative faite par un bolchevik pour réfuter le raisonnement de Jordanski publié dans le *Novy Dien*, sur les idées de la social-démocratie concernant l'ordre et la légalité. Jordanski, comme de nombreux opportunistes, avait banalisé la fameuse citation d'Engels sur « les bonnes joues » que la social-démocratie s'était faites sur le terrain de la « légalité ». Engels lui-même avait vigoureusement protesté contre le sens élargi qu'on avait donné à sa réflexion (voir ses lettres dans le *Neue Zeit*) qui s'appliquait à un moment déterminé du développement de l'Allemagne (du temps du suffrage universel, etc.) [43]. Jordanski a trouvé opportun d'en parler la « légalité » étant celle du 3 juin.

« Prolétari » n° 49.
8 (16) octobre 1909

Conforme au texte du journal

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA CONSOLIDATION DU PARTI ET DE SON UNITÉ[44]

La rédaction de l'Organe central[45] reconnaît que la consolidation de notre parti et de son unité ne peut être réalisée à l'heure actuelle que par le *rapprochement* déjà ébauché avec des *fractions* déterminées, fortes et ayant une influence dans le mouvement ouvrier pratique, et non en moralisant et en gémissant sur le thème de leur suppression ; en outre ce rapprochement doit se faire et se développer sur la base de la *tactique* social-démocrate révolutionnaire et d'une politique d'organisation orientée vers une lutte vigoureuse contre le courant liquidateur et de « droite » et de « gauche », mais surtout de droite étant donné que le courant de « gauche » déjà battu, présente moins de danger.

Ecrit le 21 octobre (3 novembre) 1909.
Publié pour la première fois en 1929 dans la deuxième et la troisième édition des Œuvres de V. Lénine, tome XIV

Conforme au manuscrit

DISCOURS À LA RÉUNION DU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL AU SUJET DE LA SCISSION AU SEIN DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE HOLLANDAIS[46]
25 OCTOBRE (7 NOVEMBRE) 1909

Singer et Adler ont pris tous deux pour point de départ des faits que j'aimerais une fois de plus préciser. Premièrement, que la scission est un fait acquis dont il faut tenir compte. Deuxièmement, que, selon la déclaration faite par Adler lui-même, le parti social-démocrate est un parti socialiste. Troisièmement, que le droit lui revient indubitablement d'avoir une représentation aux congrès internationaux. Le parti social-démocrate ne réclame pas le droit de prendre part aux décisions du Bureau ; il serait possible de lui accorder une voix délibérative, comme ce fut le cas pour certains partis russes. Quatrièmement, le camarade Adler a proposé que les voix aux congrès internationaux soient réparties entre les deux partis de la section hollandaise du congrès de Copenhague, le parti social-démocrate conservant le droit d'en appeler au Bureau. Il importe, à la présente réunion, d'aboutir à une décision unanime au sujet des quatre questions susmentionnées. Je me bornerai à noter que la camarade Roland-Holst nommée par Troelstra s'est prononcée en faveur de l'admission du parti social-démocrate.

Publié le 13 novembre 1909 dans le quatrième supplément du n° 264 du « Leipziger Volkszeitung »

Conforme au texte du supplément. Traduit de l'allemand

LE TSAR CONTRE LE PEUPLE FINLANDAIS

Les bandits Cent-Noirs du Palais d'Hiver [47] et les tricheurs octobristes de la III[e] Douma ont entrepris une nouvelle campagne contre la Finlande. Abroger la constitution qui garantit les droits des Finlandais contre l'arbitraire des autocrates russes, donner à la Finlande le régime d'illégalité et d'exception que connaît le reste de la Russie, voilà le but de cette campagne. Cela a commencé par un oukase du tsar décrétant le service militaire obligatoire à l'insu de la diète et la nomination de nouveaux sénateurs choisis parmi les fonctionnaires russes. Il serait oiseux de s'attarder à l'étude des arguments avancés par les brigands et les tricheurs pour essayer de prouver la légitimité et la légalité des exigences posées par la Finlande sous la menace de millions de baïonnettes. Le fond de l'affaire n'est pas dans les arguments, mais dans les buts poursuivis. Avec la Finlande démocratique et libre, ce sont les dernières traces des conquêtes *populaires* de 1905 que le gouvernement tsariste et ses alliés veulent effacer. C'est pourquoi lorsque les régiments cosaques et les batteries d'artillerie occupent précipitamment les centres urbains de Finlande, cela regarde le peuple russe tout entier.

La révolution russe soutenue par les Finlandais avait forcé le tsar qui serrait depuis quelques années la gorge du peuple finlandais à relâcher son étreinte. Le tsar, qui désirait étendre son autocratie à la Finlande, à la constitution de laquelle, comme ses ancêtres, il avait prêté serment, dut consentir non seulement à laisser expulser les bourreaux de Bobrikov [48] du territoire finnois et à annuler tous ses oukases illégaux, mais aussi à établir en Finlande le suffra-

ge universel. Après avoir écrasé la révolution russe, le tsar retrouve ses vieilles méthodes, mais avec cette différence qu'il se sent à présent soutenu non seulement par la vieille garde, par les espions et les dilapidateurs des fonds d'Etat à sa solde, mais aussi par la meute des possédants qui, avec les Kroupenski et les Goutchkov à leur tête, agissent de concert au nom du peuple russe à la III[e] Douma.

Tout favorise cette entreprise de brigandage. Le mouvement révolutionnaire en Russie est terriblement affaibli et n'inquiète pas le monstre couronné au point de le détourner de la proie sur laquelle il a jeté son dévolu. La bourgeoisie occidentale qui, jadis, adressait au tsar des appels pour le prier de laisser la Finlande en paix, ne lèvera pas le petit doigt pour arrêter les bandits. Car ce sont ceux-là mêmes qui avaient invité l'Europe à condamner la politique tsariste en Finlande, qui viennent de *cautionner* l'honnêteté et la « constitutionnalité » des intentions du tsar à son égard. Se disant les «représentants de l'intelligentsia russe » et les « représentants du peuple russe », les chefs cadets ont assuré solennellement à la bourgeoisie européenne qu'eux-mêmes, et avec eux le peuple russe, *se solidarisaient avec le tsar*. Les libéraux russes ont pris toutes les mesures nécessaires pour que l'Europe accueille avec indifférence les nouvelles incursions du rapace bicéphale en Finlande, comme elle a accueilli ses randonnées en Perse libre.

La Perse a repoussé le tsarisme grâce à ses efforts personnels. Le peuple de Finlande, et à l'avant-garde le prolétariat finlandais, se prépare à repousser vigoureusement les héritiers de Bobrikov.

Le prolétariat finlandais se rend compte qu'il lui faudra mener la lutte dans des conditions extrêmement pénibles. Il sait que la bourgeoisie occidentale qui flirte avec l'autocratie ne s'en mêlera pas ; que la société russe possédante, en partie achetée par la politique de Stolypine, en partie corrompue par les mensonges des cadets, n'apportera pas à la Finlande le soutien moral qui lui était acquis jusqu'en 1905 ; que le cynisme du gouvernement russe a considérablement augmenté du moment où il a réussi à porter un coup à l'armée révolutionnaire en Russie même.

Mais le prolétariat finlandais sait aussi que la lutte politique ne se résout pas en une bataille, qu'elle exige parfois de longues années d'efforts acharnés et que le vainqueur, en fin de compte, est celui qui a pour lui la force du progrès historique. La liberté triomphera en Finlande, parce que sans elle la liberté de la Russie est inconcevable, et sans le triomphe de la liberté en Russie, le développement économique du pays est improbable.

Le prolétariat finlandais sait aussi, grâce à une glorieuse expérience, comment mener une lutte révolutionnaire longue et acharnée pour la liberté, une lutte visant à harasser, désorganiser et discréditer un ennemi odieux, jusqu'à ce que les circonstances permettent de lui porter un coup décisif.

En outre, le prolétariat de Finlande sait que, dès les premiers jours du combat, il aura de son côté le prolétariat socialiste de toute la Russie, prêt, quelques pénibles que soient les conditions du moment présent, à faire son devoir et *tout son devoir*.

La fraction social-démocrate de la diète a envoyé une délégation à la fraction social-démocrate de la III^e^ Douma pour élaborer un plan commun de lutte contre les agresseurs. De la tribune de la Douma, nos députés élèveront leurs voix, comme ils l'ont déjà fait l'année dernière, pour stigmatiser le gouvernement tsariste et arracher le masque de ses hypocrites alliés à la Douma. Que toutes les organisations social-démocrates, que tous les ouvriers unissent donc leurs efforts pour que la voix de nos députés au Palais de Tauride [49] ne résonne pas dans le vide, pour que les ennemis de la liberté russe et finlandaise voient que tout le prolétariat russe est solidaire du peuple finlandais. Le devoir des camarades de province est d'utiliser toutes les possibilités qui se présentent pour montrer l'intérêt que porte le prolétariat russe à la question finlandaise. En commençant par un appel adressé aux fractions social-démocrates russe et finlandaise et en continuant par des formes de protestation plus actives, le parti trouvera assez d'occasions de rompre le silence honteux dans lequel la contre-révoluton russe torture le peuple finlandais.

C'est pour la cause de la liberté de toute la Russie que se livre la bataille de Finlande. Cette nouvelle lutte vaudra

de durs moments au si courageux prolétariat finlandais, mais elle tissera de nouveaux liens de solidarité entre la classe ouvrière de Finlande et la classe ouvrière de Russie et préparera l'heure où les ouvriers de ces pays seront en mesure d'achever l'œuvre amorcée au cours des journées d'octobre 1905 et qu'ils ont essayé de continuer pendant les jours glorieux de Cronstadt et de Svéaborg [50].

« Social-Démocrate » n° 9, 31 octobre (13 novembre) 1909

Conforme au texte du journal

AUX ÉLÈVES DE L'ÉCOLE DE CAPRI [51]

Chers camarades ! Nous avons reçu vos deux lettres au sujet de la scission qui se dessine à l'« école ». Ce sont les premières lettres de camarades partageant nos idées qui nous parviennent de Capri et elles nous ont fait à tous un extrême plaisir. Nous vous félicitons de tout cœur d'avoir clairement tracé une ligne de démarcation à l'intérieur de l'école.

Pour que le véritable caractère de l'école, en tant que nouveau centre d'une nouvelle fraction, se manifestât, il fallait naturellement du temps. Nous n'avons pas douté un instant que les ouvriers social-démocrates les plus conscients arriveraient tôt ou tard à s'y reconnaître et qu'ils choisiraient la bonne voie. On nous écrit de Moscou qu'on a reçu des lettres de fervents « bogdanovistes » se trouvant au nombre des élèves de l'école qui font ouvertement de la propagande pour le centre de Capri et qui *aident merveilleusement* tous les ouvriers social-démocrates à pénétrer la véritable signification de l'école de Capri.

Venons-en au fait. Il vous faut, camarades, bien réfléchir à la nouvelle situation qui s'est créée, pour que nous puissions avec vous la juger et entreprendre les démarches voulues en choisissant le moment opportun. Vous comprenez, naturellement qu'une scission au sein de l'école est maintenant inévitable : vous écrivez vous-mêmes que vous ne pouvez pas vous sentir à l'aise dans pareille école. Vous n'envisagez naturellement pas vous-mêmes une action commune avec de fervents « bogdanovistes ». Mais puisqu'on est arrivé à *ne pouvoir éviter* une scission dans l'école, il faut bien en comprendre le sens, il faut se rendre compte de la lutte qu'il engendrera, il faut savoir que les bogdanovis-

tes s'efforceront de tous vous «*neutraliser*» (c'est-à-dire de vous priver de la possibilité d'avoir de l'influence et de dire la vérité sur l'école), de tous vous *compromettre* (d'après ce que vous dites, le surnom d'« agent du Centre Bolchevique » qui a été donné par Alexinski n'est qu'un commencement. C'est la fleur, *le fruit viendra ensuite*), etc., etc.

Vous devez bien réfléchir à tout cela et agir avec fermeté, décision, à bon escient, comme au combat : vous dites vous-mêmes qu'il y a des « batailles » à l'école au sujet de la plate-forme. C'est le début d'un *combat* que les bogdanovistes mèneront contre vous *toujours et partout* où ils pénétreront.

Il faut commencer par vous dénombrer exactement. Comment y a-t-il d'adversaires *résolus* de la plate-forme « Bogdanov » ? Ce nombre peut-il être accru ou non ? Si oui, comment et à quel moment ? Si non, quel sera le comportement des « neutres » ? Il faut réfléchir à la conduite que vous adopterez au moment de l'inévitable scission dans l'école pour, si possible, *vous acquérir* ces neutres, ou, au moins, ne pas les rejeter en bloc dans les pattes des bogdanovistes.

Continuons. De quelle manière comptez-vous vous retirer de l'école ? A la manière d'un simple départ, ou bien d'une émission provoquée par la bataille au sujet des plates-formes ? Certes, si la lutte s'est si vite développée chez vous, comme le laissent penser vos deux premières lettres, la scission est peut-être déjà consommée, c'est-à-dire que les bogdanovistes vous ont peut-être déjà proprement mis dehors et ce n'est même plus la peine d'en parler. Si cela n'est pas encore le cas, réfléchissez bien à la manière dont vous organiserez votre sortie. Vous aurez à en répondre devant toutes les organisations russes. Vous devrez réfuter nettement et clairement, faits en main, les milliers d'accusations qu'on va répandre sur vous dans le camp des « bogdanovistes ». Vous devez vous préparer à défendre votre point de vue aussi bien sur l'école que sur la « plate-forme » des bogdanovistes [52].

Si la question de votre départ se pose, vous devez obtenir, pour vous tous, les moyens de regagner la Russie. C'est une obligation qui incombe à l'école, exactement comme, avant la scission des bolcheviks, le Centre Bolchevique fut

tenu de donner l'argent de leur retour en Russie (après la Conférence du parti de décembre 1908) à Liadov, Vsévolod et Stanislav. Ces derniers l'avaient alors exigé de nous et obtenu.

Certes, nous vous aiderons à obtenir des passeports et à venir nous rejoindre (à Paris ou dans quelque petite ville pour les besoins de la clandestinité, pour vous faire perdre moins de temps et pour que ce soit moins cher). Nous discuterons du lieu de notre rendez-vous et arrêterons notre choix ultérieurement. Nos finances ne sont pas brillantes et nous ne pourrons vous fournir qu'une aide modeste.

Je vous écris tout cela pour mettre les choses au clair et pour procéder à un échange de vues. Lorsque j'aurai reçu de vous des réponses plus précises, lorsque nous aurons résolu tous les problèmes posés dans notre correspondance, nous convoquerons la commission exécutive de la rédaction élargie du *Prolétari* et fixerons alors l'importance de l'aide à vous fournir, l'époque et le lieu de notre rendez-vous, etc.

Répondez-nous en détails. Ne pourriez-vous nous donner *directement* votre adresse ?

Salutations. *Le secrétaire du « Prolétari »*

Ecrit en octobre 1909.
Publié pour la première fois en 1933 dans le Recueil Lénine XXV

Conforme au manuscrit

HONTEUX FIASCO

Le lecteur se souvient de l'histoire brève mais instructive de l'école « du parti » à X. La voici. La fraction bolchevique, après une année de luttes intestines, se sépare des « nouvelles » tendances : otzovisme, ultimatisme et construction de Dieu. La Conférence bolchevique, dans une résolution spéciale, déclare que l'école de X est *le centre de la nouvelle fraction* des partisans de ces tendances *. A l'étranger, les chefs de la nouvelle fraction bâtie sur ces trois piliers se séparent des bolcheviks au point de vue de l'organisation. Faisant preuve d'un extraordinaire courage politique et d'une confiance inébranlable dans leur position, les héros de la nouvelle fraction n'osent pas se manifester à visage découvert dans leur propre organe, etc. Plutôt que de s'y résoudre, ils préfèrent purement et simplement *induire* le parti et la fraction en *erreur* : ils fondent à l'étranger une école qu'ils baptisent « du parti » et dont ils dissimulent en réalité soigneusement la physionomie idéologique. Après bien des efforts ils réussissent à attirer dans cette pseudo-école du parti jusqu'à treize ouvriers que commence à « instruire » un groupe composé de Maximov, Alexinski, Liadov et Lounatcharski. Pendant tout ce temps-là, ce clan non seulement dissimule le fait que « l'école » est le centre de la nouvelle fraction, mais encore redouble d'efforts pour souligner que l'« école » n'est liée à aucune fraction, mais que c'est une entreprise du parti tout entier. Maximov, Alexinski, Liadov et Cie jouent le rôle de camarades « non fractionnistes » ** !

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 481-482. (*N.R.*)

** A propos, que Trotski, maintenant qu'il a pris connaissance des lettres d'ouvriers citées plus loin, voie donc s'il n'est pas temps

Et nous voilà enfin arrivés à la dernière phase. Près de la moitié des ouvriers qui sont venus dans cette pseudo-école du parti commencent à se révolter contre les « mauvais pasteurs ». Plus loin, nous publions deux lettres d'élèves de cette fameuse « école » et quelques nouvelles parvenues de Moscou qui démasquent définitivement l'aventure Maximov-Alexinski-Liadov et Cie. Les faits rapportés parlent d'eux-mêmes. Tout y est : et « la véritable bataille » et « les polémiques quotidiennes les plus acharnées », et la façon qu'a le professeur Alexinski de tirer la langue aux ouvriers-élèves, etc. Dans les rapports grandiloquents de l'école, tout cela se transformera probablement en « travaux pratiques » sur l'agitation et la propagande, en cours sur « les conceptions sociales du monde », etc. Mais hélas, personne ne croira plus maintenant à cette pitoyable et honteuse comédie !

Pendant deux mois, les chefs de la nouvelle fraction ont susurré à l'oreille des ouvriers les avantages que présentent l'otzovisme et la construction de Dieu, sur le marxisme révolutionnaire. Et ensuite, ils n'ont pu s'empêcher de se mettre à les tarabuster avec la « plate-forme » otzoviste-ultimatiste. Et les plus avancés et les plus indépendants des ouvriers se sont naturellement mis à protester. Nous ne voulons pas servir de paravent au nouveau centre idéologique des otzovistes et des constructeurs de Dieu ; on ne contrôle l'école ni « d'en haut », ni « d'en bas », disent les camarades ouvriers dans leurs lettres. Et c'est la meilleure garantie que parmi les ouvriers du *parti* la politique de cache-cache et de « démocratisme » démagogique va complètement faire faillite. Ce sont les organisations locales qui contrôlent l'école de X, disaient Maximov et Cie aux ouvriers. A présent les ouvriers qui avaient fait confiance à ce clan ont découvert le dessous des cartes.

Une prière pour conclure, Messieurs les otzovistes-constructeurs de Dieu. Lorsque dans votre Tsarévokokchaïsk

---

pour lui de tenir sa promesse d'aller enseigner à l'« école » de X (si, comme le dit un des rapports de cette dernière, il est exact qu'il ait fait pareille promesse). C'est peut-être bien le moment de paraître sur le « champ de bataille » avec le rameau de la paix et la burette d'huile « non fractionniste » à la main.

béni vous aurez terminé — nous espérons que vous y arriverez — d'élaborer votre plate-forme, ne nous la cachez pas comme par le passé. Avec plus ou moins de retard nous l'obtiendrons tout de même et nous la publierons dans la presse du parti. Il vaudrait mieux ne pas vous couvrir de honte une fois de plus.

Tiré à part, extrait du n° 50 du « Prolétari », 28 novembre (11 décembre) 1909

Conforme au texte du tiré à part

AU SUJET DE CERTAINES SOURCES DES DÉSACCORDS IDÉOLOGIQUES ACTUELS

Le présent numéro du *Prolétari* publie l'une des innombrables lettres révélant l'énorme désaccord idéologique existant parmi les social-démocrates. Des réflexions au sujet des « rails allemands » (c'est-à-dire sur l'éventualité de voir se répéter chez nous le développement que fut celui de l'Allemagne après 1848) méritent qu'on y prête une particulière attention. Pour découvrir d'où proviennent les idées erronées sur cette très importante question, faute de quoi on ne pourra établir une tactique correcte dans le parti ouvrier, prenons les mencheviks avec le *Goloss Sotsial-Démokrata* d'un côté et de l'autre l'article polonais de Trotski.

I

La tactique des bolcheviks pendant la révolution de 1905-1907 reposait sur ce principe que seule la dictature du prolétariat et de la paysannerie pourrait être considérée comme une victoire totale de la révolution. Quels étaient les arguments *économiques* en faveur de cette idée ? Que ce soit dans *Les deux tactiques* (1905) * ou dans les innombrables articles des journaux et des brochures de 1906 et de 1907, voici l'argumentation que nous avons toujours soutenue : le développement bourgeois de la Russie est tout à fait inéluctable, mais il peut revêtir deux formes : ce qu'on appelle la forme « prussienne » (maintien de la

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, pp. 9-139. (*N.R.*)

monarchie et de la grande propriété foncière, création d'une paysannerie solide, c'est-à-dire bourgeoise, sur la base historique donnée, etc.) et ce qu'on appelle la forme « américaine » (république bourgeoise, abolition de la propriété foncière seigneuriale, création d'une couche de fermiers, c'est-à-dire d'une paysannerie bourgeoise indépendante, par un renversement radical de la conjoncture historique). Le prolétariat doit combattre pour cette deuxième forme, car cela signifie davantage de liberté et un développement plus rapide des forces productives de la Russie capitaliste. Mais dans ce combat, la victoire n'est possible que dans l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie.

C'est justement cette idée qui est développée dans la résolution du Congrès de Londres sur les partis populistes ou du travail et sur l'attitude des social-démocrates à leur égard. Les mencheviks, on le sait, sont absolument hostiles à cette résolution, à cause justement de cette question particulière que nous traitons ici. Mais la faiblesse de l'argumentation *économique* de leur position apparaît dans les propos du très influent spécialiste menchevique de la question agraire en Russie, le camarade Maslov, que nous citons. Dans le deuxième tome de *La question agraire* paru en 1908 (la préface est du 15 décembre 1907), Maslov écrit : « *Tant que* (les italiques sont de lui) des conditions purement capitalistes ne se seront pas instaurées dans les campagnes, *tant que* le fermage alimentaire » (Maslov emploie inutilement ce terme impropre au lieu de : fermage-servage) « conservera sa place, une solution de la question agraire plus profitable à la démocratie demeurera possible. L'histoire mondiale a présenté dans le passé deux types de formation du régime capitaliste : le type qui a prévalu en Europe occidentale (sauf en Suisse et dans certains coins d'autres pays européens) et qui est le résultat d'un compromis entre la noblesse et la bourgeoisie, et le type de rapports agraires qui existent en Suisse, aux Etats-Unis d'Amérique, dans les colonies anglaises et dans d'autres. Les données que nous venons de réciter sur la situation de la question agraire en Russie ne sont pas suffisantes pour déterminer quel est le type de rapports agraires qui s'affirmera chez nous, et l'« esprit scientifique » ne nous permet

pas de tirer des conclusions subjectives et arbitraires »... (page 457).

C'est juste. Et c'est là reconnaître entièrement le bien-fondé de l'argumentation économique de la tactique bolchevique. Il ne s'agit pas «d'ivresse révolutionnaire » (comme le croient les partisans de *Viékhi* et les Tchérévanine), mais des conditions économiques *objectives qui donnent* la possibilité de suivre en Russie la voie « américaine » du capitalisme. Dans son histoire du mouvement paysan de 1905 à 1907, Maslov devait reconnaître la justesse de nos prémisses. Le « programme » agraire « des cadets », écrit-il, « est des plus utopiques, car il n'y a pas de large classe sociale qui pourrait être intéressée par la solution souhaitée par les cadets : les intérêts qui prévaudront seront ou bien ceux des propriétaires terriens avec des futures concessions politiques» (Maslov veut dire : avec les concessions inévitables que fera la bourgeoisie foncière) « ou bien ceux de la démocratie » (page 456).

Et cela aussi est juste. Il s'ensuit que, dans la révolution, la tactique de soutien des cadets par le prolétariat était « utopique ». Il s'ensuit que les *forces* de la « démocratie », c'est-à-dire de la révolution démocratique sont celles du prolétariat et de la paysannerie. Il s'ensuit qu'il y a *deux* voies de développement *bourgeois* : l'une est empruntée par « les propriétaires terriens qui font des concessions à la bourgeoisie », l'autre peut et doit être empruntée par les ouvriers et les paysans (cf. Maslov, page 446: « Même si toutes les terres des propriétaires fonciers passaient gratuitement à la paysannerie... il y aurait un processus de capitalisation de l'économie paysanne, mais il serait alors plus supportable »...).

Nous voyons que lorsque Maslov raisonne en marxiste, il raisonne à la bolchevique. Mais voilà un autre exemple où en invectivant les bolcheviks, il raisonne comme un libéral. Cet exemple se trouve, bien entendu, dans un ouvrage des liquidateurs *Le mouvement social en Russie au début du XX^e siècle*, publié sous la direction de Martov, Maslov et Potressov; dans le chapitre intitulé « Bilan » (tome I), nous trouvons un article de Maslov : « Le développement de l'économie nationale et son influence sur la lutte des classes au XIX^e siècle. » A la page 661, nous lisons :

... « Certains social-démocrates ont pris l'habitude de considérer la bourgeoisie comme une classe désespérément réactionnaire et de la tenir pour quantité négligeable. Non seulement on sous-estime la force et l'importance de la bourgeoisie, mais encore on étudie son rôle historique en dehors des perspectives historiques : on méconnaît la part qu'ont prise la moyenne et la petite bourgeoisie au mouvement révolutionnaire, ainsi que la sympathie qu'il a suscitée dans la haute bourgeoisie, dans la première phase du mouvement, on a présumé de son rôle réactionnaire dans l'avenir, etc. » (« etc. », c'est bien ce qui est écrit). « On en a conclu à la fatalité d'une dictature du prolétariat et de la paysannerie, dictature qui serait contraire à toute la marche du développement économique. »

Toute cette tirade est entièrement dans l'esprit des *Viékhi*. Tout ce « marxisme » est celui de Brentano, de Sombart ou de Strouvé [53].

La position de l'auteur de cette tirade est exactement celle d'un libéral à l'opposé de celle d'un démocrate bourgeois. Car le libéral est libéral parce qu'il ne voit pas d'autre route, qu'il n'a pas idée d'une autre voie de développement bourgeois que la voie en question, c'est-à-dire celle empruntée par les propriétaires fonciers qui font des « concessions » à la bourgeoisie. Le démocrate est démocrate parce qu'il aperçoit une autre voie, qu'il luttera pour qu'elle triomphe, et c'est celle tracée par le « peuple », c'est-à-dire par la petite bourgeoisie, la paysannerie et le prolétariat, mais il ne voit pas le caractère bourgeois de cette voie. Dans le « Bilan » du livre liquidateur, Maslov a oublié les *deux* voies de développement bourgeois, la *force* de la bourgeoisie américaine (en russe : *issue* de la paysannerie et se développant sur un terrain débarrassé de la propriété foncière seigneuriale par la voie révolutionnaire), il a oublié la *faiblesse* de la bourgeoisie prussienne (asservie aux « propriétaires fonciers »), il a oublié que les bolcheviks n'ont jamais parlé de la « fatalité d'une « dictature », mais de sa nécessité *pour* faire triompher la voie américaine, il a oublié que les bolcheviks font découler la « dictature » non de la faiblesse de la bourgeoisie, mais des conditions économiques *objectives* qui permettent les deux voies de développement de la bourgeoisie. En ce qui concerne la théorie, la tirade citée est un écheveau embrouillé (Maslov lui-même s'est rétracté dans le tome II de *La question agraire*) ; quant au côté pratique et politique, c'est du libéra-

lisme, c'est une défense idéologique du liquidationnisme extrémiste.

Voyez maintenant combien la précarité de la position adoptée sur la question *économique* de base conduit à la faiblesse des conclusions politiques. Voici une citation de l'article de Martov « Où aller ? » (n° 13 du *Goloss Sotsial-Démokrata*) : « Dans la Russie contemporaine, nul ne peut à l'heure actuelle décider si des conditions objectives favorables à une révolution démocratique radicale seront créées lors d'une nouvelle crise politique ; nous ne pouvons qu'indiquer les conditions concrètes qui rendront une telle révolution inévitable. Tant que l'histoire n'a pas résolu le problème comme elle l'a fait pour l'Allemagne en 1871, la social-démocratie ne doit pas refuser d'aller à une crise politique inévitable avec sa propre solution révolutionnaire des problèmes politique, agraire et national (république démocratique, confiscation des domaines fonciers et droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes). Elle doit justement *marcher* vers cette crise qui décidera en définitive du couronnement « à l'allemande » ou « à la française » de la révolution et non pas s'immobiliser dans l'attente de l'avènement de la crise. »

Très juste. Belles phrases qui traduisent exactement la résolution de la Conférence du parti de décembre 1908. Une telle façon d'aborder le problème correspond tout à fait aux propos de Maslov dans le *tome II de « La question agraire »* et à la tactique des bolcheviks. Elle diffère en tous points de la position que traduit la fameuse interpellation : « A la Conférence de décembre 1908, les bolcheviks ont décidé de se ficher sur les lieux de leur défaite. » « Aller au combat avec sa propre solution révolutionnaire de la question agraire » n'est possible qu'avec les couches *révolutionnaires* de la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire avec la paysannerie et non avec les libéraux qui se contentent des « concessions des propriétaires fonciers ». Se battre pour la confiscation avec la paysannerie est une formule qui ne diffère que par les termes de la position : aller vers la dictature du prolétariat et de la paysannerie. Mais Martov, qui dans le numéro 13 du *Goloss* se rapproche beaucoup de très près de la position de notre parti, fait preuve d'inconséquence en glissant constamment du côté de Potressov et de Tchéré-

vanine, aussi bien dans l'ouvrage liquidateur *Le mouvement social* que dans ce même n° 13. Dans cet article, il définit, par exemple, l'objectif du moment comme étant « la lutte pour un mouvement ouvrier *légal*, et pour la conquête d'une existence légale (du parti social-démocrate) ». C'est là une concession aux liquidateurs : nous voulons le renforcement d'un parti social-démocrate utilisant toutes les possibilités légales et toutes les occasions d'intervenir ouvertement, les liquidateurs veulent ramener le parti au cadre d'une existence légale (sous le régime de Stolypine). Nous nous battrons pour le renversement révolutionnaire de l'autocratie stolypinienne, en utilisant *pour cette lutte* toute action directe et en élargissant dans ce but la base prolétarienne du mouvement. Les liquidateurs se battent pour une existence légale du mouvement ouvrier... sous Stolypine. Lorsque Martov dit que nous sommes tenus de nous battre pour la république et pour la confiscation des terres, il utilise des formules qui *excluent* tendance liquidatrice ; lorsqu'il parle de la lutte pour une existence légale du parti, ses propos *ne l'excluent pas.* On trouve là la même inconséquence dans le domaine politique que chez Maslov dans le domaine économique *.

Dans l'article sur la question agraire (n° 10-11) de Martynov, cette inconséquence atteint son paroxysme. Son auteur entame une cinglante polémique avec le *Prolétari*, mais tout ce qui en résulte de son côté, étant donné qu'il ne sait pas *poser* le problème, c'est un discours embrouillé, maladroit et sans effet. Du côté du *Prolétari*, voilà ce que cela donne, d'après Tkatchev : « Maintenant ou sous peu, peut-être jamais ! » [54]. C'est ce que « concluent » aussi Maslov et Martov, cher camarade Martynov, c'est ce que conclut chaque marxiste, car il s'agit non de révolution *socialiste* (comme chez Tkatchev), mais de l'une des deux méthodes d'achèvement de la révolution *bourgeoise*. Réfléchissez donc, camarade Martynov, les marxistes peuvent-ils d'une façon générale s'engager à soutenir la confiscation

* Nous avons pris pour exemple *une* seulement des manifestations de l'inconséquence politique de Martov, qui, dans ce même article du n° 13, parle de la crise future comme d'une crise « constitutionnelle », etc.

de la grande propriété foncière, ou doivent-ils le faire seulement « tant que » (maintenant ou sous peu ou pas avant longtemps, ni vous ni moi n'en savons rien) le régime bourgeois ne sera pas « établi » définitivement ? Encore un exemple. La loi du 9 novembre 1906 [55] « a semé un gros trouble dans les campagnes, elle a suscité une véritable guerre intestine provoquant même parfois des rixes », dit justement Martynov. Sa conclusion : « il est hors de question de compter dans le futur immédiat sur une action révolutionnaire collective et massive de la paysannerie et sur une insurrection paysanne, étant donné ces querelles intestines ». Opposer l'insurrection, c'est-à-dire la guerre civile à la « guerre intestine » est ridicule, cher camarade Martynov, et la question du futur immédiat ne se pose pas ici, car il ne s'agit pas de directives pratiques, mais de la *ligne* de tout le développement de la politique agraire. Encore un exemple. « L'abandon de la communauté rurale se poursuit à grands pas. » C'est vrai. Votre conclusion ? ... « Il est évident que la démolition par les seigneurs de l'ancien régime de possession terrienne réussira à se faire et que d'ici un petit nombre d'années, dans ces mêmes vastes régions de Russie, où il y a peu de temps encore, le mouvement agraire avait pris une forme aiguë, la communauté rurale sera abolie et avec elle disparaîtra le principal nid de l'idéologie troudovik. Ainsi s'évanouira l'une des deux perspectives du *Prolétari*, et justement la plus « riante ». »

Il ne s'agit pas de communauté rurale, cher camarade Martynov, car l'Union paysanne en 1905 [56] et les troudoviks en 1906-1907 ont demandé le transfert des terres non aux communautés, mais aux particuliers ou aux associations indépendantes. La communauté sera supprimée *aussi bien* à la suite de la démolition de l'ancien système agraire par les paysans, c'est-à-dire par la confiscation des terres en vue de créer un nouveau régime foncier, *que* par la réforme seigneuriale stolypinienne. La perspective « riante » du *Prolétari* n'est liée ni à la communauté ni aux troudoviks en tant que tels, mais à la *possibilité* d'un développement « américain » avec la création d'une couche de fermiers libres. C'est pourquoi, en disant que la perspective riante disparaîtra et en déclarant en même temps que le « mot

d'ordre d'exproprier les grands propriétaires demeurera », le camarade Martynov embrouille les choses sans vergogne. Si c'est le régime « prussien » qui s'établit, ce mot d'ordre disparaîtra et les marxistes diront : nous avons fait tout notre possible pour que se réalise un développement plus supportable du capitalisme, il nous reste maintenant à lutter pour l'abolition du capitalisme lui-même. Si ce mot d'ordre ne disparaît pas, cela voudra dire que les conditions *objectives* seront réunies pour faire passer le « train » sur les « rails » américains. Alors, les marxistes, s'ils ne veulent pas se transformer en émules de Strouvé, sauront voir derrière la phraséologie « socialiste »-réactionnaire des petits bourgeois, phraséologie qui exprime leur point de vue subjectif, ils sauront voir la lutte objectivement réelle des masses pour les meilleures conditions du développement capitaliste.

Résumons-nous. Les querelles de tactique sont oiseuses, quand on ne s'appuie pas sur une analyse claire des possibilités économiques. Le problème d'un type prussien ou d'un type américain d'évolution agraire en Russie a été posé par la lutte de 1905 à 1907, qui en a démontré toute la réalité. Stolypine fait un pas de plus en avant dans la voie prussienne, ce serait peur ridicule d'une amère vérité que de ne pas s'en apercevoir. Nous devons dépasser la phase historique originale que constitue ce nouveau pas. Mais ce serait non seulement ridicule, mais criminel de ne pas voir que *pour le moment* Stolypine ne fait qu'embrouiller et aggraver une situation ancienne sans créer rien de nouveau. Stolypine « mise sur les grands » et demande « vingt ans de paix et de tranquillité » pour « la réforme » (lisez : le pillage) de la Russie par les propriétaires fonciers. Le prolétariat doit miser sur la démocratie, sans surestimer les forces qu'elle possède, sans se borner à mettre en elle un simple « espoir », mais en renforçant inlassablement le travail de propagande, d'agitation, d'organisation, pour soulever toutes les forces qu'elle recèle, et au premier chef les masses paysannes. Et surtout pour les inciter à s'allier à la classe avancée, pour les appeler à « la dictature du prolétariat et de la paysannerie », pour obtenir une victoire démocratique totale et la garantie d'un développement du capitalisme libre et très rapide dans les meilleures condi-

tions. Si le prolétariat refuse de faire son devoir démocratique, cela nous mènera immanquablement au flottement, cela fera *objectivement*, à l'extérieur du mouvement ouvrier, le jeu des libéraux contre-révolutionnaires et, à l'intérieur de ce mouvement, le jeu des liquidateurs.

« Prolétari » n° 50,
28 novembre (11 décembre) 1909

Conforme au texte du journal

LES PROCÉDÉS DES LIQUIDATEURS ET LES OBJECTIFS DE PARTI DES BOLCHEVIKS

La crise que subit notre parti à l'heure actuelle s'explique, comme nous l'avons dit plus d'une fois, par l'instabilité des éléments petits-bourgeois qui, à la révolution, se sont accrochés au mouvement de la classe ouvrière et qui maintenant ont produit le courant liquidateur des mencheviks, sur un flanc, et l'otzovisme-ultimatisme, sur l'autre. Il semble donc que la tâche essentielle pour défendre une tactique social-démocrate révolutionnaire correcte et pour édifier le parti consiste à se battre sur ces deux flancs. La fraction bolchevique poursuit inlassablement cette lutte, ainsi forge-t-elle et soude-t-elle ensemble tous les éléments social-démocrates réellement du parti et réellement marxistes.

Afin de combattre victorieusement pour le parti, car le *parti* a définitivement condamné le courant liquidateur à la Conférence de décembre 1908 et tout aussi définitivement rompu avec l'otzovisme à cette même conférence, il faut avoir une idée claire du climat dans lequel se déroule la bataille à l'intérieur de la social-démocratie. Le numéro 16-17 du *Goloss Sotsial-Démokrata* et la nouvelle similigazette des otzovistes-ultimatistes (la feuille de huit pages des camarades Maximov et Lounatcharski : « A tous les camarades ») méritent qu'on leur prête une particulière attention, justement parce qu'ils décrivent concrètement le climat en question. Le *Goloss* aussi bien que Maximov et C^ie^ cachent les liquidateurs. La similitude des procédés des liquidateurs de droite et de ceux de gauche saute aux

yeux et indique la même versatilité chez les uns et chez les autres.

Le liquidationnisme, c'est un « terme vague à dessein et malignement imprécis », affirme l'éditorial du *Goloss*. Maximov affirme que le *Prolétari* exagère et enfle les divergences pratiques qui le séparent des ultimatistes jusqu'à en faire des divergences de principe. Pauvre *Goloss* ! Jusque-là, il avait pu rejeter toute la « malignité » sur les bolcheviks, c'est-à-dire sur des « adversaires de fraction ». Maintenant il lui faut en accuser Plékhanov et le Bund (voir le n° 3 des *Echos du Bund* [57] au sujet du liquidateur dans le Bund). Est-ce Plékhanov avec les bundistes, ou bien le *Goloss* qui biaise « malignement » ? Qu'est-ce qui est le plus vraisemblable ?

Nous ne sommes pas des liquidateurs, affirme le *Goloss*, nous donnons seulement un autre sens à l'appartenance au parti ; *à Stockholm*, nous avons adopté le paragraphe 1 *bolchevique* [58] du statut, mais ce n'est pas grave ; après l'accusation de liquidationnisme que nous a lancée Plékhanov, nous allons à l'instant reprendre le paragraphe 1 et expliquer tout notre fameux liquidationnisme en disant que nous voulons seulement élargir la notion de parti. Le parti, voyez-vous, n'est pas seulement la somme des organisations du parti (comme nous-mêmes l'avions concédé aux bolcheviks, à *Stockholm*) mais aussi tous ceux qui travaillent *à l'extérieur* des organisations du parti, sous son contrôle et sa direction !

Quelle magnifique périphrase, quelle trouvaille de génie ! Le liquidationnisme n'existe pas, ce ne sont que de vieilles querelles sur le paragraphe 1 ! Le seul malheur, c'est que par là vous *confirmez* l'accusation portée par Plékhanov, chers partisans du *Goloss*, car, *en fait*, comme tout social-démocrate du parti et tout social-démocrate ouvrier le comprendra d'emblée, vous avez sorti la vieille camelote au sujet du paragraphe 1 *précisément pour défendre le liquidationnisme* (= pour remplacer l'organisation du parti par une organisation légale « amorphe » : cf. la résolution de la Conférence de décembre 1908). *En fait*, vous ouvrez justement par là la porte aux liquidateurs, quoique vous assuriez *en paroles* que vous « voulez » ouvrir la porte aux ouvriers social-démocrates.

C'est Maximov tout craché certifiant qu'il n'est pas un défenseur de l'otzovisme, qu'il considère seulement (seulement !) la question de la participation à la Douma comme « fort sujette à discussion ». Le paragraphe 1 est sujet à discussion, la participation à la Douma l'est aussi, que viennent faire là-dedans toutes ces inventions « malignes » à propos de l'otzovisme et du liquidationnisme ?

Nous ne sommes pas des liquidateurs, assure le *Goloss*, nous trouvons seulement que Plékhanov a « réussi à éluder la question de savoir que faire si la structure de la cellule ne fait justement que gêner sa réorganisation ». En fait Plékhanov n'a pas éludé la question, mais l'a ouvertement et directement résolue : en faisant appel à l'esprit de parti, en condamnant la scission et le courant liquidateur, il a répondu à la révocation des otzovistes-ultimatistes par les bolcheviks. La cellule est le type de l'organisation illégale du parti dans laquelle, en règle générale, les bolcheviks prédominent et dont les otzovistes *ont gêné* la réorganisation (pour la participation à la Douma, aux sociétés légales, etc.). Les mencheviks pro-parti ne pouvaient répondre à l'exclusion des otzovistes par les bolcheviks autrement que Plékhanov. Tandis que le *Goloss* biaise et en fait *soutient* les liquidateurs, *en se faisant l'écho* dans une publication illégale à l'étranger de la calomnie des *libéraux* sur le caractère factieux des organisations bolcheviques, sur leur répugnance à fonder de larges organisations ouvrières, à participer aux congrès et autres (car, *en participant* aux nouvelles « possibilités », les cellules se réorganisaient par là même en vue de cette participation, elles apprenaient par là même dans la pratique à se réorganiser). Dire que la « *structure* » de la cellule gêne sa réorganisation, c'est *en fait* prêcher la scission, approuver les manœuvres scissionnistes des liquidateurs à *l'encontre* du parti qui est fait d'une somme de cellules précisément construites sur le modèle actuel.

Nous ne sommes pas des liquidateurs, nous ne sommes pas des légalistes, nous affirmons seulement dans une publication « du parti » (d'après l'étiquette !) « illégale » (mais approuvée par Mme Kouskova !), que la structure de la cellule (et de la somme des cellules qui forment le parti) *empêche* la réorganisation du parti. Nous ne sommes pas des otzovistes, nous ne sapons pas le travail parlementaire de

la social-démocratie, nous affirmons seulement (en 1909) que la question de la participation à la Douma est « fort sujette à discussion » et que pour notre parti le « doumisme » éclipse tout. De ces deux types de liquidateurs, quel est celui qui est le plus nuisible à notre parti ?

Plékhanov a quitté *Le mouvement social* en déclarant que Potressov avait cessé d'être un révolutionnaire. Potressov écrit une lettre à Martov : de quoi m'accuse-t-on ? je ne sais pas. Martov répond : je ne sais pas non plus. Les deux rédacteurs effectuent une « enquête » (expression du *Golossl*) sur les causes du mécontentement de Plékhanov. Ils écrivent au troisième rédacteur, Maslov, mais celui-ci non plus, paraît-il, ne sait pas pourquoi Plékhanov est parti. Ils travaillaient depuis des années avec Plékhanov, ils ont essayé de corriger *selon les indications de Plékhanov* l'article de Potressov, et lorsqu'on les a attaqués ouvertement dans la presse, ils se sont soudain montrés incapables de comprendre de quoi Plékhanov accusait Potressov et ils font une « enquête » à ce sujet ! Avant cette malheureuse circonstance, tous étaient des littérateurs si habiles, si compétents, à présent les voilà métamorphosés en enfants qui « ne savent pas » quel esprit de renoncement à la révolution dégagent les articles de Tchérévanine, de Potressov et de tout *Le mouvement social*. Roland-Holst avait remarqué cet esprit chez Tchérévanine, par malignité aussi, probablement ! Mais Tchérévanine, qui *de concert avec Potressov*, continue à écrire dans le *même* esprit, a introduit une *petite réserve*... que vient faire la tendance liquidatrice là-dedans ? Cadets=partisans des *Viékhi* avec des petites réserves. Tchérévanine, Potressov, « Mouvement social »=renoncement à la révolution avec des petites réserves. Oui, certes, quel terme « vague à dessein et malignement imprécis » que celui de « liquidationnisme » !

Mais le terme de « construction de Dieu » lui aussi, est d'un vague voulu et malignement imprécis, s'exclament Maximov et Lounatcharski, on peut couvrir Tchérévanine en faisant une *petite réserve* ; en quoi Lounatcharski est-il pire que Tchérévanine et que Potressov ? Lounatcharski et Maximov font donc *une petite réserve*. « Pourquoi je refuse cette terminologie » tel est l'intitulé du principal paragraphe de l'article de Lounatcharski. Changeons les termes incom-

modes, ne parlons pas de religion, ni de construction de Dieu... Parlons plutôt de « culture »... débrouillez-vous de voir après ça ce que nous vous offrons sous couvert de nouvelle « culture », de culture vraiment nouvelle et vraiment socialiste. Le parti est si importun, si intolérant (paragraphe « Sur l'intolérance » dans l'article de Lounatcharski), eh bien, changeons de « terminologie », puisque c'est contre une « terminologie » et non contre des idées qu'ils combattent.

Mais alors, chers partisans du *Goloss*, ne préparez-vous pas pour le n° 18-19 une déclaration au sujet du refus de la terminologie... par exemple en ce qui concerne le liquidationnisme ? Et vous, rédacteurs du *Mouvement social*, n'allez-vous pas *expliquer* dans les tomes III à X qu'« on ne vous a pas compris », que vous n'avez discuté aucune « idée d'hégémonie », que vous n'approuviez pas... mais absolument pas... le moindre esprit liquidateur ?

Les otzovistes-ultimatistes de Pétersbourg qui *sabotent depuis longtemps tout le travail du Comité de Pétersbourg*, ont fait passer la veille des élections à la Douma (en septembre 1909) une résolution qui en fait devait les faire échouer. Les ouvriers se sont insurgés au nom du parti et ont *extorqué* aux liquidateurs de gauche le retrait de cette stupide résolution. Maximov biaise à présent : la résolution en question est « une parfaite erreur », mais les camarades « y ont renoncé d'eux-mêmes ». « L'affaire est claire, écrit Maximov, l'ultimatisme n'a en soi rien à faire avec cette erreur. » Ce n'est pas cela qui est clair, camarade Maximov, mais ce qui l'est, c'est la façon que vous avez de couvrir le courant liquidateur de gauche *mortel* pour le parti. Les mencheviks du quartier Vyborgski se sont élevés, à Saint-Pétersbourg, contre le courant liquidateur (ce fut probablement aussi malignité de leur part ?). Le *Goloss* a commencé par les approuver (après le *Prolétari*). Et maintenant le liquidateur menchevik G-g [59] se manifeste dans le n° 16-17 du *Goloss* et se met à abreuver ceux du quartier Vyborgski des pires injures : dans un organe menchevique — vous vous rendez compte — il traite des mencheviks de *bolcheviks* ! La rédaction du *Goloss* se fait toute humilité, toute candeur et se lave les mains à la manière de Maximov : « nous n'en portons pas la responsabilité » (p. 2, col. 2 du supplément au n° 16-17), « c'est une question de fait »...

... Eh, quelles sont ces mauvaises langues qui ont inventé la « légende » (expression de Martov dans *Vorwärts* [60] selon laquelle le *Goloss* couvrirait les liquidateurs et les aiderait ! N'est-ce pas de la calomnie de dire qu'il aide les liquidateurs, celui qui, dans un organe illégal tourne en ridicule le travail parlementaire du Comité central en insinuant que ce travail s'est développé « depuis que la majorité des membres du Comité central est allé vivre à l'étranger » (loc. cit.), — attendu *qu'on ne peut pas* réfuter ces insinuations, c'est-à-dire *raconter* la vérité sur le travail parlementaire du Comité central illégal...

Maximov assure que la question de savoir s'il est possible que *le parti* dirige la fraction parlementaire est fort sujette à discussion (après une expérience de deux ans). Le *Goloss* assure que cette direction de la part *du parti* n'est que vains mots (« depuis que la majorité des membres du Comité central est allée vivre à l'étranger »). Et Maximov et les gens du *Goloss*, la main sur le cœur, affirment que seules les mauvaises langues font courir des bruits au sujet du travail *antiparti* des liquidateurs de droite et de gauche.

Maximov aussi bien que les gens du *Goloss* expliquent toute cette lutte contre le courant liquidateur par la tendance « à flanquer les gens dehors » qu'ont certaines personnes et certains groupes. C'est l'expression qu'emploie Maximov. Le *Goloss* s'indigne et voit, dans la suggestion de Plékhanov de procéder à une délimitation générale, de la « chirurgie », une méthode pour « tondre, raser et saigner », des procédés à la « Lénine-Sobakévitch » ou à la P. [61] « le gaillard » (P.: menchevik-plékhanoviste qui n'a pas craint de dire ouvertement la vérité sur le liquidationnisme des Tchérévanine, Larine et Potressov). Le *Prolétari* joue au diplomate, il fait des avances à Plékhanov (Maximov), il recherche ses bonnes grâces (le *Goloss* trouve le « feuilletoniste » du *Prolétari* « très empressé » auprès de Plékhanov). Vous voyez : les partisans de Maximov et ceux du *Goloss* expliquent exactement de la même manière les nouvelles scissions et les nouveaux regroupements.

Laissons ces explications aux automates et venons-en au fait.

Le courant liquidateur est un phénomène social profond, indissolublement lié à l'esprit contre-révolutionnaire de la

bourgeoisie libérale, à la décadence et à la désagrégation de la petite bourgeoisie démocrate. Les libéraux et les démocrates petits-bourgeois s'efforcent de mille manières de démoraliser le parti social-démocrate révolutionnaire, de lui nuire, de le renverser, de faire place nette pour le remplacer par des sociétés ouvrières légales où ils pourraient remporter des succès. Et c'est le moment que choisissent les liquidateurs pour mener une campagne idéologique et d'organisation contre le principal défenseur de la révolution d'hier, contre le plus sûr rempart de la révolution de demain. Ceux du *Goloss* (auxquels le parti ne demande que de faire une guerre honnête, directe, sans réserve *contre les liquidateurs*) *servent les liquidateurs* par leurs tergiversations. Le menchevisme est mis au pied du mur par l'histoire de la contre-révolution : ou tu combats les liquidateurs, ou tu deviens leur complice. Le menchevisme à l'envers, c'est-à-dire l'otzovisme-ultimatisme, mène aussi en réalité au renforcement du liquidationnisme : si on continue à « discuter » du travail parlementaire et légal, si l'on s'efforce de conserver la vieille organisation, sans l'adapter au nouveau moment historique, au changement de conjoncture, on en arrivera *en fait* à une politique d'inaction révolutionnaire et à la ruine de l'organisation illégale.

La tâche se pose aux bolcheviks de lutter sur deux fronts, tâche « centrale » (dont Maximov n'a pas compris l'essentiel, puisqu'il voit là de la duplicité et de la diplomatie). On ne peut conserver et renforcer l'organisation social-démocrate illégale si on ne la transforme pas systématiquement, inlassablement, pas à pas, *en vue* de surmonter la pénible période actuelle, *en vue de* réaliser un travail de longue haleine basé sur toutes les possibilités légales, comme autant de « points d'appui ».

Les conditions objectives ont dicté cette tâche au parti. Qui la remplira ? Les mêmes conditions objectives ont dicté *le rapprochement des éléments pro-parti* de toutes les fractions et de tous les groupes *du parti*, et avant tout celui des bolcheviks et des mencheviks pro-parti, les mencheviks du type de ceux du quartier Vyborgski à Saint-Pétersbourg, ou de celui des plékhanovistes à l'étranger. Les bolcheviks, pour leur part, ont proclamé ouvertement la nécessité de ce rapprochement, et nous y invitons *tous les mencheviks*

capables de combattre ouvertement le courant liquidateur, de soutenir ouvertement Plékhanov, d'abord et avant tout, naturellement, les ouvriers mencheviques. Le rapprochement sera rapide et large si *l'accord* avec les plékhanovistes est possible ; accord sur la base d'une lutte pour le parti et pour l'esprit du parti contre la tendance liquidatrice, sans aucun compromis idéologique, sans aucun escamotage des divergences de tactique ou autres *dans les limites* de la ligne du parti. Que tous les bolcheviks et spécialement les ouvriers bolcheviques des organisations locales fassent tout pour réaliser cet accord.

Si les plékhanovistes s'avèrent trop faibles ou inorganisés, ou s'ils ne veulent pas conclure d'accord, nous emprunterons une voie plus longue pour parvenir au but, mais en tous cas nous y arriverons. La fraction bolchevique restera alors la seule édificatrice du parti dans le domaine du travail pratique immédiat (car Plékhanov ne lui apporte qu'une aide littéraire). Appliquons tous nos efforts à cette réalisation, soyons impitoyables pour les ruses méprisables et les faux-fuyants des gens du *Goloss* et des partisans des Maximov, démasquons et stigmatisons devant le prolétariat, à chaque étape du travail pratique, l'esprit antiparti des uns et des autres.

La classe ouvrière a marqué toute la révolution bourgeoise en Russie de sa tactique social-démocrate prolétarienne révolutionnaire. Aucun effort des libéraux, des liquidateurs et de leurs complices n'effacera ce fait. Et les ouvriers d'avant-garde construiront et achèveront le parti social-démocrate révolutionnaire *avec* ceux qui veulent les y aider, *contre* ceux qui ne veulent pas ou ne sont pas capables de le faire.

« Prolétari » n° 50, 28 novembre (11 décembre) 1909

Conforme au texte du journal

LE *GOLOSS SOTSIAL-DÉMOKRATA* ET TCHÉRÉVANINE [62]

Parmi les menchéviks, le camarade Tchérévanine représente le type, le modèle du liquidateur idéologique. Il le montre bien dans son fameux livre : *Le prolétariat, etc.* Le liquidationnisme y est si fort que la marxiste Roland-Holst, écrivain hollandais connu qui a rédigé la préface de la traduction allemande, n'a pas pu s'empêcher de protester contre l'altération du marxisme et le révolutionnisme qui lui a été substitué. C'est *alors* que la rédaction du *Goloss Sotsial-Démokrata* a désavoué Tchérévanine dans le *Vorwärts* en déclarant que les mencheviks les plus éminents ne sont pas d'accord avec lui. Le *Prolétari* a dénoncé le jésuitisme de pareille rétractation qui *n'a pas* été publiée dans le *Goloss* et qui n'a pas systématiquement donné lieu dans la presse russe à des explications sur les « erreurs » de Tchérévanine *. N'est-ce pas exactement la manière d'agir des ministres bourgeois, depuis Stolypine jusqu'à Briand : réserves, amendements, désaveux du partisan trop empressé, de l'associé trop zélé, — et, sous cette couverture la poursuite de la même ligne ?

Dans le n° 16-17, le *Goloss* publie une lettre de Tchérévanine adressée à la rédaction et y ajoute un poste-scriptum. Le *Prolétari* est accusé de « calomnie », car nous sommes censés avoir « caché » au public que Tchérévanine avait lui-même « rectifié son erreur » dans son livre : *La situation actuelle et l'avenir possible* (M. 1908).

Montrons donc au lecteur une fois de plus *quels sont les*

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 485-492. (*N.R.*)

procédés du *Goloss* et ce que cela signifie quand il accuse le *Prolétari* de « calomnie » au sujet de son esprit liquidateur.

Bornons-nous à quelques citations tirées du nouveau livre en question de Tchérévanine. P. 173 : « D'une manière générale, je ne renie en rien l'analyse que j'ai donnée dans mon livre : *Le prolétariat dans la révolution.* Le prolétariat et la social-démocratie ont de toute évidence commis une série d'erreurs qui n'ont pu que retarder la victoire de la révolution, *même si cette victoire était possible* (les italiques sont de Tchérévanine). Mais il faut dès maintenant se poser la question : cette victoire était-elle réellement possible et les erreurs du prolétariat et de la social-démocratie furent-elles les seules causes de l'échec de la révolution ? Le seul fait de poser la question dicte la réponse. L'échec de la révolution est si profond et la position acquise par la réaction est si solide, au moins pour les années qui viennent, qu'il est tout à fait impossible d'en attribuer les raisons à quelque erreur du prolétariat. Il ne s'agit certainement pas d'erreurs, il y a des raisons plus profondes. »

Voilà comment Tchérévanine « rectifie ses erreurs » pour parler comme le *Goloss* ! Non, il ne renie pas son « analyse », mais il *l'aggrave*, ce qui nous vaut une série de nouvelles perles (dans le genre de son appréciation statistique des « forces de la révolution » : le *quart* de toute la population, 21,5% à 28% ; mais nous en reparlerons une autre fois !) A la thèse : le prolétariat révolutionnaire a commis des erreurs, Tchérévanine ajoute : la révolution ne disposait comme forces « *éventuelles* » (p. 197, italiques de Tchérévanine) que d'un quart de la population. Les gens du *Goloss* appellent ça une « rectification » et accusent le *Prolétari* de calomnie.

P. 176 : « Imaginons que les mencheviks s'en soient tenus tout le temps de façon conséquente aux positions menchéviques et qu'ils ne soient pas devenus, dans le feu de la révolution, de ces bolcheviks qui, à Pétersbourg, ont pris part à la grève de novembre, à l'établissement d'autorité de la journée de travail de huit heures, et au boycottage de la I^re^ Douma. » (Conclusion : la tactique du prolétariat en aurait été améliorée, mais la défaite aurait tout de même suivi.)

P. 138 : « Peut-être qu'en ce qui concerne leurs perspectives d'une réforme radicale des rapports agraires et politiques, les partis de la révolution et de l'opposition (écoutez !) sont-ils allés trop loin au milieu de la tempête de 1905. »

Il me semble que cela suffit, non ? Le *Goloss Sotsial-Dêmokrata* appelle rectification un liquidationnisme et un apostasie répétés et aggravés. Demain paraîtra la traduction allemande de *la Situation actuelle*, ceux du *Goloss* y insére-ront un nouveau désaveu *pour les Allemands*, Tchérévanine fera paraître une nouvelle « réserve », le prosélytisme liquidateur sera renforcé, le *Goloss* s'indignera noblement d'être calomnieusement accusé de liquidationnisme. Une vieille histoire toujours jeune.

Maslov, Martov et Potressov ne peuvent absolument pas comprendre quel « esprit » se dégage de l'écrit de Potressov qui a fini par pousser à bout — enfin ! — le marxiste Plékhanov, même s'il était allé très loin dans ses manœuvres du côté des cadets. Ainsi donc, vous ne comprenez pas, chers collaborateurs du *Goloss*? Même après les citations du livre « rectifié » de Tchérévanine, vous ne comprenez toujours pas ? Comme l'incompréhension peut être commode quelquefois !

« Prolétari » n° 50, 28 novembre (11 décembre) 1909

Conforme au texte du journal

LES INVENTIONS DE LA PRESSE BOURGEOISE SUR L'EXCLUSION DE GORKI

Voilà déjà plusieurs jours que les journaux bourgeois de France (*l'Eclair*, *le Radical*), d'Allemagne (*Berliner Tageblatt*) et de Russie (*Outro Rossii*, *Rietch*, *Rousskoïé Slovo*, *Novoïé Vrémia*), savourent la nouvelle la plus sensationnelle : l'exclusion de Gorki du parti social-démocrate. Le *Vorwärts* a déjà inséré un démenti à cette absurdité. La rédaction du *Prolétari* a également envoyé à plusieurs journaux un démenti, mais la presse bourgeoise l'ignore et continue à enfler le ragot.

La source de ce ragot est claire : quelque scribouillard, ayant entendu d'une oreille des bruits sur les désaccords en liaison avec l'otzovisme et la construction de Dieu (la question est ouvertement débattue depuis presque un an déjà dans le parti en général et dans le *Prolétari* en particulier) a falsifié d'une façon éhontée des fragments d'information et « s'est bien fait payer » pour des « interviews » inventées, etc.

Le but de cette campagne de ragots est non moins clair. Les partis bourgeois *veulent* que Gorki quitte le parti social-démocrate. Les journaux bourgeois se mettent en quatre pour envenimer les désaccords au sein du parti social-démocrate et les représenter sous un aspect déformé.

Les journaux bourgeois auront beau faire. Le camarade Gorki s'est trop étroitement lié par ses grandes œuvres artistiques au mouvement ouvrier de Russie et du monde entier pour leur répondre autrement que par le mépris.

« Prolétari » n° 50,
28 novembre (11 décembre) 1909

Conforme au texte du journal

LA DÉSAGRÉGATION ET LES DIVERGENCES IDÉOLOGIQUES AU SEIN DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DE RUSSIE [83]

La lutte contre l'otzovisme et le courant liquidateur, qui est naturellement le premier objectif des éléments réellement marxistes et social-démocrates de notre parti, ne doit pas cependant nous cacher un mal profond qui, au fond, a engendré à la fois l'otzovisme et le courant liquidateur et qui, tout bien considéré, va encore engendrer quelques nouvelles sottises tactiques. Ce mal, ce sont la désagrégation et les divergences idéologiques qui se sont emparées du libéralisme et qui se glissent de tous côtés dans notre parti.

Voici l'une des innombrables illustrations de ces divergences. Un camarade qui avait travaillé longtemps dans notre parti, vieux partisan de l'*Iskra* et vieux bolchevik, ayant été incarcéré, puis exilé, resta en dehors de notre mouvement pendant une longue période, presque depuis le début de 1906. Il n'y a pas très longtemps, il se remit au travail, fit connaissance de l'otzovisme-ultimatisme et le rejeta avec indignation et vigueur, comme une monstrueuse déformation de la tactique social-démocrate révolutionnaire. S'étant familiarisé avec le travail effectué à Odessa et Pétersbourg, il en arriva, entre autres, à la conclusion suivante, « résultat non dégrossi » de ses observations :... « il me semble que les moments les plus durs sont passés et qu'il reste à liquider les séquelles d'une époque de désagrégation et de divergences ». Mais ces séquelles sont loin d'être négligeables.

« Dans toute l'action menée à Pétersbourg, lisons-nous dans la même lettre, on sent une absence de centre directeur unique, de l'indiscipline, du désordre, un manque de liens entre les sections, une absence d'unité et de méthode dans le travail. Chacun agit à ses risques et périls. Dans l'organisation illégale, les tendances otzovistes sont fortes, elles atteignent même les antiotzovistes »... (il s'agit de toute évidence ici de ces bolcheviks qui, en dépit des instances répétées et catégoriques du *Prolétari*, ne rompent pas avec les otzovistes et ne mènent pas contre eux une lutte implacable, mais essaient de pactiser, retardant inutilement une rupture inévitable, les otzovistes-ultimatistes ne renoncent pas à leur stupide tactique)... « Ce terrain est propice au développement d'un phénomène caractéristique; qui s'est manifesté par lui-même à Odessa comme ailleurs : l'inaction révolutionnaire. Partout où règne l'esprit otzoviste, il saute aux yeux que les organisations illégales ne font rien. Un ou deux petits cercles de propagande, la lutte contre les possibilités légales : voilà tout le travail. Il revêt essentiellement un caractère désorganisateur dont vous pourrez vous rendre compte en lisant les nombreux matériaux que je vous ai envoyés d'Odessa »... (utilisés dans l'article : ... *)... « En ce qui concerne les possibilités légales, il ne suffit pas dans leur utilisation de s'en tenir à une ligne social-démocrate conséquente. Dans les ténèbres de la réaction, les social-démocrates opportunistes ont relevé la tête et « payent d'effronterie » sachant que cela ne présente maintenant plus de danger, et vont attenter aux principes de base de la social-démocratie. Vous trouvez ici une telle révision de la social-démocratie révolutionnaire, de son programme, de sa tactique, que celle de Bernstein à côté semble un jeu d'enfant. Le P.O.S.D.R. ne comprend pas Marx, il a donné une analyse inexacte des tendances du développement économique de la Russie ; en Russie, il n'y a jamais eu de servage, mais un régime servagiste commercial, il n'y a jamais eu d'opposition entre les intérêts de la bourgeoisie et de la noblesse foncière, il n'y a pas non plus d'union entre elles, car ces deux classes imaginées par

* Dans le manuscrit le nom de l'article a été laissé en blanc. (*N.R.*)

la social-démocratie russe ne représentent qu'une seule et même classe bourgeoise (cela c'est un trait original de la Russie), l'autocratie c'est l'organisation de cette classe. La faiblesse de la bourgeoisie russe sur laquelle se fonde (? ?) (les points d'interrogation sont de l'auteur de la lettre) le mot d'ordre de « dictature du prolétariat et de la paysannerie » est une invention et ce mot d'ordre était et reste utopique. Il faut le rejeter avec la république démocratique, car le train russe a été lancé sur les rails allemands »...

Il est clair que nous avons là un instantané de l'un des bras du large torrent de confusion idéologique qu'engendrent l'otzovisme et le liquidationnisme, en confondant parfois bizarrement et en rapprochant même les prémisses de la stupidité d'extrême-droite et d'extrême-« gauche ». La première moitié de ces prémisses (absence de contradiction entre la bourgeoisie et la propriété terrienne esclavagiste, etc.) est si absurde, si ridicule qu'il est difficile de la prendre au sérieux. Ce n'est pas la peine de cri... *

Ecrit fin novembre (début décembre) 1909.
Publié pour la première fois en 1933 dans le Recueil Lénine XXV

Conforme au manuscrit

* Le manuscrit s'interrompt ici. (*N.R.*

NOTE EXPLICATIVE SUR LE PROJET DE LOI CONCERNANT LA JOURNÉE DE TRAVAIL DE HUIT HEURES

II*

Dans la seconde partie de cette note explicative, nous avons l'intention de nous arrêter sur la question du *type* de projet de loi social-démocrate sur la journée de travail de huit heures présenté à la III^e^ Douma, et sur les *motifs* qui expliquent les *traits fondamentaux* du projet en question.

Le projet primitif élaboré par la fraction parlementaire social-démocrate et envoyé à notre sous-commission a pu servir de base mais avec une série de modifications.

Le but essentiel des projets de lois présentés par la social-démocratie à la III^e^ Douma doit être *la propagande* et *l'agitation* en faveur du programme et de la tactique social-démocrates. Non seulement il serait ridicule d'espérer « réformer » la III^e^ Douma, mais cela risquerait de plus d'altérer le caractère de la tactique révolutionnaire social-démocrate et de la transformer en une tactique de réformes sociales opportuniste et libérale. Inutile de dire que cette altération de la tactique parlementaire social-démocrate s'opposerait absolument et définitivement aux décisions obligatoires de notre parti, à savoir : celles du Congrès de Londres du P.O.S.D.R. et celles des Conférences

---

* La première partie, ou premier chapitre, de cette note explicative doit développer sous forme vulgarisée et aussi proche que possible de la propagande les raisons qui militent en faveur de la journée de huit heures en général, du point de vue du rendement du travail, des intérêts sanitaires et culturels du prolétariat et en général des intérêts de sa lutte de libération.

du parti de Russie de novembre 1907 et de décembre 1908, confirmées par le Comité central.

Pour que les projets de loi présentés par la fraction social-démocrate à la Douma atteignent leurs objectifs, les conditions suivantes sont nécessaires :

(1) les projets de lois doivent proposer sous une forme extrêmement claire et précise chaque revendication du programme-minimum du parti social-démocrate ou chacune de celles qui découlent nécessairement de ce programme ;

(2) les projets de lois ne doivent en aucun cas s'embarrasser d'une profusion de subtilités juridiques ; ils doivent fournir *les bases essentielles* des lois proposées et non des textes de lois élaborés de façon détaillée ;

(3) les projets de lois ne doivent pas isoler exagérément les différents domaines de la réforme sociale et des transformations démocratiques, comme cela pourrait paraître nécessaire d'un point de vue étroitement juridique, administratif ou « purement parlementaire »; au contraire, en poursuivant les buts de propagande et d'agitation social-démocratiques, les projets de lois doivent permettre à la classe ouvrière de se faire une idée plus précise du *lien nécessaire* entre les réformes dans les usines (et les réformes sociales en général) et les transformations politiques *démocrates* sans lesquelles toutes les « réformes » de l'autocratisme de Stolypine seraient immanquablement condamnées à subir une adultération « zoubatovienne » [64] et à demeurer lettre morte. Il va de soi que cette démonstration du lien entre les réformes économiques et la politique doit être faite non en incluant dans tous les projets de lois la totalité des revendications d'une démocratie conséquente, mais en proposant des institutions démocratiques, et plus spécialement démocratiques-prolétariennes, correspondant à chaque réforme, dont on soulignera dans la note explicative du projet de loi qu'elles seraient irréalisables en l'absence de transformations politiques radicales.

(4) étant donné l'extrême difficulté, dans les circonstances actuelles, d'une propagande et d'une agitation social-démocrates légales dans les masses, les projets de lois doivent être faits de telle sorte que chaque projet et chaque note explicative adjointe pris séparément *puissent atteindre leur but* en touchant les masses (soit parce qu'ils seront

reproduits dans les journaux non social-démocrates, soit parce que des feuilles séparées donnant le texte du projet seront diffusées, etc.), c'est-à-dire qu'ils puissent être lus par les ouvriers de la rue, par les ouvriers peu éclairés, pour le plus grand bien du développement de leur conscience de classe ; dans ce but, les projets de lois doivent être pénétrés dans *toute* leur composition d'un esprit de méfiance prolétarienne à l'égard des patrons et du gouvernement en tant qu'organe au service des employeurs ; en d'autres termes, l'esprit de lutte des classes doit imprégner tout le projet de loi et découler de la somme des résolutions ;

enfin, (5) les projets de loi, dans les circonstances actuelles en Russie, c'est-à-dire en l'absence d'une presse social-démocrate et de réunions social-démocrates, doivent donner une idée suffisamment *concrète* de la réforme réclamée par les social-démocrates et ne pas se borner à une simple *proclamation* de principe ; l'ouvrier de la rue, l'ouvrier peu éclairé, doit s'intéresser au projet de loi social-démocrate, il doit être séduit par un tableau concret de la réforme pour ensuite passer de ce tableau particulier à la conception générale du monde social-démocrate.

En partant de ces prémisses, il faut reconnaître que le type de projet de loi choisi par l'auteur du premier projet sur la journée de huit heures *correspond mieux* aux conditions de la Russie que ceux, par exemple, sur la réduction de la journée de travail qui furent proposés par les socialistes français et allemands à leurs parlements. Le projet de loi sur la journée de huit heures présenté, par exemple, par Jules Guesde à la Chambre des députés, le 22 mai 1894, contient ces deux articles : le premier défend de travailler plus de huit heures par jour et six jours par semaine, le second permet le travail par équipes à condition que le nombre d'heures de travail dans la semaine n'excède pas quarante-huit heures *. Le projet de loi social-démocrate allemand de 1890 contient quatorze lignes et propose la journée de travail de dix heures immédiatement, la journée de neuf heures à partir du 1er janvier 1894 et celle de huit heures à partir du 1er janvier 1898. Au cours de la session

* Jules Guesde. « Le Problème et la solution ; les huit heures à la Chambre ». Lille. S.d.

parlementaire de 1900-1902, les social-démocrates allemands ont présenté une proposition encore plus brève sur la réduction de la journée de travail à dix heures immédiatement et ensuite, dans un certain délai restant à préciser, à huit heures *.

Bien entendu, de tels projets de lois sont en tout cas dix fois plus rationnels d'un point de vue social-démocrate que les tentatives de s'« accommoder » de ce qui est *réalisable* par un gouvernement réactionnaire ou bourgeois. Mais si en France et en Allemagne, étant donné la liberté de presse et de réunion, il peut suffir d'une simple *proclamation de principe* pour en faire un projet de loi, chez nous, en Russie, à l'heure actuelle, il est indispensable d'ajouter au projet *lui-même* une matière *à propagande concrète*.

C'est pourquoi nous considérons que le *type* adopté par l'auteur du premier projet est plus rationnel, mais il est nécessaire d'y apporter une série d'amendements, car l'auteur, dans certains cas, fait une erreur, à notre point de vue, extrêmement grave et extrêmement dangereuse : il minimise sans nécessité les revendications de notre programme-minimum (par exemple, en établissant le repos hebdomadaire de trente-six heures et non de quarante-deux, ou en passant sous silence la nécessité d'obtenir l'accord des organisations ouvrières pour adopter le travail de nuit). Dans d'autres cas l'auteur semble s'efforcer de se contenter de ce qui est « réalisable », en laissant par exemple *le ministre* décider des demandes de dérogations (en soumettant les affaires aux institutions législatives) et sans jamais mentionner le rôle des organisations syndicales dans la mise en application de la loi sur la journée de huit heures.

Le projet de loi déposé par notre sous-commission apporte au premier projet une série d'amendements dans le sens indiqué. Nous nous arrêterons en particulier sur l'exposé des motifs des modifications suivantes dans le premier projet.

Sur la question de savoir à quelles entreprises s'appliquera le projet de loi, il faut en élargir le champ d'appli-

* M. Schippel. « S.-d. Reichstagshandbuch ». Brl., 1902, SS. 882 und 886 (M. Schippel. « Aide-mémoire social-démocrate sur les questions du Reichstag ». Berlin 1902, pp. 882 et 886. — *N.R.*)

cation en incorporant toutes les branches de l'industrie, du commerce, des transports et toutes les institutions (y compris les entreprises de l'Etat : postes, etc.) et le travail à domicile. Dans la note explicative présentée à la Douma, les social-démocrates doivent souligner tout spécialement la nécessité de cet élargissement et de la suppression de toutes barrières et frontières (sur cette question) entre le prolétariat des fabriques, du commerce, de la fonction publique, des transports, etc.

Il est possible que soit soulevée la question de l'agriculture, étant donné que notre programme-minimum revendique la journée de huit heures « pour tous les salariés ». Mais nous pensons que ce n'est pas le moment pour les social-démocrates russes de prendre l'initiative de la journée de huit heures dans l'agriculture, *à l'heure actuelle*. Il vaut mieux mentionner dans une note explicative que le parti se réserve le droit d'introduire un projet de loi ultérieur relatif à l'agriculture, aux domestiques, etc.

Continuons. Chaque fois qu'il est question dans le projet de loi des possibilités de dérogations à la loi, nous avons exigé pour chaque dérogation l'accord du syndicat ouvrier. Ceci est indispensable pour montrer clairement aux ouvriers que la réduction réelle de la journée de travail est irréalisable sans initiative des organisations ouvrières.

Ensuite, il faut s'arrêter sur la question de l'introduction *progressive* de la journée de huit heures. L'auteur du premier projet n'en dit pas un mot ; il se borne à une simple revendication de la journée de huit heures, à l'exemple du projet de Guesde. Au contraire, notre projet se rapproche davantage de celui de Parvus * et du projet de la fraction social-démocrate allemande au Reichstag qui propose l'introduction *progressive* de la journée de huit heures (journée de dix heures immédiatement, c'est-à-dire dans trois mois à partir du jour de l'entrée en vigueur de la loi, et réduction d'une heure par an). Naturellement, la différence entre l'un

* *Parvus.* « Die Handelskrisis und die Gewerkschaften. Nebst Anhang : Gesetzentwurf über den achtstündigen Normalarbeitstag». München, 1901 (Parvus, « La crise du marché et les syndicats. En appendice : Projet de loi sur la journée de travail normal de huit heures ». Münich, 1901. — *N.R.*)

et l'autre projet n'est pas tellement considérable. Mais étant donné l'énorme retard technique de l'industrie russe, étant donné l'organisation extrêmement faible du prolétariat en Russie, étant donné l'énormité des masses ouvrières (artisans, etc.) qui n'ont encore participé à aucune grande campagne en faveur de la réduction de la journée de travail, étant donné toutes ces conditions, il serait plus rationnel de répondre *ici*, dans le projet de loi *lui-même*, à l'inévitable objection qu'une étape trop brusque ne serait pas possible, que dans pareille opération le salaire des ouvriers serait diminué, etc. * L'application progressive de la journée de huit heures (les Allemands l'étalent sur huit ans ; Parvus sur quatre ; nous proposons deux ans) fournit une réponse immédiate à cette remarque qu'un travail au-dessus de dix heures par jour est indiscutablement irrationnel économiquement et inadmissible du point de vue sanitaire et culturel. Un délai d'un an pour réduire d'une heure la journée de travail est tout à fait suffisant pour permettre aux entreprises techniquement retardataires de se redresser et de s'organiser et aux ouvriers de passer à ce nouveau régime sans affecter notablement la productivité.

Il convient d'introduire progressivement la journée de huit heures non pour « ajuster » le projet aux mesures des capitalistes ou du gouvernement (il ne saurait en être question et, si jamais pareille idée se présentait, nous préférerions naturellement rejeter toute notion de progression), mais pour faire éclater aux yeux de tous que le programme de la social-démocratie est réalisable sur le plan technique, culturel et économique, dans l'un des pays les plus arriérés que soient.

Une sérieuse objection contre l'établissement progressif de la journée de huit heures dans le projet de loi social-démocrate *russe* est que l'on semblerait ainsi désavouer

---

* Sur la question de l'établissement *progressif* de la journée de travail de huit heures, Parvus dit à notre avis quelque chose de tout à fait exact : dans son projet de loi, cette progression vient «non pas du désir de répondre aux intérêts des patrons, mais du désir de répondre aux intérêts des ouvriers. Nous devons suivre la tactique des syndicats qui mettent en vigueur très progressivement la réduction de la journée de travail, car ils savent qu'il est plus facile ainsi d'éviter la *réduction de salaire* » (italiques de Parvus, ibid., pp. 62-63).

indirectement les Soviets révolutionnaires des députés ouvriers de 1905 qui avaient introduit *d'emblée* la journée de huit heures. Nous pensons que cette objection est sérieuse car le moindre désaveu des Soviets des députés ouvriers *sous ce rapport* serait une véritable apostasie ou en tous cas un soutien que l'on apporterait aux renégats et aux libéraux contre-révolutionnaires qui se sont rendus célèbres par un tel désaveu.

C'est pourquoi, nous pensons qu'*en tout cas*, que la progression soit ou non incluse dans le projet de loi de la fraction social-démocrate à la Douma, qu'*en tout cas* il est absolument indispensable qu'*aussi bien* dans la note explicative communiquée à la Douma *que* dans le discours du représentant social-démocrate à la Douma, toute idée de désaveu soit absolument exclue et qu'il soit *explicitement reconnu* que les mesures prises par les Soviets des députés ouvriers sont fondées sur des principes corrects, qu'elles sont parfaitement légitimes et nécessaires.

Voici ce que devrait être à peu de choses près la déclaration des représentants de la social-démocratie ou leur note explicative : « La social-démocratie ne renonce aucunement à l'application *immédiate* de la journée de huit heures ; au contraire, dans certaines conditions historiques où la lutte redouble, où l'énergie et l'initiative du mouvement de masse sont grandes, où le conflit entre l'ancienne et la nouvelle société prend une forme aiguë, où pour le succès de la lutte de la classe ouvrière, par exemple, contre la féodalité, il est *indispensable* de ne se laisser arrêter par rien, en un mot, dans des conditions similaires à celles de novembre 1905, la social-démocratie considère que l'application *immédiate* de la journée de huit heures est non seulement légitime mais encore *indispensable*. En introduisant dans son projet de loi, à l'époque actuelle, l'application progressive de la journée de huit heures, la social-démocratie désire seulement montrer par là qu'il est parfaitement possible de faire aboutir les revendications du programme du P.O.S.D.R. même dans les pires conditions historiques, même au rythme le plus lent du développement économique, social et culturel. »

Répétons-le : nous considérons que *pareille* déclaration de la part des social-démocrates à la Douma et dans leur

note explicative au projet de loi sur la journée de travail de huit heures est *indiscutable*, et en tout cas, indispensable ; quant à savoir s'il faut introduire dans le projet lui-même l'application progressive de la journée de huit heures, la question est relativement moins importante.

Le reste des changements que nous avons introduits dans le premier projet de loi concernent des détails particuliers et ne demandent pas de commentaires spéciaux.

Ecrit en automne 1909.
Publié pour la première fois en 1924 dans la revue « Prolétarskaïa Révolioutsia », n° 4 (27)

Conforme au manuscrit

LETTRE À I. SKVORTSOV-STÉPANOV

16.XII.1909

Cher collègue ! J'ai reçu votre réponse et je prends la plume pour continuer notre entretien.

Vous voulez reporter la question sur un terrain plutôt théorique (et non tactique). Je veux bien. Je tiens essentiellement à vous rappeler que *vous avez pris* pour point de départ la tactique : n'avez-vous pas rejeté la « manière classique d'envisager » la thèse tactique fondamentale ? Cette solution tactique, vous l'avez indiquée (sans toutefois en préciser les *conclusions* tactiques jusqu'au bout) en rapport avec la négation de la « possibilité américaine ». J'estime donc que vous avez tort de formuler ainsi nos divergences : « Vous (c'est-à-dire moi) soulignez le fait du mouvement de la *paysannerie*. J'admets celui du mouvement de la paysannerie en voie de *prolétarisation*. » Nos divergences ne sont point là. Je ne conteste pas que la paysannerie se prolétarise. Nos divergences portent sur la question de savoir si le régime agraire bourgeois s'est affirmé en Russie au point de rendre objectivement impossible le brusque passage du développement « prussien » du capitalisme agraire au développement « américain » de ce même capitalisme ! Si c'est oui, la manière « classique » d'envisager la question tactique fondamentale tombe ; si c'est non, elle reste.

Or je trouve, moi, qu'il faut qu'elle reste. Je ne nie pas la possibilité de la voie « prussienne » ; j'admets qu'un marxiste ne doit pas se « porter garant » d'*une* de ces voies, ni *se lier à* une *seule* de ces voies ; j'admets que la politique de Stolypine fait un *nouveau pas* en avant sur la voie « prussienne », et que là, à un moment donné, un tournant dia-

lectique *peut* se produire qui *fera disparaître* de l'ordre du jour tous les espoirs et toutes les vues concernant la voie « américaine ». Mais j'affirme qu'à *l'heure actuelle* ce tournant n'a *assurément* pas encore commencé et que dès lors ce serait absolument inadmissible, pour un marxiste, absolument faux au point de vue théorique, de rejeter la manière « classique » d'envisager la question. Telles sont nos divergences.

Théoriquement elles se ramènent, si je ne me trompe, à deux points essentiels : 1° Il me faut anéantir votre « allié » V. Iline [65] afin de justifier ma position. Autrement dit : cette position contredit les conclusions de l'analyse marxiste de l'économie prérévolutionnaire de la Russie. 2° La manière « classique » d'envisager la question peut et doit être confrontée avec l'opportunisme agraire des révisionnistes (David et Cie), car il n'existe en Russie et en Allemagne aucune différence radicale, aucune différence de principe, dans la manière d'envisager la question de l'attitude de l'ouvrier envers le « petit moujik ».

J'estime que ces deux assertions sont absolument fausses.

Ad 1) (Pour ne pas m'attarder sur la « tactique », je laisse de côté l'attaque de Martynov contre Iline [66] et je passe directement à votre manière d'envisager la question théorique.)

Qu'est-ce qu'Iline voulait démontrer et qu'a-t-il démontré ? Primo, que le développement des rapports agraires suit en Russie une voie capitaliste dans l'économie seigneuriale *aussi bien* que dans l'économie paysanne, dans les « communautés » rurales *aussi bien* qu'en dehors de ces communautés. Secundo, que ce développement a déjà déterminé *irrévocablement* une voie d'évolution capitaliste, un groupement de classes capitaliste, et non pas autre chose.

La discussion avec les populistes venait de là. Cette thèse il fallait la démontrer. Elle a été et reste démontrée. La question qui se pose actuellement (elle a aussi été *posée* par le mouvement de 1905-1907) est *différente*, nouvelle, *impliquant* la solution d'une question déjà résolue par Iline (pas seulement par lui, certes), question qui *ne se borne pas* là, mais implique quelque chose de plus grand, de plus

compliqué, quelque chose de nouveau. *Outre* la question résolue définitivement et d'une façon juste en 1883-1885, en 1895-1899, l'histoire du XX^e^ siècle en Russie nous a confronté à une question *nouvelle* ; rien n'est plus erroné au point de vue théorique que de reculer devant cette question, de l'esquiver, de s'en débarrasser en se référant à ce qui a été résolu précédemment. Cela reviendrait à ramener les questions d'une classe supérieure, pour ainsi dire, aux questions d'une classe inférieure. Il ne faut pas s'en tenir à la solution *générale* de la question du capitalisme quand des événements *nouveaux* (des événements d'une portée historique mondiale, comme ceux de 1905-1907) posent une question plus concrète et plus précise, la question de la lutte de *deux* voies ou méthodes dans le développement agraire *capitaliste*. Lorsque nous avons lutté contre les populistes pour démontrer que cette voie était inéluctablement et irrévocablement capitaliste, nous avions parfaitement raison et nous ne pouvions pas *manquer* de concentrer toutes nos forces et toute notre attention sur cette question : capitalisme *ou* « production populaire ». C'était naturel, légitime et inévitable. Mais à présent, cette question *a trouvé sa solution* dans le domaine de la théorie et de la pratique (car l'histoire moderne russe confirme le caractère petit-bourgeois du troudovik *en masse* *), tandis qu'une question nouvelle, supérieure, est portée à l'ordre du jour : capitalisme du type α *ou* capitalisme du type β ? Et je suis profondément convaincu qu'Iline avait raison lorsque dans l'introduction à la deuxième édition de son livre, il a signalé que cet ouvrage *démontrait* la possibilité de *deux* formes de développement capitaliste agraire, et que la lutte historique de *ces formes* n'était pas encore achevée **.

L'opportunisme russe dans le marxisme, c'est-à-dire le menchevisme actuel, a ceci de particulier qu'il vise doctrinairement à simplifier, avilir et falsifier la lettre du marxisme, à en trahir l'esprit (il en fut ainsi des courants représentés par le *Rabotchéïé Diélo* et par Strouvé). Combattant le populisme comme une fausse théorie du *socialisme*, les mencheviks ont laissé échapper en doctrinaires et n'ont pas

* En français dans le texte. (*N.R.*)
** Voir V. Lénine, Œuvres, 4^e^ éd. russe, t. 3, pp. 9-12. (*N.R.*)

remarqué le *contenu* historiquement réel et progressif du populisme, en tant que théorie de la lutte *petite-bourgeoise* de masse du capitalisme démocratique contre le capitalisme libéralo-agrarien, du capitalisme « américain » contre le capitalisme « prussien ». De là leur idée monstrueuse et imbécile de renégats (qui a contaminé aussi le *Mouvement social*) tendant à considérer que le *mouvement* paysan est réactionnaire, que le cadet est plus progressif que le troudovik et que la « dictature du prolétariat et de la paysannerie » (=manière classique d'envisager la question) *contredit « toute la marche* du développement économique » (page 661 du *Mouvement social* menchevique). « Contredit *toute la marche* du développement économique » — n'est-ce pas être réactionnaire ?

Je suis d'avis que la lutte contre cette monstrueuse déformation du marxisme se trouvait à la base de la « manière classique d'envisager la question », et c'était une base *juste*, encore que, malheureusement, par suite des conditions particulières à l'époque, cette lutte fût menée avec beaucoup d'énergie en ce qui concerne la tactique et avec une énergie insuffisante en ce qui concerne la théorie. Au reste, le mot « malheureusement » a été employé à tort, mieux vaut le supprimer !

Et c'est *cette* question agraire qui incarne *maintenant* en Russie la question *nationale* du développement bourgeois. Afin d'éviter l'erreur d'une transplantation (mécanique) chez nous du type allemand, juste sous bien des rapports et extrêmement précieux en tous points, il faut se rendre bien compte que la question nationale du développement bourgeois, déjà *entièrement* établi en Allemagne, consistait dans l'unification, etc., et non pas dans la question agraire, tandis que la question *nationale* de l'établissement définitif du développement bourgeois en Russie c'*est* justement la question agraire (et même dans un sens plus étroit : la question paysanne).

Telle est la base purement théorique de *l'application différenciée* du marxisme à l'Allemagne de *1848-1868* (approximativement) et à la Russie de 1905-19 ? ?

Comment pourrais-je prouver que chez nous c'est la question *agraire qui a pris* une portée nationale pour le développement bourgeois et non pas une autre ? Je ne sais

même s'il est besoin de le démontrer. Voilà qui est indéniable, je pense. Mais c'est là précisément qu'est la base *théorique*, et c'est *à cela* qu'il faut *ramener* toutes les questions de détail. Si une discussion naît à ce propos, j'indiquerai brièvement (brièvement pour l'instant) que la marche des événements, les faits, *l'histoire* des années 1905-1907 ont *démontré* justement la portée, soulignée par moi, de la question agraire pour la Russie (de la question paysanne, et, bien entendu, paysanne petite-bourgeoise, et non paysanne-communautaire). Et c'est ce que montrent *maintenant* la loi du 3.VI.1907, la composition et l'activité de la IIIe Douma et, — détail — le 20.XI.1909 [67] et (point particulièrement important) la politique agraire du gouvernement.

Si nous admettons que l'histoire *moderne* de la Russie, l'histoire de 1905 à 1909, *a démontré* la portée essentielle, primordiale, nationale (en ce sens) de la question agraire en établissant un type déterminé d'évolution bourgeoise en Russie, nous pouvons aller plus loin. Autrement, non.

Le développement bourgeois de la Russie en 1905 avait atteint à une maturité suffisante pour provoquer la démolition immédiate de la superstructure périmée, de la propriété terrienne périmée, médiévale. (Vous saisissez, naturellement, pourquoi de *toute* la superstructure je ne touche ici que la propriété terrienne.) Nous vivons à l'époque de *cette* démolition, que les diverses classes de la Russie *bourgeoise essayent* d'achever, de parfaire chacune à sa manière : les paysans (+ les ouvriers) au moyen de la nationalisation (je suis très heureux que nous soyons d'accord quant à l'absurdité complète de la municipalisation ; j'ai déjà cité des extraits de *Theorien über Mehrwerth* * en faveur de la nationalisation dans un de mes ouvrages dont une *petite partie* a été publiée en polonais **, les seigneurs terriens (+ la vieille bourgeoisie, la bourgeoisie girondine) par des moyens pareils à ceux du 9 novembre 1906, etc. La nationalisation de la terre=démolition de l'ancienne possession terrienne par les paysans constitue la base économique de la voie américai-

* Les théories de la plus-value. (*N.R.*)

** Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 167-193. (*N.R.*)

ne. La loi du 9.XI.1906=démolition de l'ancienne possession du sol par les seigneurs terriens, constitue la base économique de la voie prussienne. Notre époque (1905- ? ?) est l'époque d'une lutte révolutionnaire et contre-révolutionnaire entre *ces* tendances, *de même* que les années *1848-1871* furent en Allemagne l'époque d'une lutte révolutionnaire et contre-révolutionnaire entre deux voies d'unification (=solution du problème *national* du développement bourgeois de l'Allemagne) dont l'une conduisait à l'unification par la république de la grande Allemagne, et l'autre *par* la monarchie prussienne. *C'est en 1871 seulement* que cette deuxième voie *a vaincu définitivement* (voilà à quoi se rapporte le mot « entièrement » que j'ai employé plus haut). C'est alors que Liebknecht a renoncé au boycottage du Parlement. C'est alors que *s'éteignit* le débat entre lassalliens et eisenachiens [68]. C'est alors que *s'éteignit* la question de la révolution *démocratique* générale en Allemagne tandis que Naumann, David et Cie se sont mis aux années 90 (vingt ans *après* !) à ranimer le cadavre.

La lutte se poursuit *encore* en Russie. L'une des deux voies agraires n'a pas encore pris le dessus. Mais chaque crise de *notre* époque (1905-1909- ? ?) *suscitera*, suscitera inévitablement chez nous le mouvement « démocratique *général* » du « petit moujik » ; vouloir l'ignorer serait une faute capitale conduisant *en fait* au menchevisme, même si *en théorie* la discussion est menée sur un autre terrain. Ce n'est pas moi qui « ramène » le débat au « menchevisme », c'est *l'histoire* de notre époque qui *ramène* à ce courant la méconnaissance par le prolétariat de la tâche nationale du développement bourgeois de la Russie, car c'est bien là *l'essence* du menchevisme.

Nebenbei *. Avez-vous lu ce que *Tchérévanine* dit dans la *Situation actuelle* sur *l'opportunisme* de la « manière classique » d'envisager la question des bolcheviks ? Lisez-le !

Ad 2) Au fond, j'ai exposé presque entièrement l'ad 2. En Allemagne, l'appui de *l'ouvrier* au « petit moujik » désireux d'obtenir *pour lui* (c'est-à-dire pour le petit moujik)

* Au fait. (*N.R.*)

les terres du grand propriétaire foncier, du hobereau, est *réactionnaire*. N'est-il pas vrai ? En Russie, *refuser* cet appui en 1905-1909- ? ? est *réactionnaire*. Hic Rhodus, hic salta ! Ici, il faut ou renoncer tout net au programme agraire et passer... presque au cadétisme, ou *reconnaître* la différence *de principe* quant à la manière d'envisager la question en Allemagne et en Russie. Différence de principe non pas dans ce sens qu'on nie le caractère capitaliste de l'époque actuelle en Russie, mais au sens où l'époque *antérieure* à l'établissement définitif de la voie nationale du capitalisme et celle qui est *postérieure* à cet établissement sont des *époques* capitalistes *absolument* différentes, différentes quant aux principes.

Je termine pour le moment. Je tâcherai de vous envoyer des coupures de journaux sur tout ce qui touche à nos entretiens. Écrivez-moi dès que vous disposerez de quelques instants. Je vous serre vigoureusement la main.

Votre *Vieux*

Publié pour la première fois en 1924 dans la revue « Prolétarskaïa Révolioutsia », n° 5

Conforme au manuscrit

À PROPOS DES *VIÉKHI* [69]

Les *Viékhi*, ce recueil connu composé par les publicistes cadets les plus influents, plusieurs fois réédité en peu de temps, salué avec enthousiasme par toute la presse réactionnaire, est un véritable signe des temps. Les journaux cadets ont eu beau « rectifier » certains passages des *Viékhi* qui crevaient trop les yeux, ceux-ci ont beau avoir été désavoué par certains cadets, totalement impuissants à influer sur la politique de tout le parti cadet ou se donnant pour but de tromper les masses quant au vrai sens de cette politique, — il n'en reste pas moins que *les « Viékhi » ont exprimé incontestablement l'essence du cadétisme contemporain.* Le parti des cadets, c'est le parti des *Viékhi*.

La démocratie ouvrière qui met au-dessus de tout le développement de la conscience politique et de la conscience de classe des masses, doit féliciter les *Viékhi* d'avoir, grâce aux chefs idéologiques des cadets, magnifiquement dévoilé la nature de leur orientation politique. Les *Viékhi* sont rédigés par Messieurs Berdiaev, Boulgakov, Gherschenzon, Kistiakovski, Strouvé, Frank et Izgoev. Ces seuls noms de députés bien connus, de renégats fameux, de cadets en vue en disent long. Les auteurs des *Viékhi* se targuent d'être les véritables chefs idéologiques de toute une tendance sociale et donnent dans un bref aperçu une encyclopédie complète des questions de philosophie, de religion, de politique, de journalisme, d'analyse de tout le mouvement de libération et de toute l'histoire de la démocratie russe. En sous-titrant les *Viékhi* « recueil d'articles sur l'intelligentsia russe » les auteurs ont restreint le véritable thème de leur

ouvrage, car l'« intelligentsia » y figure en fait en tant que chef spirituel, animateur et porte-parole de toute la démocratie russe et de tout le mouvement de libération russe. Les *Viékhi*, ce sont les plus importants jalons posés sur la voie d'une *rupture totale* entre le cadétisme et le libéralisme russes en général et le mouvement de libération russe avec tous ses objectifs de base, toutes ses traditions fondamentales.

I

L'encyclopédie de l'abjuration libérale comporte trois thèmes principaux : 1) la lutte contre les principes idéologiques de toute la conception du monde de la démocratie russe (et internationale) ; 2) le reniement du mouvement de libération des dernières années et sa diffamation ; 3) la proclamation de sentiments « serviles » (et de la politique « servile » correspondante) envers la bourgeoisie octobriste, envers l'ancien régime, envers toute la Russie d'autrefois, en général.

Les auteurs des *Viékhi* commencent par les principes philosophiques de la conception du monde des « intellectuels ». L'ouvrage est imprégné de bout en bout d'une opposition acharnée au matérialisme qui est qualifié de dogmatisme, de métaphysique, de « forme de philosophie la plus élémentaire et la plus primitive » (p. 4 — les références concernent la première édition des *Viékhi*). Le positivisme est condamné parce qu'il a été « pour nous » (c'est-à-dire pour l'« intelligentsia » russe pulvérisée par les *Viékhi*) « identifié à une métaphysique matérialiste » ou interprété « exclusivement dans l'esprit du matérialisme » (15), alors que « pas un mystique, pas un croyant ne peut renier le positivisme scientifique et la science » (11). Ah mais ! « La haine des tendances idéalistes ou religieuses et mystiques » (6), voilà la raison pour laquelle les *Viékhi* attaquent « les intellectuels ». « Comparé à Tchernychevski, Iourkévitch en tout cas était un authentique philosophe » (4).

Il est tout à fait naturel que, soutenant ce point de vue, les *Viékhi* mènent une campagne inlassable contre l'athéisme des « intellectuels » et s'efforcent, de la façon la plus résolue, de rétablir dans sa plénitude la conception

religieuse du monde. Il est tout à fait naturel qu'ayant anéanti Tchernychevski comme philosophe, les *Viékhi* anéantissent Biélinski comme publiciste. Biélinski, Dobrolioubov, Tchernychevski sont les chefs des « intellectuels » (134, 56, 32, 17, etc.). Tchaadaev, Vladimir Soloviev, Dostoïevski « ne sont pas du tout des intellectuels ». Les premiers sont les chefs de la tendance contre laquelle les *Viékhi* mènent une lutte à mort. Les seconds « ont répété inlassablement » ce que justement répètent aussi les *Viékhi*, mais « on ne les écoutait pas, les intellectuels continuaient leur route sans leur prêter aucune attention », dit la préface des *Viékhi*.

Le lecteur peut déjà en conclure que ce ne sont pas les « intellectuels » qu'attaquent les *Viékhi* ; ce n'est là qu'une expression artificielle qui embrouille les choses. L'attaque est menée sur toute la ligne contre la démocratie, contre la conception du monde démocratique. Et comme il est gênant pour les chefs idéologiques d'un parti qui se déclare « constitutionnel-démocrate » d'appeler les choses par leur nom, ils ont emprunté leur terminologie aux *Moskovskié Viédomosti* [70], ils abjurent non la démocratie (quelle indigne calomnie !), mais seulement « l'esprit des intellectuels ».

La lettre de Biélinski à Gogol, proclament les *Viékhi*, c'est « une expression ardente et classique de l'état d'esprit des intellectuels » (56), « L'histoire de notre littérature critique, depuis Biélinski, est, quant à la conception de l'existence, un cauchemar ininterrompu » (82).

Très bien, très bien. L'état d'esprit des paysans serfs contre le servage est, sans doute, un état d'esprit « intellectuel ». L'histoire des protestations et de la lutte des plus grandes masses de la population de 1861 à 1905 [71], contre les survivances du servage dans toute la structure sociale russe, est, sans doute, un « cauchemar ininterrompu ». Ou bien, peut-être, d'après nos auteurs intelligents et instruits, l'état d'esprit de Biélinski dans sa lettre à Gogol n'exprimait-il pas l'état d'esprit des paysans serfs ? L'histoire de notre littérature critique n'exprime-t-elle pas l'indignation des masses populaires, provoquée par les survivances du servage ?

Les *Moskovskié Viédomosti* ont toujours soutenu que la démocratie russe, depuis, mettons, Biélinski, ne traduit nul-

lement les intérêts des plus larges masses de la population dans leur lutte pour les droits les plus élémentaires du peuple, droits violés par les institutions féodales, mais ne fait qu'exprimer « l'état d'esprit des intellectuels ».

Le programme des *Viékhi* et des *Moskovskié Viédomosti* est identique en philosophie et dans la littérature critique. Mais, en philosophie, les renégats libéraux se sont décidés à dire toute la vérité, à révéler *tout* leur programme (guerre au matérialisme et au positivisme interprété dans le sens matérialiste ; restauration de la mystique et de la conception mystique du monde), tandis que dans la littérature critique ils biaisent, manœuvrent, font les jésuites. Ils ont rompu avec les idées essentielles de la démocratie, avec les tendances démocratiques les plus élémentaires, mais ils font semblant de ne rompre qu'avec l'« esprit des intellectuels ». La bourgeoisie libérale a résolument abandonné la défense des droits du peuple pour la défense des institutions dirigées contre le peuple. Mais les politiciens libéraux désirent conserver le nom de « démocrates ».

Le tour de passe-passe qu'ils ont exécuté avec la lettre de Biélinski à Gogol et avec l'histoire de la littérature critique russe, ils le renouvellent avec l'histoire du mouvement récent.

II

En réalité, l'attaque des *Viékhi* est dirigée uniquement contre les intellectuels qui s'étaient faits les porte-parole du mouvement démocratique et uniquement pour leurs activités en tant que membres de ce mouvement. Les *Viékhi* les attaquent avec fureur précisément parce que cette « petite secte clandestine est sortie au grand jour, a fait une quantité d'adeptes, qu'elle exerce pour le moment une influence idéologique et qu'elle possède même une réelle puissance » (176). Les libéraux avaient de la sympathie pour les « intellectuels », ils les soutinrent parfois en secret, *aussi longtemps* qu'ils furent *uniquement* une petite secte clandestine, aussi longtemps qu'ils n'eurent pas une quantité d'adeptes et qu'ils ne furent pas devenus réellement puissants ; ce qui veut dire : le libéral a éprouvé de la sympathie pour la démocratie tant qu'elle n'a pas mis en mouvement de vraies

masses, car sans l'engagement des masses elle ne servait que les buts et la cupidité du libéralisme, elle n'aidait que les couches supérieures de la bourgeoisie libérale à accéder au pouvoir. Le libéral s'est détourné de la démocratie lorsqu'elle a attiré des masses qui ont commencé à réaliser *leurs propres* objectifs, à défendre *leurs propres* intérêts. Sous prétexte de tempêter contre les « intellectuels » démocrates, *les cadets attaquent en réalité le mouvement démocratique des masses.* L'une des innombrables et flagrantes manifestations de ce fait est la façon qu'ont les *Viékhi* de qualifier le grand mouvement social de la fin du XVIII[e] siècle en France d'« exemple d'une révolution d'intellectuels suffisamment prolongée, avec la mise au jour de toute son énergie spirituelle potentielle » (57).

Voilà ce qui est bien dit, n'est-ce pas ? Veuillez noter que le mouvement français de la fin du XVIII[e] siècle représente non pas le modèle du plus profond et du plus large des mouvements de masses démocratiques, mais un modèle de révolution « d'intellectuels » ! Comme jamais et nulle part au monde les objectifs démocratiques n'ont été réalisés sans un mouvement de type *similaire*, il est bien évident que les chefs idéologiques du libéralisme brisent justement avec la démocratie.

Ce que les *Viékhi* attaquent chez les intellectuels russes c'est ce qui se trouve être précisément le corollaire *indispensable* et l'expression de *tout* mouvement démocratique. « Le radicalisme politique des intellectuels s'est greffé sur le radicalisme social des instincts populaires * avec une étourdissante rapidité » (141), et ce ne fut pas là « une simple erreur politique, une simple faute de tactique. Ce fut une faute morale ». Là où il n'y a pas de masses populaires ayant souffert le martyre, il ne peut y avoir non plus de mouvement démocratique. Or, le mouvement démocratique se distingue de la simple « émeute » justement parce qu'il se range sous la bannière de certaines idées politiques radicales. Le mouvement démocratique et les idées démocratiques ne sont pas seulement politiquement erronés et tactiquement inopportuns, mais ils sont répréhensibles — voilà

* « Masses populaires ayant souffert le martyre », est-il dit à la même page deux lignes plus bas.

à quoi aboutit la véritable pensée des *Viékhi*, qui ne se distingue en rien de la véritable pensée de Pobédonostsev [72]. Ce dernier s'était seulement exprimé d'une façon plus honnête et plus ouverte que Strouvé, Izgoev, Frank et C^ie.

Lorsque les *Viékhi* veulent définir plus précisément la teneur de ces idées si détestées de l'« intelligentsia », ils parlent naturellement d'idées « de gauche » en général, populistes et marxistes en particulier. Les populistes sont accusés de « faux amour de la paysannerie », les marxistes « de faux amour du prolétariat » (9). Les uns et les autres sont réduits en poussière à cause de leur « culte du peuple » (59, 59-60). Pour « l'intellectuel » détesté, « le peuple est dieu, le but unique est le bonheur de la majorité » (159). « Les discours impétueux du bloc de la gauche athée » (29), voilà ce qu'a retenu surtout de la II^e Douma le cadet Boulgakov, voilà ce qui l'a particulièrement indigné. Et il n'y a pas l'ombre d'un doute que Boulgakov a exprimé là, avec un peu plus de relief que d'autres, la psychologie générale des cadets et les pensées intimes de son parti tout entier.

Si pour un libéral la différence entre le populisme et le marxisme n'existe pas, ce n'est pas un hasard, mais une conséquence inévitable ; il ne faut pas y voir « un bon tour » joué par l'auteur (qui connaît fort bien ces différences), mais l'expression exacte de la nature du libéralisme contemporain. Car à l'époque *actuelle*, ce que craint, ce que déteste la bourgeoisie libérale russe, c'est moins le mouvement socialiste de la classe ouvrière en Russie que le mouvement démocratique des ouvriers et paysans, c'est-à-dire ce qui est commun au populisme et au marxisme : leur défense de la démocratie par l'appel aux masses. Ce qui caractérise l'époque actuelle, c'est que le libéralisme en Russie s'est retourné résolument contre la démocratie ; il est tout à fait naturel que ni les différences qui existent à l'intérieur de la démocratie, ni les vues, perspectives et buts lointains promis par sa réalisation ne l'intéressent.

Les *Viékhi* sont émaillés de grands mots comme « culte du peuple ». Cela n'a rien d'étonnant, car la bourgeoisie libérale, qui a peur du peuple, n'a rien de mieux à faire qu'à pousser des clameurs au sujet du « culte du peuple »

chez les démocrates. Impossible de faire autrement que couvrir la retraite par des batteries de tambour assourdissantes. Impossible donc, en fait, de nier catégoriquement que les deux premières Doumas ont exprimé précisément en la personne des députés ouvriers et paysans les vrais intérêts, revendications et points de vue des masses ouvrières et paysannes. Et cependant ce sont justement ces députés * « de l'intelligentsia » qui ont contribué à inspirer aux cadets une *haine* implacable pour « *la gauche* » parce qu'elle a démasqué leurs éternelles déviations par rapport à la démocratie. Impossible en fait de réfuter ouvertement ne serait-ce que les « quatre impératifs » [73] ; et cependant il n'y a pas un homme politique tant soit peu honnête qui douterait un seul instant que des élections sur « quatre impératifs », des élections vraiment démocratiques, auraient donné dans la Russie contemporaine une écrasante majorité aux députés troudoviks et à ceux du parti ouvrier.

Pour la bourgeoisie libérale qui a effectué une marche arrière, il ne reste rien d'autre à faire qu'à dissimuler sa rupture avec la démocratie par de grands mots empruntés au vocabulaire des *Moskovskié Viédomosti* ou du *Novoïé Vrémia* [74] ; tout le recueil des *Viékhi* en est émaillé.

Les *Viékhi*, c'est un torrent de boue réactionnaire qui se déverse sur la démocratie. On comprend que les publicistes du *Novoïé Vrémia*, Rozanov, Menchikov et A. Stolypine se soient jetés au cou des *Viékhi*. On comprend qu'Antoni Volynski [75] se soit enthousiasmé pour cette production des chefs du libéralisme.

« Lorsqu'un intellectuel, écrivent les *Viékhi*, réfléchit à son devoir envers le peuple, jamais il ne s'avise de penser que l'idée de responsabilité personnelle qui est à la base de tout devoir doit non seulement le concerner lui, l'intellectuel, mais également le peuple » (139). Le démocrate a réfléchi à l'élargissement des droits et des libertés du peuple, habillant cette idée de mots sur le « devoir » des

* Le contresens que font les *Viékhi* sur l'acception habituelle du mot « intellectuel » est tout simplement cocasse. Il suffit de feuilleter les listes des députés des deux premières Doumas pour voir une écrasante majorité de paysans chez les troudoviks, une prédominance d'ouvriers chez les social-démocrates et la concentration de la masse de l'intelligentsia bourgeoise chez les cadets.

classes supérieures envers le peuple. Le démocrate ne s'est jamais avisé, et il ne le fera jamais, que dans un pays d'avant la réforme ou dans un pays doté de la « constitution » du 3 juin, il puisse être question de « responsabilité » du peuple à l'égard des classes dirigeantes. Pour s'en « aviser », le démocrate, ou le prétendu démocrate, doit définitivement se métamorphoser en libéral contre-révolutionnaire.

« L'égoïsme, l'affirmation de soi sont une grande force, lisons-nous dans les *Viékhi*. C'est précisément cela qui fait de la bourgeoisie occidentale une arme puissante et inconsciente de la cause divine sur la terre » (95). Voilà qui n'est jamais qu'une paraphrase, assaisonnée d'un peu d'huile sainte, du fameux « Enrichissez-vous* ! » ou du « Nous miserons sur les puissants » [76] russe. Tant que la bourgeoisie a aidé le peuple à combattre pour sa liberté, elle a déclaré que cette lutte était une cause sainte. Quand elle a eu peur du peuple et s'est mise à soutenir n'importe quelle sorte de féodalité contre le peuple, elle a déclaré que la cause sainte, c'était « l'égoïsme », l'enrichissement, le chauvinisme en politique extérieure, etc. Ceci partout en Europe. Et c'est ce qui se reproduit en Russie.

« La révolution, dans son fond et dans sa forme, aurait dû se terminer à l'acte du 17 octobre » (136). Ceci est l'alpha et l'oméga de l'octobrisme, c'est-à-dire du programme de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Les octobristes ont toujours parlé ainsi et ont toujours ouvertement agi conformément à cette idée. Les cadets se sont conduits de la même façon, *en cachette* (dès après le 17 octobre), mais ils voulaient malgré tout faire figure de démocrates. La chose la plus utile, la plus nécessaire pour le succès de la cause démocratique serait une délimitation claire, totale et officielle entre démocrates et renégats. Il faut utiliser les *Viékhi* pour le bien de cette cause. « Il faut savoir enfin oser reconnaître, écrit le renégat Izgoev, que dans nos Doumas d'Etat, l'énorme majorité des députés, à l'exception de trois ou quatre dizaines de cadets et d'octobristes, n'a pas montré les connaissances requises pour gouverner et réformer la Russie » (208). Mais bien entendu, est-ce là l'af-

---

* En français dans le texte. (*N.R.*)

faire de rustres troudoviks ou d'ouvriers ? Pour une telle tâche, il faut une majorité de cadets et d'octobristes, et pour une telle majorité, il faut une IIIe Douma...

Et pour que le peuple et ceux qui lui vouent un culte comprennent leur « responsabilité » à l'égard des maîtres de la IIIe Douma et de la Russie de la IIIe Douma, il faut prêcher au peuple, avec Antoni Volynski, « la contrition » (les *Viékhi*, 26), « l'humilité » (49), la lutte contre « la superbe de l'intellectuel » (52), « l'obéissance » (55), « la simple et rude nourriture du vieux Décalogue » (51), la lutte contre « les légions de démons qui ont investi le corps gigantesque de la Russie » (68). Si les paysans élisent des troudoviks et les ouvriers des social-démocrates, il s'agit, bien sûr, de possession diabolique, car, comme l'ont depuis longtemps découvert Katkov et Pobédonostsev, le peuple par sa nature même nourrit à proprement parler « une haine de l'intelligentsia » (87 ; lisez : de la démocratie).

C'est pourquoi les citoyens russes, nous apprennent les *Viékhi*, doivent « bénir le pouvoir qui nous protège (« les intellectuels ») avec ses baïonnettes et ses prisons contre la fureur populaire » (88).

Cette tirade a cela de bon qu'elle est sincère, elle a cela d'utile qu'elle révèle la véritable nature de la politique de tout le parti cadet pendant toute la période de 1905 à 1909. Cette tirade a cela de bon que sous une forme brève et frappante, elle exprime tout l'esprit des *Viékhi*. Et les *Viékhi* ont cela de bon qu'ils révèlent tout l'esprit de la *véritable* politique des libéraux russes, et parmi eux des cadets russes. Voilà pourquoi la polémique entre les cadets et les *Viékhi*, le rejet des *Viékhi* par les cadets ne sont qu'hypocrisie, qu'incorrigible bavardage. Car en fait, les cadets, en tant que collectivité, en tant que parti, en tant que force sociale, ont pratiqué et continuent à pratiquer *exactement* la politique des *Viékhi*. Appel en faveur de la Douma de Boulyguine en août et septembre 1905, trahison de la cause de la démocratie à la fin de cette même année, crainte systématique du peuple et du mouvement populaire et lutte systématique contre les députés ouvriers et paysans des deux premières Doumas, vote du budget, discours de Karaoulov sur la religion et de Bérézovski sur la question

agraire à la III[e] Douma, voyage à Londres, tout cela ce sont d'innombrables *jalons* de *cette même* politique que les *Viékhi* ont érigée en idéologie.

La démocratie russe ne pourra pas faire un seul pas en avant tant qu'elle n'aura pas compris l'essence de cette politique, tant qu'elle n'aura pas compris ses racines de classe.

« Novy Dien » n° 15,
13 décembre 1909.
Signé : V. I l i n e

Conforme au texte du journal

LE DERNIER MOT DU LIBÉRALISME RUSSE

La social-démocratie russe dans la résolution de Londres sur les partis non prolétariens [77] a dressé l'essentiel du bilan des leçons de la révolution. Dans cette résolution, le prolétariat social-démocrate évalue avec précision et clarté les rapports réciproques entre les classes dans la révolution, définit la base sociale de tous les grands partis et les objectifs généraux du mouvement ouvrier dans la lutte pour la démocratie. La résolution de la Conférence du parti de décembre 1908 a développé plus avant ces idées social-démocrates fondamentales.

Aujourd'hui, un an après cette conférence, deux ans et demi après le Congrès de Londres, il est extrêmement instructif de voir les idées sur la situation actuelle et sur les objectifs de la démocratie auxquelles sont arrivés les représentants les plus influents du libéralisme russe. La récente « conférence » des personnalités en vue du parti cadet est particulièrement intéressante à ce point de vue. La « conférence » a approuvé le rapport du chef du parti, M. Milioukov, qui l'a maintenant publié dans la *Retch*, sous le titre : « Les partis politiques dans le pays et à la Douma ». Ce rapport est un document politique extrêmement important. Nous y trouvons la plate-forme désormais officielle du parti cadet. Mais surtout nous y trouvons la réponse aux questions que le parti social-démocrate avait posées et auxquelles il avait répondu depuis longtemps. Cette réponse est donnée par l'un des diplomates et des politiciens les plus habiles du libéralisme, qui est en même temps l'un de nos historiens les plus compétents ; il a appris

deux ou trois choses grâce au matérialisme historique, sous l'évidente influence duquel il se trouvait... du temps où il était historien.

L'historien Milioukov essaie de poser la question de façon tout à fait scientifique, c'est-à-dire en matérialiste. Pour disposer « des fermes points d'appui » de la tactique du parti, il est indispensable « de comprendre de la même façon ce qui se passe dans le pays ». Pour cela, il faut voir comment les principaux partis politiques ou « tendances politiques » s'efforcent de « trouver un appui » dans « de larges couches de la population ».

La méthode est excellente. Mais sa mise en application nous montre immédiatement la métamorphose d'un historien compétent en un vulgaire sycophante libéral : les cadets et tout ce qui est à leur droite, ce sont, voyez-vous, « les trois principales tendances politiques » ; tout ce qui est «à leur gauche », c'est de la « convulsion politique ». Merci de votre franchise, monsieur le libéral ! Mais voyons tout de même ce que vous direz en tant qu'historien. Trois tendances principales : la première est le « monarchisme démagogique ». Sa « signification », c'est la « défense des anciennes bases sociales de la vie », « la combinaison d'un autocratisme illimité »... (le libéral, le démocrate constitutionnel, passe sans s'en apercevoir au point de vue de l'octobriste qui a défendu l'autocratie limitée)... « avec la paysannerie, sur la base des rapports patriarcaux, grâce auxquels la noblesse apparaît comme l'intermédiaire naturel entre l'un et l'autre » ... Si l'on traduit le langage libéral en clair, cela signifie le règne des propriétaires fonciers ultra-réactionnaires (« patriarcaux ») et du tsarisme des Cent-Noirs. M. Milioukov fait justement remarquer que ce tsarisme devient « démagogique », qu'il « renonce à se tenir, selon le vieux principe artificiel, en dehors des partis ou au-dessus d'eux et qu'il s'ingère activement dans le processus de l'organisation des partis dans le pays ». C'est justement là le pas, d'ailleurs, sur la voie de la transformation de l'autocratie en monarchie bourgeoise, dont parle la résolution de la Conférence des social-démocrates de décembre 1908. C'est justement là ce qui constitue la particularité *spécifique* du moment actuel et ce que notre parti a pris en considération dans sa manière *actuelle* de poser les pro-

blèmes tactiques. Tous en dégageant avec justesse quelques-uns des aspects du processus, M. Milioukov, premièrement, ne va pas jusqu'au bout de son raisonnement à propos des bases économiques de ce processus et, deuxièmement, *craint* de tirer l'inévitable conclusion concernant les causes de la puissance des propriétaires fonciers ultra-réactionnaires. Cette puissance tient à ce qu'en Russie d'Europe, selon la statistique officielle de 1905, dix millions de paysans pauvres possèdent soixante-quinze millions de déciatines de terre, alors que trente mille gros propriétaires (dont ceux des apanages, c'est-à-dire la famille de Nicolas Romanov) possèdent soixante-dix millions de déciatines. La Russie peut-elle être délivrée des rapports « patriarcaux » *sans l'abolition totale* des latifundia féodaux de ces trente mille grands ? Qu'en pensez-vous, monsieur l'historien ?

La deuxième tendance est le « constitutionnalisme bourgeois ». C'est ainsi que M. Milioukov baptise les octobristes. « Pour la grosse bourgeoisie, écrit-il, la tendance en question est peut-être trop conservatrice, étant donné ses liens étroits avec la bureaucratie et la noblesse. » Ce qui les réunit, c'est « un objectif négatif : se défendre de concert contre les tendances sociales et politiques plus radicales ». « Les constitutionnalistes bourgeois du 3 juin et du 9 novembre », qui se cherchent un appui, essaient de « s'assimiler au moins les couches supérieures des masses paysannes » (« puissantes et solides », d'après M. Stolypine). « Mais ce genre de base sociale est pour le moment encore du domaine du futur. » « Voilà pourquoi la tendance en question est peut-être la moins bien placée, la plus faible, dans la quête d'une base sociale ! !... »

On aime chez nous — même chez ceux qui désirent être social-démocrates malheureusement — dissiper « les illusions révolutionnaires ». Mais peut-il y avoir rien de plus naïf que cette illusion *libérale* selon laquelle la base sociale de la bourgeoisie contre-révolutionnaire (« se défendre de concert ») et des propriétaires fonciers serait « faible », selon laquelle on pourrait abattre ces groupes autrement que par le plus décisif et impitoyable assaut révolutionnaire des masses, par un soulèvement des masses ? L'historien sérieux cède de nouveau la place au libéral vulgaire.

La troisième tendance, c'est celle des cadets. M. Milioukov l'appelle « constitutionnalisme démocratique » et explique que « l'essentiel de cette position consiste dans la réunion d'un programme politique et d'un programme social radicaux ». Ici l'historien s'efface complètement devant le politicien-diplomate. En pratique, toute la politique des cadets va à l'encontre du radicalisme des masses. En paroles — spécialement à la « conférence », où il y a des cadets de provinces qui sentent mieux l'état d'esprit des masses, — nous sommes radicaux, nous nous soucions des masses et de la démocratie.

M. Milioukov (surtout probablement, sous l'impression de la « conférence ») ne se trompe pas sur le compte des masses. Il reconnaît comme incontestable le fait que « leur prise de conscience, ces dernières années, a augmenté de façon considérable », que « les causes du mécontentement des masses n'ont pas disparu ; peut-être même ont-elles augmenté en nombre et leur action s'est-elle renforcée dans la mesure où la prise de conscience s'est accrue ». Mais si l'historien est forcé de le reconnaître, le libéral prend tout de même le dessus : ... « malheureusement, une démagogie déguisée plus audacieuse, qui flattait les idées traditionnelles et les espoirs habituels des masses, s'est révélée seule possible (dans la révolution). C'est elle qui a lié d'une manière purement artificielle le mot d'ordre clair et légitime de « terre » avec le mot d'ordre incompréhensible et mal interprété de « liberté ». Dans ces conditions, même si la conscience populaire a assimilé les liens naturels entre ces deux mots d'ordre, ce ne fut qu'une source de nouveaux malentendus, cela n'engendra que des illusions », etc., etc., y compris le « principe » : ni révolution ni réaction, mais une « lutte constitutionnelle légale ». A la question du retour à « la vieille tactique de 1905 », « il faut répondre par un non catégorique et définitif ».

Le lecteur voit que toutes les bonnes intentions qu'avait l'historien Milioukov de chercher un appui pour la tactique des partis dans de larges couches de la population, se sont envolées en fumée dès qu'il a été question de la paysannerie et du prolétariat. En ce qui concerne ce dernier, M. Milioukov, découragé, reconnaît que « parmi la démocratie des villes, les cadets possèdent une base

sociale plus large, plus organisée et plus consciente qu'aucun autre parti politique, *à l'exclusion de la social-démocratie qui s'appuie sur la classe ouvrière* ». Avec les paysans, par contre, M. Milioukov ne perd pas espoir. « Malgré la présence d'obstacles » tels que « la démagogie », etc., écrit-il, « il ne faut pas exclure la possibilité d'une action *parallèle* » (les italiques sont de Milioukov) « à l'expression directe des désirs des masses populaires, action menée par le constitutionnalisme démocratique ».

Une action parallèle ! Voilà une formulation nouvelle de la vieille tactique libérale. Les lignes parallèles ne se rencontrent jamais. Le libéralisme de l'intelligentsia bourgeoise a compris qu'il ne rencontrerait *jamais* les masses, c'est-à-dire qu'il ne deviendrait pas *leur* porte-parole et *leur* chef en Russie, — « jamais », parce que la prise de conscience n'a fait que croître depuis 1905. Mais les libéraux du type cadet continuent à compter sur les masses comme *piédestal* à leurs succès, à leur règne. « Marcher parallèlement », cela veut dire en clair exploiter politiquement les masses, les attirer avec des phrases démocratiques pour les trahir en pratique. « Les soutenir (les octobristes) systématiquement dans les questions constitutionnelles » : cette phrase du rapport de Milioukov exprime le *fond* de la politique des cadets. En pratique, les cadets sont les complices de l'octobrisme, une aile du constitutionnalisme bourgeois. Strouvé et les autres gens des *Viékhi* l'avouent carrément et brutalement et demandent que les cadets cessent de « loucher à gauche et de faire les courbettes aux révolutionnaires, qui les méprisent » (déclaration du renégat bien connu Izgoev dans le *Moskovski Ejénédelnik* [78] 1909, n°46, p. 10). Si Milioukov et Cie sont mécontents, c'est *seulement* à cause de la brutalité et de la franchise des gens des *Viékhi*, c'est *seulement* parce que ceux-ci gâchent leur diplomatie, les empêchent de mener les éléments arriérés des masses par le bout du nez. Milioukov est un politicien pratique, Strouvé est un doctrinaire du libéralisme, mais leur cohabitation pacifique au sein d'un même parti n'est pas un hasard ; c'est un phénomène inéluctable, car l'intellectuel bourgeois hésite *au fond* s'il doit mettre son espoir dans les masses (qui l'aideraient, pense-t-il, à tirer les marrons du feu) ou dans la bourgeoisie octobriste.

« C'est l'impossibilité où se trouve le pouvoir actuel d'admettre de libres relations entre les éléments politiquement conscients de la démocratie et la masse démocratique, qui rend irréalisables les principales promesses du manifeste du 17 octobre », écrit M. Milioukov. Il a exprimé par mégarde une vérité plus profonde qu'il ne l'aurait voulu. Car, premièrement, s'il est vrai que pour le pouvoir actuel il est *impossible* d'admettre un contact entre les masses et les démocrates (et c'est indubitable), il s'ensuit que ce qui est nécessaire, c'est une tactique *révolutionnaire* et non une lutte « constitutionnelle », c'est d'amener le peuple à *renverser* ce pouvoir et non à le réformer. Deuxièmement, la période d'octobre à décembre 1905, la Ire Douma, la IIe Douma, *ont prouvé* que non seulement « pour le pouvoir actuel » mais aussi *pour le libéralisme russe, pour les cadets russes,* « il n'était pas possible d'admettre un libre contact » entre « la masse démocratique » et les social-démocrates, et même les populistes de toutes nuances. Les cadets n'ont pu prendre la tête ni de la démocratie ouvrière, ni même de la démocratie paysanne à l'époque des libertés d'octobre-décembre 1905. Même à l'époque des Doumas, protégées par les Gorémykine et les Stolypine, les démocrates n'ont pas accepté la domination des cadets.

La portée politique de la « conférence » des cadets à la fin de 1909 et celle du rapport de M. Milioukov consistent dans ceci que les représentants cultivés du libéralisme, tout en étant des ennemis acharnés de la social-démocratie révolutionnaire, ont exactement confirmé la justesse de son analyse du moment et de sa tactique. Tout ce qui est valable et vrai dans ce rapport n'est que l'étalage et le rabâchage de notre thèse fondamentale, à savoir que le pas fait par l'autocratie dans la voie d'une transformation en monarchie bourgeoise est le trait principal et distinctif de la période que nous traversons. C'est en cela exactement que réside la différence avec hier et demain. C'est sur cela que repose la base de la tactique originale des social-démocrates, qui doit *appliquer* les principes du marxisme révolutionnaire à une nouvelle situation et non pas seulement *répéter* tels ou tels mots d'ordre.

Les libéraux ont reconnu l'esprit contre-révolutionnaire de la haute bourgeoisie, ils ont reconnu que la prise de cons-

cience et le mécontentement des masses s'étaient accrus. Pourquoi donc ne se mettent-ils pas résolument au service de la grosse bourgeoisie, puisqu'ils renient la révolution, l'an 1905, la « démagogie » de « terre et liberté », puisqu'ils reconnaissent que l'octobrisme est trop conservateur pour cette grosse bourgeoisie ? Parce que la « conférence » des délégués des provinces leur a montré clairement *l'échec* de la nouvelle politique, stolypinienne, bourgeoise de l'autocratie. Une nouvelle base sociale pour la monarchie « *est pour le moment encore du domaine du futur* » ; voilà l'aveu le plus valable du libéralisme. Un constitutionnalisme bourgeois réglementé, avec la monarchie à sa tête, est une excellente chose, mais *on n'y arrive pas, on n'y arrivera pas sans un nouveau mouvement des masses* : voilà le *bilan* de la « conférence » des cadets. Nous détestons le mouvement de masses, la « démagogie » de « terre et liberté », les « convulsions politiques », mais nous sommes des politiciens réalistes, nous devons tenir compte des faits, nous devons diriger notre politique de façon à marcher *parallèlement* au mouvement de masses, puisqu'il est inévitable. « Il ne faut pas exclure la possibilité » d'une lutte victorieuse pour la direction des masses paysannes et citadines (sauf les ouvriers) : essayons en parlant de notre « radicalisme », de nous faire une petite place dans le mouvement populaire, de même qu'en parlant d'opposition de Sa Majesté nous nous sommes fait une petite place à Londres.

La conférence des cadets a magnifiquement confirmé, à son insu, la tactique de notre parti. Nous devons dépasser le nouveau moment historique où l'autocratie essaie par un procédé *nouveau* de sauver son existence et où elle va *encore une fois* tout droit à la faillite avec ce nouveau procédé. Nous devons dépasser ce moment en travaillant systématiquement, tenacement, patiemment à fonder une organisation plus vaste et plus forte des masses les plus conscientes du prolétariat socialiste et de la paysannerie démocrate. Nous devons utiliser toutes les conditions et possibilités d'action du parti à une époque où aussi bien la monarchie que la Douma noire sont contraintes d'entrer dans la voie des partis. Nous devons utiliser cette époque pour préparer de nouvelles masses, sur un nouveau terrain, dans de nouvelles circonstances, à une lutte révolutionnaire plus acharnée en

vue d'imposer nos anciennes revendications. Révolution et contre-révolution ont montré en pratique la totale incompatibilité entre la monarchie et la démocratie, le règne du peuple, la liberté du peuple ; nous devons faire de la propagande dans les masses pour l'abolition de la monarchie, pour la république comme *condition* de la victoire du peuple ; nous devons faire du mot d'ordre « A bas la monarchie » un « slogan » aussi populaire que celui que les longues années de travail social-démocrate acharné de 1895 à 1904 ont fait du mot d'ordre « A bas l'autocratie ». Révolution et contre-révolution ont montré en pratique toute la puissance et toute l'importance de la classe des propriétaires fonciers ; nous devons faire parmi les masses paysannes de la propagande pour l'abolition totale de cette classe, pour la suppression complète de la grande propriété foncière. Révolution et contre-révolution ont montré en pratique la nature des libéraux et de l'intelligentsia bourgeoise ; aussi devons-nous faire comprendre clairement aux masses paysannes que le règne des libéraux serait la ruine de leur cause, que sans une lutte révolutionnaire autonome les masses resteraient inéluctablement, malgré toutes les « réformes » des cadets, sous le joug des propriétaires. Révolution et contre-révolution nous ont montré l'alliance de l'autocratie et de la bourgeoisie, l'alliance de la bourgeoisie russe et de la bourgeoisie internationale ; nous devons éduquer, rassembler et organiser, par rapport à 1905, trois fois plus de masses du prolétariat qui, guidé par un parti social-démocrate indépendant et marchant la main dans la main avec le prolétariat des pays d'avant-garde, est seul en mesure de conquérir la liberté pour la Russie.

« Social-Démocrate » n° 10,
24 décembre 1909
(6 janvier 1910)

Conforme au manuscrit

LA ONZIÈME SESSION DU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL

Le 7 novembre (nouveau calendrier) s'est tenue à Bruxelles la onzième session du Bureau socialiste international. Cette session était précédée, selon l'habitude prise ces dernières années, d'une conférence des journalistes socialistes des différents pays ; y furent débattues certaines questions pratiques concernant l'établissement de relations plus régulières entre les quotidiens socialistes.

En ce qui concerne la session du Bureau socialiste international, en plus des affaires courantes, il y avait à l'ordre du jour deux questions importantes : 1) le Congrès socialiste international de 1910 à Copenhague ; 2) la scission dans le parti hollandais.

Une certaine période du congrès (du 28 août au 3 septembre nouveau calendrier) fut tout d'abord fixée pour débattre de la première question. En ce qui concerne le lieu du congrès, on souleva la question de savoir si les socialistes russes auraient la possibilité de se rendre à Copenhague. Le délégué des socialistes danois, Knudsen, répondit que selon les renseignements obtenus et étant donné ce que l'on savait des intentions du gouvernement danois, les délégués russes au congrès ne seraient pas inquiétés par la police. Si à la veille du congrès on apprenait qu'il devait en être autrement, le Bureau socialiste international se préoccuperait sans aucun doute de changer le lieu du congrès.

Voici l'ordre du jour proposé pour le Congrès de Copenhague : 1) le mouvement coopératif ; 2) l'organisation internationale de secours aux grèves importantes ; 3) le chômage ; 4) le désarmement et l'arbitrage des conflits internationaux ; 5) les résultats de la législation ouvrière des diffé-

rents pays et son application à l'échelle internationale, particulièrement la question de la journée de huit heures ; 6) l'amélioration des relations entre les partis nationaux et le Bureau socialiste international ; 7) l'abolition de la peine capitale.

On s'était proposé d'abord de mettre à l'ordre du jour la question agraire. Vaillant et Molkenbuhr s'y sont opposés, trouvant difficile de débattre cette question à un congrès international sans l'avoir préparée au préalable d'une façon plus circonstanciée au cours de congrès des partis nationaux. On exprima le désir que ceux-ci étudient spécialement cette question et la préparent pour le Congrès international de 1913.

Après avoir adopté des résolutions assurant de sa sympathie les ouvriers suédois qui ont organisé l'une des plus grandes grèves générales de ces derniers temps et les ouvriers espagnols qui luttent héroïquement contre l'aventure guerrière de leur gouvernement, ainsi des résolutions protestant contre les atrocités et les massacres perpétrés par le tsarisme en Russie, par les gouvernements d'Espagne, de Roumanie et du Mexique, le Bureau socialiste international a passé à la question essentielle de son ordre du jour : la scission en Hollande.

Il y a déjà longtemps que sévit un conflit en Hollande entre opportunistes et marxistes du parti socialiste. Dans la question agraire, les opportunistes ont défendu un point particulier du programme, revendiquant la distribution de terres aux ouvriers agricoles. Les marxistes ont énergiquement combattu cette revendication (qui était défendue par le chef des opportunistes, Troelstra) et obtenu son retrait en 1905. Ensuite, les opportunistes, se conformant à l'état d'esprit religieux d'une partie des ouvriers hollandais, en sont venus à défendre l'attribution de subsides gouvernementaux à l'instruction religieuse dans les écoles. Les marxistes ont vigoureusement protesté. Les opportunistes, avec Troelstra à leur tête, ont opposé la fraction parlementaire social-démocrate au parti et ont combattu les décisions du Comité central. Les opportunistes ont adopté une politique de rapprochement avec les libéraux et de soutien de ces derniers par les socialistes (en « justifiant », bien entendu, cette attitude par le désir d'obtenir les réformes sociales

que les libéraux avaient promises... et qu'ils n'ont pas accomplies). Les opportunistes ont entrepris la révision de l'ancien programme marxiste du Parti hollandais social-démocrate et ont avancé des thèses comme celle de la réfutation de la « théorie de l'effondrement » (une idée connue de Bernstein) ou celle qui veut que les membres du parti, en acceptant le programme, soient tenus d'adhérer aux conceptions politiques et économiques, « *mais non aux conceptions philosophiques de Marx* ». La lutte des marxistes contre cette ligne n'a fait que s'accentuer. Exclus de l'organe central du parti, les marxistes (parmi lesquels l'écrivain bien connu Roland-Holst, puis Gorter, Pannekoek et d'autres) ont fondé leur propre journal, intitulé *De Tribune* [79]. Troelstra, sans regarder aux moyens, a pris à partie ce journal ; il a accusé les marxistes d'essayer de le « flanquer à la porte » lui, Troelstra, personnellement ; il a monté les ouvriers hollandais d'esprit petit-bourgeois contre les « bagarreurs », ces amateurs de polémiques, ces fauteurs de troubles, c'est-à-dire les marxistes. En fin de compte, un congrès extraordinaire du parti à Deventer (13 et 14 février 1909) où les partisans de Troelstra eurent la majorité, décida la *fermeture du « Tribune »* et la création, à sa place, d'un « supplément » à l'organe central opportuniste du parti ! On comprend que les rédacteurs du *Tribune* n'aient pas accepté cette mesure (sauf Roland-Holst qui fit malheureusement preuve d'un désolant esprit de conciliation) *et qu'ils aient été exclus du parti.*

Ce fut la scission. L'ancien parti opportuniste, avec à sa tête Troelstra et Van Kol (« célèbre » depuis l'époque de son intervention opportuniste à Stuttgart sur la question coloniale), garda le nom de « Parti ouvrier social-démocrate » (S.D.A.P.). Le nouveau parti marxiste, beaucoup moins nombreux, prit le titre de « Parti social-démocrate » (S.D.P.)

Le Comité exécutif du Bureau socialiste international tenta de se charger de la médiation pour rétablir l'unité en Hollande, mais avec beaucoup de maladresse : il adopta une position formaliste et, prenant nettement parti pour les opportunistes, rendit les marxistes responsables de la scission. Leur demande d'inclure le nouveau parti dans l'Internationale fut pour cette raison rejetée par le Comité exécutif du Bureau socialiste international.

A la réunion du Bureau lui-même, le 7 novembre 1909, on posa la question de l'admission des marxistes hollandais dans l'Internationale. Tous désiraient éviter les discussions sur le fond et se borner à une définition de la procédure, c'est-à-dire d'orienter l'affaire dans telle ou telle voie, d'indiquer le moyen de résoudre le conflit ; pourtant la majorité des membres du Bureau devait bien se rendre compte de ce qui faisait le *fond* de l'affaire, le *fond* de la lutte des deux tendances en Hollande.

Finalement, les deux tendances proposèrent deux résolutions : Singer pour les marxistes, Adler contre eux. Le texte de la résolution de Singer disait :

« Le Bureau socialiste international décide que le parti constitué en Hollande sous le nom de nouveau Parti social-démocrate (erreur dans le titre : il faut lire : « Parti social-démocrate ») sera admis aux congrès socialistes internationaux, parce qu'il a adhéré aux conditions établies par les Statuts de l'Internationale.

Dans l'hypothèse où l'entente ne s'effectuerait pas entre les camarades de Hollande, le congrès décidera de l'admission de ce groupement aux séances du Bureau et du nombre de voix qui lui sera accordé à ce Congrès. »

Il ressort de ce texte que Singer s'en est tenu à une position formaliste, en laissant la solution définitive du problème à la section hollandaise du congrès international, mais en soulignant en même temps clairement la reconnaissance du parti hollandais marxiste par l'Internationale. Adler n'a pas osé dire le contraire, n'a pas osé déclarer qu'il ne reconnaissait pas les marxistes hollandais comme membres de l'Internationale, et qu'il partageait le point de vue du Comité exécutif qui avait rejeté carrément la demande des marxistes. Adler proposa la résolution suivante : « La demande du S.D.P. sera renvoyée à la section hollandaise. Si la section refuse, il restera au nouveau parti d'en appeler au Bureau. » Même position formaliste que celle de Singer, mais il ressort du texte que la résolution penche en faveur des opportunistes, puisque rien n'est dit de la reconnaissance des marxistes comme membres de l'Internationale. Le vote a montré aussitôt que *l'esprit* de l'une et de l'autre résolution a été parfaitement saisi par les membres du Bureau. Singer a recueilli onze voix : 2 pour la France, 2 pour

l'Allemagne, 1 pour l'Angleterre (social-démocrate), 2 pour l'Argentine, 1 pour la Bulgarie, 1 pour la Russie (social-démocrate), 1 pour la Pologne (social-démocrate), 1 pour l'Amérique (parti socialiste ouvrier). Adler a recueilli 16 voix : 1 pour l'Angleterre (parti ouvrier « indépendant »), 2 pour le Danemark, 2 pour la Belgique, 2 pour l'Autriche, 2 pour la Hongrie, 1 pour la Pologne (P.P.S.), 1 pour la Russie (socialiste-révolutionnaire), 1 pour l'Amérique (parti socialiste), 2 pour la Hollande (Van Kol et Troelstra !), 2 pour la Suède.

L'organe des social-démocrates révolutionnaires allemands, le *Leipziger Volkszeitung* (n° 259) a fort justement qualifié cette décision du Bureau socialiste international de regrettable. « A Copenhague, l'Internationale prolétarienne devra reviser cette décision », concluait la *Gazette* avec raison. « Le camarade Adler, écrivait un autre journal de même tendance, le *Bremer Bürgerzeitung* du 11 novembre 1909, se fait l'avocat d'un opportunisme international qui brille de toutes les couleurs. » Sa résolution a passé « grâce au soutien du ramassis opportuniste » (Sammelsurium).

A ces propos parfaitement fondés, nous autres social-démocrates russes ne manquerons pas d'ajouter que nos socialistes-révolutionnaires se sont bien entendu empressés de prendre place avec le P.P.S. dans cette compagnie opportuniste.

Après la clôture de la session du Bureau socialiste international le 8 novembre 1909, s'est tenue à Bruxelles la quatrième session de la commission socialiste interparlementaire, c'est-à-dire des membres des fractions socialistes parlementaires de différents pays. Les fractions étaient en général faiblement représentées (la fraction social-démocrate russe à la Douma ne l'était pas du tout). Les délégués échangèrent des rapports sur la question des assurances-vieillesse des ouvriers, de la législation dans les différents pays, des projets des députés ouvriers. Le meilleur rapport fut fait par Molkenbuhr à partir d'un article publié par lui dans le *Neue Zeit*.

« Social-Démocrate » n° 10, 24 décembre 1909 (6 janvier 1910)

Conforme au texte du journal

À PROPOS DU GROUPE « VPÉRIOD » [80]

RÉSUMÉ

Après une série de conférences aux camarades du groupe « Vpériod » et après un entretien final avec eux sur les tâches du parti et la situation du groupe dans le parti, je trouve indispensable de définir par écrit ma position au sujet des questions litigieuses, de façon à éviter malentendus et fausses interprétations.

Je pense que la plate-forme du groupe « Vpériod » est pénétrée de bout en bout d'idées incompatibles avec les décisions du parti (résolutions de la Conférence de décembre 1908) et contraires à ces décisions.

Le point de vue de la plate-forme de « Vpériod » sur l'époque actuelle est faux, car il ne tient pas compte des changements économiques et politiques intervenus en Russie et qui s'expriment par un nouveau pas de l'autocratie sur la voie de la transformation en monarchie bourgeoise. C'est pourquoi il se dégage de la plate-forme de « Vpériod » des conclusions tactiques qui sont *en fait* des conclusions otzovistes.

C'est pourquoi la plate-forme de « Vpériod » est toute imprégnée d'idées qui contredisent la nécessité absolue qu'il y a pour le parti social-démocrate de participer à la III[e] Douma et la nécessité absolue de bâtir un nouveau type d'organisation illégale du parti, entourée d'un réseau d'organisations légales et utilisant obligatoirement toutes les possibilités légales.

En se fixant dans leur plate-forme la tâche d'élaborer ce qu'on appelle « une philosophie du prolétariat », une « culture du prolétariat », etc., le groupe « Vpériod » se pose en fait en défenseur du groupe d'écrivains qui, dans

le domaine indiqué, s'emploient à introduire des idées antimarxistes.

En déclarant l'otzovisme « nuance légale », la plateforme du groupe « Vpériod » couvre et défend par là même l'otzovisme qui fait un tort sérieux au parti.

En conséquence, les engagements personnels pris par la majorité des camarades du groupe « Vpériod » d'être des correspondants de bonne foi de l'organe central, de combattre idéologiquement et côte à côte avec nous les otzovistes, d'aider loyalement à utiliser des possibilités légales, de s'opposer à toutes tentatives de faire éclater les organisations et entreprises ouvrières légales, ces engagements suscitent quelque méfiance et inspirent la crainte que le groupe « Vpériod » pourrait se dresser contre la ligne du parti dans le travail local et dans la préparation de la conférence.

Quant à moi, mon attitude à l'égard des militants locaux du groupe « Vpériod » sera déterminée par leur action en Russie et la façon dont ils rempliront leurs engagements.

Lénine

Conforme au manuscrit

Ecrit fin décembre 1909 (première quinzaine de janvier 1910). Publié pour la première fois en 1933 dans le Recueil Lénine XXV

VERS L'UNITÉ

Il y a un an exactement, en février 1909, dans le n° 2 du *Social-Démocrate*, nous définissions les travaux de la Conférence du P.O.S.D.R. comme une remise du parti « sur la voie » après « une année de désorganisation, une année de divergences idéologiques et politiques, une année d'errements » (article : « Sur la voie » *). Nous y montrions que la pénible crise qu'avait subie notre parti était sans aucun doute non seulement une crise d'organisation, mais aussi une crise idéologique et politique. Nous voyions un gage de la victoire de l'organisme du parti sur les influences démoralisantes de la période contre-révolutionnaire, avant tout dans le fait que les décisions tactiques de la conférence avaient résolu correctement le problème majeur : confirmation totale par le parti ouvrier de ses objectifs révolutionnaires découlant de la récente période de tempête et de lutte, soutien de sa tactique social-démocrate révolutionnaire basée sur l'expérience de la lutte directe des masses, et en même temps prise en considération des énormes changements économiques et politiques qui se produisent chez nous, sous nos yeux, de la tentative faite par l'autocratie pour s'adapter au contexte bourgeois de l'époque, pour s'organiser en monarchie bourgeoise, pour sauvegarder les intérêts du tsarisme et des propriétaires fonciers Cent-Noirs en contractant une alliance officielle, large et systématique avec les milieux bourgeois de la campagne et avec

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 370-380. (*N.R.*)

les manitous du capitalisme commercial et industriel. Nous mentionnions la tâche qui incombait au parti en matière d'organisation, tâche liée à la nouvelle conjoncture historique et qui consistait pour le parti illégal à utiliser toutes les institutions légales possibles, y compris la fraction parlementaire social-démocrate en vue de créer des points d'appui pour le travail social-démocrate révolutionnaire au sein des masses. Après avoir montré la similitude entre cette tâche d'organisation et celle que s'étaient fixé nos camarades allemands à l'époque de la loi d'exception, nous parlions de la « regrettable désaffection pour un travail soutenu du prolétariat », j'entends par là la négation du travail parlementaire de la social-démocratie ou le refus d'une critique franche et loyale de la *ligne* de notre fraction parlementaire, la négation ou la minimisation du parti social-démocrate illégal, la tentative de le transformer en une organisation légale, informe, de tronquer nos mots d'ordre révolutionnaires, etc.

Après ce coup d'œil jeté en arrière, nous pouvons mieux évaluer la portée du récent plénum du Comité central de notre parti [81]. Les lecteurs trouveront dans le présent numéro le texte des plus importantes résolutions qu'il a adoptées. Ces résolutions marquent un grand pas vers l'unité de fait de notre parti, vers le rassemblement de toutes ses forces, vers la reconnaissance à l'*unanimité* des principales thèses concernant sa tactique et son organisation et traçant le *chemin* de la social-démocratie en ces temps difficiles. Cette voie a été désignée *exactement* il y a un an et *tout* le parti s'y engage à présent, *toutes* les fractions du parti sont convaincues que c'est la bonne voie. L'année écoulée a été celle de nouveaux morcellements, de nouvelles luttes fractionnelles, une année où le danger de désagrégation du parti s'est accru. Mais les conditions de l'action locale, la situation difficile de l'organisation social-démocrate, les objectifs pressants de la lutte économique et politique du prolétariat, tout cela a poussé toutes les fractions au rassemblement des forces social-démocrates. Plus la contre-révolution s'est renforcée, plus elle est devenue impudente et enragée, plus les couches libérales et démocratiques petites-bourgeoises ont lâchement renié la révolution, — et plus l'attraction exercée par *notre parti* a été forte chez tous les

social-démocrates. Il est extrêmement caractéristique que sous l'influence de tout cet ensemble de conditions dans la deuxième moitié de 1909, des membres de notre parti d'horizons aussi différents que le menchevik, le camarade Plékhanov, d'une part, et le groupe « Vpériod » (groupe de bolcheviks qui se sont écartés du bolchevisme orthodoxe), d'autre part, se soient prononcés en faveur de l'unité du parti. Le premier s'est élevé résolument, en août 1909,contre la scission et la ligne de la scission avec ce mot d'ordre: « lutter pour l'influence dans le parti ». Le second a présenté une plate-forme dans laquelle on parle au début, il est vrai, de « lutter pour rétablir l'unité du bolchevisme », mais où l'on condamne à la fin le fractionnisme, « les partis dans le parti », « le cloisonnement et le particularisme des fractions », où l'on exige fermement leur « dissolution » dans le parti, leur « fusionnement », la transformation des centres fractionnels en centres « qui ne seraient vraiment qu'idéologiques et littéraires » (voir pp. 18 et 19 de la brochure : *La situation actuelle et les tâches du parti*).

Toutes les fractions ont maintenant reconnu à l'unanimité la voie clairement tracée par la majorité du parti, pas dans les détails, bien sûr, mais pour *l'essentiel.* Une année de luttes fractionnelles exacerbées a abouti à faire un pas décisif vers la suppression de *toutes* les fractions et de *tout* fractionnisme, vers l'unité du parti. On a décidé de rassembler toutes les forces en vue des objectifs urgents de la lutte économique et politique du prolétariat ; on a décrété la fermeture de l'organe fractionnel des bolcheviks ; on a décidé à l'unanimité l'indispensable fermeture du *Goloss Sotsial-Démokrata,* c'est-à-dire de l'organe fractionnel des mencheviks. On a pris à l'unanimité une série de résolutions ; nous devons ici souligner tout spécialement l'extrême importance de celles concernant la situation dans le parti et la convocation de la prochaine conférence. La première de ces résolutions qui est, pour ainsi dire, la future plate-forme pour la réunification des fractions, mérite une analyse spécialement détaillée.

Elle commence par ces mots : « pour développer les principales thèses des résolutions de la Conférence du parti de 1908 »... Nous avons cité plus haut ces thèses des trois prin-

cipales résolutions de la Conférence de décembre 1908 : sur l'appréciation du moment et sur les tâches politiques du prolétariat, sur la politique d'organisation du parti et sur ses rapports avec la fraction parlementaire social-démocrate. Il est absolument hors de doute que dans le parti il n'y a pas unanimité sur chaque détail, sur chaque point de ces résolutions ; que pour en faire la critique, pour les remanier conformément aux indications de l'expérience et aux leçons d'une lutte économique et politique qui s'est compliquée, on doit largement ouvrir les portes de la presse du parti ; que ce travail de critique, d'application, d'amélioration, doit être considéré désormais par *toutes* les fractions, ou plus exactement par toutes les *tendances* du parti, comme le moyen de se définir, d'éclaircir leur propre ligne. Mais le travail de critique et de correction de la ligne du parti ne doit pas empêcher l'unité *d'action* du parti, qui ne peut souffrir le moindre retard, la moindre équivoque, qui doit *en tout* être orientée selon les thèses fondamentales des résolutions indiquées.

Tout en développant ces thèses, le premier point de la résolution du Comité central rappelle « les bases de principe » de la tactique social-démocrate qui, conformément à la méthode de toute la social-démocratie internationale, ne peut compter seulement, surtout à l'époque que nous traversons, « sur la conjoncture concrète de l'avenir immédiat », mais qui doit être calculée en vue de voies différentes, pour toutes les situations possibles : aussi bien dans l'éventualité d'un « renversement brusque » que dans celle d'une « stagnation relative de la situation ». C'est la première fois que la possibilité se présente au prolétariat d'appliquer systématiquement et avec esprit de suite cette méthode tactique. A un seul et même moment, en une seule et même action du prolétariat, dans un seul et même réseau de cellules la tactique de notre parti doit « préparer le prolétariat à une nouvelle lutte révolutionnaire déclarée » (sans laquelle nous perdrions le droit d'appartenir à la social-démocratie révolutionnaire, sans laquelle nous n'accomplirions pas la principale tâche que nous a léguée l'époque de 1905 et que nous dicte chaque trait de la conjoncture économique et politique actuelle) ; elle doit « donner au prolétariat la possibilité d'utiliser *à son profit* toutes les contradictions

de l'instable régime de la contre-révolution » (sans quoi notre esprit révolutionnaire ne serait qu'un vain mot, qu'une *récitation* de phrases révolutionnaires au lieu d'être *l'application* de la somme des expériences révolutionnaires, des enseignements et des leçons de la social-démocratie internationale à *chaque* cas pratique, en vue d'utiliser *chaque* contradiction et hésitation du tsarisme, de ses partisans et de tous les partis bourgeois).

Le deuxième point de la résolution donne la caractéristique du brusque changement que subit le mouvement ouvrier en Russie. Unissons-nous et allons au secours de la nouvelle génération d'ouvriers social-démocrates pour qu'elle puisse accomplir sa tâche historique, renouveler l'organisation du parti, élaborer de nouvelles formes de lutte, sans nullement renoncer « aux objectifs de la révolution et ses méthodes », mais au contraire en les défendant, en préparant une base plus large et plus solide pour une meilleure application de ces méthodes dans la nouvelle révolution en marche.

Le troisième point de la résolution décrit les circonstances qui ont suscité partout chez les ouvriers conscients « une aspiration à la concentration des forces social-démocrates du parti, au renforcement de l'unité du parti ». En tête de ces circonstances se trouve un large courant contre-révolutionnaire. L'ennemi s'unit et monte à l'assaut. Au vieil ennemi, le tsarisme avec l'arbitraire et les violences des fonctionnaires, l'oppression et les sévices des propriétaires ultra-réactionnaires, se joint un nouvel ennemi : la bourgeoisie, toujours plus unie par une haine consciente du prolétariat renforcée par son expérience personnelle. On extermine, on torture, on martyrise plus que jamais les révolutionnaires. On s'efforce de discréditer, de dénigrer la révolution, de l'arracher de la mémoire du peuple. Mais jamais encore, dans aucun pays, la classe ouvrière n'a permis à ses ennemis de lui enlever la principale conquête de toute révolution digne de ce nom, à savoir : l'expérience de la lutte des masses et la conviction de millions de travailleurs et d'exploités qu'elle est indispensable à toute amélioration sérieuse de sa situation. Et la classe ouvrière de Russie, malgré toutes les épreuves, gardera intacte la volonté de sa lutte révolutionnaire, l'héroïsme de la masse qui lui

donna la victoire en 1905 et la lui donnera plus d'une fois encore.

Ce ne sont pas seulement l'oppression da la contre-révolution et le déchaînement de l'esprit réactionnaire qui nous unissent, c'est aussi chaque pas du travail pratique, quotidien et sans éclat. L'action parlementaire de la social-démocratie progresse inlassablement, se libérant de ses erreurs inévitables au début, triomphant du scepticisme et de l'indifférence, forgeant l'arme, précieuse pour tous les social-démocrates, de la propagande, de l'agitation révolutionnaires, de la lutte de classe organisée. Et chaque congrès légal auquel participent les ouvriers, chaque institution légale où s'infiltre le prolétariat en y apportant sa conscience de classe, où il défend ouvertement les intérêts du travail et les revendications de la démocratie, mène au rassemblement des forces et au développement de l'ensemble du mouvement. Aucune persécution de la part du gouvernement, aucun expédient de ses alliés Cent-Noirs et bourgeois n'est en mesure de supprimer les manifestations de la lutte du prolétariat qui prennent les formes les plus diverses et parfois les plus inattendues, car c'est le capitalisme lui-même qui à chaque pas de son développement enseigne et rassemble ses fossoyeurs, en multiplie les rangs et en renforce l'indignation.

L'isolement des groupes social-démocrates et le « dilettantisme » dans le travail dont notre mouvement a tant eu à souffrir dans le courant de ces deux dernières années et demie agissent dans le même sens (aspiration vers l'unité du parti). Il devient impossible d'intensifier le travail pratique sans une concentration des forces, sans la création d'un centre directeur. Le Comité central a pris une série de décisions sur l'organisation et le fonctionnement de ce centre, sur l'élargissement de ses effectifs en y adjoignant des militants rompus au travail pratique, sur l'union plus étroite de son action et de l'action locale, etc. Les intérêts théoriques, qui occupent inévitablement la première place en période de stagnation, requièrent aussi bien l'union pour la défense du socialisme en général et du marxisme en tant que socialisme authentiquement scientifique, surtout étant donné que la contre-révolution bourgeoise mobilise toutes ses forces pour combattre les idées de la social-démocratie révolutionnaire.

Enfin, le dernier point de la résolution parle des tâches politiques et idéologiques du mouvement social-démocrate. L'acuité de la crise au sein du mouvement social-démocrate en 1908-1909 a fait que jusqu'à présent ces tâches ont été, elles aussi, posées avec une acuité extrême et résolue au milieu d'une lutte acharnée des fractions. Ce ne fut pas un accident, mais un phénomène inévitable dans une conjoncture de crise et de désagrégation dans des organisations du parti. Mais cela, justement, *était* une nécessité, et l'adoption à l'unanimité de la résolution analysée a mis en évidence le désir général d'aller de l'avant, pour dépasser un conflit sur des thèses fondamentales litigieuses, arriver à les reconnaître comme indiscutables et à intensifier sur cette base l'action commune.

La résolution reconnaît que la conjoncture historique actuelle et l'influence bourgeoise sur le prolétariat engendrent inévitablement deux sortes de déviations. L'une d'elles se caractérise pour l'essentiel par les traits suivants : « la négation du parti social-démocrate illégal, la minimisation de son rôle et de sa portée, les tentatives de rogner les tâches du programme et de la tactique et les mots d'ordre de la social-démocratie révolutionnaire, etc. ». On connaît le lien entre ces erreurs à l'intérieur de la social-démocratie et le flot contre-révolutionnaire bourgeois à l'extérieur. Rien n'est aussi odieux à la bourgeoisie et au tsarisme que le parti social-démocrate illégal qui prouve, par son travail, sa fidélité aux préceptes de la révolution, sa volonté inébranlable de combattre inflexiblement les bases de la « légalité » stolypinienne. Rien n'est plus odieux à la bourgeoisie et aux larbins du tsarisme que les objectifs révolutionnaires et les mots d'ordre de la social-démocratie. La défense du premier et des seconds est notre tâche évidente, et la combinaison de l'action légale et illégale exige justement que nous luttions contre toute « minimisation du rôle et de la portée » du parti illégal. La nécessité, précisément, de défendre la ligne du parti dans les moindres questions, dans la plus modeste mesure, dans les cas particuliers, dans le cadre de la légalité exige surtout de veiller à ce que ces tâches et ces mots d'ordre ne soient pas *rognés*, à ce qu'un changement dans la forme de la lutte ne liquide pas son contenu, n'affaiblisse pas sa combativité et ne déforme

pas cette perspective et ce but historique du prolétariat : conduire tous les travailleurs et tous les exploités, toutes les masses populaires, grâce à une série de révolutions bourgeoises qui instaureront une république démocratique, à une révolution prolétarienne qui renversera le capitalisme lui-même.

Mais d'un autre côté — et là nous passons aux caractéristiques de la seconde déviation —, on ne peut mettre en pratique une action quotidienne social-démocrate révolutionnaire, si on n'apprend pas à en modifier la forme en l'adaptant aux particularités de chaque nouveau moment historique. « La négation de l'action parlementaire social-démocrate et de l'utilisation des possibilités légales, l'inaptitude à comprendre l'importance de l'une et de l'autre », constituent justement la déviation qui rend impossible en fait l'application d'une politique social-démocrate de classe. La nouvelle étape du développement historique de la Russie nous impose de nouvelles tâches : cela ne veut pas dire que les anciens objectifs soient déjà atteints, qu'il soit permis de les répudier, non ; mais cela veut dire qu'il faut tenir compte des nouveaux objectifs, trouver de nouvelles formes de combat, mettre au point une tactique et une organisation qui leur conviennent.

Puisque dans le parti l'accord a commencé à se faire sur ces questions essentielles, sur la nécessité de « *surmonter* » les deux déviations en question, grâce surtout à l'élargissement et à l'approfondissement du travail social-démocrate, le principal (pour l'exacte définition des « tâches politiques et idéologiques du mouvement social-démocrate ») est atteint. Il faut maintenant systématiquement mettre cela en pratique, faire clairement comprendre ces tâches à tous les milieux du parti, à tous les militants locaux, expliquer à fond le danger que présentent ces deux déviations dans *tous* les domaines de l'action, organiser le travail de manière à *rendre impossible* tout flottement d'un côté ou de l'autre. Les démarches pratiques pour l'application des résolutions adoptées, les exigences de la lutte économique et politique indiqueront ensuite d'elles-mêmes ce qu'il restera à faire et comment y parvenir.

Au nombre de ces exigences, il en est une qui fait partie de la vie courante du parti (lorsque cette « vie courante »

existe). Nous voulons parler d'une conférence du parti qui réunirait des représentants des organisations et des groupes social-démocrates du parti *s'occupant réellement de l'action locale* et venus de toutes les régions de Russie. Quelque modeste que soit cet objectif, le chaos actuel l'a rendu étrangement complexe. La résolution du Comité central fait entrer en ligne de compte les nouvelles difficultés (élections de délégués régionaux par les diverses cellules locales et non par les conférences régionales, puisque leur convocation est impossible) et les nouvelles tâches (nomination avec voix consultative de militants du parti appartenant au mouvement légal).

Les circonstances objectives exigent qu'à la base de l'organisation du parti il y ait des cellules ouvrières illégales, modestes par leur dimension et par leur forme d'action actuelle. Mais pour apprendre à faire un travail social-démocrate révolutionnaire systématique, inlassable, à la mesure des dures conditions que nous connaissons, elles doivent faire preuve de beaucoup plus d'esprit d'initiative et d'indépendance que par le passé, d'autant plus que dans quantité de cas elles ne peuvent attendre d'aide de camarades plus anciens et plus expérimentés. Et ces cellules ne peuvent arriver à obtenir une constante influence sur les masses et une coopération avec elles, si elles n'ont pas établi d'abord des liens réciproques solides et ensuite des points d'appui sous forme d'institutions légales de toutes sortes. De là, la nécessité primordiale, urgente et vitale d'une conférence des délégués de ces cellules clandestines. De là, la nécessité d'attirer des social-démocrates *pro-parti* du mouvement légal et des représentants « des groupes social-démocrates dans le mouvement légal prêts à établir un *solide* lien *d'organisation* avec les centres locaux du parti ». Quels sont parmi nos social-démocrates légaux ceux qui sont pro-parti en pratique et non pas seulement en paroles, quels sont ceux d'entre eux qui ont vraiment compris les nouvelles conditions de travail, indiquées plus haut et le rapport qu'elles ont avec les anciennes tâches de la social-démocratie révolutionnaire, quels sont ceux qui sont sincèrement prêts à travailler à l'accomplissement de ces tâches, quels sont les groupes qui sont vraiment prêts à établir de solides rapports d'organisation avec le parti, cela ne peut être déter-

miné que sur place, dans le courant même de l'action illégale quotidienne.

Espérons que ce travail rassemblera maintenant toutes les forces social-démocrates, que la préparation de la conférence mobilisera toutes les énergies des militants du parti au centre et en province, que cette conférence contribuera à renforcer définitivement l'unité de notre parti et permettra de créer dans l'union une base prolétarienne plus large, plus solide et plus souple, en vue de futures batailles révolutionnaires.

« Social-Démocrate » n° 11, 13 (26) février 1910

Conforme au texte du journal

LE *GOLOSS** DES LIQUIDATEURS CONTRE LE PARTI [82]

(RÉPONSE AU *GOLOSS SOTSIAL-DÉMOKRATA*)

Le numéro 19-20 du *Goloss Sotsial-Démokrata* et le manifeste des camarades Axelrod, Dan, Martov et Martynov, publié séparément sous le titre «Lettre aux camarades», se sont si bien révélés être une bombe destinée à faire éclater le parti, tout de suite après le plénum d'unification, que nous sommes contraints d'intervenir, de lancer sans tarder un avertissement, si bref, si incomplet soit-il, et d'adresser une mise en garde à tous les social-démocrates.

Commençons par le fait que le *Goloss Sotsial-Démokrata* dirige son tir contre nous, contre la rédaction de l'Organe central. Il nous accuse, par la bouche du camarade Martov, d'avoir envoyé un article de ce dernier à la *Feuille de Discussion*[83]. «Mon article ne *discute* absolument pas les décisions du plénum », écrit et souligne le camarade Martov ; ceci est textuellement reproduit dans la « Lettre aux camarades ».

Tous ceux qui voudront bien lire l'article du camarade Martov intitulé « Sur la bonne voie » s'apercevront qu'il *discute bel et bien* les décisions du plénum, qu'il prend carrément parti *contre* la résolution concernant la composition de l'Organe central, qu'il présente de façon détaillée les arguments en faveur de la théorie de l'égalité des droits des tendances, de leur « *neutralisation* ». Le mensonge criant du camarade Martov et de la rédaction du *Goloss*, selon lequel l'article litigieux « ne discuterait pas » les décisions du plénum revient tout à fait à se moquer de la décision du parti.

S'il se trouve des gens qui ne voient pas clairement la différence entre une discussion des décisions du plénum et

* En russe « Goloss » veut dire « Voix ». (*N.R.*)

une observation scrupuleuse de *sa ligne* dans l'Organe central lui-même, nous les invitons, *et en particulier les mencheviks*, à méditer l'article instructif du camarade Plékhanov dans le présent numéro de l'Organe central et le non moins instructif numéro 11 des *Cahiers du Social-Démocrate* du même auteur. Tout menchevik qui ne veut pas tourner en dérision la résolution du parti et son unification ne peut nier que le camarade Plékhanov, dans les « *Cahiers* » *discute* les décisions du plénum, mais que dans son article « Défense de la clandestinité », il défend *la ligne du parti*. Peut-on méconnaître cette différence, sinon dans le but prémédité de *faire échouer* les décisions du plénum ?

Que le camarade Martov et toute la rédaction du *Goloss* énoncent un flagrant mensonge en disant que dans l'article « Sur la bonne voie » on ne discute pas les décisions du plénum, ce n'est pas tout. Il y a bien pire : l'article tout entier est basé sur *la théorie de l'égalité des droits* entre le parti illégal, c'est-à-dire le P.O.S.D.R., d'une part, et les *légalistes* qui ont rompu avec le parti mais qui se disent social-démocrates, d'autre part. L'article tout entier est basé sur la théorie de la scission entre *ces « deux parties »* de l'avant-garde ouvrière, *« ces deux parties de la social-démocratie »* qui devraient réaliser une unité fondée sur les mêmes principes « d'égalité des droits et de neutralisation » sur lesquels se fonde toujours toute réunification des parties d'un tout qui s'est scindé !

Le manque de place ne nous permet pas de multiplier les citations à l'appui de ces idées caractéristiques de Martov. Cela sera fait dans une série d'autres articles, si le besoin s'en fait sentir, car peu de gens pourraient prétendre qu'on ne trouve pas chez Martov « la théorie de l'égalité des droits ».

Or cette nouvelle théorie est une prise de position nette contre les résolutions du plénum, plus encore, c'est *tout bonnement* les *bafouer*. Tous ceux qui ont consciencieusement appliqué les décisions du plénum en voient clairement le sens : il faut éliminer la scission entre les mencheviks du parti et les bolcheviks du parti, la scission entre ces *fractions* de vieille date, mais aucunement la « scission » entre *tous* légalistes en général et notre P.O.S.D.R. illégal. Les légalistes qui ont rompu avec le parti ne sont nullement

considérés comme une « partie de la social-démocratie » semblable au parti et égale à lui en droits. Au contraire, ils sont invités *à réintégrer le parti à la condition* expresse de rompre avec le liquidationnisme (c'est-à-dire avec un légalisme à tout prix) et de se rallier au point de vue et au « mode de vie du parti ». La lettre du Comité central sur la Conférence qui est un commentaire des résolutions du plénum, *officiel* et absolument obligatoire pour le parti, dit avec la plus grande netteté que ce sont les organisations illégales * qui doivent *juger* si les légalistes *appartiennent en fait ou non au parti*, c'est-à-dire qu'elle réfute proprement « la théorie de l'égalité des droits » !

Cette lettre du Comité central a été rédigée en vertu d'une décision spéciale du plénum, par une commission spéciale composée des camarades Grigori [84], Innokenti [85] et Martov. Cette lettre a été approuvée par *toute* cette commission *à l'unanimité*. Et voilà que le camarade Martov, comme inspiré par un mauvais génie, change de camp ; il écrit un article tout pénétré d'une théorie *diamétralement opposée* et, qui plus est, quand on incrimine cet article, il se lamente et agit comme s'il se moquait du parti !

Il est bien évident que cette théorie de l'égalité des droits que l'on retrouve *dans* tous les autres articles du *Goloss* sous une forme bien plus tranchante et plus brutale encore que chez Martov, revient *en fait à subordonner le parti aux liquidateurs*, car le légaliste qui s'oppose au parti illégal, tout en considérant que ses droits sont égaux à ceux du parti, n'est rien d'autre qu'un liquidateur. « L'égalité des droits » d'un social-démocrate clandestin traqué par la police et d'un légaliste garanti par sa légalité et son éloignement du parti est en fait « l'égalité des droits » de l'ouvrier et du capitaliste.

---

* Voir le n° 11 de l'Organe central, pp. 11, 12 : « Seules les organisations locales pourront garantir que cette représentation complémentaire ne s'étendra qu'aux *vrais* (en italiques dans la « Lettre ») éléments pro-parti ; nos militants locaux jugeront ces politiciens du mouvement légal non seulement d'après leurs paroles, mais d'après *leurs actes* et veilleront à ce qu'on ne recrute que ceux qui constituent maintenant aussi une fraction de notre parti, ceux qui désirent se joindre à notre organisation pour y travailler réellement, pour la renforcer, s'y soumettre et la servir », etc.

Tout cela est si évident, la façon qu'a *Goloss* de bafouer la décision du plénum et son explication dans la lettre du Comité central est si flagrante, que tout ce qu'on peut dire de l'article de Martov, c'est qu'il montre « *la bonne voie* »... vers la victoire des liquidateurs sur le parti.

Les mencheviks pro-parti ont déjà aperçu le danger. La preuve en est le numéro 11 des *Cahiers du Social-Démocrate* dans lequel le menchevik Plékhanov, qui vient de lire les résolutions du plénum et n'a pas encore lu la « Lettre » du Comité central, démontre *spécialement* que si « on ne prête pas suffisamment d'attention » aux termes de la résolution concernant les légalistes « prêts à nouer de solides liens d'organisation avec les centres locaux du parti », « *les liquidateurs* » *pourraient se ménager de ce côté une brèche commode* » (p. 20).

N'est-il pas évident que Plékhanov connaît parfaitement les gens du *Goloss* ? Il a montré du doigt cette même *brèche pour les liquidateurs* que le n° 19-20 du *Goloss Sotsial-Démokrata* « élabore » à fond dans presque tous ses articles, de la première à la dernière ligne. Ne sommes-nous pas en droit de le baptiser le *Goloss* des *liquidateurs* ?

Le passage suivant de la « Lettre aux camarades » montre jusqu'à quel point les gens du *Goloss* prennent la défense du courant liquidateur.

... « L'Organe central... doit gagner la confiance, tant des éléments viables des vieilles organisations clandestines »... (les organisations clandestines du parti témoignent d'une entière confiance à l'égard du Comité central et de l'Organe central et il est ridicule de parler de la « gagner »)... « que des nouvelles organisations légales qui sont maintenant le principal foyer (voyez-vous ça !) de l'action social-démocrate ». Ainsi, les légalistes qui ont rompu avec le parti sont *le principal foyer*. Ce ne sont pas eux qui doivent gagner la confiance du parti, épouser les idées du parti, entrer dans le parti, revenir au parti, mais c'est le parti, en la personne de l'Organe central, qui doit « gagner leur confiance », grâce évidemment à une défense occulte du liquidationnisme et à une préparation de brèches pour les liquidateurs comme nous les trouvons dans le *Goloss* !

L'article du camarade F. Dan intitulé « La lutte pour la légalité » est tout entier pénétré d'un esprit liquidateur,

allant carrément jusqu'au réformisme. En disant que « la lutte pour la légalité » est « l'une des principales tâches révolutionnaires », qu'elle est « un étendard », etc., le camarade Dan défend non le point de vue des social-démocrates, mais celui des cadets. « L'union illégale en tant qu'arme nécessaire dans la lutte pour la légalité », proclame le camarade Dan. C'est une phrase dans l'esprit des cadets. Chez ces derniers, le parti est illégal, mais cette illégalité n'est précisément qu'une « arme nécessaire dans la lutte pour la légalité ». Chez les social-démocrates, l'union *légale* est à l'heure actuelle l'une des armes nécessaires du *parti illégal*.

...« Sous ce jour » (de la lutte pour la légalité), « en son nom il n'y a de possible à l'heure actuelle que la lutte du prolétariat qui s'est fixé... pour but... le renversement de l'autocratie »...

Il faut de nouveau retourner ce jugement pour en faire un jugement *social-démocrate*. Ce n'est que sous le jour d'une lutte pour renverser l'autocratie, ce n'est qu'en son nom qu'est possible une action réellement social-démocrate dans les organisations légales. Ce n'est qu'au nom de la lutte pour les revendications révolutionnaires non tronquées du prolétariat, ce n'est que sous le jour d'un programme et d'une tactique marxistes-révolutionnaires que la social-démocratie peut vraiment utiliser avec succès toutes les possibilités légales, qu'on peut et qu'on doit les défendre avec acharnement et en faire des points d'appui pour le travail de notre parti.

Mais ce n'est pas tout. Les gens du *Goloss* bafouent ouvertement les décisions du plénum quand ils interviennent aussi bien dans leur lettre que dans leur journal pour plaider *le maintien* du *Goloss* malgré les décisions du Comité central. Nous n'allons pas nous mettre ici à analyser le ridicule et lamentable sophisme grâce auquel on voudrait justifier la non-application de la décision du parti. Nous nous bornerons plutôt, du moins dans ce bref article, à nous référer *à la voix du menchevisme pro-parti*, le numéro 11 des *Cahiers*. Le camarade Plékhanov prévoyait aussi ce subterfuge des liquidateurs lorsqu'il disait carrément, simplement et clairement ce qu'aucun social-démocrate loyal ne saurait mettre en doute : « la propagande *contre* la fer-

meture du *Goloss* », écrit-il, p. 18, c'est de « la propagande contre la suppression de la fraction, c'est-à-dire en vue de *réduire à néant* le plus important des résultats possibles obtenus au cours de la séance plénière du Comité central ». Qu'est-ce que le *Goloss Sotsial-Démokrata* pour les mencheviks de la tendance en question ? C'est leur centre fractionnel de fait, et qui plus est, un centre irresponsable.

C'est bien cela. L'unification *réduite à néant*, voilà à quoi mènent l'action du *Goloss* dans son n° 19-20 et le manifeste de ses quatre rédacteurs contre les décisions du plénum. Ils se sont lancés à la défense du liquidationnisme, beaucoup plus ouvertement, beaucoup plus carrément après la séance plénière d'unification qu'ils ne l'avaient fait avant. Lorsqu'on voit leur manifeste annoncer aux mencheviks que la lettre du Bureau à l'étranger du Comité central au sujet des groupes [86], lettre d'appel à la réalisation d'une véritable unité, *a été acceptée contre les voix du menchevik et du bundiste de ce bureau*, on comprend qu'on est en présence d'un *appel* mal dissimulé *à la désobéissance à cette* lettre et au sabotage de l'unité à l'étranger. Que les mencheviks pro-parti qui ont condamné les gens du *Goloss* passent des paroles *aux actes*, s'ils veulent défendre à tout prix l'unité du parti. Elle dépend maintenant des mencheviks pro-parti, de leur *volonté et de leur aptitude de lutter ouvertement* contre le « centre de fait », russe et étranger, des liquidateurs du *Goloss*.

Ce centre russe, le *C.M.* (Centre menchevique) russe, prend carrément parti dans le n° 19-20 du *Goloss*, par le truchement d'une « lettre ouverte » dans laquelle Plékhanov est qualifié de « liquidateur des idées du menchevisme ». L'abandon du parti par les mencheviks, explique ou disons plutôt plaide ce Centre menchevique russe, « est la manifestation classique de la nécrose des cellules du parti » ! ! Ceux qui se sont retirés, nous dit le manifeste du Centre menchevique, « ont été calomnieusement traités de liquidateurs » (p. 24 du *Goloss*).

Nous demandons aux social-démocrates tant soit peu capables d'objectivité, nous demandons en particulier aux ouvriers social-démocrates sans différence de tendances, si ce manifeste du Centre menchevique, au lendemain du plé-

num, n'est pas un phénomène qui *réduit à néant* la cause de l'unification ?

Nous considérons de notre devoir de communiquer à tout le parti les noms des signataires de ce célèbre document (qui indubitablement deviendra célèbre à la manière d'Erostrate [87]) : 1) Avgoustovski, 2) Anton, 3) Vadim, 4) V. Pétrova, 5) Guéorgui, 6) Guéorg, 7) Evg. Ga-az, 8) Kramolnikov, 9) D. Koltsov, 10) Nat. Mikhaïlova, 11) *Roman*, 12) Romoul, 13) Solomonov, 14) Tchérévanine (et comment donc !), 15) *Iouri*, 16) I. P-i.

« Ces signatures, écrit la rédaction du *Goloss*, sont celles de vieux militants du parti, bien connus de la rédaction ; certains d'entre eux occupaient dans le parti des postes de responsabilité. »

Ces noms, répondrons-nous, seront cloués au pilori par tous les ouvriers social-démocrates conscients, quand ils liront le n° 19-20 du *Goloss Sotsial-Démokrata*, quand ils connaîtront les résolutions du plénum et apprendront le fait suivant :

Le Bureau russe du Comité central [88] a envoyé ces jours-ci une lettre officielle au Bureau à l'étranger du Comité central (l'organe exécutif du Comité central à l'étranger). Voici textuellement ce qu'on y lit :

... « *Nous nous sommes adressés aux camarades Mikhaïl* [89], *Roman et Iouri* » (*nous avons souligné ces noms plus haut*) « *et leur avons proposé de participer au travail, mais nous avons reçu d'eux une réponse disant que non seulement ils considéraient les décisions du plénum comme nocives, mais qu'ils tenaient également pour nocive l'existence même du Comité central. A la suite de quoi, ils ont même refusé d'assister à une séance de cooptation* »*...

---

* Citons en entier, comme supplément d'information, *tous* les passages des lettres écrites par le Bureau russe du Comité central et par l'un des membres du Comité central travaillant en Russie [90] qui se rapportent à la convocation du Comité central en Russie :

... « Nous prions les camarades Martov et les mencheviks du Co-

(Petite mise au point : les meneurs du centre menchevique refusent non seulement de soutenir personnellement le Comité central, mais aussi d'assister à la séance de cooptation d'autres mencheviks, d'ouvriers mencheviks, alors qu'ils savent parfaitement que leur refus *freinera* l'action du Comité central, *freinera sa constitution*, obligera peut-être pendant des mois à *ajourner* le moment où le Comité central entrera en action en tant que Comité central.)

Ainsi ce sont ceux-là mêmes qui déclarent dans la presse, avec le concours et l'approbation d'Axelrod, de Dan, de Martov et de Martynov, que Plékhanov les « traite calomnieusement de « liquidateurs », qui attentent à l'existence du Comité central en la proclamant nocive.

Ceux-là mêmes qui dénoncent à grands cris dans la presse clandestine (par l'intermédiaire du *Goloss*) et dans la presse légale (par l'intermédiaire des libéraux), le « phénomène universellement connu de la nécrose des cellules du parti, *font eux-mêmes échouer les tentatives* pour mettre au point, rétablir, mettre en route ces cellules, et même une cellule telle que le Comité central.

Que tous les social-démocrates sachent à qui le manifeste d'Axelrod, de Dan, de Martov et de Martynov fait allusion quand il parle des « membres du mouvement légal qui occupent maintenant les principaux avant-postes du prolétariat combattant ». Que tous les social-démocrates sachent à présent à qui s'adresse la rédaction du *Goloss* quand elle écrit : « nous voudrions que les camarades »

---

mité central de nous communiquer sans tarder les noms et adresses des camarades qu'ils proposent de nommer par cooptation (les mencheviks de Pétersbourg ont refusé de le faire)»... « Pour le moment, on ne peut pas réunir un collège russe : presque personne ne consent à être coopté tant qu'il n'y a qu'un bolchevik d'accord, et encore sous conditions. *Les mencheviks (Mikhaïl, Roman et Iouri) ont catégoriquement refusé en traitant de nocive l'action du Comité central. Les résolutions du plénum, d'après Mikhaïl et d'autres, sont également nocives. L'ingérence du Comité central dans le processus spontané de regroupement des forces social-démocrates en organisations légales, processus qui se déroule à l'heure actuelle ressemble, selon leur expression, à un avortement à deux mois de grossesse.* Nous vous prions de nous indiquer sans tarder d'autres camarades auxquels nous puissions nous adresser pour leur proposer de les nommer par cooptation. *Mais il est également souhaitable de publier la façon de voir des camarades au sujet de ce procédé de Mikhaïl et d'autres.* »

(Mikhaïl, Roman, Iouri et consorts) « évaluent l'importance de la brèche maintenant faite dans le dogme officiel, qui condamnait véritablement l'organisation du parti à une inévitable nécrose, et qu'ils essaient d'occuper les positions que leur a ouvertes cette brèche ».

Nous nous adressons à toutes les organisations, à tous les groupes de notre parti et nous leur demandons s'ils ont l'intention de laisser bafouer ainsi la social-démocratie ? Peut-on maintenant rester passif devant ce qui se passe ou doit-on s'élever avec vigueur contre une tendance qui sape l'existence même du parti ?

Nous demandons à tous les social-démocrates de Russie s'ils peuvent encore douter maintenant de la portée pratique, réelle et politique de la « théorie de l'égalité des droits » entre les tendances, de l'égalité des droits entre les légalistes et le parti clandestin, de la théorie de la « lutte pour la légalité », etc., etc. ?

Ces théories, ces raisonnements, ces faux-fuyants sont un *écran de mots* derrière lequel se cachent *des ennemis de la social-démocratie* comme Mikhaïl, Roman, Iouri et consorts, leurs complices politiques comme les seize Erostrates menchéviques, leurs guides idéologiques comme les écrivains qui dirigent le *Goloss des liquidateurs.*

Bref : le n° 19-20 du *Goloss Sotsial-Démokrata* et le manifeste scissionniste des quatre rédacteurs du *Goloss*, intitulé « Aux camarades », sont carrément de la propagande : *pour l'organe fractionnel et contre l'unité, contre l'unification à l'étranger, pour la défense d'un liquidationnisme patent, pour la défense des adversaires déclarés de l'existence même du Comité central.*

Contre le parti !

Le complot contre le parti est dévoilé. Que tous ceux à qui l'existence du P.O.S.D.R. est chère se lèvent pour la défense du parti !

Rédigé le 11 (24) mars 1910. Publié entre le 12 et le 16 (le 25 et le 29) mars en tiré à part du n° 12 du « Social-Démocrate »

Conforme au texte du journal collationné sur le texte du tiré à part

POUR QUOI LUTTER ?

Les récentes interventions du parti des octobristes, qui détient la majorité à la Douma, conjuguées aux discours que les cadets de droite ont pu prononcer à l'intérieur ou à l'extérieur de la Douma ont, à n'en pas douter, une signification fortement symptomatique. « Nous sommes isolés dans le pays et à la Douma », disait en se plaignant M. Goutchkov, qui dirige le parti des capitalistes contre-révolutionnaires. Et Boulgakov des *Viékhi* semble vouloir lui faire écho en affirmant, dans le *Moskovski Ejénédelnik* que « la réaction, aussi bien que la révolution, refusent d'admettre l'« inviolabilité de la personne » ; au contraire, sa « violabilité » est admise de corps et d'âme, d'une manière absolument identique, par Markov le Second, avec sa guerre aux allogènes et sa morale de pogromiste et par le social-démocrate Guéguétchkori, qui, au nom de l'inviolabilité de la personne, lance un appel en faveur de la « deuxième grande révolution russe » (n° 8, 20 février 1910, page 25).

« Nous attendons », disait M. Goutchkov à la Douma, à l'adresse du gouvernement du tsar, constatant ainsi que, jusqu'alors, la bourgeoisie, qui s'était engagée corps et âme dans la contre-révolution, ne pouvait considérer ses intérêts comme assurés, ne voyait rien de véritablement solide et stable pour autant qu'il s'agissait de la création du fameux régime « rénové ».

Et Boulgakov de lui faire écho en disant : « C'est avec une âpre douleur que je tourne et retourne dans mon esprit une seule et même pensée lancinante et amère : au fond, c'est du pareil au même (c'est-à-dire que la réaction et la révolution, c'est la même chose)... c'est toujours le même maximalisme imposé par la voie autoritaire... Depuis peu, *certains se sont repris à soupirer après une nouvelle révolu-*

tion comme si, actuellement, après l'expérience qui a été faite, il était possible d'en attendre quelque chose d'autre que l'effondrement définitif de la Russie » (page 32).

Le chef du plus grand parti bourgeois à la Douma, aussi bien que le publiciste cadet de droite, populaire dans la « société » libérale (les *Viékhi* en sont à leur *cinquième* édition), se plaignent de concert, se lamentent et constatent tous deux qu'*ils sont isolés*. Isolés idéologiquement parmi les maximalistes de la réaction et les « maximalistes » de la révolution, parmi les héros Cent-Noirs et « ceux qui soupirent après une nouvelle révolution » (les libéraux ?), — « isolés à la Douma et dans le pays ».

Cet isolement du « centre », isolement d'une bourgeoisie qui souhaiterait un changement de l'ancien régime, sans vouloir entrer en lutte contre lui et désirerait une « rénovation» du tsarisme, tout en redoutant son renversement,— cela n'est pas une nouveauté dans l'histoire de la révolution russe. « Isolés », les cadets et les octobristes sentirent combien ils l'étaient en 1905, au moment où le mouvement révolutionnaire des masses connut un essor irrésistible, portant coup sur coup au tsarisme. Les cadets (les gens de l'*Osvobojdénié* [91] de l'époque) commencèrent à se buter dès le lendemain du 6 août 1905, en se déclarant contre le boycottage de la Douma de Boulyguine. Les octobristes « se butèrent » définitivement après le 17 octobre. Au cours des années 1906-1907, les cadets furent « isolés » dans les deux Doumas, se révélant incapables de mettre à profit leur majorité, paralysés par leurs fluctuations entre le tsarisme et la révolution, entre les propriétaires ultra-réactionnaires et la pression des masses paysannes et prolétariennes. Malgré leur prépondérance dans les deux Doumas, les cadets furent constamment isolés, se trouvèrent pris entre Trépov [92] et l'authentique mouvement révolutionnaire et se retirèrent honteusement de la scène, sans avoir remporté une seule victoire. Durant les années 1908-1909, les octobristes détinrent la majorité à la III[e] Douma, marchant la main dans la main avec le gouvernement, lui apportant leur soutien non par obligation, mais par conscience, et maintenant voici qu'ils sont contraints d'avouer qu'en fait, ce n'était pas eux qui commandaient, mais les Cent-Noirs, qu'en fait la bourgeoisie octobriste était restée *isolée*.

Tel a donc été, en définitive, le rôle historique de la bourgeoisie dans la révolution bourgeoise russe. Les cinq années riches en événements qui viennent de s'écouler (1905-1909) et au cours desquelles la lutte des masses s'est déployée d'une manière particulièrement directe ont prouvé *en fait* que les deux ailes de notre bourgeoisie, celle des cadets et celle des octobristes, se sont trouvées, *en réalité*, neutralisées par la lutte entre la révolution et la contre-révolution, qu'elles se sont révélées faibles, impuissantes, pitoyables dans leurs oscillations entre les camps adverses.

Par ses trahisons réitérées de la cause révolutionnaire, la bourgeoisie a parfaitement mérité les rudes horions, les insultes et autres injures que lui a prodigués, pendant si longtemps, le tsarisme ultra-réactionnaire, le tsarisme des propriétaires Cent-Noirs. Et, bien entendu, ce ne sont pas des considérations morales particulières qui ont motivé ces trahisons de la part de la bourgeoisie, pas plus que le châtiment historique qui lui a été infligé ; bien au contraire, il faut chercher cette cause dans la situation économique contradictoire de la classe capitaliste dans notre révolution. Cette classe redoutait la révolution plus que la réaction : elle appréhendait la victoire du peuple plus que le maintien du tsarisme ; la confiscation des grandes propriétés foncières l'effrayait plus que le maintien au pouvoir des ultra-réactionnaires. La bourgeoisie n'appartenait pas aux éléments qui n'ont rien à perdre dans une grande bataille révolutionnaire. Tel était exclusivement le cas, dans notre révolution bourgeoise, du prolétariat ainsi que des millions de paysans ruinés.

La révolution russe a confirmé la déduction qu'avait faite Engels en étudiant l'histoire des grandes révolutions bourgeoises de l'Occident, à savoir que pour obtenir ne fût-ce que ce qui est strictement nécessaire à la bourgeoisie, la révolution a dû *dépasser de beaucoup* les exigences de cette bourgeoisie [93]. Et le prolétariat russe a conduit, conduit actuellement et *conduira* encore plus avant notre révolution, en menant les événements bien au-delà du point où les capitalistes et les libéraux auraient souhaité les voir s'arrêter.

Lors de la campagne des banquets de 1904 [94], les libéraux s'efforcèrent de contenir par tous les moyens les so-

cial-démocrates redoutant leurs interventions tumultueuses. Mais les ouvriers ne se laissèrent pas intimider par le spectre d'un libéral apeuré et menèrent leur mouvement plus avant, jusqu'au 9 janvier [95], jusqu'au déclenchement, en Russie, d'un mouvement général et ininterrompu de grèves.

La bourgeoisie libérale et, parmi elle, même les gens de l'*Osvobojdénié* — « illégaux » à cette époque — incita le prolétariat à figurer à la Douma de Boulyguine. Le prolétariat ne se laissa pas intimider par le spectre d'un libéral apeuré et poursuivit son action jusqu'à la grève générale d'octobre, jusqu'à la première victoire du peuple.

La bourgeoisie se scinda après le 17 octobre. Les octobristes embrassèrent résolument le parti de la contre-révolution. Les cadets s'éloignèrent du peuple et se précipitèrent dans l'antichambre de Witte. Le prolétariat alla de l'avant. Ayant pris la direction du peuple, il mobilisa de telles masses en vue d'entreprendre une action historique autonome que quelques semaines de véritable liberté suffirent à tracer définitivement une frontière ineffaçable entre l'ancienne et la nouvelle Russie. Le prolétariat éleva son mouvement jusqu'à la plus haute forme de lutte possible, jusqu'à l'insurrection armée, en décembre 1905. Dans cette lutte, il subit un échec, mais ne fut pas écrasé. L'insurrection fut matée, mais il réussit à unir dans le combat l'ensemble des forces révolutionnaires du peuple ; il ne se laissa pas abattre par son échec, il montra aux masses — et, cela pour la première fois dans l'histoire de la Russie moderne — qu'il était possible et nécessaire de lutter jusqu'au bout. Le prolétariat fut contraint de faire marche arrière, mais il ne laissa pas choir le grand drapeau de la Révolution et, au moment même où la majorité cadette des Ire et IIe Doumas abandonnait la révolution, s'efforçait d'en provoquer l'extinction, persuadait Trépov et les stolypiniens qu'ils étaient capables de l'éteindre et prêts à le faire, le prolétariat releva ostensiblement ce drapeau, poursuivit ses appels au combat et se remit à éduquer ses forces, à les unir et à les organiser en vue de la lutte.

Les Soviets des députés ouvriers de tous les grands centres industriels, une série d'avantages économiques conquis sur le capital, les Soviets des députés soldats aux armées, les comités paysans de Gouria et d'autres localités,

et, enfin, les éphémères « républiques » de certaines villes de Russie, tout cela marqua *le début* de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat qui prenait appui sur la petite bourgeoisie révolutionnaire et, particulièrement, sur la paysannerie.

Le mouvement de décembre 1905 est un grand mouvement parce que, pour la première fois, il a converti « une nation misérable, une nation d'esclaves » (comme disait N. Tchernychevski au commencement des années soixante [96]) en une nation *capable* de mener jusqu'au bout, sous la direction du prolétariat, la lutte entreprise contre cette canaille d'autocratie, capable, également, d'entraîner *les masses* dans cette lutte. Ce mouvement est grand parce qu'ici le prolétariat a fourni la preuve concrète que les masses démocratiques *pouvaient* conquérir le pouvoir, que la république pouvait exister en Russie ; parce qu'il a montré « *comment cela se fait* », parce qu'il a indiqué d'une manière pratique la voie par laquelle les masses peuvent atteindre concrètement ce but. La lutte du prolétariat en décembre a légué au peuple un héritage qui, sur le terrain idéologique et politique, est susceptible de guider le travail de plusieurs générations.

Plus les sombres nuées de la réaction déchaînée iront en s'amoncelant, plus la contre-révolution des Cent-Noirs tsaristes montrera sa férocité, plus on verra souvent les octobristes *eux-mêmes* hocher la tête, en disant qu'« ils attendent » des réformes et que leur patience s'épuise, plus souvent on entendra libéraux et démocrates « soupirer après une nouvelle révolution », plus se feront vils les discours des gens des *Viékhi* (« il faut consciemment *ne pas vouloir* la révolution » : Boulgakov, ibidem, page 32), — plus il conviendra au parti ouvrier de rappeler énergiquement au peuple *pour quoi lutter*.

A maintes reprises, nous avons eu l'occasion de dire qu'à présent il est nécessaire de lutter sous des formes différentes pour les objectifs que l'on s'est assignés en 1905 et les tâches que le mouvement d'alors s'apprêtait à réaliser : ceci, en vertu de changements survenus dans la situation et parce que les conditions historiques actuelles sont autres. Les tentatives de l'autocratie de se réorganiser en monarchie de type bourgeois, ses longues tractations à la III[e] Douma

avec les propriétaires fonciers et la bourgeoisie, la nouvelle politique agraire, etc., toutes ces choses ont eu pour résultat d'engager la Russie dans une phase de développement très particulière, de mettre à l'ordre du jour de la classe ouvrière des tâches de longue haleine : création d'une nouvelle armée prolétarienne — et d'une nouvelle armée révolutionnaire — éducation et organisation des forces, utilisation de la tribune parlementaire et de toutes les possibilités offertes par l'action semi-légale.

Il importe que nous sachions appliquer *notre* ligne tactique, que nous sachions concevoir notre organisation de telle manière que, compte tenu des changements survenus dans la situation, les objectifs de la lutte ne se trouvent pas *amoindris*, qu'ils ne subissent aucune amputation, que le contenu idéologique et politique de la tâche la plus modeste, la plus obscure, apparemment la plus insignifiante, ne perde rien de sa signification. Nous aurions précisément provoqué une semblable restriction et mutilé le contenu idéologique et politique de la lutte, si nous avions proposé, par exemple, au parti social-démocrate, le mot d'ordre d'une lutte en faveur d'un mouvement ouvrier légal.

Envisagé comme une chose indépendante, ce mot d'ordre n'est d'ailleurs pas un slogan social-démocrate, mais un slogan cadet, car les libéraux sont seuls à envisager la possibilité d'un mouvement ouvrier légal abstraction faite d'une nouvelle révolution (et, ce faisant, ils dispensent au peuple un enseignement fallacieux). Seuls les libéraux restreignent leur fonction à un objectif auxiliaire, espérant, à l'instar de leurs confrères d'Europe occidentale, pouvoir réconcilier le prolétariat avec une société bourgeoise « réformée », épurée et « amendée ».

Le prolétariat social-démocrate non seulement ne craint pas une issue de ce genre, mais il est convaincu que toute réforme digne de ce nom, que tout élargissement du cadre de son activité, de la base de son organisation, de sa liberté d'action, décuplera sa puissance et renforcera l'aspect massivement révolutionnaire de sa lutte. Or, précisément, si l'on veut que les masses prolétariennes élargissent effectivement le cadre de leur activité, si l'on désire obtenir une amélioration partielle, il importe justement de leur proposer des mots d'ordre de combat qui ne soient pas amoindris, tron-

qués. Des améliorations partielles ne peuvent être que le résultat indirect de la lutte révolutionnaire des classes (et il en fut toujours ainsi dans l'histoire). C'est seulement en posant aux masses ouvrières, dans toute leur ampleur et leur grandeur, les tâches que l'année 1905 a léguées à notre génération, que nous serons en mesure d'élargir la base de notre mouvement, d'y faire participer des masses considérables, et d'inspirer à ces masses cet esprit combatif à toute épreuve, qui a toujours guidé les classes opprimées vers la victoire.

Ne pas mépriser une seule des possibilités d'action légale, pas même la plus minime ; ne négliger aucune occasion d'attaquer ouvertement et d'élargir les bases du mouvement en y entraînant de nouvelles couches prolétariennes de plus en plus nombreuses, utiliser chacun des points faibles des positions capitalistes pour y porter des coups et conquérir quelques avantages pratiques dans la vie courante et, en même temps, faire en sorte que toute cette activité soit imprégnée d'esprit révolutionnaire, à *chacune* des phases du mouvement et à chaque tournant de celui-ci et expliquer, *dans toute leur ampleur*, les tâches que nous avons abordées en 1905, sans réussir alors à les résoudre — voilà en quoi doit consister la politique et la tactique du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

« Social-Démocrate » n° 12, 23 mars (5 avril) 1910

Conforme au texte du journal

LA CAMPAGNE DE FINLANDE

Le 17 mars 1910, Stolypine présente à la Douma d'Etat un projet relatif à la « procédure de promulgation des lois et décrets d'Etat concernant la Finlande ». Sous les apparences officielles et bureaucratiques de ce libellé se dissimule l'offensive la plus insolente de l'autocratie contre la liberté et l'indépendance de la Finlande.

Il s'agit d'un projet de loi de Stolypine tendant à remettre à la Douma d'Etat, au Conseil d'Etat et à Nicolas II le droit de résoudre tous les problèmes finlandais « n'ayant pas pour objet exclusif les affaires intérieures de ce pays ». La Diète finlandaise aura seulement le droit d'apporter ses « conclusions », étant d'ailleurs entendu qu'elles n'obligeront personne : dans ses relations avec l'Empire, la Diète finlandaise est réduite à la situation de la Douma de Boulyguine.

D'ailleurs, que convient-il d'entendre sous la dénomination de « lois et décrets n'ayant pas pour objet exclusif les affaires intérieures » de Finlande ? Sans vouloir reprendre dans son intégralité la liste des 17 points figurant dans le projet de Stolypine, notons qu'on y trouve entre autres les relations douanières pouvant exister entre la Finlande et les autres parties de l'Empire, des dérogations au code pénal finlandais, le problème des chemins de fer, le système monétaire du pays, les règles relatives aux réunions publiques, les lois sur la presse en Finlande, etc., etc.

Soumettre toutes les questions de cet ordre à l'assentiment de la Douma des Cent-Noirs et des octobristes ! C'est *une destruction totale de la liberté finlandaise* qu'entreprend l'autocratie en espérant bénéficier de l'appui des représentants des propriétaires fonciers et des gros négociants, que la Constitution du 3 juin a unis.

Le calcul est juste, sans doute, dans la mesure où l'on a en vue, exclusivement, ceux qui sont légalisés par cette « constitution », soit cinquante députés d'extrême-droite, cent nationalistes et « octobristes de droite », cent vingt-cinq octobristes. Telle est la sinistre cohorte qui est déjà réunie en Douma et que le gouvernement a mise à même, à la suite d'une longue campagne de presse appropriée, de prendre, contre la Finlande, toutes les mesures que l'on voudra.

Le vieux nationalisme de l'autocratie, qui écrase de son poids tous les « allogènes », se trouve, actuellement, renforcé tout d'abord par la haine qu'éprouvent tous les éléments contre-révolutionnaires pour le peuple qui sut mettre à profit l'éphémère victoire remportée en octobre par le prolétariat russe pour élaborer — à la barbe du tsar Cent-Noir — l'une des constitutions les plus démocratiques du monde et pour créer des conditions favorables à l'organisation des masses ouvrières de Finlande, inébranlablement attachées à la cause social-démocrate. La Finlande a mis à profit la révolution russe pour se ménager quelques années de liberté et de développement pacifique. En Russie, la contre-révolution se hâte de mettre à profit le calme plat qui règne à l'intérieur pour rogner, dans toute la mesure du possible, les avantages acquis par les Finlandais.

L'Histoire montre, pour ainsi dire, sur l'exemple de la Finlande, que cette fameuse évolution « pacifique », dont tous les philistins se font une idole, représente en réalité une de ces exceptions fragiles et éphémères qui est entière confirmation de la règle. Et la règle est que seul le mouvement révolutionnaire des masses dirigées par le prolétariat, seule la révolution victorieuse, sont susceptibles d'introduire des changements durables dans la vie des peuples et de porter un coup sérieux au despotisme médiéval et aux formes semi-asiatiques du capitalisme.

C'est seulement à l'instant où la levée massive de la classe ouvrière de Russie a ébranlé l'autocratie russe que la Finlande s'est mise à respirer librement. Et c'est seulement en s'unissant à la lutte révolutionnaire des masses russes que l'ouvrier finlandais peut, à l'heure actuelle, découvrir la voie qui l'affranchira de l'oppression des bachi-bouzouks Cent-Noirs.

La bourgeoisie finlandaise a manifesté ses aptitudes à la contre-révolution même dans ce pays pacifique, qui a effectué sa révolution *à la faveur* des journées russes d'octobre et défendu sa liberté *sous le couvert* de la lutte de décembre et de l'existence en Russie de deux Doumas d'opposition. La bourgeoisie finlandaise a sévi contre la garde rouge des travailleurs finnois l'accusant de tendances révolutionnaires ; elle a fait tout son possible pour restreindre l'entière liberté des organisations socialistes en Finlande ; elle espérait se préserver des violences du tsarisme par des actes de complaisances (dans le genre des extraditions d'hommes politiques opérées en 1907) ; elle a reproché aux socialistes de son propre pays d'avoir été *contaminés* par les socialistes russes qui leur avaient communiqué le germe de leur esprit révolutionnaire.

Actuellement, la bourgeoisie finlandaise peut voir, elle aussi, à quoi mène la politique des concessions, des bons services, de la « complaisance », la politique de trahison directe ou indirecte du socialisme. Il n'est point d'issue à la situation du peuple finlandais en dehors de la lutte des masses éduquées par des socialistes et dans un esprit socialiste ; il n'y a pas de possibilités de résister à Nicolas II en dehors de la révolution prolétarienne.

Un autre facteur ayant contribué à renforcer le vieux nationalisme qui est à la base de notre politique absolutiste, a été le développement, dans notre bourgeoisie russe, de la conscience de classe et d'un esprit sciemment contre-révolutionnaire. Le chauvinisme s'est accru en elle en même temps que se développait sa haine envers le prolétariat envisagé comme force internationale. Ce chauvinisme s'est renforcé en elle au fur et à mesure que devenait plus âpre et plus aiguë la concurrence créée par le capitalisme international. Le chauvinisme a été une revanche de l'échec subi dans la guerre contre le Japon, une revanche de la faiblesse manifestée à l'endroit des propriétaires fonciers privilégiés. Le chauvinisme s'est trouvé un appui dans les appétits de l'industriel et du marchand authentiquement russes, qui se réjouissent de « conquérir » la Finlande, puisqu'ils n'ont pas réussi à se tailler la moindre tranche dans la galette des Balkans. C'est la raison pour laquelle l'organisation représentative des grands propriétaires fonciers et de la

riche bourgeoisie donne au tsarisme de fidèles alliés pour *régler le sort* de la libre Finlande.

Cependant, en élargissant la base des « opérations » contre-révolutionnaires entreprises contre la libre Finlande, on a donné une extension semblable à la base de la *résistance* à ces opérations. S'il est vrai que le clan des ennemis de la Finlande comprend, sous la forme actuelle de la III^e^ Douma, les représentants de l'aristocratie foncière et des riches marchands, et non plus exclusivement, comme autrefois, la bureaucratie et quelques gros bonnets, il est non moins vrai que dans le clan adverse nous avons maintenant ces masses innombrables qui furent à l'origine du mouvement de 1905 et qui portèrent en avant les fractions révolutionnaires des I^re^ et II^e^ Doumas. Et bien qu'*en ce moment* la situation politique soit particulièrement calme, ces masses vivent et se développent, malgré tout. On voit se développer également un nouveau *vengeur* de la nouvelle défaite de la révolution russe, car la défaite de la liberté finlandaise est une défaite de la révolution russe.

Maintenant, une fois de plus, notre bourgeoisie libérale russe révèle également sa pusillanimité et son défaut de caractère. Les cadets, assurément, sont *contre* la campagne de Finlande. Sans doute, ne joindront-ils pas leurs voix à celles des octobristes. Or, n'est-ce pas eux qui ont fait *le plus* pour saper la sympathie du « public » envers cette lutte révolutionnaire spontanée, envers cette « tactique » d'octobre et de décembre qui, *elle seule*, s'est avérée capable de donner le jour à la liberté finlandaise et lui a permis de subsister depuis plus de 4 ans ? Ne sont-ce pas les cadets qui ont unifié l'intelligentsia bourgeoise russe sur la question du renoncement à cette lutte et à cette tactique. Ne sont-ce pas les cadets qui se sont mis en quatre pour provoquer, dans l'ensemble de la « société » russe cultivée, un réveil des sentiments et d'un état d'esprit nationalistes?

Combien se sont justifiés les termes de la résolution social-démocrate (décembre 1908), selon laquelle les cadets, par leur propagande nationaliste, servent *effectivement* la cause du tsarisme et aucune autre [97]. L'« opposition » que les cadets ont voulu monter contre l'autocratie, à l'occasion des échecs diplomatiques subis par la Russie dans les Balkans, a révélé, comme on pouvait s'y attendre, son carac-

tère misérable et son absence de principe, c'est une opposition de laquais, qui *flatte* les Cent-Noirs, *excite* leurs appétits et *reproche* au tsar des Cent-Noirs de ne pas avoir été assez fort.

Eh bien, « charitables » cadets, maintenant vous pouvez récolter ce que vous avez semé. Vous avez montré au tsarisme sa faiblesse dans la défense des causes « nationales » ; le tsarisme vous montre quelle est sa force dans la persécution *nationaliste* de l'allogène. Vos théories nationalistes néo-slavistes et autres avaient un fond intéressé, un fond de classe étroitement bourgeois, masqué derrière des phrases libérales, retentissantes. Cette phraséologie est restée ce qu'elle était, alors que le fond *a tourné à l'avantage* de la politique anti-humanitaire de l'autocratie.

Tel a toujours été et tel sera toujours le sort de la phraséologie libérale. Son unique effet est d'*enjoliver* l'âpre cupidité et la violence grossière de la bourgeoisie ; elle se borne à parer de fleurs artificielles les chaînes qui entravent le peuple ; son seul résultat est d'engourdir la conscience du peuple en *empêchant* ce dernier de distinguer son véritable ennemi.

Or, chacun des pas accomplis par la politique tsariste, chacun des mois vécus par la troisième Douma, porte atteinte, de plus en plus impitoyablement, aux illusions libérales, fait apparaître de plus en plus la faiblesse et le pourrissement du libéralisme et répand de plus en plus copieusement la semence d'une nouvelle révolution du prolétariat.

Le temps viendra où le prolétariat russe se dressera pour défendre la liberté de la Finlande et l'instauration d'une république démocratique en Russie.

« Social-Démocrate » n° 13, 26 avril (9 mai) 1910

Conforme au texte du journal

ILS ONT PEUR POUR L'ARMÉE

Des débats qui ne sont pas encore terminés ont lieu à la Douma à propos de l'interpellation faite par les social-démocrates et les troudoviks sur la violation par le gouvernement tsariste de l'article 96 des lois fondamentales. Or, ces débats ont si bien mis en lumière les contours de l'affaire et la presse s'est déjà tellement égosillée au sujet de la fameuse « déclaration » stolypinienne « du 31 mars » [98] qu'il paraît tout à fait indiqué de s'arrêter sur cet épisode édifiant de l'histoire du régime du 3 juin.

Notre fraction à la Douma a eu parfaitement raison d'interpeller le gouvernement sur cette question relative à la violation par lui commise de l'article 96 des lois fondamentales ; et elle a eu raison *dans la mesure* où elle semblait intervenir pour « défendre » la légitimité, « défendre le droit », « défendre la légalité issue du 3 juin », etc., etc. Nous employons l'expression « dans la mesure » car sans aucun doute, les social-démocrates se sont lancés là dans une entreprise complexe, qu'il faut *être capable* d'aborder ; ils ont mis en usage, c'est certain, une arme à double tranchant, qui peut fort bien blesser son utilisateur s'il commettait la moindre faute ou même une simple maladresse. Bref, sans métaphores, il s'agit d'un moyen susceptible de faire insensiblement dévier les social-démocrates de la position de la lutte de classe à la position du libéralisme.

C'est dans cette erreur que seraient tombés les social-démocrates, s'ils avaient dit purement et simplement qu'ils « défendaient » les lois fondamentales, sans donner d'explication sur le caractère *particulier* de leur « défense ». Les so-

cial-démocrates auraient commis une erreur plus grave encore, si, partant de leur attitude de défenseurs des lois fondamentales ou de la légitimité en général, ils s'étaient fabriqué un slogan évoquant une « lutte pour la légalité » ; ils auraient agi ainsi à la manière des cadets.

Par bonheur, nos camarades de la Douma n'ont commis ni l'une ni l'autre de ces bévues. Guéguétchkori, qui a été le premier orateur à prendre la parole sur cette question, a *spécialement* commencé par expliquer le caractère *particulier* de l'intervention social-démocrate *en faveur* des lois fondamentales. Guéguétchkori a judicieusement commencé par la délation du comte Bobrinski, qui au congrès de la noblesse unifiée [99], faisant une allusion plus que transparente aux social-démocrates, a clamé qu'il était nécessaire d'« extirper ces fauteurs de trouble du sein de la Douma d'Etat ». « Je déclare, répondit Guéguétchkori, qu'en dépit de cette délation, en dépit des violences et des menaces, la fraction qui siège dans cette enceinte ne changera pas d'un seul iota les tâches et les buts qu'elle s'est assignés : défendre les intérêts de la classe ouvrière. »

Bobrinski avait invité le gouvernement à exclure de la Douma ceux qui entretenaient une propagande systématique contre la légalité instituée le 3 juin. Guéguétchkori a déclaré dès l'abord que ni les violences, ni les menaces ne pourraient contraindre les social-démocrates à s'écarter de leur ligne de conduite.

Guéguétchkori a particulièrement insisté sur le point suivant : « Assurément, nous nous soucions moins que quiconque d'apporter notre soutien à l'autorité de la troisième Douma d'Etat, si tant est que l'on puisse parler ici d'autorité »... « C'est justement nous, adversaires par principe du régime politique existant, qui avons protesté chaque fois que la réaction a tenté de rogner à son avantage les prérogatives de la représentation populaire »... « lorsqu'on attente ouvertement aux lois fondamentales, bien qu'adversaires par principe de ces lois, nous sommes astreints à en prendre la défense. » En conclusion, afin de n'être point confondu avec les fétichistes de la légalité, Guéguétchkori a déclaré : ...« Si nous faisons cette interpellation, si nous nous lançons dans des digressions ou dans des commentaires juridiques, c'est seulement pour faire apparaître une

nouvelle fois l'hypocrisie du gouvernement » (page 1988 du compte rendu sténographique).

Guéguétchkori a exprimé avec esprit de suite les conceptions démocratiques et républicaines des socialistes en disant : « Notre législation ne correspondra aux intérêts et aux besoins des populations que lorsqu'elle sera dictée *directement par la volonté populaire* » ; le commentaire « *rumeur à droite* » qu'on lit dans le compte rendu sténographique prouve que le trait a porté.

Un autre orateur social-démocrate, le camarade Pokrovski, a défini d'une manière plus nette et plus précise encore dans son discours quelle était la portée politique de l'interpellation : « Qu'ils agissent donc directement et ouvertement (les octobristes), qu'ils reprennent donc franchement le slogan de la droite : « A bas les prérogatives de la représentation populaire et vive l'antichambre du ministre. » Il n'est pas douteux que la majorité travaille à préparer l'avènement en Russie du moment où, les illusions constitutionnelles s'étant complètement dissipées, il restera seule la sinistre réalité, dont le peuple russe tirera les conclusions qui s'imposent » (je cite d'après le compte rendu de la *Retch* du 1er avril).

Cette manière de poser la question en démasquant l'hypocrisie du gouvernement et des octobristes, en détruisant les illusions constitutionnelles, est l'unique manière correcte et social-démocrate de présenter à la IIIe Douma l'interpellation à propos de la violation de l'article 96 des lois fondamentales. C'est cet aspect du problème qu'il est nécessaire de mettre au premier plan dans notre propagande, dans les assemblées ouvrières, dans les cercles et groupes et aussi dans les conversations particulières que l'on peut avoir avec des ouvriers non affiliés à quelque organisation à propos des événements de la Douma ; il convient d'expliquer le rôle du parti ouvrier, parti qui *démasque* le mensonge bourgeois et Cent-Noirs au sein même d'une Douma bourgeoise et Cent-Noirs. Puisque, dans *une telle* Douma, il n'était pas possible de poser le problème de façon *parfaitement* claire, qu'il n'était pas possible de faire entendre pleinement le point de vue du social-démocrate révolutionnaire, — notre tâche, dans cette mesure, consiste à compléter ce qui a été dit par nos camarades à la tribune du pa-

lais de Tauride, et à faire connaître leurs interventions, en les rendant familières et compréhensibles aux masses.

En quoi consiste, *au fond*, l'histoire de la violation de l'article 96 ? L'article en question figure dans le 9e chapitre intitulé : « De la législation », et définit les cas dans lesquels on déroge à l'ordre normal des choses, c'est-à-dire les cas dans lesquels les règlements et instructions des autorités militaires et ceux de la Marine de guerre sont soumis *directement* au tsar, *sans passer par* la Douma ou par le Conseil d'Etat [100]. Les nouvelles dépenses nécessitent des crédits que peut assigner la Douma d'Etat ; voici à quoi se ramène ledit article.

L'an dernier, on a examiné, à la Douma d'Etat, la question du personnel de l'Etat-major général de la Marine. De violentes discussions se sont élevées sur la question de savoir si sa nomination relevait, oui ou non, de la Douma. Les représentants de la droite (les Cent-Noirs) se prononçaient *négativement*, affirmant que, sur ce point, l'immixtion de la Douma n'était pas justifiée et qu'il ne lui appartenait pas de porter atteinte aux prérogatives du « commandant en chef » de l'armée, c'est-à-dire du tsar, qui, *seul, indépendamment de toute Douma*, a le droit d'approuver la nomination du personnel de l'Armée et de la Marine.

Les octobristes, les cadets et la gauche disaient que ce droit appartenait à la Douma. Le problème, donc, était que les Cent-Noirs avec Nicolas II à leur tête, souhaitaient donner une interprétation restrictive des droits de la Douma, souhaitaient *rogner* ses prérogatives déjà étonnamment restreintes. Les propriétaires Cent-Noirs, avec à leur tête le plus riche et le plus réactionnaire d'entre eux, Nicolas Romanov, transformèrent une question modeste et accessoire en une question de principe, à savoir, celle des prérogatives du tsar, celle des droits de l'autocratie, et ils accusèrent la bourgeoisie (y compris la bourgeoisie octobriste !) d'essayer d'attenter aux droits du tsar, de restreindre son pouvoir, de « détacher de l'armée le chef de l'armée », etc.

Le pouvoir du tsar était-il une autocratie sans bornes tout à fait comme autrefois ou bien pouvait-il faire l'objet d'une modeste *limitation* : tel était l'enjeu du débat. Et voici que, l'an dernier, les discussions se firent plus vives,

à ce point que l'affaire prit presque les dimensions d'une « crise politique » : Stolypine, que les Cent-Noirs accusaient de « constitutionnalisme », fut menacé d'expulsion, la Douma des octobristes, que les Cent-Noirs qualifiaient de « Jeunes-Turcs » [101], fut menacée de dissolution.

La Douma d'Etat et le Conseil d'Etat approuvèrent la liste du personnel de l'Etat-major de la Marine, c'est-à-dire qu'ils reconnurent que cette question *relevait bien de leur compétence.* Chacun se demandait si Nicolas II allait confirmer la décision de la Douma et du Conseil d'Etat. Le 27 avril 1909, Nicolas II adressa un rescrit à Stolypine par lequel *il refusait* la confirmation espérée et demandait aux ministres d'élaborer des « règlements » relatifs à l'application de l'article 96.

En d'autres termes, le tsar, une fois de plus, se rangeait franchement et ouvertement aux côtés de la réaction et s'élevait contre toute tentative — si infime fût-elle — tendant à restreindre ses prérogatives. Le fait de demander aux ministres d'élaborer un nouveau règlement équivalait à leur demander effrontément de *violer la loi*, en l'interprétant de telle manière qu'elle devienne sans objet et en l'« explicitant » dans l'esprit des fameuses « explications » du Sénat [102]. Naturellement, il était bien spécifié que le nouveau texte devrait être établi « dans le cadre des dispositions prévues par les lois fondamentales », mais en fait, ces termes voilaient l'hypocrisie la plus éhontée. Les ministres élaborèrent de tels « règlements » que la loi se trouva tournée et le tsar Nicolas II leur accorda sa sanction. (Ces dispositions sont désignées sous le nom de « règlements du 24 avril 1909 », date de leur ratification.) Grâce à ces « règlements » ratifiés en dehors de la Douma, l'article 96 des lois fondamentales était réduit à néant ! Et, de la sorte, en vertu de ces « règlements », le personnel de l'Armée et de la Marine *échappa* au contrôle de la Douma.

Ainsi apparaissait, dans toute sa splendeur, tout ce qu'il y avait d'illusoire dans la « constitution » russe et d'insolent dans la réaction ; ainsi pouvait-on voir combien proche des Cent-Noirs était le tsar et comment l'autocratie bafouait les lois fondamentales. Assurément, le coup d'Etat du 3 juin 1907 nous a édifié, à cet égard, d'une manière cent fois plus claire, plus parfaite, plus accessible et com-

préhensible aux masses populaires. Bien sûr, s'il n'a pas été possible à nos social-démocrates de la Douma de poser la question de la violation des lois fondamentales par l'acte du 3 juin — cela, uniquement, parce que les démocrates bourgeois, y compris les troudoviks, n'ont pas fourni des signatures en nombre suffisant pour atteindre le quantum de trente noms qu'exige l'interpellation — cela montre les limites fort étroites de la forme de propagande et d'agitation, offerte par la Douma. Mais l'impossibilité dans laquelle se sont trouvés les social-démocrates de présenter l'interpellation souhaitée contre l'acte du 3 juin, ne les a pas empêché de qualifier constamment dans leurs discours cet acte de coup d'Etat. Quant à s'abstenir de dénoncer la manière dont l'autocratie bafouait les lois fondamentales et les droits de la représentation populaire, il va sans dire que les social-démocrates ne pouvaient et ne devaient s'y résoudre, même à propos d'un cas relativement mineur.

Le peu d'importance d'une question comme celle du personnel de l'Etat-major de la Marine, son caractère secondaire et son insignifiance relative, ont eu pour contrecoup de faire apparaître d'une manière particulièrement nette l'hypersensibilité de notre contre-révolution et de souligner *la crainte qu'elle éprouve pour l'armée.* Le rapporteur octobriste à la Douma, monsieur Choubinskoï a très nettement pris le parti des Cent-Noirs, dans son second discours du 26 mars, en montrant que c'est précisément cette *crainte pour l'armée* qui a motivé cette extrême hypersensibilité de la contre-révolution à la question de savoir s'il est possible d'admettre une intervention, si minime fût-elle, de la part des organismes représentatifs dans la nomination du personnel de l'Armée et de la Marine. ...« Le titre de chef de l'armée de l'Empire de Russie est effectivement un titre plein de grandeur », a déclaré le larbin bourgeois de Nicolas le Sanglant. ...« Quelles que soient les nominations auxquelles vous (les députés de la Douma d'Etat) puissiez procéder ici et quoi que vous disiez sur je ne sais quels droits que l'on veut retirer à je ne sais qui, vous ne retirerez pas son chef suprême à l'armée. »

Dans sa « déclaration » du 31 mars où il s'efforça d'embrouiller sa réponse par des discours absolument creux, dénués de sens, et visiblement mensongers sur le « retour

au calme » et le prétendu affaiblissement de la répression, Stolypine n'en a pas moins pris très nettement position pour les Cent-Noirs et *contre* les droits de la Douma. Que les octobristes se soient trouvés d'accord avec Stolypine, il n'y a là rien de nouveau. Mais que la *Retch* de Milioukov et Cie ait qualifié la réponse de Stolypine de « plutôt conciliante par rapport aux droits de la Douma d'Etat » (n° 89, en date du 1er avril, article de la rédaction faisant suite à l'article de fond), voilà ce qui, une fois de plus, révèle à nos yeux le degré de bassesse auquel est tombé le parti des cadets. « L'histoire des années qui viennent de s'écouler atteste, a dit Stolypine, que la rouille de la révolution n'a pas réussi à ronger notre armée »... Qu'elle n'ait pas réussi à ronger, voilà qui est faux, car les péripéties bien connues des mutineries de soldats et de marins, survenues en 1905-1906, ainsi que les échos bien connus de la presse réactionnaire de l'époque, attestent que la révolution *avait rongé* l'armée et que, par conséquent, *elle était capable de le faire.* Qu'elle ne l'ait pas rongée jusqu'au bout, c'est un fait. Mais lorsqu'en pleine contre-révolution, en 1910, c'est-à-dire quelques années après la dernière des « mutineries » dans l'armée, Stolypine affirme (dans la même déclaration), qu'« *une sorte d'inquiétude s'est emparée de lui après qu'il a eu entendu les discours de certains orateurs* », lorsqu'il déclare que « cette inquiétude » est causée par « *l'impression alarmante qu'il existe un manque d'harmonie entre divers facteurs* de l'organisation étatique concernant nos forces armées », voilà une chose qui trahit tout à fait Stolypine, et l'ensemble de la clique réactionnaire de la cour de Nicolas II ! Cela prouve que la clique du tsar continue non seulement d'avoir peur pour l'armée, mais que littéralement elle *tremble de frayeur pour elle.* Cela prouve que, jusqu'à présent, la contre-révolution n'a pas abandonné l'idée de guerre civile et qu'elle continue à croire en la nécessité vitale et immédiate de posséder des moyens militaires pour écraser l'insurrection populaire. Réfléchissez à la phrase suivante de Stolypine :

« L'Histoire... enseigne que l'armée commence à se désorganiser lorsqu'elle cesse d'obéir unanimement à une volonté unique et sacrée. Introduisez dans ce principe le poison du doute, *laissez entendre à l'armée, même par bribes, que*

son organisation dépend d'une volonté collective et sa puissance cessera de reposer sur la force inébranlable de l'autorité suprême. » Ailleurs, il est dit : « Je n'ignore pas que certains ont souhaité... susciter des *querelles, pernicieuses pour notre armée, à propos de droits* » (les droits de la Douma d'Etat, les droits de la « volonté collective »).

Et de même que les assassins sont hantés par les spectres de leurs victimes, de même les héros de la contre-révolution se souviennent de l'influence « pernicieuse » pour l'armée de la « volonté collective ». Stolypine, fidèle laquais des Cent-Noirs, voit dans les octobristes des « Jeunes-Turcs » qui préparent la « *désorganisation de l'armée* » en subordonnant celle-ci à une volonté collective et en tolérant des « bribes d'idées » concernant une telle subordination !

Les bourreaux et les assassins de la monarchie du 3 juin sont sujets à des visions ; ils sont en plein délire puisqu'ils voient dans les octobristes des Jeunes-Turcs. Or, ces divagations et cette frénésie sont les symptômes d'une maladie politique, engendrée par le sentiment de sa propre insécurité, par un sentiment de crainte pour l'armée. Si messieurs Stolypine, Romanov et Cie étaient capables de considérer avec quelque sang-froid le problème des rapports de la « volonté collective » et de l'armée, ils se seraient immédiatement rendus compte que la ratification tacite par le tsar des décisions de la Douma et du Conseil d'Etat sur le personnel de la Marine serait passée dix fois plus inaperçue, *pour l'armée, que des débats parlementaires sur les droits de la Douma* et sur une possible « *désorganisation de l'armée* ». Mais justement, la caractéristique de notre contre-révolution, c'est qu'elle se trahit elle-même par ses propres craintes et qu'elle *n'est pas* davantage *en état* de considérer avec calme le problème de la désorganisation de l'armée, que le meurtrier d'écouter tranquillement parler des complices et des circonstances de son crime.

Ce sont justement les Cent-Noirs, Nicolas II, Stolypine qui ont fait une question de principe du problème relativement peu important et accessoire du personnel de la Marine ; il ne nous reste qu'à exprimer notre satisfaction devant cette maladresse suscitée par leurs craintes. Il ne nous reste qu'à comparer les excellentes paroles du camarade

Pokrovski sur la faillite des « illusions constitutionnelles » et sur la nécessité, pour le peuple, de tirer lui-même les conclusions de la « sinistre réalité », il ne nous reste qu'à comparer ses paroles avec les considérations remarquablement franches des *Moskovskié Viédomosti* sur la « déclaration du 31 mars ».

Dans son éditorial du 3 avril, ce journal écrit :

« Ainsi que nous l'avons expliqué dès l'an dernier, le fond de l'affaire est très simple. Sa Majesté l'Empereur n'a pas ratifié la liste du personnel présentée par la voie législative, mais a accordé sa sanction par un acte d'autorité suprême, mesure pour laquelle la loi existante (on ne touche pas ici à la question des droits naturels de l'autorité suprême) donne des prérogatives clairement définies »...

Nous y sommes. Le « droit naturel » de la monarchie russe, c'est de pouvoir violer les lois fondamentales. Voilà tout le fond de l'affaire.

...« A la Douma, cependant, l'opposition a eu l'audace de faire à ce propos une interpellation sur les activités du pouvoir suprême »...

Précisément ! Les *Moskovskié Viédomosti* expriment avec justesse ce que les social-démocrates n'ont pas pu dire jusqu'au bout à la Douma. L'interpellation ne visait justement rien d'autre qu'à montrer que les activités du tsar (et celles de son subordonné, le ministre Stolypine) étaient une violation des lois fondamentales.

Plus loin, les *Moskovskié Viédomosti* s'en prennent à l'« opposition révolutionnaire » et à la « presse révolutionnaire » à propos de la théorie de la *conquête* des droits populaires par la révolution et démentent l'existence de « promesses » quelconques dans la « déclaration du 31 mars ».

... « Tous les commentaires au sujet de ces « promesses » sont ridicules et montrent bien à quel point les esprits sont obnubilés par l'idée de révolution, et cela, même chez des personnes qui n'appartiennent pas officiellement au camp révolutionnaire. Quelles « promesses », en effet, le cabinet pourrait-il faire ?... Le cabinet s'acquittera de ses tâches légales, en restant fidèle au pouvoir suprême qui le dirige... Il serait souhaitable que la Douma pénètre le *sens profond* de cette déclaration qui contribuerait ainsi à délivrer messieurs les députés des miasmes pourris qu'exhalent les « directives » révolutionnaires. »

C'est bien cela : pénétrer le *sens profond* de la déclaration (et de la position) du gouvernement et se « délivrer » par là des *illusions constitutionnelles* — telle est, précisément, la leçon politique qui se dégage de l'interpellation faite par les social-démocrates à propos de la violation de l'article 96.

« Social-Démocrate » n° 13, 26 avril (9 mai) 1910

Conforme au texte du journal

L'UNIFICATION DU PARTI A L'ÉTRANGER

Un parti qui travaille dans les conditions qui sont les nôtres a forcément, nécessairement, besoin d'avoir une base à l'étranger. Tous ceux qui réfléchissent à la situation du parti en conviendront. Bien que les camarades de Russie considèrent l'« étranger » d'un regard plutôt pessimiste, il n'est sans doute pas totalement inutile qu'ils *sachent* ce qui se passe ici, surtout depuis le récent plénum.

L'unification a-t-elle été atteinte à l'étranger ? Non. Et pour une raison bien simple : c'est que l'une des parties en cause — les adeptes du *Goloss* — n'éprouve pas la moindre envie de prêter l'oreille à l'appel lancé à l'unanimité par le Comité central pour que la scission à l'étranger disparaisse. Malgré la résolution unanimement adoptée par le Comité central, le journal fractionnel *Goloss* n'a pas suspendu sa publication, bien que l'un de ses rédacteurs, le camarade Martov, ait officiellement déclaré au plénum (cf. les protocoles du plénum) qu'en tout cas il tenterait d'en obtenir la fermeture temporaire *. Le Bureau à l'étranger du Comité central n'avait pas encore eu le temps d'effectuer ses premiers pas dans la voie de l'unification que déjà quatre rédacteurs du *Goloss* (dont deux appartiennent

* Voici textuellement cette déclaration :

« Le camarade Martov déclare bien qu'il ne puisse *formellement* pas parler au nom de la rédaction du *Goloss Sotsial-Démokrata*, il déclare en son nom personnel qu'il n'y aura pas au sein de la rédaction d'opposition à ce que le *Goloss*, après la parution de son prochain numéro fasse l'objet d'une fermeture momentanée (pour 2 mois ou davantage), ceci à titre d'expérience, en attendant de voir quels seront les résultats des travaux de la nouvelle rédaction de l'Organe central. »

également à la rédaction de l'Organe central ! !) avaient publié un manifeste qui dissimulait assez mal une invitation à ne pas s'engager dans la voie de l'unification. Le « Bureau central des groupes à l'étranger » (élu à Bâle, il y a de cela un an et demi, au congrès *fractionnel* des mencheviks) a fait de même. Ce « Bureau » ne représente même plus actuellement la totalité des mencheviks, mais seulement leur fraction du *Goloss*. Mais, avec le soutien du *Goloss*, il se révèle suffisamment puissant pour faire échouer l'unification. Il reste au Bureau à l'étranger du Comité central à faire appel aux groupes eux-mêmes, aux éléments du parti et, en premier lieu, aux ouvriers. Cependant, pour des motifs dont il sera question plus loin, c'est là une chose qui ne se fait pas, ou qui se fait de façon fort insatisfaisante. Comme par le passé, le Comité central ne peut, jusqu'à nouvel ordre, compter à l'étranger que sur l'appui des groupes bolcheviques. Il est vrai que ces derniers ont récemment reçu l'appoint des mencheviks pro-parti, qui sont les adversaires du liquidationnisme (il s'agit en majorité, des partisans des *Cahiers* du camarade Plékhanov).

La différenciation sur le terrain des principes qui s'est produite parmi les mencheviks de l'étranger a certainement une grande signification, comme symptôme, comme reflet de ce qui — moins nettement, peut-être — se passe également en Russie. Les mencheviks pro-parti ont déjà adopté une série de résolutions à ce sujet. En voici quelques passages. Les mencheviks de Paris, adversaires du *Goloss* (on en compte une vingtaine), écrivent : « ...dans le n° 19-20 de cet organe (le *Goloss*), se dessine sans aucun doute une nouvelle orientation, notamment dans un article du camarade Dan, intitulé « La lutte pour la légalité », où les mots d'ordre social-démocrates sont remplacés par un slogan spécifique, pour le moins ambigu, qui évoque, comme deux gouttes d'eau, le mot d'ordre de l'ère « économique » : *lutte pour les droits* »... « l'esprit liquidateur, jusqu'à présent nié par la rédaction du *Goloss*, a trouvé une expression non déguisée dans le dernier numéro de ce journal ». Les mencheviks pro-parti à Genève (14 personnes) estiment que « la fermeture du journal fractionnel le *Goloss Sotsial-Démokrata* est une condition indispensable à l'affermissement de l'unité du parti ».

Le groupe niçois des mencheviks pro-parti pense (à l'unanimité) que « le liquidationnisme a été exposé d'une manière non déguisée dans une série d'articles du n° 19-20 de cet organe (le *Goloss*). Le groupe considère comme nocive une telle position du *Goloss Sotsial-Démokrata* et refuse de lui apporter quelque soutien que ce soit. Le groupe a été indigné par les agissements de Mikhaïl, Roman et Iouri, qui n'ont pas justifié la confiance que leur avait faite le dernier congrès du parti et qui ont conduit les tendances liquidatrices à une extrémité dont les conséquences pratiques sont aberrantes ». Le groupe des mencheviks pro-parti de San Rémo « refuse unanimement de soutenir en quoi que ce soit la publication citée (le *Goloss*), car il ne partage pas ses tendances liquidatrices. Le groupe ne peut pas ne pas être indigné par l'attitude de Mikhaïl, de Roman et de Iouri ». Les mencheviks pro-parti de Liège écrivent dans leur résolution : « La lettre de Stiva Novitch et l'article de F. Dan « La lutte pour la légalité » (n° 19-20 du *Goloss*) montrent pleinement l'orientation anti-parti de cet organe... Le *Goloss Sotsial-Démokrata* fait figure de centre autour duquel se groupent les tendances liquidatrices. » Ce point de vue est aussi celui d'une fraction importante du groupe menchevique de Zurich et de la majeure partie du groupe de Berne. Les mencheviks pro-parti ont également des adeptes dans d'autres villes.

C'est seulement en réalisant la fusion de ces éléments mencheviques *pro-parti* avec les bolcheviks et les *pro-parti* non fractionnistes, adversaires du liquidationnisme, que le Bureau à l'étranger du Comité central pourrait obtenir des résultats et faciliter le travail qui s'effectue en Russie. C'est bien à cela que les bolcheviks de l'étranger appellent tous leurs camarades (cf. la résolution du deuxième groupe parisien [103]). La lutte contre les adeptes du *Goloss*, saboteurs de l'unification, et les otzovistes-ultimatistes qui ont quitté la rédaction de la *Feuille de Discussion* et le comité du parti de l'école, et qui, eux aussi, sabotent l'unification — cette lutte est inévitable, dans l'intérêt de la fusion de tous les authentiques éléments pro-parti. Cette tâche incombe pour le moment à l'initiative personnelle des éléments pro-parti, car *pour le moment*, le Bureau à l'étranger du Comité central s'est montré incapable de prendre

la position souhaitée. D'après le nouveau statut, 3 des 5 membres du Bureau à l'étranger sont désignés par les « nationaux » ; aussi, *ce n'est pas* le Comité central du parti qui détermine la composition de la majorité du Bureau à l'étranger, situation qui engendre des surprises curieuses. C'est ainsi, par exemple, que lors d'une récente session du Bureau à l'étranger, une majorité s'est constituée *contre* la ligne du Comité central. La nouvelle majorité, constituée par un partisan du *Goloss* et deux nationaux prétendument « non fractionnistes », a refusé de ratifier le « modus » d'unification des groupes, « modus » élaboré immédiatement après le plénum du Comité central (dans l'esprit des décisions du plénum, c'est-à-dire en exigeant la remise de tous les moyens au Comité central, et *non* pas aux organes fractionnels). Cette majorité a décliné la proposition (formulée par un bolchevik et un social-démocrate polonais) d'adresser aux groupes une lettre où serait mis en avant le mot d'ordre : tous les moyens aux institutions du parti et non aux journaux fractionnels (*c'est-à-dire* au *Goloss Sotsial-Démokrata*). Cette décision a suscité une protestation énergique de la part des deux membres du Bureau à l'étranger (le bolchevik et le social-démocrate polonais) qui ont fait parvenir leur motion au Comité central.

« Social-Démocrate » n° 13, 26 avril (9 mai) 1910

Conforme au texte du journal

L'UN DES OBSTACLES À L'UNITÉ DU PARTI

Tandis que, dans toute une série de groupes de l'étranger, les mencheviks *pro-parti* serrent les rangs et s'opposent de plus en plus nettement à l'orientation franchement liquidatrice du *Goloss Sotsial-Démokrata*, la *Pravda* de Vienne, elle, continue à se comporter d'une manière évasive. Dans son n° 12, on trouvera un article intitulé « Vers l'unité, à travers tous les obstacles ». Dans cet article, on ne peut pas ne pas approuver une première tentative — assurément bien timide et bien incomplète — d'appliquer la résolution du Comité central sur l'*explication* du danger liquidateur. Par contre, toute la première partie de l'article montre comment certains social-démocrates prétendument non fractionnistes défendent moins le maintien du parti que les mencheviks *pro-parti*.

Dans ce passage, la *Pravda* dit une contre-vérité flagrante : la rédaction de l'Organe central, dans son article « Le *Goloss* des liquidateurs contre le parti * », aurait fait savoir que « tout accord était rompu ». Tous ceux qui ont lu le n° 12 de l'Organe central peuvent constater que nous n'avons rien dit de semblable. Un accord a été conclu avec les mencheviks *à la condition* qu'ils reconnaîtraient l'idée de maintien du parti et renonceraient de manière sincère et conséquente au liquidationnisme. Le *Goloss Sotsial-Démokrata* et le groupe de ses partisans en Russie *ont rompu* cet accord : les uns — Mikhaïl, Roman, Iouri, etc. — en présentant ouvertement l'accord comme une chose pernicieuse (« les résolutions du Comité central sont nocives » ; l'existence même du Comité central est nocive ; pas besoin

* Voir le présent tome, pp. 161-169. (*N.R.*)

de liquider le parti, c'est chose faite) ; les autres — comme c'est le cas du *Goloss* — en soutenant les interventions des premiers. Les mencheviks *pro-parti*, Plékhanov en tête, se sont insurgés contre les partisans du *Goloss* quand ceux-ci ont rompu les accords. Si la *Pravda*, malgré tout cela, continue, en parlant des mencheviks « en général », à n'avoir en vue que les partisans du *Goloss* et à passer sous silence les plékhanovistes et les mencheviks *pro-parti*, alors en tout lieu et toujours nous dénoncerons semblable manière d'agir.

La *Pravda* déclare qu'elle « ne peut, ni ne désire se mettre à examiner » ces conflits d'après le plénum, premièrement parce qu'elle « ne dispose pas des éléments d'appréciation nécessaires pour trancher correctement la question ».

A quoi nous répondrons : si, jusqu'à présent, la *Pravda* de l'étranger n'a pas pu trouver suffisamment d'« éléments d'appréciation » dans le comportement des liquidateurs du *Goloss*, c'est qu'elle ne les trouvera *jamais*. Si l'on veut voir la vérité, il ne faut pas craindre de la regarder en face.

...« Deuxièmement, — et c'est cela le plus important — parce que les conflits en matière d'organisation nécessitent une intervention non pas littéraire mais organisationnelle. »

Le principe est exact. Mais justement, les mencheviks pro-parti sont « intervenus », comme il convenait à tout membre du parti, dans l'examen d'un conflit de principe et non dans celui d'un conflit d'organisation. La *Pravda* agit dans l'ordre inverse. Ayant établi un principe, elle ne s'y conforme pas dans la pratique. Dans la pratique, la *Pravda* a justement consacré tout le premier paragraphe de son article à l'« intervention » dans le conflit *d'organisation*. Qui plus est, dans son exposé du conflit *d'organisation*, la *Pravda* apporte de l'eau au moulin des liquidateurs en traitant notre article « d'extrêmement violent », mais *sans porter de jugement* sur l'acte antiparti des gens du *Goloss* ; la *Pravda* dit une *contre-vérité* en qualifiant de heurt *fractionnel* la lutte de *l'Organe central pro-parti* contre la fraction *antiparti* des mencheviks (à savoir les adeptes du *Goloss*) ; la *Pravda* dit la *moitié* de la vérité en passant sous silence le manifeste scissionniste des quatre rédacteurs du *Goloss Sotsial-Démokrata* ; etc.

Un journal ouvrier aurait dû ou bien ne pas s'occuper du conflit « d'organisation », ou bien en donner une relation complète et authentique.

Les tentatives effectuées pour dissimuler le caractère antiparti du *Goloss* constituent l'un des obstacles sérieux à l'unité du parti. Passer sous silence son liquidationnisme ou le traiter à la légère ne fait que le rendre plus dangereux.

« Social-Démocrate » n° 13, 26 avril (9 mai) 1910

Conforme au texte du journal

AU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R.

Chers camarades !

Nous estimons de notre devoir de vous informer que, selon notre conviction intime et profonde, la situation est devenue parfaitement intolérable à la rédaction de l'Organe central et que, si aucun changement n'intervient dans la composition de ladite rédaction, l'application de la ligne du parti deviendra, selon nous, absolument *impossible*.

Seules les deux premières réunions de la rédaction de l'Organe central qui ont eu lieu après le plénum nous avaient donné l'espoir qu'une collaboration était possible avec les camarades Martov et Dan. L'approbation manifestée par le camarade Martov à la lettre du Comité central relative à la conférence (voir le n° 11 de l'Organe central. Martov *a signé* cette lettre) attestait d'une manière indubitable qu'il avait l'intention d'exécuter *loyalement* les décisions du plénum. C'est un autre ton que prit le camarade Dan, lorsqu'il qualifia de *nocif* l'éditorial du n° 11 de l'Organe central * et reprocha à Martov, devant nous, de faire preuve d'un *opportunisme semblable à celui de l'Organe central*. Cela nous fut suffisant pour comprendre que les partisans acharnés du *Goloss* considéraient Martov comme un « opportuniste » en raison de sa souplesse devant les décisions du parti et qu'il s'agissait au total de savoir si Martov céderait à leur pression.

L'article de Martov intitulé « Sur la bonne voie » montra que oui. Le refus de l'auteur de faire paraître cet article dans la *Feuille de Discussion* (bien que l'article *discutât* ouvertement la décision prise par le Comité central quant à la composition de l'Organe central) marqua l'ouverture des

* Voir le présent tome, pp. 151-160. (*N.R.*)

hostilités. C'est à propos des relations existantes entre les organisations et les militants de l'illégalité et ceux de la légalité que Martov, dans cet article, *s'est nettement détourné du Comité central* (lettre sur la conférence signée par Martov) *au profit de Dan.* La « théorie de l'égalité des droits entre légalistes et clandestins constituait justement l'indice d'*une déviation par rapport à la lettre du Comité central*, l'indice d'un *tournant effectué par Martov* ; la contradiction entre cette « théorie » et la lettre du Comité central est chose évidente pour tous ceux qui ne veulent pas fermer les yeux.

Lorsque Martov, après qu'on eut renoncé à publier son article (il avait refusé une note et la *Feuille de Discussion* aussi bien), annonça à la rédaction de l'Organe central qu'il *commençait son offensive*, sa position, comme celle de Dan, devint tout à fait claire pour nous.

Pour le parti, cette position fut définitivement mise en lumière : 1) par le compotrement de Mikhaïl, Roman et Iouri ; 2) par le manifeste des seize mencheviks russes ; 3) par le n° 19-20 du *Goloss* et 4) par le manifeste scissionniste des quatre rédacteurs du *Goloss*. Actuellement, on peut y ajouter 5) l'intervention franchement liquidatrice de Potressov dans le n° 2 de *Nacha Zaria* [104] où il écrit aux côtés de Martov et d'autres, et 6) l'intervention de la rédaction du *Goloss Sotsial-Démokrata* contre Plékhanov (« Un complément indispensable aux *Cahiers* [105], où l'on peut voir Martynov, Martov et Axelrod, avec le même Potressov, traiter *en canaille* * l'Organe central du parti et le menchevisme pro-parti.

Dans notre tiré à part intitulé « Le *Goloss* des liquidateurs contre le parti » et dans le n° 12 de l'Organe central, nous avons donné une analyse des 4 premières de ces interventions **. Dans le n° 13 de l'Organe central, qui va paraître dans une semaine, Plékhanov donne une analyse de l'article de Potressov publié dans *Nacha Zaria*.

Contre le *Goloss Sotsial-Démokrata* passé définitivement aux liquidateurs, des mencheviks pro-parti commencent à s'unir et à entrer en lice, ainsi que le prouvent déjà

---

* En français dans le texte. (*N.R.*)

** Voir le présent tome, pp. 161-169. (*N.R.*)

4 résolutions des groupes et des fractions de groupes *mencheviques* de l'étranger (Paris, Nice, San Rémo, Genève) *. Les mencheviks pro-parti prennent ouvertement position contre le *Goloss* et les liquidateurs russes, ils reconnaissent franchement le ralliement du *Goloss* au courant liquidateur, *après* le plénum.

Il en résulte que la situation dans le parti se trouve considérablement modifiée par rapport à ce qu'elle était à l'époque du plénum ; aussi, certains remaniements dans la composition de l'Organe central deviennent-ils indubitablement nécessaires.

Le plénum a voulu donner la possibilité de revenir au parti et d'y mener un travail loyal à *tous* les gens du *Goloss*, à *tous* les social-démocrates, à *tous* les militants légaux du mouvement ouvrier *désireux* d'adopter les positions pro-parti. Le plénum escomptait qu'il n'y aurait pas chez les mencheviks de scission des deux fractions du menchevisme, mais qu'elles se rallieraient toutes deux à la position du parti.

Par la faute du centre russe des légalistes (Potressov, Mikhaïl et C^ie^) et par la faute du *Goloss Sotsial-Démokrata*, il en a été autrement. Leur séparation d'avec les mencheviks *pro-parti* est devenue un fait. Nous avons rassemblé autour de l'Organe central et de la *Feuille de Discussion* un certain nombre de mencheviks *pro-parti* (Plékhanov, Rappoport, Avdéev) avec lesquels le travail du parti, étranger à toute fractionnisme, commence à s'effectuer dans de bonnes conditions, en dépit des divergences de vue qui nous séparent. A l'étranger, les groupes de bolcheviks et les mencheviks pro-parti sont en marche vers l'unification. Inversement, les groupes du *Goloss* ont résolument pris position *contre* elle.

Par conséquent, ce n'est pas pour des motifs occasionnels ou personnels que la situation est devenue tout à fait intolérable au sein de la rédaction de l'Organe central. Si, dans notre rédaction, règne actuellement une discorde totale et sans issue, si, à trois, nous n'arrivons pas à venir à bout de l'attitude hostile de deux rédacteurs, si le travail est freiné à l'Organe central, il faut voir là le résul-

* Voir le présent tome, pp. 192-195. (*N.R.*)

tat inévitable d'une *fausse position.* D'après les décisions du plénum, il est nécessaire de se rapprocher des mencheviks *pro-parti* ; or, chez nous, à l'Organe central, les mencheviks *antiparti* mènent une lutte impitoyable contre les *mencheviks pro-parti* qui se trouvent en dehors de l'Organe central et lui apportent leur collaboration !

Nous sommes tout à fait convaincus que les camarades du Comité central comprennent parfaitement le non-sens d'une semblable situation et ne nous demanderont point de l'illustrer en puisant dans l'histoire des innombrables heurts et scandales qui se sont produits à la rédaction. Ces heurts, ces accusations, ces tiraillements, ce véritable sabotage du travail sont simplement la conséquence d'une situation politique qui a changé et qui, *inévitablement* doit aboutir à la désagrégation de l'Organe central, si on ne se décide pas à effectuer le geste qu'implique l'esprit *tout entier* des décisions du plénum, à savoir : le remplacement des mencheviks antiparti, liquidateurs, partisans du *Goloss*, par des mencheviks pro-parti, que nous *avons le devoir* d'aider de toutes nos forces à revenir au parti et à reprendre leur place dans ses organismes directeurs.

Les mencheviks pro-parti ont déjà informé le Bureau à l'étranger du Comité central de leur désir d'avoir, à la rédaction de l'Organe central (et au Bureau à l'étranger), des représentants, c'est-à-dire des adeptes du menchevisme *pro-parti.*

Quant à nous, nous déclarons que nous ne *sommes absolument pas en situation* de gérer l'Organe central du parti en collaboration avec les gens du *Goloss*, attendu qu'il n'est pas possible d'effectuer le travail en s'appuyant exclusivement sur une majorité mécanique imposée à des gens avec lesquels on n'a pas de base de parti commune.

Nous espérons que le Comité central prendra les mesures qui s'imposent pour obtenir les changements nécessaires dans la composition de la rédaction de l'Organe central et pour créer une équipe *de parti* viable.

Conforme au manuscrit

Ecrit vers le 2 mai 1910.
Envoyé de Paris en Russie.
Publié pour la première fois en 1933 dans le recueil Lénine XXV.
Signé : Les membres de la rédaction de l'Organe central Lénine, etc.

NOTES D'UN PUBLICISTE

Publié le 6 (19) mars et le 25 mai (7 juin) 191 dans les nos 1 et 2 de la « Feuille de Discussion ».
Signé : N. Lénine

Conforme au manuscrit de la « Feuille de Discussion »

I

LA « PLATE-FORME » DES PARTISANS ET DÉFENSEURS DE L'OTZOVISME

Récemment a été publiée à Paris, aux éditions du groupe *Vpériod*, une brochure intitulée : « La situation actuelle et les tâches du parti. Plate-forme élaborée par un groupe de bolcheviks. » Il s'agit de ce groupe même de bolcheviks dont la constitution en fraction nouvelle avait été annoncée, au printemps dernier, par la rédaction élargie du *Prolétari*. Et voici que ce groupe, qui se compose (ainsi qu'il nous l'indique) de « 15 membres du parti : 7 ouvriers et 8 intellectuels », tente d'exposer de façon complète, systématique et positive sa « plate-forme » particulière. Le texte de ce programme présente les traces évidentes d'une mise au point collective, prudente et soigneuse, destinée à adoucir les aspérités, à arrondir les angles, à souligner non pas les points sur lesquels le groupe se sépare du parti, mais ceux sur lesquels il s'en rapproche. Cette nouvelle plate-forme, exposé officiel des conceptions d'une tendance connue, nous en devient d'autant plus précieuse.

Le groupe des bolcheviks expose d'abord comment il « comprend la situation historique actuelle de notre pays » (§ I, pp. 3-13), ensuite, comment il « comprend le bolchevisme » (§ II, pp. 13-17). En fait, il comprend mal les deux points.

Considérons la première question. Le point de vue bolchevique (et celui du parti) a été exposé dans la résolution sur le moment présent prise à la Conférence de décembre 1908. Les auteurs de la nouvelle plate-forme partagent-ils les vues exprimées dans cette résolution ? Si oui, pourquoi ne pas le dire franchement ? Pourquoi constituer une plate-

forme à part, exposer sa « conception » particulière du moment ? Dans le cas contraire, pourquoi encore, une fois, ne pas dire clairement en quoi le nouveau groupe s'oppose aux conceptions du parti ?

Le fait est que ce nouveau groupe ne sait pas très bien lui-même quel est le sens de cette résolution. Inconsciemment (ou à demi), il incline vers les conceptions otzovistes, *incompatibles* avec elle. Dans sa brochure, le nouveau groupe offre, sous une forme vulgarisée, un commentaire des points de la résolution, mais d'une partie d'entre eux seulement, sans comprendre (ou peut-être même sans remarquer) l'importance des autres. Les facteurs fondamentaux qui ont provoqué la révolution de 1905 continuent à jouer, déclare la résolution. Une nouvelle crise révolutionnaire se prépare (point *f*). La lutte continue d'avoir pour but l'abolition du tsarisme et l'instauration de la république ; le prolétariat doit jouer un rôle de « direction » dans cette lutte et s'efforcer de « conquérir le pouvoir politique » (points *e* et 1). Les conditions du marché mondial et de la politique mondiale rendent « la situation internationale de plus en plus révolutionnaire » (point *g*). Voilà *quels sont* les points que la nouvelle plate-forme vulgarise, et *dans cette mesure* elle marche main dans la main avec les bolcheviks et le parti, *dans cette mesure* elle expose des conceptions correctes et accomplit un travail utile.

Mais le malheur, c'est qu'on doive précisément souligner « *dans cette mesure* ». Le malheur est que le nouveau groupe *ne comprend pas les autres* points de cette résolution, ne comprend pas leurs liens avec le reste, ne comprend pas, en particulier, leurs *liens* avec l'attitude intransigeante vis-à-vis de l'otzovisme, qui est propre aux bolcheviks mais ne l'est pas au groupe dont nous parlons.

La révolution est de nouveau inévitable. La révolution doit de nouveau s'en prendre à l'autocratie et la renverser, disent les auteurs de la nouvelle plate-forme. C'est juste. Mais ce n'est pas là tout ce que le révolutionnaire social-démocrate *d'aujourd'hui* doit savoir et se rappeler. Il doit être capable de comprendre que cette révolution vient à nous d'une manière neuve, que nous devons aller à elle d'une manière neuve (autrement que par le passé ; pas simplement comme par le passé ; pas seulement avec les

mêmes armes et les mêmes moyens de combat que dans le passé) ; que l'autocratie elle-même n'est plus ce qu'elle était auparavant. C'est cela que les défenseurs de l'otzovisme ne veulent pas voir ! Ils s'obstinent dans leur exclusivisme, et *par cela même*, malgré leurs aspirations, malgré leur conscience, *ils rendent service* aux opportunistes et aux liquidateurs, l'exclusivisme dont ils font preuve de leur côté sert de soutien à l'exclusivisme du côté opposé.

L'autocratie est entrée dans une *nouvelle* phase de son histoire. Elle marche dans la voie qui doit l'amener à se transformer en une monarchie bourgeoise. La IIIe Douma représente une union avec des classes déterminées. Bien loin d'être une institution de circonstance, elle est une pièce nécessaire dans le mécanisme de cette nouvelle monarchie. La nouvelle politique agraire de l'autocratie n'est pas, non plus, un fait accidentel, mais bien un élément nécessaire, quelque chose dont la bourgeoisie ne peut se passer, un chaînon indispensable sous cette forme bourgeoise à la politique du nouveau tsarisme. Nous sommes en face d'une période historique *originale*, qui présente des conditions *originales* propres à l'éclosion d'une nouvelle révolution. Impossible de dominer cette originalité, impossible de se préparer à cette nouvelle révolution, si on se contente d'agir comme par le passé, si on ne sait pas tirer parti de la tribune de la Douma, etc.

C'est ce que les otzovistes ne peuvent comprendre. Les défenseurs de l'otzovisme, qui le baptisent « nuance légale » (p. 28 de la brochure en question), n'ont pu, jusqu'à présent, comprendre *les liens* qui rattachent cette idée à *tout un ensemble d'idées*, à la reconnaissance de l'originalité du moment présent, à la tendance de *tenir compte* de cette originalité dans la tactique ! Ils répètent que nous sommes en train de vivre une « période inter-révolutionnaire » (p. 29), que la situation actuelle représente « une transition entre deux vagues de la révolution démocratique » (p. 32) ; quant à ce qu'il y a d'*original* dans cette « *transition* », ils ne sont pas en état de le comprendre. Or, si l'on n'a pas compris le sens de cette *transition*, il est impossible de la vivre avec profit pour la révolution, impossible de se préparer à la révolution nouvelle, impossible de *passer* à la seconde vague ! Car la

préparation à la nouvelle révolution ne saurait seulement consister à répéter que cette révolution est inévitable ; cette préparation doit consister dans la mise sur pied d'une propagande, d'une agitation et d'une organisation qui tiendrait compte de *l'originalité de cette période de transition.*

Voici un exemple de la façon dont les gens parlent de situation *transitoire*, sans comprendre en quoi consiste la *transition.* « Qu'il n'existe en Russie aucune constitution réelle, mais seulement un semblant de constitution, incarné dans une Douma sans pouvoir ni signification réels, voilà un fait que non seulement les masses connaissent par expérience, mais qui, à l'heure actuelle, est devenu pour le monde entier une vérité évidente » (p. 11). Rapprochons de ce qui précède l'appréciation que formule la résolution de décembre à propos de la IIIe Douma : « Le coup d'Etat du 3 juin et l'institution de la IIIe Douma ont consolidé et rendu évidente l'alliance conclue par le tsarisme avec les propriétaires Cent-Noirs et la haute bourgeoisie du commerce et de l'industrie. »

N'est-ce pas une « vérité évidente pour le monde entier » que les auteurs de la plate-forme n'ont pas compris en fin de compte le sens de la résolution, bien qu'ils l'aient durant toute une année entière mâchée et remâchée de mille manières, dans la presse du parti ? Et s'ils ne l'ont pas comprise, ce n'est par manque d'intelligence, mais en vertu de la pression exercée sur eux par l'otzovisme et l'ensemble d'idées qui s'y rattachent.

Notre IIIe Douma est une assemblée de Cent-Noirs et d'octobristes. Prétendre (comme les auteurs de la plate-forme) que ces éléments n'ont en Russie « ni pouvoir ni signification », c'est énoncer une absurdité. L'absence d'une « constitution réelle », la conservation intégrale du pouvoir par l'autocratie n'excluent absolument pas l'existence d'une situation historique originale, telle que cette autorité se voit astreinte à mettre sur pied, à l'échelon national, une alliance contre-révolutionnaire de certaines classes et cela, dans des institutions publiques ayant une signification étatique, cependant que certaines classes constituent elles-mêmes, par en bas, des alliances contre-révolutionnaires en vue de porter secours au tsarisme. Si « l'alliance » contrac-

tée entre le tsarisme et lesdites classes (alliance qui s'efforce de conserver aux propriétaires fonciers ultra-réactionnaires leurs pouvoirs et leurs revenus) représente une forme particulière de la domination exercée par ces classes, ainsi que par le tsar et sa clique, dans la présente période *transitoire*, une forme engendrée par l'évolution bourgeoise du pays, à la suite de l'échec de la « première vague révolutionnaire », — alors, *il ne peut même être question* de mettre à profit cette période de transition sans avoir recours à la tribune de la Douma. En pareil cas, la tactique originale qui consiste à utiliser cette tribune (du haut de laquelle les contre-révolutionnaires prennent la parole) *en vue* de préparer la révolution apparaît comme une *obligation* dictée par le caractère original de *l'ensemble* de la situation historique. Si la Douma n'est qu'un « semblant » de constitution, sans « pouvoir ni signification réels », alors nous ne sommes pas en présence d'une *nouvelle* étape du développement de la Russie bourgeoise, de la monarchie bourgeoise, du développement de la forme de domination des classes supérieures, etc. Alors, bien entendu, ce sont les otzovistes qui ont raison *en principe* !

Et n'allez pas croire que la phrase de la plate-forme dont nous venons de faire état soit un lapsus. Dans un chapitre spécial « Sur la Douma d'Etat » (pp. 25-28) on peut lire dès le début : « Toutes les Doumas d'Etat ont été, jusqu'à présent, des institutions dépourvues de force et de pouvoir réels et qui ne constituaient pas une expression exacte du rapport des forces existant dans le pays. Le gouvernement a réuni ces assemblées sous la pression du mouvement populaire, afin, d'une part, de détourner les masses en effervescence des méthodes de lutte directe vers la voie électorale pacifique, et, d'autre part, afin de s'entendre, à l'intérieur de ces Doumas, avec les groupes sociaux susceptibles d'épauler le gouvernement dans sa lutte contre la révolution... » C'est là un écheveau d'idées embrouillées ou fragmentaires. Si le gouvernement a convoqué les Doumas afin de s'entendre avec les éléments contre-révolutionnaires, il en découle justement que la I^re^ et la II^e^ Doumas *n'avaient* « ni force ni pouvoir » (pour soutenir la révolution), alors que la III^e^, au contraire *en a eu et continue d'en avoir* (pour soutenir la contre-révolution). Les révolutionnaires

avaient la possibilité (et même, dans certains cas, le devoir) de ne point participer à une institution qui n'était d'aucun secours pour la révolution. C'est là une chose incontestable. En associant pareilles institutions de la période révolutionnaire avec la Douma de la « période inter-révolutionnaire », qui est de force à aider la contre-révolution, les auteurs de la plate-forme commettent une erreur monstrueuse. Ils appliquent des raisonnements bolcheviques corrects à des cas dans lesquels ces raisonnements ne peuvent justement pas être appliqués ! C'est là à proprement parler une caricature du bolchevisme.

Résumant leur manière de « comprendre » le bolchevisme, les auteurs de la plate-forme ont même élaboré un point particulier, le point d (p. 16), dans lequel le révolutionnarisme « caricatural » trouve une expression pour ainsi dire classique. Voici ce point sous sa forme intégrale :

« d) Avant l'achèvement de la révolution, tous les procédés et les moyens de lutte légaux et semi-légaux employés par la classe ouvrière, y compris la participation à la Douma d'Etat, ne peuvent avoir par eux-mêmes d'importance décisive, mais ne servent qu'à rassembler et préparer des forces en vue de l'action révolutionnaire directe des masses. »

Il en résulte qu'*après* « l'achèvement de la révolution », les méthodes de lutte légales, « y compris » le parlementarisme, *pourront* avoir par eux-mêmes une importance décisive !

C'est faux. Même alors elles ne le pourront pas. La plate-forme du groupe « Vpériod » contient une absurdité.

Continuons. A en croire la plate-forme « avant l'achèvement de la révolution », tous les procédés de lutte, *à l'exception* des moyens légaux et semi-légaux, c'est-à-dire *tous* les moyens *illégaux* de lutte *peuvent* avoir par eux-mêmes une importance décisive !

C'est faux. Il existe des moyens de lutte illégaux qui, même *après* « l'achèvement de la révolution (les cercles illégaux de propagande par exemple) et aussi « avant l'achèvement de la révolution » (soustraire de l'argent à l'ennemi, libérer de force des détenus, assassiner des espions, etc.) « *ne* peuvent avoir par eux-mêmes d'importance décisive, mais *ne* servent *qu'*à », etc., comme dans le texte de la « *plate-forme* ».

Continuons. De quel « achèvement de la révolution » s'agit-il ? Selon toute évidence, il *ne* s'agit *pas* de l'achèvement de la révolution socialiste, car alors il n'y aura plus de lutte de la classe ouvrière, puisqu'il n'existera plus de classes du tout. Par conséquent, ce qui est en cause, c'est l'achèvement de la révolution *bourgeoise démocratique*. Voyons maintenant la manière dont les auteurs de la plate-forme ont « compris » l'*achèvement* de la révolution bourgeoise démocratique.

D'un point de vue général, l'expression en question peut recouvrir deux choses. Si on l'emploie dans un sens large, on a alors en vue la solution des tâches historiques objectives de la révolution bourgeoise, son « achèvement », c'est-à-dire la disparition du substrat même capable de donner naissance à une révolution bourgeoise, l'achèvement du *cycle complet* des révolutions bourgeoises. En ce sens, par exemple, on peut dire qu'en France, la révolution bourgeoise démocratique n'a été *achevée* qu'en 1871 (alors qu'elle avait commencé en 1789). Si au contraire, on utilise l'expression dans un sens étroit, on a en vue une révolution particulière, une des révolutions bourgeoises, une des « vagues », si l'on veut, qui monte à l'assaut du vieux régime, mais sans le renverser entièrement, sans supprimer le substrat propice aux révolutions bourgeoises à venir. En ce sens, la révolution de 1848 en Allemagne a été « achevée » en 1850 ou dans les années 50, sans nullement supprimer le substrat propice à la montée révolutionnaire des années 60. La Révolution française de 1789 a été « achevée », disons, en 1794, mais sans supprimer aucunement le substrat propice aux révolutions de 1830 et de 1848.

Quel que soit le sens — large ou étroit — qu'on s'efforce de donner à l'expression de la plate-forme « avant l'achèvement de la révolution », on s'aperçoit dans tous les cas qu'elle ne veut rien dire. Inutile de préciser qu'il serait parfaitement absurde de vouloir donner une définition de la tactique de la social-démocratie révolutionnaire, *avant* l'achèvement de toute la période des révolutions bourgeoises possibles en Russie. Quant à la « vague » révolutionnaire des années 1905-1907, c'est-à-dire la première révolution bourgeoise de Russie, la plate-forme elle-même est obligée d'admettre que « la première vague révolutionnaire a été

vaincue par elle (par l'autocratie) » (p. 12) et que nous sommes en train de vivre une période « inter-révolutionnaire », située « entre deux vagues de la révolution démocratique ».

Où donc chercher l'origine de cette confusion sans bornes et sans issue que nous offre la « plate-forme » ? Mais dans ce fait, précisément, que la plate-forme, qui prend avec diplomatie ses distances à l'égard de l'otzovisme, reste enfermée dans le cercle des idées de l'otzovisme, ne corrige pas son erreur fondamentale et même ne la remarque pas. Mais dans ce fait que les adeptes de « Vpériod » considèrent l'otzovisme comme une « nuance légale », *c'est-à-dire* que la nuance otzoviste du bolchevisme caricatural est pour eux une *loi*, un modèle, un modèle inégalé. Quiconque a posé le pied sur cette pente glisse et continuera à glisser irrésistiblement dans le marécage d'une inextricable confusion ; celui-là ne fait que *répéter* des formules et des slogans, sans être capable d'en *discerner* les conditions d'application et les limites.

Pour quelle raison, par exemple, les bolcheviks, au cours des années 1906-1907, ont-ils si fréquemment opposé aux opportunistes le mot d'ordre : la révolution n'est pas terminée ? C'est parce que les conditions objectives étaient telles qu'il ne pouvait être question d'un achèvement de la révolution au sens étroit du terme. Considérons ne serait-ce que la période de la IIe Douma. Le parlement le plus révolutionnaire du monde et le gouvernement autocratique le plus réactionnaire ou presque. Pour sortir de cette impasse, il n'y avait pas d'autre issue directe qu'un coup d'Etat, en haut, ou une insurrection en bas. Nos subtils pédants peuvent maintenant hocher la tête, nul n'aurait pu jurer avant le coup d'Etat que le gouvernement réussirait, qu'il s'en tirerait sans encombre, que Nicolas II ne se rompait pas la cou. Le mot d'ordre : « la révolution n'est pas terminée » avait la signification la plus vivante, la plus immédiatement importante, la plus tangible du point de vue pratique : lui *seul* donnait une expression exacte de la réalité, lui seul montrait où conduit la logique objective des événements. Or, actuellement, alors que les otzovistes eux-mêmes admettent le caractère « inter-révolutionnaire » de la période actuelle, n'est-ce pas faire preuve d'une inextri-

cable confusion que d'essayer de présenter l'otzovisme comme une « nuance légale de l'aile révolutionnaire » « avant l'achèvement de la révolution » ?

Si l'on veut se dégager de ce cercle de contradictions, il ne faut pas faire de diplomatie avec l'otzovisme mais supprimer sa base idéologique ; il faut adopter le point de vue de la résolution de décembre et l'examiner de fond en comble. La période inter-révolutionnaire que nous vivons actuellement n'est pas le fait du hasard. On ne peut plus douter, maintenant, que nous soyons en présence d'une étape particulière du développement de l'autocratie, du développement de la monarchie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois et Cent-Noirs, de la politique bourgeoise du tsarisme dans les campagnes, toutes choses soutenues par la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Il est hors de doute que la période actuelle est bien une période de *transition* « entre deux vagues de la révolution »; mais pour se préparer à la seconde révolution, il est nécessaire, précisément, de bien comprendre ce qui fait l'originalité de cette période de transition, il est nécessaire de savoir adapter sa tactique et son organisation à cette transition pénible, sombre, difficile, mais qui nous est imposée par le déroulement de la « campagne ». L'utilisation de la tribune de la Douma, comme des autres possibilités légales, fait partie des procédés de lutte tout ce qu'il y a de plus ordinaires et qui n'ont rien de bien « sensationnel ». Mais la période transitoire est transitoire justement parce que sa tâche spécifique consiste à préparer et rassembler les *forces* nécessaires et non pas à les mettre en œuvre de façon directe et décisive. Savoir mettre sur pied cette activité de terne apparence, savoir utiliser à cette fin toutes les institutions semi-légales qui sont le propre de l'époque de la Douma des Cent-Noirs et des octobristes, savoir sauvegarder, *même sur ce terrain*, toutes les traditions de la social-démocratie révolutionnaire, tous les mots d'ordre de son proche passé héroïque, tout l'esprit de son œuvre, toute son intransigeance vis-à-vis de l'opportunisme et du réformisme — voilà en quoi consiste *la tâche du parti*, la tâche de l'instant présent.

Nous venons d'analyser la première déviation de la nouvelle plate-forme par rapport à la tactique préconisée

par la résolution de la Conférence de décembre 1908. Nous avons constaté que cette déviation s'est produite à l'avantage des idées otzovistes, c'est-à-dire d'idées qui n'ont rien de commun ni avec l'analyse marxiste du moment que nous traversons, ni avec les prémisses fondamentales de la tactique des social-démocrates révolutionnaires en général. Il nous faut maintenant examiner un deuxième trait original de la nouvelle plate-forme.

Voici ce dont il s'agit : le nouveau groupe propose comme tâche « de créer » et « de diffuser dans les masses » une « nouvelle » culture, une culture « prolétarienne »; il faut, dit la plate-forme, « développer une science prolétarienne, renforcer les relations authentiquement fraternelles dans le milieu prolétarien, élaborer une philosophie prolétarienne, donner à l'art une orientation conforme aux aspirations et à l'expérience des prolétaires » (p. 17).

Voilà un spécimen de la naïve diplomatie dont on se sert dans la plate-forme pour dissimuler le fond des choses ! Franchement, n'y a-t-il pas quelque naïveté à caser *entre* « science » et « philosophie » le « renforcement de relations authentiquement fraternelles » ? Ce que le nouveau groupe inclut dans sa *plate-forme*, ce sont les prétendues *offenses* dont il a fait l'objet, ce sont les accusations qu'il porte contre les autres groupes (à savoir, au premier chef, les bolcheviks orthodoxes) d'avoir dérogé auxdites « relations authentiquement fraternelles ». C'est là le contenu *véritable* de ce divertissant paragraphe.

La « science prolétarienne », également, fait ici « triste et étrange figure ». Premièrement, nous ne connaissons actuellement qu'une seule science prolétarienne : le marxisme. Pour je ne sais quelle raison, les auteurs de la plate-forme évitent systématiquement ce terme, pourtant le seul exact, et le remplacent chaque fois par l'expression : « socialisme scientifique » (pp. 13, 15, 16, 20, 21). Or, on sait que chez nous, en Russie, cette expression est revendiquée aussi bien par des adversaires déclarés du marxisme. Deuxièmement, si l'on veut inclure dans la plate-forme la tâche du développement d'une « science prolétarienne », il y a lieu d'indiquer clairement alors qu'elle est la lutte idéologique et théorique de notre époque à laquelle on fait allusion et de quel côté exactement se rangent les auteurs

de la plate-forme. Garder le silence sur ce point est une naïve rouerie car tous ceux qui connaissent la littérature social-démocrate des années 1908-1909 savent parfaitement *de quoi il retourne*. A *notre* époque, dans le domaine de la science, de la philosophie, de l'art, la lutte des marxistes et des adeptes de Mach a passé au premier plan. Il est pour le moins ridicule de fermer les yeux sur ce fait bien connu. Il convient d'élaborer des « plates-formes » non pour atténuer les désaccords, mais pour les éclaircir.

Nos auteurs se démasquent eux-mêmes avec maladresse à l'endroit cité de la plate-forme. On sait qu'*en réalité* l'expression « philosophie prolétarienne » désigne le *machisme*, et tout social-démocrate sensé identifiera immédiatement ce « nouveau » *pseudonyme*. Il ne servait à rien d'inventer ce pseudonyme. Il ne sert à rien de se dissimuler derrière lui. En fait, le noyau littéraire le plus influent du nouveau groupe est machiste, et il considère toute philosophie non machiste comme non « prolétarienne ».

Voici ce qu'il aurait fallu dire, si on désirait aborder le sujet dans la plate-forme : le nouveau groupe réunit des personnes qui lutteront contre les théories non « prolétariennes », c'est-à-dire non machistes, dans les domaines de l'art ou de la philosophie. Ç'aurait été la prise de position franche, honnête, directe d'une tendance *idéologique* connue de tous, ç'aurait été là une déclaration de guerre aux autres courants. Si l'on estime que la lutte idéologique représente quelque chose d'important pour le parti, il convient de déclarer ouvertement la guerre, et non pas de se cacher.

Quant à nous, nous appellerons tout le monde à donner une réponse définie et claire à ce camouflage de la lutte philosophique contre le marxisme qu'on trouve dans la plate-forme. *En fait*, c'est précisément *la lutte contre le marxisme* que recouvrent toutes les phrases sur la « culture prolétarienne ». « L'originalité » du nouveau groupe, c'est d'avoir introduit *la philosophie* dans la plate-forme du parti, sans dire ouvertement quelle tendance *précisément* il défend dans la philosophie.

D'ailleurs, il ne serait pas juste de dire que le contenu réel des mots cités de la plate-forme est entièrement négatif. Ils recouvrent un certain contenu positif. Lequel peut s'exprimer en un mot : M. Gorki.

En effet, il est inutile de cacher le fait auquel la presse bourgeoise a déjà donné une large publicité (en le dénaturant et en l'arrangeant à sa manière), à savoir que M. Gorki est un partisan du nouveau groupe. Or Gorki est incontestablement l'un des plus grands représentants de l'art *prolétarien*, il a fait beaucoup pour ce dernier et il peut faire encore davantage. Toute fraction du parti social-démocrate a le droit légitime d'être fière de l'adhésion de Gorki, mais faire figurer pour cette raison l'« art prolétarien » dans la *plate-forme*, c'est délivrer à cette plate-forme un certificat d'indigence, c'est ramener son groupe à un *cercle* de littérateurs, qui révèle précisément sa propre tendance à « l'autoritarisme »... Les auteurs de la plate-forme parlent beaucoup contre la reconnaissance des autorités, sans expliquer directement ce dont il s'agit. Il s'agit de ce que la défense du matérialisme dans la philosophie et la lutte contre l'otzovisme chez les bolcheviks leur apparaissent comme une entreprise de certaines « autorités » (fine allusion à un fait bien gros !), auxquelles les ennemis du machisme, voyez-vous, « croient aveuglément ». De pareilles sorties sont évidemment tout à fait puériles. Mais les gens de « Vpériod » précisément se conduisent bien mal à l'égard des autorités. Gorki est une autorité en matière d'art prolétarien, cela est incontestable. S'efforcer d'« utiliser » (au sens idéologique, bien entendu) *cette* autorité pour renforcer le machisme et l'otzovisme, c'est donner un *modèle* de l'usage qu'il ne faut pas faire des *autorités*.

En matière d'art prolétarien, M. Gorki représente un immense *appoint*, malgré sa sympathie pour le machisme et l'otzovisme. En matière de développement du mouvement social-démocrate prolétarien, la *plate-forme*, qui isole au sein du parti le groupe des otzovistes et des machistes, en assignant comme tâche spéciale à ce groupe le développement d'un art prétendu « prolétarien », est un *handicap*, car cette plate-forme veut consolider et utiliser ce qui précisément, dans l'activité d'une haute autorité, constitue son côté faible, ce qui figure en tant que quantité négative dans le total des services immenses rendus par elle au prolétariat.

II

LA « CRISE D'UNIFICATION » À L'INTÉRIEUR DE NOTRE PARTI

Certains lecteurs, en voyant ce titre, auront peut-être quelque peine à en croire leurs yeux. « Il ne manquait plus que cela ! Tout ce que notre parti a connu comme crise ne suffit pas, sans doute : en voilà encore une nouvelle, une crise *d'unification* ? »

Cette expression, de consonance si bizarre, je l'ai empruntée à Liebknecht. Celui-ci l'a employée, en 1875, dans une lettre (en date du 21 avril) à Engels, — à propos de l'unification des lassalliens et des eisenachiens. A l'époque, Marx et Engels supposaient qu'il ne pouvait rien résulter de bon de cette initiative [106]. Liebknecht dissipait leurs craintes et les assurait que le parti social-démocrate allemand, qui avait réussi à surmonter bien des épreuves, viendrait également à bout de cette « crise d'unification » (cf. Gustav Mayer, « Johann Baptist von Schweitzer und die Sozialdemokratie », Jena, 1909, S. 424 *).

Il ne fait pas le moindre doute que notre parti, le P.O.S.D.R., arrivera à surmonter, lui aussi, *sa* crise d'unification. Quant à la réalité de cette crise, elle est évidente pour quiconque est au courant des décisions prises par la séance plénière du Comité central et des événements qui ont suivi ce plénum. A en juger d'après les résolutions, il semblerait que l'unification soit totale et parfaitement achevée. A en juger d'après la situation en ce début de mai 1910, d'après la lutte décisive de l'Organe central contre le *Goloss Sotsial-Démokrata* publié par les liquidateurs, d'après la polémique qui a éclaté entre Plékhanov et autres mencheviks pro-parti et les partisans du *Goloss*, d'après les attaques ultra-injurieuses du groupe « Vpériod » contre l'Organe central (cf. la feuille que le groupe vient de faire paraître: «Aux camarades bolcheviks »), — à en juger d'après tout cela, l'observateur étranger pourrait aisément croire que *toute* unification quelle qu'elle soit, n'est que mirage.

* Gustave Mayer, Jean-Baptiste von Schweitzer et la social-démocratie, Iéna 1909, p. 424. (*N.R.*)

Les adversaires directs du parti jubilent. Les gens du groupe « Vpériod », couverture et soutien de l'otzovisme, se répandent en torrents d'imprécations. Plus furieuses encore sont les invectives des chefs des liquidateurs — Axelrod, Martynov, Martov, Potressov et autres —, dans le « Complément indispensable aux *Cahiers* de Plékhanov ». Quant aux « conciliateurs », ils lèvent les bras au ciel, se lamentent et expriment leur impuissance (cf. la résolution adoptée le 17 avril 1910 par le « Club social-démocrate pro-parti de Vienne », dont le point de vue est celui de Trotski).

Mais la question essentielle et fondamentale *des causes* qui font que l'unification du parti se passe de cette manière et non d'une autre, qui font que l'unité (apparemment) totale observée au plénum ait cédé la place à une désunion (apparemment) totale ; mais la question de savoir dans quel sens *doit* s'orienter ultérieurement le développement du parti, en vertu du « rapport des forces » à l'intérieur et à l'extérieur de ce dernier, — toutes ces questions fondamentales sont laissées sans réponse aussi bien par les liquidateurs (du *Goloss*) que par les otzovistes du groupe « Vpériod » et les conciliateurs (Trotski et « les Viennois »).

Injures et mots creux ne font pas une réponse.

1. DEUX POINTS DE VUE SUR L'UNIFICATION

Liquidateurs et otzovistes, avec une touchante unanimité tancent vertement les bolcheviks (ainsi que Plékhanov, pour ce qui est des liquidateurs). On incrimine les bolcheviks, le Centre bolchevique, les « façons « individualistes » de Lénine et de Plékhanov » (p. 15 du « Complément indispensable »), on accuse le « groupe irresponsable » des « anciens membres du Centre bolchevique » (cf. la feuille du groupe « Vpériod »). A cet égard, liquidateurs et otzovistes font preuve d'une solidarité parfaite ; leur *bloc* contre le bolchevisme orthodoxe (un bloc qui a laissé *plus d'une fois* sa marque sur la lutte au plénum, ainsi qu'on le verra ci-dessous), leur bloc représente un fait indubitable ; les représentants des deux tendances extrêmes, également anti-parti et également soumises aux idées bourgeoises, se révèlent parfaitement d'accord dans leur politique au sein du

parti, dans leur lutte contre les bolcheviks, et dans leur manière de proclamer « bolchevique » l'Organe central. Mais les injures les plus violentes d'Axelrod et d'Alexinski ne font que dissimuler leur complète incompréhension du sens et de l'importance de l'unification du parti. La résolution de Trotski (des Viennois) ne se distingue qu'extérieurement des « effusions » d'Axelrod et d'Alexinski. Elle est composée avec beaucoup de « prudence » et prétend à une équité « supra-fractionnelle ». Mais son contenu ? Eh bien ! c'est les « chefs bolcheviques » qui sont coupables de tout, — autrement dit, même « philosophie de l'histoire » que celle d'Axelrod et d'Alexinski.

Dès le premier paragraphe de la résolution viennoise, on lit que « les représentants de toutes les fractions et tendances... ont par leur décision » (au plénum) « pris sur eux, en connaissance de cause et après mûre réflexion, la responsabilité de faire exécuter les résolutions adoptées, et ceci *dans des conditions déterminées et en collaboration avec des personnes, des groupes et des institutions déterminés* ». Il s'agit des « conflits au sein de l'Organe central ». Qui est « responsable de l'exécution des résolutions » du plénum à l'Organe central ? La réponse est claire : c'est la majorité de l'Organe central, c'est-à-dire les bolcheviks plus les Polonais ; ce sont eux qui sont responsables de l'exécution des résolutions du plénum « en collaboration avec des personnes déterminées », c'est-à-dire avec les gens du *Goloss* et de « Vpériod ».

Que déclare la résolution principale du plénum dans celle de ses parties qui est consacrée aux problèmes les plus « douloureux » de notre parti, aux problèmes qui étaient les plus litigieux avant le plénum et qui auraient dû devenir les moins litigieux après celui-ci ?

Cette résolution déclare qu'il y a lieu de considérer comme une *manifestation de l'influence bourgeoise sur le prolétariat*, d'une part, le fait de renier le parti social-démocrate illégal, de rabaisser son rôle et sa signification, etc., d'autre part, de renier le travail social-démocrate à la Douma et l'utilisation des possibilités légales, de méconnaître l'importance de l'une et l'autre forme, etc.

Nous demandons maintenant que veut dire cette résolution :

Veut-elle dire que les gens du *Goloss* devraient renoncer, d'une manière sincère et définitive, à renier le parti illégal, à le rabaisser, etc., devraient reconnaître leur déviation, s'en débarrasser, effectuer un travail positif dans un esprit hostile à cette déviation ; que les adeptes de « Vpériod » devraient renoncer, d'une manière sincère et définitive, à renier le travail à la Douma et les possibilités légales ; que la majorité de l'Organe central devrait, de toutes les manières, inviter les partisans du *Goloss* et de « Vpériod » à « collaborer », à *la condition* qu'ils renoncent, d'une manière sincère, conséquente et définitive, aux « déviations » dont le plénum a donné une description détaillée dans sa résolution ?

Ou bien la résolution veut-elle dire que la majorité de l'Organe central est responsable de l'exécution des résolutions (relatives à l'éviction des déviations liquidatrice et otzoviste) « en collaboration avec *certains* hommes du *Goloss*, qui, comme par le passé, et même plus grossièrement encore, *continuent* de défendre le liquidationnisme, avec certains partisans de « Vpériod » qui, comme par le passé, et même plus grossièrement encore, continuent à défendre la légalité de l'otzovisme, de l'ultimatisme, etc. ?

Il suffit de poser la question pour se rendre compte combien sont creuses les phrases de la résolution de Trotski, combien elles contribuent *en fait* à défendre la position d'Axelrod et C^ie^, d'Alexinski et C^ie^.

Dès les premières lignes de sa résolution, Trotski a manifesté un « esprit de conciliation » des plus critiquables, un « esprit de conciliation » entre guillemets, un esprit de conciliation du groupuscule, du petit bourgeois, celui qui tient compte de « personnes déterminées », et non d'une ligne, d'un esprit, d'un contenu idéologique et politique déterminés du travail du parti.

C'est justement l'abîme qui sépare l'« esprit de conciliation » de Trotski et C^ie^, qui, en fait, rend un fier service aux liquidateurs et otzovistes et, pour cette raison, constitue pour le parti un mal d'autant plus pernicieux qu'il se cache, avec ruse, avec de belles phrases derrière des déclarations prétendument pro-parti et antifractionnistes — l'abîme qui sépare l'« esprit de conciliation » de Trotski et C^ie^ et l'esprit de parti véritable, qui consiste

à purger le parti du liquidationnisme et de l'otzovisme.

Quelle est la tâche du parti, en fin de compte ?

S'agit-il d'avoir des « personnes, groupes et institutions déterminés » à « concilier », indépendamment de leur orientation, du contenu de leur travail, de leur attitude vis-à-vis de l'otzovisme et du liquidationnisme ?

Ou bien s'agit-il d'avoir une ligne du parti, une orientation idéologique et politique et un contenu dans notre travail, s'agit-il d'éliminer de ce travail l'otzovisme et le liquidationnisme, tâche qui doit être accomplie abstraction faite de « personnes, groupes et institutions », malgré l'opposition des « personnes, groupes et institutions » qui ne sont pas d'accord avec la ligne ou ne l'appliquent pas ?

Deux manières de voir sont possibles quant à la signification et aux conditions d'une unification du parti quelle qu'elle soit. Comprendre la différence qui sépare ces deux points de vue est fort important, parce qu'ils s'entrecroisent et se confondent à mesure que se développe notre « crise d'unification », et que si on ne les délimite pas exactement, la crise devient impossible à débrouiller.

L'un de ces deux points de vue sur l'unification place au premier plan la « conciliation » de « personnes, groupes et institutions déterminés ». Leur unité de vue sur le travail du parti, sur la ligne de ce travail devient alors secondaire. Il faut s'efforcer de passer les désaccords sous silence au lieu de mettre en lumière leurs racines, leur portée, les conditions objectives qui les suscitent. « Concilier » personnes et groupes, voilà l'essentiel. S'ils n'arrivent pas à s'entendre pour appliquer une ligne commune, il convient de l'interpréter de telle manière qu'elle devienne acceptable pour tous. Vivez et laissez vivre les autres. Cela, c'est « l'esprit de conciliation » petit-bourgeois, celui qui conduit tout droit à la diplomatie de cénacles. « Etouffer » les causes de désaccord, les passer sous silence, « apaiser » coûte que coûte les « conflits », neutraliser les tendances antagonistes, voilà quel est l'objectif essentiel de l'« esprit de conciliation » en question. Comme la base d'opérations du parti illégal est située à l'étranger, on conçoit que cette diplomatie de cénacles ouvre grande la porte aux « person-

nes, groupes et institutions » qui jouent le rôle d'« honnêtes courtiers » dans toute sorte de tentatives visant à la « conciliation » et à la « neutralisation ».

A propos d'une tentative semblable effectuée au plénum, voici ce que raconte Martov dans le n° 19-20 du *Goloss* :

« Les mencheviks, les « pravdistes » et les bundistes ont proposé de composer l'Organe central de telle manière que les deux courants opposés de la pensée du parti soient « neutralisés », qu'aucun d'entre eux ne soit franchement en majorité et que l'organe du parti soit ainsi *contraint* d'élaborer à propos de chaque question fondamentale, une *ligne moyenne* capable de réunir la majorité des militants du parti. »

La proposition menchevique n'a pas abouti, comme on sait. Trotski, qui avait posé sa candidature à l'Organe central en qualité de *neutralisateur*, a subi un échec. La candidature d'un bundiste à cette même fonction — les mencheviks l'avaient proposée dans leurs discours — ne fut même pas mise aux voix.

Voilà quel a été *en fait* le rôle de ces « conciliateurs » dans le mauvais sens du terme, qui ont rédigé la résolution de Vienne et dont le point de vue se trouve exprimé dans l'article d'Ionov paru dans le n° 4 des *Echos du Bund* et que je viens de recevoir à l'instant. Les mencheviks *ne se sont pas risqués* à proposer un Organe central où *leur* tendance aurait eu la majorité, ils ont reconnu cependant, comme on peut le voir dans le raisonnement de Martov que j'ai cité, qu'il existe dans le parti *deux courants opposés*. Les mencheviks n'ont même pas eu l'idée de proposer un Organe central où *leur* tendance aurait la majorité. Ils n'ont même pas essayé d'obtenir un Organe central ayant une tendance déterminée (on a vu au plénum jusqu'où allait cette absence de tendance chez les mencheviks, à qui on demandait seulement, de qui on attendait encore seulement qu'ils renoncent sincèrement et définitivement au liquidationnisme). Les mencheviks souhaitaient la « neutralisation » de l'Organe central et mettaient en avant comme *neutralisateur* un bundiste, ou Trotski. Ce bundiste ou Trotski devait jouer le rôle d'une marieuse qui se serait engagée à « unir par les liens du mariage » « des personnes, des groupes et des institutions déterminés », sans se préoc-

çuper de savoir si l'une des parties en présence avait renoncé ou non au liquidationnisme.

Ce point de vue de la marieuse constitue toute la « base idéologique » de l'esprit de conciliation de Trotski et d'Ionov. Lorsqu'ils se répandent en pleurs et lamentations sur l'échec de l'unification, il convient de l'entendre *cum grano salis*. Il faut comprendre par là que la marieuse a échoué. Les espérances « déçues » de Trotski et d'Ionov quant à une alliance avec « des personnes, des groupes et institutions déterminés », abstraction faite de leur attitude à l'égard du liquidationnisme, ces espérances déçues signifient seulement l'échec des marieuses, la fausseté et la mesquinerie du point de vue de la marieuse, mais absolument pas l'échec de l'unification du parti.

Il existe un deuxième point de vue sur ladite unification. Ce deuxième point de vue est fondé sur le fait qu'il existe toute une série de causes objectives profondes, indépendantes de la nature des « personnes, des groupes et des institutions déterminés » (au plénum ou par le plénum), causes qui, depuis longtemps déjà, ont commencé à susciter et continuent à susciter, au sein des deux anciennes, des deux principales fractions russes de la social-démocratie, des changements tels que — parfois contre le gré ou même à l'insu d'une partie des « personnes, des groupes et des institutions déterminés » — se créent les bases idéologiques et organisationnelles de l'unification. Ces conditions objectives tiennent aux particularités de l'époque de développement bourgeois de la Russie que nous sommes en train de vivre, époque de la contre-révolution bourgeoise et des tentatives de l'autocratie pour se réorganiser sur le modèle d'une monarchie bourgeoise. Ces conditions objectives provoquent dans le même temps des changements corrélatifs dans le caractère du mouvement ouvrier, dans la composition, le type et la physionomie de l'avant-garde ouvrière social-démocrate, et des changements dans les tâches idéologiques et politiques du mouvement social-démocrate. C'est pourquoi l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat, créatrice du courant liquidateur (c'est-à-dire un semi-libéralisme qui cherche à se rattacher à la social-démocratie) et de l'otzovisme (c'est-à-dire un semi-anarchisme qui cherche à se rattacher à la social-démocratie), est un phénomène

qui ne peut être considéré comme un hasard ou comme le fruit de quelque malveillance, sottise ou erreur individuelle, mais représente le résultat inévitable de l'action exercée par ces causes objectives, une superstructure indissociable de la « base », bâtie au-dessus de tout le mouvement ouvrier de la Russie actuelle. La conscience du danger que représentent ces deux déviations, du préjudice qu'elles infligent au mouvement ouvrier, de l'absence de social-démocratisme en elles, suscite un rapprochement des éléments des diverses fractions et fraye la voie à une unification du parti « en dépit de tous les obstacles ».

De ce point de vue, l'unification peut se dérouler lentement, difficilement, avec des hésitations, des flottements, des retours en arrière, mais elle ne peut pas ne pas progresser. De ce point de vue, l'unification ne concerne pas forcément « des personnes, des groupes et des institutions déterminés », mais elle a lieu, au contraire, indépendamment de ces personnes, elle se les soumet, elle écarte celles qui ne voient pas ou qui refusent de voir les exigences du développement objectif, elle met en avant et attire des personnalités nouvelles qui n'appartenaient pas au lot primitif, elle procède à des remaniements, à des permutations, à des regroupements à l'intérieur des anciennes fractions, tendances ou divisions. De ce point de vue, l'unification est indissociable de sa base idéologique, elle ne peut progresser que sur la base d'un rapprochement idéologique, elle est liée à l'apparition, au développement, à la croissance de déviations telles que le liquidationnisme et l'otzovisme, non pas par le lien fortuit de telle ou telle polémique, de tel ou tel différend littéraire, mais en vertu d'un lien interne, indestructible, comme celui qui rattache la cause à l'effet.

2. LA «LUTTE SUR DEUX FRONTS» ET LA MANIÈRE DE SURMONTER LES DÉVIATIONS

Tels sont donc les deux points de vue fondamentalement différents sur la nature et la signification de l'unification de notre parti.

On peut se demander maintenant lequel des deux sert de base à la résolution du plénum. Quiconque voudra bien

examiner de près cette résolution s'apercevra que c'est le second qui lui *sert de base*, mais que, sur certains points, la résolution porte des traces évidentes de « corrections » inspirées par le premier, étant entendu que ces « corrections », qui *altèrent* la résolution, *n'en répudient absolument pas la base*, le contenu essentiel, lequel est tout entier pénétré de l'esprit du second point de vue.

Pour montrer qu'il en est bien ainsi, que les « corrections » dans l'esprit de la diplomatie de cénacles n'ont effectivement qu'un caractère secondaire, qu'elles ne changent rien au fond de l'affaire et au principe de la résolution, je vais m'arrêter sur certains points et sur certains passages relatifs à la situation des affaires du parti, déjà effleurés par notre presse. Je commencerai par la fin.

Accusant les « dirigeants des vieilles fractions » de faire tout leur possible pour s'opposer à la réalisation de l'unité et d'avoir eu au plénum un comportement tel que « chaque pouce de terrain devait leur être arraché de haute lutte », Ionov écrit :

« Le camarade Lénine n'a pas voulu « surmonter les dangereuses déviations » au moyen de l'« extension et de l'approfondissement du travail social-démocrate ». Il a demandé avec assez d'énergie que l'on plaçât au centre de toute entreprise du parti la théorie de la « lutte sur deux fronts ». Il n'a pas songé un seul instant à supprimer dans le parti la « police renforcée » (page 22, ligne 1).

Il s'agit du § 4, point *b*, de la résolution relative à la situation des affaires du parti. C'est moi qui ai présenté au Comité central le projet de cette résolution, et le point en question a été corrigé après les travaux de la commission, par le plénum lui-même, sur la proposition de Trotski contre lequel j'ai livré bataille sans succès. J'avais fait figurer dans ce point sinon, littéralement, l'expression « lutte sur deux fronts », du moins des termes qui exprimaient la même idée. L'expression « surmonter au moyen de l'extension et de l'approfondissement » avait été ajoutée sur la proposition de Trotski. Je suis très heureux de ce que le récit que fait le camarade Ionov de la lutte menée par moi contre cette proposition, me fournisse une occasion commode d'exprimer ce que je pense du sens de la « correction » en question.

Rien, au plénum, n'a suscité une indignation aussi vive — et souvent, aussi comique — que l'idée de « lutte sur deux fronts ». Une simple allusion à ce sujet suffisait à mettre hors d'eux-mêmes les gens de « Vpériod » et les mencheviks. Cette indignation est parfaitement explicable d'un point de vue historique : en effet, d'août 1908 à janvier 1910, les bolcheviks ont *effectivement* mené la lutte sur deux fronts, c'est-à-dire contre les liquidateurs et contre les otzovistes. Cette indignation était comique, parce que ceux qui tempêtaient contre les bolcheviks ne faisaient, par là même, que révéler leur culpabilité et montrer combien ils étaient restés sensibles à toute condamnation du liquidationnisme et de l'otzovisme. Pécheur a toujours peur.

La proposition faite par Trotski de remplacer la lutte sur deux fronts par l'expression « surmonter au moyen de l'extension et de l'approfondissement » a suscité une vive approbation de la part des mencheviks et des gens de «Vpériod».

Et maintenant on voit se réjouir de cette « victoire » aussi bien Ionov que la *Pravda*, que la résolution de Vienne, que le *Goloss Sotsial-Démokrata*. Mais, peut-on se demander, une fois retranchée du point en question la mention relative à la lutte sur deux fronts, a-t-on éliminé de la résolution l'aveu que cette lutte est indispensable ? *Pas le moins du monde*, car dès l'instant où l'on a reconnu l'existence de « déviations », où l'on a reconnu leur « danger », où l'on a reconnu la nécessité d'« expliquer » ce danger, où l'on a reconnu que ces déviations sont une « manifestation de l'influence exercée par la bourgeoisie sur le prolétariat », alors, *en fait*, on a reconnu aussi la lutte sur deux fronts ! On a pu changer, à tel endroit, un terme « désagréable » (à tel ou tel compère), le fond de la pensée n'en est pas moins resté ! Tout ce qu'on a réussi à faire, c'est à embrouiller, à délayer, à altérer par de la phraséologie une partie d'un point donné.

En vérité c'est de la phraséologie, un bien faible subterfuge que de parler, comme dans le paragraphe considéré, de surmonter au moyen de l'extension et de l'approfondissement du travail. Nulle idée claire là-dedans. Toujours et en tout état de cause, il y a lieu d'étendre et d'approfondir

le travail ; le *troisième* paragraphe de la résolution est entièrement consacré à cette question, qu'il envisage en détail avant de passer aux « tâches idéologiques et politiques » spécifiques, lesquelles ne sont pas toujours et en tout état de cause obligatoires, mais sont engendrées par les conditions propres à une période déterminée. C'est seulement à ces tâches particulières que le § 4 est consacré et, dans l'introduction qui précède ses trois points, il est dit clairement que ces tâches idéologiques et politiques « *ont surgi* à leur tour ».

Qu'est-il résulté de tout cela ? Il en est résulté une absurdité : l'extension et l'approfondissement du travail auraient *eux aussi* surgi à leur tour ! Comme s'il *pouvait* y avoir un « tour » dans l'histoire où *cette* tâche n'existerait pas.

Et de quelle manière, d'ailleurs, pourrait-on surmonter les déviations *au moyen* de l'extension et de l'approfondissement du travail social-démocrate ? Chaque fois qu'il sera question d'élargir ou d'approfondir, on se heurtera inévitablement au problème de savoir comment s'y prendre ; si le liquidationnisme et l'otzovisme ne sont pas des accidents, mais des tendances engendrées par les conditions sociales, dans ce cas, ils peuvent se faire jour dans n'importe quelle extension et n'importe quel approfondissement du travail. Il est possible d'étendre et d'approfondir le travail dans un esprit liquidateur, c'est ce que font, par exemple, *Nacha Zaria* et le *Vozrojdénié* [107] ; on peut le faire également dans l'esprit de l'otzovisme. D'autre part, surmonter, au sens propre du terme, les déviations détourne nécessairement une certaine quantité de forces, de temps et d'énergie qui aurait pu être employée à étendre et approfondir directement le travail social-démocrate correct. C'est ainsi qu'à la même page de son article, le même Ionov écrit ce qui suit :

« Le plénum a pris fin. Ses participants se sont dispersés. Le Comité central, dans son travail, est obligé de surmonter d'incroyables obstacles, parmi lesquels il y a lieu de ranger en bonne place le comportement de ceux que l'on appelle » (mais, s'agit-il seulement, camarade Ionov, d'une simple appellation, et non pas d'un attribut réel et authentique ?) « les liquidateurs, dont le camarade Martov a nié l'existence avec tant d'opiniâtreté. »

Telles sont les données premières — assurément restreintes, mais caractéristiques — à partir desquelles on peut démontrer combien sont vides les phrases de Trotski et de Ionov. Surmonter l'attitude liquidatrice de Mikhaïl, Iouri et Cie a empêché le Comité central de consacrer toutes ses forces et tout son temps à l'extension et l'approfondissement du travail effectivement social-démocrate. Si Mikhaïl, Iouri et Cie n'avaient pas agi comme ils l'ont fait, si le courant liquidateur ne s'était pas propagé parmi ceux que nous continuons, à tort, de considérer comme nos camarades, alors, l'extension et l'approfondissement du travail social-démocrate auraient progressé avec plus de succès, parce que les discordes internes n'auraient pas détourné les forces du parti. Donc, si l'on comprend l'extension et l'approfondissement du travail social-démocrate en tant que développement direct de l'agitation, de la propagande, de la lutte économique, etc., dans un esprit effectivement social-démocrate, il faut admettre alors que les efforts pour surmonter les déviations constituent une perte, une quantité soustraite pour ainsi dire, à l'« activité positive ». Par conséquent, la phrase où il est dit qu'il faut surmonter les déviations *au moyen* de l'élargissement, etc., n'a aucune signification.

En fait, cette phrase traduit le vœu confus, le vœu candide, innocent, de voir se réduire le nombre des conflits internes parmi les social-démocrates ! En dehors de ce vœu innocent, cette phrase n'a rien réussi à exprimer ; elle n'est guère qu'un *soupir* poussé par ceux que l'on appelle les conciliateurs : si seulement il y avait moins de conflits avec l'otzovisme et le liquidationnisme !

Quant à la signification politique d'un semblable « soupir », elle est nulle, plus que nulle. S'il existe, dans le parti, des gens qui ont intérêt à « nier avec obstination» l'existence des liquidateurs (et des otzovistes), ils utiliseront ce « soupir » des « conciliateurs » pour dissimuler le mal. C'est bien ce que fait le *Goloss Sotsial-Démokrata.* Et c'est pourquoi ceux qui, dans les résolutions, prennent la défense de semblables paroles creuses et bien intentionnées ne sont des « conciliateurs » que *de nom.* En fait, ils sont les complices des liquidateurs et des otzovistes, en fait, ils n'approfondissent pas le travail social-démocrate,

mais renforcent les déviations, fortifient le mal en le dissimulant temporairement et en le rendant plus difficile à guérir.

Pour montrer au camarade Ionov un exemple concret de ce mal, je rappellerai l'un des points de son article paru dans le n° 1 de la *Feuille de Discussion.* Le camarade Ionov y compare avec bonheur le liquidationnisme et l'otzovisme à une sorte d'*abcès bénin* qui, « au cours de sa maturation attirerait à soi tous les éléments pernicieux disséminés dans l'organisme et contribuerait ainsi à favoriser sa guérison ».

C'est bien cela. Un processus de maturation qui élimine de l'organisme les « éléments pernicieux » conduit à la guérison. A l'inverse, ce qui gêne l'élimination de ces éléments par l'organisme, lui cause du tort. Puisse le camarade Ionov méditer cette utile réflexion du camarade Ionov !

3. LES CONDITIONS DE L'UNIFICATION ET LA DIPLOMATIE DE CÉNACLE

Continuons. L'article publié par la rédaction du *Goloss* à propos des résultats du plénum nous oblige à aborder la question du retranchement de la résolution des mots : liquidationnisme et otzovisme. Dans cet article de la rédaction (n° 19-20, p. 18), on déclare avec une... témérité inconnue (si ce n'est pas chez les gens du *Goloss*) que le terme de « liquidateur » est élastique, qu'il s'est révélé « *générateur de toutes sortes de malentendus* » (sic ! !), etc., et que c'est pour cette raison que « le Comité central a pris la décision de retrancher ce terme de la résolution ».

Comment qualifier une telle version de la décision prise par le Comité central de retirer le terme considéré, alors que les rédacteurs du *Goloss* ne peuvent ignorer qu'elle est contraire à la vérité ? Qu'espéraient donc ces rédacteurs, dont deux ont assisté au plénum et connaissaient l'« histoire » du retranchement ? Espéraient-ils qu'ils ne seraient pas démasqués ?

A la commission chargée d'élaborer la résolution, la majorité s'était prononcée pour le maintien du terme. Sur les deux mencheviks qui faisaient partie de la commission, l'un (Martov) se prononça pour le retranchement, *l'autre* (qui, à maintes reprises, avait penché vers la position de

Plékhanov) se prononça *contre*. Au plénum, tous les nationaux (2 Polonais+2 bundistes+1 Letton) auxquels se joignit Trotski firent la déclaration suivante :

« Considérant qu'il serait, au fond, souhaitable de désigner sous le nom de « liquidationnisme » la tendance dont parle la résolution et contre laquelle il est indispensable de lutter, vu, d'autre part, la déclaration des camarades mencheviks selon laquelle *ils estiment eux aussi nécessaire de lutter contre cette tendance*, mais jugent que l'usage de ce terme dans la résolution revêt un caractère fractionniste, dirigé contre eux, mencheviks, — nous nous prononçons pour l'exclusion du terme hors de la résolution, dans le but de couper court à toutes difficultés inutiles, susceptibles de nuire à l'unification du parti. »

Ainsi, la majorité du Comité central, y compris, justement, tous les éléments non fractionnistes, fait savoir par écrit que le mot « liquidationnisme » est, au fond, justifié, et qu'il est nécessaire de lutter contre la tendance liquidatrice, tandis que la rédaction du *Goloss* explique que le terme a été retranché pour son impropriété intrinsèque ! !

La majorité du Comité central, y compris justement tous les éléments non fractionnistes, fait savoir, par écrit, qu'elle consent à retrancher le terme, cédant par là aux instances des mencheviks (ou, plus exactement : capitulant devant leur ultimatum, car les mencheviks avaient fait savoir que, dans le cas contraire, la résolution ne serait pas adoptée à l'unanimité), en raison de l'engagement pris par eux de « *lutter contre cette tendance* », tandis que la rédaction du « *Goloss* » écrit : la résolution a apporté une « réponse non équivoque à la question d'une prétendue « lutte contre liquidationnisme » (p. 18, ibid.) ! !

Au plénum, on promet de s'amender, on demande : n'employez pas « un terme dirigé contre *nous* », car, à partir d'aujourd'hui, nous allons entrer nous-mêmes en lutte contre cette tendance, — tandis que, dans le premier numéro du *Goloss* paru après le plénum, on taxe de « prétendue lutte » le combat dirigé contre le liquidationnisme.

Il est clair que nous avons là, de la part des gens du *Goloss*, un revirement total et décisif, en faveur du courant liquidateur, revirement qui devient compréhensible si l'on considère comme un tout, comme un ensemble cohérent et déterminé ce qui s'est passé après le plénum, notamment

les interventions de *Nacha Zaria*, du *Vozrojdénié* et des messieurs du genre de Mikhaïl, Iouri, Roman et Cie. Nous aurons l'occasion de reparler de ce problème et il nous faudra montrer alors tout ce qu'il y a de superficiel dans le point de vue de Trotski, qui est enclin à tout mettre sur le compte de la « violation des obligations morales et politiques » (résolution de Vienne), alors que, visiblement, nous sommes en présence, non pas d'une « violation des obligations » imputables à tel groupe ou à telle personne, non pas d'un fait d'ordre moral ou juridique, mais bien d'un acte *politique*, à savoir : la fusion des légalistes antiparti de Russie.

Il y a lieu, maintenant, de nous arrêter sur une autre question, celle des causes et de la signification de l'acte par lequel le plénum a exclu de la résolution le terme de liquidationnisme. Il serait faux d'expliquer la chose en la mettant exclusivement sur le compte du zèle excessif de conciliateurs comme Trotski, Ionov et Cie. Un autre facteur a joué aussi son rôle. En effet, un nombre considérable de décisions du plénum ont été prises non pas selon le principe habituel de la subordination de la minorité à la majorité, mais selon le principe d'un *accord* entre les deux fractions, bolchevique et menchevique, conclu grâce à la médiation des nationaux. C'est sans doute à cette circonstance que fait allusion le camarade Ionov, lorsqu'il écrit, dans les *Echos du Bund* : « Les camarades qui s'accrochent actuellement à des questions de forme, savent parfaitement de quelle manière se serait achevé le plénum, s'il avait adopté un point de vue formel. »

Dans ce passage, le camarade Ionov s'exprime au moyen d'allusions. Tout comme Trotski, il estime que cette manière d'exposer ses idées est particulièrement « délicate », non fractionnelle et spécifiquement pro-parti. En fait, nous avons là un échantillon du mode d'action des diplomates de cénacle, mode d'action qui n'apporte rien que de nuisible au parti et à l'esprit de parti. Ces allusions ne sont pas comprises par certains ; chez d'autres, elles suscitent la curiosité ; chez d'autres encore, elles donnent lieu à des commérages et des mouchardages. C'est pourquoi il y a lieu de transcrire au clair les allusions d'Ionov. S'il ne veut pas dire que le plénum s'est efforcé sur certain nombre de ques-

tions d'arriver à un accord (et non à une simple résolution par la voie majoritaire), nous l'invitons alors à s'exprimer de manière plus claire et à ne pas induire en tentation les commères de l'étranger.

Si, par contre, Ionov veut parler de l'accord intervenu au plénum entre les fractions, alors ce qu'il dit contre les « camarades qui s'accrochent actuellement à des questions de forme », nous révèle un trait supplémentaire des prétendus conciliateurs qui, en fait, apportent une aide cachée aux liquidateurs.

Un certain nombre de résolutions unanimes ont été adoptées au plénum après *accord* entre les fractions. Pourquoi était-ce nécessaire ? Parce que les rapports entre fractions équivalaient en fait à une scission, et que, chaque fois qu'il y a scission, la discipline du collectif entier (en l'espèce, le parti) est toujours et inévitablement sacrifiée à la discipline d'une partie du collectif (en l'espèce, la fraction).

Les rapports étant ce qu'ils sont en Russie, au sein du parti, l'unité ne pouvait être atteinte qu'au moyen d'un accord entre les fractions (entre toutes les fractions, ou seulement entre les principales, entre des parties de ces fractions, ou entre les fractions complètes, c'est là une autre question). D'où la nécessité d'un compromis, c'est-à-dire de concessions sur certains points non reconnus par la majorité, mais exigés par la minorité. L'exclusion du terme « liquidationnisme » hors de la résolution représente l'une de ces concessions. Une illustration particulièrement claire du caractère de compromis dont sont empreintes les résolutions du plénum est fournie par la transmission *conditionnelle* par les bolcheviks de leur patrimoine *fractionnel* à des *tiers*. Une fraction du parti transmet sous conditions son patrimoine à des tiers (appartenant à la social-démocratie internationale), lesquels doivent décider s'il convient de remettre cet argent au Comité central ou bien le rendre à la fraction. Le caractère tout à fait inhabituel de cette convention, inconcevable dans un parti normal, non scindé, montre clairement sous quelles *conditions* les bolcheviks ont accepté un accord. La déclaration des bolcheviks, publiée dans le n° 11 de l'Organe central, indique clairement que la condition idéologique et politique essentielle est

l'adoption d'une résolution « condamnant le liquidationnisme et l'otzovisme et reconnaissant que la lutte contre ces deux tendances fait partie intégrante de la ligne politique du parti » ; que la composition de l'Organe central est l'un des garants de l'application de cette ligne ; que la fidélité des mencheviks à leur organe fractionnel et à leur politique fractionnelle donne aux bolcheviks le droit de « réclamer la restitution de l'argent à celui qui en est le détenteur ». Le Comité central *a accepté* ces conditions en se référant ouvertement dans la résolution sur les centres fractionnels à cette déclaration des bolcheviks.

Ces conditions doivent-elles être observées ou non ? Sont-elles ou non de pure forme ? Le camarade Ionov, qui parle avec dédain du « formalisme », n'a pas compris la différence élémentaire qui existe entre l'accord en tant que base de la convention (c'est-à-dire la condition concernant le transfert de leurs fonds par les bolcheviks, confirmée à l'unanimité par la résolution du Comité central relative aux centres fractionnels) et le respect des conditions formelles de l'accord en tant que base du maintien de l'unité.

Si maintenant, après la résolution unanime du Comité central sur les centres fractionnels, le camarade Ionov traite le « formalisme » par le dédain, ça veut dire qu'il traite aussi par le dédain *l'ensemble* de la résolution du Comité central sur les centres fractionnels. Le sophisme du camarade Ionov se ramène à ce qui suit : la somme des décisions du Comité central ayant été obtenue non seulement par l'adoption de résolutions à la majorité mais également par un accord des tendances antagonistes sur quelques problèmes capitaux, ces décisions ne sont donc plus *dorénavant* formellement obligatoires, et la minorité est en droit de demander un accord ! *Etant donné* que les décisions du Comité central comportent un élément d'accord, on peut *toujours* dénoncer ces décisions, car un accord est chose volontaire !

Un semblable sophisme n'est-il pas une défense mal dissimulée des liquidateurs ?

Mais si les sophismes d'Ionov sont tout simplement ridicules, il y a eu, au contraire, dans la tentative du Comité central (du plénum) pour faire le maximum des concessions possibles, un facteur psychologiquement et politiquement correct. Les mencheviks et les otzovistes se sont associés

pour attaquer violemment le Centre bolchevique, contre lequel ils ont porté les accusations les plus effrénées. Ce ne sont pas des divergences de principe, mais la « mauvaise volonté » du Centre bolchevique qui, plus que tout autre chose, nous éloigne du parti, ont déclaré mencheviks et otzovistes *.

C'est là un point très important, qu'il faut éclaircir, sous peine de ne point comprendre pourquoi notre crise d'unification se déroule précisément ainsi, et non pas autrement. *Il ne s'est trouvé personne* pour défendre le liquidationnisme ou l'otzovisme sur le terrain des principes : ni les mencheviks ni les gens de « Vpériod » *n'ont pu se résoudre* à adopter pareille attitude. Il y à là des traits observés depuis longtemps déjà dans notre littérature (et relevés maintes fois dans la littérature internationale antiopportuniste), traits qui caractérisent les « critiques » contemporains du marxisme et les critiques d'une tactique effectivement marxiste et qui sont indécision, absence de principes, camouflage de la ligne « nouvelle », protection des représentants conséquents du liquidationnisme et de l'otzovisme. Nous ne sommes pas des liquidateurs, c'est un terme fractionnel, s'écriaient les mencheviks. Nous ne sommes pas des otzovistes, c'est une exagération fractionnelle, leur faisaient écho ceux de « Vpériod ». Et des milliers d'accusations, à propos de tout et de rien jusques et y compris celle d'« action criminelle » (lire : l'expropriation) s'abattaient sur le Centre bolchevique, *dans le but* d'estomper et de faire passer au second plan les divergences politiques, de principe.

A cela, les bolcheviks ont répondu : c'est bien, messieurs, que le Comité central examine *toutes* vos accusations et « prononce son verdict ». Cinq social-démocrates nationaux font partie du plénum ; c'est d'eux que dépend la décision en général et à plus forte raison la décision à l'unanimité. Qu'ils jouent donc le rôle des « juges », qu'ils examinent vos accusations (c'est-à-dire celles des menche-

* Cf. l'observation d'Ionov : « Le camarade Martov a affirmé au plénum avec une non moindre insistance que « les dangereuses déviations » vers la droite sont une invention de bolcheviks haineux et que l'unique ennemi du parti c'est le Centre bolchevique et son arbitraire fractionnel » (op. cit. p. 22)

viks et des gens de « Vpériod ») et fassent bon droit de vos griefs à l'égard du Centre bolchevique. Les bolcheviks sont allés plus loin. Ils ont accepté dans les résolutions le maximum des compromis réclamés par les mencheviks et les gens de « Vpériod ».

Et maintenant, le maximum de concessions dans les résolutions sur la situation des affaires dans le parti et sur la conférence a été fait ; toutes les « accusations » ont été examinées et *tous les griefs à l'égard du Centre bolchevique ont été satisfaits*, conformément à la décision de *tous les cinq social-démocrates nationaux*.

C'est de cette manière seulement qu'il était possible d'enlever aux adversaires de la ligne pro-parti, c'est-à-dire de la ligne antiliquidatrice, *tout prétexte*, *toute possibilité d'éluder la question sur le plan des principes*. Et cette possibilité leur a effectivement été enlevée.

Lorsque, à l'heure actuelle, Axelrod, Martov et Cie dans le « Complément indispensable » et Alexinski et Cie dans la feuille du groupe « Vpériod » tentent de reprendre à nouveau leurs accusations contre le Centre bolchevique, leurs commérages, leurs calomnies, leurs mensonges, leurs insinuations, — ces messieurs ce faisant, se condamnent eux-mêmes. Que le plénum ait, *à l'unanimité*, procédé à l'examen de *toutes* leurs accusations, qu'il les ait *toutes* rejetées et déclarées non avenues dans sa résolution, voilà ce qu'on ne saurait nier, voilà ce que ne sauraient nier nos héros semeurs de zizanie. Sinon, il devient clair pour chacun que ceux qui ravivent cette discussion (Axelrod, Martov, Alexinski et Cie) sont tout simplement des maîtres-chanteurs politiques qui, grâce à leurs commérages, espèrent étouffer les questions de principe. Et c'est bien comme des maîtres-chanteurs politiques que nous les traiterons. Nous ne nous occuperons de rien d'autre que de la question de l'application par le parti d'une ligne antiliquidatrice et antiotzoviste, laissant Axelrod, Martov et Alexinski se vautrer dans la fange comme bon leur semblera.

Les compromis et les concessions de bolcheviks, leur consentement à des résolutions à bien des égards insuffisamment fermes, étaient choses nécessaires à la clarté de la délimitation sur le plan des principes. Après avoir fait droit à *tous* les griefs formulés par les mencheviks et les

otzovistes et reconnus fondés par la majorité des nationaux *, les bolcheviks obtinrent finalement que, pour tous les social-démocrates, quelle que fût leur orientation, pour tous, à l'exception des professionnels du chantage, la seule question qui se posât fut celle de l'application d'une ligne de parti antiliquidatrice et antiotzoviste. Il n'y avait pas une personne, dans le parti, à qui l'on refusât la possibilité de participer au travail du parti, de participer à l'application de la ligne ; aucun obstacle, aucune circonstance extérieure gênante ne subsistait plus après la résolution dont les social-démocrates nationaux étaient responsables. Et si, à l'heure actuelle, les liquidateurs se manifestent à nouveau et d'une manière plus évidente encore, ils *prouvent*, par là même que ces difficultés extérieures n'étaient pas autre chose qu'une invention, un trompe-l'œil, une basse combine, un procédé d'intrigants de cénacle.

C'est pourquoi la délimitation et la sélection n'ont véritablement commencé qu'après le plénum ; cette sélection a exclusivement lieu à propos de la question de principe la plus importante, celle de la liquidation de notre parti. Ceux des « conciliateurs » qui ont été abasourdis, peinés et surpris par ce fait que la délimitation a commencé après le plénum, ont simplement prouvé, par leur étonnement, qu'ils étaient restés captifs de la diplomatie de cénacle. Un diplomate de cénacle pouvait croire qu'un accord conditionnel avec Martov et Martynov, avec Maximov et le second membre du groupe « Vpériod » [108], mettait fin à toute délimitation, car, pour un diplomate de ce genre, les désaccords de principe n'ont qu'une importance secondaire. Mais pour celui qui, au contraire, considère comme d'importance majeure la question de principe du liquidationnisme et de l'otzovisme, il n'y a rien d'étonnant dans le fait qu'une délimitation strictement conforme aux principes n'ait eu lieu, précisément, qu'*après* qu'on a eu satisfait à *tous* les griefs formulés par Martov, Maximov et

* Rappelons qu'au plénum avaient voix délibérative 4 mencheviks, 4 bolcheviks, 1 représentant de « Vpériod », 1 Letton, 2 bundistes et 2 Polonais, c'est-à-dire que face aux mencheviks et aux gens de « Vpériod », les bolcheviks ne détenaient pas la majorité, même avec l'appoint des Polonais et du Letton ; la décision dépendait des bundistes.

autres, qu'*après* que des concessions maximum leur ont été faites sur les questions d'organisation.

Ce qui a lieu dans le parti après le plénum, ne signifie pas un fiasco de l'unification, mais, au contraire, le commencement de l'unification de ceux qui peuvent et veulent travailler dans le parti et selon l'esprit du parti, le commencement, pour le bloc effectivement pro-parti des bolcheviks, des mencheviks pro-parti, des nationaux, des social-démocrates non fractionnistes, le commencement d'une épuration qui doit éliminer les renégats hostiles au parti, les semi-libéraux et les semi-anarchistes *.

4. SUR LE PARAGRAPHE Ier DE LA RÉSOLUTION RELATIVE À LA SITUATION DANS LE PARTI

Poursuivant mon analyse des défauts des résolutions du plénum, il me faut m'arrêter maintenant sur le premier point de la résolution relative à la situation dans le parti. A la vérité, ce point ne concerne pas des problèmes directement liés à telle ou telle conception de l'unification du parti, mais je suis obligé de faire une digression, car l'interprétation de ce premier point a déjà suscité bon nombre de discussions à l'intérieur du parti.

Dans mon projet de résolution ce point n'existait même pas, et — comme toute la rédaction du *Prolétari* — j'avais lutté contre lui de la manière la plus énergique. Il fut adopté grâce aux mencheviks et aux Polonais, qu'une partie des

* Entre autre. Pour caractériser le bloc des adeptes du *Goloss* et de « Vpériod » constitué contre les bolcheviks (bloc tout à fait comparable à celui des jauressistes et des hervéistes constitué contre les guesdistes [109]), on peut utiliser le fait suivant. Dans le *Complément indispensable*, Martov se gausse de Plékhanov sous prétexte que celui-ci accorde de l'importance à la composition de la commission scolaire. En fait, Martov dénature les choses. Au plénum, ce même Martov de concert avec tous les mencheviks et Maximov et avec l'aide de Trotski, *a lutté en faveur de la résolution* tendant à reconnaître comme école du parti l'école otzoviste de X., avec laquelle le Comité central aurait dû *conclure un accord* ! Nous avons eu quelque peine à venir à bout de ce bloc antiparti.

Assurément, dès l'instant où les partisans du *Goloss* et de « Vpériod » entrent dans le parti, ils ont parfaitement *le droit* de participer à des blocs. Mais il ne s'agit pas de ce droit, il s'agit des principes, sur lesquels se fonde ce bloc. C'est un *bloc de gens sans principes*, dirigé contre l'esprit de principe et l'esprit de parti.

bolcheviks avait pourtant mis en garde de la manière la plus instante, les prévenant, que l'interprétation de ce point obscur et nébuleux engendrerait fatalement des malentendus ou — ce qui est pire — ferait le jeu des liquidateurs.

Inutile de dire que toute une série de thèses figurant dans ce point furent critiquées par moi au plénum en raison de leur absence de contenu, de leur vide, de leur caractère tautologique. Dire que la tactique des social-démocrates est toujours une en ce qui concerne les principes et ne pas déterminer quels sont ces principes, de quel principe (le marxisme en général ou telle ou telle de ses thèses seulement) on est en train de parler et pour quelle raison on le fait ; dire que la tactique social-démocrate est toujours calculée de manière à obtenir le maximum de résultats et ne déterminer ni les buts les plus rapprochés (les résultats les plus rapprochés possibles) de la lutte au moment présent, ni les procédés spécifiques de lutte à ce moment présent ; dire que la tactique est calculée en fonction des différentes voies que ce développement peut emprunter et ne pas définir ces voies concrètement ; dire platement que la tactique doit contribuer au rassemblement des forces, doit préparer le prolétariat à la lutte directe et à utiliser les contradictions d'un régime instable, tout cela représente des defauts manifestes, qui sautent aux yeux, qui transforment l'ensemble de ce point en un fatras nul et inutile.

Cependant, il y a quelque chose de pire encore dans le point considéré. Il y a en lui une brèche à l'usage des liquidateurs, une faille sur laquelle l'attention du plénum a été attirée par un certain nombre de ses membres, non seulement, d'ailleurs, par les bolcheviks, mais également par un bundiste, et même par Trotski. Il s'agit d'une phrase affirmant que pour le prolétariat conscient, « s'ouvre *pour la première fois* la possibilité, s'il s'organise en un parti social-démocrate de masse, d'appliquer avec intelligence, systématiquement et de manière conséquente cette méthode tactique de la social-démocratie internationale ». (Qu'est-ce que *cette* méthode ? On n'avait parlé jusqu'à maintenant que des principes de la tactique, non de sa méthode, encore moins d'une méthode tant soit peu définie.)

Pourquoi *pour la première fois* ? ont demandé au plénum ceux qui critiquaient le point en question. Si c'est parce

que chaque étape du développement du pays donne naissance à quelque chose de nouveau, de plus élevé en ce qui concerne le niveau de la technique et la netteté de la lutte des classes, etc., alors, encore une fois, il s'agit d'une banalité. Alors en effet, chaque moment produit, toujours et en tout état de cause, quelque chose qui apparaît *pour la première fois* depuis le moment précédent. Or, nous vivons un moment particulier, un moment de déclin contre-révolutionnaire, un moment de régression formidable de l'énergie des masses et du mouvement ouvrier social-démocrate, après l'essor de la révolution. Si, donc, on prétend que la caractéristique d'un tel moment est de donner *pour la première fois* au prolétariat la possibilité d'appliquer avec intelligence, etc., la méthode de la social-démocratie internationale, on aboutira infailliblement à une interprétation liquidatrice, on en arrivera à porter aux nues, à la manière des libéraux, la période de la troisième Douma, sous prétexte qu'elle correspond à une ère de tranquillité et de légalité, contrastant avec la période de tempête et de lutte qui fut celle de la révolution, période où le combat du prolétariat revêtait des formes révolutionnaires directes et où les libéraux se répandaient en imprécations contre cet « élément déchaîné. »

Afin d'attirer particulièrement l'attention sur le risque d'interprétation liquidatrice de ce point archi-obscur, j'ai présenté, à cette séance du plénum, une série de propositions écrites où je soulignais certains passages des discours des orateurs. Voici deux des communications en question :

1) « A la demande de Lénine, on a inclu dans le procès-verbal l'observation suivante du camarade T. [110] (un social-démocrate polonais) : « C'est une absolue aberration de prétendre qu'il y ait ici une minimisation de la tactique révolutionnaire face à la contre-révolution. »

2) « A la demande de Lénine, on a inclu dans le procès-verbal une exclamation du camarade Martov (« exact ! ») ponctuant les paroles de I. [111] (un bolchevik qui défendait le point en question), selon lesquelles les mots litigieux n'abaissaient point, mais, au contraire, rehaussaient la portée de la révolution et de ses méthodes face à celles de la contre-révolution. »

Mes communications font l'une et l'autre état du fait

qu'avec l'acquiescement de Martov le Polonais et le bolchevik se sont catégoriquement refusés à admettre que ce point pouvait être interprété dans un sens liquidateur. Bien entendu, ces deux camarades n'avaient absolument pas l'intention de se livrer à une semblable interprétation.

Or, on sait depuis longtemps que, ce qui fait l'objet d'une application effective, c'est la loi, et non pas les motifs de la loi, non pas l'intention du législateur. L'importance du point considéré pour l'agitation et la propagande résultera non pas des bonnes intentions qui animent l'un ou l'autre de ses auteurs, non pas de leurs déclarations au plénum, mais du rapport objectif des forces et des tendances à l'intérieur de la partie russe de la social-démocratie (les social-démocrates non russes feront à peine attention à ce point obscur).

C'est pourquoi j'attendais avec un intérêt particulier la façon dont on allait interpréter ce point dans la presse, préférant ne pas me hâter de faire connaître mon opinion, préférant recueillir au préalable les réactions des social-démocrates n'ayant pas assisté au plénum, ou encore celles des gens du *Goloss*.

Le premier numéro du *Goloss* paru après le plénum a fourni aussitôt, en quantité largement suffisante, les éléments permettant d'apprécier notre discussion sur l'interprétation qui serait fournie du point en question.

Dans l'article de la rédaction du *Goloss* sur les résultats du plénum, nous lisons ce qui suit :

« Il serait, bien sûr, parfaitement impensable et absurde de supposer que, par ces mots » (« pour la première fois » etc.) « le Comité central ait voulu condamner indirectement notre tactique d'autrefois, *attendu que celle-ci était adaptée à la situation révolutionnaire* » (l'italique appartient à l'auteur ; n° 19-20, p. 18).

Très bien ! L'auteur déclare impensable et absurde l'interprétation liquidationniste. Cependant, si nous poursuivons notre lecture, nous rencontrons, dans le même paragraphe, l'affirmation que voici :

« Par ces mots, on a officiellement reconnu le caractère relativement arriéré de notre vie politique dans le passé, en dépit des formes révolutionnaires dans lesquelles elle s'est incarnée, ce qui, soit dit en passant, a justement été l'une des causes essentielles de la défaite

subie par la révolution; par ces mots, on a officiellement reconnu le caractère par trop élémentaire de notre ancienne tactique, caractère que lui imposaient les rapports sociaux périmés ; par ces mots enfin on a officiellement reconnu que, quelle que soit la situation politique à l'avenir, toute tentative pour revenir à la dictature des cercles fermés clandestins du mouvement et à la politique qui s'y est liée, constituerait un pas décisif en arrière. »

Pas mal, n'est-ce pas ?

On ne sait par où commencer pour s'y retrouver dans cet amoncellement de « perles ».

Prenons d'abord la référence trois fois répétée à la « reconnaissance officielle ». Combien de railleries ce même *Goloss* n'a-t-il pas fait pleuvoir sur les résolutions qui reconnaissent officiellement telle appréciation du passé, de la révolution et du rôle des partis bourgeois, etc. ! Voici un exemple de la sincérité des clameurs dirigées contre l'« officialisation » : lorsqu'une décision du parti, *clairement* rédigée, n'a pas l'heur de plaire aux partisans du *Goloss*, ils se moquent de la prétention de vouloir résoudre « officiellement » des questions scientifiques et complexes, etc., etc., — de même que les *Sozialistische Monatshefte* raillent la résolution de Dresde dirigée contre les opportunistes ou que les ministérialistes belges tournent de nos jours en dérision la résolution d'Amsterdam [112]. Par contre, dès que les hommes du *Goloss* ont l'impression qu'il existe une brèche ouverte aux liquidateurs, alors, à *trois reprises*, ils jurent leurs grands dieux que cela « a été admis officiellement ».

Or, quand un adepte du *Goloss* jure ses grands dieux, sachez... qu'il esquive la vérité. L'auteur de l'article en question est d'autant moins fondé à parler d'une « reconnaissance officielle » de *son* interprétation, que le *caractère litigieux de l'interprétation* de ce point a fait l'objet de débats spéciaux au Comité central, à quoi on ajoutera encore que les déclarations *officiellement consignées au procès-verbal* — oui ! voilà ce qui est effectivement « officiel » ! — *et reproduisant les paroles* du Polonais et du bolchevik, permettent de voir que ces derniers n'ont jamais tenu pour exacte l'interprétation donnée par le *Goloss*. Seul notre auteur s'est couvert de honte en clamant qu'il y avait reconnaissance officielle.

L'expression « pour la première fois » reconnaît l'existence d'un « retard relatif dans le passé » — voilà qui, à la

rigueur, pourrait passer, quoique rien ne nous indique en vertu de quoi il faut appliquer cela précisément à la vie politique, et non pas à d'autres aspects du développement social ; mais lorsqu'on ajoute : « en dépit des formes révolutionnaires », l'oreille d'âne du supporter des *Viékhi* pointe d'une manière un peu trop imprudente. On peut parier que sur 100 libéraux qui auront lu ce passage, 90 au moins porteront aux nues les adeptes du *Goloss*, tandis que sur 100 ouvriers, 90 au moins se détourneront des opportunistes. Quant à l'adjonction « faite en passant » sur les « causes de la défaite subie par la révolution », elle trahit ceux qui ont participé à l'ouvrage en cinq tomes des liquidateurs : ils essaient de faire passer leurs conceptions libérales sur le rôle du prolétariat dans la révolution sous le couvert d'une résolution peu claire. C'est pourquoi ils parlent du « caractère élémentaire » et même — notez-le bien ! — du caractère *par trop* élémentaire de « notre ancienne tactique ». Ce caractère « par trop » élémentaire de notre tactique, voyez-vous, est sous-entendu par la phrase : « appliquer pour la première fois » avec intelligence, systématiquement et de manière conséquente (dans un parti de masse) la méthode de la social-démocratie internationale » *. La tactique de l'époque de la lutte ouverte, de l'époque de la relative liberté de la presse, des alliances de masse, des élections avec participation des partis révolutionnaires, de l'effervescence générale de la population, des oscillations rapides de la politique gouvernementale, de l'époque qui a vu un certain nombre de victoires importantes remportées sur le gouvernement, — cette tactique a été *par trop* élémentaire, comparée, sans doute, à la tactique non élémentaire des années 1909-1910 ! Quel renégat, quel piètre social-démocrate il faut être et avec une compréhension combien étriquée des événements, pour formuler de semblables interprétations !

* C'est également dans cet esprit que le camarade An. interprète la résolution du Comité central (cf. son article « A propos de la lettre du Caucase », dans le présent numéro de la *Feuille de Discussion*). Par son article, le camarade An. confirme les accusations les plus lourdes portées par l'auteur de la « Lettre du Caucase », le camarade K. St. [113], bien qu'il qualifie cette lettre de « pamphlet ». Nous aurons l'occasion de revenir ultérieurement sur cet article du camarade An. qui, à maints égards, est bien curieux.

Mais, le plus admirable, c'est lorsque, de l'expression « pour la première fois », on en arrive à tirer une condamnation de la « dictature (! !) des cercles fermés, clandestins ». A l'époque de la tactique « par trop élémentaire » des années 1905-1907, la direction du parti ouvrier ressemblait beaucoup plus, comme vous voyez, à une « dictature », que pendant les années 1909-1910, elle émanait bien plus d'organisations « clandestines » et notamment de « cercles », qui étaient plus « fermés » que ceux d'aujourd'hui ! Pour donner à cette pensée, profonde et amusante, un air de vraisemblance, il faut se rappeler que, pendant la révolution, les opportunistes et les cadétophiles se sentaient, parmi les ouvriers, comme un « cercle fermé », tandis qu'à l'heure actuelle, à un moment où *ils luttent pour la légalité* (ah ! mais !) ils n'ont pas cette impression de « claustration » (Milioukov lui-même est à nos côtés), ils ne sont pas un « cercle » (nous avons chez nous des périodiques ouvertement renégats), ils ne sont pas « clandestins », etc., etc.

C'est la *première fois* que le prolétariat, organisé en un parti de masses social-démocrate, constate, parmi ceux qui désirent se considérer comme ses chefs, une semblable attraction *systématique et conséquente*, vers l'apostasie libérale.

Tenir compte de cette leçon tirée de l'interprétation du fameux point qui contient l'expression « *pour la première fois* », voilà une chose à laquelle devront s'astreindre, bon gré, mal gré, le camarade polonais et le camarade bolchevique * qui ont officiellement déclaré qu'ils considéraient l'interprétation liquidatrice de *leur* point comme tout à fait erronée.

5. LA SIGNIFICATION DES RÉSOLUTIONS DE DÉCEMBRE (1908) ET L'ATTITUDE DES LIQUIDATEURS ENVERS ELLES

Les précédentes remarques sur les défauts de la résolution du plénum doivent être attribuées aux mots suivants qui servent d'introduction au premier point : « Comme dévelop-

* Au plénum, les camarades en question ont interprété le § 1 en mettant l'accent sur l'accroissement de la différenciation des classes, sur le développement d'une conscience purement socialiste chez les masses ouvrières, sur le renforcement de la réaction bourgeoise. Ces idées sont assurément exactes, *mais elles ne sont pas formulées* (*et ce ne sont pas elles* qui sont formulées) dans les thèses dont se compose le § 1.

pement aux thèses fondamentales des résolutions prises à la Conférence du parti en 1908, le Comité central décrète que... » Cette formulation est le résultat d'une concession faite aux mencheviks, et il convient d'autant plus de s'arrêter sur cette circonstance que nous avons, ici, une fois de plus, un échantillon d'attitude scandaleusement déloyale vis-à-vis de cette concession, ou bien d'une inaptitude scandaleuse à comprendre la signification des définitions de la tactique données par le parti.

Dans le projet de résolution approuvé par la majorité de la commission et assuré, par conséquent, d'avoir la majorité des voix au plénum, on pouvait lire : « *en confirmation* des résolutions prises en décembre 1908 et comme développement de ces résolutions »... Là encore, les mencheviks ont exigé sous forme d'ultimatum qu'une concession soit faite, refusant de voter la résolution dans son ensemble si on n'en retranchait pas les mots « en confirmation », attendu que les résolutions de décembre 1908 représentaient, pour eux, le summum du « fractionnisme ». Nous avons fait la concession demandée, et n'avons pas refusé de voter la résolution amputée de l'expression litigieuse. Je n'aurais nullement été enclin à déplorer cette concession si elle avait atteint le but envisagé, c'est-à-dire rencontré chez les mencheviks la loyauté à l'égard de la décision du parti en l'absence de laquelle le travail commun est impossible. Notre parti *ne possède* d'autres définitions des tâches fondamentales concernant sa tactique, son organisation et son travail parlementaire à l'époque de la IIIe Douma, que celles qui sont contenues dans les résolutions de décembre 1908. Sans contester que la lutte fractionnelle ait été alors extrêmement violente, nous n'insisterons pas sur tel ou tel terme incisif figurant dans les résolutions de l'époque, dirigées contre les liquidateurs. Par contre, nous insisterons absolument sur les thèses fondamentales que ces résolutions contiennent, car parler de parti, de l'esprit du parti, de l'organisation du parti serait lancer inutilement de belles paroles, si nous éludions l'unique réponse donnée par le parti et confirmée par le travail d'une année, aux questions les plus importantes, les plus fondamentales : à les laisser sans réponse, il deviendrait impossible de faire le moindre pas en avant dans le domaine de la propagande, de l'agitation et

de l'organisation. Nous sommes tout à fait disposés à admettre qu'il est nécessaire d'effectuer un travail en commun pour amender ces résolutions, de les réviser compte tenu des critiques exprimées par les camarades de *toutes* les fractions, y compris, bien entendu, les mencheviks pro-parti ; nous n'ignorons pas que vraisemblablement certaines des thèses figurant dans ces résolutions feront assez longtemps encore l'objet de contestations au sein du parti et qu'on n'arrivera pas à une solution dans un proche avenir autrement qu'à la majorité des voix. Mais, *tant* qu'on n'a pas entrepris et achevé cette révision, *tant que* le parti ne s'est pas à nouveau prononcé sur la question de savoir comment apprécier l'époque de la troisième Douma et les problèmes liés à cette époque, *nous exigeons absolument* de tous les social-démocrates pro-parti, quelle que soit leur optique, qu'ils règlent leur conduite sur lesdites résolutions.

Mais, dira-t-on, n'est-ce pas là l'abc de l'esprit du parti ? Une autre attitude vis-à-vis des décisions du parti serait-elle possible ? En fait, le tournant vers le liquidationnisme opéré par le *Goloss* après le plénum, l'a contraint, même dans cette question, à utiliser la concession faite par la majorité du parti non point pour adopter une position pro-parti loyale, mais pour exprimer aussitôt son mécontentement devant les dimensions de la concession ! (Les gens du *Goloss* n'ont oublié, apparemment, qu'une chose : c'est que celui qui a soulevé le premier un débat à propos de la résolution de compromis prise à l'unanimité, celui qui a déclaré n'en être pas satisfait et qui a exigé de nouvelles concessions, de nouveaux amendements, celui-ci a par là même, donné à l'autre partie le droit de réclamer des amendements en sens opposé. Et, bien entendu, ce droit, nous l'utiliserons.)

L'article déjà cité de la rédaction du *Goloss* (n° 19-20) sur les résultats du plénum, déclare d'emblée que les mots de l'introduction à la résolution représentent un *compromis.* C'est la vérité, mais cette vérité se transforme en mensonge si l'on passe sous silence que ce qui constitue le compromis, fruit de l'ultimatum menchevique, c'est le refus de la majorité du Comité central de *confirmer* directement toutes les résolutions de décembre 1908, et non pas, exclusivement, leurs thèses essentielles !

« A notre sens, poursuit le *Goloss*, cette phrase s'accorde plutôt mal avec le contenu non équivoque des points les plus importants de la résolution ; signe d'un certain tournant dans le développement du parti, elle n'en reste pas moins étroitement liée avec tout le passé de la social-démocratie russe, mais moins que tout » (!!) « elle est liée, justement avec « l'héritage de Londres »[114]. Cependant, nous ferions figure de doctrinaires incorrigibles si nous nourrissions l'espoir d'arriver du premier coup à une unanimité parfaite dans notre parti, si nous voulions sacrifier un important progrès de notre mouvement pour des raisons de préséance » (! !). « Nous pouvons laisser aux historiens le soin de corriger ces erreurs de la résolution. »

Tout cela sonne comme si les gens du *Goloss* ayant assisté au plénum avaient été réprimendés, en raison de leurs « concessions aux bolcheviks », par les légalistes russes, du genre de Potressov et Cie ou par les rédacteurs du *Goloss* absents du plénum, et comme s'ils s'excusaient devant eux. Nous ne sommes pas des doctrinaires, laissons aux historiens le soin de corriger les erreurs de la résolution !

Nous oserons faire observer, à propos de cette splendide déclaration, que les social-démocrates pro-parti rédigent des résolutions non pas à l'intention des historiens, mais pour se guider *effectivement* sur ses résolutions *dans leur travail* de propagande, d'agitation et d'organisation. Le parti ne possède pas d'autre définition des objectifs dans ce travail pour l'époque de la IIIe Douma. Pour les liquidateurs, les résolutions du parti ont, sans doute, une valeur égale à zéro, car, pour eux, l'ensemble du parti vaut zéro, car, pour eux, c'est de la totalité du parti (et pas uniquement de ses résolutions) que seuls les « historiens » peuvent s'occuper avec profit et intérêt. Mais ni les bolcheviks ni les mencheviks pro-parti ne veulent travailler et ne travailleront dans la même organisation que les liquidateurs. Nous demandons à ces derniers de vouloir bien se joindre aux « sans-tête » [115] ou aux socialistes-populistes [116].

Si les gens du *Goloss* se comportaient loyalement à l'égard du parti, s'ils tenaient réellement compte du parti, et non de Potressov et Cie, s'ils tenaient compte de l'organisation des social-démocrates révolutionnaires, et non du cercle des littérateurs légalistes, ils auraient exprimé au-

trement leur mécontentement à propos des résolutions de décembre 1908. C'est maintenant, précisément, après le plénum, qu'ils auraient renoncé à ces ricanements malséants, dignes seulement des cadets, devant on ne sait quelles « décisions » « clandestines ». Ils auraient entrepris d'analyser sérieusement ces décisions et de les amender, conformément à leurs conceptions, conformément à leur point de vue sur l'expérience des années 1907-1910. Voilà qui serait un travail utile à l'unification réelle du parti, au regroupement sur une seule ligne des activités social-démocrates. En se refusant à cela, ceux du *Goloss* appliquent en réalité le programme des liquidateurs. Mais quel est donc le programme des liquidateurs à cet égard ? Il consiste à ignorer les décisions d'un parti clandestin, d'un parti condamné à mort, etc..., à opposer aux décisions de ce parti le « travail » informe de francs-tireurs qui se disent social-démocrates et qui figurent, mêlés à des libéraux, des populistes et des sans-titre, dans diverses feuilles légales, dans diverses sociétés légales, etc. Point n'est besoin de résolutions, d'« analyses du moment », de définition de nos plus proches objectifs de combat, et de notre attitude à l'égard des partis bourgeois, — tout cela (à la suite de Milioukov !), nous le désignons sous le nom de « dictature des cercles fermés clandestins » (sans remarquer que par notre absence de forme, notre manque d'organisation, notre dispersion, nous transmettons en fait la « dictature » aux cercles libéraux !).

Oui, il est bien certain que les liquidateurs ne peuvent rien exiger d'autre des gens du *Goloss* qu'une grimace de mépris devant les résolutions du parti et un dédain complet.

Analyser sérieusement le point de vue qui estime que la résolution du Comité central relative à la situation dans le parti en 1909-1910 est « moins que tout » liée à l'héritage de Londres, c'est chose impossible, car l'absurdité de ce point de vue saute aux yeux. On se moque du parti en disant : nous sommes prêts à prendre en considération « tout le passé de la social-démocratie », mais non point le passé directement lié au présent, et pas davantage ce présent ! En d'autres termes : nous sommes prêts à prendre en considération ce qui ne conditionne pas notre comportement

actuel. Nous sommes prêts (en 1910) à prendre en considération « tout le passé » de la social-démocratie, moins le passé au cours duquel ont été prises les décisions sur le parti des cadets des années 1907-1908-1909, sur les partis du Travail des années 1907-1908-1909, sur les objectifs de la lutte des années 1907-1908-1909. Nous sommes prêts à tout prendre en considération, sauf ce qu'il faut prendre en considération, pour être à l'heure actuelle un membre authentique du parti, pour faire un travail pro-parti, pour appliquer une tactique qui soit dans la ligne du parti, pour orienter dans l'esprit du parti l'activité social-démocrate de l'époque de la IIIe Douma.

A la grande honte du Bund, il faut dire que, dans son organe, il a publié — article du camarade Ionov (p. 22) — le même genre de moqueries liquidatrices à propos de l'héritage de Londres. « Dites-moi un peu, écrit Ionov, quel rapport peuvent bien avoir les résolutions du Congrès de Londres avec la situation présente et avec les questions actuellement à l'ordre du jour ? J'ose espérer que le camarade Lénine lui-même et tous ses co-équipiers l'ignorent également. »

Bien vrai, qui suis-je pour savoir une chose aussi savante ! Comment saurais-je que, du printemps 1907 au printemps 1910, il ne s'est produit aucun changement essentiel dans les groupes fondamentaux des partis bourgeois (Cent-Noirs, octobristes, cadets, populistes) ni dans leur composition de classe, ni dans leur politique, ni dans leurs rapports avec le prolétariat et la révolution ? Comment saurais-je que les petites variations de détail, qui peuvent et doivent être remarquées en ce domaine, ont été indiquées dans les résolutions de décembre 1908 ? Comment saurais-je tout cela ?

Sans doute, pour Ionov, tout cela est sans rapport avec le moment présent et avec les questions à l'ordre du jour. Pour lui, c'est chose superflue que de chercher on ne sait quelle définition pro-parti de la tactique à l'égard des partis non prolétariens. Pourquoi se compliquer l'existence ? N'est-il pas plus simple de traiter de « police renforcée », etc., la tentative qui est faite pour élaborer une définition pro-parti de la tactique prolétarienne ? N'est-il pas plus simple de convertir les social-démocrates en francs-tireurs,

en force sauvage qui, « librement », sans le concours d'aucune « police renforcée » résoudra les questions à l'ordre du jour — aujourd'hui avec les libéraux dans la revue *Nos déchets*, demain, avec les « sans-tête » au congrès des parasites de la littérature, après-demain dans une coopérative avec les adeptes de Posse [117]. Seulement... seulement, chère bête à bon Dieu, en quoi tout cela différera-t-il de ce que réclament les légalistes liquidateurs ? Absolument en rien !

Les social-démocrates pro-parti, qui sont insatisfaits des décisions de Londres ou des résolutions de décembre 1908, et qui désirent travailler dans le parti, dans l'esprit du parti, vont faire dans la presse du parti la critique de ces résolutions, vont proposer des amendements, persuader les camarades, se battre pour obtenir la majorité au sein du parti. Nous pouvons ne pas être d'accord avec ces gens, il n'en reste pas moins que leur attitude sera pro-parti, qu'ils ne contribueront pas à accroître le *désordre*, comme le font Ionov, le *Goloss* et C^ie^.

Considérez, par exemple, Monsieur Potressov.

Ce « social-démocrate », qui étale devant le public son indépendance vis-à-vis du parti social-démocrate, s'exclame dans le n° 2 de *Nacha Zaria*, p. 59 : « Qu'elles sont nombreuses les questions, qui, faute d'être résolues, empêchent d'avancer d'un seul pas, empêchent le marxisme russe de devenir un courant idéologique qui concentrerait véritablement en lui toute la force et l'énergie » (ne pourriez-vous pas freiner un peu votre réthorique, mon cher indépendant ?) « de la conscience révolutionnaire de l'époque ! Comment s'effectue le développement économique de la Russie, quel transfert de forces opère-t-il derrière l'écran de la réaction, que se passe-t-il à la ville et à la campagne, quels changements apporte ce développement à la physionomie sociale de la classe ouvrière de Russie, etc., etc. ? Où sont les réponses ou les tentatives de réponse à ces questions, où est l'école économique du marxisme russe ? Et qu'est-il advenu du travail politique de la pensée dont vivait, il fut un temps, le menchevisme ? Qu'est-il advenu de ses tentatives d'organisation, de son analyse du passé, de son appréciation du présent ? »

Si cet indépendant n'avait pas lancé en l'air des phrases ampoulées, s'il avait effectivement réfléchi à ce qu'il

disait, il se serait rendu compte d'une chose très simple. S'il est vraiment impossible à un marxiste révolutionnaire d'avancer d'un seul pas sans avoir résolu ces problèmes (et c'est vrai), alors leur solution — pas au sens d'un résultat scientifique, d'une recherche scientifique, mais simplement dans le sens suivant : déterminer les pas qu'il faut accomplir, comment les accomplir — alors leur solution incombe *au parti social-démocrate*. Car, parler de « marxisme révolutionnaire » *en dehors* du parti social-démocrate n'est que le bavardage mondain d'un phraseur légaliste qui désire faire savoir à l'occasion que « nous aussi », nous sommes des quasi-social-démocrates. Le parti social-démocrate a fait une *tentative de réponse* aux questions indiquées et cela *précisément dans les résolutions* de décembre 1908.

Les indépendants ont mis au point leur numéro de manière assez rusée : dans la presse légale, ils se frappent la poitrine et demandent : « Où sont les tentatives de réponse faites par les marxistes révolutionnaires ? » Les indépendants savent qu'il n'est pas possible de leur répondre dans la presse légale. Dans la presse illégale, cependant, les amis de ces indépendants (les gens du *Goloss*) évitent, avec dédain, de répondre à des questions « qui, faute d'être résolues, empêchent d'avancer d'*un seul pas* ». On a ainsi obtenu ce que souhaitaient les indépendants (c'est-à-dire les renégats du socialisme) du monde entier, à savoir : une phraséologie sonore, une indépendance de fait vis-à-vis du socialisme et du parti social-démocrate.

6. LE GROUPE DES INDÉPENDANTS-LÉGALISTES

Essayons maintenant d'élucider ce qui s'est passé après le plénum. Sur ce point, Trotski et Ionov s'accordent à donner la simple réponse suivante : « Pas plus dans les conditions externes de la vie politique que dans les relations au sein de notre parti, déclare la résolution de Vienne, *il ne s'est produit, après le plénum, aucun changement réel* susceptible de gêner le travail de construction du parti »... Récidive fractionniste, séquelle inévitable des rapports entre fractions, voilà tout.

Ionov donne la même explication, mais avec des noms.

« Le plénum a pris fin. Ses participants se sont dispersés... Les dirigeants des anciennes fractions se sont retrouvés en liberté, se sont affranchis de toutes les influences et pressions extérieures. En outre, ils voyaient arriver des renforts non négligeables. Pour certains, ce fut en la personne du camarade Plékhanov qui, ces derniers temps, demandait avec insistance que la loi martiale fût proclamée dans le parti. Pour d'autres, ce fut en la personne de seize « anciens militants du parti, bien connus de la rédaction du *Goloss Sotsial-Démokrata* » (cf. la «Lettre ouverte» du n° 19-20). « Comment, dans de telles conditions, ne pas se jeter dans la mêlée ? Et c'est ainsi qu'on s'est remis au vieux « travail » d'extermination réciproque » (*Echo du Bund*, n° 4, p. 22).

Les fractionnistes ont vu arriver des renforts et ç'a été de nouveau la bataille, voilà tout. Il est vrai que le renfort reçu par les bolcheviks a été celui d'un menchevik pro-parti, Plékhanov, « arrivé » pour faire la guerre aux liquidateurs, mais tout cela laisse Ionov indifférent. Il est évident que la polémique de Plékhanov avec Potressov, le camarade I. [118] (qui a proposé de « tout dissoudre »), etc., n'a pas l'heur de plaire à Ionov. Il a bien le droit, sans doute, de blâmer cette polémique. Mais comment peut-il la qualifier de « proclamation de la loi martiale *dans le parti* » ? La guerre avec les *liquidateurs* signifie la proclamation de la loi martiale dans *le parti*, souvenons-nous de cette « philosophie » du camarade Ionov.

Pour les mencheviks de l'étranger, ce sont les mencheviks russes qui ont joué le rôle de renfort. Mais cette circonstance ne semble pas du tout inciter le camarade Ionov à la réflexion.

Il est facile de voir quelle conclusion pratique découle d'une « analyse du moment » comme celle de Trotski et d'Ionov. Il ne s'est rien produit de particulier. Une simple bagarre entre fractions. Que l'on fasse appel à de nouveaux neutralisateurs, et l'affaire est dans le sac. Tout peut être expliqué du point de vue de la diplomatie de cénacle. Toutes les recettes pratiques ne sont autre chose que de la diplomatie de cénacle. On a ceux qui « se jettent dans la mêlée », on a ceux qui souhaitent « concilier » : exclure ici tout rappel des « fondements », introduire quelqu'un dans l'« insti-

tution », faire ailleurs des « concessions » aux légalistes sur les modes de convocation de la conférence... O la vieille mais toujours neuve histoire des coteries de l'étranger !

Notre point de vue sur ce qui s'est passé après le plénum est différent.

En obtenant des résolutions unanimes, en écartant *toutes* les accusations chicanières, le plénum a mis les liquidateurs au pied du mur de façon définitive. Plus possible de se dissimuler derrière quelque intrigue. Plus possible de parler d'obstination et de la « répression mécanique » (autres versions : police renforcée, proclamation de la loi martiale, état de siège, etc.). S'écarter du parti n'est plus possible que par liquidationnisme (de même que les gens de « Vpériod » ne peuvent plus s'en écarter que par otzovisme et par philosophie antimarxiste).

Acculés au mur, les liquidateurs ont montré leur vrai « visage ». Leur centre russe — peu importe qu'il soit formel ou non, qu'il soit semi-légal (Mikhaïl et C^ie^) ou totalement légal (Potressov et C^ie^) — *a répondu par un refus* quand on l'a appelé à réintégrer le parti. Les liquidateurs-légalistes russes ont définitivement rompu avec le parti en se rassemblant dans le groupe des *socialistes indépendants* (indépendant du socialisme et dépendant du libéralisme, sans aucun doute). La réponse formulée par Mikhaïl et C^ie^, d'une part, les interventions de *Nacha Zaria* et de *Vozrojdénié*, d'autre part, indiquent plus précisément un rassemblement des coteries antiparti de « social-démocrates » (plus exactement: prétendument social-démocrates) dans un groupe de *socialistes indépendants*. C'est pourquoi, les tentatives « conciliatrices » de Trotski et d'Ionov sont *maintenant* ridicules et pitoyables. Seule une incompréhension complète de ce qui se passe peut expliquer ces efforts, qui sont maintenant inoffensifs, car il n'y a rien derrière eux, sauf les diplomates de cénacle à l'étranger, sauf des gens qui ne savent ni ne comprennent rien dans quelque coin perdu.

Les conciliateurs à la Trotski-Ionov ont commis l'erreur de considérer les conditions particulières qui ont permis l'épanouissement au plénum de la diplomatie conciliatrice, comme les conditions générales régissant la vie actuelle du parti. Ils ont commis l'erreur de croire que la diplo-

matie qui a joué son rôle au plénum, *grâce* à l'existence de conditions ayant suscité de *profonds* courants en faveur de la conciliation (c'est-à-dire en faveur de l'unification du parti) dans chacune des deux fractions principales, ils ont commis l'erreur de croire que cette diplomatie constituait un but en soi, un instrument durable dans le jeu qui se jouait entre « des personnes, des groupes et des institutions déterminés ».

Au plénum, il y avait effectivement place pour la diplomatie, car l'unification des bolcheviks du parti et des mencheviks pro-parti était indispensable ; or sans concessions, sans compromis, elle était impossible. Quand il s'est agi de déterminer l'étendue des concessions, d'« honnêtes courtiers » ont forcément pris place au premier rang — forcément, car pour les mencheviks pro-parti et les bolcheviks du parti la question de l'étendue des concessions était secondaire, tant que la base de principe de toute l'unification restait en vigueur. Parvenus au premier rang au plénum, ayant reçu la possibilité de jouer le rôle de « neutralisateurs », d'« arbitres », pour éliminer les querelles et satisfaire les « revendications », dirigées contre le Centre bolchevique, les « conciliateurs » à la Trotski-Ionov se sont imaginés qu'il leur serait toujours possible de jouer ce rôle tant qu'existeraient « des personnes, des groupes et des institutions déterminés ». Également comique ! Les courtiers sont nécessaires lorsqu'on a besoin de fixer l'étendue des concessions indispensables pour que l'unanimité se fasse. On doit spécifier l'étendue des concessions lorsqu'il existe notoirement une base de principe commune pour l'unification. La question de savoir qui entrerait dans cette union lorsque toutes ces concessions seraient faites, était alors en suspens, car il fallait, en principe, supposer que tous les social-démocrates souhaiteraient entrer au parti, que tous les mencheviks souhaiteraient appliquer loyalement une résolution antiliquidatrice et tous les partisans de « Vpériod », une résolution antiotzoviste.

Mais, maintenant, les courtiers ne sont plus nécessaires, ils n'ont plus leur raison d'être, puisque la question de l'étendue des concessions ne se pose plus. Elle ne se pose plus, car il n'est plus question de faire quelque concession que ce soit. Toutes les concessions (parfois même excessi-

ves) ont été faites au plénum. Actuellement, il s'agit exclusivement de savoir sur quelle position de principe reposera la lutte contre le courant liquidateur, et non point, d'ailleurs, contre les liquidateurs en général, mais spécialement contre le groupe des liquidateurs indépendants, contre le groupe de Mikhaïl et Cie, contre le groupe de Potressov et Cie. Si Trotski et Ionov s'avisent maintenant de « réconcilier » le parti avec ces personnes, ces groupes et ces institutions, ils seront alors pour nous, les bolcheviks du parti, et pour tous les mencheviks pro-parti des traîtres vis-à-vis du parti, et rien de plus.

Si les diplomates conciliateurs étaient « puissants » au plénum, c'est uniquement parce que les bolcheviks du parti et les mencheviks pro-parti voulaient la paix, et parce qu'ils n'attribuaient à la question des conditions de cette paix qu'une importance secondaire par rapport à celle de la tactique antiliquidatrice et antiotzoviste du parti. En ce qui me concerne, par exemple, j'ai trouvé les concessions excessives et j'ai livré bataille à propos de leur étendue (c'est ce à quoi fait allusion le *Goloss* dans son n° 19-20 et ce dont parle directement Ionov). J'étais prêt, pourtant, à admettre des concessions excessives et je serais toujours prêt à le faire, tant que la *ligne* du parti ne s'en trouve pas compromise, tant que ces concessions n'aboutissent pas à la négation de cette ligne, tant que ces concessions peuvent servir à rallier au parti les adeptes de l'otzovisme et du liquidationnisme. Mais, après le regroupement et les interventions de Mikhaïl et Cie, de Potressov et Cie contre le parti et contre le plénum, je me refuse à toute négociation et à toute concession, car le parti est maintenant obligé de rompre avec ces indépendants, est obligé de lutter résolument contre eux, parce qu'ils ont pleinement et définitivement embrassé le liquidationnisme. Et il m'est possible de m'exprimer avec assurance, non seulement pour mon propre compte, mais aussi pour celui de *tous* les bolcheviks du parti. Les mencheviks pro-parti se sont exprimés en ce sens avec une clarté suffisante, par la voix de Plékhanov et d'autres. Aussi, en présence d'une telle situation dans le parti, les diplomates « conciliateurs » à la Trotski-Ionov doivent ou bien renoncer à leur diplomatie, ou bien abandonner le parti pour rejoindre les indépendants.

Pour se convaincre du regroupement définitif des légalistes en socialistes indépendants, il suffit de jeter un coup d'œil d'ensemble sur les événements qui ont suivi le plénum, il suffit de juger ces événements dans ce qu'ils ont d'essentiel, et non du point de vue mesquin et fragmentaire de l'histoire des « conflits », à laquelle Ionov a le tort de se limiter.

1) Mikhaïl, Roman et Iouri considèrent comme nocives à la fois les résolutions prises par le Comité central (du plénum) et l'existence de ce dernier. Deux mois environ se sont écoulés depuis que ce fait a été publié, et il n'a toujours pas été démenti. Il est donc clair qu'il est exact *.

2) Seize mencheviks russes, parmi lesquels deux, au moins, des membres du trio mentionné ci-dessus et un certain nombre de publicistes mencheviques très en vue (Tchérévanine, Koltsov, etc.), interviennent dans le *Goloss*, avec l'approbation de la rédaction, pour justifier l'abandon du parti par les mencheviks, interviennent avec un manifeste purement liquidateur.

3) Le journal menchevique légal *Nacha Zaria* reproduit l'article-programme de M. Potressov dans lequel il est dit nettement qu'« il n'existe pas de parti envisagé comme une hiérarchie complète et organisée d'institutions (n° 2, p. 61), qu'on ne saurait liquider « ce qui, en fait, n'existe déjà plus en tant qu'ensemble organisé » (ibidem). Au nombre des collaborateurs de ce journal, on trouve Tchérévanine, Koltsov, Martynov, Avgoustovski, Maslov et Martov — ce même L. Martov, qui peut simultanément occuper une place dans la « hiérarchie organisée d'institutions » d'un parti illégal, en possession d'un centre, comme tout « ensemble organisé », et figurer par ailleurs dans un groupe légal qui, avec la gracieuse permission de Stolypine déclare que ce parti illégal n'existe pas.

4) Dans le journal populaire menchevique *Vozrojdénié* (n° 5, 30 mars 1910), qui possède la *même* équipe de colla-

* Le n° 21 du *Goloss Sotsial-Démokrata* vient de paraître. A la page 16, Martov et Dan *confirment* l'authenticité du fait, en parlant du « refus de trois camarades (??) d'entrer au Comité central ». Comme de juste, ils dissimulent sous d'énormes injures à l'adresse de « Tyszka-Lénine », le fait que le groupe de Mikhaïl et Cie s'est définitivement transformé en un groupe d'indépendants.

borateurs, un article non signé, c'est-à-dire émanant de la rédaction, comble d'éloges l'article précédemment mentionné de M. Potressov dans *Nacha Zaria*, et ajoute, après avoir reproduit le même extrait que j'ai cité plus haut :

« Il n'y a rien à liquider ; et nous ajouterons » (nous, c'est-à-dire la rédaction de *Vozrojdénié*), « que le rêve de restauration de cette hiérarchie, sous son ancienne forme clandestine, est une chose tout simplement nocive, une utopie réactionnaire qui atteste une perte du sens politique chez les représentants du parti, il fut un temps, le plus réaliste » (p. 51).

Celui qui considère tous ces faits comme dus au hasard, refuse de toute évidence de voir la vérité en face. Celui qui veut expliquer tous ces faits par une « récidive du fractionnisme » se berce de paroles. Que viennent faire ici le fractionnisme et la lutte fractionnelle ? Le groupe de Mikhaïl et Cie, le groupe de Potressov et Cie ne s'en sont-ils écartés depuis longtemps ? Non, pour celui qui ne veut pas fermer exprès les yeux, aucun doute n'est ici possible. Le plénum a écarté tous les obstacles (réels ou imaginaires) qui s'opposaient au retour au parti des légalistes pro-parti, il a écarté tous les obstacles qui s'opposaient à la construction d'un parti illégal tenant compte des conditions nouvelles et des formes nouvelles d'utilisation des possibilités légales. Quatre mencheviks membres du Comité central, ainsi que deux rédacteurs du *Goloss*, ont reconnu que *tous* les empêchements au travail de parti commun avaient été écartés. Le groupe des légalistes russes *a donné sa réponse au plénum*. Cette réponse est *négative* : nous nous refusons à travailler à la restauration et à la consolidation d'un parti illégal, car c'est une utopie réactionnaire.

Cette réponse est un fait politique majeur dans l'histoire du mouvement social-démocrate. Le groupe des *socialistes-indépendants* (vis-à-vis du socialisme) s'est définitivement regroupé et a définitivement rompu avec le parti social-démocrate. Dans quelle mesure ce groupe est-il doté d'une forme définie, se compose-t-il d'une organisation unique ou d'une série de cercles distincts liés entre eux d'une manière très *lose* (libre, lâche), c'est là ce que nous ne savons pas pour l'instant et qui d'ailleurs n'a pas d'importance. Ce qui est important, c'est que les tendances à la

constitution de groupes indépendants du parti — tendances qui existaient depuis longtemps chez les mencheviks — ont donné naissance à une configuration politique nouvelle. Et désormais tous les social-démocrates russes qui ne veulent pas se leurrer, devront considérer comme un fait acquis l'existence de ce groupe d'indépendants.

Pour rendre claire la signification de ce fait, rappelons avant tout l'exemple des « socialistes indépendants » de France, qui, dans un Etat bourgeois évolué, affranchi des sujétions du passé, conduisirent jusqu'à leur fin extrême les tendances de cette orientation politique. Millerand, Viviani, Briand appartenaient au parti socialiste, mais, à maintes reprises, ils avaient agi indépendamment de ses décisions, en dépit de ces décisions, et, lorsque Millerand entra dans le ministère bourgeois sous prétexte de sauvegarder la république et de protéger les intérêts du socialisme, ce fut la rupture avec le parti. La bourgeoisie récompensa ceux qui trahissaient le socialisme en leur conférant des fonctions ministérielles. Le trio des renégats français continuent de se désigner, eux et leur groupe, sous le nom de socialistes indépendants et persistent à justifier leur comportement par les intérêts de la classe ouvrière et de la réforme sociale.

Assurément, notre société bourgeoise ne peut récompenser aussi promptement nos indépendants : les conditions dans lesquelles ils commencent à opérer sont incomparablement moins évoluées, il leur faut se contenter de louanges et du secours que leur fournit la bourgeoisie libérale (qui soutient depuis longtemps les aspirations mencheviques à l'« indépendance »). Néanmoins, dans un cas comme dans l'autre, la tendance fondamentale est la même : l'indépendance vis-à-vis du parti socialiste est motivée par les intérêts du mouvement ouvrier : « la lutte pour la légalité » (slogan emprunté à *Dan* et repris avec zèle dans le périodique renégat *Vozrojdénié*, n° 5, p. 7) est érigée au rang de mot d'ordre de la classe ouvrière ; on assiste à la constitution de groupements d'intellectuels bourgeois (parlementaires en France, publicistes chez nous) qui agissent en conjonction avec les libéraux ; on répudie la soumission au parti ; ce dernier est déclaré insuffisamment « réaliste » par Millerand et Cie... par le *Vozrojdénié* et le *Goloss* ; on

dit du parti qu'il est une « dictature de cercles fermés clandestins » (*Goloss*), qu'il se transforme en association étroitement révolutionnaire, nuisible à un large progrès (Millerand et Cie).

Considérez aussi, pour éclaircir les positions de nos indépendants, l'histoire de la formation de notre « parti socialiste-populiste russe ». Cette histoire aidera à faire comprendre le fond de l'affaire à ceux qui ne voient pas la parenté de nos indépendants avec Millerand et Cie, en raison de la différence énorme qui sépare les conditions externes de leur « travail ». Que nos socialistes-populistes représentent l'aile légale et modérée de la démocratie petite-bourgeoise, c'est un fait universellement connu, et, parmi les marxistes, personne, semble-t-il, n'en a jamais douté. Au congrès des socialistes-révolutionnaires de la fin de 1905, les socialistes-populistes sont intervenus comme des liquidateurs du programme, de la tactique et de l'organisation du parti révolutionnaire des démocrates petits-bourgeois ; ils ont, en étroite cohésion avec les socialistes-révolutionnaires, écrit dans les journaux pendant les journées de liberté, en automne 1905 et au printemps 1906. Puis, à l'automne 1906, ils ont acquis une existence légale et se sont constitués en parti indépendant, ce qui ne les a point empêché, par instants, de fusionner presque entièrement avec les socialistes-révolutionnaires durant les élections à la IIe Douma et au sein de cette dernière.

A l'automne 1906, j'eus l'occasion de parler des socialistes-populistes dans le *Prolétari* et je les ai appelés alors « mencheviks socialistes-révolutionnaires » *. Trois ans et demi se sont écoulés depuis, et Potressov et Cie ont su montrer aux mencheviks pro-parti que j'avais raison. On doit pourtant reconnaître que même M. Péchékhonov et Cie ont agi d'une manière plus politiquement honnête que M. Potressov et son groupe, lorsque, après une série d'actes politiques indépendants du parti socialiste-révolutionnaire ils se sont constitués ouvertement en un parti politique distinct, indépendant des socialistes-révolutionnaires. Assurément, cette « honnêteté » était conditionnée, entre autres

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, pp. 197-207. (*N.R.*)

choses, par un rapport de forces : Péchékhonov considérait que le parti socialiste-révolutionnaire était impuissant et estimait que son union non formelle avec ce parti était *désavantageuse* pour lui ; Potressov, lui, estime que l'« azéfisme » [119] politique est *avantageux*, et il continue à se proclamer social-démocrate, tout en étant, en fait, indépendant du parti social-démocrate.

M. Potressov et Cie estiment qu'il est actuellement plus avantageux de se dissimuler sous un nom étranger, de se servir furtivement du prestige du P.O.S.D.R., tout en le minant à l'intérieur, tout en agissant non seulement indépendamment de lui, mais en fait contre lui. Il se peut que le groupe de nos indépendants s'efforce de se parer des plumes d'autrui le plus longtemps possible ; il est possible que si un coup dur était porté au parti, si l'organisation illégale venait à subir quelques fiasco, ou si une conjoncture particulièrement séduisante se présentait comme, par exemple, la possibilité d'entrer à la Douma indépendamment du parti, il se peut qu'alors les indépendants lèvent leur masque ; nous ne pouvons prévoir toutes les phases par lesquelles passera leur charlatanisme politique.

Pourtant, il y a une chose que nous savons de manière sûre et certaine : c'est que l'activité cachée des indépendants est une chose nocive et funeste au parti de la classe ouvrière, au P.O.S.D.R., et que nous devons coûte que coûte la démasquer, que nous devons montrer les indépendants sous leur vrai jour et faire savoir qu'ils ont rompu tout lien avec le parti. Le plénum a accompli un immense pas en avant sur cette voie ; aussi étonnante que la chose puisse paraître au premier abord, c'est justement l'accord (hypocrite ou inconscient) de Martov et de Martynov, ce sont justement les concessions maximum, excessives même, qui leur ont été faites, qui ont contribué à crever l'abcès du liquidationnisme, l'abcès de l'« indépendantisme » qui s'était formé dans notre parti. Il n'est aucun social-démocrate de bonne foi, aucun membre du parti, quelle que soit la fraction avec laquelle il sympathise, qui puisse actuellement nier que le groupe de Mikhaïl et Cie, que le groupe de Potressov et Cie, soient des *indépendants*, qu'ils ne reconnaissent pas en fait le parti, qu'ils ne veulent pas de lui, qu'ils travaillent contre lui.

La rapidité ou la lenteur avec laquelle s'accomplira ce processus de scission des indépendants et leur constitution en un parti distinct, relèvent, bien sûr, de nombreux facteurs et circonstances dont il est impossible de tenir compte. Les socialistes-populistes possédaient leur propre groupe dès avant la révolution, et la dissociation de ce groupe, qui s'était temporairement et incomplètement rapproché des socialistes-révolutionnaires, avait été chose particulièrement aisée. Nos indépendants ont encore leurs traditions personnelles, des liens qui les unissent au parti et qui freinent le processus de scission ; cependant, ces traditions vont en s'affaiblissant, et, par surcroît, la révolution et la contre-révolution poussent en avant des hommes nouveaux, libres de traditions révolutionnaires et du parti. Au contraire, l'atmosphère environnante, saturée de l'esprit des *Viékhi*, pousse à l'« indépendantisme », sur un rythme accéléré, une intelligentsia dépourvue de caractère. La « vieille » génération des révolutionnaires quitte la scène ; Stolypine traque par tous les moyens les représentants de cette génération, dont la plupart ont dévoilé tous leurs pseudonymes et toute leur conspiration au moment des journées de liberté, au moment de la révolution. La prison, l'exil, le bagne, l'émigration accroissent sans cesse le nombre de ceux qui sortent du rang, tandis que la nouvelle génération progresse lentement. Chez les intellectuels, surtout chez ceux qui se sont « casés » dans telle ou telle activité légale, on voit se développer un scepticisme total envers le parti illégal, un refus de gâcher des forces dans un travail particulièrement difficile et particulièrement ingrat dans les temps actuels. « Les amis se reconnaissent dans l'infortune », et la classe ouvrière qui traverse de dures années d'une poussée exercée à la fois par les forces anciennes et nouvelles de la contre-révolution, verra infailliblement se détacher d'elle un nombre considérable d'intellectuels « amis d'un jour », amis du temps de fête, amis du temps de la révolution seulement, — amis qui furent des révolutionnaires à l'époque de la révolution, mais qui se laissent aller au découragement en périrde de déclin et sont prêts à déclarer la «lutte pour la légalité» dès les premiers succès de la contre-révolution.

Dans un certain nombre de pays européens, les forces

contre-révolutionnaires ont réussi à éliminer complètement les débris des organisations révolutionnaires et socialistes du prolétariat après 1848, par exemple. L'intellectuel bourgeois qui, dans sa jeunesse, s'était rapproché de la social-démocratie, est enclin à renoncer à tout, en vertu de sa psychologie philistine : ce qui fut sera ; défendre l'ancienne organisation illégale est une entreprise désespérée ; à plus forte raison en constituer une nouvelle ; d'une manière générale, nous avons « exagéré » les forces du prolétariat dans la révolution bourgeoise, nous avons eu le tort d'attribuer au rôle du prolétariat une valeur « universelle ». Toutes ces élucubrations du *Mouvement social* renégat incitent directement ou indirectement à renier le parti illégal. Une fois sur la pente, l'indépendant ne voit pas qu'il glisse de plus en plus bas, ne voit pas qu'il fait équipe avec Stolypine : Stolypine démantèle le parti illégal en mettant en jeu la force physique, la police, la potence et le bagne ; les libéraux font exactement la même chose en propageant ouvertement les idées des *Viékhi* ; les indépendants parmi les social-démocrates y contribuent indirectement en criant à sa « nécrose », en refusant de lui venir en aide, en justifiant ceux qui l'abandonnent (cf. la lettre des seize, dans le n° 19-20 du *Goloss*). Une descente par palier.

Nous ne nous dissimulons pas que la lutte pour le parti deviendra pour nous d'autant plus dure que se prolongera davantage la période de contre-révolution. Que les membres du parti ne minimisent pas le danger, qu'ils le regardent bien en face, c'est ce que montre, par exemple, l'article du camarade K. dans le n° 13 de l'Organe central. Néanmoins, la reconnaissance formelle et directe de la faiblesse du parti, du déclin des organisations et de la difficulté de la situation ne suscite pas chez le camarade K. — pas plus, d'ailleurs, que chez aucun des pro-parti —, la moindre hésitation sur la question de savoir si le parti présente quelque utilité, s'il y a lieu de travailler à sa reconstruction. Plus notre situation devient difficile, plus s'accroît le nombre de nos ennemis — avant-hier s'y sont joints les adeptes des *Viékhi*, hier ce fut le tour des socialistes-populistes, aujourd'hui, c'est celui des social-démocrates indépendants —, plus les social-démocrates resserreront les rangs, sans distinction de nuances, afin d'assurer la défense du parti. Beaucoup de

social-démocrates que pouvait diviser la question de savoir comment mener à l'assaut les masses animées par l'esprit révolutionnaire et la foi dans la social-démocratie ne pourront pas ne pas se rallier sur la question de savoir s'il y a obligatoirement lieu de lutter pour le maintien et le renforcement du parti ouvrier social-démocrate illégal créé au cours des années 1895-1910.

En ce qui concerne le *Goloss* et ses adeptes, on peut dire qu'ils ont remarquablement confirmé ce qu'avait exprimé, à leur endroit, la résolution de la rédaction élargie du *Prolétari*, l'an dernier au mois de juin. « Dans le camp menchevique du parti — déclare cette résolution (cf. le Supplément au n° 46 du *Prolétari*, p. 6) —, l'organe officiel de la fraction, le *Goloss Sotsial-Démokrata*, étant entièrement aux mains des mencheviks-liquidateurs, une minorité de la fraction, ayant fait jusqu'au bout l'expérience de la voie de la liquidation, commence à protester contre cette voie et cherche à replacer son activité sur un terrain de parti *... » Pour aller jusqu'au « terme » de la voie liquidatrice, la distance était plus grande que nous ne le pensions alors, mais depuis, les faits ont démontré la justesse de l'idée fondamentale contenue dans la citation ci-dessus. En particulier, la formule « accaparé par les liquidateurs » s'est trouvée confirmée en ce qui concerne le *Goloss Sotsial-Démokrata*. Il s'agit, bien précisément, de prisonniers des liquidateurs, qui n'osent ni défendre ouvertement ce courant ni s'insurger directement contre lui, même les résolutions qu'ils ont adoptées à l'unanimité au plénum ne sont pas celles d'individus libres, mais celles de prisonniers, qui ont reçu de leurs « gardiens » une permission pour un temps très court, et qui ont retrouvé leur servitude dès le lendemain du plénum. N'étant pas en situation de défendre la tendance liquidatrice, ils ont insisté, de toutes leurs forces, sur tous les obstacles possibles (tous imaginaires) qui n'étaient pas liés aux questions de principe, mais qui les empêchaient de renier le liquidationnisme. Et lorsque tous ces « obstacles » eurent été écartés, lorsqu'on eut satisfait tous leurs desiderata accessoires, d'ordre personnel, organisationnel, financier ou

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, p. 479. (*N.R.*)

autre, ils ont « voté », contre leur volonté, pour l'abandon du courant liquidateur. Les pauvres ! Ils ignoraient que, pendant ce temps, le manifeste des seize était déjà en route pour Paris, ils ne savaient pas que le groupe de Mikhaïl et Cie, le groupe de Potressov et Cie, avaient renforcé leur défense du liquidationnisme. Alors, docilement, à la suite des seize, de Mikhaïl, de Potressov, ils se sont de nouveau tournés vers le liquidationnisme !

Le crime majeur de ces « conciliateurs » veules, dans le genre d'Ionov et de Trotski, qui défendent ou justifient ces gens, consiste dans ce fait qu'ils causent leur perdition en accentuant leur dépendance envers le liquidationnisme. Alors qu'une intervention catégorique de tous les social-démocrates non fractionnistes contre Mikhaïl et Cie, contre Potressov et Cie (*voilà* des groupes, assurément, que ni Trotski ni Ionov n'osent défendre), alors qu'une telle intervention aurait pu avoir pour effet de ramener au parti tel ou tel des adeptes du *Goloss* prisonniers du liquidationnisme, — les minauderies et les simagrées des « conciliateurs », loin de réconcilier le parti avec les liquidateurs, ne font que donner aux adeptes du *Goloss* des « espérances insensées ».

Il n'est d'ailleurs pas douteux que ces simagrées et ces minauderies puissent également être expliquées, dans une grande mesure, par une simple inintelligence de la situation. Seule cette incompréhension peut inciter le camarade Ionov à se borner à la question de l'insertion ou de la non-insertion de l'article de Martov, peut inciter les adeptes viennois de Trotski à ramener la question à celles des « conflits » existant à l'Organe central. L'article de Martov (« Sur la bonne voie »... qui mène au liquidationnisme) aussi bien que les conflits à l'intérieur de l'Organe central ne sont que des épisodes particuliers qu'il est impossible de comprendre si on les détache du tout auquel ils appartiennent. C'est ainsi que l'article de Martov nous a clairement montré, à nous qui avons étudié, une année durant, toutes les nuances du courant liquidateur et du golossisme, que *Martov a changé d'orientation* (ou qu'il a été poussé à le faire). *Il est impossible* que ce seul et même Martov ait signé la « Lettre » du Comité central relative à la conférence et qu'il ait également écrit l'article : « Sur la bonne voie ». En détachant l'article de Martov de la succession des événements,

en le détachant de la « Lettre » au Comité central qui l'avait précédé, du n° 19-20 du *Goloss* qui l'a suivi, du manifeste des seize, des articles de Dan (« La lutte pour la légalité »), de Potressov et du *Vozrojdénié*, en isolant aussi de cet ensemble d'événements les « conflits » survenus au Comité central, Trotski et Ionov se privent de la possibilité de comprendre ce qui se passe *. Et, inversement, tout devient parfaitement compréhensible dès l'instant où l'on a centré son attention sur *ce qui réside à la base de tout*, à savoir : le regroupement définitif des indépendants russes et leur rupture définitive avec l'« utopie réactionnaire » qu'est la reconstitution et la consolidation du parti illégal.

7. LE MENCHEVISME PRO-PARTI ET SON ANALYSE

La dernière question que nous devons examiner pour élucider la « crise d'unification » que traverse notre parti a trait à ce que l'on appelle le menchevisme pro-parti et à la façon dont il convient d'analyser la signification de ce menchevisme.

Les conceptions des non-fractionnistes — ou mieux, qui souhaitent qu'on les considère comme tels — Ionov et Trotski (n° 12 de la *Pravda* et résolution de Vienne) sont extrêmement caractéristiques sous ce rapport. Trotski veut ignorer obstinément le menchevisme pro-parti — comme l'indiquait déjà le n° 13 de l'Organe central ** —, tandis qu'Ionov trahit la pensée « intime » de son compagnon d'idées en déclarant que la signification des interventions du « camarade Plékhanov » (Ionov veut ignorer les autres mencheviks pro-parti) « se ramène à « étayer » la lutte fractionnelle des bolcheviks, à une propagande en faveur de la « proclamation de la loi martiale dans le parti ».

---

* Considérez encore, à titre d'exemple, la « théorie de l'égalité en droits » des isolés légaux du parti illégal. N'est-il pas évident *après* les interventions de Mikhaïl et Cie, de Potressov et Cie, que le sens et la signification de cette théorie, c'est la reconnaissance du groupe des indépendants-légalistes et la subordination du parti à ce groupe ?

** Voir le présent tome, pp. 196-198. (*N.R.*)

Le caractère erroné de cette position de Trotski et d'Ionov aurait dû leur sauter aux yeux, ne serait-ce que parce qu'elle est démentie par les faits. D'après le n° 13 de l'Organe central, dans sept, au moins, des groupes étrangers qui collaborent avec le parti (à Paris, Genève, Berne, Zurich, Liège, Nice et San Remo), on a vu s'insurger contre le *Goloss* des plékhanovistes, ou, plus exactement, des mencheviks pro-parti, qui réclamaient la suspension de ce périodique, en montrant le caractère liquidateur de la position idéologique adoptée par lui dans son n° 19-20. Une évolution analogue est en train de se produire, quoique d'une manière peut-être moins apparente, parmi les militants de Russie. Garder le silence sur ces faits est chose ridicule. Essayer, malgré leur existence, de présenter la lutte de Plékhanov contre les tenants du *Goloss* comme une lutte « fractionnelle » de publicistes, signifie — *objectivement* — qu'on embrasse, contre le parti, la cause du groupe des indépendants-légalistes.

La thèse, nettement erronée et indéfendable, qu'ont adoptée les « conciliateurs » en question, aurait dû leur ouvrir les yeux sur la fausseté de leur point de départ, selon lequel la signification politique de l'unification au plénum aurait consisté dans l'accord avec « des personnes, des groupes et des institutions déterminés ». Il ne faut pas se laisser tromper par les formes externes des événements du parti et de leurs particularités, il faut savoir apprécier la signification idéologique et politique de ce qui se passe. A en juger par les apparences, un accord a été conclu avec les quidams du *Goloss*. En fait, la condition essentielle de cet accord était l'adoption, par les adeptes du *Goloss*, de la position de Plékhanov : c'est ce qui ressort clairement de l'analyse, faite plus haut, de la résolution relative à la situation dans le parti *. A en juger par les apparences, ce

* Sur les quatre mencheviks membres du Comité central qui étaient présents au plénum, deux ont tenté l'impossible pour faire en sorte que les adeptes du *Goloss*, après avoir bénéficié des concessions maximum, adoptent, en fait, la position de Plékhanov. Cela ne signifie pas que ces deux mencheviks fussent des pro-parti convaincus, qu'ils fussent assurés de ne point revenir à la tendance du *Goloss*. Cela signifie que le menchevisme en était pris à un moment où il ne lui était pas encore possible *d'abandonner* l'attitude pro-parti.

sont les adeptes du *Goloss* justement qui se sont trouvés être les représentants du menchevisme dans le parti, si l'on en juge, par exemple, par la composition de l'Organe central. En fait, l'Organe central a commencé à se transformer après le plénum en un organe où « collaboraient » bolcheviks du parti et plékhanovistes, face à l'opposition complète des gens du *Goloss*. Il en résulta un zigzag dans le développement de l'unification du parti : au début, on obtint comme une sorte de mixture conciliatrice, sans définition bien déterminée de la base idéologique de l'unification ; mais par la suite, la logique des tendances politiques parvint à prendre le dessus, et la décantation des indépendants se trouva accélérée par l'octroi aux hommes du *Goloss* de concessions maximum lors du plénum.

Lorsque j'ai entendu au plénum et lu dans le *Goloss* (n° 19-20, p. 18) les attaques délirantes portées contre le mot d'ordre : « accord des fractions fortes pour lutter contre les liquidateurs de droite et de gauche » (ce mot d'ordre est donné par le *Goloss* entre guillemets, mais, pour on ne sait quelle raison, il n'est pas dit ouvertement que je l'ai défendu avant le plénum et au plénum), je me suis alors dit en moi-même : « abwarten ! », « wait and see » (qui vivra verra !). Patience, messieurs du *Goloss*, car vous voulez régler les comptes « en l'absence du patron » : il ne s'agit pas du fait que le plénum a donné à tous la possibilité de participer à l'accord, et non pas exclusivement aux fractions « fortes », à celles qui sont fortes par leur position idéologique et politique. Il s'agit de savoir si vos «patrons», c'est-à-dire les groupes d'indépendants-légalistes, permettront de transformer cette possibilité en réalité.

Quelques mois se sont écoulés, et seuls des aveugles peuvent ne pas voir maintenant qu'en fait c'est justement l'«accord des fractions fortes» qui mène au parti unifié, qui le pousse de l'avant «à travers tous les obstacles». Il doit en être ainsi, il ne peut qu'en être ainsi étant donné le rapport réel des forces dans le parti. Il ne fait aucun doute que dans un avenir immédiat ou bien toutes les institutions dirigeantes du parti seront formellement reconstruites de façon à traduire cet accord, ou bien la vie du parti et son unification se feront momentanément en dehors de ses institutions dirigeantes.

Certes, qualifier de «fraction forte» les mencheviks proparti peut sembler étrange au premier abord, car au moment actuel ce sont les gens du *Goloss* qui sont sans doute les plus forts, tout au moins à l'étranger. Mais nous autres, social-démocrates, nous ne jugeons pas de la force sur la façon dont s'expriment les groupes de l'étranger, dont se regroupent les écrivains mencheviques, nous en jugeons sur la position adoptée, selon que nous la voyons objectivement juste ou condamnée par la logique de la situation politique à être subordonnée aux «indépendants». Dans les années 1898-1900, les gens du *Rabotchéïé Diélo* étaient plus forts que ceux de l'*Iskra* aussi bien à l'étranger qu'en Russie, et, cependant, ils ne constituaient pas une « fraction forte ».

Maintenant, alors que les adeptes du *Goloss* ont mobilisé toutes leurs forces contre Plékhanov et ont rassemblé, contre lui, toutes leurs auges remplies d'ordures — y compris M. Potressov et les souvenirs de l'« offense » faite à Martov au cours des années *1901-1903* (sic !) —, maintenant leur impuissance devient particulièrement évidente. Axelrod et Cie avaient déjà pris un retard politique impossible à rattraper, quand ils éditèrent en avril, à l'étranger, leur recueil d'injures contre Plékhanov, alors qu'en Russie, la *Nacha Zaria* de février et le *Vozrojdénié* de mars avaient posé le problème sur un tout autre plan, alors que Plékhanov, dans le n° 13 de l'Organe central, était déjà passé de l'histoire de ses heurts avec les gens du *Goloss* à la lutte contre leur politique actuelle. Ces derniers se démènent de façon tout aussi impuissante, en évoquant de vieilles « offenses » (remontant jusqu'à 1901 !), que les gens du « Vpériod », qui continuent à en appeler aux bonnes âmes pour qu'on les protège du Centre bolchevique.

Et voyez comme nos « offensés » se trahissent de plus en plus en se démenant comme des possédés, en 1910, à la seule pensée d'un accord « Lénine-Plékhanov » (selon leur terminologie !), comme le faisait, il y a un an, Maximov, pour la même raison. Tout comme Maximov, les adeptes du *Goloss* s'efforcent de présenter la chose comme s'il s'agissait presque d'un accord personnel « entre Lénine et Plékhanov », les actes de ce dernier étant interprétés comme un « caprice insensé » (p. 16 du *Complément indispensable*), comme une « transformation de Saul en Paul », un

« papillonnage », etc., etc. Martov rappelant les « *cinq années d'activités* » (ibid.) de Plékhanov dans le rôle de menchevik se met en quatre pour le compromettre (après coup) en raison de ce papillonnage, sans se rendre compte qu'en agissant ainsi, c'est lui-même qu'il couvre principalement de boue.

Dans ce même *Complément indispensable*, la rédaction collective du *Goloss* nous assure (p. 32) que Plékhanov eut de la « grandeur » précisément au cours des cinq années en question (1904-1908). Considérez ce qui en résulte. Les mencheviks reconnaissent de la « grandeur » à Plékhanov, non pas pour les 20 années de son activité (comprises entre 1883 et 1903), époque où il était fidèle à lui-même, où il n'était ni un menchevik ni un bolchevik, mais seulement le fondateur de la social-démocratie ; ils lui reconnaissent de la « grandeur » justement durant les cinq années, où, de l'aveu des mencheviks eux-mêmes, il « papillonnait », c'est-à-dire qu'il ne s'en tenait pas rigoureusement à la ligne menchevique. Il en résulte donc que sa « grandeur » a consisté dans le fait qu'il ne s'est pas enlisé entièrement dans le marais du menchevisme.

Or, précisément, ces cinq années d'histoire menchevique qu'Axelrod et Martov ont rappelées à leur propre détriment, contiennent une série de faits qui permettent d'*expliquer* la scission des mencheviks par des causes qui n'ont rien à voir avec les mesquines considérations personnelles sur lesquelles insiste Martov.

Plékhanov coopte Axelrod et Martov en 1903, déclarant, dans son article intitulé « Ce qu'il ne faut pas faire », paru dans le n° 52 de l'*Iskra*, qu'il désire *manœuvrer avec les opportunistes* et les *corriger* au moyen de ces manœuvres. Ce faisant, il en arrive à attaquer les bolcheviks de la manière la plus violente. Fin 1904, il essaie de tirer d'affaire Axelrod qui, de toute évidence, a glissé vers le libéralisme (« Plan de campagne des zemstvos »), mais il s'y prend de telle manière qu'il ne dit pas un mot de perles aussi splendides que celle qui consiste à voir, dans les manifestations qui se sont déroulées devant les membres des zemstvos des « démonstrations d'un type supérieur » (dans la brochure intitulée « Lettre au Comité central », publiée à l'usage *exclusif* des membres du parti). Au printemps 1905,

Plékhanov comprend qu'il n'y a rien à espérer des « manœuvres » en question et quitte les mencheviks ; il fonde alors ses *Cahiers*, prône l'alliance avec les bolcheviks. Le n° 3 des *Cahiers* (novembre 1905) n'a plus rien de menchevique.

Après avoir perdu un an et demi environ à manœuvrer avec les opportunistes à l'intérieur du parti (de la fin 1903 au printemps 1905), Plékhanov, au début de 1906 et dans le courant de l'année 1907, entreprend de *manœuvrer* avec les cadets. Ce faisant, il en arrive à des extrémités opportunistes qui dépassent de beaucoup celles des autres mencheviks. Mais lorsque lui qui avait prôné les « manœuvres » à l'époque de la Ire Douma, après sa dissolution propose dans le n° 6 des *Cahiers* un accord des partis révolutionnaires en vue de lutter pour une Assemblée constituante, alors le *Prolétari* (n° 2, 29 août 1906, article intitulé « Une tactique hésitante ») remarque immédiatement qu'il s'agit d'une position qui n'a absolument rien de menchevique *.

S'il faut en croire le récit de Tchérévanine cité déjà par moi dans la préface du recueil *En douze ans*, Plékhanov combattrait au Congrès de Londres du printemps 1907, contre *l'anarchisme sur le plan de l'organisation* des mencheviks ** . Il lui faut un « congrès ouvrier » en tant que manœuvre *pour* le développement du parti, et non *contre* le parti. Dans la seconde moitié de l'année 1907, nous dit Martov dans le *Complément indispensable*, Plékhanov « se vit dans l'obligation de verser des flots d'éloquence » pour faire admettre la nécessité d'un organe illégal (c'est-à-dire pro-parti) des mencheviks, contre l'opinion d'Axelrod (qui, visiblement, avait une préférence pour les organes légaux, c'est-à-dire en fait, non pro-parti). En 1908, le conflit à propos de l'article de Potressov sert de prétexte à Plékhanov pour rompre avec les liquidateurs.

Que veulent dire tous ces faits ? Ils veulent dire que la scission actuelle des mencheviks n'est pas accidentelle mais bien inévitable. Les « manœuvres » ne sauraient absoudre celui qui a commis des fautes en leur nom et je ne

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, pp. 179-183. (*N.R.*)

** *Ibid.*, t. 13, pp. 95-115 (*N.R.*)

retire rien de ce que j'ai écrit à propos des erreurs de Plékhanov. Mais ces « manœuvres » *expliquent* pourquoi certains mencheviks peuvent *facilement* rejoindre les indépendants, alors que, pour d'autres, c'est *difficile* ou même impossible. Le social-démocrate qui, par ses manœuvres entraîne dans le sillage des cadets la classe ouvrière, lui cause un non moindre préjudice que celui qui agit ainsi en vertu d'un penchant immanent pour l'opportunisme. Seulement, le premier saura, pourra, aura le temps de s'arrêter, alors que le second tombera dans le précipice. Un proverbe russe dit : forcez tel homme à prier Dieu et il se brisera le front. Plékhanov aurait pu dire : forcez Potressov et Dan à tourner à droite par manœuvre, et ils le feront par principe.

Ce à quoi se sont arrêtés certains mencheviks justifie pleinement leur appellation de « mencheviks pro-parti ». Ils se sont arrêtés à la lutte pour le parti, c'est-à-dire contre les indépendants-légalistes. Voilà la question simple et claire que M. Potressov et la rédaction du *Goloss Sotsial-Démokrata* s'efforcent en vain d'éluder dans le *Complément indispensable*.

Engels lui aussi a lutté contre la S.D.F. * (les social-démocrates anglais), essaie d'expliquer Potressov (p. 24). Pure sophisme, cher ami. Engels œuvrait au redressement du parti [120] ; mais, vous, vous n'indiquez pas comment réaliser ce redressement, vous ne dites même pas franchement si, à l'heure actuelle, le parti social-démocrate illégal a sa raison d'être, si le P.O.S.D.R. est utile ou non. Devant Stolypine, vous dites que *non* (*Nacha Zaria*) ; devant les membres du parti, dans la presse illégale, vous *n'osez pas* vous exprimer de la sorte, vous louvoyez et vous tournicotez.

« Lénine-Plékhanov préconisent la guerre contre les nouvelles formes du mouvement ouvrier » (p. 31) ; « nous *prenons comme point de départ* la situation, les conditions et les requêtes du mouvement authentiquement ouvrier » (p. 32), assure la rédaction. Pur sophisme, cher ami. Vous avez vous-mêmes reconnu que le plénum a *tout* fait pour reconnaître ces formes nouvelles, et les bolcheviks eux-mêmes en *ont donné la preuve* par la lutte qu'ils ont menée *avant* le plénum. Ce qui cause notre désaccord, ce n'est pas la

* Social-Démocratic Federation. (*N.R.*)

question de savoir si des « formes nouvelles » sont nécessaires, s'il y a lieu de faire un travail légal, s'il convient de fonder des sociétés légales, non, ce n'est absolument pas pour cela que nous ne sommes pas d'accord. Nous sommes en désaccord sur la question de savoir si on peut permettre aux légalistes qui accomplissent pareil travail, le groupe Mikhaïl et Cie, le groupe de Potressov et Cie, par exemple, de se considérer comme des social-démocrates, *en étant indépendants du parti des social-démocrates*, ou si, au contraire, les pro-parti social-démocrates sont *obligés* de reconnaître le parti, de prôner sa nécessité, de travailler en son sein, de contribuer à son organisation, de fonder des cellules illégales partout et dans toutes les associations pour établir des relations régulières avec le parti, etc. Et vous comprenez parfaitement que nous divergeons *actuellement* — après le plénum —, à cause de cela *uniquement*.

Cet effort que nous accomplissons afin de nous rapprocher des mencheviks pro-parti, afin de nous mettre d'accord pour lutter ensemble en faveur du parti et contre les indépendants, les adeptes du *Goloss* tentent de le présenter comme une alliance personnelle « Lénine-Plékhanov ». Ils abreuvent d'injures l'auteur de l'article contre Potressov, publié dans le n° 47-48 du *Prolétari*, en raison de son ton de « courtisan flatteur », « qui spécule sur l'accord » avec Plékhanov.

Je prends cet article et je lis, page 7 :

« Il est certain que toutes les erreurs qu'a commises Plékhanov au moment de la révolution découlent justement du fait qu'il ne s'est *pas* tenu à la ligne qu'il avait lui-même suivie dans la vieille *Iskra* »

Que les lecteurs jugent et ce qui est le plus proche de la « flatterie », et de la « spéculation » : est-ce l'indication nette de ce que les mencheviks considèrent comme une faute de Plékhanov ou est-ce le fait de parler de la « grandeur » de Plékhanov à propos justement du moment où il était un menchevik et où il « papillonnait », selon l'expression des mencheviks eux-mêmes.

« Plékhanov sera à nos côtés », écrit la rédaction du *Goloss Sotsial-Démokrata*, quand « on verra revenir le temps des actions politiques *responsables* (les italiques appartiennent au *Goloss*) (p. 32 du *Complément indispensable*).

C'est là de l'analphabétisme politique, mais pour ce

qui est de la « spéculation », c'est assez clair. C'est de l'analphabétisme, parce que l'époque *actuelle* comporte justement, pour les anciens chefs, *cent fois*, plus de *responsabilités* politiques que l'époque de lutte ouverte, où la masse trouve bien plus facilement elle-même sa voie. C'est clair pour ce qui est de la spéculation, parce qu'on est prêt à reconnaître en Plékhanov un menchevik, dès qu'il aura recommencé à « manœuvrer ».

Nous nous étonnons de ce que les gens du *Goloss* ne comprennent pas la signification que prennent de semblables sorties de leur part mises en regard, par exemple, de la phrase suivante d'Axelrod : « Nous n'avons pas voulu nous abaisser » (devant Plékhanov) « au rôle de larbins obséquieux » (p. 19). Or justement, vous vous comportez comme cette *espèce de gens* à laquelle cette phrase fait allusion. Votre attitude envers Plékhanov correspond précisément à la « formule » de *ces* gens : « fais ami-ami, ou gare à ta mâchoire ».

Cinq années durant, vous avez demandé qu'on fasse « ami-ami » ; maintenant, sur 32 pages grand format, vous frappez « à la mâchoire », annonçant à la page 32 vos « bonnes dispositions » : nous sommes prêts à le considérer de nouveau comme menchevik, et faire « ami-ami ».

En ce qui nous concerne, nous sommes en droit de déclarer qu'à l'époque où il « papillonnait », Plékhanov ne fut jamais un bolchevik. Nous ne pensons pas qu'il soit un bolchevik et jamais nous ne le considérerons comme tel. Par contre, nous le considérons comme un menchevik *pro-parti*, de même que n'importe quel menchevik capable de s'insurger contre le groupe des indépendants-légalistes et de lutter contre lui jusqu'au bout. Dans les temps difficiles que nous vivons, alors que l'ordre du jour prescrit la lutte pour le marxisme sur le terrain théorique et la lutte pour le parti sur le terrain pratique du mouvement ouvrier, nous pensons qu'il est du devoir de tous les bolcheviks de faire leur possible pour se rapprocher de semblables social-démocrates.

8. CONCLUSION. LA PLATE-FORME DES BOLCHEVIKS

La conférence du parti prévue par le plénum ne peut pas et ne doit pas se borner à l'ordre du jour élaboré par le

plénum pour le cas où tous les mencheviks adopteraient une position pro-parti. Ce résultat n'a pas été atteint et il ne nous sied point de jouer à cache-cache avec soi-même.

Le mot d'ordre qui doit présider aux élections à cette conférence, à sa convocation et à sa préparation doit être celui de la *cohésion des pro-parti* dans la lutte contre le groupe des indépendants-légalistes. Conformément à cette tâche et compte tenu de la position antiparti des gens du *Goloss*, nous devons opérer une reconstruction radicale de tous les organismes directeurs du parti, afin qu'ils s'occupent non plus des chicaneries que suscite ou suscitera désormais à leur intention chaque partisan du *Goloss*, mais qu'ils se consacrent au *travail réel de construction du parti*. Les gens du *Goloss* ne veulent pas participer à cette œuvre, ce qu'ils veulent, c'est aider secrètement le groupe des indépendants-légalistes.

Telle doit être la plate-forme des bolcheviks pour cette conférence. Construire le parti conformément aux résolutions de décembre (1908), conformément à leur esprit. Poursuivre l'œuvre du plénum, après avoir apporté à ses résolutions les amendements dont nous avons parlé plus haut et qu'impose le cours des événements, d'après le plénum. Concentrer tous les efforts sur l'utilisation systématique, opiniâtre et totale de toutes les ressources légales possibles, afin de rassembler les forces du prolétariat, afin de l'aider à se grouper et à serrer ses rangs, à s'instruire pour le combat et à déployer ses ailes ; avec la même opiniâtreté, restaurer, en apprenant à les adapter aux conditions nouvelles, les cellules illégales, les organisations illégales purement pro-parti et, au tout premier chef, les organisations purement prolétariennes, qui, seules, sont capables d'orienter tout le travail dans les organisations légales, de le pénétrer de l'esprit révolutionnaire social-démocrate, de mener une lutte impitoyable contre les renégats et les indépendants-légalistes, de préparer le moment où notre parti, notre P.O.S.D.R. ayant conservé toutes les traditions de la révolution et des grandes victoires prolétariennes de 1905, ayant renforcé et agrandi l'armée prolétarienne du parti, conduira cette armée vers de nouveaux combats et vers de nouvelles victoires.

POUR LE NUMÉRO COMMÉMORATIF DE *ZIHNA* [121]

Lorsque le camarade délégué par le Comité central de la social-démocratie de Lettonie eut exposé, dans son rapport à la séance plénière du Comité central du P.O.S.D.R., où en était le travail au sein de la social-démocratie de Lettonie (un résumé de ce compte rendu a été publié dans le n° 12 de l'Organe central de notre parti), nous avons eu l'impression que la social-démocratie lettonne se développait sainement, très « normalement », malgré les temps difficiles que nous vivons. Ce qui avait créé cette impression, c'était le fait qu'en Lettonie, la social-démocratie de composition très prolétarienne et dirigée principalement par les ouvriers eux-mêmes, a déjà effectué le passage, exigé par les circonstances objectives, à l'élaboration d'une tactique particulière et à la solution des problèmes d'organisation posés par la prolongation de la période contre-révolutionnaire. Au moment de la révolution, le prolétariat et la social-démocratie de Lettonie ont occupé une place de premier *ordre*, l'une des plus en vue, dans la lutte contre l'autocratie et contre toutes les forces de l'ancien régime. A propos, il n'est pas sans intérêt d'observer que, d'après les statistiques officielles des grèves de l'année 1905 (publiées par le ministère de l'Industrie et du Commerce [122]), la province de Livonie occupe la première place du point de vue de l'intensité du mouvement gréviste prolétarien. En 1905, on comptait seulement, dans la province de Livonie, un total de 53 917 ouvriers d'usines et de fabriques, alors que le nombre des grévistes a été de 268 567, c'est-à-dire presque cinq fois plus (4,98 exactement) ! Chaque ouvrier de la province de Livonie s'est donc mis en grève cette année-là

5 fois en moyenne. Après la province de Livonie viennent la province de Bakou, où chaque ouvrier s'est mis en grève, 4,56 fois, celle de Tiflis, avec 4,49 fois, celle de Piotrokow, avec 4,38 fois, et celle de Pétersbourg, avec 4,19 fois. Dans la province de Moscou, on a dénombré, en 1905, 276 563 grévistes, c'est-à-dire un peu plus qu'en Livonie, alors que le nombre total des ouvriers de fabriques et d'usines est 5 fois supérieur, dans la province de Moscou, à celui de la province de Livonie (285 769 contre 53 917). On voit par là combien plus de conscience, d'unanimité et d'allant révolutionnaire il y a eu dans l'action du prolétariat letton. Mais il est connu également que son rôle directeur d'avant-garde dans l'offensive contre l'absolutisme ne s'est pas borné à un mouvement de grèves : le prolétariat letton a pris l'avant-garde de l'insurrection armée, il a, plus que tout autre, contribué à faire passer ce mouvement au degré supérieur, c'est-à-dire à l'insurrection. Plus que tout autre, il a entraîné le prolétariat rural et la paysannerie de Lettonie dans la grande lutte révolutionnaire menée contre le tsarisme et les propriétaires fonciers.

Figurant, au moment de la révolution, parmi les éléments avancés de la social-démocratie de Russie, le parti ouvrier letton a conservé sa position pendant la dure période de la contre-révolution. Le compte rendu ci-dessus mentionné nous apprend qu'au sein de la social-démocratie lettonne, on n'a observé aucun mouvement particulier provenant d'un emballement pour la phraséologie révolutionnaire (comme c'est le cas pour nos « otzovistes ») ou bien d'une passion pour les possibilités légales (comme c'est le cas pour nos *liquidateurs*, qui refusent de reconnaître le parti illégal et renoncent à résoudre les problèmes posés par la reconstruction et la consolidation du P.O.S.D.R.). Les ouvriers social-démocrates lettons ont su conduire leur travail en utilisant toutes les possibilités d'action légale : associations légales, diverses sociétés ouvrières, tribune de la Douma, etc. ; ce que faisant, ils n'ont aucunement procédé à la « liquidation » du parti social-démocrate révolutionnaire mais, au contraire, ils ont conservé partout les cellules ouvrières illégales du parti, qui défendront et développeront les traditions de la grande lutte révolutionnaire, préparant inlassablement et fermement, dans les jeunes géné-

rations ouvrières, des masses toujours plus considérables et conscientes de combattants.

Sans doute, parmi les causes auxquelles il convient d'attribuer les succès de la social-démocratie lettonne, y a-t-il lieu de faire figurer au premier chef le développement considérable pris par le capitalisme, aussi bien en ville qu'à la campagne, la netteté remarquable des antagonismes de classes, antagonismes rendus plus sensibles encore du fait de l'oppression nationale, et, enfin, faut-il signaler la forte concentration de la population lettonne et son développement culturel d'un niveau supérieur. A tous ces égards, le milieu dans lequel la classe ouvrière russe doit se développer et agir est singulièrement moins évolué. C'est cet état de sous-développement qui a engendré la très grave crise qui sévit actuellement dans la fraction russe du P.O.S.D.R. Les intellectuels petits-bourgeois jouent un rôle considérable dans notre mouvement, apportant à la fois des éléments positifs et des éléments négatifs : en même temps qu'une mise au point des questions de théorie et de tactique, ils offrent une « élaboration » de chaque déviation par rapport à la voie social-démocrate ce qui conduit à une « tendance » particulière comme, par exemple, l'« otzovisme » et le « liquidationnisme ».

Nous nous permettons de formuler l'espoir que la social-démocratie lettonne, qui peut légitimement être fière de ses succès, ne se montrera pas dédaigneuse au point de se désintéresser des maux dont souffre le P.O.S.D.R.

Plus le prolétariat est conscient, plus il a une représentation claire de ses buts social-démocrates, plus il mettra d'énergie dans sa lutte contre les perversions petites-bourgeoises dans le mouvement ouvrier et plus il a à cœur de délivrer ses camarades ouvriers moins évolués de l'emprise de l'opportunisme petit-bourgeois.

La tendance liquidatrice au P.O.S.D.R. est un produit des rapports petits-bourgeois existants de Russie. La bourgeoisie libérale est unanime à prendre parti contre la révolution, elle ne veut pas l'accepter, elle maudit la tactique employée en 1905, qui, à l'en croire, a été « sanglante et stérile », elle se met à plat ventre devant les détenteurs de l'autorité, elle engage le peuple à s'en tenir exclusivement à des procédés *légaux* de lutte. Et les intellectuels petits-

bourgeois de notre parti succombent à l'influence du libéralisme contre-révolutionnaire. On est en train de publier une histoire de la révolution en cinq volumes (*Le Mouvement social en Russie au début du XX^e siècle*, que rédigent Maslov, Martov et Potressov), et dans cet ouvrage, on expose en réalité une doctrine de renégats, selon lequel le prolétariat aurait « surestimé » ses forces, « sous-estimé » celles de la bourgeoisie et ainsi de suite. En fait, les masses prolétariennes ont sous-estimé la trahison de la bourgeoisie, ont surestimé les forces de la bourgeoisie dans la lutte pour la liberté et ont sous-éstimé leurs propres forces, qui sont celles de l'offensive de millions d'êtres opprimés et exploités.

On publie des revues légales (*Nacha Zaria* et *Vozrojdénié*) dans lesquels on voudrait faire croire que la restauration et la consolidation du parti illégal, de notre vieux P.O.S.D.R., qui a subi l'épreuve du temps, est une « utopie réactionnaire ». Dans l'organe illégal menchevique le *Goloss Sotsial-Démokrata*, on défend ce genre de prêcheurs en proclamant le mot d'ordre de la « lutte pour la légalité ». L'un des chefs les plus en vue du menchevisme, Plékhanov, quitte la rédaction et se désolidarise de ceux qui collaborent à ces éditions, leur déclare la guerre et engage les mencheviks *pro-parti* à apporter leur soutien et leur appui au parti révolutionnaire illégal du prolétariat, c'est-à-dire au P.O.S.D.R.

Ainsi, notre parti a entrepris une lutte décisive contre tous les groupes de légalistes indépendants qui se donnent injustement l'appellation de social-démocrates. En réalité, ils détruisent l'œuvre des social-démocrates, ils sabotent l'organisation social-démocrate de la classe ouvrière, ils lui substituent d'informes groupes légalistes, qui ne possèdent pas de principes bien définis et qui, en fait, placent la classe ouvrière sous la dépendance de l'idéologie libérale et de la direction politique libérale.

Il y a une dizaine d'années, notre parti a lutté contre ce que l'on a appelé l'« économisme », lequel ne semble pas être sans parenté avec l'actuel « courant liquidateur ». A présent, la lutte est plus dure du fait que toutes les forces de la contre-révolution — non seulement celles de l'ancienne, mais encore celles de l'actuelle contre-révolution libé-

rale et bourgeoise — tendent à détruire dans le prolétariat les traditions de 1905 et à anéantir le parti illégal social-démocrate de ce prolétariat. Mais la classe ouvrière, qui a su prendre la direction de la révolution de 1905, saura vaincre, sans aucun doute, toutes ces déviations par rapport à la ligne social-démocrate.

Avant la révolution de 1905, les social-démocrates ont travaillé pendant 20 ans dans des cercles parfaitement illégaux et ont mis sur pied un parti qui conduit des millions de gens à l'assaut de l'autocratie. Après la révolution, nous pouvons — et par conséquent, nous devons, — non seulement poursuivre l'œuvre des cellules illégales, mais encore la décupler, nous devons envelopper ces cellules d'un dense réseau d'organisations légales, nous devons utiliser, pour notre propagande, la tribune de la Douma noire, nous devons faire comprendre aux masses ouvrières les leçons tirées de la lutte révolutionnaire et constituer un parti social-démocrate qui groupera des dizaines de millions de gens dans un nouvel assaut lancé contre l'autocratie.

Publié en juillet 1910
dans le journal « Zihna »
n° 100.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES COOPÉRATIVES PRÉSENTÉ PAR LA DÉLÉGATION SOCIAL-DÉMOCRATE RUSSE AU CONGRÈS DE COPENHAGUE [128]

Le congrès reconnaît :

1) que les coopératives du prolétariat donnent à la classe ouvrière la possibilité d'améliorer sa situation en réduisant l'exploitation des intermédiaires, en influant sur les conditions de travail chez les fournisseurs, en améliorant la situation des employés, etc. ;

2) que les coopératives du prolétariat ont une importance qui ne cesse de croître dans la lutte économique et politique des masses par les services qu'elles rendent en cas de grèves, de lock-out, de poursuites, etc. ;

3) que les coopératives du prolétariat, lorsqu'elles organisent les masses de la classe ouvrière, leur apprennent à gérer elles-mêmes leurs affaires et à organiser la consommation, les préparent dans ce domaine au rôle d'organisateurs de la vie économique dans la future société socialiste.

Le congrès reconnaît d'autre part :

1) que les améliorations obtenues par les coopératives demeureront très restreintes tant que les moyens de production et d'échange resteront entre les mains de la classe dont l'expropriation est le principal but du socialisme ;

2) que les coopératives, étant des entreprises purement commerciales et soumises aux conditions de la concurrence, ont tendance à dégénérer en sociétés bourgeoises par actions ;

3) que les coopératives n'étant pas des organisations de lutte directe contre le capital peuvent engendrer et engendrent l'illusion qu'elles sont un moyen de résoudre la question sociale.

C'est pourquoi le congrès invite les ouvriers de tous les pays:

a) à entrer dans les sociétés coopératives du prolétariat et à collaborer de toutes manières à leur développement, en orientant leur organisation dans un sens strictement démocratique (cotisation d'entrée minimum, une action par personne, etc.) ;

b) à entretenir inlassablement la propagande et l'agitation socialistes à l'intérieur de l'organisation pour aider à répandre les idées de la lutte des classes et du socialisme parmi les masses ouvrières ;

c) à nouer et à renforcer, au fur et à mesure que se développera la conscience socialiste dans les coopératives, des liens d'organisation entre celles-ci et le parti des socialistes, de même qu'avec les syndicats ;

d) en même temps, le congrès indique que les coopératives de production n'ont d'importance pour la lutte de la classe ouvrière que si elles sont parties intégrantes des coopératives de consommation.

Rédigé les 16-17 (29-30) août 1910.
Publié pour la première fois en 1929 dans les deuxième et troisième éditions des Œuvres de V. Lénine, tome XIV

Conforme au manuscrit

AU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL

Copenhague, le 2 septembre 1910

Le Comité central du Parti ouvrier social-démocrate russe, dans son assemblée plénière de janvier 1910, a décidé de prier le Bureau socialiste international d'admettre comme représentants du Parti au Bureau deux camarades : G. Plékhanov et Vl. Lénine, pour marquer ses démarches sérieuses vers l'unité. Il va de soi que le Parti s.-d. ouvrier de Russie ne réclame qu'une voix au Bureau, mais à l'exemple de la France, il veut une représentation plus complète.

Cette décision de joindre au représentant actuel, Vl. Lénine, le camarade G. Plékhanov a été soutenue à l'unanimité par la délégation social-démocrate au Congrès.

Le représentant du P.O.S.D.R. au Bureau socialiste international.

Vl. Lénine

Publié en 1911 dans l'ouvrage « Huitième Congrès Socialiste International », Gand. Imprimé pour la première fois en russe en 1929 dans le tome XIV de la 2e édition des Œuvres de Lénine

Conforme au texte de l'ouvrage

SUR LA FRACTION « VPERIOD »

Sous le titre de *Vpériod*, le groupe du même nom a publié à Paris un « recueil d'articles sur les questions d'actualité ». Avec la brochure du camarade Sajine [124] (« Sur la question de la renaissance du parti »), « éditée grâce à des fonds privés », et que l'on peut se procurer par l'intermédiaire de la rédaction du recueil *Vpériod*, avec la feuille publiée à part sous la signature du groupe « Vpériod » et avec la plate-forme de ce groupe, on peut dire que le parti dispose d'une quantité plus que suffisante de matériaux pour porter un jugement sur le groupe « Vpériod ».

Sa plate-forme se caractérise par les trois particularités suivantes. Primo, parmi tous les groupes et fractions de notre parti, il est le premier à présenter une philosophie, et cela sous un pseudonyme. « Culture prolétarienne », « philosophie prolétarienne », voilà ce qu'on trouve dans la plate-forme. Ce qui se dissimule sous ce pseudonyme, c'est le *machisme*, c'est-à-dire, la défense de l'idéalisme en philosophie mis à des sauces diverses (empiriocriticisme, empiriomonisme, etc.). Secundo, dans le domaine politique, le groupe a reconnu l'otzovisme comme une « nuance légale » et a fait savoir que certains otzovistes, qui appartiennent à ce groupe, ne sont pas d'accord sur la manière dont les tâches du parti vis-à-vis de la Douma d'Etat ont été définies. Cette définition est donnée dans la plate-forme des gens de « Vpériod » de manière si obscure et si embrouillée qu'il est impossible de voir en elle autre chose qu'une adaptation aux idées otzovistes. Tertio, la plate-forme a condamné catégoriquement le fractionnisme et demandé l'unification des fractions, leur fusion au sein du parti.

Nous avons donc au total — en commençant par la fin —

un souhait excellent et deux prises de position faisant couverture à d'exécrables orientations idéologiques et politiques qui signifient rupture avec le marxisme et soumission du prolétariat à l'idéologie et à la politique de la bourgeoisie. Le recueil *Vpériod* montre à l'évidence quels sont les produits qui peuvent sortir d'un semblable mélange.

L'auteur de l'éditorial du recueil, Maximov, applique sévèrement la diplomatie de la plate-forme, en parlant de « culture prolétarienne », sans expliquer le moins du monde ce qu'il entend par là. Dans un article qui se veut de vulgarisation, ce petit jeu de cache-cache saute particulièrement aux yeux. Où est donc la vulgarisation si *aucun* lecteur, exception faite de ceux qui connaissent *personnellement* Maximov ou qui ont déjà suivi *toutes* les discussions sur le machisme et à propos de lui, si *aucun* lecteur *ne peut* comprendre la signification véritable d'une telle expression ? Où est la vulgarisation lorsque ce même Maximov parle à la page 4 de son recueil du « danger que représentent pour le socialisme prolétarien » ceux des éléments issus de l'intelligentsia, qui « adoptent sans les critiquer et propagent des idées, inexactes et néfastes au prolétariat, tirées de la science et de la philosophie bourgeoises »... ?

Les points de suspension sont dus à Maximov. Expriment-ils un silence pudique, nous l'ignorons. Mais ce que nous savons bien, en revanche, c'est que parler, surtout dans un article de « vulgarisation », du danger que représente pour le prolétariat la « *philosophie bourgeoise* », et ne pas préciser de *quelle* philosophie exactement il s'agit, c'est recourir à la pire des diplomaties fractionnistes. Si vous estimez que la question de la philosophie bourgeoise est importante, si vous décidez de lui accorder une place dans l'éditorial d'un recueil « de vulgarisation », alors, ayez au moins le courage de parler franchement, de défendre vos idées, de ne pas les dissimuler.

Le camarade Sajine, en sa qualité de « praticien » probablement, démolit la diplomatie de Maximov d'une manière peu polie *. A la page 31 de sa brochure, il demande

* Dans le recueil *Vpériod*, un second « praticien », le « Tisserand I-ne » [125], de Pétersbourg, vend, lui aussi, la mèche de manière peu diplomatique : « A propos, écrit-il, l'ouvrage de Beltov [126] intitulé *La conception moniste* est particulièrement susceptible de donner

que soit « *assurée* » aux « membres du parti » « l'*entière liberté de leur pensée révolutionnaire et philosophique* ».

Voilà un slogan foncièrement opportuniste. Dans tous les pays, seuls les opportunistes des partis socialistes ont proposé un semblable slogan, qui ne signifie rien d'autre que la « liberté » de pervertir la classe ouvrière au moyen de l'idéologie bourgeoise. « La liberté de pensée » (c'est-à-dire la liberté de presse, de parole et celle de conscience), nous la réclamons au *gouvernement* (et non pas au parti) au même titre que la liberté d'association. Or, le parti du prolétariat est une libre association constituée *pour lutter* contre les « idées » (c'est-à-dire contre l'idéologie) de la bourgeoisie, pour défendre et mettre en pratique une vision du monde déterminée, le marxisme. Cela, c'est l'a b c. Or cet a b c, Maximov, Sajine et Cie l'ont oublié en raison de la fausseté de leur position politique. Ce n'est point une quelconque hypocrisie personnelle, c'est la fausseté de leur position politique qui les a incité à propager les slogans de la bourgeoisie. Cette fausseté consiste dans le fait que certains partisans de « Vpériod » veulent de tout leur cœur ramener *en arrière* le prolétariat et le rapprocher des conceptions de la philosophie bourgeoise (du machisme), tandis que d'autres sont indifférents à la philosophie et demandent seulement « l'entière liberté »... pour le machisme. C'est pourquoi tous *sont astreints* à user de diplomatie, à embrouiller les choses, à jouer à cache-cache, à se raccrocher à des slogans bourgeois.

Or que signifie *effectivement* « l'entière liberté de la pensée révolutionnaire » ? Rien, sinon la *liberté* pour les idées otzovistes et autres idées semi-anarchistes. En d'autres termes, c'est exactement la même chose que ce qui est exprimé dans la « plate-forme » de « Vpériod » par la formule : reconnaissance de l'otzovisme comme « nuance légale ». Ce n'est de nouveau que jeu diplomatique mesquin avec

lieu à une telle représentation inexacte du matérialisme historique » (recueil, p. 57). Mais, comment donc ! La « représentation du matérialisme historique » la plus exacte est donnée, sans aucun doute, par les ouvrages russes des constructeurs de Dieu et des machistes. Quel adepte de « Vpériod » ignore cela ? Et comment un livre qui a instruit une génération entière de marxistes russes pourrait-il rivaliser avec les œuvres philosophiques des Iouchkévitch, des Bogdanov, des Valentinov et des Lounatcharski...

des idées, le jeu de cache-cache, l'hypocrisie, toutes choses entièrement explicables par la fausseté de la position idéologique et politique : nous ne sommes pas machistes, mais nous sommes pour l'« entière liberté » du machisme (dans le parti) ; nous ne sommes point otzovistes, mais nous sommes favorables à l'« entière liberté » de la nuance otzoviste ou, d'une manière plus générale, de la « pensée révolutionnaire » ! Ce qui rend la confusion encore plus complète, c'est que *deux* partisans de « Vpériod » (Sajine et l'Ouvrier Ar. [127]) soulignent, en leur nom *personnel*, l'importance et la nécessité d'utiliser les possibilités légales et la tribune de la Douma. « La social-démocratie, écrit l'*Ouvrier Ar.*, doit lutter contre ceux qui font de la propagande » (mais qui fait pareille propagande, camarade Ar.? ne seraient-ce pas vos amis de « Vpériod » ?) « contre toute utilisation *quelle qu'elle soit* » (eh mais !) « des possibilités légales, parce qu'une telle manière d'agir n'est pas social-démocrate » (pp. 48-49 du recueil). Et ce même *Ar. reprenant* les paroles des bolcheviks de la tendance du *Prolétari*, injurie cet organe (à retardement) sous prétexte qu'il aurait dépeint les gens de « Vpériod » sous d'étranges couleurs ! Voilà ce qui s'appelle reculer sur toute la ligne, livrer toutes ses positions, critiquer dans la presse (sans le dire ouvertement) ceux de ses propres amis, ceux de « Vpériod » qui, en leur temps, ont adopté la résolution, par exemple, de boycottage du congrès des médecins de fabriques et d'usines, — puis, pour finir, dissimuler sa retraite, sa capitulation sous un roulement de tambour. Quelle misérable diplomatie fractionniste !

Considérez les écrits des collaborateurs de « Vpériod » sur la question des fractions et du fractionnisme. Leur « plate-forme » a condamné les fractions et exigé leur dissolution. Sajine fulmine contre les centres fractionnistes, contre les « chefs de l'étranger », etc., etc. Combien de larmes les partisans de « Vpériod » n'ont-ils pas versées à propos du fractionnisme, combien de paroles n'ont-ils pas prononcées!

Mais qu'ont-ils fait ? L'histoire du groupe « Vpériod » se ramène toute entière, depuis l'époque du plénum d'« unification » de janvier (1910), à la *création d'une fraction depuis l'étranger*. Voici un passage d'une lettre (du 15 juil-

let 1910) envoyée par un travailleur russe à un membre du Bureau du Comité central à l'étranger.

« Il y a un Comité (à Pétersbourg) et, en outre, un groupe de partisans de « Vpériod » qui possède caisse et secrétaire distincts. L'argent provient de l'étranger. A Moscou... ». Ici vient le nom d'une personne très proche d'un des otzovistes les plus en vue, et l'auteur de la lettre rapporte qu'une politique semblable est menée à Moscou.

Aucun homme tant soit peu familiarisé avec les affaires du parti, tant soit peu attentif à la position du groupe de publicistes « Vpériod » n'a pu douter un seul instant que ce groupuscule organiserait une fraction depuis l'étranger. Que la fameuse « école de X... » ait été le centre à l'étranger de la nouvelle fraction, c'est ce qui a été déjà écrit en juillet 1909 * ; depuis, même les social-démocrates les plus insouciants et les moins bien informés ont pu s'en convaincre. La fameuse « plate-forme » a été élaborée à l'étranger par 8 intellectuels et 7 ouvriers-étudiants. Le rôle de ces ouvriers, qui ont souscrit aveuglément aux slogans de « philosophie prolétarienne » et de reconnaissance de l'otzovisme comme « nuance légale », est suffisamment clair pour qu'il vaille la peine d'en parler. Nous sommes en présence d'un cas typique de création de fraction par un groupe de publicistes de l'étranger, qui sont exactement semblables à des « khans » (c'est le terme qu'emploie Voïnov dans le recueil *Vpériod*), car ils sentent eux-mêmes leur arbitraire *et dissimulent* au public ce à quoi ils tiennent le plus, c'est-à-dire la philosophie bourgeoise du machisme et de l'otzovisme. Les adeptes de « Vpériod » s'en prennent aux « chefs de l'étranger », mais eux-mêmes mettent au point une organisation qui se présente en fait comme un simple *ajout* à la poignée de publicistes de l'étranger ; — ils s'en prennent aux fractions, mais eux-mêmes organisent *en secret* une nouvelle petite fraction, totalement privée de vitalité, une fraction empiriomoniste sectaire. La source *politique* de toute cette hypocrisie, c'est l'impossibilité de prendre parti ouvertement et directement pour ce qui est effectivement cher aux meneurs réels de la fraction.

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 481-482. (*N.R.*)

Nous nous bornerons à deux exemples particulièrement criants de cette hypocrisie. A la page 53 du recueil, *l'Ouvrier Ar.* déclare que le Bureau du Comité central en Russie « ne fiche rien » (ces mots sont évidemment attribués à un travailleur « léniniste » qui aurait fait de la propagande en ce sens auprès d'un adepte de « Vpériod ». O, ruse naïve de «l'ouvrier Ar. » !) et que le partisan de « Vpériod » (de concert, encore une fois, avec le « léniniste », et, bien sûr, à son instigation) a proposé de « déclarer l'organisation de Moscou indépendante du Comité central russe et non astreinte à observer ses directives ».

Le Bureau du Comité central russe s'est battu, à partir de 1910, pour remettre sur pied l'organisation du centre *en dépit* de l'opposition conjugée des liquidateurs du *Goloss* (c'est la fameuse histoire avec Mikhaïl, Roman et Iouri) et des amis de « Vpériod » (qui, en ce temps-là, construisaient, à l'étranger, leur *propre* petite fraction *contre* le Comité central). Et maintenant, ces mêmes hommes de « Vpériod » versent des larmes de crocodile parce que le Bureau du Comité central « reste inactif » ! Eux qui, en fait, sont complètement « *indépendants* » du parti, qui sont des fractionnistes pleinement antiparti, dissertent, dans un recueil de vulgarisation, sur la nécessité de déclarer les organisations locales « indépendantes » du Comité central.

Voici le second exemple. Dans ce même recueil, un « membre du parti » anonyme s'exerce à faire de la haute voltige à propos du bilan financier du Bureau du C. C. à l'étranger. Ce voltigeur anonyme écrit, entre autres choses, à la page 60 : « Qu'est-ce donc que ces « détenteurs » (dans le rapport, il est question d'argent reçu de ces détenteurs), pourquoi donc « détiennent-ils » ou « détenaient-ils » l'argent du Comité central, à quels « buts particuliers » cet argent est-il destiné, personne n'y comprend rien. »

Oui, vous avez bien lu. *Personne n'y comprend rien.*

Voilà ce qu'écrivent les membres de ce même groupe « Vpériod », dont deux représentants ont assisté au plénum de janvier, lequel plénum a entériné la déclaration faite par les bolcheviks au sujet d'une remise conditionnelle de l'argent aux « détenteurs » (c'est-à-dire à trois représentants très connus de la social-démocratie internationale) [128]. Ce

qu'était cet argent, d'où il provenait, qui le détenait, etc., tout cela était connu *à fond* par le plénum, c'est-à-dire par *toutes* les fractions, *c'est-à-dire par le groupe « Vpériod », lui aussi.* Or pour induire en erreur les ouvriers, ses représentants écrivent dans un recueil « de vulgarisation » : « personne n'y comprend rien ».

C'est ce que l'on écrit dans ce même recueil *Vpériod*, dont les deux premiers articles sont signés *Maximov et Domov* [129]. Ces deux adeptes de « Vpériod » *connaissent parfaitement*, l'un et l'autre, le *détail des circonstances* dans lesquelles les bolcheviks ont reçu cet argent et l'ont transmis aux détenteurs. Or, comme ils sont « gênés » d'intervenir personnellement et de déclarer que « personne n'y comprend rien », alors, pour faire ce travail, ils se procurent des *voltigeurs anonymes*, qui se disent « membres du parti » en raison de leur comportement antiparti. Par l'intermédiaire de ces voltigeurs anonymes, Maximov et Domov racontent aux ouvriers, dans un recueil « de vulgarisation » des *mensonges notoires*, comme quoi « personne ne comprend rien » à ces histoires de « détenteurs », etc. Et ce sont ces messieurs qui se frappent la poitrine et se décarcassent à propos des « fractions » et des « chefs de l'étranger ».

Par l'intermédiaire d'un « membre » anonyme « du parti », ils « font la critique » du bilan financier du Comité central, et eux-mêmes annoncent à la première page de leur recueil, que, jusqu'à présent, leur groupe n'a pas pu publier de journal « faute de moyens matériels », mais qu'« *actuellement, on a réussi à vaincre cet obstacle* ». Donc, à présent, le groupe « Vpériod » a de l'argent à sa disposition. Nouvelle agréable pour les amis de « Vpériod », sans aucun doute. Seulement, très respectables messieurs, quel aplomb faut-il tout de même avoir pour publier, dans un recueil « de vulgarisation », par l'intermédiaire d'un voltigeur anonyme, ce mensonge sur le Comité central, comme quoi « personne ne comprend rien » à ces histoires de « détenteurs » et d'argent, — et en même temps *ne pas souffler* un mot au Comité central et aux autres fractions *au sujet de l'argent reçu par le groupe «Vpériod» et des publicistes qui disposent de cet argent* ? Le parti serait-il astreint à rendre des comptes aux gens de « Vpériod », alors que ces derniers n'en rendent point au parti ?

Il y a lieu de répéter, encore et toujours, que l'hypocrisie des adeptes de « Vpériod » doit être expliquée non par les traits caractéristiques de Pierre ou de Paul, mais par la fausseté *politique* de toute leur position ; qu'elle doit être expliquée par le fait que les publicistes machistes et otzovistes *ne peuvent pas* défendre *directement et ouvertement* leurs chères petites idées non social-démocrates. Quiconque comprendra ces conditions *politiques* ne restera pas désemparé, indécis, troublé par le seul aspect externe des événements, par les conflits personnels, les chicanes, les chamailleries, etc. Quiconque comprendra ces conditions politiques ne se satisfera pas d'une formule de compromis (à la Trotski) comme celle qui dit qu'il faut « *non pas* lutter contre les otzovistes, *mais* vaincre l'otzovisme », car ce n'est là qu'une phrase vide et inconsistante. Les conditions objectives de notre époque contre-révolutionnaire, de notre époque de désagrégation, de construction de Dieu, du machisme, d'otzovisme et de liquidationnisme, — ces conditions objectives ont *placé* notre parti dans une situation qui l'oblige à lutter contre des cercles de publicistes qui organisent leurs propres fractions, et on ne peut pas se débarrasser de cette lutte par de simples paroles. Reculer devant cette lutte reviendrait à reculer devant l'une des tâches qui incombent actuellement au parti ouvrier social-démocrate.

« Social-Démocrate »
n° 15-16,
30 août (12 septembre) 1910

Conforme au texte du journal

LA QUESTION DE LA COOPÉRATION AU CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL DE COPENHAGUE

J'ai l'intention de me borner, dans le présent article, à présenter la marche des travaux du congrès en ce qui concerne la question indiquée dans le titre et à caractériser les diverses tendances de la pensée socialiste qui se sont affrontées à ce congrès.

Avant ce dernier, trois projets de résolution sur la coopération avaient été publiés. Le projet belge (n° 5 du *Bulletin Périodique du Bureau Socialiste International*, bulletin qui paraît irrégulièrement dans les trois langues officielles des congrès internationaux) commence par une mise en garde des travailleurs socialistes contre les théories de ceux qui, soutenant que la coopération se suffit à elle-même, voient dans cette forme d'association le moyen de résoudre la question sociale. Tout en reconnaissant ensuite que la classe ouvrière a le plus puissant intérêt à utiliser, dans sa lutte de classe, l'arme coopérative, le projet du parti belge souligne les avantages immédiats des coopératives (lutte contre l'exploitation commerciale, amélioration des conditions de travail chez les fournisseurs, etc.) et exprime le souhait qu'entre les partis socialistes et les coopératives s'établissent « des liens organiques de plus en plus étroits ».

Le projet de la majorité du Parti socialiste français a été élaboré dans l'esprit de Jaurès. La coopération est portée aux nues et placée — tout comme chez les réformateurs bourgeois — au nombre des éléments « nécessaires » à

la « transformation sociale ». On profère des phrases fumeuses comme quoi la coopération s'élève par degrés du groupement des individus jusqu'à la Fédération générale des forces coopératives. On confond coopératives du prolétariat et coopératives de petits propriétaires (dans l'agriculture). On prône la neutralité des coopératives, on explique le tort que ferait aux coopératives toute obligation imposée par le parti socialiste.

Enfin, le projet de la minorité des socialistes français (guesdistes) déclare catégoriquement que les coopératives, en tant que telles, ne sont nullement des organisations de classe (comme, par exemple, les syndicats), mais qu'elles se définissent par l'usage qu'on en fait. Les ouvriers, en y entrant en masse, peuvent en tirer avantage dans leur lutte contre le capital, ils peuvent jusqu'à un certain point se faire, en pratique, une idée de ce que serait la société socialiste organisée après l'élimination des contradictions du régime actuel. Aussi le projet souligne-t-il l'importance, pour le moment, limitée des coopératives et invite-t-il les partis socialistes à collaborer aux coopératives du prolétariat ; il met en garde contre les illusions qu'elles font naître, recommande l'union des socialistes à l'intérieur des coopératives dans le but d'expliquer aux masses leur vrai objectif : conquête du pouvoir politique et conversion des moyens de production et d'échange en propriété collective.

Il est bien évident que deux lignes principales sont ici ébauchées : l'une est celle de la lutte de classe du prolétariat, elle reconnaît que ces coopératives sont un instrument précieux pour cette lutte, et aussi un moyen d'appoint, elle définit les conditions qui permettraient aux coopératives de jouer réellement ce rôle et de ne pas rester de simples entreprises commerciales. L'autre ligne, la ligne petite-bourgeoise, masque le rôle des coopératives dans la lutte de classe du prolétariat, étend leur raison d'être au-delà des limites de cette lutte (c'est-à-dire mélange les idées du prolétariat et celles du patronat sur les coopératives), définit leurs buts par des phrases générales qui peuvent être admises même par le réformateur bourgeois, cet idéologue des grands et petits patrons progressistes.

Malheureusement, ces deux lignes ne sont justement qu'*ébauchées* dans les trois projets préparés d'avance ; elles

n'ont pas été clairement, exactement, nettement opposées l'une à l'autre, comme étant *deux tendances* dont la lutte apportera une solution au problème. Et c'est pourquoi les travaux du congrès ont avancé de façon irrégulière, confuse et comme spontanée. On s'est « heurté » à chaque instant à des divergences, mais on ne les a pas mises pleinement en lumière, et le résultat a été une résolution qui reflète l'incohérence des idées et qui ne donne pas *tout* ce qu'aurait pu et dû donner une résolution d'un congrès des partis socialistes.

A la commission des coopératives deux tendances se sont d'emblée fait jour. L'une est celle de Jaurès et d'Elm. Ce dernier a été l'un des quatre délégués allemands à la commission des coopératives, il est intervenu en tant que représentant des Allemands, dans un esprit nettement opportuniste. L'autre tendance est la tendance belge. L'autrichien Karpeles, un éminent animateur du mouvement coopératif autrichien, est apparu comme l'arbitre, le médiateur, qui ne défendait pas une ligne de principe nette, mais qui penchait beaucoup (ou plutôt qui penchait par conséquent) beaucoup plus souvent du côté des opportunistes. D'ailleurs, ce qui obligeait les Belges eux aussi à s'opposer à Jaurès et à Elm, c'est beaucoup plus l'instinct de la manière réellement prolétarienne de poser le problème des coopératives, que l'exacte compréhension de l'opposition et de l'incompatibilité des points de vue prolétarien et petit-bourgeois sur la question. C'est pourquoi, par exemple, Anseele (le président de la commission des coopératives) qui a fait, en commission, d'excellents et chaleureux discours contre la neutralité des coopératives, contre l'exagération de leur importance, et *nous* a recommandé d'être des *socialistes* coopérateurs et non des *coopérateurs* socialistes, — c'est pourquoi Anseele, lors de l'élaboration de la résolution, s'est montré désespérément accommodant vis-à-vis des formulations de Jaurès et d'Elm et n'a pas voulu pénétrer à fond les causes des divergences.

Mais revenons aux séances de la commission. On comprend que les représentants des nations à mouvement coopératif fortement développé aient exercé une influence décisive sur la marche des travaux. Des divergences entre Belges et Allemands à ce sujet se sont manifestées d'emblée, au

grand dam de ces derniers. Les Belges, en tout cas, ont suivi la ligne du prolétariat, bien que de manière pas assez conséquente, pas assez nette. Elm est intervenu en opportuniste de la plus belle eau (surtout dans la sous-commission, voir plus bas). Il est naturel que le rôle directeur ait été tenu par les Belges. Les Autrichiens penchaient de leur côté, et à la fin des travaux de la commission, ce fut une résolution *austro-belge* qui fut lue, tandis qu'Elm, qui avait présenté la résolution allemande, déclarait ouvertement qu'il la considérait comme tout à fait compatible avec le projet de Jaurès. Comme il y avait chez les Français une forte minorité contre Jaurès (il y eut 202 mandats en faveur de son point de vue et 142 pour celui de Guesde), et que chez les Allemands, il y aurait eu certainement une aussi forte minorité contre Elm (si la question des deux points de vue avait été abordée nettement et franchement), l'union austro-belge avait de grandes chances de l'emporter. Il s'agissait d'ailleurs, naturellement, moins de remporter une « victoire » dans le sens étroit du mot, que de défendre un point de vue prolétarien conséquent sur les coopératives. Cet esprit de suite ne put en fin de compte triompher, compte tenu des concessions excessives faites en sous-commission à Jaurès et à Elm.

En ce qui nous concerne, nous autres, social-démocrates russes, nous nous sommes efforcés de soutenir, en commission, la ligne austro-belge, et dans ce but, avant que soit approuvé le projet austro-belge de conciliation, nous avons présenté notre propre projet de résolution, dont voici le texte :

« PROJET DE LA DÉLÉGATION SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE

Le Congrès estime

1) Que les sociétés de consommation du prolétariat améliorent la situation de la classe ouvrière dans la mesure où elles réduisent l'exploitation exercée par tous les intermédiaires commerciaux, où elles exercent une influence sur les conditions de travail des ouvriers employés dans les établissements de fournisseurs et améliorent la situation de leurs propres employés.

2) Que ces sociétés peuvent revêtir une grande importance dans la lutte massive économique et politique du prolétariat, en soutenant les ouvriers au moment des grèves, des lock-out, des poursuites politiques et autres.

D'autre part, le congrès souligne

1) que les améliorations qui peuvent être obtenues grâce aux sociétés de consommation ne peuvent être qu'absolument insignifiantes tant que les moyens de production se trouvent entre les mains d'une classe sans l'expropriation de laquelle le socialisme ne peut être réalisé ;

2) que les sociétés de consommation ne sont pas des organisations de lutte directe contre le capital et qu'elles existent parallèlement à des organisations d'autres classes de même type, qui peuvent engendrer l'illusion qu'elles sont un moyen de résoudre la question sociale sans lutte de classe et sans expropriation de la bourgeoisie.

Le Congrès invite les ouvriers de tous les pays

a) à entrer dans les sociétés de consommation du prolétariat et à contribuer par tous les moyens à les développer en préservant en même temps leur caractère démocratique ;

b) à faciliter, grâce à une inlassable propagande socialiste dans les sociétés de consommation, la pénétration des idées de lutte de classe et du socialisme parmi les ouvriers ;

c) à s'efforcer en même temps d'arriver à un rapprochement plus parfait de toutes les formes du mouvement ouvrier.

Le Congrès note aussi que les sociétés de production n'ont d'importance pour la lutte de la classe ouvrière que dans le cas où elles sont partie intégrante des sociétés de consommation. »

Tous les projets de résolution ont été donnés en sous-commission (les commissions des congrès internationaux sont si importantes — chaque nation envoie quatre délégués à chaque commission — qu'il ne peut être question d'élaborer un texte de résolution en commission complète). Dix personnes entrèrent dans la sous-commission : deux Belges (Anseele et Vandervelde), un Français (Jaurès), un Autrichien (Karpeles), un Allemand (Elm), un Hollandais (le marxiste Wibaut), un Italien, un Danois, un Anglais, un social-démocrate russe (Voïnov et moi-même: notre délégation social-démocrate n'avait pas eu le temps de se réunir pour élire un représentant, c'est pourquoi nous y assistâmes tous les deux ; un seul vota).

La sous-commission fit le travail purement pratique de mise au point du texte de la résolution. Le texte adopté par le congrès, à l'exception d'infimes modifications stylistiques, est celui qui fut élaboré en sous-commission ; les lecteurs trouveront le texte de la résolution du congrès à un autre endroit du présent numéro. A la différence de ce qui se passa en commission, en sous-commission la lutte se concentra non pas autour de la question des rapports entre

les coopératives et le parti, mais autour de la question de principe du sens et du rôle des coopératives. Les Belges penchaient pour une définition de principe tout à fait correcte de leur rôle d'instrument d'appoint éventuel (sous certaines conditions) dans la lutte de classe du prolétariat pour obtenir « l'expropriation intégrale » de la classe capitaliste. Elm, soutenu par Jaurès, s'y opposa énergiquement et montra là son opportunisme tout entier. Il dit qu'on ne savait pas si d'une manière générale on en arriverait à l'expropriation, que personnellement il pensait que c'était tout à fait improbable, que pour la « majorité » (!) cette question était litigieuse, que l'expropriation ne faisait pas partie du programme du parti social-démocrate allemand, qu'il fallait parler de « Uberwindung des Kapitalismus » : « victoire sur le capitalisme ». Les fameuses paroles de Bebel à Hanovre, prononcées pour conclure les débats avec Bernstein, « es bleibt bei der Expropriation » : « nous sommes, comme avant, pour l'expropriation » [130], furent oubliées par l'un des chefs de l'opportunisme allemand. A l'occasion de ces discussions surgit la « question de la socialisation ». Jaurès exigeait catégoriquement que dans la définition du sens des coopératives on mît : « elles aident les travailleurs (comme cela se trouve dans le texte de la résolution adoptée par le congrès) à préparer la démocratisation et la socialisation des moyens d'échange et de production. »

Voilà une de ces phrases nébuleuses, mal définies, que peuvent tout à fait admettre les idéologues des petits patrons et les théoriciens du réformisme bourgeois, une de ces phrases dans lesquelles Jaurès est passé maître et dont il est si friand. Qu'est-ce que c'est que « la démocratisation des moyens d'échange et de production » ? (En commission, après que le projet fut revenu de la sous-commission, les Français remplacèrent le mot « moyens » par le mot « forces », mais cela ne changea rien à l'affaire.) La production agricole (disais-je en commission) est « plus démocratique » que la grosse production capitaliste. Cela signifie-t-il que nous autres socialistes voulons la création d'une petite production ? Qu'est-ce que la « socialisation » ? On peut entendre par là la transformation en propriété de toute la société, mais on peut aussi entendre par là n'importe quelles

mesures partielles, n'importe quelles réformes dans le cadre du capitalisme, en commençant par celles des sociétés paysannes et en finissant par celles des bains et des vespasiennes municipales. Jaurès s'est référé en sous-commission aux sociétés agricoles danoises, supposant, à la suite des économistes bourgeois, que ce n'étaient pas des entreprises capitalistes.

Tout en organisant la résistance contre cet opportunisme, nous (c'est-à-dire les social-démocrates russes et polonais) avons essayé d'en appeler contre Elm à Wurm, corédacteur de *Neue Zeit*, qui faisait lui aussi partie de la commission des coopératives pour le compte des Allemands. Wurm n'approuvait pas les phrases sur « la démocratisation et la socialisation » : il a proposé (en privé) une série d'amendements, a servi d'intermédiaire entre Elm et les marxistes, mais Elm s'est montré si inébranlable que Wurm n'a rien pu obtenir. Après le congrès, j'ai lu dans le *Leipziger Volkszeitung* (n° 201, 31 août 1910, 3. Beilage) que dès le mardi la question des coopératives avait été soulevée au sein de la délégation allemande. « R. Fischer a demandé, écrit le correspondant de ce journal, s'il n'existait pas parmi les délégués allemands de divergences de vue sur la question des coopératives. » *Elm* a répondu : « Il y en a. On ne peut les éliminer du jour au lendemain. Les résolutions de congrès sont toujours des résolutions de compromis, et dans cette question aussi, c'est vraisemblablement par un compromis que l'affaire se terminera. » *Wurm* : « Mon point de vue sur la question des coopératives est tout autre (durchaus andere) que celui de von Elm, mais nous nous mettrons probablement tout de même d'accord sur une résolution commune. » Après quoi la délégation a jugé inutile de poursuivre la discussion.

Cette communication confirme ce qui avait déjà pris figure au Congrès international de Stuttgart [131]. La délégation allemande est composée pour moitié de représentants du parti et pour moitié de représentants des syndicats. C'est presque uniquement des opportunistes qu'on trouve parmi ces derniers, car on élit généralement les secrétaires et autres « bureaucrates » syndicaux. En général, les Allemands sont incapables d'adopter une ligne de principe suivie aux congrès internationaux, et l'hégémonie au sein de

l'Internationale leur échappe parfois. L'impuissance de Wurm devant Elm ne fait qu'illustrer une fois de plus la crise de la social-démocratie allemande, qui consiste dans l'approche d'une rupture inévitable et décisive avec les opportunistes.

Au sujet du soutien financier des coopératives au parti, Elm et Jaurès, en sous-commission, ont aussi obtenu des concessions excessives de la part des Belges, qui ont donné leur accord à cette formule : « Il appartient aux coopératives de chaque pays de décider s'il leur convient, et dans quelle mesure, d'aider directement avec leurs propres moyens, un mouvement politique et professionnel. »

Lorsque le projet de la sous-commission est revenu en commission pour être définitivement entériné, nous avons porté toute notre attention précisément sur ces deux points. Avec Guesde, nous avons introduit deux amendements principaux : primo, remplacer : « (les coopératives) aident les ouvriers à préparer la démocratisation et la socialisation de la production et des échanges » par : « (les coopératives) aident jusqu'à un certain point à préparer le fonctionnement de la production et des échanges après l'expropriation de la classe capitaliste ». Le sens de cet amendement, formulé dans un style qui n'est pas très heureux, n'est pas que les coopératives *ne* peuvent *pas* actuellement aider les ouvriers, mais que le fonctionnement de la future production et des futurs échanges, *préparé* dès à présent par les coopératives, *ne* pourra se réaliser *qu'après* l'expropriation des capitalistes. Le deuxième amendement concerne le point qui traite des rapports entre les coopératives et le parti. Nous avons proposé soit d'ajouter les mots : « ce qui (c'est-à-dire l'aide à la lutte ouvrière) est en tous cas souhaitable du point de vue du socialisme », soit de remplacer tout ce paragraphe par un autre recommandant carrément *aux socialistes* de faire de la propagande dans les coopératives pour l'idée qu'est nécessaire une aide directe à la lutte de classe du prolétariat.

Les deux amendements ont été rejetés par la commission et n'ont réuni que quinze voix environ. Les socialistes-révolutionnaires ont voté — comme toujours aux congrès internationaux — pour Jaurès. Devant le public russe, ils vont jusqu'à accuser Bebel lui-même d'opportunisme, mais

devant le public européen, ils suivent Jaurès et Elm ! Wurm a essayé de corriger la fin de la résolution en intervertissant les trois derniers paragraphes. Qu'on dise d'abord que l'union des coopératives en une seule fédération est souhaitable (2e paragraphe à partir de la fin). Qu'on déclare ensuite qu'il dépend des coopératives d'apporter ou non une aide directe au parti (3e paragraphe à partir de la fin). Et que le dernier paragraphe commence par le mot « mais » (*mais* le congrès déclare qu'il est souhaitable que des rapports de plus en plus intimes s'établissent entre le parti, les syndicats et les coopératives). Alors du contexte *général*, il ressortira clairement que le congrès *recommande* aux coopératives d'aider le parti. Elm a rejeté jusqu'à cet amendement ! Wurm l'a alors retiré. Lorsque Wibaut l'a présenté en son nom, nous avons voté pour lui, mais l'amendement a été repoussé.

Sur la question de l'attitude à adopter au plénum du congrès nous avons eu un entretien avec Guesde. Il pensait, et les social-démocrates révolutionnaires allemands partageaient son avis, qu'il ne fallait pas, à cause d'amendements particuliers, semer la guerre au plénum du congrès, que, d'une façon générale, il fallait voter *pour* la résolution. Les défauts de celle-ci consistaient dans une phrase révisionniste qu'on a *laissé* passer, phrase qui ne remplace pas la définition des buts du socialisme, mais qui *coexiste* avec elle — ainsi que dans la forme *insuffisamment frappante* donnée à l'idée que les coopératives ouvrières doivent aider à la lutte de classe des ouvriers. Il fallait s'efforcer de corriger ces défauts, mais il n'y avait pas de raison de déclencher pour cela la guerre au plénum. Nous nous sommes rendus à cette opinion de Guesde, et la résolution a été adoptée à l'unanimité au plénum du congrès.

En dressant le bilan des travaux du congrès sur la question des coopératives, nous devons dire — sans dissimuler ni à nous-mêmes ni aux ouvriers les défauts de la résolution —, que l'Internationale a donné une définition exacte pour l'essentiel des tâches des coopératives du prolétariat. Chaque membre du parti, chaque ouvrier social-démocrate, chaque ouvrier coopérateur conscient doit se guider sur la résolution adoptée et agir entièrement dans son esprit.

Le Congrès de Copenhague montre le mouvement ouvrier à un stade du développement où, essentiellement, il allait en s'élargissant et où il *commençait* à entraîner les coopératives du prolétariat dans la lutte de classe. Des divergences entre les révisionnistes et nous se dessinent, mais nous sommes encore loin d'une offensive de ceux-ci avec un programme indépendant. La lutte contre le révisionnisme est remise, mais elle viendra inévitablement.

« Social-Démocrate », n° 17, 26 septembre (8 octobre) 1910.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

COMMENT CERTAINS SOCIAL-DÉMOCRATES METTENT L'INTERNATIONALE AU COURANT DE LA SITUATION AU SEIN DU P.O.S.D.R.

La réunion du Congrès International de Copenhague a suscité la parution, dans diverses publications, d'articles concernant la situation dans notre parti. Nous allons nous arrêter brièvement sur trois articles, qui ont été écrits par les représentants de trois tendances du parti (ou, plus exactement : *anti*parti) différentes.

L'article qui, par son manque de tenue, mérite la première place est celui qui, malheureusement, a été publié dans l'organe central de nos camarades allemands (*Vorwärts* du 28 août). Cet article est anonyme. Il porte seulement en sous-titre : « De notre correspondant russe ».

Cet article apprend au lecteur que « jamais encore les émigrants russes qui, dans notre parti, jouent un rôle d'une importance disproportionnée, ne se sont montrés aussi étrangers que maintenant aux intérêts et aux besoins du mouvement ouvrier russe » ; on peut y lire également que l'Organe central de notre parti, le *Social-Démocrate*, « fait preuve d'un esprit étroitement fractionniste », et que les bolcheviks se distinguent par un « radicalisme formel et extérieur », qu'ils en sont finalement venus à « reconnaître » le parlementarisme par la force seulement de l'évolution, etc. L'auteur est extrêmement insatisfait de la majorité de notre parti. Dans son ensemble, la situation du parti se présente à lui sous un jour plutôt sombre. Un seul point lumineux dans la vie du P.O.S.D.R. Il s'agit du « journal ouvrier la *Pravda* paraissant à Vienne, qui, dès le début,

s'est tenu totalement à l'écart de la polémique fractionniste et s'est assigné pour tâche de faire de la propagande politique », etc.

Ne commencez-vous pas à deviner, lecteur, à quelle plume « non fractionniste » appartient cet article ? Oui, vous ne vous trompez pas. Il s'agit bien du « non-fractionniste » Trotski, qui ne s'est pas gêné pour faire une réclame impudente pour le journal de sa fraction. C'est bien lui, qui, devant des lecteurs allemands insuffisamment informés, porte sur la position de la majorité du parti le même jugement que les liquidateurs *.

Un second publiciste, *R. Streltsov*, a pris aussi sur lui de calomnier notre parti dans l'organe des révisionnistes allemands. Son article a paru dans le *Sozialistische Monatshefte*, lequel est dirigé par M. Bloch, dont Bebel a dit, avec justesse, à Magdebourg, qu'il était un national-libéral [133]. R. Streltsov, collègue de M. Prokopovitch au journal *Tovarichtch* [134], prend déjà ouvertement la défense des liquidateurs. « Rien n'est plus absurde que l'accusation qui est portée contre eux. » Les véritables social-démocrates, ce sont justement les liquidateurs. Quant à la majorité du parti, voyez-vous, elle « estime superflue l'utilisation de ce que l'on appelle les possibilités légales, c'est-à-dire la participation des social-démocrates aux syndicats, aux coopératives, aux congrès publics, etc. » Oui, le lecteur allemand aura une exacte représentation des choses s'il étudie l'histoire de la révolution russe d'après Tchérévanine, et si Streltsov et Trotski lui exposent la situation actuelle et la lutte tactique à l'intérieur de notre parti !...

Le troisième article est dû à la plume de l'ultimatiste (et constructeur de Dieu) Voïnov, qui a écrit dans *Le Peuple* [135], l'organe de nos camarades belges **. Bien que

* Le fait que cet article soit paru dans un organe comme le *Vorwärts* a contraint nos délégués au Congrès de Copenhague à adresser une protestation au Comité central du parti allemand. Cette protestation a été présentée par les délégués de notre Organe central (G. Plékhanov et A. Varski), ainsi que par le représentant du parti au Bureau International (N. Lénine) [132]. C'est lors de la discussion de cette question au sein de la délégation social-démocrate, que Trotski nous a révélé que ce fameux article était de lui.

** Voïnov prend d'ailleurs la précaution de faire savoir aux lecteurs qu'il est « délégué au Congrès International de Copenhague ».

Voïnov ait donné à nos camarades belges une représentation défigurée des « courants tactiques existants dans notre parti » (c'est le titre de son article), l'exposé qu'il a fait présente néanmoins un intérêt considérable : il nous révèle une fois encore, le fond de la tactique otzoviste-ultimatiste. Oui, on rencontre, dans le groupe « Vpériod », quelques publicistes bénis qui exposent avec franchise les buts des otzovistes-ultimatistes, au lieu de les masquer comme le font habituellement dans leurs articles ceux qui collaborent à « Vpériod ». Voyez plutôt vous-mêmes. Quel membre du groupe « Vpériod » vous avouerait franchement que les otzovistes-ultimatistes sont actuellement obsédés par leur rêve de groupes de combat, etc. ? Or, le sincère Voïnov écrit ouvertement que ses amis et lui-même souhaitent « poursuivre et développer notre préparation de combat », alors que Lénine, qui a viré à droite, nie, pour le temps présent, « la nécessité, par exemple, d'écoles d'instructeurs ». Quel adepte de « Vpériod » reconnaîtrait actuellement avec franchise la nécessité d'adresser un « ultimatum » à la fraction de la Douma? Or le bon Voïnov nous fait savoir en toute simplicité que la « renaissance du parti » est une chose nécessaire à ses amis, afin qu'on puisse « adresser un ultimatum à nos députés »... Quel représentant du groupe « Vpériod » vous expliquerait, dans la presse, pourquoi les otzovistes-ultimatistes ont besoin d'une « école du parti » à l'étranger ? Et le loquace Voïnov n'a pas manqué de déclarer qu'une « école » était nécessaire en vue de préparer un « nouveau congrès » du parti et d'élire un autre Comité central pour remplacer l'actuel Comité central « droitier » *. Les « diplomates » de « Vpériod » ne féliciteront sûrement pas Voïnov pour sa franchise !

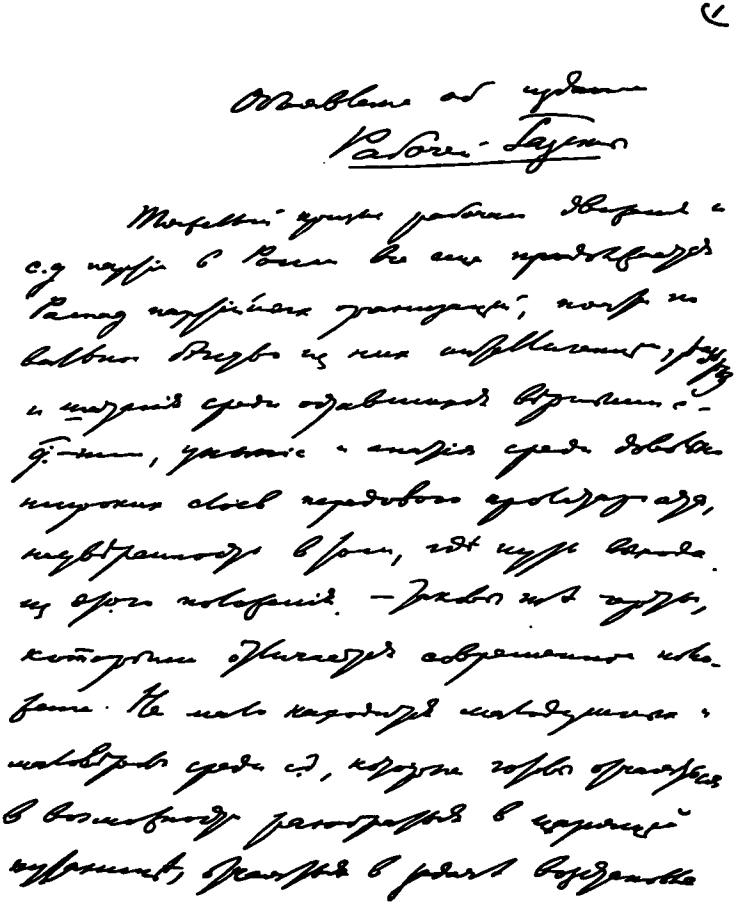
Trotski, Voïnov et Streltsov se sont donnés fraternellement la main dans la lutte contre la ligne du parti...

« Social-Démocrate » n° 17, 26 septembre (8 octobre) 1910

Conforme au texte du journal

---

* Ici, Voïnov a jugé utile... de se vanter et de vouloir faire croire que « certains membres du Comité central, délégués au Congrès, mais mécontents de la nouvelle orientation prise par le Comité central ont donné leur démission ». Où et quand, camarade Voïnov ?



Première page du manuscrit
« Annonce de la publication de la *Rabotchaïa Gazéta*».
Octobre 1910.
Réduction

ANNONCE DE LA PUBLICATION DE LA *RABOTCHAÏA GAZÉTA* [136]

La crise grave que traversent le mouvement ouvrier et le parti social-démocrate en Russie continue. La désagrégation des organisations du parti, la débandade de presque tous les intellectuels, le désarroi et les flottements parmi ceux qui sont restés fidèles à la social-démocratie, la dépression et l'apathie dans des couches assez larges du prolétariat avancé, l'incertitude sur l'issue à cette situation — tels sont les traits qui distinguent l'état de choses actuel. Parmi les social-démocrates il y a pas mal de sceptiques et de pusillanimes, prêts à désespérer de pouvoir mettre de l'ordre dans la confusion qui règne, à désespérer de pouvoir rétablir et renforcer le parti, le P.O.S.D.R. avec ses traditions et sa mission révolutionnaire, prêts à jeter le manche après la cognée et à se confiner dans leur vie privée, ou bien dans des cercles étroits qui s'occupent uniquement du travail « culturel », etc.

La crise se poursuit. Mais d'ores et déjà on en aperçoit la fin, le chemin qui mène à l'issue est parfaitement tracé et vérifié par le parti, le désarroi et les flottements ont pris la forme, d'ores et déjà, de courants, d'orientations, de fractions assez bien déterminés et dûment jugés par le parti ; or, définir les courants antiparti et les juger avec précision, c'est dire que le désarroi et les flottements sont déjà à moitié liquidés.

Pour ne pas se laisser aller à la déception et au désespoir, il faut seulement comprendre toute la gravité des causes de la crise. On ne saurait éviter cette crise, on ne saurait l'éluder ; on peut seulement y mettre fin par une lutte opiniâtre, car cette crise, loin d'être fortuite, est engendrée par une étape *particulière* du développement

économique et politique à la fois de la Russie. L'autocratie règne comme auparavant. La violence est encore plus brutale. L'arbitraire est encore plus éhonté. L'oppression économique est encore plus impudente. Mais l'autocratie ne peut plus se maintenir *uniquement* par les anciens moyens. Elle est *contrainte* de faire une nouvelle tentative, celle d'une alliance déclarée avec les propriétaires fonciers ultra-réactionnaires, avec les capitalistes octobristes, une alliance à la Douma et par l'intermédiaire de celle-ci. Pour tous ceux qui n'ont pas perdu la capacité de penser, la vanité de cette tentative est évidente, comme est évidente la montée d'une nouvelle crise révolutionnaire. Mais cette crise révolutionnaire se prépare dans une nouvelle conjoncture, à l'heure où les classes et les partis, qui n'existaient pas avant la révolution de 1905, sont infiniment plus conscients, unis et organisés. Le libéralisme russe, d'opposition pleine de bonnes intentions, bonasse, rêveuse, molle et flasque, est devenu un parti solide, trempé à l'école parlementaire, de bourgeois intellectuels qui sont les ennemis conscients du prolétariat socialiste et des représailles révolutionnaires des masses paysannes contre messieurs les féodaux. Quémander des concessions à la monarchie, la menacer d'une révolution (que le libéral lui-même exècre et craint), trahir éternellement la lutte libératrice et passer aux côtés de l'ennemi, tel est le sort inévitable, inévitable en raison de sa nature de classe, du parti libéral, du parti cadet. La paysannerie russe a révélé sa capacité de mener la lutte révolutionnaire massive si celle-ci est déclenchée par le prolétariat, et aussi cette propriété d'hésiter sans fin entre le libéralisme et la social-démocratie. La classe ouvrière russe a démontré qu'elle est l'unique classe révolutionnaire jusqu'au bout, le seul dirigeant dans la lutte pour la liberté (même bourgeoise). Et aujourd'hui, la tâche grandiose qu'est la poursuite de la lutte pour la liberté peut être remplie — et le sera — par la seule action révolutionnaire du prolétariat qui entraîne à sa suite les masses laborieuses et exploitées. En agissant dans une situation nouvelle, parmi des ennemis plus conscients et plus solidaires, la classe ouvrière doit, elle aussi, réorganiser son parti, le P.O.S.D.R. A la place de dirigeants intellectuels, elle met en avant des dirigeants issus des milieux ouvriers. On voit

grandir un nouveau type de militant ouvrier social-démocrate, qui administre en toute indépendance *toutes* les affaires du parti et qui est capable de rassembler, d'unir, d'organiser des masses prolétariennes dix fois et cent fois plus nombreuses que par le passé.

C'est à ce nouvel ouvrier que nous nous adressons au premier chef avec notre *Rabotchaïa Gazéta*. Cet ouvrier a dépassé l'âge où il lui plaisait qu'on lui parle comme à un bébé, qu'on le nourrisse au biberon. Il lui faut tout savoir sur les tâches politiques du parti, sur son édification, sur la lutte à l'intérieur du parti. Il ne craint pas la vérité toute crue sur le parti qu'il consolide, qu'il rétablit et qu'il réorganise. Les phrases révolutionnaires abstraites, les exclamations conciliatrices et doucereuses qu'il trouve dans les recueils *Vpériod* ou dans le journal de Trotski la *Pravda*, sans découvrir ni ici ni là un exposé clair, précis et franc de la ligne et de la situation du parti, loin de l'aider, lui portent préjudice.

La situation du parti est très difficile, mais la principale difficulté ne consiste pas dans le fait que le parti est terriblement affaibli et ses organisations sont parfois complètement détruites, ni dans l'aggravation de la lutte des fractions à l'intérieur du parti, mais dans ce fait que la couche avancée des ouvriers social-démocrates n'a pas saisi d'une manière suffisamment claire la portée et la nature de cette lutte, n'a pas suffisamment cimenté ses rangs pour mener ce combat avec succès, n'est pas intervenue dans cette lutte d'une manière suffisamment énergique et indépendante pour créer, soutenir et renforcer ce *noyau du parti* qui est en train de délivrer le P.O.S.D.R. du désarroi, des flottements, de la désagrégation, pour le conduire sur un chemin ferme.

Ce chemin est parfaitement tracé par les décisions de la Conférence de décembre 1908, corroborées par celles du plénum du Comité central en 1910. Ce qui constitue ce noyau, c'est l'alliance des bolcheviks orthodoxes (adversaires de l'otzovisme et de la philosophie bourgeoise) et des mencheviks pro-parti (adversaires du courant liquidateur) qui, à présent, *accomplissent* effectivement et non en vertu de rapports de pure forme, l'essentiel du travail au sein du P.O.S.D.R.

On dit aux ouvriers que cette alliance ne fait qu'accentuer et exacerber la lutte fractionnelle, l'action contre les liquidateurs et les otzovistes, « au lieu » de combattre les courants liquidateur et otzoviste. C'est une phrase creuse, ce n'est que du zézayement présumant que l'ouvrier est un enfant et non un adulte. Il est désagréable de constater cette vérité que, étant donné la faiblesse du parti, la destruction de ses organisations, la nécessité inévitable d'une base à l'étranger, tout courant devient facilement une fraction, une fraction à l'étranger qui, pratiquement, est complètement autonome, indépendante du parti ; mais il est ridicule (ou criminel) de cacher cette vérité à l'ouvrier social-démocrate qui doit refondre *son* parti conformément à une ligne politique *nette*, précise, claire. Les *formes* les plus fâcheuses de la lutte fractionnelle dominent chez nous actuellement, cela ne fait aucun doute ; mais précisément pour modifier ces *formes* il faut que les ouvriers avancés ne fassent pas une moue méprisante, n'éludent pas à l'aide d'une phrase creuse la tâche désagréable (pour le dilettante, pour les gens de passage au parti) de refondre les formes désagréables d'une lutte désagréable. Il faut qu'ils *comprennent* la nature et la portée de cette action et *organisent* le travail à la base de façon *à déterminer* (à propos de *chaque* question de la propagande socialiste, de l'agitation politique, du mouvement syndical, du travail coopératif, etc.) la limite au-delà de laquelle on commence à dévier de la social-démocratie vers le liquidationnisme libéral ou l'otzovisme semi-anarchique, l'ultimatisme, etc., de façon à *maintenir l'action du parti* dans la voie juste, définie par ces limites. Pour nous, une des principales tâches de la *Rabotchaïa Gazéta* consiste à aider les ouvriers à déterminer ces limites pour chacune des questions *concrètes* les plus importantes concernant la situation actuelle en Russie.

On dit aux ouvriers : c'est justement la tentative d'unification faite à la session plénière du Comité central en janvier 1910 qui a démontré la vanité et la stérilité de la lutte fractionnelle à l'intérieur du parti, lutte qui aurait, paraît-il, « sapé » l'unification. Ceux qui parlent ainsi sont des gens mal renseignés ou bien totalement incapables de réfléchir, ou bien encore qui *dissimulent* leurs buts véritables à l'aide de phrases sonores, pompeuses et vides de sens.

Le plénum n'a « déçu » que ceux qui craignaient de regarder la vérité en face et se berçaient d'illusions. Si mêlée qu'ait été parfois la « salade conciliatrice », au plénum, il en est résulté justement l'unification, la seule possible, la seule nécessaire. Si les liquidateurs et les otzovistes *ont signé* la résolution sur la lutte contre les courants liquidateur et otzoviste, et si dès le lendemain ils ont recommencé leurs anciennes manigances avec encore « plus de zèle », cela n'a fait que démontrer l'impossibilité pour le parti de compter sur les éléments antiparti, cela n'a fait que démontrer plus clairement la nature de ces éléments. Le parti est une association libre, et l'unification n'est possible et utile que lorsque s'unissent des hommes qui veulent et peuvent appliquer la ligne générale du parti d'une manière tant soit peu consciencieuse, ou plus exactement qui *ont intérêt* (par leurs idées, par leurs tendances) à appliquer la ligne du parti *commune*. L'unification est impossible et nuisible lorsqu'elle tente d'embrouiller et d'obscurcir l'intelligence de cette ligne, lorsqu'elle essaye d'unir par un lien fictif ceux qui entraînent résolument le parti dans une direction antiparti. L'unification entre les groupes *fondamentaux* du bolchevisme et du menchevisme a été réalisée par le plénum et consolidée, sinon grâce à lui, du moins par son intermédiaire.

L'ouvrier qui ne veut pas qu'on lui parle en zézayant ne peut manquer de comprendre que les courants liquidateur et otzoviste, tout comme le bolchevisme et le menchevisme, ne sont pas un effet du hasard, mais ont des racines profondes. Seuls les auteurs de fables enfantines « pour les ouvriers » expliquent la différence entre ces fractions par des disputes d'« intellectuels ». En réalité, ces deux orientations qui ont laissé leur empreinte sur toute l'histoire de la révolution russe, sur les premières années (sous bien des rapports, les années les plus importantes) du mouvement ouvrier de masse en Russie, ont été engendrées par le processus même de la transformation économique et politique de la Russie féodale en un pays bourgeois, elles ont été engendrées par les influences que les différentes classes bourgeoises exerçaient sur le prolétariat, ou plus exactement, par la situation caractérisée par l'existence de différentes couches de la bourgeoisie, dans laquelle le proléta-

riat agissait. Il en résulte qu'il est impossible d'unifier la social-démocratie en Russie en détruisant une des deux orientations apparues à l'époque des actions révolutionnaires de la classe ouvrière, les plus directes, les plus larges, massives, libres et d'une grande portée historique. Mais il en découle également que les bases d'un rapprochement réel des fractions sont contenues dans l'évolution interne de ces fractions et non dans des phrases bien intentionnées sur l'unité, sur la suppression des fractions, etc. C'est bien un tel rapprochement que connaît le parti de la classe ouvrière depuis que nous, les bolcheviks, avons définitivement enterré l'« otzovisme »[137] au printemps 1909, et depuis que les mencheviks pro-parti, Plékhanov en tête, ont engagé une lutte non moins résolue contre le courant liquidateur. Il est certain que les ouvriers conscients des *deux* fractions sont dans leur immense majorité aux côtés des adversaires de l'otzovisme et du courant liquidateur. C'est pourquoi, si pénible que soit la lutte intestine sur ce terrain, parfois ardue et toujours désagréable, la *forme* du phénomène ne doit pas nous faire oublier son *fond*. Ceux qui ne voient pas à la base de cette lutte (qui dans l'état actuel du parti prend inévitablement la forme d'une lutte fractionnelle) le processus de la *cimentation* du noyau fondamental du parti, constitué par les ouvriers social-démocrates conscients, ne voient pas la forêt derrière les arbres.

La *Rabotchaïa Gazéta* que nous fondons, nous autres bolcheviks, avec l'appui des mencheviks pro-parti (Plékhanov en tête) aura pour but de souder le véritable noyau social-démocrate. Cette publication devra nécessairement paraître en tant que fractionnelle, en tant qu'entreprise fractionnelle des bolcheviks. Il se trouvera peut-être des gens qui, ici encore, ne verront pas la forêt derrière les arbres et clameront qu'il s'agit d'un « *retour* » à la lutte fractionnelle. En exposant en détail notre opinion sur la nature et le sens de l'unification du parti, de l'unification en voie d'accomplissement, vraiment importante et nécessaire, nous avons montré par là même ce que valent de telles objections qui, *de fait*, ne feraient qu'*embrouiller* le problème de l'unification et *camoufler* tels ou tels buts fractionnels. Nous voulons par-dessus tout que la *Rabotchaïa Gazéta* aide les ouvriers à comprendre d'une manière

parfaitement claire et à fond toute la situation dans le parti et toutes les tâches du parti.

En entreprenant la publication de la *Rabotchaïa Gazéta* nous comptons à la fois sur l'aide du Comité central de notre parti, des organisations locales et des groupes d'ouvriers conscients qui en ce moment sont détachés du parti. Nous comptons sur l'aide du Comité central tout en sachant que pendant plusieurs mois il n'a pas réussi à organiser son travail *convenablement* en Russie, précisément parce que, en dehors des bolcheviks et des mencheviks pro-parti, il n'a trouvé *nulle part* de soutien, et bien souvent s'est heurté à l'opposition déclarée des autres fractions. Cette phase pénible dans la vie du Comité central passera, et pour qu'elle passe plus vite nous ne devons pas « attendre » simplement le rétablissement du Comité central, son renforcement, etc., nous devons prendre *immédiatement* des mesures, sur l'initiative de différents groupes et organisations locales (ne serait-ce que de la manière la plus modeste au début), en vue de consolider la ligne du parti et l'unité *véritable* du parti, objet des plus grands efforts du Comité central. Nous comptons sur l'aide des organisations locales et de différents groupes ouvriers, car seule leur participation active au journal, leur soutien, leurs opinions, leurs articles, leur documentation, leurs informations et leurs notes, peuvent mettre sur pied et assurer le succès de la *Rabotchaïa Gazéta.*

Rédigé en octobre 1910.
Publié pour la première fois le 5 mai 1937 dans la « Pravda » n°122

Conforme au manuscrit

РАБОЧАЯ ГАЗЕТА

JOURNAL OUVRIER

Уроки революціи

Première page de la *Rabotchaïa Gazéta* n° 1 du 30 octobre (12 novembre) 1910, avec l'article de V. Lénine « Les enseignements de la révolution » en éditorial.
Réduction

LES ENSEIGNEMENTS DE LA RÉVOLUTION

Cinq ans se sont écoulés depuis que la classe ouvrière de Russie a porté, en octobre 1905, le premier coup vigoureux à l'autocratie tsariste. Le prolétariat leva, en ces grandes journées, des millions de travailleurs pour la lutte contre leurs oppresseurs. En quelques mois de 1905, il sut conquérir des améliorations que les ouvriers, pendant des dizaines d'années, avaient attendues vainement de leurs « autorités ». Le prolétariat avait conquis pour l'ensemble du peuple russe, bien que pour un court délai, des libertés jamais vues en Russie, liberté de la presse, liberté de réunion, d'association. Il balaya sur son chemin la Douma truquée de Boulyguine, il arracha au tsar le manifeste sur la constitution et rendit une fois pour toutes impossible le gouvernement de la Russie sans institutions représentatives.

Les grandes victoires du prolétariat s'avérèrent des demi-victoires, parce que le pouvoir tsariste n'avait pas été renversé. L'insurrection de décembre se termina par une défaite, et l'autocratie tsariste retira une à une les conquêtes de la classe ouvrière, à mesure que faiblissait sa poussée, se relâchait la lutte des masses. En 1906, les grèves ouvrières, les troubles parmi les paysans et les soldats étaient beaucoup plus faibles qu'en 1905, mais cependant encore très forts. Le tsar fit dissoudre la première Douma, pendant laquelle la lutte du peuple avait repris ; mais il n'osa pas modifier d'emblée la loi électorale. En 1907, la lutte des ouvriers faiblit encore plus et le tsar, après avoir démantelé la deuxième Douma, opéra un coup d'Etat (3 juin 1907) ; il viola les promesses les plus solennelles qu'il avait faites de ne pas promulguer de lois sans le consentement de la

Douma ; il modifia la loi électorale de sorte que la majorité parlementaire revint immanquablement aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes, au parti des Cent-Noirs et à leurs valets.

Les victoires comme les défaites de la révolution ont fourni de grandes leçons historiques au peuple russe. En célébrant le cinquième anniversaire de 1905, nous tâcherons de dégager le contenu essentiel de ces enseignements.

La *première leçon fondamentale* est que *seule* la lutte révolutionnaire des masses est capable d'obtenir des améliorations un peu sérieuses de la vie des ouvriers et de la direction de l'État. Aucune « sympathie » des hommes instruits pour les ouvriers, aucune lutte héroïque de terroristes isolés, n'ont pu miner l'autocratie tsariste et l'omnipotence des capitalistes. Seule la lutte des ouvriers eux-mêmes, seule la lutte commune de millions d'hommes a pu atteindre ce résultat ; et lorsque *cette* lutte se relâchait, on retirait aussitôt aux ouvriers leurs conquêtes. La révolution russe a confirmé ce qui se chante dans l'hymne international des ouvriers :

> « Il n'est point de sauveurs suprêmes,
> Ni Dieu, ni César, ni tribun ;
> Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes,
> Décrétons le salut commun. »

La *deuxième leçon* est qu'il ne suffit pas de miner, de limiter le pouvoir tsariste. Il faut le *supprimer*. Tant que le pouvoir tsariste n'est pas supprimé, les concessions arrachées au tsar seront toujours précaires. Le tsar faisait des concessions lorsque la poussée de la révolution s'accentuait ; il les reprenait toutes, lorsque la poussée faiblissait. Seule la conquête de la république démocratique, le renversement du pouvoir tsariste, le passage du pouvoir aux mains du peuple, peuvent délivrer la Russie des violences et de l'arbitraire des fonctionnaires, de la Douma des Cent-Noirs et des octobristes, de l'omnipotence des grands propriétaires fonciers et de leurs valets à la campagne. Si les calamités dont souffrent les paysans et les ouvriers sont aujourd'hui, après la révolution, encore plus dures qu'auparavant, c'est une rançon qu'ils payent parce que la révolution a été faible, parce que le pouvoir tsariste n'a pas

été renversé. L'année 1905, et puis les deux premières Doumas et leur dissolution ont beaucoup appris au peuple ; elles lui ont appris tout d'abord à lutter en commun pour les revendications politiques. Le peuple, en s'éveillant à la vie politique, avait d'abord exigé de l'autocratie des concessions : que le tsar convoquât la Douma ; que le tsar remplaçât les anciens ministres par de nouveaux ; que le tsar « donnât » le suffrage universel. Mais l'autocratie ne faisait pas et ne pouvait faire de telles concessions. Aux demandes de concessions, l'autocratie répondait par la baïonnette. Et c'est alors que le peuple commença à se rendre compte de la nécessité de *lutter* contre le pouvoir autocratique. Aujourd'hui Stolypine et la Douma noire des maîtres et seigneurs enfoncent, pourrait-on dire, avec encore plus de force cette idée dans la tête des paysans. Ils l'enfoncent et finiront par l'enfoncer.

L'autocratie tsariste a également tiré de la révolution une leçon pour elle-même. Elle a compris qu'il n'était plus possible de compter sur la foi des paysans dans le tsar. Elle affermit maintenant son pouvoir par une alliance avec les propriétaires fonciers Cent-Noirs et les industriels octobristes. Pour renverser l'autocratie tsariste, il faut que la poussée de la lutte révolutionnaire des masses soit, aujourd'hui, beaucoup plus vigoureuse qu'en 1905.

Cette poussée beaucoup plus vigoureuse est-elle possible ? La réponse à cette question nous amène à la *troisième et principale* leçon de la révolution : nous avons vu *comment* agissent les différentes classes du peuple russe. Avant 1905, beaucoup croyaient que tout le peuple aspirait également à la liberté et voulait une liberté égale ; du moins, l'immense majorité ne se rendait pas du tout compte que les diverses classes du peuple russe envisagent différemment la lutte pour la liberté et ne revendiquent pas la même liberté. La révolution a dissipé le brouillard. A la fin de 1905, et puis aussi pendant les première et deuxième Doumas, *toutes* les classes de la société russe se sont affirmées ouvertement. Elles se sont fait voir à l'œuvre ; elles ont montré quelles étaient leurs véritables aspirations, pour quoi elles pouvaient lutter et de quelle force, de quelle ténacité et de quelle énergie elles étaient capables dans cette lutte.

Les ouvriers d'usines, le prolétariat industriel a mené

la lutte la plus résolue et la plus opiniâtre contre l'autocratie. Le prolétariat a commencé la révolution par le 9 janvier et par des grèves de masse. Le prolétariat a mené la lutte jusqu'au bout en déclenchant l'insurrection armée de décembre 1905, pour défendre les paysans que l'on frappait, torturait, fusillait. Le nombre des ouvriers en grève, en 1905, était d'environ *trois millions* (avec les cheminots, les employés des postes, etc., il y en avait certainement jusqu'à quatre millions) ; en 1906, un million ; en 1907, 3/4 de million. Le monde n'avait encore jamais vu un mouvement gréviste de cette envergure. Le prolétariat russe a montré quelles forces intactes les masses ouvrières recèlent dans leurs tréfonds, lorsque couve une véritable crise révolutionnaire. La vague gréviste de 1905, la plus grande que le monde ait connue, était loin d'avoir épuisé toutes les forces de combat du prolétariat. Ainsi, dans la région industrielle de Moscou il y avait 567 000 ouvriers d'usines et 540 000 grévistes ; dans celle de Pétersbourg 300 000 ouvriers d'usines et un million de grévistes. C'est donc que les ouvriers de la région de Moscou sont encore loin d'avoir développé une ténacité dans la lutte, pareille à celle des ouvriers de Pétersbourg. Et dans la province de Livonie (Riga), sur 50 000 ouvriers il y avait 250 000 grévistes, c'est-à-dire que chaque ouvrier avait fait grève en moyenne plus de cinq fois en 1905. A l'heure actuelle, la Russie entière ne compte certainement pas moins de trois millions d'ouvriers d'usines, de mineurs et de cheminots. Et ce chiffre augmente chaque année. Avec un mouvement aussi fort que celui de Riga en 1905, ils pourraient mettre en ligne une armée de *15 millions de grévistes.*

Aucun pouvoir tsariste n'eût pu tenir en face d'une telle poussée. Mais chacun comprend que cette dernière ne saurait être provoquée artificiellement, au gré des socialistes ou des ouvriers d'avant-garde. Elle n'est possible que lorsque le pays entier est emporté par la crise, par l'indignation, par la révolution. Pour préparer cet assaut, il est nécessaire d'entraîner à la lutte les couches d'ouvriers les plus retardataires, de mener pendant des années et des années un vaste travail, opiniâtre et tenace, de propagande, d'agitation et d'organisation en créant et consolidant toute sorte d'unions et d'organisations du prolétariat.

Par la vigueur de sa lutte, la classe ouvrière de Russie marchait en tête de toutes les autres classes du peuple russe. Les conditions mêmes de la vie des ouvriers les rendent aptes à la lutte et les incitent à combattre. Le capital rassemble les ouvriers par masses importantes dans les grandes villes ; il les groupe, leur apprend à s'unir dans l'action. A chaque pas les ouvriers se trouvent face à face avec leur principal ennemi : la classe des capitalistes. En combattant cet ennemi, l'ouvrier devient *socialiste*, arrive à comprendre la nécessité de réorganiser entièrement toute la société, de supprimer entièrement toute misère et toute oppression. En devenant socialistes, les ouvriers luttent avec un courage indéfectible contre tout ce qui se met en travers de leur chemin, et avant tout contre le pouvoir du tsar et des propriétaires féodaux.

Les paysans se sont dressés eux aussi dans la révolution pour lutter contre les propriétaires fonciers et le gouvernement ; mais leur lutte était beaucoup plus faible. On a établi que la majorité des ouvriers d'usines (jusqu'à 3/5) avait participé à la lutte révolutionnaire, aux grèves ; chez les paysans, rien que la minorité : certainement pas plus d'un cinquième ou d'un quart. Dans leur lutte, les paysans étaient moins opiniâtres, plus dispersés, moins conscients, gardant encore assez souvent l'espoir en la bonté du Petit Père le Tsar. A vrai dire, en 1905-1906, les paysans ont simplement fait peur au tsar et aux propriétaires fonciers. Or, il ne s'agit pas de leur faire peur ; il s'agit de les *supprimer* ; *leur* gouvernement — le gouvernement *tsariste* — il faut le faire disparaître de la surface de la terre. Aujourd'hui, Stolypine et la Douma noire des propriétaires fonciers s'appliquent à faire des paysans riches de nouveaux gros fermiers-propriétaires, alliés du tsar et des Cent-Noirs. Mais plus le tsar et la Douma aident les paysans riches à ruiner la masse des paysans, plus consciente devient cette masse, moins elle conservera sa foi dans le tsar, sa foi d'esclaves-serfs, la foi d'hommes opprimés et ignorants. Chaque année le nombre des ouvriers ruraux augmente à la campagne, — ils n'ont pas où chercher leur salut, si ce n'est dans une alliance avec les ouvriers des villes, en vue d'une lutte commune. Chaque année, le nombre des paysans ruinés définitivement, pau-

périsés et affamés, augmente à la campagne ; des millions et des millions d'entre eux, lorsque le prolétariat des villes se soulèvera, engageront une lutte plus décisive, plus cohérente contre le tsar et les propriétaires fonciers.

La bourgeoisie libérale, c'est-à-dire les libéraux parmi les propriétaires fonciers, industriels, avocats, professeurs, etc., ont également pris part à la révolution. Ils forment le parti de la « liberté du peuple » (constitutionnels-démocrates ou cadets). Ils ont beaucoup promis au peuple et mené grand tapage dans leurs journaux sur la liberté. Leurs députés étaient en majorité à la première et à la deuxième Douma. Ils promettaient d'obtenir la liberté « par la voie pacifique », ils condamnaient la lutte révolutionnaire des ouvriers et des paysans. Les paysans et beaucoup de députés paysans (« troudoviks ») croyaient à ces promesses ; dociles et soumis, ils suivaient les libéraux, se tenant à l'écart de la lutte révolutionnaire du prolétariat. Là était l'erreur la plus grande des paysans (et de beaucoup de citadins) pendant la révolution. D'une main les libéraux aidaient — et encore très, très rarement — à la lutte pour la liberté ; mais ils tendaient toujours l'autre au tsar, auquel ils promettaient de garder et d'affermir son pouvoir, de réconcilier les paysans avec les propriétaires fonciers, de « pacifier » les ouvriers « turbulents ».

Lorsque la révolution en vint à la lutte décisive contre le tsar, à l'insurrection de décembre 1905, les libéraux trahirent lâchement, tous tant qu'ils étaient, la liberté du peuple et abandonnèrent la lutte. L'autocratie tsariste profita de cette trahison de la liberté du peuple par les libéraux ; elle profita de l'ignorance des paysans qui, sur bien des points, faisaient confiance aux libéraux, et battit les ouvriers insurgés. Le prolétariat une fois battu, ni les Doumas d'aucune sorte, ni les discours sucrés des cadets, ni aucune de leurs promesses n'empêchèrent le tsar de supprimer tout ce qui restait des libertés, de rétablir l'autocratie et la toute-puissance des propriétaires féodaux.

Les libéraux en furent pour leurs frais. Les paysans avaient reçu une rude, mais utile leçon. Il ne saurait y avoir de liberté en Russie, tant que les grandes masses du peuple font confiance aux libéraux, croient à la possibilité d'une « paix » avec le pouvoir tsariste et se tiennent à

l'écart de la lutte révolutionnaire des ouvriers. Aucune force au monde n'empêchera l'avènement de la liberté en Russie quand la masse du prolétariat des villes se dressera pour la lutte, refoulera les libéraux hésitants et traîtres, entraînera derrière elle les ouvriers des campagnes et la paysannerie ruinée.

Le prolétariat de Russie se dressera pour cette lutte, il se mettra de nouveau à la tête de la révolution. C'est ce que garantit toute la situation économique de la Russie, toute l'expérience des années de révolution.

Il y a cinq ans, le prolétariat portait un premier coup à l'autocratie tsariste. Le peuple russe vit briller pour lui les premiers rayons de la liberté. Maintenant l'autocratie tsariste est rétablie ; derechef les féodaux règnent et gouvernent : partout des violences sont exercées à nouveau sur les ouvriers et les paysans ; partout, c'est le despotisme asiatique des autorités, les lâches brimades infligées au peuple. Mais ces dures leçons n'auront pas été vaines. Le peuple russe n'est plus ce qu'il était avant 1905. Le prolétariat lui a appris à lutter. Le prolétariat le conduira à la victoire.

« Rabotchaïa Gazéta », n° 1, 30 octobre (12 novembre) 1910

Conforme au texte du journal

DEUX MONDES

On a déjà passablement écrit, dans tous les journaux, sur le congrès du Parti social-démocrate allemand qui s'est tenu à Magdebourg et on connaît suffisamment tous les principaux événements et toutes les péripéties qui en ont marqué le déroulement. L'aspect externe de la lutte menée par les révisionnistes contre les orthodoxes et les épisodes dramatiques du congrès ont énormément retenu l'attention des lecteurs au détriment de la compréhension du sens profond de cette lutte et des fondements idéologiques et politiques de la divergence. Cependant, les discussions qui ont eu lieu à Magdebourg — et qui concernaient essentiellement la question du vote du budget badois — ont fourni des matériaux extrêmement intéressants, qui attestent l'existence de deux mondes idéologiques et de deux tendances de classe *à l'intérieur* du Parti ouvrier social-démocrate allemand. Le vote du budget constitue seulement l'une des manifestations qui témoignent de la divergence existant entre les deux mondes, divergence si profonde, d'ailleurs, que, certainement, elle aura l'occasion de se manifester à propos de questions bien plus sérieuses et d'une toute autre conséquence. Et maintenant, alors qu'en Allemagne tous sentent clairement *approcher* la grande tourmente révolutionnaire, il y a lieu de voir, dans les discussions de Magdebourg, quelque chose comme une petite revue d'une modeste fraction de l'armée *avant que* celle-ci n'entre en campagne (car le vote du budget n'est qu'une infime portion des questions essentielles relatives à la tactique des social-démocrates).

Qu'a révélé cet examen préalable quant à la manière dont les diverses parties de l'armée prolétarienne compren-

nent leurs tâches ? Que peut-il nous dire sur le comportement futur de ces diverses fractions de l'armée ? Telles sont les questions sur lesquelles nous avons l'intention de nous arrêter.

Commençons par un conflit qui (en apparence) présente un caractère limité. Frank, qui est le meneur des révisionnistes, a soigneusement souligné, comme l'ont fait tous les Badois, ce fait que le ministre von Bodman a commencé par nier l'« égalité » des social-démocrates avec les autres partis, avec les partis bourgeois, et qu'ensuite, il aurait fait mine de retirer cette « injure ». Voici d'ailleurs ce que Bebel écrit à ce sujet dans son rapport :

... « Si le ministre d'un Etat actuel, qui représente l'ordre étatique et social du moment — et l'on sait que l'Etat actuel a pour but, en tant qu'institution politique, de défendre et de maintenir la structure étatique et sociale existante contre toute attaque de la part des social-démocrates (défense qui, le cas échéant, est susceptible de s'effectuer par des moyens violents), si donc, un tel ministre déclare qu'il ne reconnaît pas l'égalité en droits du parti social-démocrate, on ne peut que lui donner raison en se plaçant à son point de vue. » Frank interrompt Bebel et s'écrie : « C'est inouï ! » Bebel continue et lui répond : « Je trouve cela parfaitement naturel. » Frank s'exclame de nouveau : « C'est inouï ! »

Pourquoi donc Frank a-t-il été si indigné ? C'est parce qu'il est littéralement imbu de sa foi en la « légalité » bourgeoise, en l'« égalité de droit » bourgeoise, parce qu'il ne comprend pas les *limites* historiques de cette légalité, parce qu'il n'admet pas que cette légalité est *destinée*, est forcément destinée à voler en éclats, dès qu'il s'agira du problème essentiel et fondamental du maintien de la propriété bourgeoise. Frank est entièrement rempli d'illusions constitutionnelles petites-bourgeoises ; c'est pourquoi il ne comprend pas ce qu'il y a d'historiquement *conventionnel* dans les systèmes constitutionnels, même dans un pays comme l'Allemagne ; il croit en la portée absolue, en la force absolue de la constitution bourgeoise (ou, pour mieux dire, féodale et bourgeoise) de l'Allemagne et il est sincèrement *offensé* parce que le ministre constitutionnel ne veut pas lui reconnaître l'« égalité de droits » à lui, Frank, à lui qui est membre du parlement et qui agit en parfait accord

avec la loi. Grisé par cette légalité, Frank en arrive à ce point qu'il oublie l'incompatibilité irréductible existant entre la bourgeoisie et le prolétariat et que, sans s'en rendre compte, il adopte le point de vue de ceux qui considèrent la légalité bourgeoise comme une chose éternelle et qui estiment que le socialisme doit s'inscrire dans le cadre de cette légalité.

Détachant le problème de ces illusions constitutionnelles, qui sont propres à la démocratie bourgeoise, Bebel le ramène sur le terrain réel de la lutte des classes. Est-il possible de se sentir « offensé » sous prétexte que, sur le terrain du droit bourgeois, le défenseur du régime bourgeois ne nous reconnaît pas l'égalité des droits à nous qui sommes les adversaires de ce régime ? Le seul fait de supposer que cela puisse m'offenser suffit à prouver la fragilité de mes convictions socialistes !

Et Bebel s'efforce de faire comprendre à Frank le point de vue social-démocrate, au moyen d'exemples frappants. Une loi d'exception votée contre les socialistes ne pouvait nous « offenser », explique Bebel à Frank ; nous étions pleins de haine et de colère, « et si nous l'avions pu alors, nous nous serions jetés dans la lutte, car nous la désirions de tout cœur, et nous aurions réduit en miettes tous les obstacles dressés sur notre chemin » (*bruyantes exclamations d'approbation*, observe à cet endroit le compte rendu sténographique). « Nous aurions trahi notre cause en nous comportant autrement » (*Exact* !). « Mais nous n'avons pas pu le faire. »

Ce qui m'offense, c'est que le ministre constitutionnel ne reconnaisse pas l'égalité en droits des socialistes, explique Frank. Vous ne devez pas être offensés, répond Bebel, par ce refus, attendu qu'il émane d'un homme qui, naguère, vous étouffait en faisant fi de tout « principe », et qui devait vous étouffer pour défendre le régime bourgeois, et qui demain, devra encore vous étouffer (Bebel n'a pas exprimé cette idée, mais il y a fait clairement allusion ; pourquoi cette prudence de Bebel, qui se borne à des allusions, nous le dirons en temps opportun). Nous aurions été des traîtres si, ayant la possibilité de le faire, nous n'avions pas étouffé ces ennemis du prolétariat.

Deux mondes d'idées : d'un côté, le point de vue de la

lutte de classe prolétarienne, d'une lutte qui, à certaines périodes de l'histoire, peut se dérouler dans le cadre de la légalité bourgeoise, mais qui, *inéluctablement*, conduit au dénouement, à la collision directe, à ce dilemme : « réduire en miettes » l'état bourgeois ou bien être battu et étouffé. D'un autre côté, le point de vue du réformiste, du petit bourgeois à qui les arbres cachent la forêt, à qui les oripeaux de la légalité constitutionnelle cachent l'acharnement de la lutte des classes, à qui sa vie dans un coin perdu de quelque modeste Etat ne permet pas de voir les grands problèmes historiques de l'actualité.

Les réformistes se prennent pour des politiciens réalistes, pour des gens qui font le travail positif, pour des hommes d'Etat. Les maîtres de la société bourgeoise ont avantage à entretenir dans le prolétariat ces idées enfantines, mais il appartient aux social-démocrates de les combattre impitoyablement. Ce qui a été dit sur l'égalité en droits n'est que « phrases sans signification », a déclaré Bebel. « Celui qui sera capable de prendre à l'hameçon de ces phrases l'ensemble de la fraction socialiste, celui-là est un homme d'Etat, a dit Bebel, pour la plus grande joie des auditeurs du Congrès ; quant à ceux qui s'y laissent prendre, non, ils ne méritent pas du tout le qualificatif d'hommes d'Etat. » Voilà qui est bien envoyé à tous les opportunistes possibles du socialisme, qui se laissent avoir par les national-libéraux en Allemagne ou par les cadets en Russie. « Les négateurs, disait Bebel, ont fréquemment plus obtenu que les gens qui font ce qu'on appelle le travail positif. Une critique acerbe, une nette opposition tombent toujours sur un terrain favorable si cette critique est justifiée, et la nôtre l'est, sans aucun doute. »

Les paroles opportunistes à propos du travail positif se réfèrent, dans bien des cas, au travail fait *pour les libéraux* ou, en général, pour des gens qui détiennent le pouvoir et qui définissent l'orientation que doit prendre tel Etat, telle société, telle collectivité déterminée. Et Bebel en a tiré cette conclusion directe que « dans notre parti, nombreux sont les national-libéraux de ce genre, qui poursuivent une politique national-libérale ». A titre d'exemple, il a cité *Bloch*, le rédacteur assez connu, de ce que l'on appelle (c'est bien ce que dit Bebel : *ce que l'on appelle*) le

Sozialistische Monatshefte. « Il n'y a pas place pour les national-libéraux dans notre parti », a déclaré franchement Bebel, à l'approbation générale du congrès.

Considérons la liste des collaborateurs du *Sozialistische Monatshefte. Tous* sont des représentants de l'opportunisme international. Ils n'en finissent pas de louer nos liquidateurs. Ne sommes-nous pas en présence de deux mondes d'idées, lorsqu'on voit le chef de la social-démocratie allemande traiter de national-libéral le rédacteur de cet organe ?

Les opportunistes du monde entier penchent pour une politique d'alliance avec les libéraux, tantôt la proclamant et la réalisant ouvertement, tantôt prônant ou justifiant les accords électoraux conclus avec les libéraux, appuyant leurs slogans, etc. Une fois encore, Bebel a démasqué toute l'hypocrisie et le mensonge de cette politique ; ses paroles, on peut le dire sans exagération, chaque social-démocrate doit les connaître et se les rappeler.

« A supposer que moi, je contracte, en tant que social-démocrate, une alliance avec les partis bourgeois, on peut parier à mille contre un que les gagnants ne seront pas les social-démocrates, mais bien les partis bourgeois, et que nous serons bons perdants. C'est un *axiome politique* que partout où la gauche et la droite s'associent, la première est perdante et la seconde gagnante...

Si je contracte une alliance politique avec un parti dont les *principes* sont opposés aux miens, alors je dois forcément accommoder ma tactique, c'est-à-dire, mes méthodes de lutte, de manière à ne pas rompre cette alliance. Dès lors, il m'est impossible de critiquer sans réserve, il m'est impossible de me battre pour des principes, sinon je blesserais mes alliés ; je serai contraint de garder le silence, de dissimuler bien des choses, de justifier l'injustifiable, de cacher ce que l'on ne peut cacher. »

L'opportunisme mérite le nom d'opportunisme en ce sens qu'il sacrifie les intérêts *fondamentaux* du mouvement aux avantages ou considérations du moment, eux-mêmes basés sur une politique à courte vue et sans profondeur. Frank a déclaré avec emphase à Magdebourg que les ministres de Bade « souhaitent nous associer, nous, social-démocrates, au travail commun » !

Ce n'est pas en haut, mais en bas qu'il faut regarder, disions-nous, au moment de la révolution, à nos opportunistes, qui, à maintes reprises, se sont laissés séduire par diverses perspectives des cadets. Dans la péroraison du dis-

cours qu'il a prononcé à Magdebourg, Bebel a déclaré, en présence de tous les Frank assemblés : « Les masses ne comprennent pas qu'il y ait des social-démocrates qui, par leur vote de confiance, soutiennent un gouvernement tel que les masses l'élimineraient volontiers. Bien souvent j'ai l'impression qu'une partie de nos dirigeants ne comprend plus les souffrances et les malheurs des masses (*bruyante approbation*), que la condition de ces masses leur est devenue chose étrangère. » Or, « partout en Allemagne, on voit s'accumuler dans ces masses des montagnes de colère ».

Dans un autre passage de son discours, Bebel déclare : « Nous vivons à une époque qui n'autorise absolument pas l'acceptation de compromis pourris. Les contradictions de classe ne s'estompent pas, elles s'accentuent. Nous allons vivre des heures qui seront décisives. Que va-t-il se passer après les prochaines élections ? Patientons et nous verrons. Si les choses évoluent de telle manière qu'un conflit européen éclate en 1912, alors nous verrons comment nous devrons nous comporter et quelle position il nous faudra occuper. Vraisemblablement pas celle qu'occupent actuellement les Badois. »

Tandis que les uns s'accommodent avec satisfaction de la situation devenue familière en Allemagne, Bebel tourne toute son attention, et conseille au parti de tourner la sienne vers les changements qui doivent inévitablement arriver. « Ce que nous avons vu jusqu'à présent, n'est que peu de choses, tout au plus des escarmouches d'avant-postes », déclare Bebel dans sa péroraison. La lutte proprement dite est encore à venir. Et, dans la perspective de cette lutte future, la tactique des opportunistes apparaît comme un comble de veulerie et d'aveuglement.

Parlant de la lutte à venir, Bebel se borne à faire des allusions. A aucun moment, il ne déclare que la révolution est proche en Allemagne, bien que, sans aucun doute, tel soit le fond de sa pensée : toutes les allusions qu'il fait à l'exacerbation des contradictions, à la difficulté de promouvoir des réformes en Prusse, à la situation sans issue du gouvernement et des classes dirigeantes, à la colère croissante des masses, au danger d'une guerre européenne, au poids toujours plus lourd du joug économique consécutif à la cherté de la vie et à l'association des capitalistes en trusts et cartels, etc., etc., toutes ses allusions tendent clairement à démontrer au parti et aux masses le caractère inévitable de la lutte révolutionnaire.

Pourquoi Bebel est-il si prudent ? Pourquoi se borne-t-il à ces indications ? C'est parce que la révolution mûrissante en Allemagne se heurte à une situation politique particulière, une situation *sui generis*, qui n'a son équivalent dans aucune époque prérévolutionnaire des autres pays et qui, pour cette raison, requiert, de la part des chefs du prolétariat, la résolution d'un problème *nouveau*. La caractéristique essentielle de cette situation prérévolutionnaire spécifique consiste dans ce fait que la révolution à venir doit être incomparablement plus profonde, plus sérieuse, qu'elle doit entraîner des masses plus importantes dans une lutte plus difficile, plus longue et plus âpre que toutes les révolutions précédentes. En même temps, cette situation prérévolutionnaire se distingue par une plus franche domination de la *légalité*, d'une légalité qui forme obstacle à ceux qui l'ont introduite. Voilà ce qui constitue la particularité de la situation, voilà en quoi consiste la difficulté et la nouveauté du problème.

L'ironie de l'histoire a voulu que les classes dominantes de l'Allemagne, qui ont constitué l'Etat le plus fort qu'ait connu la seconde moitié du XIX^e^ siècle, qui ont rendu possible le développement capitaliste le plus rapide et la légalité constitutionnelle la plus solide, que ces classes en soient visiblement arrivées à un point tel qu'*il leur faut* maintenant détruire cette légalité, *leur* légalité, afin de préserver la domination de la bourgeoisie.

Pendant un demi-siècle environ, le Parti ouvrier social-démocrate allemand a utilisé de façon exemplaire la légalité bourgeoise pour mettre sur pied d'excellentes organisations prolétariennes, pour constituer une presse remarquable et pour élever à son degré le plus haut (dans la mesure où le permettait le capitalisme) la conscience et la cohésion de l'avant-garde socialiste du prolétariat.

Maintenant, voici venir le temps où ce demi-siècle de l'histoire allemande *doit* — et cette nécessité résulte de causes objectives —, laisser la place à une autre période. L'époque de l'utilisation de la légalité d'origine bourgeoise va être *remplacée* par celle des formidables batailles révolutionnaires, par des batailles qui, *au fond*, causeront la destruction de *toute* la légalité bourgeoise, de *tout* le régime bourgeois, mais qui *pour ce qui est de la forme*, doivent com-

mencer (et commencent effectivement) par les vains efforts d'une bourgeoisie désemparée pour se débarrasser d'une légalité qu'elle a elle-même créée et qui lui est devenue insupportable ! « Tirez les premiers, messieurs les bourgeois ! » C'est en ces termes qu'Engels a exprimé, en 1892, le caractère spécifique de la situation et des problèmes tactiques du prolétariat révolutionnaire [138].

Le prolétariat socialiste n'oublie pas un seul instant qu'il se trouve à la veille d'une lutte inévitable, d'une lutte révolutionnaire massive, qui va réduire entièrement à néant la légalité d'une société bourgeoise, d'une société qui est condamnée à mort. Et en même temps, un parti qui a su merveilleusement utiliser, *contre* la bourgeoisie, la légalité semi-séculaire de cette même bourgeoisie, n'a aucune raison de renoncer aux facilités, aux avantages stratégiques qu'il peut tirer du fait que *son adversaire s'est empêtré* dans sa propre légalité, qu'il est contraint de « tirer le premier », de briser sa propre légalité.

Voilà donc ce qui fait le spécifique de la situation prérévolutionnaire de l'Allemagne contemporaine. Voilà pourquoi le vieux Bebel est si prudent lorsqu'il attire l'attention sur la grande lutte à venir, lorsqu'il dirige toute la force de son immense talent, de son expérience et de son autorité contre des opportunistes lâches et peu clairvoyants, des opportunistes qui ne comprennent pas le sens de cette lutte, qui sont incapables d'en assumer la direction et qui, sans doute, de *commandants* qu'ils sont, se verront transformés, au moment décisif, en *commandés*, et parfois même relégués au rebut.

A Magdebourg, on a discuté avec ces chefs, on les a blâmés, ils ont fait l'objet d'un ultimatum officiel, en tant qu'ils représentaient tout ce qui avait pu s'accumuler de peu sûr dans la grande armée révolutionnaire, tout ce qu'il y avait de faible et de contaminé par la légalité bourgeoise, d'abêti par une prosternation béate devant la sacro-sainte légalité, devant toute la médiocrité d'*une* des ères esclavagistes, c'est-à-dire d'une des époques de la domination bourgeoise. En blâmant les opportunistes, en les menaçant d'exclusion, le prolétariat allemand a critiqué en même temps, dans sa puissante organisation, tous les éléments de stagnation, d'incertitude, de flaccidité, toute cette in-

capacité à rompre avec la psychologie d'une société bourgeoise agonisante. En blâmant les mauvais révolutionnaires dans son propre milieu, la classe d'avant-garde a effectué une ultime revue de ses forces avant de s'engager sur la voie de la révolution sociale.

* * *

Tandis que, dans le monde entier, les social-démocrates révolutionnaires considéraient tous, avec attention, la manière dont les ouvriers allemands se préparaient à la lutte, choisissant l'heure de celle-ci, surveillant de près l'ennemi et se *purgeant* des erreurs de l'opportunisme, les opportunistes du monde entier exultaient à la vue du désaccord opposant Rosa Luxembourg à Kautsky à propos de l'appréciation à donner à la situation actuelle et de la question de savoir si le point de départ d'un tournant décisif comme le fut le 9 janvier pour la révolution russe allait survenir maintenant *ou pas encore maintenant*, à l'instant même *ou bien un peu plus tard*. Les opportunistes jubilaient, s'efforçant d'attiser ces divergences — qui, au fond, étaient d'importance mineure —, aussi bien dans les colonnes du *Sozialistische Monatshefte*, que dans celles du *Goloss Sotsial-Démokrata* (Martynov), dans la *Jizn*[139], dans le *Vozrojdénié* et autres organes liquidateurs, et jusque dans le *Neue Zeit* (Martov) *. L'indigence des procédés des opportunistes du monde entier s'est révélée à Magdebourg, où les désaccords existant entre les social-démocrates révolutionnaires allemands ne jouèrent pratiquement aucun rôle. Les opportunistes s'étaient trop empressés de jubiler. Le Congrès de Magdebourg a *adopté* la première partie de la résolution proposée par *Rosa Luxembourg*, résolution qui désignait clairement la grève massive comme procédé de lutte.

« Social-Démocrate » n° 18, 16 (29) novembre 1910

Conforme au texte du journal

* Le camarade Karski a donné une verte réplique à Martov dans le *Neue Zeit*.

LA MANIFESTATION À L'OCCASION DE LA MORT DE MOUROMTSEV

(NOTE)

« La présente Douma », écrit la *Retch* des cadets à propos de la première séance de la quatrième session de la Douma des Cent-Noirs, « s'est coupée aujourd'hui, d'une manière définitive et irrévocable, d'avec l'esprit populaire et la conscience nationale ». Ceci est écrit, naturellement, à propos du refus des Cent-Noirs et des octobristes d'honorer la mémoire de Mouromtsev, président de la Ire Douma.

Il serait difficile d'exprimer avec plus de relief que ne le fait la phrase qui précède toute la fausseté du point de vue qu'ont adopté nos libéraux en ce qui concerne la lutte pour la liberté en général, et la manifestation à l'occasion de la mort de Mouromtsev en particulier.

Il n'est pas douteux que la mort de Mouromtsev devait fournir l'occasion d'une manifestation dirigée contre le gouvernement tsariste, contre l'autocratie et contre la Douma des Cent-Noirs ; il n'est pas douteux qu'elle a eu lieu, qu'y ont participé des éléments appartenant aux couches les plus diverses et les plus larges de la population, les partis les plus variés, depuis les social-démocrates jusqu'aux cadets, aux « progressistes » [140] et aux octobristes polonais (le Kolo polonais [141]) inclusivement. Et il n'est pas davantage douteux que le jugement porté par les cadets sur cette manifestation révèle, pour la centième ou pour la millième fois, peut-être, combien ils sont étrangers à la démocratie et combien est *pernicieuse*, pour la cause de la démocratie russe, la prise en charge, totale ou partielle, de cette cause par nos cadets.

Tous les démocrates et tous les libéraux ont participé, comme ils devaient le faire, à la manifestation qui a eu lieu à l'occasion de la mort de Mouromtsev, car, sous le règne ténébreux de la Douma noire, une semblable démonstration donnait une possibilité de formuler, contre l'autocratie, une *protestation* ostensible sur une échelle assez vaste. L'autocratie tsariste a mené un combat désespéré contre l'introduction en Russie d'institutions représentatives. L'autocratie a falsifié et défiguré la convocation du premier parlement russe, lorsque le prolétariat et la paysannerie révolutionnaire lui eurent arraché, de haute lutte la promesse de cette convocation. L'autocratie a bafoué et outragé la démocratie et le peuple *dans la mesure* où leur voix s'exprimait à la Ire Douma. Et maintenant, l'autocratie persécute jusqu'au souvenir des exigences, cependant faibles, que formula la démocratie à la Ire Douma (les exigences formulées pendant la Ire Douma et du haut de sa tribune étaient considérablement plus restreintes, plus pauvres et moins vigoureuses que celles qui furent exprimées en automne 1905 du haut des tribunes créées par l'insurrection).

Voilà pourquoi la démocratie et le libéralisme pouvaient et devaient aller de pair dans une manifestation de protestation contre l'autocratie, à toute occasion rappelant aux masses la révolution. Cependant, en se rencontrant à une manifestation commune, *ils ne pouvaient pas* ne pas exprimer *leur* sentiment quant à l'appréciation des tâches de la démocratie en général, et quant à l'histoire de la Ire Douma en particulier. Et le premier de ces actes d'appréciation révéla l'intolérable indigence, l'impuissance et l'impéritie politiques de notre libéralisme bourgeois.

Songez un peu : « aujourd'hui », le 15 octobre 1910, la Douma noire « s'est « coupée » du peuple d'une manière définitive et irrévocable » ! Ce qui revient à dire que, jusqu'à présent, elle n'en était pas séparée d'une manière définitive. Donc, en commémorant le souvenir de Mouromtsev, on supprimait, on pouvait supprimer cette « coupure » vis-à-vis de l'« esprit populaire », c'est-à-dire la coupure de tel ou tel de nos contre-révolutionnaires vis-à-vis de la démocratie. Comprenez donc, messieurs, qui prétendez au noble titre de démocrates, que vous diminuez, que vous banalisez la signification de la manifestation en posant la

question de cette manière. « Même pour ceux qui se faisaient une idée peu reluisante de la IIIe Douma sur le plan moral et politique, écrit la *Retch*, il semblait absurde d'imaginer qu'elle allait se dérober à cette obligation élémentaire qui consiste à honorer, du haut de sa tribune, le nom de celui qui en a ouvert les portes (! !) et qui l'a consacrée avec tant d'éclat et de dignité. » Ça, c'est un compliment : Mouromtsev « l'a » inaugurée et consacrée, la IIIe Douma ! En prononçant ces paroles, les cadets ont, par mégarde, exprimé cette amère vérité que la trahison dont se sont rendus coupables le libéralisme et la bourgeoisie russes vis-à-vis de la lutte révolutionnaire et de l'insurrection de la fin de l'année 1905, « a ouvert et consacré » l'ère de la contre-révolution, en général, et de la IIIe Douma, en particulier. « On supposait, écrit la *Retch*, qu'un groupe de politiciens amateurs de scandales ne serait pas capable de couvrir la voix de la décence et du tact de la majorité de la Douma. » Et voilà! Il s'agissait — et il s'agit — de « décence et de tact », et non pas d'une protestation dirigée contre l'autocratie. La question est posée de telle manière que ce n'est pas la démocratie qui « *se coupe* » de la contre-révolution, mais que c'est le libéralisme qui *se joint* à la contre-révolution. Le libéralisme se place sur le terrain de la contre-révolution, en invitant les représentants de celle-ci, les octobristes, à venir commémorer le souvenir de Mouromtsev non pas pour formuler une protestation à l'encontre de l'autocratie, mais simplement pour agir « avec décence et tact ». Mouromtsev « a ouvert et consacré » (il y a de ces termes élastiques) le premier pseudo-parlement convoqué par le tsar ; et vous, messieurs les octobristes, vous siégez dans le troisième pseudo-parlement convoqué par le tsar — n'y aurait-il pas quelque « inconvenance » et quelque « manque de tact » à ce que vous vous dérobiez à une « obligation élémentaire » ? Comme ce minuscule exemple, ce simple raisonnement de l'organe officiel des cadets illustre bien toute la corruption idéologique et politique de notre libéralisme. Sa ligne est de *persuader* l'autocratie, les propriétaires Cent-Noirs et leurs alliés, les octobristes, et non de développer la conscience *démocratique* des masses. Et c'est pourquoi son sort — le sort inévitable, inéluctable de tout libéralisme bourgeois analogue dans n'importe quelle révolution démocratique

bourgeoise —, son sort est de rester éternellement l'esclave de la monarchie et des féodaux, et de recevoir éternellement leurs coups de pied ?

Si les députés cadets avaient la moindre idée des tâches qui incombent à la démocratie, ils ne se seraient pas inquiétés à la IIIe Douma de persuader les *octobristes* d'exécuter leur obligation élémentaire, leur souci aurait été d'organiser une manifestation devant *le peuple*. Pour cela il ne fallait pas faire une déclaration au président (la publicité d'une pareille déclaration, selon le § 120 du règlement, dépend du président), mais il fallait obtenir par tel ou tel moyen de mettre la question en discussion.

Si les écrivailleurs cadets avaient la moindre idée des tâches qui incombent à la démocratie, ils n'auraient pas reproché aux octobristes leur manque de tact, mais ils auraient expliqué que l'attitude de la IIIe Douma souligne justement la portée de la manifestation commémorative de la mort de Mouromtsev, qu'elle fait passer précisément la question d'un mesquin bavardage *petit-bourgeois* sur « la décence et le tact » au niveau d'une appréciation *politique* du régime actuel et du rôle des différents partis.

Or, la manifestation commémorative ne pouvait pas ne pas soulever également une autre question, celle de la signification historique de la Ire Douma. Evidemment les cadets, qui détenaient la majorité de cette assemblée et étaient également grisés par l'espoir d'obtenir un ministère cadet, d'instaurer « pacifiquement » la liberté et de renforcer leur hégémonie au sein des démocrates, célèbrent Mouromtsev comme un « héros national ». Quant aux troudoviks, ils se sont abaissés, en la personne de M. Jilkine, au point de faire chorus avec les libéraux et de saluer franchement en Mouromtsev l'« éducateur » politique des partis de gauche.

Une semblable appréciation de la Ire Douma de la part des cadets et des troudoviks a de l'importance dans la mesure où elle révèle combien est bas le niveau de la conscience politique dans la « société » russe. La « société » qui tombe en extase devant le rôle politique joué par les cadets à la Ire Douma, n'a pas le droit de se plaindre de Stolypine et de la IIIe Douma ; elle a exactement le gouvernement qu'elle mérite. L'hégémonie du libéralisme dans le mouvement de

libération russe implique infailliblement sa faiblesse et l'impossibilité d'éliminer la souveraineté des hobereaux sauvages. Seule l'élimination du libéralisme par le prolétariat et l'hégémonie prolétarienne *ont procuré* des victoires à la révolution et sont *capables* de lui en procurer encore.

L'époque de la Ire Douma a été celle au cours de laquelle le prolétariat, vaincu en décembre, rassemblait ses forces en vue d'un nouvel assaut. Le mouvement révolutionnaire de grèves, qui avait faibli après décembre, connut un nouvel essor impétueux ; les paysans imitèrent les ouvriers (l'agitation paysanne s'étendit au printemps 1906 à 46 % des districts de la Russie d'Europe) ; les « mutineries » de soldats allèrent en s'intensifiant. La bourgeoisie libérale se trouvait placée devant le dilemme suivant : favoriser la nouvelle poussée *révolutionnaire* des masses, et, en ce cas, la défaite du tsarisme devenait chose possible, ou bien, se détourner de la révolution et, en ce cas, faciliter la victoire du tsarisme. Le nouvel essor de la lutte des masses, les nouvelles hésitations de la bourgeoisie, l'indécision et l'expectative du tsarisme, voilà ce qui constitue, *au fond*, l'époque de la Ire Douma, voilà en quoi consiste la *base de classe* de cette phase de l'histoire russe.

Les cadets, en tant que parti dominant à la Ire Douma, et Mouromtsev, en tant que l'un des chefs de ce parti, firent preuve d'une incompréhension totale à l'égard de la situation politique, et, une fois de plus, ils trahirent la démocratie. Ils se détournèrent de la révolution, condamnèrent la lutte des masses, lui suscitèrent toutes sortes d'embûches et s'efforcèrent de mettre à profit les hésitations du tsar en agitant devant lui le spectre de la révolution et exigeant de *lui* un arrangement (c'est-à-dire un ministère cadet) *au nom* de la révolution. Il va sans dire qu'à l'égard de la démocratie, une semblable tactique constituait une *trahison* et qu'à l'égard du tsarisme, elle représentait une rodomontade « constitutionnelle » impuissante. Bien entendu, le tsarisme cherchait seulement à gagner du temps pour concentrer ses forces « *en jouant* » à négocier avec les cadets et *préparant*, en réalité, la dissolution de la Douma et un coup d'Etat. Le prolétariat, suivi d'une partie de la paysannerie, déclencha une nouvelle offensive au printemps 1906, mais leur faute ou leur malheur fut de ne pas lut-

ter d'une manière assez décisive et de ne pas engager des forces suffisantes. Quant aux libéraux, en ce printemps 1906, ils étaient complètement absorbés par le jeu constitutionnel et par leurs pourparlers avec Trépov, condamnant et gênant l'action des seuls éléments qui fussent capables de *briser* Trépov et Cie.

Les pharisiens de la bourgeoisie affectionnent l'adage que voici : *de mortuis aut bene aut nihil* (des morts, on en parle en bien ou on ne dit rien). Le prolétariat a besoin de savoir la *vérité*, et quant aux politiciens vivants et quant à ceux qui ne sont plus, car ceux qui méritent effectivement le nom d'hommes politiques ne meurent pas du point de vue politique lorsque survient leur mort physique. Recourir, à propos de Mouromtsev, à un mensonge conventionnel, c'est nuire à la cause du prolétariat et à celle de la démocratie, c'est pervertir la conscience des masses. Révéler la dure vérité sur les cadets et sur ceux qui se laissaient diriger (et duper) par eux, c'est rendre hommage à ce qu'il y a de *grand* dans la première révolution russe, c'est contribuer au succès de la seconde.

« Social-Démocrate » n° 18, 16 (29) novembre 1910. Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

N'EST-CE PAS LE DÉBUT D'UN TOURNANT ?

Le présent numéro était déjà mis en page lorsque nous avons reçu de Pétersbourg et de Moscou les journaux du 12 novembre. Malgré l'insuffisance des informations données par la presse légale, on peut néanmoins en déduire que toute une série de villes ont été le théâtre de meetings d'étudiants, de manifestations, de défilés dans les rues pour protester contre la peine de mort, et de discours antigouvernementaux. La manifestation du 11 novembre à Pétersbourg, si l'on en juge même d'après les informations des *Rousskié Viédomosti* [142] qui se sont conduits en parfaits octobristes, a réuni *au moins 10 000 personnes* sur la Perspective Nevski. Ce même journal écrit qu'à Pétersbourg, « du côté de la Maison du Peuple, bon nombre d'ouvriers se sont joints au défilé. Au pont Toutchkov, il y a eu une halte. Un détachement de police n'a pu arrêter le cortège et la foule, avec des chants et des drapeaux, a défilé le long de la Perspective Bolchoï dans l'île Vassilievski. Ce n'est que près de l'Université que la police a réussi à disperser la foule ».

La police et la troupe, cela va sans dire, se conduisirent tout à fait « à la russe ».

Tout en nous réservant d'apprécier dans notre prochain numéro cet indubitable réveil démocratique, nous ne pouvons pas ne pas dire ici quelques mots de l'attitude des différents partis à l'égard de cette manifestation. Les *Rousskié Viédomosti*, après avoir fait paraître, le 11, une *fausse* nouvelle disant que la manifestation était ajournée, annoncent, le 12, que les social-démocrates n'ont pris aucune décision, que parmi eux des députés isolés ont même exprimé leur désapprobation et que seuls les troudoviks, dans la résolution qu'ils ont adoptée, ont jugé qu'il était impossible

d'empêcher cette manifestation. Nous ne doutons pas que cette nouvelle, injurieuse pour nos députés social-démocrates, ne soit fausse ; elle a probablement été inventée de toutes pièces par les *Rousskié Viédomosti*, comme leur nouvelle de la veille sur l'ajournement de la manifestation. Le *Goloss Moskvy* [143], lui, annonce le 12 qu'« à l'exclusion des social-démocrates, les députés de tous les partis ont désapprouvé la manifestation de rue des étudiants ».

Il est clair que les organes des cadets et des octobristes se sont nettement « éloignés de la vérité », s'étant laissés effrayer par des clameurs complètement absurdes et ridicules de la droite disant que « c'était du Palais de Tauride qu'on tirait les ficelles de cette manifestation ».

Mais que les cadets se soient conduits de façon indigne, c'est un fait. La *Retch* a inséré le 11, le jour de la manifestation, un appel des députés constitutionnel-démocrates, invitant à ne pas en organiser. L'argumentation, aussi bien de cet appel que de l'éditorial de la *Retch*, était on ne peut plus vile : il ne fallait pas « assombrir » des journées de deuil ! « Organiser des manifestations, les mêler au souvenir de Léon Tolstoï », ce serait faire preuve « d'une absence de vénération sincère envers sa sainte mémoire » ! ! et ainsi de suite, dans un esprit purement octobriste (comparez l'éditorial du 11 dans le *Goloss Moskvy*, qui contient des phrases presque textuellement identiques).

Heureusement, le lâche croc-en-jambes que les cadets ont fait à la démocratie n'a pas réussi. La manifestation a eu lieu quand même. Et si la *Rossia* [144] policière continue à accuser de tout les cadets, s'ingéniant même à voir dans leur appel « de la provocation », à la Douma, par contre, selon les termes de *Goloss Moskvy*, les octobristes, ainsi que l'extrême-droite (Choulguine) ont apprécié *le mérite* des cadets et les ont reconnus « hostiles à la manifestation ».

Que celui à qui tout le déroulement de la révolution russe n'a pas appris que la cause du mouvement de libération en Russie sera *vouée à l'échec* tant que les cadets l'auront en mains, tant que lui-même ne saura pas se protéger de leurs trahisons, que celui-là tire encore et toujours la leçon des faits de la politique contemporaine et de l'histoire de la manifestation du 11 novembre.

Au premier signe d'un réveil démocratique, les cadets ont repris leurs infamies.

Notons encore cette nouvelle annoncée par le *Goloss Moskvy* : les ouvriers auraient proposé aux étudiants d'organiser une grandiose manifestation, le 14. Il y a une parcelle de vérité là-dedans, sans doute, car aujourd'hui (15 (28) novembre), les journaux de Paris annoncent l'arrestation à Pétersbourg de 13 membres du bureau des syndicats pour *tentative* d'organisation d'une manifestation ouvrière.

« Social-Démocrate » n° 18, 16 (29) novembre 1910

Conforme au texte du journal

LÉON TOLSTOÏ

Léon Tolstoï est mort. Son importance mondiale comme artiste, sa renommée mondiale de penseur et de prédicateur, traduisent l'une et l'autre, chacune à sa manière, la portée mondiale de la révolution russe.

Léon Tolstoï s'est fait connaître comme grand écrivain dès l'époque du servage. Dans une série d'œuvres géniales qu'il composa au cours de sa carrière littéraire de plus d'un demi-siècle, il peignit surtout la vieille Russie d'avant la révolution, demeurée, même après 1861, dans un état de demi-servitude, la Russie rurale, la Russie du propriétaire foncier et du paysan. Décrivant cette période historique de la vie russe, Tolstoï a su poser dans ses écrits un si grand nombre d'immenses problèmes, il a su atteindre à une telle puissance artistique que ses œuvres se classent parmi les meilleures de la littérature mondiale. La période de la préparation de la révolution dans un des pays opprimés par les tenants du servage apparut, grâce à la peinture géniale de Tolstoï, comme un pas en avant dans le développement artistique de l'humanité tout entière.

Tolstoï artiste n'est connu que d'une infime minorité, même en Russie. Pour que ses œuvres grandioses puissent effectivement être mises à la portée de *tous*, il faut lutter et lutter encore contre l'ordre social qui a condamné des millions et des dizaines de millions d'hommes à l'ignorance, à l'hébétement, à un labeur de forçat et à la misère ; il faut la révolution socialiste.

Et Tolstoï n'a pas seulement créé des œuvres d'art que les masses apprécieront et liront toujours, quand, après avoir brisé le joug des grands propriétaires fonciers et des capita-

listes, elles se seront créé des conditions humaines d'existence, il a su rendre, avec une force remarquable, l'état d'esprit des grandes masses, opprimées par le régime actuel, décrire leur situation, exprimer leur sentiment spontané de protestation et de colère. Appartenant surtout à l'époque qui va de 1861 à 1904, Tolstoï a incarné, dans ses œuvres, avec un relief extraordinaire — comme artiste, comme penseur et prédicateur —, les traits historiques particuliers de la première révolution russe tout entière, sa force et sa faiblesse.

Un des principaux traits distinctifs de notre révolution, c'est qu'elle fut une révolution bourgeoise *paysanne*, à une époque où le capitalisme avait atteint un degré de développement extrêmement élevé dans le monde entier et relativement élevé en Russie. Ce fut une révolution bourgeoise, car elle avait pour tâche immédiate de renverser l'autocratie tsariste, la monarchie tsariste et de détruire la propriété foncière des hobereaux, et non de renverser la domination de la bourgeoisie. La paysannerie, surtout, ne se rendait pas compte de ce qu'était cette dernière tâche, ni en quoi elle différait des objectifs plus proches et plus immédiats de la lutte. Ce fut aussi une révolution bourgeoise paysanne, car les conditions objectives avaient mis en avant le problème de la transformation des conditions fondamentales de la vie des paysans, de la destruction de l'ancien régime moyenâgeux de possession foncière, du « déblaiement du terrain » pour le capitalisme ; les conditions objectives poussèrent les masses paysannes dans l'arène d'une action historique plus ou moins indépendante.

Dans les œuvres de Tolstoï se sont exprimées et la force et la faiblesse, et la puissance et l'étroitesse précisément du mouvement paysan de masse. Sa protestation chaleureuse, passionnée, parfois impitoyablement acerbe, contre l'Etat et l'Eglise officielle policière, traduit les sentiments de la démocratie paysanne primitive, au sein de laquelle des siècles de servage, d'arbitraire et de brigandage administratifs, de jésuitisme clérical, de mensonges et d'escroqueries, ont accumulé des montagnes de colère et de haine. Sa négation intransigeante de la propriété foncière privée traduit la mentalité de la masse paysanne à un moment historique où l'ancien régime moyenâgeux de possession foncière des

hobereaux, de la couronne et des « apanages » avait fini par former un obstacle intolérable au développement du pays et devait, inéluctablement, être détruit de la manière la plus rigoureuse et la plus impitoyable. Sa dénonciation incessante du capitalisme, empreinte du sentiment le plus profond et de la plus véhémente indignation, exprime toute l'horreur du paysan patriarcal qui voit s'avancer sur lui un nouvel ennemi, invisible, inconcevable, venant de la ville ou de l'étranger, détruisant tous les « fondements » de la vie rurale, apportant une ruine sans précédent, la misère, la mort par la famine, l'ensauvagement, la prostitution, la syphilis — tous les fléaux de l'« époque de l'accumulation primitive », aggravés au centuple par le transfert sur le sol russe des procédés les plus modernes de brigandage, élaborés par Monsieur Coupon [145].

Mais, en même temps, l'ardent protestataire, l'accusateur passionné, le grand critique, montra, dans ses œuvres, une incompréhension des causes de la crise qui fonçait sur la Russie et des moyens d'en sortir, digne tout au plus d'un naïf paysan patriarcal, mais non d'un écrivain de formation européenne. La lutte contre l'Etat féodal et policier, contre la monarchie, se réduisit, chez lui, à nier la politique, conduisit à l'enseignement de la « non-résistance au mal », aboutit à l'écarter complètement de la lutte révolutionnaire des masses en 1905-1907. La lutte contre l'Eglise officielle s'accompagna de la prédication d'une religion nouvelle, épurée, c'est-à-dire d'un nouveau poison épuré, raffiné, à l'usage des masses opprimées. La négation de la propriété foncière privée conduisit non pas à concentrer toute la lutte contre l'ennemi véritable, la propriété foncière des hobereaux et son instrument de domination politique, la monarchie, mais à des soupirs rêveurs, vagues et impuissants. La dénonciation du capitalisme et des fléaux qu'il apporte aux masses s'accompagna d'une attitude absolument apathique à l'égard de la lutte libératrice que mène à l'échelle mondiale le prolétariat socialiste international.

Les contradictions dans les vues de Tolstoï ne sont pas celles de sa pensée strictement personnelle ; elles sont le reflet des conditions et des influences sociales, des traditions historiques au plus haut point complexes et contradic-

toires, qui ont déterminé la psychologie des différentes classes et des différentes couches de la société russe à l'époque *postérieure* à la réforme, mais *antérieure* à la révolution.

Aussi n'est-il possible de porter un jugement exact sur Tolstoï qu'en se plaçant au point de vue de la classe qui, par son rôle politique et sa lutte lors du premier règlement de ces contradictions, lors de la révolution, a prouvé sa vocation de chef dans le combat pour la liberté du peuple et pour l'affranchissement des masses exploitées, prouvé son attachement indéfectible à la cause de la démocratie et ses capacités de lutte contre l'étroitesse et l'inconséquence de la démocratie bourgeoise (y compris la démocratie paysanne) : ce jugement n'est possible que du point de vue du prolétariat social-démocrate.

Voyez le jugement que portent sur Tolstoï les journaux du gouvernement. Ils versent des larmes de crocodile, protestant de leur respect à l'égard du « grand écrivain », et défendant en même temps le « Saint » Synode. Or, les saints pères viennent de perpétrer une vilenie, particulièrement abjecte, en dépêchant des popes auprès du moribond, afin de duper le peuple et de dire que Tolstoï « s'est repenti ». Le Saint Synode a excommunié Tolstoï. Tant mieux. Il lui sera tenu compte de cet exploit à l'heure où le peuple règlera ses comptes avec les fonctionnaires en soutane, les gendarmes en Jésus-Christ, les sinistres inquisiteurs qui ont encouragé les pogroms antijuifs et les autres exploits de la bande tsariste des Cent-Noirs.

Voyez le jugement que portent sur Tolstoï les journaux libéraux. Ils s'en tirent avec ces phrases creuses, ces poncifs libéraux, ces lieux communs professoraux sur la « voix de l'humanité civilisée », l'«écho mondial unanime », les « idées de la vérité, du bien », etc., pour lesquels Tolstoï avait si fort — et si justement — stigmatisé la science bourgeoise. Ils *ne peuvent pas* exprimer clairement et franchement leur point de vue sur les opinions de Tolstoï concernant l'Etat, l'Eglise, la propriété foncière privée, le capitalisme — non parce que la censure les en empêche ; au contraire, la censure leur permet de se tirer d'embarras ! — mais parce que chaque affirmation dans la critique faite par Tolstoï est une gifle administrée au libéralisme bourgeois ; parce

que le seul *énoncé* intrépide, franc, d'une âpreté implacable, des problèmes les plus douloureux, les plus maudits de notre temps, *porte un coup droit* aux phrases stéréotypées, aux pirouettes banales, aux mensonges « civilisés » évasifs de notre presse libérale (et libérale populiste). Les libéraux sont tout feu, tout flamme pour Tolstoï, contre le synode — et, en même temps, ils sont pour... les adeptes des *Viékhi*, avec lesquels « on peut discuter », mais avec qui « on doit » s'accommoder au sein d'un même parti, « on doit » travailler ensemble en littérature et en politique. Or, les gens des *Viékhi* reçoivent les embrassades d'Antoni Volynski.

Les libéraux mettent en avant que Tolstoï a été « une grande conscience ». N'est-ce pas là une phrase creuse que répètent sur tous les modes le *Novoïé Vrémia* et tous ses pareils ? N'est-ce pas là une échappatoire aux problèmes *concrets* de la démocratie et du socialisme, *posés* par Tolstoï ? Cela ne met-il pas au premier plan ce qui, en Tolstoï, exprime ses préjugés et non sa raison, ce qui, en lui, appartient au passé et non à l'avenir, à sa négation de politique et sa prédication d'autoperfectionnement moral, et non à sa protestation véhémente contre toute domination de classe

Tolstoï est mort, et la Russie d'avant la révolution a sombré dans le passé, la Russie dont la faiblesse et l'impuissance se sont exprimées dans la philosophie et ont été dépeintes dans les œuvres du génial artiste. Mais il y a, dans son héritage, ce qui ne sombre pas dans le passé, ce qui appartient à l'avenir. Cet héritage, le prolétariat de Russie le recueille, et il l'étudie. Il expliquera aux masses des travailleurs et des exploités le sens de la critique tolstoïenne de l'Etat, de l'Eglise, de la propriété foncière privée, non pour que les masses se bornent à leur autoperfectionnement et à des soupirs en invoquant une vie selon Dieu, mais pour qu'elles se lèvent pour porter un nouveau coup à la monarchie tsariste et à la grande propriété foncière qui, en 1905, n'ont été que légèrement entamées et qu'il faut anéantir. Il expliquera aux masses la critique du capitalisme faite par Tolstoï, non pour que les masses se bornent à maudire le capital et le pouvoir de l'argent, mais pour qu'elles apprennent à s'appuyer, à chaque pas de

leur vie et de leur lutte, sur les conquêtes techniques et sociales du capitalisme, pour qu'elles apprennent à se fondre en une seule armée de millions de combattants socialistes, qui renverseront le capitalisme et créeront une société nouvelle sans misère du peuple, sans exploitation de l'homme par l'homme.

« Social-Démocrate » n° 18, 16 (29) novembre 1910

Conforme au texte du journal

AUX CAMARADES AUDITEURS DE L'ÉCOLE DE BOLOGNE [146]

Chers camarades,

Il ne m'est pas possible de répondre favorablement à votre proposition par laquelle vous me demandez de faire des conférences à l'école de Bologne : ceci, tout d'abord, en raison de considérations de principes et, en second lieu, parce qu'il m'est impossible de me rendre à Bologne.

Quant à l'orientation et à la méthode d'action du groupe qui a organisé l'école à Capri et à Bologne, je les considère l'une et l'autre comme néfastes au parti et non social-démocrates.

La « plate-forme » qui a été proposée par les organisateurs de l'école de Capri et par une fraction (minoritaire, à la vérité) de leurs disciples, apparaît comme une négation des positions du marxisme, aussi bien sur le plan philosophique que dans l'ordre politique, en ce qui concerne la détermination des buts tactiques de notre parti. En outre, la création de l'école de Bologne représente une contradiction vis-à-vis de cette « plate-forme » et de l'esprit du parti, en ce sens que ses organisateurs agissent d'une manière schismatique, attendu que non seulement ils n'apportent

aucune aide à la commission scolaire qu'a instituée le plénum du Comité central en janvier 1910 (ni par l'argent dont ils disposent, ni par leur travail personnel), mais encore du fait qu'ils vouent à l'échec toutes les initiatives prises par cette commission.

Il va sans dire que, pour toutes ces raisons, il ne m'est pas possible de prendre quelque participation que ce soit aux activités de ce groupe d'essence antiparti qui se met en désaccord avec la social-démocratie.

Mais, bien entendu, quelles que soient les conceptions et les sympathies des *auditeurs* de l'école de Bologne, c'est avec le plus grand plaisir que je me déclare prêt à leur faire une série de cours sur le problème de la tactique, sur la situation du parti et sur la question agraire. Dans ce but, je me permets d'inviter les camarades intéressés à passer par Paris sur le chemin du retour ; il serait possible d'y organiser un cycle de conférences. L'argent nécessaire au voyage peut être obtenu de la façon suivante : 1) les organisateurs de l'école de Capri ont emprunté 500 francs aux bolcheviks. Actuellement, ils ont de l'argent et, sans doute, vont-ils acquitter leur dette envers le parti, c'est-à-dire, envers le Bureau du Comité central à l'étranger. Je suis prêt, en ce qui me concerne, à solliciter l'assignation de cet argent au voyage de Bologne à Paris et je pense que le bolchevik par nous délégué au Bureau du Comité central à l'étranger s'y emploiera par tous les moyens ; 2) s'il apparaît que ces 500 francs sont insuffisants (j'ignore combien il y a d'auditeurs à Bologne et combien seraient disposés à partir), il reste encore 1 500 francs que le plénum du Comité central avait affectés à la commission scolaire, commission avec laquelle ont rompu les organisateurs de l'école de Bologne. Je pense qu'il doit être possible d'obtenir l'assignation de cette somme au cours prévu à Paris à l'intention des auditeurs qui souhaiteraient venir de Bologne.

Paris représente un centre suffisamment important pour qu'il soit possible de s'y installer d'une manière parfaitement clandestine (il existe des quartiers où il n'y a pratiquement pas de Russes), et, en outre, il y a encore la solution de s'installer dans les environs de Paris.

Je terminerai en exprimant ma reconnaissance aux auditeurs de l'école de Bologne pour leur amicale invitation

et en formulant l'espoir de voir acceptée ma proposition de déplacement à Paris.

Avec mes salutations fraternelles,

N. Lénine

Rédigé le 20 novembre (3 décembre) 1910. Publié pour la première fois en 1911 dans le « Compte rendu de la deuxième école social-démocrate supérieure de propagande et d'agitation pour les ouvriers ». Editions du groupe « Vpériod»

Conforme à la copie manuscrite de N. Kroupskaïa

LÉON TOLSTOÏ ET LE MOUVEMENT OUVRIER CONTEMPORAIN

Les ouvriers russes, dans presque toutes les grandes villes de Russie, ont déjà réagi devant la mort de Léon Tolstoï et manifesté, d'une manière ou d'une autre, leur attitude à l'égard de l'écrivain dont les œuvres d'art si remarquables le placent parmi les grands écrivains du monde, à l'égard du penseur qui *posa* avec une force prodigieuse, avec conviction et sincérité, nombre de questions touchant les aspects fondamentaux de l'ordre politique et social actuel. D'une manière générale, cette attitude a trouvé son expression dans le télégramme envoyé par les députés ouvriers de la III[e] Douma [147] et publié dans les journaux.

Léon Tolstoï a commencé son activité littéraire sous le régime du servage, mais à une époque où celui-ci vivait manifestement ses derniers jours. L'activité principale de Tolstoï remonte à la période de l'histoire russe comprise entre deux tournants : 1861 et 1905. Pendant cette période, les traces du servage, ses survivances directes pénétraient profondément toute la vie économique (surtout rurale) et politique du pays. En même temps, cette période précisément fut marquée par la croissance rapide du capitalisme par en bas et son implantation par en haut.

En quoi se manifestaient les survivances du servage ? Avant tout, et le plus nettement, dans le fait qu'en Russie, pays essentiellement agricole, l'agriculture se trouvait en ce temps-là aux mains des paysans ruinés, appauvris, qui employaient des méthodes de culture surannées, primitives, sur les vieux lots de terre de l'époque du servage, amputés

en 1861 au profit des propriétaires fonciers. D'autre part, l'agriculture se trouvait aux mains des hobereaux qui, dans la Russie centrale, cultivaient les terres en y faisant travailler le paysan, la charrue paysanne, le cheval paysan, en échange des « terres concédées », du droit au fauchage, aux abreuvoirs, etc. En fait, c'était le vieux système économique du temps du servage. Le régime politique de la Russie, durant ce temps, a été lui aussi tout entier pénétré de l'esprit servagiste. Cela ressort de l'organisation de l'Etat avant les premières tentatives de la modifier en 1905, et de l'influence prépondérante de la noblesse terrienne dans les affaires publiques, et de l'omnipotence des fonctionnaires, recrutés principalement — surtout au sommet —, parmi la noblesse terrienne.

Cette vieille Russie patriarcale commença, après 1861, à se disloquer rapidement sous l'influence du capitalisme mondial. Les paysans, affamés, décimés, ruinés comme jamais auparavant, fuyaient vers les villes, en abandonnant la terre. On construisait activement chemins de fer, fabriques et usines grâce à « la main-d'œuvre bon marché » des paysans ruinés. Le grand capital financier, le grand commerce et la grande industrie se développaient en Russie.

C'est cette transformation rapide, pénible, violente de tous les anciens « fondements » de l'ancienne Russie qui s'est reflétée dans les œuvres de Tolstoï artiste et dans les conceptions de Tolstoï penseur.

Tolstoï connaissait à merveille la Russie rurale, la vie du propriétaire foncier et du paysan. Dans ses œuvres littéraires, il a donné des descriptions de cette vie, qui appartiennent aux chefs-d'œuvre de la littérature mondiale. La transformation violente de tous les « anciens fondements » de la Russie rurale aiguisa son attention, approfondit son intérêt pour les événements qui se déroulaient autour de lui, détermina un revirement dans toute sa conception du monde. Par sa naissance et son éducation, Tolstoï appartenait à la haute noblesse foncière russe ; il rompit avec toutes les opinions courantes de ce milieu et, dans ses dernières œuvres, il soumit à une critique véhémente l'actuel régime politique, ecclésiastique, social et économique, fondé sur l'asservissement des masses, sur leur misère, sur la ruine

des paysans et des petits propriétaires en général, sur la violence et l'hypocrisie qui, de haut en bas, pénètrent toute la vie contemporaine.

La critique de Tolstoï n'est pas neuve. Il n'a rien dit qui n'ait été exprimé longtemps avant lui, dans la littérature européenne comme dans la littérature russe, par ceux qui se rangeaient aux côtés des travailleurs. Mais l'originalité de la critique de Tolstoï et son importance historique consistent en ce fait qu'elle traduit, avec une vigueur dont seuls les artistes de génie sont capables, la transformation de la mentalité des plus grandes masses populaires dans la Russie de la période indiquée, et précisément de la Russie rurale, paysanne. Car la critique du régime actuel chez Tolstoï diffère de la critique qu'adressent à ce même régime les représentants du mouvement ouvrier contemporain en ce que Tolstoï se place au point de vue de naïf paysan patriarcal, que Tolstoï transpose la psychologie de ce paysan dans sa critique, dans sa doctrine. Si la critique de Tolstoï se distingue par une telle force de sentiment, par une telle passion, si elle est tellement persuasive, fraîche, sincère, intrépide dans son désir « d'aller jusqu'à la racine », de trouver la cause véritable des malheurs des masses, c'est que cette critique reflète effectivement un revirement dans les opinions de millions de paysans qui, affranchis du servage, viennent d'accéder à la liberté, et qui s'aperçoivent que cette liberté signifie de nouvelles horreurs, la ruine, la mort par la faim, la vie sans abri parmi les « khitrovtsy » [148] des villes, etc. Tolstoï reflète leur état d'esprit avec une fidélité telle qu'il introduit lui-même dans ses enseignements leur naïveté, leur éloignement de la politique, leur mysticisme, le désir de fuir le monde, la « non-résistance au mal », les malédictions impuissantes à l'adresse du capitalisme et du « pouvoir de l'argent ». La protestation de millions de paysans et leur désespoir, voilà ce qui s'est fondu dans la doctrine de Tolstoï.

Les représentants du mouvement ouvrier contemporain estiment qu'il y a pour eux matière à protestation, mais qu'ils n'ont aucune raison de désespérer. Le désespoir est propre aux classes agonisantes, tandis que la classe des ouvriers salariés grandit, se développe et se renforce inéluctablement

dans toute société capitaliste, en Russie comme ailleurs. Le désespoir est propre à ceux qui ne comprennent pas les causes du mal, ne voient pas d'issue, sont incapables de lutter. Le prolétariat industriel contemporain n'appartient pas à ces classes.

« Nach Pout » n° 7,
28 novembre 1910.
Signé : V. I - n e

Conforme au texte du journal

LETTRE OUVERTE À TOUS LES SOCIAL-DÉMOCRATES PRO-PARTI

Lors du plénum du Comité central de janvier 1910, nous avons, en qualité de représentants de la fraction bolchevique, dissous notre fraction et transmis l'argent et autres biens lui appartenant à trois militants connus de la social-démocratie internationale. Cette transmission ainsi d'ailleurs que la dissolution de la fraction étaient *conditionnelles*. Les conditions sont connues par la déclaration que nous avons faite à ce même plénum et qui a été acceptée par lui et publiée dans le premier numéro (n° 11) de l'Organe central paru après ledit plénum.

Pour parler bref, ces conditions se ramenaient à ce que les autres fractions (et, au premier chef, la fraction des partisans du *Goloss*, c'est-à-dire des mencheviks qui éditent et soutiennent le *Goloss Sotsial-Démokrata*) devaient remplir *loyalement*, c'est-à-dire honnêtement et complètement leur devoir, à savoir : 1° lutter contre le liquidationnisme et l'otzovisme, en qui une résolution unanime du plénum avait vu une émanation de l'influence bourgeoise sur le prolétariat, et 2° dissoudre leurs fractions.

Or, à l'heure actuelle, après l'expérience *d'une année*, après une attente d'une année, nous avons acquis la conviction parfaite et définitive que les gens du *Goloss*, pas plus que ceux de « Vpériod », *n'ont exécuté ni l'une ni l'autre* de ces conditions.

Cette conviction a eu pour résultat, de notre côté, primo, la publication de la *Rabotchaïa Gazéta*, secundo, la demande relative à la restitution de l'argent et des biens,

demande que nous avons récemment formulée auprès du Comité central, le 5 décembre 1910.

Après cette requête, l'affaire, d'un point de vue formel, en est essentiellement au point suivant. Nous avons, *sous condition*, donné tous nos biens et toutes nos forces pour le soutien de l'œuvre antiliquidatrice et antiotzoviste accomplie en vue de reconstituer le parti et sa complète unité. En ne respectant pas les conditions auxquelles ils avaient souscrit, les adeptes du *Goloss* et de « Vpériod » ont annulé notre convention. Tout en dénonçant l'accord rompu par les liquidateurs et les otzovistes, nous travaillerons, *comme par le passé*, à reconstituer le parti et sa complète unité, à appliquer une ligne antiliquidatrice et antiotzoviste ; seulement, nous ne devons plus poursuivre cette œuvre *avec ceux* des alliés qui, au plénum, avaient (sur la foi de leurs promesses) été autorisés à travailler dans les centres du parti. Etant donné que, de l'avis général et d'après les déclarations maintes fois répétées des délégués des organisations nationales au plénum et aux autres réunions, conférences, etc., du parti, étant donné que c'est notre fraction, la fraction bolchevique qui, partout, est considérée comme *la principale responsable* de la situation dans le parti, nous estimons de notre devoir d'exposer ouvertement notre point de vue sur cette situation, ainsi que la signification des actes que nous avons accomplis.

Le plénum de janvier 1910 a joué un très grand rôle dans l'histoire de notre parti. Il a déterminé, d'une manière définitive, quelle devait être la *ligne tactique* du parti durant l'époque de la contre-révolution, déclarant, dans la *perspective* des résolutions prises en décembre 1908, que le liquidationnisme et l'otzovisme étaient des manifestations de l'influence exercée par la bourgeoisie sur le prolétariat. Le plénum a ensuite *posé* le problème de l'élimination des fractions à l'intérieur de notre parti — c'est-à-dire de la nécessité de réaliser l'unité *effective* du parti social-démocrate ouvrier — *en liaison* avec la détermination des tâches idéologiques et politiques incombant au parti pour la période historique considérée.

Ces deux décisions prises par le plénum de janvier 1910 ont, à notre point de vue, une signification *historique*, et leurs

résultats sont autrement considérables, autrement vitaux, autrement durables qu'il ne le paraît aux yeux d'un observateur superficiel.

Seulement, ces résultats ont été singulièrement compromis par la *phraséologie* dans laquelle on les a embrouillés. Rien n'est plus opposé et plus néfaste à l'esprit de la social-démocratie que la *phraséologie*. Et la *phraséologie* « conciliatrice » n'est pas moins néfaste et trompeuse que la phraséologie otzoviste et liquidatrice. Cette phraséologie « conciliatrice » voile le *fond* de l'affaire, elle substitue soupirs et vœux pieux à l'appréciation des tendances réelles et des vrais rapports des forces au sein du parti, elle nuit *au rapprochement* de ceux-là mêmes que l'on pourrait et devrait rapprocher, en essayant de *jouer à l'unification* avec ceux qui ne peuvent ni ne veulent s'unir à l'heure actuelle.

Durant l'année qui a suivi le plénum de janvier, cette phraséologie s'est vidée de sa substance et livré ses fruits. Si maintenant le parti *apprend*, grâce à la douloureuse expérience des héros de la phraséologie « conciliatrice », comment il *ne* faut *pas* entreprendre l'œuvre de « conciliation » et d'élimination des fractions, alors l'année qui s'est écoulée depuis le plénum n'aura pas été perdue en vain.

Cette *phraséologie* signifiait en substance qu'il suffit de recevoir des « promesses » d'élimination des fractions, qu'il suffit de bâtir des institutions centrales avec les éléments les plus hétérogènes, qu'il suffit d'« équilibrer » ces éléments opposés et un progrès sérieux aura été accompli dans le sens de l'élimination des fractions.

L'expérience d'une année a montré, et elle ne pouvait pas ne pas le faire, que la méthode des partisans de la *phraséologie* avait essuyé un échec complet. Impossible de rien édifier sur des « promesses » ; quant à construire quelque chose à partir d'éléments disparates et incompatibles, c'est là une chose ridicule. Tout ce qui, dans les décisions et les mesures prises par le plénum avait été construit sur de la *phraséologie*, tout cela, dès le lendemain, n'était plus qu'une bulle de savon. Les décisions, les résolutions, les institutions artificiellement bâties sont demeurées, *en fait*, lettre morte, tandis que ce qui dans les actes du plénum, était *chose réelle*, s'est développé et consolidé, s'est montré ef-

ficace à l'œuvre, s'est découvert de nouvelles formes d'expression *en dehors*, *au-delà* des résolutions.

Il est difficile d'imaginer leçon plus claire et plus édifiante que celle des événements qui ont eu lieu durant l'année qui a suivi le plénum, leçon donnée aux gens qui se sont laissés prendre à la phraséologie, aux vœux pieux, au petit jeu des bonnes petites places qu'on répartit dans les institutions, etc.

Qu'y avait-il donc de réel dans les actes du plénum ? Ce qu'il y avait de réel, c'était l'indication du *lien* existant entre le *contenu* idéologique et politique du travail du parti et l'élimination des fractions. Ce qui était réel, c'était le *rapprochement* des fractions et tendances qui se rencontraient, non pas sur le terrain facile de la phraséologie conciliatrice, non pas sur le terrain des promesses et des vœux, non pas sur le terrain du petit jeu de la répartition des places dans les centres, mais qui se rencontraient *au travail*, *dans la compréhension* des problèmes idéologiques et politiques du moment, dans leur manière *pratique* de poser ces problèmes et de les résoudre.

Tant que, sur l'élimination des fractions, seules des phrases creuses et grandiloquentes étaient prononcées par des gens qui ne comprenaient ni l'origine véritable des dissensions, ni la situation *de fait* qui rendait possible *en pratique* l'indépendance de certains groupes de publicistes vis-à-vis du parti (comme par exemple celui de M. Potressov et Cie ou celui des publicistes machistes et otzovistes), tant qu'il en a été ainsi, la phraséologie est demeurée vide et impuissante. Mais depuis que, dans les deux fractions les plus importantes, qui ont marqué de leur empreinte l'histoire *entière* du mouvement ouvrier durant la révolution, et même, l'histoire *entière* de la révolution en Russie, depuis que dans ces deux fractions a commencé à s'esquisser, par suite de la modification des conditions objectives, un rapprochement sur le terrain du *travail*, sur le terrain de la *compréhension* de ces conditions objectives — depuis ce moment, aucune des tentatives faites par les intrigants pour saper ce rapprochement ou susciter quelque défiance envers lui, ne parviendra à stopper le processus commencé.

L'année écoulée a fait une lumière complète sur la situation réelle qui s'est créée dans le parti après le plénum. Le fait est que les partisans du *Goloss* et de « Vpériod », bien qu'ayant *signé* les résolutions relatives à la lutte contre le liquidationnisme et l'otzovisme, ont cependant mené et mènent encore *toute* leur propagande et leur agitation, *toute* leur activité pratique de façon à soutenir, à défendre le liquidationnisme et l'otzovisme.

Pour quiconque n'est point aveugle, une semblable chose permet de voir à quel point est inconsistante la politique qui se satisfait de résolutions sur le papier, à quel point est dangereuse la phraséologie qui est sans rapport avec la réalité.

Continuons. Le fait est que ni les gens du *Goloss*, ni ceux de « Vpériod » n'ont renoncé *un seul instant* à leur indépendance fractionnelle. Les deux fractions continuent de vivre, comme par le passé, dans une complète *indépendance* vis-à-vis du parti, avec leurs propres caisses, leurs organes, leurs agents. L'organisation fractionnelle des otzovistes comprend à l'étranger une prétendue « école » (il s'agit, en fait, d'une institution qui sélectionne systématiquement des agents et mène rationnellement un travail d'organisation en marge du parti et contre lui). Cette « école » est complétée par un service spécial d'édition et de liaison. Chez les adeptes du *Goloss*, l'organisation fractionnelle est plus *lose* (plus « libre », moins formelle), le rôle essentiel étant joué par des groupes qui sont absolument indépendants du parti, comme celui de M. Potressov et Cie, celui des seize, celui de Mikhaïl, Roman, Iouri et Cie. Les collaborateurs du *Goloss* participent très activement à ces groupes, poursuivant contre le parti tout le travail de propagande et d'organisation, sans renoncer pour autant à participer aux centres du parti, pour y saper systématiquement leur signification et les décomposer de l'intérieur.

Il est impossible à un social-démocrate pro-parti de ne pas voir à quoi conduit semblable situation.

Dans le domaine de la littérature, l'expérience d'une année a montré que l'Organe central est *en fait* conduit par les bolcheviks, *plus* les plékhanovistes, *contre* les amis du *Goloss* qui font partie du comité de rédaction. La vie a dé-

bordé les cadres tracés par la phraséologie conciliatrice : les « conciliateurs » par promesse, les « conciliateurs » par obligation, les « conciliateurs » par obéissance envers les centres liquidateurs, ont montré qu'ils n'étaient qu'un *obstacle au travail*. Quant à Plékhanov et à ses partisans, qui, eux, n'ont fait aucune promesse au plénum et n'ont contracté aucune obligation, ils ont montré qu'*en fait ils appliquent* la ligne du parti.

La contradiction flagrante entre la forme et le fond, entre la phraséologie et la réalité, entre l'existence, manifestement hypocrite, d'un prétendu collège du parti (la rédaction de l'Organe central) et le travail qui s'accomplit effectivement à l'Organe central en marge de ce collège, tout cela apporte une confusion considérable dans la vie du parti. Pour mettre un terme à cette désagrégation, à ce ravalement des institutions officielles du parti à un niveau qui suscite les moqueries légitimes et la joie des adversaires du parti, il faut en finir avec cette hypocrisie et dire franchement ce qu'il en est, il faut avouer ouvertement que le travail du parti est effectué par *deux* fractions.

En ce qui concerne l'unification à l'étranger, on n'a absolument rien fait cette année. Les groupes restent divisés partout où ils l'étaient antérieurement. Les groupes de mencheviks-liquidateurs se sont ouvertement transformés en groupes de soutien au *Goloss*. On n'a remarqué de rapprochement *effectif* qu'entre bolcheviks et plékhanovistes. Le Bureau du Comité central à l'étranger, dont le rôle est d'unifier l'action extérieure des social-démocrates, est devenu un sujet de plaisanteries, qui suscite les moqueries légitimes des supporters de « Vpériod » et du *Goloss*, lesquels constatent avec satisfaction comment ce centre du parti joue le rôle de collège chargé des affaires de provocation et des besognes paperassières inutiles.

Dans le domaine le plus important, c'est-à-dire le travail local d'organisation en Russie, absolument rien n'a été fait au cours de l'année écoulée en faveur du parti. Le Comité central, qui devait *adresser des invitations* aux Mikhaïl, Roman et Iouri, sur la base des « promesses » faites devant le plénum, s'est consciencieusement acquitté de cette tâche philanthropique et digne d'un révolutionnaire, qui consiste à convier au parti ceux-là mêmes qui le tournent

en dérision et poursuivent contre lui leur action néfaste ; malgré cela, le Comité, *en une année*, n'a vu aboutir aucune de ses « invitations ». Pendant ce temps, les fractions anti-parti *ont renforcé* leurs organisations contre le parti : la fraction des partisans de « Vpériod » s'est développée et a consolidé son réseau ; le groupe de M. Potressov s'est affermi, de même que les autres entreprises liquidatrices, qui ont poursuivi leur propagande contre le parti dans une série de clubs, de coopératives, etc., et qui ont continué d'intriguer contre le parti auprès de la fraction social-démocrate à la Douma. Le rôle du Comité central qui, pendant ce temps, s'est occupé d'« inviter » les liquidateurs ou de *composer des réponses* formelles aux « chicaneries » des amis du *Goloss* et de « Vpériod » est un rôle véritablement humiliant, aussi ne devons-nous pas permettre aux ennemis du parti de rabaisser le Comité central à ce point.

Seuls les gens absolument incapables de penser ou désireux de s'occuper de petites intrigues, peuvent *ne pas voir* jusqu'à maintenant que la prolongation d'un tel état des centres du parti prépare *immanquablement* le triomphe des liquidateurs et des otzovistes, lesquels contemplent avec satisfaction comment le Comité central s'est embrouillé et continue de s'embrouiller dans sa phraséologie conciliatrice, *jouant* à la conciliation avec des gens qui ne souhaitent pas se réconcilier avec le parti.

La phraséologie conciliatrice a été merveilleusement comprise par les liquidateurs et les otzovistes et ils ont su merveilleusement l'utiliser contre le parti. Le héros de cette phraséologie, Trotski, est devenu d'une façon toute naturelle le héros et le fidèle défenseur des liquidateurs et des otzovistes, avec lesquels il n'est d'accord *en rien* en théorie, mais avec lesquels il est d'accord *en tout* en pratique.

Grâce au concours bienveillant de ce défenseur, les liquidateurs, aussi bien que les gens de « Vpériod », ont remarquablement assimilé la bonne tactique : jurer en toute occasion ses grands dieux que l'on est pro-parti. C'est ce que répètent le *Goloss* et la plate-forme du groupe « *Vpériod* » qui continuent *en fait* à désorganiser le parti et à faire tout leur travail dans un esprit anti-parti. Le « conciliation-

nisme » formel et verbal est devenu l'arme des liquidateurs du *Goloss* et des otzovistes de « Vpériod ».

On comprendra qu'en tant que représentants de la tendance bolchevique nous ne saurions jouer ce rôle de jocrisses. Après avoir attendu une année, après avoir fait l'impossible pour expliquer dans les colonnes de l'Organe central, l'attitude antiparti des adeptes de « Vpériod », du *Goloss* et de Trotski, *nous ne saurions prendre sur nous*, devant le parti, la *responsabilité* d'institutions occupées à « inviter » les liquidateurs et à entretenir une correspondance formelle à propos des « agissements » des gens de « Vpériod ». Nous voulons du travail, non des chicaneries.

Nous souhaitons travailler en commun avec ceux qui le veulent et qui ont fourni la preuve de leur aptitude à travailler dans l'esprit du parti, c'est-à-dire en premier lieu les mencheviks pro-parti et les social-démocrates authentiquement non fractionnistes. Nous ne voulons pas répondre des chicaneries de ceux qui ne souhaitent pas travailler avec le parti, mais avec M. Potressov et les otzovistes.

La situation en Russie est telle qu'elle exige instamment de la part des organisations du parti à l'etranger, un travail intensif et amical. Les beaux jours qu'a connus, trois années durant, la contre-révolution (1908-1910), tirent visiblement à leur fin et on voit déjà poindre un début d'essor. C'est ce que révèlent clairement aussi bien les grèves de l'été dernier que les manifestations qui ont eu lieu à l'occasion de la mort de Tolstoï. Le travail d'organisation du parti en Russie a connu un fléchissement extrême et les gens de « Vpériod », tout comme ceux du *Goloss*, mettent à profit cette déficience de la manière la plus éhontée pour développer leur action antiparti avec l'aide des centres fractionnels de Russie et de l'étranger.

Dans ces conditions, poursuivre le jeu de la conciliation avec ces centres fractionnistes, fermer hypocritement les yeux sur leur indépendance, « inviter » leurs représentants à poursuivre en commun la lutte contre leur propre politique, les couvrir devant le parti en acceptant leurs membres dans des centres, — tout cela signifie qu'on se condamne soi-même à des chicaneries sans issue. Tout cela équivaut

à *freiner* l'action des centres de l'étranger qui est déjà suffisamment ralentie, à ce point que, durant toute l'année, il n'y a pas eu *une seule* réunion du Comité central en Russie, qu'on n'a pas organisé de conférence, ni même de colloque privé des militants locaux du parti (alors que l'« école » des otzovistes et les organes légaux des liquidateurs ont réussi à maintes reprises à organiser contre le parti toutes sortes de conférences et de réunions d'agents, de correspondants de la revue, etc.).

Nous sommes obligés de rejeter toute responsabilité quant à cet arrêt *complet* du travail dans les centres, qui se sont laissés prendre au jeu de la conciliation avec les partisans du *Goloss* ; nous sommes obligés d'entreprendre de toute urgence une action autonome et énergique en vue de réaliser l'union des bolcheviks orthodoxes, des mencheviks pro-parti et des social-démocrates non fractionnistes, et d'organiser des colloques, des conférences, des bureaux régionaux, des groupes assurant le contact avec les publications du parti, etc. C'est ce travail qui, seul, est susceptible de tirer *effectivement* le parti de l'impasse et d'affranchir les centres de leur « prévenance » pour les gens du *Goloss*, c'est à ce travail que nous convions l'ensemble des social-démocrates pro-parti.

Dès avant le plénum, au printemps 1909, nous avions proclamé, au nom de la fraction bolchevique, la nécessité de pratiquer une politique de *rapprochement* avec les mencheviks pro-parti ; depuis, cette politique a porté de beaux fruits *en dépit* de la tentative malencontreuse de croire aux « promesses » des gens du *Goloss* et de les considérer comme pro-parti. Tout ce qui a été accompli depuis lors pour fortifier effectivement *la ligne du parti*, et non pas l'enseignement dispensé par « Vpériod », ni la défense du liquidationnisme assurée par le *Goloss*, tout ce qui a été accompli pour rapprocher d'une manière réelle le noyau central des *deux* fractions principales, tout cela a été accompli par nous, *indépendamment* des infructueuses tentatives de conciliation avec les adeptes du *Goloss*. Et, dégageant notre responsabilité en ce qui concerne la poursuite de ces tentatives, nous avons la conviction que nous aboutirons à un rapprochement encore plus effectif *dans le travail*, à la fois par la *Rabotchaïa Gazéta*, par les publications légales

et par l'activité à l'étranger des groupes des partisans de la *Rabotchaïa Gazéta* et des partisans de Plékhanov.

Au lendemain d'un plénum qui a très clairement posé la question des fractions et de leur élimination qui, pour la première fois, a su poser cette question *compte tenu* de la ligne idéologique et politique desdites fractions, c'est-à-dire, pour la première fois, d'une manière qui tient vraiment compte du *rapprochement effectif dans le travail* et non pas seulement des vaines paroles, des promesses sans contenu et autre phraséologie — au lendemain d'un tel plénum, et après une année qui a permis de mettre les résultats à l'épreuve, *il n'est plus* possible de poursuivre l'hypocrite partie de cache-cache.

Il faut agir ouvertement. Il faut avoir le courage de dire ce qui est. Si le Comité central se décide à dire franchement et ouvertement au parti ce qui est, cette simple déclaration sera entre ses mains un instrument d'une énorme puissance, qui pèsera cent fois plus que n'importe quelle résolution, n'importe quel vœu, condamnation ou exclusion.

Dire ce qui est, c'est reconnaître que la tentative d'élimination de *toutes* les fractions a malheureusement échoué du fait des adeptes du *Golos* et de « Vpériod », *mais que le rapprochement* du noyau central, le rapprochement des éléments réellement pro-parti qu'on trouve dans chacune des deux grandes fractions, que leur rapprochement avec les éléments pro-parti des groupes nationaux et social-démocrates non fractionnistes, a fait un pas en avant. Si Trotski et les autres défenseurs de la cause liquidatrice et otzoviste déclarent ce rapprochement « politiquement inconsistant », cela atteste seulement l'absence de principes de Trotski, l'hostilité *foncière* de sa politique à l'égard de la politique d'élimination *effective* des fractions (effective, c'est-à-dire qui ne se borne pas à des promesses). *Promettre* cette élimination après une année entière qui a permis de mettre à l'épreuve les résultats du plénum, c'est tout simplement faire œuvre de charlatan. Mais si la suppression des fractions n'est que phraséologie, le *rapprochement* des tendances fondamentales des deux principales fractions est *un fait*. Ce fait n'implique aucun « bloc », aucun engagement solennel, aucune promesse de faire disparaître les divergences,

mais il implique par contre la *possibilité réelle* de construire *effectivement* le parti, en s'appuyant sur la collaboration d'une *partie* des mencheviks et d'une *partie* des bolcheviks.

Si le Comité central acceptait de s'engager, de manière conséquente, dans la voie de cet aveu et de ce travail, s'il acceptait de faire de toutes les institutions centrales l'organe de ce rapprochement, de les affranchir complètement de leurs « prévenances » indignes et néfastes à l'égard des gens du *Goloss* et des « invitations » qu'ils leur adressent, s'il acceptait de rendre possible un travail sans chicaneries, alors, de toute notre âme, de toutes nos forces, nous soutiendrions cette politique, que nous poursuivons *en fait* depuis le printemps 1909, c'est-à-dire déjà depuis presque deux années entières.

Si le Comité central ne veut pas tirer cette conclusion inéluctable des leçons du plénum et de ses résultats, alors, qu'il abandonne le travail du parti... et le travail de réunification à une union rassemblant les partisans du *Goloss*, de « Vpériod » et Trotski. Ce sera plus loyal et plus honnête ; quant à nous, nous nous écartons de cette union, qui a donné des preuves concrètes de son caractère antiparti.

Bien entendu, nous ne nous dissimulons nullement que notre initiative fera crier « à la scission » certaines gens (parmi lesquels figureront, à coup sûr, les défenseurs chevronnés des liquidateurs et des otzovistes). Aussi absurdes et hypocrites qu'elles soient, il n'est pas inutile de s'arrêter sur ces probables réactions, afin de mettre en garde les gens non informés.

D'un point de vue formel, notre initiative — c'est-à-dire la décision de reprendre notre argent, et de rompre un contrat conclu à des conditions sévèrement déterminées —, notre initiative est parfaitement légitime. Les conditions de notre accord avec le Comité central ont été ouvertement formulées ; elles ont été publiées dans l'Organe central et acceptées *à l'unanimité* par le Comité central au plénum. En acceptant ces *conditions* au nom du parti tout entier, en les publiant dans l'Organe central du parti, le Comité central a reconnu par là même avec la plus grande netteté qu'il ne lui était possible d'exiger de nous une cer-

taine manière d'agir que si les conditions en question étaient effectivement *remplies*. Or, personne ne saurait contester que les gens du *Goloss* et de « Vpériod » n'ont pas observé ces conditions, en dépit de la résolution qu'ils ont signée. Le droit formel que nous avons de *dénoncer* la convention est donc indiscutable. En dénonçant cette convention, nous entreprenons une lutte indépendante en faveur de l'esprit du parti, un travail indépendant de construction du parti *sans ceux* qui ont prouvé tout au long de l'année qu'ils ne voulaient pas de ce travail *avec* ceux des mencheviks et des non-fractionnistes qui ont prouvé le contraire. Puisque la convention, qui, de façon claire et précise, portait comme condition le passage des hommes du *Goloss* et de « Vpériod » à des positions pro-parti, puisque cette convention a été violée *par eux*, c'est notre droit le plus strict et aussi *notre devoir* de rompre notre accord avec des gens qui se sont moqués du parti, et de rechercher toutes les formes possibles de rapprochement avec ceux qui, au contraire, le soutiennent.

Mais ce qui est encore beaucoup plus important que l'aspect formel de l'affaire, c'est la situation réelle des choses. De *ce* point de vue-ci, on aperçoit très bien toute l'hypocrisie des partisans du *Goloss* et de « Vpériod » qui, au plénum et après le plénum, n'ont cessé de proclamer dans la presse leur esprit de parti. L'hypocrisie de semblables assurances, la fausseté patente des clameurs « à la scission » que poussent de *telles* gens sont d'une évidence telle qu'il n'est point nécessaire d'en parler longuement. Ce sont justement les gens du *Goloss* et de « Vpériod » qui ont créé immédiatement après le plénum, ou, plus exactement, qui n'ont pas cessé de créer, malgré leurs promesses au plénum —, ce sont justement eux qui ont créé une scission, eux qui l'ont prolongée une année durant, qui l'ont approfondie, soutenant *l'indépendance* vis-à-vis du parti du groupe de Potressov et Cie, du groupe des publicistes organisateurs de l'école « machiste », etc., etc. Admettre plus longtemps de semblables scissionnistes dans les centres du parti équivaudrait à sacrifier définitivement la cause de ce parti. Laisser subsister l'ancienne situation, alors que ces scissionnistes ont profité de leur présence dans les centres du parti pour freiner tout travail, pour *décomposer le parti par*

l'intérieur au profit de M. Potressov ou des chefs de l'école « machiste », cela reviendrait à causer un préjudice énorme et irréparable à la cause de l'unification du parti.

C'est chose connue depuis longtemps : il ne suffit pas de dire « Seigneur, Seigneur » pour entrer dans le royaume des cieux. Nous aussi, après l'expérience du plénum, nous devons répéter : il ne suffit pas de prononcer de belles phrases sur l'esprit de parti pour être pro-parti. Les gens du *Goloss* et de « Vpériod » ont provoqué la scission du parti après le plénum. C'est un fait. Trotski a été leur défenseur dans cette affaire. C'est également un fait.

Pour enrayer cette scission, pour empêcher son extension, *il n'y a pas* d'autre moyen que de consolider, de renforcer, de sanctionner dans les formes le rapprochement de ceux qui ont *effectivement* œuvré pour le parti après le plénum, c'est-à-dire, les mencheviks pro-parti et les bolcheviks.

En exposant nos idées sur la situation dans le parti à tous les mencheviks pro-parti, aux social-démocrates pro-parti non fractionnistes et aux bolcheviks, ainsi qu'à toutes les organisations social-démocratiques nationales, nous invitons les groupes bolcheviques de Russie à commencer sans retard à se rassembler autour de la *Rabotchaïa Gazéta* et à entreprendre la préparation des colloques et conférences qui sont indispensables à la restauration du parti et qui, étant donné la situation, doivent inévitablement revêtir d'abord les apparences les plus modestes, les moins officielles et les moins formelles. Il est impossible de préciser davantage dans la presse quel sera le caractère de ces premiers essais.

Nous engageons les groupes de bolcheviks à l'étranger à se réorganiser de telle sorte que soient rompues toutes relations avec les partisans de « Vpériod » qui ont suffisamment prouvé leur esprit antiparti, et, débarrassés de ces défenseurs de l'otzovisme, à commencer à travailler systématiquement à la consolidation du parti, au rapprochement avec les éléments pro-parti des autres fractions, à la création de clubs communs, de cours, d'exposés, etc., nous les invitons à se préparer à l'unification réelle à l'étranger de tous ceux qui ne suivent ni *Vpériod* ni *Goloss*. Si là où il y a des

adeptes du *Goloss*, la coexistence de deux groupes parallèles est inévitable, il serait inconvenant que les bolcheviks supportent davantage dans leurs groupes la présence de partisans de « Vpériod » antiparti. Ils n'ont qu'à chercher refuge parmi les amis du *Goloss*.

La rédaction de la « Rabotchaïa Gazéta »

Ecrit après le 22 novembre (5 décembre) 1910.
Publié pour la première fois le 21 janvier 1932 dans la « Pravda » n° 21

Conforme au manuscrit

№ 1.

ЗВѢЗДА

еженедѣльная газета

Адресъ конторы и редакціи: С.-Петербургъ, Б. Монетная д. 16, кв. 8

Цѣна № 5 к. 15-го декабря 1909 года.

Запросъ относительно объ одновременномъ событіяхъ.
Чрезвычайное событіе въ Астраханскомъ губ.
Дѣло Бейлиса. Увольненіе студентовъ.
Гибель аэростата со Фреминомъ.
Статья Ростиславова о Толстомъ.

Современный Міръ

Въ типографіи ЗНАНІЕ. С.-Петербургъ, Невскій 32

Требуютъ второй сборникъ.

Требуютъ третій сборникъ.

СОБЕРЪ-БАРЫШНЮ

10 коп. „ДѢЯ“ 6 коп.

МОЛОДЕЖЬ

За ОДИНЪ рубль

Наша задача.

Не нашли—

Première page du journal *Zvezda* n° 1.—1910
Réduction.

LES DIVERGENCES DANS LE MOUVEMENT OUVRIER EUROPÉEN

I

Les principales divergences tactiques dans le mouvement ouvrier contemporain d'Europe et d'Amérique se ramènent à la lutte contre deux grandes tendances qui s'écartent du marxisme, devenu en fait la théorie prédominante dans ce mouvement. Ces deux tendances sont le revisionnisme (opportunisme, réformisme) et l'anarchisme (anarcho-syndicalisme, anarcho-socialisme). Ces deux déviations par rapport à la théorie marxiste et la tactique marxiste, dominant dans le mouvement ouvrier, s'observent, sous diverses formes et avec des nuances différentes, dans tous les pays civilisés, au cours de l'histoire longue de plus d'un demi-siècle du mouvement ouvrier de masse.

De ce simple fait, il ressort qu'on ne peut expliquer ces déviations ni par le hasard, ni par les fautes de certaines personnes ou groupes, ni même par l'influence des particularités ou des traditions nationales, etc. Il doit y avoir des causes essentielles résidant dans le régime économique, dans le caractère de l'évolution de tous les pays capitalistes et qui engendrent constamment ces écarts. Le petit livre, paru l'an dernier, du marxiste hollandais Anton Pannekoek : *les Divergences tactiques dans le mouvement ouvrier* (Anton Pannekoek : *Die taktischen Differenzen in der Arbeiterbewegung*. Hambourg, Erdmann Dubber, 1909) est une tentative intéressante d'analyse scientifique de ces causes. Dans le cours de cet exposé, nous ferons connaître au lecteur les déductions de Pannekoek, dont on ne peut pas ne pas reconnaître l'absolue justesse.

Une des causes les plus profondes qui engendrent des désaccords périodiques au sujet de la tactique, est le fait même de la croissance du mouvement ouvrier. Si, au lieu de mesurer ce mouvement à l'échelle d'on ne sait quel fantastique idéal, on le considère comme un mouvement pratique d'hommes ordinaires, il apparaîtra clairement que l'enrôlement de « recrues » toujours nouvelles, que l'engagement de nouvelles couches des masses laborieuses doit inévitablement s'accompagner de flottements dans le domaine de la théorie et de la tactique, de la répétition d'anciennes fautes, d'un retour momentané aux conceptions et aux méthodes périmées, etc. Le mouvement ouvrier de chaque pays dépense périodiquement, pour l'« instruction » des recrues, des réserves plus ou moins grandes d'énergie, d'attention, de temps.

Poursuivons. Le capitalisme ne se développe pas avec la même vitesse dans les différents pays et dans les diverses branches de l'économie nationale. Le marxisme est assimilé de la façon la plus facile, la plus rapide, la plus complète et la plus durable par la classe ouvrière et ses idéologues, dans les conditions du maximum de développement de la grande industrie. Les rapports économiques arriérés ou retardant dans leur développement conduisent constamment à l'apparition de partisans du mouvement ouvrier qui ne s'assimilent que certains aspects du marxisme, que certaines parties de la nouvelle conception ou certains mots d'ordre et revendications, et qui sont incapables de rompre résolument avec toutes les traditions des conceptions bourgeoises en général et des conceptions bourgeoises démocratiques en particulier.

En outre, une source continuelle de divergences est le caractère dialectique de l'évolution sociale, qui s'accomplit dans des contradictions et par voie de contradictions. Le capitalisme est progressif, car il détruit les anciens modes de production et développe les forces productives ; mais en même temps, à un certain degré de développement, il entrave la croissance des forces productives. Il développe, il organise, il discipline les ouvriers, et il pèse, il opprime, il conduit à la dégénérescence, à la misère, etc. Le capitalisme crée-lui-même son fossoyeur, il crée lui-même les éléments d'un régime nouveau et, en même temps, sans « bonds »,

ces éléments isolés ne changent rien à l'état de choses général, ne touchent pas à la domination du capital. Ces contradictions de la vie réelle, de l'histoire vivante du capitalisme et du mouvement ouvrier, le marxisme, comme théorie du matérialisme dialectique, s'entend à les interpréter. Mais il va de soi que les masses apprennent dans la vie et non pas dans les livres. Et c'est pourquoi il est des gens ou des groupes qui exagèrent continuellement, érigeant en théorie unilatérale, en système unilatéral de tactique, tel ou tel trait du développement capitaliste, telle ou telle « leçon » de ce développement.

Les idéologues bourgeois, libéraux et démocrates, ne comprenant pas le marxisme, ne comprenant pas le mouvement ouvrier contemporain, sautent constamment d'une vaine extrémité à une autre. Tantôt ils expliquent les choses par le fait que de méchantes gens « excitent » classe contre classe, tantôt ils se consolent en se disant que le parti ouvrier est un « parti pacifique de réformes ». Il faut voir un produit direct de cette conception bourgeoise et de son influence dans l'anarcho-syndicalisme et le réformisme, qui s'accrochent à *un seul* aspect du mouvement ouvrier, qui érigent en théorie ce caractère unilatéral, qui proclament comme s'excluant mutuellement les tendances ou les traits de ce mouvement qui sont la particularité spécifique de telle ou telle période, de telles ou telles conditions de l'activité de la classe ouvrière. Or, la vie réelle, l'histoire réelle *renferment* en elles ces différentes tendances, de même que la vie et le développement dans la nature renferment en eux et l'évolution lente et les bonds rapides, les solutions de continuité.

Les revisionnistes considèrent comme des phrases tous les raisonnements sur les « bonds » et sur l'antagonisme de principe entre le mouvement ouvrier et la vieille société tout entière. Ils prennent les réformes pour la réalisation partielle du socialisme. Les anarcho-syndicalistes repoussent le « menu travail » et particulièrement l'utilisation de la tribune parlementaire. En fait, cette dernière tactique aboutit à guetter les « grands jours », sans savoir rassembler les forces qui créent les grands événements. Les uns et les autres freinent l'action la plus importante, la plus urgente : le groupement des ouvriers en organisations vastes, puissantes,

fonctionnant bien et sachant bien fonctionner dans *toutes* les situations, organisations pénétrées de l'esprit de la lutte de classe, ayant une claire conscience de leurs buts et éduquées dans l'esprit de la vraie conception marxiste.

Nous nous permettrons ici une petite digression et nous ferons remarquer entre parenthèses, afin d'éviter des malentendus possibles, que Pannekoek illustre son analyse par des exemples empruntés *exclusivement* à l'histoire de l'Europe occidentale, particulièrement à l'histoire d'Allemagne et de France, sans avoir *nullement* en vue la Russie. S'il semble parfois qu'il fait allusion à la Russie, c'est seulement parce que les tendances fondamentales, engendrant des écarts nettement déterminés par rapport à la tactique marxiste, se manifestent également chez nous, malgré l'énorme différence de culture, de mœurs et des conditions historico-économiques entre la Russie et l'Occident.

Enfin, une cause éminemment importante engendrant des désaccords entre ceux qui participent au mouvement ouvrier, ce sont les changements de tactique des classes dirigeantes en général, de la bourgeoisie en particulier. Si la tactique de la bourgeoisie était toujours uniforme, ou du moins toujours du même genre, la classe ouvrière aurait vite appris à y répondre par une tactique au même degré uniforme ou du même genre. En réalité, la bourgeoisie de tous les pays élabore, inévitablement, deux systèmes de gouvernement, deux méthodes de lutte pour la défense de ses intérêts et la sauvegarde de sa domination — méthodes qui tantôt se succèdent, tantôt se nouent en des combinaisons multiples. C'est premièrement la méthode de la violence, la méthode consistant à refuser toute concession au mouvement ouvrier, à soutenir toutes les vieilles institutions caduques, la négation intransigeante des réformes. Telle est l'essence de la politique conservatrice qui, en Occident, cesse de plus en plus d'être la politique de la classe des propriétaires fonciers pour devenir une des variétés de la politique bourgeoise générale. La deuxième méthode est celle du « libéralisme », des mesures prises dans le sens du développement des droits politiques, dans le sens des réformes, des concessions, etc.

La bourgeoisie passe d'une méthode à l'autre, non par calcul malveillant de certaines personnes et non par hasard,

mais par suite de la contradiction fondamentale de sa propre situation. Une société capitaliste normale ne peut se développer avec succès sans un régime représentatif stable, sans certains droits politiques conférés à la population, qui ne peut pas ne pas se montrer relativement fort exigeante sous le rapport « culturel ». Cette exigence d'un certain minimum de culture est due aux conditions du mode capitaliste de production lui-même avec sa technique évoluée, sa complexité, sa souplesse, sa mobilité, la croissance rapide de la concurrence universelle, etc. Les flottements dans la tactique de la bourgeoisie, le passage d'un système de violence à un système de prétendues concessions marquent, par suite, l'histoire de tous les pays européens au cours de ce dernier demi-siècle. Ajoutons que divers pays appliquent, de préférence, l'une ou l'autre méthode pendant des périodes déterminées. Par exemple, l'Angleterre fut, de 1860 à 1880, le pays de la politique bourgeoise « libérale » ; l'Allemagne, de 1870 à 1890 s'en tint à la méthode de la violence, etc.

Lorsque cette méthode régnait en Allemagne, un effet unilatéral de ce système de gouvernement bourgeois fut le développement de l'anarcho-syndicalisme, ou, comme on disait alors, de l'anarchisme dans le mouvement ouvrier (les « jeunes » au début des années 90 [149] ; Johann Most au début des années 80) [150]. Lorsqu'en 1890, un tournant s'opéra dans le sens des « concessions », ce tournant fut, comme toujours, encore plus dangereux pour le mouvement ouvrier, car il engendrait un écho tout aussi unilatéral du « réformisme » bourgeois : l'opportunisme dans le mouvement ouvrier. « Le but positif, réel, de la politique libérale de la bourgeoisie, écrit Pannekoek, est d'égarer les ouvriers, de porter la scission dans leurs rangs, de transformer leur politique en un appendice débile d'un pseudo-réformisme, toujours débile et éphémère. »

Souvent, pour un certain temps, la bourgeoisie atteint son but au moyen d'une politique « libérale », qui est, selon la juste remarque de Pannekoek, une politique « plus subtile ». Une partie des ouvriers, une partie de leurs représentants se laissent parfois tromper par des concessions apparentes. Les revisionnistes proclament que la théorie de la lutte des classes est « périmée », ou commencent à se livrer

à une politique qui, pratiquement, est une renonciation à cette théorie. Les zigzags de la tactique bourgeoise amènent un renforcement du revisionnisme dans le mouvement ouvrier et poussent souvent jusqu'à la scission même les divergences qui s'y manifestent.

Toutes les causes de ce genre provoquent des divergences sur la tactique à appliquer dans le mouvement ouvrier, dans les milieux prolétariens. Mais il n'y a pas et il ne saurait y avoir de muraille de Chine entre le prolétariat et les couches de la petite bourgeoisie, y compris la paysannerie, qui lui sont voisines. On conçoit donc que, de son côté, le passage de personnes, groupes et milieux de la petite bourgeoisie au prolétariat doive forcément engendrer des flottements dans la tactique de celui-ci.

L'expérience du mouvement ouvrier dans les différents pays aide à mieux comprendre, sur la base de questions concrètes de la pratique, la nature de la tactique marxiste ; elle aide les plus jeunes pays à mieux discerner le véritable rôle social des déviations par rapport au marxisme et à les combattre avec plus de succès.

« Zvezda » n° 1,
16 décembre 1910.
Signé : V. I l i n e

Conforme au texte du journal

TOLSTOÏ ET LA LUTTE PROLÉTARIENNE

Avec une force et une sincérité prodigieuse, Tolstoï a stigmatisé les classes dominantes : il a dénoncé de façon saisissante le mensonge intérieur de toutes les institutions grâce auxquelles se maintient la société actuelle : l'Eglise, la justice, le militarisme, le mariage « légitime », la science bourgeoise. Pourtant, sa doctrine s'est trouvée en contradiction complète avec la vie, le travail et la lutte du prolétariat, ce fossoyeur du régime actuel. Quel est donc le point de vue que reflète la prédication de Léon Tolstoï ? Par sa bouche parlaient cette masse du peuple russe, tous ces millions d'hommes qui haïssaient *déjà* les maîtres de la vie actuelle, mais qui n'étaient pas *encore* parvenus à la lutte consciente et conséquente contre ces derniers, lutte qui doit être menée jusqu'au bout et sans merci.

L'histoire et l'issue de la grande révolution russe ont montré que telle fut précisément la masse qui s'était trouvée *entre* le prolétariat socialiste conscient et les défenseurs résolus de l'ancien régime. Cette masse — surtout la paysannerie — a montré pendant la révolution combien grande était sa haine de l'ancien état de choses, combien vivement elle ressentait tout le poids du régime actuel, combien vaste était son désir irrésistible de s'en débarrasser et de trouver une vie meilleure.

En même temps, cette masse a montré pendant la révolution qu'elle était insuffisamment consciente dans sa haine, inconséquente dans sa lutte, étroitement limitée dans sa recherche d'une vie meilleure.

L'océan populaire, agité jusque dans ses profondeurs, s'est reflété avec toutes ses faiblesses et toute sa force dans l'enseignement de Tolstoï.

En étudiant les œuvres de Léon Tolstoï, la classe ouvrière russe apprend à mieux connaître ses ennemis, tandis qu'en voyant clair dans la *doctrine* de Tolstoï, le peuple russe tout entier devra comprendre en quoi a consisté sa propre faiblesse, qui l'a empêché d'accomplir jusqu'au bout l'œuvre de son affranchissement. Cela, il faut le comprendre pour aller de l'avant.

Cette marche en avant est entravée par tous ceux qui décrètent que Tolstoï est la « conscience commune », le « maître de la vie ». C'est un mensonge répandu sciemment par les libéraux, désireux d'utiliser le côté antirévolutionnaire de l'enseignement de Tolstoï. Ce mensonge sur Tolstoï, « maître de la vie », est répété, après les libéraux, par quelques anciens social-démocrates.

Le peuple russe n'obtiendra sa libération que lorsqu'il aura compris qu'il doit apprendre à lutter pour une vie meilleure non chez Tolstoï, mais chez la classe dont Tolstoï n'a pas compris le rôle et qui est seule capable de détruire le vieux monde abhorré par Tolstoï, — chez le prolétariat.

« Rabotchaïa Gazéta » n° 2, 18 (31) décembre 1910

Conforme au texte du journal

LE COMMENCEMENT DES MANIFESTATIONS

Après trois années de révolution, de 1905 à 1907, la Russie a vécu trois années de contre-révolution, de 1908 à 1910, trois années de Douma noire, de violence et d'injustice durant lesquelles l'étau du capitalisme s'est resserré sur les ouvriers, leur retirant les avantages qu'ils avaient réussi à conquérir. L'autocratie tsariste, ébranlée mais non brisée en 1905, a refait ses forces, s'est alliée aux propriétaires fonciers et aux capitalistes au sein de la IIIe Douma et a rétabli l'ancien ordre des choses en Russie. L'oppression des capitalistes a pesé encore plus sur les ouvriers, les illégalités et l'arbitraire des fonctionnaires dans les villes et surtout dans les campagnes se sont donnés libre cours avec encore plus d'insolence, la justice a puni encore plus sauvagement les combattants de la liberté, la peine capitale est devenue encore plus fréquente. Le gouvernement tsariste, les propriétaires fonciers et les capitalistes se sont *vengés* avec furie de la révolution sur les classes révolutionnaires et en particulier sur le prolétariat, comme s'ils s'étaient hâtés de profiter d'un moment d'accalmie dans la lutte de masse pour anéantir leurs ennemis.

Mais il y a des ennemis qu'on peut battre à plusieurs reprises, qu'on peut contenir momentanément, mais *sans réussir* à les anéantir. Une victoire complète de la révolution est parfaitement possible ; une telle victoire aurait pour effet de détruire complètement la monarchie tsariste, de faire table rase des propriétaires féodaux, de transférer sans rachat leurs terres aux paysans, de substituer à l'actuelle bureaucratie une auto-administration démocratique et la liberté politique. De semblables transformations ne sont pas seulement possibles, elles sont *nécessaires* à chaque Etat du XXe siècle ; déjà elles ont été, dans *tous* les pays

européens, réalisées plus ou moins complètement, au prix d'une lutte plus ou moins longue et opiniâtre.

Mais *aucune* victoire de la réaction, même la plus complète, *aucun* triomphe de la contre-révolution *ne peut* anéantir les ennemis de l'autocratie tsariste, les ennemis du joug des propriétaires et des capitalistes, pour la bonne raison que ces ennemis représentent des millions d'ouvriers, qui, de plus en plus, se concentrent dans les centres urbains, dans les grandes fabriques, dans les usines, dans les chemins de fer. Pour la bonne raison que ces ennemis, c'est la paysannerie ruinée, qui vit encore bien plus péniblement qu'avant, depuis que les zemskié natchalniki s'entendent avec les paysans riches pour piller *légalement*, pour arracher leurs terres aux paysans *avec l'accord* de la Douma des propriétaires et la *protection* des pouvoirs seigneuriaux et militaires. Non, des ennemis comme la classe ouvrière, comme la paysannerie pauvre, on ne les anéantit pas.

Et maintenant, après trois années où la contre-révolution a sévi sans contrainte, nous voyons comment les *masses populaires*, plus que tous opprimées, écrasées et terrorisées par toutes sortes de persécutions, nous voyons comment ces masses commencent à relever la tête, à se réveiller et reprennent la lutte. Trois années d'exécutions, de persécutions, de répressions sauvages ont anéanti des dizaines de milliers d'« ennemis » de l'autocratie, en ont interné ou exilé des centaines de milliers d'autres, en ont terrorisé une masse bien plus considérable encore. Mais ces millions et ces dizaines de millions ne sont plus ce qu'ils étaient avant la révolution. *Jamais* encore dans l'histoire de Russie, ils n'avaient reçu de leçons aussi instructives et claires, jamais ils n'avaient vécu une lutte des classes aussi ouverte. Qu'une agitation sourde et profonde se soit à nouveau emparée de ces multitudes, c'est ce qu'ont révélé les grèves de l'été dernier, ainsi que les récentes manifestations.

Les grèves ouvrières, aussi bien dans la période préparatoire de révolution que pendant la révolution ont constitué le mode de lutte le plus employé par le prolétariat, cette classe progressiste qui, seule, dans la société moderne, est révolutionnaire jusqu'au bout. Les grèves économiques et politiques, tantôt en alternance, tantôt formant un tout indissoluble, ont resserré les rangs des masses ouvrières face

à la classe des capitalistes et au gouvernement de l'autocratie, elles ont provoqué l'agitation de toute la société, elles ont jeté la paysannerie dans la lutte.

Les grèves de masse ininterrompues qui commencèrent en 1895, marquent le début de la période préparatoire de la révolution populaire. Lorsque, en janvier 1905, le nombre de grévistes, en un mois, dépassa 400 000, ce fut le début de la révolution proprement dite. Durant les trois années de la révolution, le nombre des grévistes, quoique diminuant progressivement (près de 3 millions en 1905, 1 million en 1906, 3/4 de million en 1907), demeura élevé comme cela ne s'était jamais vu dans aucun pays du monde.

Lorsque, en 1908, le nombre des grévistes baissa subitement (176 000), déclin qui s'accusa davantage encore en 1909 (64 000), on sut que c'était la fin de la première révolution, ou, plus exactement, de la première phase de la révolution.

Et voici qu'un nouvel essor a débuté l'été dernier. Le nombre des grévistes économiques *va en s'accroissant* et même d'une manière très sensible. L'ère de la domination *totale* des Cent-Noirs a pris fin. C'est une nouvelle période d'essor qui commence. Le prolétariat qui, de 1905 à 1909, *s'était replié* — avec d'ailleurs, de larges rémissions—, rassemble actuellement ses forces et commence à passer à *l'offensive*. Le renouveau que l'on observe dans certaines branches de l'industrie se traduit aussitôt par un renouveau de la lutte du prolétariat.

Le prolétariat a commencé. Les autres classes et couches de population bourgeoises et démocratiques le suivent. La mort du président de la I^re^ Douma, Mouromtsev, libéral modéré et étranger à la démocratie, donne le départ à des manifestations encore timides. La mort de Léon Tolstoï suscite, pour la première fois après une longue interruption, des *manifestations de rue* auxquelles participent surtout des étudiants, mais aussi des ouvriers. L'arrêt du travail dans toute une série de fabriques et d'usines le jour des funérailles de Tolstoï marque le début, sans doute encore bien modeste, d'un mouvement de grèves-manifestations.

Tout récemment, les atrocités commises par les geôliers du tsar, à Vologda et à Zerentouï, sur la personne de nos camarades détenus pour leur conduite héroïque pendant la

révolution, ces atrocités n'ont fait qu'accroître l'agitation parmi les étudiants. Un peu partout en Russie ont lieu des rencontres et des meetings : la police pénètre par la force dans les universités, moleste les étudiants, procède à des arrestations, exerce des poursuites contre les journaux qui se permettent la moindre allusion aux troubles, et par là même rend ces troubles encore plus forts.

Le prolétariat a commencé. La jeunesse démocratique le suit. Le peuple russe s'éveille à une lutte nouvelle, il va au-devant d'une nouvelle révolution.

Le début même de la lutte nous a montré une fois de plus combien sont encore vivantes les forces qui ébranlèrent le régime tsariste en 1905 et qui l'anéantiront dans la révolution qui se prépare. Le début même de la lutte nous a montré une fois de plus l'importance du mouvement des *masses*. Aucunes persécutions, aucunes représailles ne sauraient interrompre ce mouvement, à partir du moment où les *masses* sont en cause, où des millions d'êtres se sont mis à bouger. Les persécutions ne font qu'attiser la lutte et attirer un nombre toujours croissant de combattants. Les attentats des terroristes ne soulageront en rien les masses opprimées, et aucune force sur terre ne peut arrêter ces masses une fois qu'elles se sont soulevées.

Or, elles ont déjà commencé à se soulever. Il se peut que leur essor soit rapide, il se peut qu'il soit lent et entrecoupé d'arrêts ; ce qui est sûr, c'est que dans tous les cas, il va vers la révolution. Le prolétariat russe a pris la tête en 1905. Evoquant ce glorieux passé, il doit, à présent, tendre toutes ses forces pour restaurer, fortifier et développer son organisation, son parti, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Notre parti vit actuellement des jours difficiles, mais il est invincible, comme le prolétariat.

A l'œuvre, donc, camarades ! En tous lieux, commencez à construire des organisations, à créer et consolider les cellules ouvrières du parti social-démocrate, à développer l'agitation économique et politique. Au cours de la première révolution russe, le prolétariat a appris aux masses populaires à combattre pour la liberté, au cours de la seconde révolution, il doit les conduire à la victoire !

« Rabotchaïa Gazéta » n°2, 18 (31) décembre 1910

Conforme au texte du journal

QUE SE PASSE-T-IL DANS LES CAMPAGNES ?

Dans les journaux, les discussions se poursuivent au sujet d'un nouveau livre de l'ex-ministre de l'agriculture, Ermolov, sur « l'épidémie actuelle des incendies en Russie ». La presse libérale a constaté que les incendies dans les campagnes, loin d'avoir diminué après la révolution, ont encore augmenté. Les journaux réactionnaires ont repris les cris et hurlements d'Ermolov sur « l'impunité des incendiaires », la « terreur dans les campagnes », etc. Le nombre d'incendies s'est accru dans des proportions considérables : ainsi de 1904 à 1907 dans la province de Tambov, de *deux fois* ; dans la province d'Orel, de *deux fois et demie* ; dans celle de Voronèje, de *trois fois*. « Des paysans quelque peu aisés, écrit le *Novoïé Vrémia*, toujours prosterné devant le gouvernement, veulent organiser des fermes séparées, introduire de nouvelles cultures, mais, comme en pays ennemi, ils sont littéralement assiégés par la jacquerie ensauvagée. Brûlés et traqués, traqués et brûlés « au point de planter là toutes choses et de fuir sans tourner la tête ».

Aveu pénible pour les partisans du gouvernement tsariste ! Pour nous, social-démocrates, ces nouvelles informations ne manquent pas d'intérêt, car elles confirment une fois de plus le mensonge du gouvernement et la pitoyable impuissance de la politique libérale.

La révolution de 1905 a pleinement démontré que l'ancien régime des campagnes russes est irrémédiablement condamné par l'histoire. Aucune force au monde ne pourra raffermir ce régime. Comment le transformer ? A cette question, les masses paysannes ont répondu par leurs révoltes de 1905, répondu par la voix de leurs députés à la I^re^ et à la II^e^ Douma. Les terres doivent être enlevées aux propriétaires fonciers sans indamnité de rachat. Quand 30 000 propriétaires fonciers (Nicolas Romanov en tête) détiennent

70 millions de déciatines et que 10 millions de feux en ont à peu près autant, il ne saurait en résulter que servitude, que misère sans fond, que ruine et stagnation dans toute l'économie nationale. Le Parti ouvrier social-démocrate a appelé les paysans à la lutte révolutionnaire. Les ouvriers de la Russie tout entière, par leurs grèves de masse de 1905, ont uni et guidé la lutte paysanne. Le plan des libéraux tendant à « raccommoder » les paysans avec les propriétaires fonciers sur la base d'un « rachat à prix équitable » a été un subterfuge stérile, pitoyable et perfide.

Comment le gouvernement stolypinien entend-il réformer le vieil ordre des choses dans les campagnes ? En accélérant la ruine totale des paysans, en laissant subsister les terres des propriétaires fonciers, en aidant une poignée de paysans riches à « installer des fermes séparées », en usurpant le maximum de terres communautaires. Le gouvernement a compris que toute la masse des paysans est contre lui ; aussi s'efforce-t-il de trouver des alliés parmi les paysans riches.

Pour réaliser la « réforme » gouvernementale, il faut « vingt années de tranquillité », a dit un jour Stolypine. « Tranquillité » veut dire pour lui soumission des paysans, absence de lutte contre la violence. Or, sans la violence des zemskié natchalniki et autres autorités, sans la violence exercée à chaque pas, sur des *dizaines de millions* de paysans, sans réprimer les moindres manifestations d'indépendance de leur part, la « réforme » stolypinienne ne peut se réaliser. De la « tranquillité » non seulement pour vingt ans, mais même pour trois ans, Stolypine n'a pu et ne peut la créer : telle est la navrante vérité que le livre de l'ex-ministre sur les incendies à la campagne a rappelée aux valets du tsar.

Il n'y a pas, il ne peut y avoir pour les paysans d'autre issue à cet extrême dénuement, à cette misère, à cette mort par la faim où les acculе le gouvernement, que la lutte de masse, aux côtés du prolétariat, pour le renversement du pouvoir tsariste. Préparer les forces du prolétariat en vue de cette lutte, créer, développer, consolider les organisations prolétariennes, telle est la tâche immédiate du P.O.S.D.R.

« Rabotchaïa Gazéta » n° 2, 18 (31) décembre 1910

Conforme au texte du journal

IVAN VASSILIÉVITCH BABOUCHKINE

(NÉCROLOGIE)

Nous vivons dans des conditions bien exécrables, pour que la chose suivante soit possible : un important militant, la fierté du parti, un camarade dont toute la vie était consacrée à la cause ouvrière, a pu disparaître sans traces. Son épouse, sa mère, ses camarades les plus proches restent des années sans savoir ce qui a pu lui arriver : languit-il dans quelque pénitencier, a-t-il péri dans quelque prison, est-il mort en héros en combattant l'ennemi ? Tel fut le sort d'Ivan Vassiliévitch que Rennenkampf a fusillé. C'est seulement tout récemment que nous avons appris comment il est mort.

Le nom d'Ivan Vassiliévitch est connu et aimé de nombreux social-démocrates. Tous ceux qui le connaissaient avaient de l'affection et de l'estime pour l'énergie dont il faisait preuve, pour son horreur de la phraséologie, pour son esprit révolutionnaire conséquent et son dévouement ardent à notre cause. Ouvrier à Pétersbourg, il fait, en 1895 avec quelques camarades avancés, de l'excellent travail au-delà du quartier Nevskaïa Zastava, parmi les ouvriers des usines Sémiannikov, Alexandrovski et Stéklianny ; il forme des cercles, organise des bibliothèques, tout en s'instruisant constamment lui-même avec passion.

Ses pensées convergent toutes vers un seul but : comment élargir son action. Il participe activement à la composition du *premier tract d'agitation*, lancé à St-Pétersbourg à l'automne 1894 et adressé aux ouvriers de l'usine Sémiannikov ; il en assure à lui seul la distribution. Lorsque se constitue à St-Pétersbourg, l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière », Ivan Vassiliévitch en devient l'un des

membres les plus actifs et ne cesse d'y travailler jusqu'au moment de son arrestation. L'idée de créer un journal politique à l'étranger, qui servirait la cause de l'unification et de la consolidation du parti social-démocrate, est discutée par lui avec ses anciens camarades de travail pétersbourgeois — les fondateurs de l'*Iskra* — et rencontre, de son côté, l'accueil le plus chaleureux. Tant qu'Ivan Vassiliévithe reste en liberté, l'*Iskra* ne manque pas de correspondance spécifiquement ouvrière. Considérez les 20 premiers numéros de l'*Iskra*, toutes ces lettres de Chouïa, d'Ivanovo-Voznessensk, d'Orékhovo-Zouévo et autres localités du centre de la Russie : presque toutes sont passées par les mains d'Ivan Vassiliévitch qui s'efforçait d'établir un contact aussi étroit que possible entre l'*Iskra* et les ouvriers. Il fut lui-même le correspondant le plus zélé de l'*Iskra* et son défenseur le plus ardent. Quittant la région du Centre, Babouchkine se rend dans le midi, à Ekatérinoslav, où il est arrêté ; on l'interne à la prison d'Alexandrovsk. Il parvient à s'en échapper, en compagnie de quelques camarades, après avoir scié les barreaux de sa fenêtre. Sans connaître aucune langue étrangère, il réussit à gagner Londres, où se trouvait alors la rédaction de l'*Iskra*. Bien des propos sont échangés là, bien des problèmes sont discutés en commun. Mais Ivan Vassiliévitch ne devait pas assister au second congrès du parti... la prison et l'exil le mirent à l'écart pour longtemps. La vague montante de la révolution poussait au premier plan de nouveaux éléments, de nouveaux militants, tandis que Babouchkine végétait dans le grand Nord, à Verkhoïansk, complètement coupé de la vie du parti. Néanmoins, il ne perdait pas son temps, il s'instruisait, se préparait à la lutte, enseignait d'autres ouvriers, ses camarades d'exil, s'efforçant de faire d'eux des social-démocrates et des bolcheviks conscients. Survint l'amnistie de 1905, et Babouchkine voulut retourner en Russie. Mais l'effervescence avait aussi gagné la Sibérie ; on avait besoin, là-bas, de gens tels que Babouchkine. Il entra donc au comité d'Irkoutsk et commença un travail acharné. Il lui fallait prendre la parole aux réunions, poursuivre la propagande social-démocrate et préparer l'insurrection. Un jour que Babouchkine, en compagnie de cinq camarades — dont les noms ne sont point parvenus jusqu'à

nous —, conduisait de Tchita, dans un wagon spécial, une importante quantité d'armes, le convoi fut intercepté par une expédition punitive de Rennenkampf et tous les six, sans passer en jugement, furent fusillés immédiatement auprès d'une fosse commune à la hâte creusée. Ils moururent en héros, comme le rapportèrent les soldats témoins de l'exécution et les cheminots du convoi. Babouchkine tomba sous les coups d'un homme de main du tsar, mais, en mourant, il savait que l'œuvre à laquelle il avait consacré toute sa vie ne mourrait pas, qu'elle serait poursuivie par des dizaines, des centaines de milliers, des millions d'autres mains, que d'autres camarades ouvriers mourraient pour elle et qu'ils livreraient bataille jusqu'à la victoire complète...

* *
*

Certains ont inventé et propagent la fable qui dit que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie serait un parti « d'intellectuels », que les travailleurs en seraient coupés, que les ouvriers de Russie sont des social-démocrates sans social-démocratie, que c'est ce qui a eu lieu, en particulier, avant et aussi, dans une grande mesure, pendant la révolution. Les libéraux répandent ce bruit mensonger par haine à l'égard de la lutte révolutionnaire des masses dont le P.O.S.D.R. a assumé la direction en 1905 ; soit manque de réflexion, soit légèreté, certains socialistes aussi se font l'écho de cette théorie fallacieuse. La biographie d'Ivan Vassiliévitch Babouchkine, les dix années d'action social-démocrate accomplies par cet *ouvrier iskriste*, réfutent, de la manière la plus nette, le mensonge des libéraux. I. V. Babouchkine est l'un de ces travailleurs d'avant-garde qui, *dix années* avant la révolution, ont entrepris de créer un parti social-démocrate *ouvrier*. Sans l'œuvre héroïque et ininterrompue accomplie dans les masses prolétariennes par de *tels* hommes d'avant-garde, le P.O.S.D.R. n'aurait pas réussi à vivre dix années et peut-être pas même dix mois. C'est seulement grâce à l'activité déployée par de *tels* hommes, c'est uniquement grâce à leur soutien, que le P.O.S.D.R. a pu se transformer, en 1905, en un parti qui s'est *indissolublement uni au prolétariat*, lors des inoubliables

journées d'octobre et de décembre, et qui a su maintenir ce contact grâce *aux ouvriers* qu'il a *députés* non seulement à la IIe Douma, mais aussi à la IIIe, c'est-à-dire, à celle des Cent-Noirs.

Les libéraux (les cadets) souhaitent faire un héros national du président de la Ire Douma, S. Mouromtsev, récemment décédé. Nous autres, social-démocrates, ne devons pas laisser échapper l'occasion de manifester notre mépris et notre haine à l'égard du gouvernement tsariste qui a persécuté des fonctionnaires même aussi modérés et inoffensifs que Mouromtsev. Ce dernier ne fut qu'un fonctionnaire libéral, pas même un démocrate. Il redoutait la lutte révolutionnaire des masses. Pour lui, la liberté de la Russie devait résulter non point d'une telle lutte mais du bon vouloir de l'autocratie tsariste, c'est-à-dire d'un *accord* conclu avec cet adversaire cruel et sans pitié du peuple russe. Il est ridicule de voir dans un tel homme un héros populaire de la révolution russe.

Pourtant, les héros populaires existent. Ce sont des gens semblables à Babouchkine. Ce sont des gens qui, non pas un an ou deux, mais dix ans avant la révolution ont consacré tous leurs efforts à la libération de la classe ouvrière. Ce sont des gens qui ne se sont pas galvaudés inutilement, exposés dans des actes individuels de terrorisme, mais qui, sans défaillance, ont effectué dans les masses un travail opiniâtre, s'efforçant de développer *leur* conscience, *leurs* organisations, *leur* initiative révolutionnaire. Ce sont des gens qui se sont placés à la tête de la lutte armée des masses contre l'autocratie tsariste, à l'heure de la crise décisive, à l'heure de la révolution, à l'heure où des millions et des millions d'hommes se sont mis en mouvement. Tout ce qui a été conquis sur l'autocratie tsariste l'a été *exclusivement* par la lutte des masses que dirigeaient des gens comme Babouchkine.

Sans eux, le peuple russe serait éternellement resté un peuple d'esclaves, un peuple de serfs. Avec des gens comme eux, le peuple russe saura s'affranchir totalement de toute exploitation.

Cinq ans se sont déjà écoulés depuis l'insurrection de 1905. Célébrons cet anniversaire en nous remémorant ces ouvriers d'avant-garde qui sont tombés en combattant l'en-

nemi. Nous serions reconnaissants aux camarades ouvriers de vouloir bien recueillir et nous adresser des souvenirs se rapportant à la lutte de cette époque, ainsi que des renseignements complémentaires sur Babouchkine et d'autres ouvriers social-démocrates tombés au cours de l'insurrection de 1905. Nous avons l'intention de publier une brochure où sera relatée la vie de ces travailleurs. Une pareille brochure sera la meilleure réponse à tous ceux qui manquent de foi dans le Parti ouvrier social-démocrate de Russie ou qui cherchent à le rabaisser. Une pareille brochure constituera, pour les jeunes ouvriers, une lecture de choix, où ils apprendront comment chaque travailleur conscient doit vivre et agir.

« Rabotchaïa Gazéta », n° 2, 18 (31) décembre 1910

Conforme au texte du journal

AU COMITÉ CENTRAL

Notre déclaration [151] ayant suscité des bruits mensongers (que propagent intentionnellement les liquidateurs du *Goloss*), nous estimons de notre devoir de les réfuter en exposant brièvement le fond de l'affaire et notre point de vue.

Formellement l'affaire se présente comme suit : lors du plénum de janvier 1910 un *accord* a été conclu entre la fraction et le parti. En vertu de cet accord, notre fraction s'est engagée à disparaître *si* les autres fractions disparaissent également. Or cette condition n'a pas été respectée. *Nous avons repris notre liberté d'action* vis-à-vis des libéraux et des anarchistes qu'encourage Trotski, le chef des « conciliateurs ». Pour nous, le problème financier n'a qu'une importance *secondaire*, quoique, bien entendu, nous n'ayions aucunement l'intention de donner l'argent de la *fraction* à un bloc liquidateurs+anarchistes+Trotski, et que nous n'ayions nullement renoncé à notre droit de démasquer devant la social-démocratie internationale ce bloc, les « bases » financières sur lesquelles il repose (les fameux « fonds » de « Vpériod » sur lesquels Trotski et le *Goloss* gardent le secret), *etc.* *

Pour ce qui est du fond de l'affaire, *nous déclinons toute responsabilité* dans le *travail* de décomposition du parti accompli grâce à la politique « conciliatrice » (c'est-à-dire

* Le droit de représenter la fraction a été conféré aux *six membres* que nous avons au plénum. Sur ces six voix, nous en possédons *quatre* : trois voix à Paris, plus une par procuration (écrite) de Mechkovski. Si Mechkovski avait envie de se désister, nous nous adresserions aux bolcheviks membres du Comité central et aux suppléants *élus à Londres*, ainsi qu'aux bolcheviks qui ont fait un travail positif.

la politique favorable aux libéraux du *Goloss* et aux anarchistes de « Vpériod »). Nous avons averti le parti officiellement et publiquement *dès avant la parution du n° 12* de l'Organe central ; le complot tramé contre le parti a été dénoncé par nous, dans le tract intitulé : « Le *Goloss* des liquidateurs contre le parti * ».

Peut-être certains ont-ils pensé que nos propos étaient exagérés ; toujours est-il qu'ils ont été totalement et littéralement confirmés par les événements. Les liquidateurs-libéraux ont fortifié leurs positions *à l'extérieur* du parti, ils ont constitué une fraction parfaitement hostile à la social-démocratie (*Nacha Zaria*, *Vozrojdénié*, *Diélo Jizni* [152]), et *prête* à trahir la cause du parti lors des élections à la IVe Douma. Les gens du *Goloss ont aidé* MM. Potressov et Cie à décomposer le parti, *sabotant et ralentissant* le travail depuis les institutions centrales. Le Bureau du Comité central à l'étranger — seul organe pratique permanent —, est tombé aux mains des *liquidateurs*, en partie à cause de la faiblesse du Bund et des Lettons, en partie en raison de l'aide directe qu'ont apportée aux partisans du *Goloss* les éléments liquidateurs de ces organisations nationales. Non seulement le Bureau du Comité central à l'étranger n'a rien fait pour unifier les *pro-parti* de l'extérieur, non seulement il n'a aucunement contribué à la lutte contre le *Goloss* et le « Vpériod », mais il *a dissimulé* les « fonds » antiparti des anarchistes et les initiatives des libéraux.

Grâce au soutien « conciliateur » de Trotski et du *Goloss*, il a été possible aux adeptes de « Vpériod » de se constituer en une fraction possédant des moyens de liaison et un *réseau d'agents* qui a *décuplé* ses forces après le plénum de janvier 1910.

Ce que l'on pouvait clairement observer déjà lors du plénum (par exemple, la défense de l'école anarchiste par Trotski+les adeptes du *Goloss*) s'est développé jusqu'à son terme. Le bloc des libéraux et des anarchistes, avec le concours des conciliateurs, détruit sans vergogne du dehors ce qui reste du parti et contribue de l'intérieur à le décomposer. Le petit jeu qui consiste à « inviter » les gens du *Goloss* et trotskistes à participer aux centres ne fait que rendre

* Voir le présent tome, pp. 161-169. (*N.R.*)

absolument impuissants les pro-parti, déjà suffisamment affaiblis.

Nous déchargeant de toute responsabilité dans cette comédie, nous allons *en faire abstraction* et appliquer notre ligne *pro-parti* qui consiste à se rapprocher des plékhanovistes et à lutter *impitoyablement* contre le bloc. Il va sans dire que nous soutiendrons de *toutes les manières possibles toutes* les initiatives du Comité central, au cas où il parviendrait à se réunir en Russie, à y reconstituer l'appareil central, à créer à l'étranger une base d'organisation du parti (à la place de l'actuel Bureau liquidateur) et *à commencer à œuvrer* contre les libéraux et les anarchistes.

Deux mots encore pour terminer, au sujet de l'épouvantail de la *scission* qu'agitent les « conciliateurs ». La scission existe déjà *de facto*, puisque les potressovistes et les gens de « Vpériod » ont réalisé une sécession *complète* et que *personne* ne saurait les ramener dans la *ligne* du parti. A supposer que le Comité central les condamne ouvertement en tant que libéraux et anarchistes, il n'y aura pas de scission *de jure*, car il ne leur est pas possible de défendre *leur* ligne. Si les centres cessent de jouer au jeu des « invitations » avec les libéraux, valets de Potressov (ceux du *Goloss*) et avec les adeptes de « Vpériod », il n'y aura pas de scission *de jure*, et les ouvriers rompront définitivement avec les Potressov et les gens de « Vpériod ». *Toute autre* politique prolongerait la scission et encouragerait ceux-ci. En ce qui nous concerne, nous refusons radicalement cette « autre » politique, en tant que *représentants responsables de la tendance bolchevique*, à qui un rôle directeur a été reconnu par le plénum de janvier 1910.

Les représentants de la tendance bolchevique, qui ont signé au plénum l'accord avec le Comité central et qui ont pleins pouvoirs (avec procuration de Mechkovski) pour le dénoncer.

Ecrit après le 22 janvier (4 février) 1911.
Publié pour la première fois en 1933 dans le Recueil Lénine XXV

Conforme au texte du manuscrit

LES HÉROS DE LA « PETITE RÉSERVE »

Le dixième fascicule de la revue de M. Potressov et Cie *Nacha Zaria*, que nous venons de recevoir, donne de si stupéfiants exemples d'insouciance ou plus exactement d'absence de principes dans l'appréciation de Léon Tolstoï qu'il est indispensable de s'y arrêter immédiatement, ne serait-ce que de façon brève.

Voici l'article de V. Bazarov, la nouvelle recrue de l'armée de Potressov. La rédaction n'est pas d'accord avec « certaines assertions » de cet article, sans indiquer, bien entendu, quelles sont ces assertions. C'est qu'il est beaucoup plus commode d'agir ainsi pour cacher la confusion ! En ce qui nous concerne, nous serions bien embarrassés d'indiquer des assertions de cet article dont un homme, ne serait-il qu'un tout petit peu attaché au marxisme, ne s'indignerait pas. « Notre intelligentsia, écrit V. Bazarov, écrasée et déconfite, transformée en une sorte d'informe mélasse intellectuelle et morale, et parvenue à l'extrême limite de la décomposition morale, a unanimement reconnu en Tolstoï — en Tolstoï *tout entier* — sa conscience. » C'est faux. Ce n'est là que phraséologie. Notre intelligentsia en général, et celle de *Nacha Zaria* en particulier, ressemble fort à des intellectuels « déconfits », mais elle n'a montré ni ne pouvait montrer la moindre « unanimité » dans l'appréciation de Tolstoï, elle n'a jamais donné ni ne pouvait donner d'appréciation juste sur Tolstoï *tout entier*. Et c'est précisément l'absence d'unanimité qui se dissimule derrière les propos sur la « conscience », propos particulièrement hypocrites, tout à fait dignes du « *Novoïé Vrémia* ». Bazarov ne lutte pas contre la « mélasse », il la favorise.

Bazarov « désire rappeler certaines injustices (! !) à l'égard de Tolstoï, dont se sont rendus coupables les intellectuels russes en général, et nous autres radicaux de diverses tendances en particulier ». La seule chose vraie là dedans, c'est que Bazarov, Potressov et Cie sont précisément des « radicaux de diverses tendances », dépendant à tel point

de la « mélasse » générale qu'au moment où l'on passe sous silence, de la façon la plus impardonnable, les inconséquences et les faiblesses fondamentales de la conception du monde de Tolstoï, ils courent, obséquieux, derrière « tout le monde », criant à l'« injustice » envers Tolstoï. Ils ne veulent pas se griser « du narcotique particulièrement répandu parmi nous, que Tolstoï appelle la « rage de la discussion », — ce sont là précisément les discours et les refrains agréables aux philistins qui se détournent avec un mépris infini de toute discussion pour des principes affirmés d'une façon intégrale et conséquente.

« La force principale de Tolstoï consiste justement en ceci qu'après avoir passé par tous les degrés de la décomposition typique pour les gens instruits d'aujourd'hui, il a su trouver une synthèse... » C'est faux. La synthèse, c'est précisément ce que Tolstoï n'a pas su, ou plutôt n'a pas pu trouver ni dans les fondements philosophiques de sa conception du monde, ni dans son enseignement sociale et politique. « Tolstoï le premier (!) objectiva, c'est-à-dire créa non seulement pour lui-même, mais aussi pour les autres, cette religion *purement humaine* (souligné partout par Bazarov) dont Comte, Feuerbach et d'autres représentants de la culture contemporaine ne pouvaient que rêver subjectivement (!) », etc., etc.

De pareils discours sont pires que le vulgaire philistinisme. C'est parer la « mélasse » de fausses fleurs, ce qui ne peut qu'induire les gens en erreur. Il y a plus d'un demi-siècle, Feuerbach, ne sachant pas « trouver la synthèse » dans sa conception du monde qui représentait à maints égards le « dernier mot » de la philosophie classique allemande, s'est embrouillé dans ces « rêveries subjectives » dont la signification négative a depuis longtemps été appréciée par les « représentants » véritablement avancés de la « culture contemporaine ». Déclarer maintenant que Tolstoï « a objectivé le premier ces « rêves subjectifs », c'est passer dans le camp de ceux qui reculent, c'est flatter le philistinisme, c'est faire chorus avec les *Viékhi*.

« Il va de soi que le mouvement (! ?) fondé par Tolstoï doit subir des modifications profondes, s'il est réellement appelé à jouer un rôle historique d'une portée mondiale : l'idéalisation des formes patriarcales de la vie paysanne, le penchant vers l'économie naturelle et

beaucoup d'autres traits utopiques du tolstoïsme qui, à l'heure actuelle, sont poussés (!) au premier plan et paraissent l'essentiel, constituent en réalité précisément des éléments subjectifs qui ne sont pas rattachés par des liens nécessaires aux fondements de la « religion » tolstoïenne. »

Ainsi Tolstoï « a objectivé » les « rêves subjectifs » de Feuerbach, et le fait que Tolstoï a reflété, dans ses œuvres géniales et dans son enseignement rempli de contradictions, les paricularités économiques de la Russie du siècle dernier, notées par Bazarov, voilà « précisément les éléments subjectifs » de sa doctrine. C'est ce qui s'appelle prendre des vessies pour des lanternes. Mais, à la vérité, pour « *l'intelligentsia* écrasée et déconfite » (etc., comme nous l'avons cité plus haut), il n'y a rien de plus agréable, de plus souhaitable, de plus cher, il n'y a rien qui encourage davantage sa déconfiture que cette exaltation des « rêveries subjectives » de Feuerbach, « objectivées » par Tolstoï, et ces efforts pour *détourner* l'attention des problèmes historiques, économiques et politiques concrets qui « à l'heure actuelle sont poussés au premier plan ! »

On conçoit que Bazarov n'aime surtout pas la « critique acérée » que la doctrine de la non-résistance au mal a provoquée « de la part des intellectuels radicaux ». Pour Bazarov, « il est clair qu'il ne peut être question ici de passivité ni de quiétisme ». En expliquant sa pensée, Bazarov se reporte au conte bien connu d'«Ivan l'imbécile » et il invite le lecteur à « s'imaginer seulement que ce n'est pas le tsar de Tmoutarakan qui envoie ses soldats contre les imbéciles, mais leur propre souverain Ivan, devenu plus intelligent ; qu'avec l'aide de ces soldats recrutés parmi les imbéciles eux-mêmes, et qui, par conséquent, sont proches d'eux par leur tournure d'esprit, Ivan veut contraindre ses sujets à se plier à des exigences injustes. Il est tout à fait évident que les imbéciles, à peu près désarmés et ne connaissant pas l'art militaire, ne peuvent même pas rêver de triompher des troupes d'Ivan par la force. Même à la condition de la plus énergique « résistance par la force », les imbéciles peuvent vaincre Ivan non par l'action violente, mais par l'action morale, c'est-à-dire seulement par ce qu'on appelle la « démoralisation » des soldats de l'armée d'Ivan... » « La résistance des imbéciles par la force aboutit au même résul-

tat (seulement moins bien et avec plus de victimes) que la résistance sans recourir à la force... » « La non-résistance au mal par la force ou, plus généralement, l'harmonie entre le moyen et le but (! !) n'est nullement une idée propre seulement aux prêcheurs de morale qui vivent hors de la société. Cette idée est une partie constitutive indispensable de toute conception du monde achevée. »

Ainsi raisonne la nouvelle recrue de l'armée de Potressov. Nous ne pouvons analyser ici ses raisonnements. Du reste, il suffira peut-être, pour la première fois, d'en reproduire simplement l'essentiel et d'y ajouter ces mots : c'est du pur viékhisme.

Des accords finals de la cantate développant le thème qu'on ne peut se faire plus grand qu'on n'est : « Il est inutile de représenter notre faiblesse comme une force, comme une supériorité sur le « quiétisme » et « le bon sens borné » (et sur l'inconséquence des raisonnements ?) de Tolstoï. Il ne faut pas le dire, non seulement parce que c'est contraire à la vérité, mais encore parce que cela nous empêche d'apprendre chez le plus grand homme de notre temps. »

Très bien, très bien. Il est inutile seulement de vous fâcher, messieurs, et de riposter par une bravade ridicule et par des injures (comme le fait M. Potressov dans les nos 8-9 de *Nacha Zaria*) si les Izgoev vous bénissent, vous approuvent et vous embrassent. Ni les anciens ni les nouveaux combattants de l'armée de Potressov ne pourront laver les traces de ces embrassades.

L'état-major de cette armée a fait accompagner l'article de Bazarov d'une petite réserve « diplomatique ». Mais l'article de tête de M. Névédomski, publié sans la moindre réserve, ne vaut guère mieux. « Ayant recueilli, écrit ce tribun des intellectuels contemporains, et incarné d'une façon parfaite les aspirations et les tendances fondamentales de la grande époque de la chute de l'esclavage en Russie, Léon Tolstoï s'est trouvé être aussi la plus pure, la plus parfaite incarnation du principe idéologique humain universel — *le principe de la conscience.* »

Boum, boum, boum... Ayant recueilli et incarné d'une façon parfaite les méthodes fondamentales de déclamation, propres aux publicistes de la bourgeoisie libérale, M. Névédomski s'est trouvé être aussi l'incarnation la plus pure,

la plus parfaite, du principe idéologique humain universel, le principe du verbiage.

Encore une envolée, la dernière :

« Face à tous ces admirateurs européens de Tolstoï, tous ces Anatole France aux noms divers, à ces Chambres des députés qui, dernièrement, ont voté à nne énorme majorité contre l'abolition de la peine capitale et qui, maintenant, ont honoré en se levant la mémoire du grand homme *fait d'un seul tenant*, face à tout ce royaume des solutions intermédiaires, des inconséquences des réserves, — avec quelle majesté, quelle puissance, se dresse devant nous, coulée dans un bloc de métal sans alliage, la grande figure de Tolstoï, cette incarnation vivante d'un principe unique. »

Ouf ! Il parle bien, et pourtant tout cela est faux. Ce n'est pas dans du métal, ni dans un bloc, ni sans alliage, qu'est coulée la grande figure de Tolstoï. Et « tous ces » admirateurs bourgeois « ont honoré en se levant » sa mémoire, *non pas justement* parce qu'il était « d'un seul tenant », mais parce qu'il ne l'était pas.

M. Névédomski n'a laissé échapper, bien malgré lui, qu'un seul petit mot juste. Ce petit mot — cette réserve — dépeint ces messieurs de *Nacha Zaria* aussi bien que *les* dépeint la caractéristique mentionnée plus haut des intellectuels chez V. Bazarov. Nous avons devant nous exclusivement des héros de la « petite réserve ». Potressov fait des réserves, en déclarant qu'il n'est pas d'accord avec les machistes, bien qu'il les défende. La rédaction fait des réserves, en déclarant qu'elle n'est pas d'accord avec « certaines assertions » de Bazarov, bien qu'il soit évident pour chacun qu'il ne s'agit point là de certaines assertions. Potressov fait des réserves, en déclarant qu'Izgoev l'a calomnié. Martov fait des réserves, en déclarant qu'il n'est pas tout à fait d'accord avec Potressov et Lévitski, bien que ce soient eux précisément qu'il sert fidèlement en politique. Tous ensemble font des réserves, en déclarant qu'ils ne sont pas d'accord avec Tchérévanine, bien qu'ils approuvent davantage son *second* livre liquidateur qui accentue l'« esprit » de sa première production. Tchérévanine fait des réserves, en déclarant qu'il n'est pas d'accord avec Maslov. Maslov fait des réserves, en déclarant qu'il n'est pas d'accord avec Kautsky.

Tous ensemble ils ne sont d'accord que sur leurs désaccords avec Plékhanov et sur le fait que celui-ci les accuse

calomnieusement d'être des liquidateurs, étant lui-même incapable, à les entendre, d'expliquer son rapprochement actuel avec ses adversaires de la veille.

Il n'y a rien de plus simple que l'explication de ce rapprochement, incompréhensible pour les hommes à réserves. Quand nous avions une locomotive, nous étions en désaccord violent sur la question de savoir si la vitesse, mettons, de 25 ou de 50 verstes à l'heure, correspondait à la solidité de cette locomotive, à l'approvisionnement en combustible, etc. La discussion sur ce point, comme sur toute question qui émeut profondément, était menée avec passion et parfois avec mordant. Cette discussion — absolument sur tous les points qui la faisaient naître, — se déroulait au grand jour, était ouverte à tous, tout y était exprimé jusqu'au bout, sans être estompé par aucune « petite réserve ». Et il ne vient à l'esprit d'aucun d'entre nous de retirer quoi que ce soit ou de pleurnicher sur la « rage de la discussion ». Mais lorsque la locomotive a subi une avarie, qu'elle est couchée dans un marais, entourée d'intellectuels « qui font des réserves », ricanent lâchement parce qu'« il n'y a plus rien à liquider », car la locomotive n'est plus là, alors une cause commune nous rapproche, nous, les « disputeurs enragés » de la veille. Sans renoncer à rien, sans rien oublier, sans faire aucune promesse de faire disparaître les désaccords, nous servons ensemble la cause commune. Nous consacrons toute notre attention et tous nos efforts à relever la locomotive, à la réparer, à la rendre plus solide, plus résistante, à la remettre sur rails ; quant à sa vitesse et à la rotation de telle ou telle aiguille, nous aurons le temps d'en discuter le moment venu. La tâche du jour, dans nos temps difficiles, c'est de créer quelque chose qui soit susceptible de riposter aux hommes « qui font des réserves » et aux « intellectuels déconfits » qui soutiennent directement et indirectement la « mélasse » régnante. La tâche du jour, c'est d'extraire le minerai, même dans les conditions les plus difficiles, de ramener le fer, de couler l'acier de la conception marxiste du monde et des superstructures qui y correspondent.

* *Mysl* » n° *1, décembre 1910.*
Signé : V. I.

Conforme au texte de la revue

LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE LA LUTTE AU SEIN DU PARTI EN RUSSIE [153]

Le thème du titre ci-dessus a été abordé par Trotski et Martov dans leurs articles des nos 50 et 51 de *Neue Zeit*. Martov expose le point de vue des mencheviks. Trotski clopine derrière eux, sous le couvert de phrases particulièrement sonores. Pour Martov, l'« expérience russe » se ramène à ce fait que « l'inculture blanquiste et l'inculture anarchiste ont vaincu la culture marxiste » (c'est-à-dire que le bolchevisme a vaincu le menchevisme). « La social-démocratie russe a parlé *russe* avec trop d'ardeur », négligeant les procédés tactiques « *européens* ». La « philosophie de l'histoire » de Trotski est la même. La cause de la lutte, c'est « l'adaptation de l'intelligentsia marxiste au mouvement de classe du prolétariat ». Ce qui est mis au premier plan, c'est « l'esprit sectaire, l'individualisme de l'intelligentsia, le fétichisme idéologique ». « *Une lutte pour influencer un prolétariat manquant politiquement de maturité* », voilà en quoi consiste toute l'affaire.

I

Elle n'est pas nouvelle, la théorie qui veut voir dans la lutte du bolchevisme contre le menchevisme une lutte pour influencer un prolétariat manquant de maturité. On la trouve exprimée dès 1905 (ou peut-être même dès 1903) dans d'innombrables livres, brochures ou articles publiés par la presse *libérale*. Ce que Martov et Trotski offrent aux camarades allemands, ce sont des *conceptions libérales* teintées de marxisme.

Assurément, le prolétariat russe est singulièrement moins développé politiquement que celui de l'Europe occidentale. Néanmoins, parmi toutes les classes de la société russe, c'est justement lui qui, au cours des années 1905-1907, a fait preuve de *la plus grande* maturité politique. La bourgeoisie libérale russe, qui s'est comportée chez nous d'une manière aussi vile, couarde, sotte et traîtresse, que la bourgeoisie allemande en 1848, a pris en grippe le prolétariat russe *précisément parce qu'il* a fait preuve en 1905 *d'une maturité politique suffisante* pour arracher à cette bourgeoisie la *direction* du mouvement et pour démasquer impitoyablement la trahison commise par les libéraux.

Ce serait une « illusion » de croire, déclare Trotski, que le menchevisme et le bolchevisme « se sont solidement enracinés dans les profondeurs du prolétariat ». Voilà bien un spécimen de ces phrases sonores, mais creuses, dans lesquelles excelle notre Trotski. En fait, les *racines* de la divergence entre mencheviks et bolcheviks doivent être recherchées non pas dans les « profondeurs du prolétariat », mais dans le *contenu économique* de la révolution russe. En méconnaissant ce contenu, Martov et Trotski se sont privés de la possibilité de comprendre la signification historique de la lutte au sein du parti en Russie. Il ne s'agit pas de savoir si les expressions théoriques de ces divergences ont, oui ou non, « profondément » pénétré telle ou telle couche du prolétariat ; le fond de l'affaire est que les conditions économiques de la révolution de 1905 ont eu pour effet de *susciter* l'antagonisme du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie libérale — et cela non seulement à propos de la question de l'amélioration du sort des ouvriers, mais aussi à propos de la question agraire, à propos de toutes les questions politiques de la révolution, etc. Parler de la lutte des tendances dans la révolution russe, en plaçant sur chacune d'elles une étiquette comme « sectarisme, « inculture », etc., et ne pas dire un mot des intérêts économiques fondamentaux du prolétariat, de la bourgeoisie libérale et de la paysannerie démocratique, cela équivaut à s'abaisser au rang des journalistes de bas aloi.

Un exemple. « Dans l'ensemble de l'Europe occidentale, écrit Martov, on considère les masses paysannes comme

de dignes alliées (pour le prolétariat), dans la mesure uniquement où elles font connaissance avec les dures conséquences de la transformation capitaliste de l'agriculture ; tandis qu'en Russie on envisage d'allier un nombre de prolétariat peu nombreux à 100 millions de paysans qui n'ont pas — ou presque pas — encore ressenti les effets « éducateurs » du capitalisme et qui, pour cette raison, n'ont point encore été à l'école de la bourgeoisie capitaliste. »

Ne croyez pas qu'il s'agisse d'un lapsus de la part de Martov. Non, nous avons là le point central de *toutes* les conceptions du menchevisme. Ce sont les mêmes idées qui imprègnent toute l'histoire de la révolution russe que les opportunistes sont en train de faire paraître en Russie sous la direction de Potressov, Martov et Maslov (*Le Mouvement social en Russie au début du XX^e siècle*). Le menchevik Maslov a exprimé ces idées avec plus de relief encore, en déclarant, dans un article qui résume l'« œuvre » en question : « La dictature du prolétariat et de la paysannerie *contredirait* toute *la marche du développement économique.* » C'est précisément là qu'il y a lieu de rechercher les racines des divergences qui opposent le bolchevisme au menchevisme.

Martov *a remplacé* l'école du *capitalisme* par celle de la *bourgeoisie capitaliste* (disons, entre parenthèses, que nulle part dans le monde il n'existe de bourgeoisie autre que capitaliste). En quoi consiste l'école du capitalisme ? En ceci que le capitalisme arrache les paysans à l'idiotie campagnarde, qu'il secoue leur torpeur et les *pousse à la lutte.* En quoi consiste l'école de la « bourgeoisie capitaliste » ? En ceci que « la bourgeoisie allemande de 1848 trahit sans le moindre scrupule les paysans, ses alliés les plus naturels, sans lesquels elle est impuissante en face de la noblesse » (K. Marx, dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 29 juillet 1848) [154]. En ceci que la bourgeoisie libérale russe a trahi les paysans d'une manière constante et systématique, au cours des années 1905-1907, en embrassant en réalité le parti des hobereaux et du tsarisme contre la lutte paysanne, et en entravant, de la manière la plus directe, l'évolution de cette lutte.

Sous le couvert de bonnes paroles « marxistes » sur l'« éducation » des paysans par le capitalisme, Martov dé-

fend, en réalité, l'« *éducation* » des paysans (*qui luttaient révolutionnairement contre la noblesse*) par les libéraux (*qui ont livré les paysans à la noblesse*).

Voilà comment on substitue le libéralisme au marxisme. Voilà comme on le pare de phrases marxistes. Bebel a dit à Magdebourg qu'il y a des national-libéraux parmi les social-démocrates. Ses paroles ne s'appliquent pas seulement à l'Allemagne.

Il convient d'observer encore que, dans leur majorité, les chefs idéologiques du libéralisme russe ont été nourris de littérature politique allemande et que c'est particulièrement un « marxisme » à la *Brentano* et à la *Sombart* qu'ils importaient en Russie, un « marxisme » qui reconnaît «l'école du capitalisme », mais qui refusa celle de la lutte révolutionnaire des classes. Tous les libéraux contre-révolutionnaires de Russie, Strouvé, Boulgakov, Frank, Izgoev et Cie, font grand usage de semblables phrases « marxistes ».

Martov compare la Russie des insurrections paysannes contre le féodalisme à l'« Europe occidentale » qui a liquidé le féodalisme depuis bien longtemps. C'est là une déformation colossale de la réalité historique. Pourrait-on trouver « dans toute l'Europe occidentale », des socialistes dans le programme desquels on lirait : « soutien du mouvement révolutionnaire paysan jusqu'à la *confiscation des terres seigneuriales* » ? [155] Non. « Dans toute l'Europe occidentale » les socialistes sont loin d'apporter leur soutien aux petits propriétaires dans la lutte qu'ils mènent contre les grands terriens pour la propriété foncière. Où est la différence ? En ceci que dans toute « l'Europe occidentale » le régime bourgeois s'est depuis longtemps constitué et défini, en particulier en ce qui concerne les rapports agraires, tandis qu'en Russie, une révolution a lieu *justement à propos de la forme* que ce régime bourgeois prendra. Martov utilise un vieux truc usé de libéraux, qui consiste à opposer à telle ou telle période de conflits révolutionnaires provoqués par une question donnée, à lui opposer des périodes où il n'y a pas de conflits révolutionnaires, pour la bonne raison que la question est résolue depuis longtemps.

La tragi-comédie du menchevisme réside justement en ceci qu'il *a été contraint*, au moment de la révolution, d'adopter des thèses inconciliables avec le libéralisme. Si

nous apportons notre soutien à la lutte de la « paysannerie » pour la *confiscation* des terres, c'est que nous admettons la victoire comme possible, comme avantageuse, sur le plan politique et économique, pour la classe ouvrière et pour l'ensemble du peuple. Or, une victoire de la « paysannerie » dirigée par le prolétariat, dans la lutte pour la *confiscation* des terres des propriétaires fonciers, c'est justement *la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie.* (Rappelons-nous ce que disait Marx en 1848 sur la nécessité d'une dictature dans la révolution, et comment Mehring raillait très justement ceux qui accusaient Marx de vouloir amener la démocratie en instaurant une dictature [156]).

C'est une conception radicalement erronée que celle qui prétend que la dictature de ces classes « contredirait toute la marche du développement économique ». C'est justement le contraire. *Seule* une semblable dictature serait susceptible de faire table rase de toutes les survivances féodales et d'assurer un développement très rapide des forces productives. La politique des libéraux, au contraire, remet l'affaire entre les mains des hobereaux russes, qui *retardent* cent fois la « marche du développement économique » de la Russie.

Au cours des années 1905-1907, l'antagonisme entre la bourgeoisie libérale et la paysannerie s'est révélé au grand jour. Au printemps et à l'automne 1905, de même qu'au printemps 1906, les révoltes paysannes ont gagné *entre le tiers et la moitié* des districts de la Russie centrale. Les paysans ont détruit près de 2 000 propriétés seigneuriales (ce qui, malheureusement, ne représentait pas plus du 1/15 de ce qu'il aurait fallu détruire). *Seul* le prolétariat a soutenu sans réserve cette lutte révolutionnaire, l'a orientée de toutes les manières, l'a dirigée, l'a unifiée grâce à ses grèves de masse. *Pas une fois*, la bourgeoisie libérale n'a apporté sa contribution à la lutte révolutionnaire, préférant « apaiser » les paysans et les « réconcilier » avec les terriens et avec le tsar. Ensuite, au sein des deux premières Doumas (1906-1907) dans l'arène parlementaire, tout s'est répété de la même façon. Les libéraux ont *constamment* freiné la lutte des paysans, les ont trahis, et *seuls les députés ouvriers* ont dirigé et soutenu les paysans *contre les libéraux.* L'histoire

des Ire et IIe Doumas est *entièrement* remplie par ce combat des libéraux contre les paysans et les social-démocrates. La lutte du bolchevisme et du menchevisme est *indissolublement* liée à cette histoire, car c'est une lutte à propos du soutien des libéraux, à propos de la liquidation de leur hégémonie sur la paysannerie. Aussi, lorsqu'on cherche à expliquer nos scissions en invoquant l'influence des intellectuels, l'absence de maturité du prolétariat, etc., on ne fait que reproduire naïvement les fables des libéraux.

Pour des raisons semblables est radicalement erroné le raisonnement de Trotski selon lequel les scissions dans la social-démocratie internationale seraient suscitées par « un processus d'adaptation de la classe socialement révolutionnaire aux conditions restreintes (étroites) du parlementarisme », etc., et les scissions dans la social-démocratie russe, par l'adaptation des intellectuels au prolétariat. « Autant le contenu politique réel de ce processus d'adaptation, écrit Trotski, a été restreint (étroit), du point de vue du but socialiste final, autant les formes de ce processus ont été débridées, autant a été obscure l'ombre idéologique qu'il a projetée. »

Ce verbiage en vérité « débridé » n'est que l'« ombre idéologique » du libéralisme. Trotski aussi bien que Martov confond en une même masse des périodes historiques hétérogènes, en opposant la Russie, qui est en train d'accomplir sa révolution bourgeoise à l'Europe, qui, depuis longtemps, a achevé ces révolutions. En Europe, le contenu politique réel de l'action de la social-démocratie consiste à préparer le prolétariat à lutter pour obtenir le pouvoir contre une bourgeoisie qui règne déjà souverainement dans l'Etat. En Russie, *on en est encore seulement à la création* d'un Etat bourgeois moderne, lequel Etat ressemblera soit à une monarchie de junkers (si le tsarisme triomphe de la démocratie), soit à une république paysanne, bourgeoise et démocratique (dans le cas où la démocratie l'emporterait sur le tsarisme). Or, dans la Russie actuelle, une victoire de la démocratie n'est concevable que si les masses prennent le parti du prolétariat révolutionnaire, et non pas celui des traîtres libéraux. Cette question n'a pas encore été résolue par l'histoire. Les révolutions bourgeoises ne sont pas encore ache-

vées en Russie et, *à l'intérieur de ce cadre*, c'est-à-dire dans le cadre de la lutte pour une *forme* de régime bourgeois en Russie, le « contenu politique réel » de l'action de la social-démocratie russe est *moins* « restreint » que dans les pays où les paysans ne luttent pas pour obtenir la confiscation des terres seigneuriales et où les révolutions bourgeoises sont depuis longtemps achevées.

Il est facile de comprendre pourquoi les intérêts de classe de la bourgeoisie incitent les libéraux à faire croire aux ouvriers qu'ils n'ont, dans la révolution, qu'un rôle « restreint », que la lutte de tendances est suscitée par les intellectuels et non pas par des contradictions économiques profondes, que le parti ouvrier doit avoir « dans la lutte de libération, *non pas* l'hégémonie, *mais* la place qui revient à un parti de classe ». Telle est précisément la formule qui a été lancée dernièrement par les liquidateurs du *Goloss* (Lévitski, dans *Nacha Zaria*) et que les libéraux ont approuvée. D'après eux, l'expression « parti de classe » doit être interprétée à la Brentano et à la Sombart : préoccupez-vous seulement de votre propre classe et abandonnez toutes les « chimères blanquistes » sur votre rôle directeur parmi toutes les forces révolutionnaires du peuple en lutte contre le tsarisme et contre la trahison des libéraux.

II

Les réflexions de Martov sur la révolution russe et celles de Trotski sur la situation actuelle de la social-démocratie russe sont autant de preuves concrètes du caractère erroné de leurs conceptions fondamentales.

Commençons par le boycottage. Martov dit que le boycottage est une « abstention politique », un procédé d'« anarchistes et de syndicalistes », il *n*'a d'ailleurs en vue *que* 1906. Trotski affirme que « la tendance boycottiste traverse toute l'histoire du bolchevisme : boycottage des syndicats, de la Douma d'Etat, des organes de l'auto-administration locale, etc. » ; c'est là « le produit de la crainte sectaire de se noyer dans les masses, le radicalisme d'abstentionnistes intransigeants », etc. Pour ce qui est du boycottage des syndicats et des organes d'auto-administration locale, Trots-

ki dit une *contre-vérité flagrante*. C'est une autre contre-vérité que de prétendre que la politique du boycottage traverse toute l'histoire du bolchevisme ; en tant que mouvement politique, le bolchevisme avait pris sa forme définitive au printemps et en été 1905, *avant* qu'il soit question, pour la première fois, du boycottage. Le bolchevisme a fait savoir, *en août 1906*, dans l'organe officiel de la fraction, que les conditions historiques rendant nécessaire le boycottage étaient dépassées *.

Trotski défigure le bolchevisme pour la bonne raison qu'il n'a jamais pu se faire une idée bien précise du rôle du prolétariat dans la révolution bourgeoise russe.

Mais ce qui est encore pire, c'est de défigurer l'histoire de cette révolution. Si l'on veut parler de boycottage, il faut commencer par le commencement, et non pas par la fin. La première (et unique) victoire qu'ait remportée la révolution, a été arrachée par un mouvement de masses qui *s'était déroulé sous le signe du boycottage*. L'oublier ne profite qu'aux libéraux.

Une loi du 6 (19) août 1905 a institué la Douma de Boulyguine sous forme d'une assemblée consultative. Les libéraux, même les plus à gauche, résolurent d'y participer. Les social-démocrates, dans leur grande majorité, décidèrent (contre les mencheviks) de boycotter cette Douma et d'appeler les masses à l'action directe contre le tsarisme, à la grève de masse et à l'insurrection. Par conséquent, la question du boycottage ne se posait pas exclusivement à l'intérieur de la social-démocratie. Elle opposait le *libéralisme au prolétariat*. La presse libérale de l'époque est unanime à montrer que les libéraux redoutaient le développement de la révolution et faisaient l'impossible pour conclure un « accord » avec le tsarisme.

Quelles étaient les conditions objectives de la lutte de masse directe ? A cette question, la meilleure réponse est fournie par les statistiques des grèves (économiques et politiques), et du mouvement paysan. Ci-dessous les données essentielles qui nous permettront d'illustrer tout ce qui suit.

---

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, pp. 139-147. (*N.R.*)

*Nombre de grévistes (en milliers) par trimestre**

	1905				1906				1907			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Total	*810*	*481*	*294*	*1 277*	*269*	*479*	*296*	*63*	*146*	*323*	*77*	*193*
dont:												
Grèves économiques	411	190	143	275	73	222	125	37	52	52	66	30
Grèves politiques	399	291	151	1 002	196	257	171	26	94	271	11	163
Pourcentage des districts touchés par le mouvement paysan	14,2%		36,9%		49,2%		21,1%					

* Les périodes particulièrement importantes sont entourées d'un trait : 1905 — I (9 janvier) ; 1905 — IV (apogée de la révolution, octobre et décembre) ; 1906 — II (première Douma) ; 1907—II (deuxième Douma). Les données sont empruntées à la statistique officielle des grèves [157], que j'étudie en détail dans un essai à paraître sur l'histoire de la révolution russe (voir le présent tome, pp. 417-446. — *N.R.*)

Ces chiffres nous indiquent quelle énergie gigantesque le prolétariat est susceptible de déployer dans la révolution. Pour l'ensemble des 10 années qui ont précédé celle-ci, le nombre des grévistes en Russie a seulement été de 431 000, ce qui représente une moyenne annuelle de 43 000, alors qu'en 1905, le nombre total des grévistes est monté à 2 863 000, à un moment où les ouvriers des fabriques étaient en tout 1 661 000 ! Jamais le monde n'avait vu semblable mouvement de grèves. Au cours du troisième trimestre de 1905, moment où la question du boycottage apparaît pour la première fois, nous voyons justement le passage à une vague nouvelle beaucoup plus puissante du mouvement de grève (et, à sa suite, du mouvement paysan). Fallait-il favoriser le développement de cette vague révolutionnaire, en l'orientant vers la destruction du tsarisme, ou bien permettre à ce dernier distraire l'attention des masses par le jeu de la Douma consultative, — voilà quel était le *contenu historique réel* de la question du boycottage. On peut donc juger de la platitude et de la bêtise libérale des efforts qui ont été faits pour essayer de lier la question du boycottage dans l'histoire de la révolution russe à l'« abstention poli-

tique », au « sectarisme », etc. ! Sous l'étendard du boycottage, levé *contre* les libéraux, s'est développé un mouvement qui a porté le nombre des grévistes politiques de 151 000, au troisième trimestre 1905, à *un million*, au quatrième trimestre 1905.

Martov voit la « cause principale » du succès des grèves de l'année 1905 dans le « courant croissant d'opposition qui se faisait jour *dans une grande partie de la bourgeoisie* ». « L'influence de ces éléments bourgeois allait si loin que, d'une part, ils incitaient les ouvriers à entreprendre des grèves politiques », tandis que, par ailleurs, ils engageaient les industriels à « *verser aux ouvriers le salaire correspondant aux journées de grève* » (en italique dans le texte de Martov).

A cette douceâtre célébration de l'« influence » bourgeoise, nous allons apporter la sèche réponse de la statistique. C'est en 1905, non en 1907, que les grèves ont le plus fréquemment tourné à l'avantage des ouvriers. Voici les chiffres pour 1905 : 1 438 610 grévistes ont formulé des revendications d'ordre économique ; 369 304 ouvriers ont obtenu satisfaction, 671 590 ont dû se contenter d'un compromis, 397 716 se sont retirés *perdants*. Voilà ce qu'a été *en réalité* (et non selon les fables des libéraux) l'« influence » de la bourgeoisie. Martov déforme d'une manière typiquement libérale l'attitude du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie. Ce n'est pas parce que la bourgeoisie a parfois payé pour les grèves ou fait de l'opposition que les ouvriers ont gagné (« économiquement » et politiquement) ; c'est *parce que* les ouvriers ont gagné que la bourgeoisie a payé et frondé. La *force* de la poussée de classe, la force de millions de grévistes, de l'agitation paysanne et des mutineries, voilà la cause, la « cause principale », cher Martov ; la « sympathie » de la bourgeoisie n'est qu'une conséquence.

« Le 17 octobre, écrit Martov, ouvrant des perspectives d'élections à la Douma et rendant possible la convocation de réunions, la constitution d'associations ouvrières, la publication de journaux social-démocrates, montrait la direction dans laquelle il aurait fallu travailler. » Or, malheureusement « l'idée d'une possible « stratégie de l'épuisement » ne vint à l'esprit de personne. L'ensemble du mouvement fut artificiellement poussé vers un heurt sérieux

et décisif, c'est-à-dire vers la grève de décembre et la « défaite sanglante » qui s'ensuivit.

Kautsky disputa avec R. Luxembourg sur la question de savoir si, au printemps 1910, le moment était venu, en Allemagne, de passer de la « stratégie de l'épuisement » à la « stratégie de la subversion » ; à ce propos, Kautsky déclara clairement et nettement que ce passage deviendrait *inévitable* dans une phase ultérieure de la crise politique. Quant à Martov, accroché aux basques de Kautsky, il prône à contretemps la « stratégie de l'épuisement », au moment où l'activité révolutionnaire bat son plein. Non, cher Martov, vous ne faites pas autre chose que reproduire les discours des libéraux. Le 17 octobre n'a pas « ouvert » des « perspectives » de constitution pacifique, comme les libéraux voudraient le faire croire : il a ouvert la *guerre civile*. Cette guerre a été préparée, non point par la volonté subjective de tel parti ou de tel groupe, mais par toute la marche des événements depuis janvier 1905. Le manifeste d'octobre ne signifiait pas que la lutte avait pris fin, mais que les forces s'étaient équilibrées : le tsarisme n'était *déjà plus* en état de gouverner, la révolution n'avait *pas encore* la force de le renverser. Une semblable situation devait inévitablement engendrer un conflit décisif. En octobre et en novembre, la guerre civile était un *fait* (tandis que les « perspectives » de paix étaient un mensonge des libéraux) ; cette guerre ne s'est pas seulement exprimée dans des pogroms, mais aussi dans la lutte par les armes contre les éléments insoumis de l'armée, contre les paysans d'un tiers de la Russie, contre les peuples des confins. Les gens qui, dans ces conditions, estiment que le soulèvement armé et la grève de masse de décembre eurent un caractère « *artificiel* » ne peuvent qu'*artificiellement* être considérés comme des social-démocrates. Le parti *naturel* de ces gens-là, c'est le parti libéral.

Marx a dit en 1848 et en 1871 qu'il existe, dans une révolution, des moments où le fait d'abandonner sans combat une position à l'ennemi démoralise davantage les masses qu'une défaite subie en combattant [158]. Or, le mois de décembre de l'année 1905 ne représente pas seulement un moment semblable dans l'histoire de la révolution russe. Décembre représente le point culminant, naturel et inéluctable

des heurts et des combats *de masse* qui, un peu partout, avaient proliféré dans le pays durant 12 mois. C'est ce que prouvent *même* de sèches statistiques. En effet, le nombre des grévistes *purement* politiques (c'est-à-dire, n'ayant formulé aucune revendication d'ordre économique) s'établit comme suit : janvier 1905 — 123 000, octobre — 328 000, décembre — *372 000*. Et on voudrait nous faire croire que cette progression a été « artificielle » ! On essaie de nous persuader qu'un *semblable* accroissement de la lutte politique des masses allant *de pair* avec des mutineries parmi les soldats *est possible* sans qu'on passe à un soulèvement armé ! Non, ce n'est pas là l'histoire de la révolution, c'est une calomnie libérale.

III

« C'est précisément à ce moment », écrit Martov à propos de la grève d'octobre, « alors que s'éveille l'ensemble des masses ouvrières... que naît la tendance à lier intimement la lutte pour la liberté politique à la lutte économique. Or, en dépit de l'avis exprimé par la camarade Rosa Luxembourg, il faut voir là, non pas un sommet, mais un point faible du mouvement ». La tentative faite pour imposer, par la voie révolutionnaire, la journée de travail de 8 heures, s'est soldée par un échec et a « désorganisé » les ouvriers. « C'est dans le même sens qu'a agi la grève générale des employés des Postes et Télégraphes de novembre 1905. » Voilà comment Martov écrit l'histoire.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les statistiques reproduites ci-dessus pour voir combien cette manière d'écrire l'histoire est mensongère. Durant *l'ensemble* des trois années de la révolution, nous constatons qu'à *chaque* aggravation de la crise politique, il se produit une recrudescence du mouvement de grèves, non seulement dans l'ordre politique, mais aussi sur le terrain économique. Cette action conjuguée exprimait la *force* du mouvement, et non point sa faiblesse. Le point de vue inverse est celui des bourgeois libéraux qui, justement, auraient souhaité voir les ouvriers participer à la vie politique *sans* que cela entraîne les grandes masses dans la révolution et dans la lutte contre la bourgeoisie. C'est précisément après le 17 octobre que le

mouvement libéral des zemstvos a connu une scission définitive : les propriétaires terriens et les industriels ont constitué le parti franchement contre-révolutionnaire des « octobristes », qui lancèrent toutes leurs forces de répression contre les grévistes (tandis que les libéraux de « gauche », les cadets, taxaient, dans la presse, les ouvriers de « folie »). Prenant la suite des octobristes et des cadets, Martov considère comme une « faiblesse » de la part des ouvriers d'avoir à ce moment précis tenté de rendre la lutte économique encore plus offensive. Quant à nous, nous considérons comme une faiblesse de la part des ouvriers (et, plus encore, de la part des paysans) de n'être pas passé avec assez de hardiesse, d'ampleur et de rapidité à la lutte économique offensive et à la lutte politique armée, luttes qui découlaient *inévitablement* de toute la marche des événements, et non point des vœux subjectifs de tel groupe ou de tel parti. Un abîme sépare notre manière de voir de celle de Martov, et cet abîme entre les « intellectuels » ne fait que refléter, malgré ce qu'en pense Trotski, celui qui existait *en pratique*, à la fin de l'année 1905, *entre les classes*, c'est-à-dire, entre le prolétariat révolutionnaire en lutte et la bourgeoisie qui le trahissait.

On ajoutera que les défaites subies par les ouvriers dans les grèves ne concernent pas exclusivement la fin de l'année 1905, isolée par Martov, mais plus encore les années 1906 et 1907. Les statistiques nous apprennent qu'en dix ans (1895-1904), les industriels furent vainqueurs dans 51,6% des cas (d'après le nombre de grévistes) ; en 1905, dans 29,4% ; en 1906, dans 33,5% ; en 1907, dans 57,6% et en 1908 dans 68,8% des cas. Est-ce que cela veut dire que les grèves économiques de 1906-1907 étaient « insensées », « inopportunes », qu'elles représentaient le «point faible du mouvement » ? Aucunement. Cela signifie que la défaite était inévitable (aussi bien sur le plan politique que sur le plan « économique »), dans la mesure où la poussée des masses révolutionnaires fut insuffisante en 1905 ; si le prolétariat n'avait pas su, au moins *deux fois*, se soulever pour une *nouvelle* offensive contre l'ennemi (les grévistes *politiques* représentent à eux seuls *un quart de million* au cours du deuxième trimestre de l'année 1906 et en 1907), sa défaite eût été *encore plus sensible* ; le coup d'Etat se serait produit non

pas en juin 1907, mais un an ou peut-être plus d'un an *plus tôt* ; les avantages économiques conquis par les travailleurs en 1905 leur auraient été enlevés *encore plus rapidement*.

Voilà la signification de la lutte révolutionnaire des masses que Martov n'arrive absolument pas à comprendre. A propos du boycottage du début 1906, il affirme, à la suite des libéraux, que « la social-démocratie est temporairement restée *en dehors de la ligne politique de combat* ». D'un point de vue strictement théorique, poser de cette manière la question du boycottage de 1906 équivaut à déformer et à simplifier à l'extrême un problème en réalité fort complexe. Quelle était donc *réellement* la « ligne de combat » au cours du second trimestre 1906 ? Etait-elle parlementaire ou extra-parlementaire ? Considérons les statistiques : le nombre des grévistes « économiques » passe de 73 000 à 222 000 ; celui des grévistes politiques, de 196 000 à 257 000. Le pourcentage des districts gagnés par le mouvement paysan s'élève de 36,9% à 49,2%. On sait que les mutineries dans l'armée sont devenues bien plus fréquentes et plus importantes au second trimestre de l'année 1906, par rapport à ce qu'elles avaient été au cours du premier trimestre. C'est un fait connu, également, que la I^re^ Douma fut le parlement le plus révolutionnaire du monde (au début du XX^e^ siècle) et en même temps, le parlement le plus faible ; aucune de ses décisions ne fut jamais appliquée.

Voilà donc, objectivement, quels sont les faits. Les libéraux, ainsi que Martov, les interprètent en disant que la Douma représentait alors la véritable « *ligne de combat* », tandis que les insurrections, les grèves politiques, l'agitation des paysans et des soldats n'étaient qu'une chimère de « romantiques révolutionnaires ». Et le profond Trotski pense que les désaccords qui opposaient sur ce point les fractions représentaient une « lutte d'intellectuels pour influencer un prolétariat manquant de maturité ». Quant à nous, nous estimons, d'après les données objectives, qu'au printemps 1906, la véritable lutte révolutionnaire des *masses* a connu un essor tel que le parti social-démocrate était *contraint* de reconnaître que cette forme de lutte était justement la forme de lutte principale et d'appliquer toutes ses forces à la soutenir et à la développer. Nous estimons

que la situation politique particulière à cette époque — où le gouvernement du tsar recevait de l'Europe un prêt de deux milliards consenti, en quelque sorte, à condition que la Douma serait convoquée, où ce même gouvernement promulguait en toute hâte des lois contre le boycottage de la Douma —, nous estimons que cette situation justifiait parfaitement la tentative faite par le prolétariat pour empêcher le tsar de convoquer le premier parlement de Russie. Nous estimons que ce furent *les libéraux*, et non pas les social-démocrates « qui, à ce moment, demeurèrent *en dehors de la ligne politique de combat* ». Les illusions constitutionnelles, dont la propagation parmi les masses devait sous-tendre la carrière des libéraux durant la révolution, ces illusions furent dissipées de la manière la plus évidente par l'histoire de la première Douma.

Dans les deux premières Doumas, les libéraux (les cadets) détenaient la majorité et occupaient l'avant-scène politique avec bruit et fracas. Or, précisément, ce sont ces « victoires » des libéraux qui révélèrent à l'évidence qu'ils étaient constamment demeurés « en dehors de la ligne politique de combat » et qu'ils n'étaient que des comédiens politiques corrompant profondément la conscience démocratique des masses. Et si Martov et ses compagnons, emboîtant le pas aux libéraux, considèrent les durs revers subis par la révolution comme une belle illustration de « *ce qu'il ne fallait pas faire* », nous pouvons leur répondre : la seule victoire réelle qu'ait remportée la révolution a été celle du prolétariat qui a décliné l'invitation des libéraux à participer à la Douma de Boulyguine et a entraîné à sa suite les masses paysannes dans l'insurrection. Voilà un premier point. En second lieu, par la lutte héroïque qu'il a soutenue trois années durant (1905-1907), le prolétariat russe a procuré au peuple et s'est procuré à lui-même des avantages que les autres nations ont mis des dizaines d'années à conquérir. Il a réussi à *soustraire* les masses ouvrières *à l'influence* traîtresse d'un *libéralisme* veule et méprisable. Il s'est assuré *un rôle directeur* dans le combat pour la liberté et la démocratie, comme un facteur conditionnant la lutte pour le socialisme. Il a conquis pour toutes les classes opprimées et exploitées de Russie *l'art* de conduire la lutte révolutionnaire des masses, lutte sans laquelle nulle part dans

le monde on n'a rien pu acquérir de sérieux dans la voie du progrès de l'humanité.

Ces conquêtes-là ne pourront être enlevées au prolétariat russe ni par la réaction ni par la haine, les injures ou la colère des libéraux, ni par les hésitations, la myopie et le scepticisme des opportunistes socialistes.

IV

Le développement des fractions dans la social-démocratie russe après la révolution doit être expliqué, une fois encore, non point par « l'adaptation de l'intelligentsia au prolétariat », mais par les modifications intervenues dans les rapports de classes. La révolution des années 1905-1907 a mis à l'ordre du jour, en le révélant et en l'aggravant, l'antagonisme opposant la paysannerie à la bourgeoisie libérale sur la question de la *forme* que devait revêtir l'ordre bourgeois en Russie. Il était impossible qu'un prolétariat devenu politiquement mûr ne prît point, dans cette lutte, une participation énergique, et son attitude vis-à-vis des diverses classes de la nouvelle société s'est reflétée dans le conflit opposant bolchevisme et menchevisme.

Les trois années comprises entre 1908 et 1910 sont caractérisées par la victoire de la contre-révolution, par le rétablissement de l'autocratie et par le règne de la III[e] Douma, qui est celle des Cent-Noirs et des octobristes. La lutte opposant les classes bourgeoises à propos de la forme à donner à l'ordre nouveau n'occupe plus l'avant-scène. Une tâche *élémentaire* s'est imposée au prolétariat : défendre son parti prolétarien qui est hostile à la fois à la réaction et au libéralisme contre-révolutionnaire. Cette tâche n'est pas facile, parce que c'est justement sur le prolétariat que s'est abattu tout le poids des mesures de répressions politiques et économiques, toute la haine des libéraux, frustrés par la social-démocratie de la direction des masses dans la révolution.

Le parti social-démocrate traverse une crise très pénible. Les organisations sont démantelées. La majeure partie des anciens dirigeants ont été arrêtés, principalement des intellectuels. On a déjà vu apparaître un nouveau type d'ouvrier social-démocrate, sachant prendre en main les affaires

du parti ; mais il a des difficultés extraordinaires à surmonter. Dans ces conditions, le parti social-démocrate perd un grand nombre de « compagnons de route ». Il va sans dire que la révolution bourgeoise avait entraîné l'adhésion au socialisme de nombreux « compagnons de route » issus de la petite bourgeoisie. A présent, ces éléments se détachent aussi bien du marxisme que de la social-démocratie. Ce processus a pu être observé dans les deux fractions : chez les bolcheviks, sous la forme d'un courant « otzoviste », qui est apparu au printemps 1908, a immédiatement subi une défaite à la conférence de Moscou et, au terme d'une lutte prolongée, répudié par le centre officiel de la fraction, a constitué à l'étranger *une fraction à part* : celle du groupe « Vpériod ». Ce que la période de désagrégation a d'original s'est exprimé en ceci que cette fraction a réuni aussi bien ceux des « machistes » qui avaient inscrit à leur *programme* la lutte contre le marxisme (en se présentant comme les défenseurs de la « philosophie prolétarienne »), que les « ultimatistes », les otzovistes honteux, et que divers types de « social-démocrates des jours de liberté », frappés par le « brillant » des slogans qu'ils avaient appris par cœur, mais *n'ayant pas compris* les bases du marxisme.

Chez les mencheviks le même processus de détachement des « compagnons de route » petits-bourgeois s'est concrétisé dans la tendance liquidatrice, dont la forme maintenant bien définie s'exprime dans *Nacha Zaria*, revue de M. Potressov, dans *Vozrojdénié* et dans *Jizn*, dans les positions des « seize » et du « trio » (Mikhaïl, Roman, Iouri), étant entendu, par ailleurs, que le journal de l'étranger *Goloss Sotsial-Démokrata* s'est fait en pratique le *serviteur* des liquidateurs russes, dont il assure la couverture diplomatique auprès des gens du parti.

N'ayant pas compris la signification historique et économique de cette désagrégation de l'époque de la contre-révolution, la signification de cet *abandon* du parti ouvrier social-démocrate par des éléments *non social-démocrates*, Trotski parle à ses lecteurs allemands de « désagrégation » des *deux* fractions, de « désagrégation du parti », de « *décomposition* du parti ».

C'est une contre-vérité. Et cette contre-vérité révèle, tout d'abord, l'incompréhension complète dont fait preuve

Trotski sur le plan de la théorie. Pourquoi *et* le liquidationnisme *et* l'otzovisme ont été reconnus par le plénum comme constituant une « manifestation de l'influence bourgeoise sur le prolétariat », Trotski ne l'a absolument pas compris. Réfléchissez un peu, en effet : est-ce la désagrégation, la décomposition du parti, ou bien sa consolidation et son épuration que signifia le rejet par le parti des tendances reflétant une influence *bourgeoise* sur le prolétariat ?

En second lieu, cette contre-vérité met en lumière la « politique » *de réclame* pratiquée par la fraction de Trotski. Que l'entreprise de Trotski soit une tentative pour constituer une fraction, c'est ce que chacun voit depuis qu'il a éloigné de la *Pravda* le représentant du Comité central. Pour faire de la réclame à sa propre fraction, Trotski n'hésite pas à raconter aux Allemands que le « parti » se désagrège, que *les deux* fractions se désagrègent, tandis que lui, Trotski, est le seul à tout sauver. En fait, nous voyons tous actuellement — et la plus récente résolution des trotskistes (émanant du club de Vienne, 26 novembre 1910) en est une preuve particulièrement manifeste — que Trotski jouit de la *confiance* des liquidateurs et des gens de « Vpériod » *exclusivement*.

Quant au degré d'impudence que peut atteindre Trotski, abaissant le parti et se glorifiant devant les Allemands, on peut en juger d'après l'exemple suivant. Les « masses ouvrières » de Russie, écrit Trotski, estiment « que le parti social-démocrate se situe *en dehors* de leur milieu » (les italiques sont de Trotski) ; plus loin il parle de « social-démocrates sans social-démocratie ».

Comment M. Potressov et ses amis ne l'embrasseraient-ils pas pour de telles paroles ?

Or, ces paroles sont démenties non seulement par l'*ensemble* de l'histoire de la révolution, mais même par les élections à la III^e^ Douma dans la curie ouvrière.

En ce qui concerne le travail dans les organisations légales, écrit Trotski, « les fractions menchevique et bolchevique se sont révélées, étant donné leurs idées et leur organisation anciennes, totalement inaptes » au travail dans les organisations légales; « certains groupes de social-démocrates » ont fonctionné, « mais tout ceci avait lieu en dehors du cadre des

fractions, en dehors de leur influence organisatrice». « Même l'organisation légale la plus importante, dans laquelle les mencheviks détiennent la majorité, échappe complètement au contrôle de la fraction menchevique. » C'est ce qu'écrit Trotski. Mais voici les faits. Depuis qu'il existe un groupe social-démocrate à la IIIe Douma, la fraction bolchevique a, par l'intermédiaire d'hommes de confiance, nantis des pleins pouvoirs par le Comité central du parti, constamment collaboré avec les social-démocrates de la Douma et n'a cessé de les aider, de les conseiller et de les contrôler dans leur travail. C'est également ce que fait la rédaction de l'Organe central du parti, composée de représentants des fractions (dissoutes en tant que fractions au moins de janvier 1910).

Lorsque Trotski explique dans le détail aux camarades allemands en quoi consiste la sottise de l'« otzovisme », présentant cette tendance comme une « cristallisation » du boycottisme qui caractérise l'ensemble du courant bolchevique, puis lorsqu'il rappelle en deux mots seulement que le bolchevisme « ne s'est pas laissé vaincre » par l'otzovisme et qu'il « a pris parti contre lui d'une manière résolue, ou, pour mieux dire, débridée », il est difficile, dans ces conditions, au lecteur allemand, de se représenter avec exactitude quelle dose de perfidie raffinée renferme un semblable exposé. La « restriction » jésuitique de Trotski consiste à laisser tomber un petit, un tout petit « détail ». Il a « oublié » de dire que, dès le printemps 1909, la fraction bolchevique, lors de la réunion officielle de ses représentants, avait déjà écarté, évincé les otzovistes. Justement, c'est cet infime « détail » qui gêne Trotski, désireux de parler de la « désagrégation » de la fraction bolchevique (et, ensuite, de celle du parti) et non pas de *l'abandon* du parti par les éléments non social-démocrates !

Nous considérons maintenant Martov comme l'un des chefs du liquidationnisme, d'autant plus redoutable qu'il sait « habilement » défendre la cause des liquidateurs en termes quasi-marxistes. Il a cependant l'avantage d'exposer avec franchise les conceptions qui ont laissé leur empreinte sur diverses tendances qui se sont fait jour dans le mouvement ouvrier de masse entre 1903 et 1910. Au contraire, Trotski ne présente que ses propres oscillations, et rien de

plus. Il était menchevik en 1903 ; il a quitté le menchevisme en 1904 ; il y est revenu en 1905, paré de phrases ultra-révolutionnaires ; en 1906, il l'a de nouveau quitté ; fin 1906, il a défendu les accords électoraux passés avec les cadets (c'est-à-dire qu'en fait, il était de nouveau avec les mencheviks) ; au Congrès de Londres, au printemps 1907, il a déclaré que la divergence qui l'opposait à Rosa Luxembourg était une question de nuances personnelles dans les idées, « plutôt que d'orientation politique ». Un jour, Trotski plagie l'idéologie d'une fraction, un autre jour, celle de l'autre, et c'est pourquoi il se proclame *au-dessus* des deux. En théorie, Trotski n'est d'accord *sur rien* avec les liquidateurs et les otzovistes, mais, *en pratique*, il est d'accord *sur tout* avec les adeptes du *Goloss* et de « Vpériod ».

Aussi, quand j'entends Trotski déclarer aux camarades allemands qu'il représente la « tendance générale du parti », je me vois dans l'obligation de préciser que Trotski ne représente que *sa propre* fraction et qu'il jouit d'un certain crédit auprès des otzovistes et des liquidateurs *exclusivement*. Voici des faits attestant le bien-fondé de mes affirmations. En janvier 1910, le Comité central de notre parti a établi un contact étroit avec le journal de Trotski la *Pravda*, en nommant à sa rédaction un représentant du Comité central. En septembre 1910, l'Organe central du parti fit état d'une *rupture* survenue entre le représentant du Comité central et Trotski, en raison de la politique antiparti suivie par ce dernier. En sa qualité de représentant des mencheviks proparti et de délégué de la rédaction de l'Organe central, Plékhanov a protesté avec force, à Copenhague, ainsi que l'auteur du présent article, qui représentait les bolcheviks, et qu'un camarade polonais, contre la façon dont Trotski présentait les affaires du parti dans la presse allemande.

Maintenant, c'est aux lecteurs de juger si, dans la social-démocratie russe, Trotski représente la « tendance générale du parti » ou bien la « tendance générale *anti*parti ».

Rédigé entre fin septembre et novembre 1910.
Publié le 29 avril (12 mai) 1911 dans la « Feuille de Discussion » n° 3
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la « Feuille de Discussion ».

SUR LES STATISTIQUES DES GRÈVES EN RUSSIE [159]

Rédigé entre fin septembre et novembre 1910.
Publié en décembre 1910 et en janvier 1911 dans la revue « Mysl » n^os 1 et 2.
Signé : V. I l i n e

Conforme au texte de la revue

I

Nous avons déjà plus d'une fois mentionné dans nos écrits les publications bien connues du ministère du Commerce et de l'Industrie concernant « Les statistiques de grèves ouvrières dans les fabriques et usines » (1895-1904 et 1905-1908). Les matériaux recueillis dans ces publications sont si riches et si précieux que leur étude et leur analyse complète prendront encore bien du temps. L'analyse contenue dans les publications citées n'est qu'une première ébauche qui est bien loin d'être suffisante. Notre intention, dans le présent article, est de donner au lecteur les premiers résultats d'un essai d'analyse plus détaillée, en remettant à plus tard un exposé complet.

Tout d'abord, il est absolument indéniable que les grèves en Russie, de 1905 à 1907, représentent un phénomène sans précédent. Voici une statistique du nombre de grévistes en milliers, par année et par pays :

Moyenne	Russie	Etats-Unis	Allemagne	France
1895-1904	43			
1905	2 863			
1906	1 108	660	527	438
1907	740	maximum pour les quinze années 1894-1908		
1908	176			
1909	64			

Les trois années 1905-1907 se détachent nettement. Le chiffre minimum des grévistes en Russie pendant ces trois ans dépasse le maximum jamais atteint dans les pays capitalistes les plus développés. Cela ne signifie pas, bien sûr, que les ouvriers russes soient plus évolués ou plus puissants qu'en Occident. Mais cela veut dire que l'humanité avait

ignoré jusqu'alors l'énergie qu'était *capable* de déployer le prolétariat industriel dans ce domaine. L'originalité de la marche historique des événements s'est exprimée en ceci que cette aptitude du prolétariat s'est manifestée pour la première fois dans un pays arriéré, encore en train de faire sa révolution bourgeoise.

Pour comprendre comment, en Russie, où, par comparaison avec l'Europe occidentale, les ouvriers des fabriques et usines sont peu nombreux, il y a pu avoir un si grand nombre de grévistes, nous devons tenir compte des grèves *répétées*. Voici les chiffres des grèves répétées par années, avec le chiffre des grévistes par rapport au nombre des ouvriers.

Années	Pourcentage des grévistes par rapport au nombre total des ouvriers	Pourcentage des cas de grèves répétées par rapport au nombre total des grèves
1895-1904	1,46%-5,10%	36,2%
1905	163,8%	85,5%
1906	65,8%	74,5%
1907	41,9%	51,8%
1908	9,7%	25,4%

Nous voyons d'après cela que les trois années 1905-1907 se détachent par le nombre total des grévistes, ainsi que par la fréquence des grèves répétées et le fort pourcentage du nombre des grévistes par rapport au nombre total d'ouvriers.

La statistique nous donne également le chiffre réel des entreprises atteintes par les grèves et celui des ouvriers grévistes. Voici ces chiffres par années :

	Pourcentage de participants aux grèves dans les entreprises affectées par celles-ci, par rapport au nombre total des ouvriers
Chiffre global pour 10 années (1895-1904)	27,0%
1905	60,0%
1906	37,9%
1907	32,1%
1908	11,9%

Ce tableau, comme le précédent, montre que la diminution du nombre des grévistes de 1906 à 1907 *est beaucoup*

moins importante dans l'ensemble, que celle de 1905 à 1906. Nous verrons plus tard que, dans certaines industries et certaines régions, on observe de 1906 à 1907 non pas une baisse, mais une recrudescence du mouvement de grèves. Pour le moment, remarquons que les chiffres, par provinces, des ouvriers ayant effectivement pris part aux grèves, montrent l'intéressant phénomène suivant. De 1905 à 1906, le pourcentage des ouvriers ayant participé aux grèves a diminué dans une énorme majorité des provinces à l'industrie développée ; mais il y a une série d'autres provinces où, dans la même période, ce pourcentage *s'est élevé*. Ce sont les provinces les moins industrialisées, les plus perdues, pour ainsi dire. Cela concerne, par exemple, les provinces septentrionales : celle d'Arkhangelsk (11 000 ouvriers d'usines et fabriques ; en 1905, 0,4% des ouvriers ont participé aux grèves ; en 1906, 78,6%), celle de Vologda (6 000 ouvriers ; 26,8% et 40,2% pour les mêmes années), celle d'Olonetz (1 000 ouvriers ; 0%-2,6%) ; ensuite la province de la mer Noire (1 000 ouvriers; 42,4% -93,5%) ; dans la région de la Volga : la province de Simbirsk (14 000 ouvriers ; 10,0% -33,9%); dans les provinces agricoles du Centre, celle de Koursk (18 000 ouvriers ; 14,4% -16,9%); dans les confins orientaux : celle d'Orenbourg (3 000 ouvriers ; 3,4% -29,4%).

On voit ce que veut dire, dans ces provinces, l'augmentation du pourcentage des grévistes de 1905 à 1906 : en 1905, la vague n'était pas arrivée jusqu'à elles, et elles ne commencèrent à se laisser entraîner dans le mouvement qu'après une lutte d'une année, encore jamais vue, menée par les ouvriers d'avant-garde. Nous rencontrerons plus d'une fois dans la suite de notre exposé ce phénomène très important pour la compréhension de la marche historique des événements.

Par contre, de 1906 à 1907, le pourcentage des participants aux grèves a augmenté dans certaines provinces très industrialisées, par exemple dans celle de Pétersbourg (68,0% en 1906 ; 85,7% en 1907, presque autant qu'en 1905 : 85,9%), dans celle de Vladimir (37,1% -49,6%) ; dans celle de Bakou (32,9%-85,5%), de Kiev (10,9%-11,4%), et dans quelques autres. Ainsi, si dans une série de provinces, l'augmentation du pourcentage de grévistes

de 1905 à 1906 fait apparaître l'arrière-garde de la classe ouvrière, en retard sur le moment du plus grand déploiement de la lutte, dans une série d'autres provinces l'augmentation de ce pourcentage de 1906 à 1907 nous montre l'avant-garde qui tente d'arrêter la régression commençante et de relancer la lutte.

Pour préciser cette juste conclusion, citons en valeur absolue les chiffres des ouvriers et ceux des grévistes effectifs dans les provinces de la première et de la deuxième catégorie..

Provinces dans lesquelles le % d'ouvriers ayant participé aux grèves a augmenté de 1905 à 1906

Nombre de provinces	Nombre d'ouvriers	Nombre de grévistes effectifs	
		en 1905	en 1906
10	61 800	6 564	21 484

En moyenne, on a 6 000 ouvriers par province. L'augmentation du nombre des ouvriers ayant effectivement participé aux grèves est de 15 000 en tout.

Provinces dans lesquelles le % d'ouvriers ayant participé aux grèves a augmenté de 1906 à 1907

Nombre de provinces	Nombre d'ouvriers	Nombre de grévistes effectifs	
		en 1906	en 1907
19	572 132	186 926	285 673

En moyenne, on a 30 000 ouvriers par province. L'augmentation du nombre des travailleurs ayant effectivement participé aux grèves atteint 100 000, et si on défalque les ouvriers pétroliers de la province de Bakou qui n'ont pas été dénombrés en 1906 (probablement pas plus de 20 000 ou 30 000), on arrive à près de 70 000.

Le rôle de l'arrière-garde en 1906 et celui de l'avant-garde en 1907 sont nettement mis en relief par ces chiffres.

Pour pouvoir tirer des conclusions plus exactes, il faut étudier les données par régions de Russie et comparer le nombre des grévistes au nombre des ouvriers. Voici un résumé de ces données :

Régions industrielles	Nombre d'ouvriers en 1905 (en milliers)	Nombre de grévistes (par milliers) pour les années:				
		1895-1904 globalement	1905	1906	1907	1908
I — Pétersbourg . .	298	137	1 033	307	325	44
II — Moscou	567	123	540	170	154	28
III — Varsovie . . .	252	69	887	525	104	35
IV — VI — Kiev, Volga, Kharkov . .	543	102	403	106	157*	69*
Total . . .	1 660	431	2 863	1 108	740	176

* Ces chiffres ne sont pas absolument comparables aux données des années précédentes, car en 1907 ont été inclus pour la première fois les ouvriers des exploitations pétrolières. L'accroissement n'est probablement pas supérieur à 20 000 ou 30 000.

Les ouvriers des différentes régions ont participé au mouvement de manière inégale. En gros, à 1 660 000 ouvriers correspondent 2 863 000 grévistes, c'est-à-dire 164 grévistes pour 100 ouvriers, ou, autrement dit, un peu plus de la moitié des ouvriers a fait grève en moyenne deux fois en 1905. Mais ces moyennes masquent la différence essentielle qui existe entre les régions de Pétersbourg et de Varsovie d'une part, et toutes les autres d'autre part. Les régions de Pétersbourg et de Varsovie prises ensemble compactent un tiers du nombre total des ouvriers de fabriques et usines (550 000 sur 1 660 000), alors qu'elles ont fourni les deux tiers des grévistes (1 920 000 sur 2 863 000). En 1905, chaque ouvrier de ces régions a fait grève près de quatre fois en moyenne. Dans les autres régions, à 1 110 000 ouvriers correspondent 943 000 grévistes, c'est-à-dire proportionnellement quatre fois moins que dans les deux régions citées plus haut. On voit déjà combien sont fausses les affirmations des libéraux, reprises par nos liquidateurs, qui voudraient faire croire que les ouvriers ont présumé de leurs forces. Tout au contraire, les faits prouvent qu'ils les ont sous-estimées, puisqu'ils ne les ont pas épuisées. Si les grèves (nous ne par-

lons ici que de cette forme de lutte) avaient été aussi énergiques et acharnées dans toute la Russie qu'elles le furent dans les régions de Pétersbourg et de Varsovie, le nombre total des grévistes aurait été *deux fois plus élevé*. Autrement dit, dans ce domaine particulier d'action, les ouvriers n'ont pu apprécier que la moitié de leurs forces, puisqu'ils n'ont pas encore utilisé l'autre moitié. En termes géographiques : l'ouest et le nord-ouest se sont réveillés, alors que le centre, l'est et le sud sont encore à moitié endormis. Le développement du capitalisme contribue de jour en jour au réveil des retardataires.

L'autre conclusion importante à tirer des chiffres par régions est que, de 1905 à 1906, le déclin du mouvement a été général, bien qu'inégal ; de 1906 à 1907, à côté d'une chute énorme dans la région de Varsovie et une diminution insignifiante dans celle de Moscou, de Kiev et de la Volga, nous assistons à une *extension* dans les régions de Pétersbourg et de Kharkov. Ce qui signifie qu'au cours de l'année 1905, étant donné le niveau de conscience et de formation atteint par la population, le mouvement, sous la forme que nous étudions, s'est épuisé ; du moment que les contradictions objectives de la vie sociale et politique n'avaient pas disparu, on aurait dû passer à une forme supérieure de mouvement. Mais après une année de repos, si l'on peut dire, ou de rassemblement des forces, en 1906, un nouvel essor a commencé à se manifester dans une partie du pays. Si les libéraux, et à leur suite les liquidateurs, dans leur appréciation de cette période, parlent avec mépris des « espérances des romantiques », un marxiste dira, lui, qu'en dédaignant de soutenir cet essor partiel, les libéraux ont saboté la dernière chance de défendre les acquisitions démocratiques.

En ce qui concerne la question de la répartition territoriale des grévistes, il faut remarquer encore que la plupart se trouvent dans *six* provinces à industrie fortement développée et dont cinq possèdent des grandes villes. Ce sont les provinces de Pétersbourg, de Moscou, de Livonie, de Vladimir, de Varsovie et de Piotrokow. Ces provinces comprenaient, en 1905, 827 000 ouvriers de fabriques et usines sur un total de 1 661 000, c'est-à-dire près de la moitié. Pendant les dix années (1895-1904), il y a eu 246 000 grévistes sur un total de 431 000, c'est-à-dire près de 60% ;

en 1905 : 2 072 000 sur 2 863 000, c'est-à-dire près de 70% ; en 1906 : 852 000 sur 1 108 000, c'est-à-dire près de 75% ; en 1907 : 517 000 sur 740 000, c'est-à-dire environ 70% ; en 1908 : 85 000 sur 176 000 soit moins de la moitié *.

C'est pourquoi le rôle de ces six provinces dans les trois années 1905-1907 a été *plus important* que dans la période antérieure et la période postérieure. Il est donc clair que les gros centres urbains, y compris les capitales, ont déployé pendant ces trois années une énergie beaucoup plus grande que le reste du pays. Les ouvriers qui sont dispersés dans les campagnes ou dans des centres urbains et industriels relativement peu importants, et qui représentent la moitié du nombre total des ouvriers, ont constitué, de 1895 à 1904, 40% des grévistes, et de 1905 à 1907, 25 à 30%. Pour compléter la conclusion tirée plus haut, nous pouvons dire que les grandes villes s'étaient réveillées, mais que les petites villes et les campagnes restaient encore très endormies.

En ce qui concerne les campagnes en général, c'est-à-dire les ouvriers de fabriques et usines habitant à la campagne, nous possédons en plus des statistiques sur le *nombre de grèves* (et non sur le nombre des grévistes) dans les villes et en dehors des villes. Voici ces chiffres :

		Nombre de grèves		
		Dans les villes	En dehors des villes	Total
Chiffre global pour 10 années	(1895-1904)	1 326	439	1 765
	1905	11 891	2 104	13 995
	1906	5 328	786	6 114
	1907	3 258	315	3 573
	1908	767	125	892

Les auteurs des statistiques officielles qui donnent ces chiffres font remarquer que, selon les fameuses enquêtes de Monsieur Pogojev, 40% des fabriques et des usines de Russie se trouvent dans les villes et 60% en dehors [160]. Par conséquent, si, dans la période que nous considérons habituellement (1895-1904), le nombre des grèves dans les villes est trois fois plus élevé que celui des grèves dans les campa-

* En 1908, en tête des provinces ayant un nombre important de grévistes, vient celle de Bakou avec 47 000 grévistes, les derniers des Mohicans de la grève politique de masse !

gnes, le pourcentage des grèves par rapport au nombre des établissements est *quatre fois et demie* plus élevé dans les villes que dans les campagnes. En 1905, ce rapport était approximativement de 8 pour 1 ; en 1906 de 9 pour 1 ; en 1907 de 15 pour 1 ; en 1908 * de 6 pour 1. Autrement dit, *le rôle* des ouvriers citadins de fabriques et usines dans le mouvement de grève, comparé au rôle des ouvriers de fabriques et usines habitant à la campagne, a été beaucoup plus fort en 1905 que dans les années précédentes, et de plus ce rôle n'a cessé de croître en 1906 et 1907, c'est-à-dire que la participation des ruraux au mouvement est devenue proportionnellement de moins en moins importante. Les ouvriers qui habitaient à la campagne, moins préparés à la lutte par les années de 1895 à 1904, ont fait preuve de moins de constance et ont plus rapidement battu en retraite après 1905. L'avant-garde, c'est-à-dire les ouvriers des villes, ont fait des efforts inouïs, et en 1907 *encore plus qu'en 1906*, pour enrayer cette retraite.

Examinons ensuite la répartition des grévistes par industries. Pour cela prenons les ouvriers de quatre groupes principaux : A) les métallurgistes ; B) les ouvriers du textile ; C) les typographes, les ouvriers du bois, des cuirs et peaux et de l'industrie chimique ; D) les ouvriers des industries minières et alimentaires. Voici les chiffres par années :

Groupes d'industries	Nombre total d'ouvriers en 1904	Nombre des grévistes (en milliers pour les années)				
		1895-1904 globalement	1905	1906	1907	1908
A	252	117	811	213	193	41
B	708	237	1 296	640	302	56
C	277	38	471	170	179	24
D	454	39	285	85	66	55
Total	1 691	431	2 863	1 108	740	176

* Les chiffres pour 1908 comprennent 228 grèves, et ceux pour 1907 230 grèves dans les exploitations pétrolières qui ont été soumises à l'inspection à partir de 1906 seulement.

Les métallurgistes avaient été les mieux préparés par les dix années qui avaient précédé 1905. Au cours de cette période, près de la moitié entre eux avaient fait grève (117 000 sur 252 000). Mieux préparés, ils ont été en avance sur les autres en 1905. Le nombre des grévistes, chez eux, a été *plus de 3 fois* supérieur au nombre des ouvriers (811 000 contre 252 000). Le rôle de cette avant-garde apparaît davantage dans l'analyse des chiffres mensuels de 1905 (il est impossible de donner une analyse détaillée de ceux-ci dans un article court, et nous la remettons à plus tard). Dans toute l'année 1905, on trouve le maximum des grévistes dans la métallurgie non en octobre, comme dans toutes les autres industries, mais en janvier. L'avant-garde, avec un maximum d'énergie, a engagé l'action, « mettant en branle » le reste de la masse. Rien qu'en janvier 1905, 155 000 métallurgistes sur 252 000, c'est-à-dire les deux tiers, ont fait grève ; pour ce seul mois, le nombre des grévistes est notablement plus important que pour les dix années précédentes (155 000 contre 117 000). Mais ce déploiement d'énergie presque surhumaine a épuisé les forces de l'avant-garde vers la fin de 1905, et les métallurgistes occupent la première place dans le déclin du mouvement en 1906. La diminution du nombre de grévistes parmi eux est la plus forte : ils passent de 811 000 à 213 000, c'est-à-dire à presque quatre fois moins. Vers 1907, l'avant-garde rassemble de nouveau ses forces : le nombre des grévistes diminue très légèrement dans l'ensemble (de 213 000 à 193 000), mais dans les trois principales branches d'industrie concernant le travail des métaux, les constructions mécaniques, les constructions navales et la fonderie, le nombre des grévistes *augmente*, passant de 104 000 en 1906 à 125 000 en 1907.

Les ouvriers du textile représentent la masse la plus importante des ouvriers des fabriques et usines de Russie, un peu moins de la moitié du chiffre total (708 000 sur 1 691 000). En ce qui concerne leur préparation pendant les dix années qui précèdent 1905, ils occupent la deuxième place : un tiers de leur effectif total a fait grève (237 000 sur 708 000). En ce qui concerne la force du mouvement en 1905, ils occupent aussi la deuxième place : environ 180 grévistes pour 100 ouvriers. Ils s'engagent dans la lutte plus tard que les métallurgistes : en janvier, il y avait chez

eux un peu plus de grévistes que chez les métallurgistes (164 000 contre 155 000), en octobre plus du double (256 000 contre 117 000). Entrée plus tard dans le mouvement, cette principale masse reste plus ferme en 1906 : le déclin est général cette année-là, mais, chez les ouvriers du textile, il est moins important que chez les autres ; le nombre de grévistes chez eux diminue de moitié (640 000 contre 1 296 000); chez les métallurgistes, il tombe au quart (213 000 et 811 000) ; chez les autres, de deux fois et demie à trois fois et demie. Ce n'est que vers 1907 que les forces de cette masse principale s'avèrent elles aussi épuisées : de 1906 à 1907, c'est dans ce groupe-là que le déclin est *le plus marqué*, plus du double (302 000 contre 640 000).

Sans nous arrêter à une analyse détaillée des chiffres en ce qui concerne les autres branches industrielles, remarquons seulement que la catégorie D, la moins préparée, celle qui avait le moins pris part au mouvement, vient en dernier. Si l'on prend pour norme les métallurgistes, on peut dire que la catégorie D est restée redevable de plus d'un million de grévistes pour la seule année 1905.

Le rapport entre métallurgistes et ouvriers du textile est caractéristique. C'est celui qui existe entre la couche d'avant-garde et la grande masse. Etant donné l'absence, de 1895 à 1904, d'organisations libres, de presse libre, de tribune parlementaire, etc., en 1905, les masses ne purent s'unir que spontanément, au cours même de la lutte. Le mécanisme de ce rapprochement a consisté en vagues de grèves successives ; en outre, pour « mettre en branle » cette large masse, l'avant-garde dut dépenser, dans les débuts du mouvement, une somme d'énergie si importante qu'elle se trouva relativement affaiblie au moment de son apogée. En janvier 1905, il y eut 444 000 grévistes, dont 155 000 métallurgistes, c'est-à-dire 34%, et en octobre le total des grévistes fut de 519 000 dont 117 000 métallurgistes, c'est-à-dire 22%. Il est clair qu'une telle variation dans le mouvement est proportionnelle à un certain gaspillage des forces, morcelées ou insuffisamment concentrées. Ce qui signifie, premièrement, que l'efficacité aurait pu être accrue par une meilleure concentration des forces, et deuxièmement, que, pour le succès de la cause, une série de tâtonnements, de reconnaissances, pourrait-on dire, d'expé-

rimentation, etc., devait, dans les conditions objectives de l'époque que nous étudions, obligatoirement accompagner le début de chaque vague. C'est pourquoi, lorsque les libéraux, et à leur suite les liquidateurs du genre Martov, se basant sur leur théorie qui voudrait faire croire que « le prolétariat surestimait ses forces », nous accusent d'avoir marché dans le sillage de la lutte de classe spontanée », ces messieurs se déjugent eux-mêmes et nous font, bien involontairement, un magnifique compliment.

Pour achever ce tour d'horizon concernant les statistiques annuelles des grèves, nous nous arrêterons encore sur les chiffres qui dévoilent leur ampleur et leur durée, ainsi que l'importance des pertes qu'elles ont causées.

Le chiffre moyen des ouvriers ayant pris part aux grèves a été :

Chiffre global pour 10 années (1895-1904)	244	ouvriers
1905	205	»
1906	181	»
1907	207	»
1908	197	»

La diminution des grèves (d'après le nombre des participants) s'explique en 1905 par l'entrée dans la lutte d'une masse de petites entreprises qui ont fait baisser la moyenne des grévistes. La diminution en 1906 reflète apparemment la perte d'énergie de la lutte. 1907 montre ici également une certaine reprise.

Si nous prenons la moyenne des ouvriers ayant pris part à des grèves purement politiques, nous trouvons les chiffres suivants : 1905, 180 ; 1906, 174 ; 1907, 203 ; 1908, 197. Ces chiffres mettent encore davantage en relief la perte d'énergie de la lutte en 1906 et la reprise en 1907, ou (et peut-être en même temps) la participation prédominante de très grosses entreprises au mouvement en 1907.

Le chiffre de journées de grève par gréviste a été :

Chiffre global pour 10 années (1895-1904)	4,8	jours
1905	8,7	»
1906	4,9	»
1907	3,2	»
1908	4,9	»

L'achèvement de la lutte que concrétisent ces chiffres a atteint son paroxysme en 1905, ensuite il faiblit rapidement jusqu'en 1907 et ne remonta qu'en 1908. Il faut remarquer qu'à ce point de vue les grèves d'Europe occidentale sont d'un niveau incomparablement plus élevé. Le nombre des journées de grève par gréviste a été pour les cinq années qui vont de 1894 à 1898, de 10,3 en Italie, de 12,1 en Autriche, de 14,3 en France et de 34,2 en Angleterre.

Si l'on met à part les grèves purement politiques, on obtient les chiffres suivants : 1905, 7 jours par gréviste ; 1906, 1,5 ; 1907, 1 jour. Les grèves pour raisons économiques sont toujours caractérisées par une lutte plus longue.

Si nous considérons l'intensité inégale de la lutte gréviste au cours des différentes années, nous en arrivons à la conclusion que les données relatives au nombre des grévistes sont encore insuffisantes pour donner une idée des dimensions comparées du mouvement selon les différentes années. Le nombre des journées de grèves sert de facteur exact. Il se présente ainsi par années :

		Grèves purement politiques
Chiffre global pour 10 années (1895-1904)	2 079 408	—
1905	23 609 387	7 569 708
1906	5 512 749	763 605
1907	2 433 123	521 647
1908	864 666	89 021

Ainsi l'ampleur du mouvement, pour la seule année 1905, est *un peu plus de 11 fois* supérieure à celle des 10 années précédentes au total. Autrement dit, les chiffres concernant le mouvement de 1905 surpassent *115 fois* les chiffres *annuels moyens* de la décennie précédente.

Cette proportion nous montre que trop souvent on rencontre parmi les représentants de la science officielle (et pas seulement chez eux) des gens qui ont la vue bien courte pour prendre la cadence du développement social et politique observée dans les périodes dites « de paix », « organiques », « d'évolution », comme norme applicable à tous les cas, comme indice de la cadence de développement possible pour l'humanité actuelle. En fait, le rythme du

« progrès » dans les périodes dites « organiques » est l'indice d'un maximum de stagnation, de freinage du développement.

L'auteur de la statistique officielle se base sur les données concernant le nombre des journées de grèves pour chiffrer les pertes subies par l'industrie. Ces pertes (dues à la baisse de production) se montent, pour les 10 années de 1895 à 1904, à 10,4 millions de roubles, en 1905 à 127,3 millions, en 1906 à 31,2 millions, en 1907 à 15 millions et en 1908 à 5,8 millions. Pour les trois années de 1905 à 1907, le manque à gagner a été par conséquent de 173,5 millions de roubles.

Les pertes des travailleurs par suite de la non-rémunération des journées de grèves (fixées sur la base de la journée moyenne dans différentes industries) se sont chiffrées, pour les années en question, en milliers de roubles :

Groupes d'industries (voir plus haut, p. 18*)	Nombre d'ouvriers en 1905 en milliers	Pertes des ouvriers dues aux grèves (en milliers de roubles)				
		1895-1904 globalement	1905	1906	1907	1908
A	252	650	7 654	891	450	132
B	708	715	6 794	1 968	659	228
C	277	137	1 997	610	576	69
D	454	95	1 096	351	130	22
Total	1 691	1 597	17 541	3 820	1 815	451

Pour les trois années 1905-1907, les pertes des ouvriers ont été de 23,2 millions de roubles, soit plus de 14 fois supérieures à la somme de celles des 10 années précédentes **.

* Voir le présent tome, p. 426. (*N.R.*)

** Il ne faut pas perdre de vue qu'à l'époque où le mouvement était le plus fort les ouvriers obligèrent les employeurs à faire les frais d'*une partie* des pertes. La statistique a dû expliquer, à partir de 1905, qu'une des causes des grèves (groupe de causes *3b* selon la nomenclature officielle) était *la revendication du paiement des journées de grèves*. Le nombre des cas où cette revendication a été faite est de 632 en 1905, de 256 en 1906, de 48 en 1907, et de 9 en 1908 (avant 1905, cette revendication n'était pas apparue). Les résultats de la lutte des ouvriers pour cette revendication ne sont connus que pour 1906 et

L'auteur de cette statistique officielle estime que ces pertes sont en moyenne, par ouvrier (et non pas par gréviste), de près de 10 kopecks par an pour les dix premières années, d'environ 10 roubles en 1905, d'environ deux roubles en 1906 et d'environ un rouble en 1907. Mais cette estimation ne tient pas compte des énormes différences qui existent, du point de vue en question, entre les ouvriers des diverses industries. Voici un calcul plus détaillé établi sur la base des chiffres du tableau que l'on vient de citer :

Groupes d'industrie	Moyenne des pertes (en roubles) dues aux grèves, par ouvrier				
	En 10 ans (1895-1904) globalement	1905	1906	1907	1908
A	2,6	29,9	3,5	1,8	0,5
B	1,0	9,7	2,8	0,9	0,3
C	0,5	7,2	2,2	2,1	0,2
D	0,2	2,4	0,7	0,3	0,05
Total	0,9	10,4	2,3	1,1	0,3

Il en résulte que pour un ouvrier métallurgiste (groupe A), la perte due aux grèves en 1905 est presque de 30 roubles, 3 fois plus que la moyenne, plus de 10 fois plus que la perte d'un ouvrier des industries minière et alimentaire (groupe D). La conclusion que nous tirions plus haut, à savoir que les métallurgistes ont épuisé leurs forces dans la forme du mouvement en question vers la fin de 1905, est encore plus frappante dans le tableau indiqué : dans le goupe A, les pertes de 1905 à 1906 ont diminué de plus de 8 fois, dans les autres groupes de 3 à 4 fois.

1907, et seulement dans les deux ou trois cas où la raison en question était *la principale* : en 1906, sur 10 966 ouvriers ayant fait grève principalement pour cette raison, 2 171 gagnèrent la grève, 2 626 la perdirent, 6 169 terminèrent par un compromis. En 1907, sur 93 ouvriers ayant fait la grève principalement pour cette raison, pas un ne gagna la grève, 52 la perdirent, 41 terminèrent par un compromis. Etant donné ce que nous connaissons des grèves de 1905, il faut supposer que cette année-là les grèves, dues à cette raison, ont été plus fructueuses qu'en 1906.

Cette analyse des statistiques annuelles étant terminée, nous allons passer dans l'article suivant à l'étude des données mensuelles.

II

Pour étudier un mouvement de grèves revêtant le caractère de vagues successives, une période d'un an est trop longue. Nous avons à présent le droit de dire que pendant les trois années de 1905 à 1907, statistiquement chaque mois a compté pour une année. Le mouvement ouvrier, durant ces trois années, a vécu trente ans. En 1905, le nombre des grévistes n'est pas descendu au cours d'un seul mois de l'année au-dessous du minimum annuel des grévistes pendant les dix années de 1895 à 1904 ; il n'y eut que deux mois qui connurent ce minimum en 1906 et deux encore en 1907.

Malheureusement l'étude de ces données mensuelles, de même que celle des données par provinces, est très insuffisante dans les statistiques officielles. Il convient de faire bon nombre de révisions. Pour cette raison et aussi pour des raisons de place, nous nous bornerons pour le moment à des données *trimestrielles*. Remarquons au sujet des distinctions entre grèves économiques et grèves politiques que les chiffres de la statistique officielle pour 1905 et 1906-1907 ne sont pas tout à fait comparables. Les grèves mixtes — selon la nomenclature officielle catégories 12 avec revendications économiques et 12b avec revendications économiques — étaient considérées, en 1905, comme politiques et plus tard comme économiques. Nous les classerons également pour 1905 dans les grèves économiques. Le nombre des grévistes (en milliers) [161] :

Années	1905				1906				1907			
Trimestres	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Total	810	481	294	1 277	269	479	296	63	146	323	77	193
dont:												
Economiques	604	239	165	430	73	222	125	37	52	52	66	30
Politiques	206	242	129	847	196	257	171	26	94	271	11	163

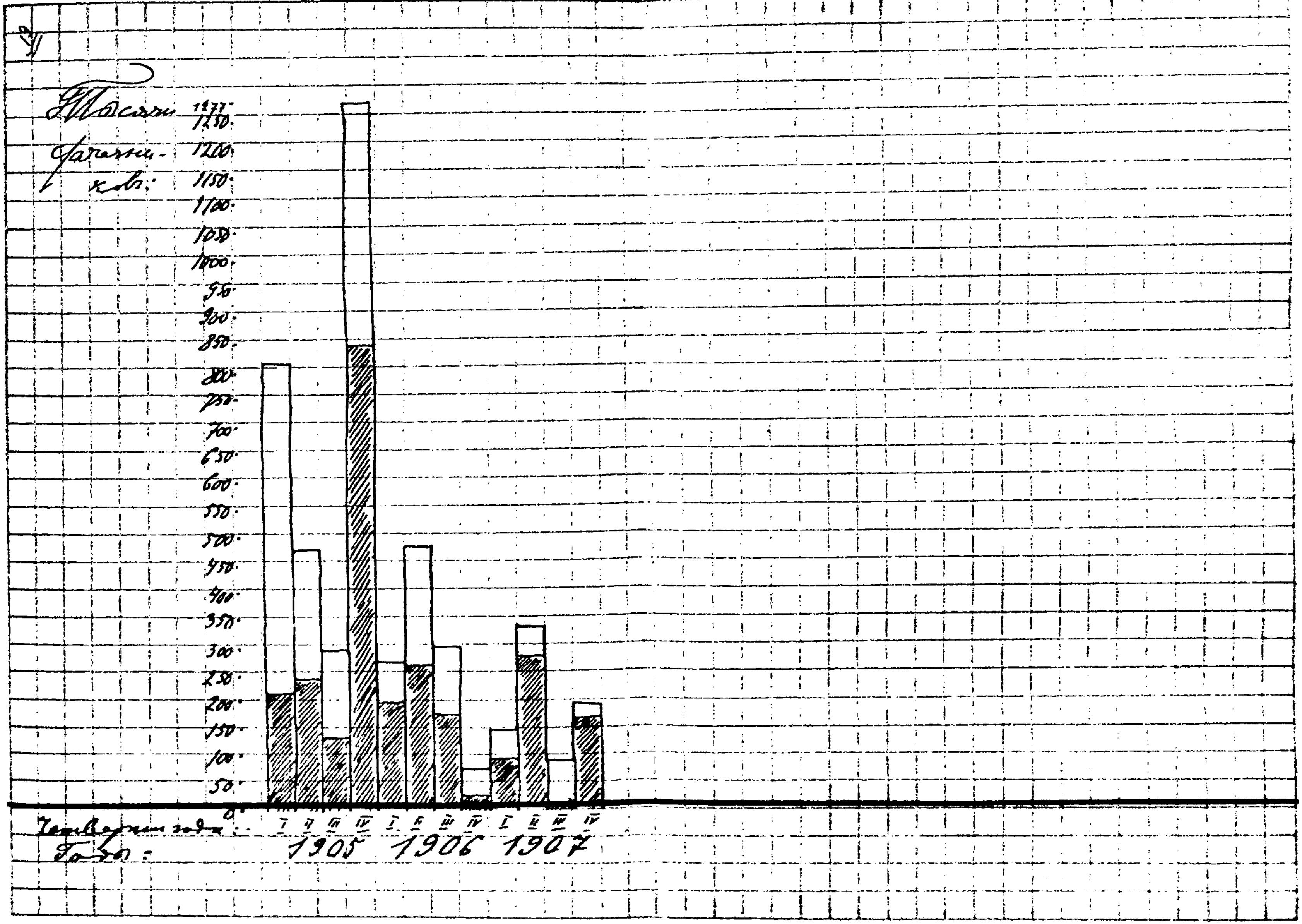
Les périodes qui montrent l'ampleur maximale de la vague sont entourées d'un trait. Dès le premier coup d'œil

sur ce tableau on s'aperçoit que ces périodes correspondent aux événements politiques d'importance majeure qui ont marqué ces trois années. 1905, I : le 9 janvier et ses suites ; 1905, IV : événements d'octobre et de décembre ; 1906, II : Ire Douma ; 1907, II : IIe Douma ; au cours du dernier trimestre de 1907, l'essor du mouvement est à son minimum, c'est la grève politique de novembre (134 000 grévistes), provoquée par le procès des députés ouvriers à la IIe Douma. Ainsi, la période qui termine ces trois années et constitue le passage à une autre tranche de l'histoire de Russie est justement l'exception qui confirme la règle : si l'essor de la vague de grèves ne signifie pas ici un essor social et politique général, en y regardant de plus près, il apparaît qu'il n'y eut pas de *vague* de grèves, mais une grève de démonstration isolée.

La règle pour ces trois années que nous étudions est que la montée de la vague indique les points critiques, les tournants dans l'évolution sociale et politique du pays. La statistique des grèves nous indique nettement quelle a été la principale force motrice de cette évolution. Cela ne veut pas dire, naturellement, que la forme d'action étudiée a été la seule ou la meilleure, nous savons qu'il n'en a pas été ainsi ; cela ne veut pas dire qu'on puisse appliquer directement les conclusions tirées d'une forme d'action donnée aux problèmes particuliers de l'évolution sociale et politique. Mais cela veut dire que nous avons sous les yeux une statistique (naturellement fort incomplète) de l'action menée par une classe qui fut le ressort principal de l'orientation générale des événements. L'action des autres classes s'organise autour de ce centre, le suit, est dirigée ou déterminée (positivement ou négativement) par lui, elle dépend de lui.

Il suffit de rappeler les principaux moments de l'histoire politique de la Russie au cours des trois années en question pour être convaincu de la justesse de cette conclusion. Prenons le premier trimestre de 1905. Que nous montre la période qui le précède ? La fameuse campagne des banquets. Etait-il juste de qualifier l'offensive des ouvriers dans cette campagne de « type supérieur de démonstration » ? Les discours au sujet de la « panique » qu'il ne fallait pas provoquer chez les libéraux étaient-ils fondés ?

Diagramme représentant le nombre des grévistes par trimestre en 1910.
Partie hachurée: grévistes politiques.
Partie en blanc: grévistes économiques.
(Extrait du brouillon de Lénine « Statistique des grèves en Russie ». Recueil Lénine XXV.)


1277
1250
1200
1150
1100
1050
1000
950
900
850
800
750
700
650
600
550
500
450
400
350
300
250
200
150
100
50
0
I II III IV I II III IV I II III IV
1905 1906 1907

Considérez ces problèmes dans le cadre de la statistique des grèves (1903, 87 000; 1904, 25 000; janvier 1905, 444 000, dont 123 000 aux grèves politiques), et la réponse sera évidente. La discussion dont il a été question plus haut au sujet de la tactique dans la campagne des zemstvos ne fait que refléter un antagonisme entre le mouvement libéral et le mouvement ouvrier, ayant ses racines dans les conditions objectives.

Que voyons-nous après l'essor de janvier* ? Les fameux oukases de février marquant le début d'une certaine transformation de la structure étatique.

Prenez le troisième trimestre 1905. Au premier plan de l'histoire politique vient la loi du 6 août (c'est ce qu'on a appelé la Douma de Boulyguine). Cette loi sera-t-elle appliquée ? Les libéraux pensent que oui, et décident de suivre une ligne de conduite correspondant à cette opinion. Dans le camp marxiste, c'est le point de vue inverse que ne partagent pas ceux qui, objectivement, mettent en pratique les vues du libéralisme. Les événements du dernier trimestre 1905 tranchent la question.

Les chiffres trimestriels de l'année semblent faire apparaître à la fin de 1905 une seule poussée. En fait, il y en a eu deux, séparées par un léger fléchissement du mouvement. En octobre, il y eut 519 000 grévistes, dont 328 000 participants aux grèves purement politiques ; en novembre, 325 000 (dont 147 000 participants aux grèves politiques) et en décembre 433 000 (dont 372 000 participants aux grèves politiques). La littérature historique donne le point de vue des libéraux et de nos liquidateurs (Tchérévanine et C^ie^), selon lequel il y a eu un élément « artificiel » dans la poussée de décembre. La statistique infirme ce point de vue, en montrant justement ce mois-là un nombre *maximum* de grévistes ayant participé à des grèves purement politiques : 372 000. On comprend les tendances qui ont poussé les libéraux à en venir à cette appréciation, mais d'un point de vue purement scientifique, il est stupide de considérer comme tant soit peu « artificiel » un mou-

* Les données trimestrielles ne laissent apparaître qu'une seule poussée. En fait, il y en a eu deux : en janvier, 444 000 grévistes et en mai, 220 000. Dans l'intervalle, le minimum se trouve en mars : 73 000 grévistes.

vement d'une ampleur telle qu'en un mois le nombre des participants aux grèves purement politiques a atteint presque les 9/10 du nombre total des grévistes pendant toute une décennie.

Prenons enfin les deux dernières poussées du printemps 1906 et du printemps 1907 *. La différence qu'elles présentent l'une et l'autre avec les poussées de janvier et de mai 1905 (dont la première était aussi plus forte que la seconde) est qu'elles suivent une ligne de recul, alors que les deux premières suivaient une ligne d'attaque. Cette différence caractérise d'une manière générale les deux dernières des trois années considérées. Par conséquent, l'interprétation exacte de l'augmentation des chiffres au cours de la période étudiée de 1906 et 1907 est que cette augmentation indique une interruption du mouvement de recul et une tentative pour passer de nouveau à l'attaque. Telle est la signification objective de ces poussées, elle nous apparaît clairement maintenant du point de vue des résultats finals de ces « trois ans de luttes et de tempêtes ». La Ire et la IIe Douma ne traduisaient pas autre chose que des pourparlers et des démonstrations politiques au sommet à l'occasion de l'interruption du mouvement de recul à la base.

Cela démontre toute la myopie des libéraux qui voyaient dans ces pourparlers une fin en soi, indépendante de la durée plus ou moins longue de l'interruption du mouvement de recul et de son issue. Cela démontre la dépendance objective où se trouvent à l'égard des libéraux les liquidateurs qui, comme Martov, parlent avec mépris d'« espérances romantiques » à l'époque de la régression. La statistique nous montre qu'il était question non pas d'« espérances romantiques », mais d'interruptions bien réelles du mouvement de recul. S'il n'y avait pas eu ces interruptions, l'événement

* Il faut noter que l'histoire des grèves en Russie durant les dix années 1895-1904 a montré une poussée habituelle des grèves économiques au deuxième trimestre. Pour la décennie considérée, la moyenne annuelle des grévistes est de 43 000, et les moyennes par trimestre s'établissent comme suit : I, 10 000 ; II, 15 000 ; III, 12 000 ; IV, 6 000. Il ressort à l'évidence de la simple comparaison des chiffres que les poussées du printemps 1906 et du printemps 1907 ne s'expliquent pas par ces causes «générales» de poussée des grèves constatées durant l'été en Russie. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le chiffre des grévistes politiques.

du 3 juin 1907, absolument inévitable d'un point de vue historique, dans la mesure où les reculs restaient des reculs, aurait eu lieu un an plus tôt peut-être ou même encore plus.

Après avoir étudié l'histoire du mouvement de grèves en liaison avec les moments importants de l'histoire politique, passons à l'étude des rapports entre grèves politiques et grèves économiques. La statistique officielle apporte sur cette question des données du plus haut intérêt. Prenons d'abord les bilans généraux annuels de trois années étudiées :

	Nombre de grévistes (en milliers)		
	1905	1906	1907
Economiques	1 439	458	200
Politiques	1 424	650	540
Total	2 863	1 108	740

La première conclusion à tirer est que les grèves économiques et les grèves politiques se trouvent en étroite interdépendance. Elles montent ensemble et baissent ensemble. La force du mouvement à la période offensive (1905) est caractérisée par le fait que les grèves politiques semblent prendre appui sur une large base de grèves économiques tout aussi fortes qui, même prises séparément, dépassent de loin les chiffres des dix années 1895-1904.

Lors de la régression du mouvement, le nombre de participants aux grèves économiques tombe plus rapidement que celui des participants aux grèves politiques. La faiblesse du mouvement en 1906, et surtout en 1907, est due, sans aucun doute, à l'absence de la base large et solide de la lutte économique. D'un autre côté, la diminution plus lente du nombre des participants aux grèves politiques en général, et plus spécialement la légère régression de ce chiffre de 1906 à 1907, met en évidence un phénomène qui nous est déjà connu : les couches avancées, avec une intrépide énergie, s'efforcent d'arrêter le recul et de passer à l'offensive.

Cette conclusion est pleinement confirmée par les données que l'on possède concernant le rapport entre grèves économiques et grèves politiques dans les différents groupes

d'industries. Pour ne pas émailler cet article de chiffres, bornons-nous à comparer métallurgistes et ouvriers du textile au cours des trimestres de 1905, en prenant pour cette fois les données de la statistique officielle * qui range pour cette année-là les grèves mixtes parmi les grèves politiques, comme on l'a déjà indiqué plus haut.

		Nombre de grévistes (en milliers)			
	Année 1905, trimestres	I	II	III	IV
Groupe A (métallurgistes)	économiques	120	42	37	31
	politiques	159	76	63	283
	Total	279	118	100	314
Groupe B (ouvriers du textile)	économiques	196	109	72	182
	politiques	111	154	53	418
	Total	307	263	125	600

Le contraste entre la couche avancée et la grande masse ressort nettement. Dès le début, parmi les plus avancés, les participants aux grèves purement économiques se trouvent en minorité ; il en est de même tout au long de l'année. Le premier trimestre est cependant caractérisé, même dans ce groupe, par le chiffre très élevé (120 000) de participants aux grèves purement économiques : il est évident que même parmi les métallurgistes, il y a certaines couches qu'il a fallu « mettre en branle » et qui s'engagèrent dans le mouvement pour faire aboutir des revendications purement économiques. Chez les ouvriers du textile, nous observons, au début du mouvement (premier trimestre) un énorme pourcentage de participants aux grèves purement économiques ; ceux-ci se retrouvent en minorité au cours du deuxième trimestre pour de nouveau reprendre la majorité au troisième trimestre. Au cours du dernier trimestre, à l'apogée du mouvement, le nombre de participants aux grèves purement économiques chez les métallurgistes at-

* Selon ces données, le nombre des participants aux grèves purement économiques en 1905 était de 1 021 000 ; celui des participants aux grèves politiques, de 1 842 000, c'est-à-dire que le pourcentage de participants aux grèves économiques était au total moins important qu'en 1906. Nous avons déjà montré que cela était faux.

teint 10% du chiffre total des grévistes et 12% du chiffre total des métallurgistes ; chez les ouvriers du textile, les participants aux grèves purement économiques au cours de la même période représentent 30% du chiffre total des grévistes et 25% du total des ouvriers du textile.

L'interdépendance des grèves économiques et des grèves politiques est maintenant tout à fait évidente : si elles ne sont pas étroitement liées, il est impossible d'obtenir un mouvement réellement large, réellement massif ; ce lien est concrétisé par le fait, d'une part, qu'au début du mouvement, et étant donné l'engagement de nouvelles couches, la grève purement économique joue un rôle prépondérant, et, d'autre part, que la grève politique éveille et aiguillonne les traînards, universalise et élargit le mouvement et le hausse à un niveau supérieur.

Il serait extrêmement intéressant de connaître en détail la façon dont les nouveaux ont été entraînés dans le mouvement au cours de ces trois années. On possède des données à ce sujet dans les matériaux de base puisque les renseignements étaient portés sur des fiches illustrant chaque grève prise isolément. Mais dans la statistique officielle, l'analyse de ces renseignements n'est pas du tout satisfaisante et il y a une masse de précieux matériaux dans les fiches qui, n'ayant pas été exploitée, s'est trouvée perdue. Le tableau suivant donne une idée approximative du chiffre des cas de grèves en pourcentage par rapport au chiffre d'entreprises de dimensions variables.

Groupes d'entreprises	Nombre des cas de grèves en pourcentage par rapport au nombre d'entreprises				
	En 10 ans (1895-1904) globalement	1905	1906	1907	1908
Moins de 20 ouvriers	2,7	47,0	18,5	6,0	1,0
de 21 à 50 »	7,5	89,4	38,8	19,0	4,1
de 51 à 100 »	9,4	108,9	56,1	37,7	8,0
de 101 à 500 »	21,5	160,2	79,2	57,5	16,9
de 501 à 1 000 »	49,9	163,8	95,1	61,5	13,0
Plus de 1 000 »	89,7	231,9	108,8	83,7	23,0

La couche d'avant-garde que nous avons étudiée jusqu'à présent selon les données concernant différentes régions et différents groupes d'industries, est mise en lumière

maintenant par les données concernant divers groupes d'entreprises. En règle générale, pour toutes les années, le pourcentage des grèves augmente avec l'importance des entreprises. En outre, pour l'année 1905, ce qui est caractéristique, c'est, premièrement, que les grèves se répètent d'autant plus souvent que les entreprises sont plus importantes, et, deuxièmement, que si l'on compare 1905 aux dix années de 1895 à 1904, la progression du pourcentage est d'autant plus rapide que l'entreprise est *moins importante*. Ce qui met en évidence l'étonnante rapidité avec laquelle les nouveaux ont été entraînés dans le mouvement et avec laquelle ont été gagnées des couches qui n'avaient encore jamais pris part aux grèves. Rapidement enrôlés lors de l'expansion maximale du mouvement, ces nouvelles recrues se sont révélées les moins constantes : la baisse du pourcentage d'entreprises soumises aux grèves de 1906 à 1907 est plus forte dans les petites entreprises, plus faible dans les grosses. C'est l'avant-garde qui travaille le plus longtemps, avec le plus de persévérance, pour enrayer le recul.

Mais revenons aux données concernant les rapports entre grèves économiques et grèves politiques. Ce qu'indiquent avant tout les données trimestrielles pour les trois années citées plus haut (p. 19)*, c'est que toutes les grosses poussées sont liées à l'augmentation du nombre des participants aux grèves non seulement politiques, mais aussi économiques. On ne constate comme exception que la poussée du printemps 1907 où le maximum des participants aux grèves économiques se trouve non au deuxième, mais au troisième trimestre de l'année.

Au début du mouvement (premier trimestre 1905), nous voyons une nette prédominance du nombre des participants aux grèves économiques par rapport aux participants aux grèves politiques (604 000 et 206 000). L'apogée du mouvement (quatrième trimestre 1905) donne une nouvelle vague de grèves économiques, plus faible que celle de janvier et une forte proportion de grèves politiques. La troisième poussée, au printemps 1906, montre de nouveau une très forte augmentation du nombre des grèves tant économiques

* Voir le présent tome, p. 433. (*N.R.*)

que politiques. Ces simples données sont déjà suffisantes pour réfuter l'idée que la conjonction des grèves économiques et des grèves politiques fut un « côté faible du mouvement ». C'est l'opinion que n'ont cessé d'avancer les libéraux, c'est ce que répétait le liquidateur Tchérévanine à propos de novembre 1905, et c'est aussi ce qu'a dit Martov, il n'y a pas longtemps, à propos de la même époque. Pour soutenir ce point de vue, on évoque bien souvent l'échec de la lutte pour la journée de travail de huit heures.

Cet échec est indiscutable, et il est également hors de doute que chaque échec indique une faiblesse du mouvement, mais là où le point de vue libéral se trahit, c'est qu'il considère justement comme un « côté faible du mouvement » la conjonction de la lutte économique et de la lutte politique ; le point de vue marxiste considère comme une faiblesse l'insuffisance de cette conjonction et le nombre insuffisamment important des participants aux grèves économiques. La statistique confirme nettement la justesse du point de vue marxiste en dégageant « une loi générale » pour ces trois années : celle du renforcement du mouvement parallèlement au renforcement de la lutte économique. Et cette « loi générale » est logiquement liée aux traits essentiels de toute société capitaliste : il y existera toujours des couches très arriérées, que seule une exacerbation extrêmement intense du mouvement pourra réveiller et qu'on ne pourra entraîner dans la lutte qu'au moyen de revendications économiques.

En comparant l'essor du dernier trimestre 1905 aux poussées précédentes et suivantes, c'est-à-dire à celui du premier trimestre 1905 et du deuxième trimestre 1906, nous voyons clairement que la poussée d'octobre-décembre est *plus faible* que la précédente et que la suivante en ce qui concerne la largeur de la base économique, c'est-à-dire en ce qui concerne le pourcentage du nombre de participants aux grèves économiques par rapport au nombre total de grévistes. Il est indubitable que la revendication de la journée de huit heures a rebuté bon nombre d'éléments bourgeois qui pouvaient regarder d'un œil favorable d'autres aspirations ouvrières. Mais il est tout aussi indiscutable que cette revendication a attiré bon nombre d'éléments non bourgeois qui n'étaient pas encore engagés dans le mouve-

ment et qui, après avoir fourni 430 000 participants aux grèves économiques, au cours du dernier trimestre 1905, ont vu ce nombre tomber à 73 000 au cours du premier trimestre 1906 et remonter à nouveau, atteignant 222 000 au cours du deuxième trimestre 1906. La faiblesse résidait donc non dans l'absence de bienveillance de la part de la bourgeoisie, mais dans un soutien insuffisant ou insuffisamment opportun de la part des éléments non bourgeois.

C'est le propre du libéral de craindre qu'un mouvement du genre considéré répugne toujours à certains éléments de la bourgeoisie. C'est le propre du marxiste de retenir qu'un mouvement du genre en question attire toujours de nombreux éléments qui ne sont pas de la bourgeoisie. *Suum cuique*, chacun réagit à sa manière.

Quant aux péripéties de la lutte entre ouvriers et employeurs les données de la statistique officielle concernant les résultats des grèves sont extrêmement instructives. Voici comment se présente le bilan général :

Résultats des grèves	Pourcentage des grévistes avec les résultats indiqués				
	En 10 ans (1895-1904)	1905	1906	1907	1908
Avantage des ouvriers	27,1	23,7	35,4	16,2	14,1
Concessions mutuelles (compromis)	19,5	46,9	31,1	26,1	17,0
Avantage des patrons (contre les ouvriers)	51,6	29,4	33,5	57,6	68,8

La conclusion générale à en tirer est d'abord que la force maximale du mouvement traduit aussi le succès maximal des ouvriers. 1905, l'année où la pression des grèves a été la plus forte, a été pour les ouvriers la plus profitable. Cette année-là se distingue également par la fréquence des compromis : les parties n'étaient pas encore familiarisées avec ces conditions nouvelles, inhabituelles, les employeurs étaient déconcertés par la fréquence des grèves et l'affaire se terminait le plus souvent par un compromis. En 1906, la lutte devient plus acharnée : les cas de compromis sont incomparablement plus rares ; mais en règle générale les ouvriers continuent à avoir le dessus : le pourcentage des gagnants est plus élevé que celui des perdants. A partir

de 1907, la défaite des grévistes ne cesse de s'accentuer et les cas de compromis se raréfient.

Si on prend les chiffres en valeur absolue, on voit qu'en dix ans, de 1895 à 1904, 117 000 ouvriers au total ont gagné la grève, alors que pour la seule année 1905, ils étaient plus du triple : (369 000) et en 1906 il y en a eu une fois et demie autant, soit 163 000.

Mais un an est un laps de temps trop long pour étudier les vagues successives de la lutte gréviste au cours des trois années 1905-1907. Au lieu des données mensuelles qui occuperaient trop de place, prenons les données trimestrielles de 1905 et 1906. On peut laisser de côté 1907 puisqu'en ce qui concerne les résultats des grèves, nous n'observons pas cette année-là de pauses, de hauts et de bas, mais que nous assistons à un recul continu des ouvriers et à une offensive des capitalistes que traduisaient très bien les données annuelles que nous avons déjà citées.

Années	1905				1906			
Trimestres	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Résultats des grèves:								
Avantage des ouvriers	158	71	45	95	34	86	37	6
Compromis	267	109	61	235	28	58	46	8
Avantage des patrons	179	59	59	100	11	78	42	23
*Total**	604	239	165	430	73	222	125	37

De ces données découlent des conclusions très intéressantes qui demandent à être examinées en détail. D'une façon générale, nous avons vu, la lutte est d'autant plus favorable aux travailleurs que leur offensive est plus énergique. Ceci est-il confirmé par les données citées ? Le premier trimestre 1905 est moins favorable aux ouvriers que le deuxième, bien qu'à cette époque le mouvement ait affaibli. Cette conclusion s'avère cependant fausse, car les données trimestrielles comprennent à la fois la poussée de janvier (321 000 participants aux grèves économi-

* Dans la statistique officielle, il n'y a pas de bilans mensuels concernant cette question ; il a fallu les établir à partir des données par industrie.

ques) et le recul de février (228 000) et de mars (56 000). En prenant à part le mois d'essor, janvier, nous voyons que ce mois-ci les ouvriers ont remporté la victoire : 87 000 grévistes ont gagné la grève, 81 000 l'ont perdue, 152 000 ont adopté un compromis. Les deux mois de recul (février et mars) marquent la défaite des ouvriers.

La deuxième période (deuxième trimestre 1905) est une période de progression qui atteint son apogée en mai. L'offensive marque la victoire des ouvriers : 71 000 grévistes ont gagné la grève, 59 000 l'ont perdue, 109 000 ont terminé par un compromis.

La troisième période (troisième trimestre 1905) est une période de recul : le nombre des grévistes est bien moins élevé qu'au second trimestre. Le reflux de l'offensive marque la victoire des patrons : 59 000 ouvriers ont perdu la grève, 45 000 seulement l'ont gagnée. Le pourcentage des ouvriers perdants atteint 35,6 %, *c'est-à-dire plus qu'en 1906*. Cela signifie que « le climat général de sympathie » dont bénéficient les ouvriers en 1905 et auquel les libéraux ont si souvent attribué la victoire des travailleurs (il n'y a pas longtemps, Martov lui aussi a parlé de la sympathie de la bourgeoisie comme « cause principale ») n'a pas empêché la défaite des ouvriers *lorsque leur poussée s'est relâchée*. Vous êtes forts quand vous jouissez de la sympathie générale, disent les libéraux aux ouvriers. Vous jouissez de la sympathie générale quand vous êtes forts, disent les marxistes aux ouvriers.

Le dernier trimestre 1905 semble être une exception : malgré une très forte offensive, ce fut une défaite pour les ouvriers. Mais cette exception n'est qu'apparente, car on a compté ensemble le mois de l'offensive, octobre, où les ouvriers ont remporté la victoire également dans le domaine économique (+57 000, — 22 000 ouvriers ayant gagné et perdu la grève) et les mois de novembre (+25 000, — 47 000) et décembre (+12 000, —31 000) où la lutte économique a décliné et où les ouvriers ont été vaincus. De plus, le mois de novembre marque un tournant. C'est un mois de grandes hésitations, d'équilibration maximale des forces adverses, de grande incertitude au sujet du bilan et de l'orientation de l'histoire de Russie en général et de l'histoire des rapports entre patrons et ouvriers en particulier ; c'est de tous les

mois de 1905 le mois qui donne le pourcentage *le plus élevé* des cas de compromis : sur les 179 000 participants aux grèves économiques de ce mois, il y en a 106 000, c'est-à-dire 59,2% qui ont terminé la lutte par un compromis *.

Le premier trimestre 1906 fait de nouveau ressortir une apparente exception : le plus important déclin de la lutte économique correspond au nombre le plus élevé d'ouvriers gagnants (+34 000, —11 000). Là aussi, on a compté ensemble le mois de la défaite des ouvriers, janvier (+4 000, —6 000) et les mois de leur victoire, février (+ 14 000, —2 000) et mars (+16 000, — 2 500). Le nombre des participants aux grèves économiques décroît au cours de toute cette période (janvier : — 26 600, février : — 23 300, mars : — 23 200), mais la montée générale du mouvement se dessine déjà nettement (le nombre total de grévistes en janvier est de 190 000, en février de 27 000, en mars de 52 000).

Le second trimestre de 1906 marque un grand essor du mouvement et la victoire des ouvriers (+86 000, — 78 000) ; celle-ci est spécialement accentuée en mai et juin, en juin le nombre de participants aux grèves économiques atteint son maximum pour l'année 1906 : 90 000 ; alors qu'avril constitue une exception : la défaite des ouvriers malgré la croissance du mouvement par rapport à mars.

A partir du troisième trimestre 1906, nous assistons en gros à un déclin continu de la lutte économique jusqu'à la fin de l'année, et par conséquent à la défaite des ouvriers (exception insignifiante en août 1906 où les ouvriers remportèrent une dernière fois la victoire dans la lutte économique : +11 300, — 10 300).

Pour dresser un bref bilan des péripéties de la lutte économique en 1905 et 1906, on peut procéder de la façon suivante. En 1905, on distingue nettement trois principales poussées du mouvement gréviste général, et des grèves économiques en particulier : janvier, mai et octobre. Pour ces trois mois pris ensemble, le nombre des participants aux grèves économiques est de 667 000 sur un total de 1 439 000 pour l'année, c'est-à-dire non pas le quart, mais presque la moi-

* Le total des participants aux grèves économiques a atteint en octobre 190 000, en novembre, 179 000, en décembre, 61 000.

tié. Et chacun de ces trois mois a été un mois de victoires ouvrières dans le domaine économique, c'est-à-dire que le nombre d'ouvriers ayant gagné la grève a excédé celui d'ouvriers l'ayant perdue.

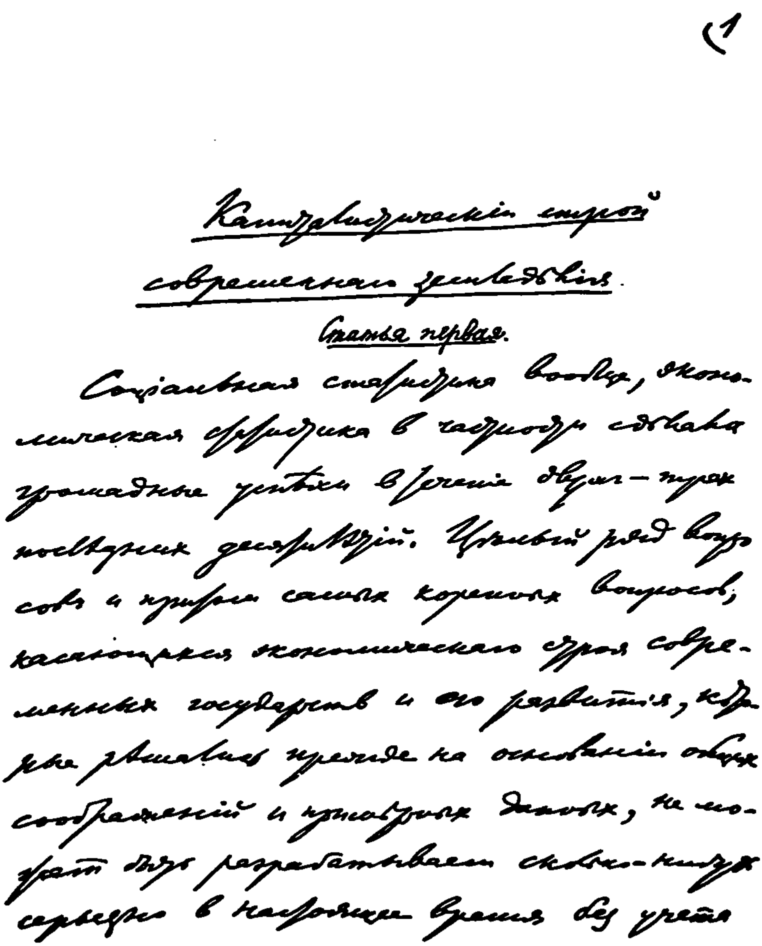
En 1906, on distingue nettement dans l'ensemble les deux moitiés de l'année : dans la première, arrêt de la régression et forte poussée ; dans la seconde, important déclin. Au cours de la première moitié de l'année, il y a 295 000 participants aux grèves économiques, au cours de la seconde, 162 000. La première moitié a donné la victoire aux ouvriers dans la lutte économique, la seconde leur a apporté la défaite.

Ces bilans confirment pleinement la conclusion selon laquelle ce n'est pas « le climat de sympathie », ce n'est pas la bienveillance de la bourgeoisie, mais c'est la force de l'offensive qui a joué un rôle décisif dans la lutte économique elle aussi.

LA STRUCTURE CAPITALISTE DE L'AGRICULTURE CONTEMPORAINE [162]

Ecrit après le 11 (24) septembre 1910.
Publié pour la première fois en 1932 dans le Recueil Lénine XIX.
Signé : V. I l i n e

Conforme au manuscrit



(1

Капиталистическій строй
современнаго земледѣлія.

Статья первая.

Соціальная статистика вообще, эконо-
мическая статистика в частности сделала
громадные успехи в теченіе двух-трех
последних десятилетій. Целый ряд вопро-
сов и притом самых коренных вопросов,
касающихся экономического строя совре-
менных государств и его развитія, кото-
рые решались прежде на основаніи общих
соображеній и приблизительных данных, не мо-
гут быть разрабатываемы сколько-нибудь
серьезно в настоящее время без учета

Première page du manuscrit
« La structure capitaliste de l'agriculture
contemporaine ». — 1910.
Réduction

PREMIER ARTICLE

Durant les deux ou trois dernières décennies, des progrès considérables ont été accomplis par la statistique sociale en général et par la statistique économique en particulier. Un très grand nombre de questions, parmi lesquelles des questions capitales ayant trait à la structure économique des Etats modernes et à son développement, ces questions que l'on résolvait jadis à l'aide de considérations générales et de données approximatives, ne peuvent plus, actuellement, recevoir de solution sérieuse qu'à partir de données massives, recueillies sur l'ensemble du territoire d'un pays donné, conformément à un programme déterminé, et mises en forme par des spécialistes de la statistique. Les problèmes de l'économie agricole, en particulier, qui suscitent le plus grand nombre de discussions, requièrent des solutions basées sur des données numériques à la fois importantes et précises, et ceci d'autant plus que dans les pays d'Europe et en Amérique, on a pris l'habitude, de plus en plus, d'effectuer des recensements périodiques qui englobent l'ensemble des exploitations agricoles du pays.

En Allemagne, par exemple, on a procédé à de semblables recensements en 1882, 1895 et, dernièrement, en 1907. A maintes reprises, on a signalé, chez nous, l'importance de ces recensements, et on aurait de la peine à découvrir un article ou un ouvrage ayant trait à l'économie de l'agriculture contemporaine qui ne fasse allusion aux statistiques agricoles allemandes. Le dernier recensement a déjà suscité pas mal d'échos, tant dans les publications allemandes que dans les nôtres. M. Valentinov, on s'en souvient, avait déjà mené grand tapage, l'an dernier, dans la *Kievskaïa Mysl* [163], sous prétexte que le recensement

en question aurait infirmé l'enseignement du marxisme et les idées de Kautsky, en révélant la vitalité de la petite exploitation et la victoire remportée par celle-ci sur la grosse exploitation. Récemment, dans un article intitulé « Les tendances de l'évolution agraire en Allemagne » qui a été publié dans l'*Ekonomist Rossii* [161] (n° 36, du 11 septembre 1910), M. le professeur Vobly a démenti, en se basant sur les données du recensement de 1907, qu'il fût possible d'appliquer à l'agriculture « le schéma établi par Marx à propos du développement industriel », et il a essayé de démontrer que « non seulement les petites exploitations ne succombent pas dans la lutte qu'elles soutiennent contre leurs puissantes rivales, mais qu'au contraire, chaque nouveau recensement ne fait que constater leur progression ».

Nous pensons donc qu'il serait opportun d'analyser en détail les données du recensement de 1907. Il est vrai que l'on n'a pas encore achevé la publication des matériaux fournis par ce recensement : trois volumes sont parus, qui contiennent *toutes* les données de ce recensement *, quant au quatrième volume qui est consacré à l'« exposé des résultats d'ensemble du recensement », il n'a pas encore été publié et on ignore s'il le sera prochainement. Cependant, il n'y a aucune raison d'attendre la publication de ce volume pour commencer l'étude des *résultats* du recensement, attendu que l'on dispose déjà de l'*ensemble* des données nécessaires, ainsi que d'un résumé de ces données ; la littérature utilise largement ces matériaux.

Nous observerons seulement que poser la question comme on le fait habituellement, c'est-à-dire en se bornant presque exclusivement à comparer le nombre d'exploitations d'importances différentes (du point de vue de la superficie) et la quantité de terres possédées par ces exploitations à des dates différentes, est une manière d'aborder le problème absolument incorrecte. Les divergences réelles qui opposent marxistes et antimarxistes sur la question agraire ont

* Statistik des Deutschen Reichs, Band 212, Teil 1 *a*, 1 *b* et 2 *a*. Berufs-und Betriebzählung vom 12. Juni 1907. — Landwirtschaftliche Betriebsstatistik. Berlin. 1909 et 1910 (Statistique de l'Etat allemand, tome 212, partie 1*a*, 1*b* et 2*a*. Recensement des professions et des entreprises au 12 juin 1907. Statistique des exploitations agricoles. Berlin, 1909 et 1910. — *N.R.*)

des racines bien plus profondes. Si l'on désire faire une lumière complète sur les origines de ces divergences, il convient de considérer avec la plus grande attention les traits fondamentaux qui caractérisent la structure capitaliste de l'agriculture contemporaine. Le recensement allemand du 12 juin 1907 fournit justement des indications particulièrement précieuses à cet égard. Ce recensement est peut-être moins complet, sur certains points, que ceux qui l'ont précédé en 1882 et 1895, mais en revanche, il contient des richesses inouïes en ce qui concerne le travail salarié dans l'économie rurale. Or, le fait de recourir au salariat est justement le signe distinctif essentiel de toute agriculture capitaliste.

Dans ces conditions, nous allons nous efforcer avant tout de présenter un tableau d'ensemble de la structure capitaliste de l'agriculture contemporaine, en nous basant essentiellement sur les données du recensement allemand de 1907, que nous compléterons à l'aide des meilleures statistiques rurales d'autres pays, les statistiques danoises, suisses, américaines, et aussi la récente statistique hongroise. Quant au fait essentiel, celui qui saute aux yeux dès que l'on examine les totaux présentés, celui dont on parle le plus, à savoir la diminution, en Allemagne, du nombre des grosses exploitations (par la superficie des terres arables) et de la quantité de terres par elles possédées, nous l'examinerons seulement dans les dernières pages du présent travail. Car il y a là un de ces faits complexes qui sont fonction d'un grand nombre d'autres facteurs, en sorte que prétendre en comprendre la portée sans avoir préalablement élucidé d'autres questions autrement importantes et fondamentales, est absolument impossible.

I

TABLEAU GÉNÉRAL DE LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE DE L'AGRICULTURE CONTEMPORAINE

Les recensements agricoles de l'Allemagne, comme toutes les opérations analogues effectuées en Europe, sont basés (à la différence de ceux de Russie) sur des informations recueillies individuellement pour chaque exploitation. D'ailleurs, la quantité des données ainsi recueillies s'accroît

habituellement d'un recensement à l'autre. C'est ainsi qu'en Allemagne, en 1907, on a omis de très précieuses indications concernant l'importance du bétail utilisé dans les travaux des champs (ces données avaient été recueillies en 1882 et 1895), mais par contre on a fait état, pour la première fois, de données relatives à l'étendue des terres semées de diverses céréales, ainsi qu'à celui des ouvriers salariés ou familiaux. Les renseignements ainsi obtenus sur chaque exploitation *suffisent amplement* à définir les caractéristiques économiques et politiques de cette exploitation. Le fond du problème, la difficulté de la tâche se ramènent à savoir comment on *agencera* ces données de manière à obtenir avec exactitude la caractéristique économique et politique de différents groupes ou types d'exploitations considérés dans leur ensemble. Si la mise au point n'est pas satisfaisante, si le regroupement des chiffres est insuffisant ou erroné — et c'est chose constante dans les recensements actuels — le résultat est tel que les éléments précieux et extrêmement précis obtenus distinctement pour chaque exploitation disparaissent, s'égarent, se fondent dans un ensemble, surtout lorsqu'il s'agit d'un pays qui comprend des millions d'exploitations. La structure capitaliste de l'agriculture est caractérisée par les *relations* qui existent entre patrons et ouvriers, entre les exploitations de types différents, et si les caractéristiques de ces types ont fait l'objet d'une notation erronée ou incomplète, alors le meilleur recensement ne saurait donner une représentation exacte de la réalité politique et économique.

Aussi bien comprendra-t-on l'importance capitale, exceptionnelle, que présentent les méthodes selon lesquelles s'effectuent la mise au point ou le regroupement des renseignements dans les recensements actuels. Nous passerons en revue ultérieurement *tous* les procédés, assez variés d'ailleurs, qui ont été utilisés dans les meilleurs des recensements ci-dessus mentionnés. En attendant, nous remarquerons que le recensement allemand, de même que la plupart des autres, donne un aperçu global, en groupant les exploitations sur la base exclusive d'un seul critère, qui est celui de l'étendue de la surface cultivée de chaque exploitation. En fonction de ce critère, le recensement ré-

partit l'ensemble des exploitations en 18 groupes, en commençant par celles qui représentent moins d'un dixième d'hectare et en terminant par celles dont la surface dépasse 1 000 hectares. Qu'une semblable précision dans le détail constitue un luxe statistique véritable, non justifié, d'ailleurs, par des considérations d'ordre économique ou politique, c'est une chose que perçoivent les auteurs de la statistique allemande eux-mêmes, lesquels auteurs présentent l'ensemble des données en distinguant six grands groupes d'exploitations — plus exactement, sept, en tenant compte d'un sous-groupe — qui sont classés d'après l'importance de leur superficie. Les groupes en question sont les suivants : domaines de moins d'un demi-hectare, d'un demi-hectare à 2 ha, de 2 à 5 ha, de 5 à 20 ha, de 20 à 100 ha, de plus de 100 ha, avec cette précision que ce dernier groupe comprend un sous-groupe distinct avec des exploitations dont la superficie est supérieure à 200 ha.

Il est permis de se demander quelle peut être la signification économique et politique d'un semblable regroupement. Dans l'agriculture, la terre représente certainement l'instrument essentiel de la production : c'est pourquoi, plus que tout autre critère, l'étendue de la terre permet de se faire une idée de l'importance de l'exploitation, et, par voie de conséquence, du type qu'elle représente, c'est-à-dire, s'il s'agit d'une exploitation petite, moyenne ou grande, si elle est de structure capitaliste ou si elle n'emploie pas de main-d'œuvre salariée. Habituellement, le domaine qui comprend moins de 2 hectares est classé parmi les petites exploitations (qu'on appelle aussi « parcellaires » ou « naines ») ; de 2 à 20 ha (parfois de 2 à 100 ha), ce sont des exploitations paysannes ; et celles de plus de 100 ha sont classées parmi les grandes exploitations, autrement dit les domaines de type capitaliste.

Or, voici que les premières informations recueillies sur le salariat, par le recensement de 1907, nous donnent avant tout une possibilité de vérifier, pour la première fois, sur des données massives, cette supposition « habituelle ». Pour la première fois se trouve introduit dans les méthodes routinières de la statistique un élément rationnel, sans doute encore bien insuffisant, comme on le verra plus loin, mais qui permet néanmoins de prendre en considération les fac-

teurs qui, sur le plan économique et politique, sont d'une portée réelle et probante.

Effectivement, tout le monde parle de la petite exploitation. Mais que faut-il entendre par cette expression ? La réponse la plus communément obtenue à cette question consiste à admettre que la petite exploitation est celle qui ne fait pas appel aux salariés. Et les marxistes ne sont pas les seuls à avoir ce point de vue. C'est ainsi, par exemple, qu'Ed. David, dans son ouvrage intitulé *le Socialisme et l'agriculture* que l'on peut considérer comme donnant un aperçu des théories bourgeoises les plus modernes relatives au problème agraire, écrit à la page 29 de la traduction russe : « Dans tous les cas où nous parlons de la petite exploitation, nous avons en vue une catégorie économique qui fonctionne sans le concours permanent d'éléments extérieurs et sans le secours d'une industrie d'appoint. »

Ce que le recensement de 1907 fait apparaître, tout d'abord, c'est que le nombre des exploitations de ce genre est très faible et que, dans l'agriculture des temps présents, il n'y a qu'une infime minorité d'économies qui n'utilisent pas, dans un sens ou dans l'autre, les possibilités qu'offre le salariat. Sur un nombre total de 5 736 082 exploitations agricoles que mentionne, pour l'Allemagne, le recensement de 1907, 1 872 616 seulement, soit moins d'un tiers, appartiennent à des cultivateurs dont l'activité principale est la gestion autonome de l'exploitation rurale et qui ne possèdent aucune industrie d'appoint. Combien d'entre elles emploient des ouvriers ? Les renseignements font défaut sur ce point, ou plutôt, ils figuraient bien à l'état distinct dans les premières fiches, mais ensuite, ils se perdent dans les totaux ! Les statisticiens, qui ont procédé à des regroupements numériques aussi minutieux qu'inutiles, ne se sont pas préoccupé de compter combien d'exploitations dans chaque groupe emploient des salariés à titre permanent ou temporaire.

Pour déterminer de manière approximative le nombre des exploitations qui n'emploient pas de salariés, nous allons mettre à part les groupes dans lesquels le nombre des *exploitations* est inférieur à celui des ouvriers embauchés. Il s'agit de groupes dans lesquels la superficie des exploitations ne dépasse pas 10 ha. Dans les groupes en question

figurent 1 283 631 propriétaires, dont l'agriculture constitue l'activité principale et qui n'exercent aucun métier d'appoint. Chez ces propriétaires, on trouve un total de 1 400 162 ouvriers salariés (en supposant que ces salariés sont *exclusivement* ceux qui se trouvent chez des maîtres qui considèrent l'agriculture comme leur activité principale et qui n'exercent aucune autre activité auxiliaire). C'est seulement dans les groupes d'exploitations ayant de 2 à 5 ha que le nombre des cultivateurs indépendants et n'exerçant pas d'activité auxiliaire est *supérieur* au nombre des ouvriers salariés, soit 495 439 exploitations et 411 311 salariés.

Bien entendu, il y a aussi des ouvriers salariés chez les agriculteurs qui exercent un métier auxiliaire, et bien sûr, il y a de « petits » propriétaires, employant non pas un mais plusieurs ouvriers. Cependant, il est hors de doute que les propriétaires qui ne formulent aucune offre, ni aucune demande de main-d'œuvre, ne représentent qu'une infime minorité.

D'après les données relatives au nombre des salariés, il est possible de distinguer, dans l'agriculture allemande, les *trois* groupes d'exploitations suivants :

I. Les exploitations *prolétariennes*. Sous cette rubrique, il convient de classer les groupes, dans lesquels une minorité de propriétaires considèrent comme leur occupation principale la gestion autonome de leur exploitation et dans lesquels la majorité sont des ouvriers salariés. Il existe, par exemple, 2 084 060 exploitations ayant une étendue de terre *inférieure* à 1/2 ha. Sur ce chiffre, il y a seulement 97 153 cultivateurs indépendants, tandis que l'on trouve 1 287 312 individus (dans tous les secteurs de l'économie nationale) dont l'occupation *principale* est d'être *ouvriers salariés*. Il y a 1 294 449 exploitations ayant une superficie de 1/2 à 2 ha. Sur ce chiffre, on compte seulement 377 762 cultivateurs indépendants, 535 480 ouvriers salariés, 277 735 petits industriels, artisans ou commerçants, 103 472 employés ou personnes appartenant à des professions « diverses et non déterminées ». Il est clair que chacun de ces deux groupes est constitué par des exploitations essentiellement prolétariennes.

II. Les exploitations *paysannes*. On considère comme telles, celles dont la masse principale se compose de culti-

Groupes d'exploitations	Nombre total d'exploitations	Dont		Exploitations classées selon le nombre d'ouvriers			
		cultivateurs indépendants	ouvriers salariés	Nombre de ces exploitations	Nombre d'ouvriers		
					total	familiaux	salariés
I. Moins de 2 ha	3 378 509	474 915	1 822 792	2 669 232	4 353 052	3 851 905	501 147
II. de 2 à 20 ha	2 071 816	1 705 448	117 338	2 057 577	7 509 735	5 898 853	1 610 882
III. 20 ha et plus	285 757	277 060	737	285 331	3 306 762	870 850	2 435 912
Total	5 736 082	2 457 423	1 940 867	5 012 140	15 169 549	10 621 608	4 547 941

vateurs indépendants et, en outre, d'une certaine quantité d'ouvriers familiaux, ces derniers étant plus nombreux que les ouvriers salariés. Il s'agit de groupes ayant une superficie de 2 à 20 ha de terres.

III. Les exploitations *capitalistes*. Dans cette catégorie entrent les exploitations dans lesquelles le nombre des ouvriers salariés est supérieur à celui des ouvriers familiaux.

Voir ci-contre les données concernant ces trois groupes.

Le tableau nous donne un aperçu de la structure économique de l'agriculture allemande contemporaine. A la base de la pyramide, il y a la masse énorme, près de 3/5 de l'ensemble, des « exploitations » prolétariennes ; à son sommet se trouve l'infime minorité (1/20) des exploitations capitalistes. Plus loin, nous aurons l'occasion de montrer que cette infime minorité détient plus de la moitié de la surface totale du sol et des terres arables. Entre ses mains se trouve le cinquième de la quantité totale de la main-d'œuvre rurale et plus de la moitié du nombre total des ouvriers salariés.

II

CE QU'EST EN RÉALITÉ LA MAJORITÉ DES « EXPLOITATIONS » AGRICOLES ACTUELLES (« EXPLOITATIONS » PROLÉTARIENNES)

Parmi les « propriétaires » de moins de 2 hectares de terre, *le plus grand nombre* est constitué par des individus dont l'occupation principale est celle d'ouvriers salariés. L'agriculture est pour eux une activité auxiliaire. Sur 3 378 509 exploitations appartenant à ce groupe, 2 920 119 se présentent comme constituant une activité auxiliaire (Nebenbetriebe). Les cultivateurs indépendants, en incluant parmi eux ceux qui exercent *en outre* un métier d'appoint sans rapport avec l'agriculture, constituent une très faible minorité, 14% au total, soit 475 000 sur 3 400 000.

* ... remarquer que le nombre des ouvriers salariés *... à ce groupe *est supérieur* à celui des cultivateurs indépendants.

Cette particularité montre que la statistique a mêlé ici à la masse des éléments prolétariens un petit nombre

* En cet endroit, le bord de la page du manuscrit est déchiré. (*N.R.*)

d'agriculteurs capitalistes qui gèrent une exploitation importante sur une petite parcelle de terre. Nous aurons maintes fois l'occasion de rencontrer des cas analogues dans les explications qui vont suivre.

On peut se demander quelle est l'importance de cette masse de petits propriétaires prolétariens dans la structure d'ensemble de l'agriculture. On remarquera tout d'abord que c'est en eux que s'incarne le lien existant entre le système féodal et le système capitaliste, la proximité historique et la parenté de ces systèmes, la survivance directe du servage dans le capitalisme.

Lorsque nous constatons qu'en Allemagne, par exemple, et plus spécialement en Prusse, figurent parmi les exploitations rurales des lopins de terre (dite Deputatland) qu'un journalier reçoit de son maître en guise de paiement, n'est-ce pas là une survivance du féodalisme? Ce qui distingue justement le féodalisme du capitalisme, du point de vue économique, c'est que le premier *assure la dotation* du travailleur en terre, tandis que le second *détache* le travailleur de la terre ; le premier fournit au travailleur des moyens d'existence *en nature* (ou l'oblige à tirer sa propre subsistance de la culture de sa « parcelle ») alors que le second alloue à l'ouvrier un salaire en argent, grâce auquel il *achète* ce qui est nécessaire à sa subsistance. Bien entendu, cette survivance du féodalisme que nous rencontrons en Allemagne est absolument insignifiante en comparaison de ce que nous voyons en Russie, avec le fameux système de faire valoir par prestations de travail ; cependant, c'est malgré tout une survivance du féodalisme. Le recensement de 1907 a dénombré, en Allemagne, 579 500 « exploitations rurales » appartenant à des *ouvriers agricoles ou à des journaliers*, parmi lesquels 540 751 appartiennent à la catégorie des « propriétaires » de moins de 2 hectares de terre.

En second lieu, on observera que la masse des « propriétaires » ruraux, qui possèdent de si maigres parcelles de terre qu'elles ne peuvent assurer leur subsistance et ne représentent pour eux qu'une « activité d'appoint », constitue, dans la structure d'ensemble du capitalisme, une partie de *l'armée de réserve des chômeurs*. Cette fraction constitue, selon l'expression de Marx, la forme *secrète* de cette armée [165]. On commettrait d'ailleurs une erreur en présen-

tant cette armée de réserve comme se composant uniquement d'ouvriers sans travail. Il convient d'y inclure également les « paysans » ou « petits propriétaires » qui ne peuvent vivre des maigres ressources fournies par leur domaine et qui sont *obligés* de se procurer d'autres moyens d'existence, généralement en louant leurs services à autrui. Un jardin potager ou une parcelle plantée de pommes de terre représente, pour cette armée de malheureux, une possibilité de compléter leur salaire ou simplement un moyen d'existence en période de chômage. Le capitalisme a besoin de ces pseudo-propriétaires « nains », « parcellaires », afin d'avoir *constamment* sous la main, et sans aucun frais, une grande quantité de main-d'œuvre bon marché. D'après le recensement de 1907, sur deux millions de « propriétaires » possédant moins d'un demi-hectare de terre, 624 000 possèdent exclusivement un jardin potager, 361 000 possèdent exclusivement un champ de pommes de terre. Les terres cultivées par ces deux millions de propriétaires représentent un total de 247 000 hectares, dont plus de la moitié, soit exactement 166 000 hectares, sont *plantés de pommes de terre*. Les terres cultivées par le million et quart de « propriétaires » qui possèdent des exploitations de un demi à 2 hectares, représentent, au total, 976 000 hectares, *dont plus du tiers* — soit 334 000 hectares — sont plantés de pommes de terre. Un appauvrissement de la nourriture des gens (le pain étant remplacé par la pomme de terre), une main-d'œuvre à bon marché pour les entrepreneurs, voilà ce que représente l'« exploitation » pour trois millions de « propriétaires », sur les cinq qui existent en Allemagne.

Pour finir de décrire ces exploitations prolétariennes, nous ajouterons que près du tiers d'entre elles (1 million sur 3,4) ne possèdent aucun bétail, que deux tiers (2,5 millions sur 3,4) ne possèdent pas de gros bétail, que plus des 9/10 (3,3 millions sur 3,4) ne possèdent pas de chevaux. La part que représentent ces exploitations prolétariennes dans la somme globale de la production agricole est infime : les 3/5 du total des exploitations possèdent moins de 1/10 de l'ensemble du bétail (2,7 millions sur 29,4 millions de têtes, si l'on traduit en gros bétail), et environ 1/20 de l'ensemble de la terre cultivée (1,2 millions sur 24,4 millions d'hectares).

On imagine quelle confusion et quelles inexactitudes peut introduire dans les éléments du problème une statistique qui *confond* dans un même groupe d'exploitations de moins de 2 hectares de superficie, d'une part, des *millions* de propriétaires, démunis de chevaux et de gros bétail, ne possédant qu'un potager ou un modeste champ de pommes de terre, et, d'autre part, des *milliers* de gros propriétaires, de capitalistes, qui, sur 1 ou 2 déciatines, élèvent du gros bétail ou font de la culture maraîchère, etc. Qu'il existe de semblables propriétaires dans ce groupe, c'est ce qui ressort de ce fait que sur 3,4 millions (d'exploitations ayant moins de 2 ha de superficie) 15 428 « propriétaires » emploient chacun un nombre d'ouvriers égal ou supérieur à 6 (familiaux et salariés pris ensemble), tandis que tous ces 15 000 propriétaires emploient 123 941 ouvriers, soit en moyenne, 8 ouvriers par exploitation. Si on prend en considération les particularités techniques de l'économie rurale, on peut dire, à coup sûr, qu'une telle quantité d'ouvriers est un indice de la grosse production capitaliste. Que, parmi la masse prolétarienne des « propriétaires » possédant moins de 2 ha il y a d'importantes exploitations d'élevage, c'est une chose que j'ai déjà eu l'occasion de signaler à propos des données fournies par le recensement de 1895 (cf. mon ouvrage : *La question agraire*, St-Pétersbourg, 1908, p. 239) *. La démarcation de ces grosses exploitations était chose parfaitement faisable, tant d'après les données concernant la quantité du bétail, que par celles relatives au nombre des ouvriers; or, les statisticiens allemands ont préféré consacrer des *centaines de pages* aux données concernant les *cinq* subdivisions du groupe des propriétaires détenteurs de moins d'un demi-hectare en groupes *plus petits* du point de vue de la superficie possédée !

La statistique économique et sociale, un des instruments les plus puissants de la science sociale, devient ainsi une sorte d'anomalie, une statistique faite pour le principe, un jeu.

L'appartenance d'un grand nombre d'exploitations agricoles à la classe des exploitations prolétariennes, naines ou parcellaires, est un fait très commun dans un grand nombre

* Voir V. Lénine. Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 101-206. (*N.R.*)

de pays capitalistes d'Europe, sans l'être, cependant, dans tous les pays capitalistes. C'est ainsi qu'en Amérique, selon les données fournies par un recensement effectué en 1900, l'étendue moyenne d'une ferme est de 146,6 acres (60 hectares), soit 7,5 fois plus qu'en Allemagne. Le nombre de très petites exploitations, si on considère comme telles celles ayant moins de 20 acres (8 ha), représente un peu plus de 1/10 (11,8%). D'ailleurs, le nombre total des exploitations inférieures à 50 acres (soit 20 ha) ne représente qu'un tiers de l'ensemble. Si l'on veut comparer ces données avec celles de l'Allemagne, il importe de bien voir qu'en Amérique, les exploitations d'une dimension inférieure à 3 acres (soit, 1,2 hectare) ne sont prises en considération que lorsque leur revenu global représente 500 dollars, ce qui revient à dire que l'énorme masse des exploitations inférieures à 3 acres ne sont pas prises en considération. C'est pourquoi, dans les données allemandes, il y a lieu d'exclure également les très petites exploitations. Excluons toutes les exploitations inférieures à 2 ha : sur les 2 357 572 qui restent, 1 006 277 ont de 2 à 5 ha, c'est-à-dire que plus de 40% du nombre total des exploitations sont de très petites exploitations. En Amérique, la situation est tout à fait différente.

Il est évident que l'absence des traditions féodales (ou un effacement plus radical de tous les vestiges du servage) et le défaut (ou l'affaiblissement) du poids de la rente foncière affectant la production agricole, permettent au capitalisme de s'implanter dans l'agriculture et même de s'y développer à un rythme des plus rapides sans provoquer l'apparition d'une foule innombrable d'ouvriers agricoles et de journaliers nantis de lots.

III

LES EXPLOITATIONS PAYSANNES EN RÉGIME CAPITALISTE

Nous avons rangé parmi les exploitations paysannes les groupes dans lesquels, d'une part, les exploitants sont, en majorité, des propriétaires indépendants et dans lesquels, d'autre part, le nombre des ouvriers familiaux est supérieur à celui des ouvriers salariés. Chez les propriétaires en question, le nombre absolu des salariés représente un chiffre considérable : 1,6 million, soit plus du tiers du nombre

total des salariés. Il est évident que, dans l'ensemble de la masse des exploitations « paysannes » (soit 2,1 millions), il y a une quantité assez considérable d'exploitations capitalistes. On verra plus loin, quel peut être approximativement ce nombre et ce qu'il peut signifier ; considérons seulement de plus près, pour l'instant, la corrélation existant entre le travail familial et salarié. Voyons quelle peut être la quantité moyenne des ouvriers dans une exploitation :

	Groupes d'exploitations	Quantité moyenne d'ouvriers dans une exploitation		
		Total	Travailleurs familiaux	Travailleurs salariés
Exploitations prolétariennes	Moins de 0,5 ha	1,3	1,2	0,1
	0,5 - 2 ha	1,9	1,7	0,2
Exploitations paysannes	2-5 ha	2,9	2,5	0,4
	5-10 ha	3,8	3,1	0,7
	10-20 ha	5,1	3,4	1,7
Exploitations capitalistes	20-100 ha	7,9	3,2	4,7
	100 ha et plus	52,5	1,6	50,9
	Dans l'ensemble	3,0	2,1	0,9

Nous pouvons ainsi constater combien sont restreintes, dans l'ensemble, les dimensions des entreprises agricoles, du point de vue du nombre des ouvriers employés, par comparaison avec ce qui a lieu dans l'industrie. Seuls emploient plus de 50 salariés les exploitants possesseurs de plus de 100 ha ; or, le nombre de ces derniers est de 23 566, c'est-à-dire qu'ils représentent moins de 1/2% du nombre total des exploitations. Le nombre des salariés par eux employés s'élève à 1 463 974, c'est-à-dire qu'il est quelque peu inférieur à celui que l'on trouve dans les 2 millions d'exploitations paysannes.

Parmi les exploitations paysannes, il y a lieu de distinguer celles qui possèdent de 10 à 20 ha : dans une exploitation de ce genre, on trouve en moyenne 1,7 salarié. Si l'on met à part les travailleurs employés à titre permanent, nous constatons que leur nombre représente 412 702 des 412 741 exploitations appartenant à ce groupe (ou 411 940, si l'on tient compte du nombre des ouvriers). Ce qui revient

à dire qu'il n'existe aucune exploitation qui puisse se passer du concours *permanent* de travailleurs salariés. Telle est la raison pour laquelle nous rangeons à part ce groupe comme étant celui des « Grossbauern », c'est-à-dire un groupe constitué par des exploitations appartenant à de gros paysans ou à la bourgeoisie paysanne. On rangeait habituellement, dans cette catégorie ceux qui possèdent 20 ha et davantage ; néanmoins, le recensement de 1907 a révélé que le recours au salariat est beaucoup plus répandu dans l'agriculture qu'on ne le croit habituellement, que la limite au-delà de laquelle commence le recours permanent au salariat doit être considérablement ramenée vers le bas.

Un second fait que l'on peut constater en étudiant la corrélation existant entre les deux modes de travail est que, dans les exploitations prolétariennes et paysannes, le nombre moyen des travailleurs appartenant à une famille subit une progression constante parallèle à l'accroissement du nombre des ouvriers salariés, tandis que dans les exploitations capitalistes, le nombre des travailleurs familiaux *se met à décroître* à mesure que s'accroît celui des ouvriers salariés. Ce phénomène, d'ailleurs parfaitement naturel, atteste que nous ne nous étions point trompés en classant dans le groupe des exploitations capitalistes celles qui possèdent une superficie supérieure à 20 ha, et dans lesquelles non seulement le nombre de salariés est supérieur à celui des ouvriers familiaux, mais encore le nombre moyen d'ouvriers de cette dernière classe est *inférieur*, par exploitation, à celui que l'on rencontre dans les exploitations paysannes.

Il y a déjà bien longtemps que l'on a montré en Russie — ceci remonte à l'époque où s'affrontaient marxistes et populistes — que, selon les données de la statistique des zemstvos, la coopération familiale constitue, dans l'économie paysanne, un facteur propice à la création d'une coopération capitaliste, c'est-à-dire que les exploitations paysannes bien assises, qui se distinguent par un nombre particulièrement important de travailleurs familiaux, se transforment en entreprises capitalistes, ayant recours au salariat dans des proportions de plus en plus considérables. A présent, nous voyons que la statistique allemande confirme ce point de vue en ce qui concerne l'ensemble de l'agriculture allemande.

Examinons les exploitations paysannes allemandes. Considérées globalement, elles se distinguent des exploitations prolétariennes en tant qu'elles sont basées sur la coopération familiale (de 2,5 à 3,4 ouvriers « familiaux » par exploitation), à la différence des exploitations d'isolés. Les exploitations prolétariennes doivent être qualifiées d'exploitations d'isolés, car chacune d'entre elles n'emploie même pas deux ouvriers en moyenne. Quant aux exploitations paysannes il y a concurrence entre elles pour le nombre de salariés embauchés : plus l'exploitation est considérable, plus est élevé le nombre de ses travailleurs « familiaux » et plus s'accroît *rapidement* celui des ouvriers salariés. Par leur nombre de travailleurs « familiaux », les grosses exploitations paysannes dépassent les petites (de 2 à 5 ha) de moins d'une fois et demie, mais par le nombre de leurs ouvriers salariés, elles les dépassent de plus de quatre fois.

Nous avons ici une confirmation précise, une confirmation statistique, de la différence fondamentale qui existe entre la classe des petits propriétaires, en général, des petits paysans, en particulier, et celle des ouvriers salariés, différence que les marxistes ont toujours signalée et que les économistes et révisionnistes bourgeois n'ont jamais pu saisir. L'organisation générale de l'économie marchande est telle que les petits paysans ne peuvent vivre qu'en luttant pour consolider et agrandir leur exploitation, et cette lutte se traduit par une utilisation accrue de la main-d'œuvre venue du dehors et par un avilissement de la valeur de cette main-d'œuvre. Telle est la raison pour laquelle, dans tous les pays capitalistes, la masse des petits paysans, parmi lesquels un très petit nombre « font leur chemin », c'est-à-dire se transforment en authentiques capitalistes, est dominée par la psychologie du capitalisme et suit en politique les agrariens. Les économistes bourgeois (suivis par les révisionnistes) entretiennent cette psychologie ; les marxistes expliquent aux petits paysans que leur seule chance de salut réside dans l'alliance qu'ils doivent contracter avec les ouvriers salariés.

Les données du recensement de 1907 sont également très instructives en ce qui concerne le rapport existant entre le nombre des ouvriers permanents et celui des travailleurs temporaires. Considéré globalement, le nombre de ces

derniers représente exactement le tiers du chiffre total, soit 5 053 726 sur 15 169 549. 45% des ouvriers salariés et 29% des ouvriers « familiaux » sont employés à titre temporaire. Cependant, dans les autres types d'exploitations, ces corrélations sont susceptibles de varier considérablement. Voici les données concernant les groupes que nous avons précédemment distingués.

	Groupes d'exploitations	Pourcentage d'ouvriers temporaires par rapport au nombre total d'ouvriers		
		familiaux	salariés	total
I	Moins de 0,5 ha	55	79	58
	0,5-2 ha	39	78	45
II	2-5 ha	22	68	29
	5-10 ha	11	54	24
	10-20 ha	14	42	23
III	20-100 ha	14	32	25
	100 ha et plus	11	33	32
	En moyenne	29	45	33

Nous constatons que, parmi les exploitations prolétariennes de moins d'un demi-hectare (et il y en a 2,1 millions !), les ouvriers temporaires représentent plus de la moitié des travailleurs « familiaux » et aussi des salariés. Il s'agit, en règle générale, d'exploitations accessoires, dont les maîtres ne s'occupent que d'une manière temporaire. Quant aux exploitations prolétariennes ayant de 0,5 à 2 ha, elles occupent un pourcentage très élevé d'ouvriers temporaires. A mesure que les dimensions de l'entreprise s'accroissent, ce pourcentage va en décroissant, avec, cependant, une exception. On remarque, en effet, que parmi les ouvriers des grosses exploitations capitalistes, ce pourcentage s'élève quelque peu et comme, dans ce groupe, le nombre des ouvriers « familiaux » est des plus infimes, il s'ensuit que le pourcentage relatif des ouvriers temporaires s'élève considérablement, passant de 25% à 32%.

Les exploitations paysannes et capitalistes ne présentent pas entre elles une grande différence du point de vue du nombre total des travailleurs temporaires qu'elles emploient. Dans toutes les exploitations, la différence existant entre les ouvriers « familiaux » et les salariés est considé-

rable, et si l'on tient compte du fait que, parmi les travailleurs temporaires « familiaux », il y a, comme nous allons le voir, un pourcentage très élevé de femmes et d'enfants, alors la différence semble s'accuser encore davantage. Il faut donc admettre que les ouvriers salariés constituent l'élément le plus mobile...

IV

LE TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS DANS L'AGRICULTURE

... gèrent l'économie rurale. Dans les exploitations paysannes en général, il convient de signaler également la prépondérance de la main-d'œuvre féminine, et c'est seulement dans les plus grosses d'entre elles, ou encore dans les exploitations capitalistes, que la main-d'œuvre masculine constitue la règle.

On trouve en général, moins de femmes parmi les ouvriers salariés que parmi ceux qui appartiennent à une famille. Il est évident que, dans tous les groupes, les cultivateurs capitalistes figurent parmi ceux qui se procurent la main-d'œuvre de la meilleure qualité. Si l'on admet que la prépondérance des femmes sur les hommes constitue l'un des critères attestant la précarité de la situation des maîtres et le développement insuffisant de l'exploitation, laquelle se trouve ainsi privée de la possibilité d'employer la meilleure main-d'œuvre (et c'est bien ce que confirment toutes les données que l'on possède concernant les fem[mes]...).

V

LE GASPILLAGE DU TRAVAIL DANS LA PETITE PRODUCTION

...

VI

LE CARACTÈRE CAPITALISTE DE L'EMPLOI DES MACHINES DANS L'AGRICULTURE CONTEMPORAINE

...

VII

FAIBLE RENDEMENT DANS LA PETITE PRODUCTION ET TRAVAIL EXCESSIF

La signification des données concernant l'utilisation des machines dans l'agriculture est habituellement sous-esti-

mée dans la littérature économique. D'abord, on méconnaît bien souvent (et c'est même toujours, le cas si c'est un économiste bourgeois qui est en cause) le caractère capitaliste de l'utilisation des machines, on n'étudie pas le problème, on ne sait pas, ou bien, on ne veut même pas le *poser*. En second lieu, l'utilisation des machines est considérée comme un fait isolé, et non pas comme l'*indice* de types divers d'exploitation, de méthodes culturales différentes ou de conditions *économiques* d'exploitation diverses.

Lorsque nous constatons, par exemple, qu'en règle générale l'usage des machines est infiniment plus répandu dans la grosse production que dans la petite, lorsque nous observons la concentration énorme de machines qui existe dans les exploitations capitalistes et qui s'étend parfois jusqu'à une quasi-monopolisation, par les exploitations capitalistes, de l'équipement le plus perfectionné, nous savons alors que nous sommes en présence de *diverses façons de cultiver la terre* dans des exploitations de types différents. Parmi les machines dont le recensement allemand signale l'existence, on rencontre des charrues à vapeur, des semoirs en lignes, des machines à planter les pommes de terre. Leur utilisation — dans l'agriculture capitaliste surtout — révèle alors un *traitement du sol* plus soigné, une technique culturale supérieure, un rendement du travail plus élevé. Bensing [166], qui est l'auteur d'une monographie connue sur les machines employées dans l'agriculture, a calculé, en s'aidant des données fournies par les experts quant à l'utilisation de différentes machines, que, même sans rien changer au mode de culture, l'emploi de machines considéré en lui-même a pour effet de *décupler plusieurs fois* le revenu net d'une exploitation. Personne n'a, d'ailleurs, réfuté ces calculs et sans doute sont-ils, dans leur principe, irréfutables.

Le petit producteur, qui n'a pas la possibilité d'employer des instruments perfectionnés, est contraint de se laisser dépasser, de s'en tenir *aux méthodes traditionnelles* ; quant à prétendre « rattraper » le gros propriétaire au moyen d'un travail plus intensif effectué à l'aide de ses antiques instruments, en redoublant d'« application » et au prix d'une journée de travail plus longue, seules pourront le faire quelques unités ou quelques dizaines d'unités sur un ensemble qui comprend des centaines et des milliers d'exploitants.

La statistique de l'utilisation des machines a donc pour effet de *mettre en évidence* le fait du *travail excessif* qui est fourni dans la petite production, fait qui est constamment souligné par les marxistes. Il n'existe aucune statistique qui puisse prendre directement ce fait en considération, mais si l'on analyse les données de la statistique en fonction de leur signification *économique*, alors, on voit très clairement *quels types* d'exploitations sont appelés sans conteste à se développer dans la société contemporaine lorsqu'il y a emploi de machines et quelles sont celles où cet emploi n'est pas possible.

Il existe une statistique hongroise qui illustre ce que nous venons de dire. Comme le recensement allemand de 1907 (et aussi ceux de 1882 et 1895), comme la statistique danoise de 1907 concernant l'emploi des machines et l'enquête française de 1909, le recensement hongrois de 1895, rassemblant, pour la première fois, des indications précises concernant l'ensemble du pays, révèle la prédominance de l'agriculture capitaliste, ainsi que l'élévation du pourcentage des exploitations utilisant des machines à mesure que s'accroissent les dimensions de l'exploitation. De ce point de vue, il n'y a rien là qui soit nouveau : c'est une simple confirmation de ce que nous savons déjà par les données allemandes. La particularité de la statistique hongroise réside dans ce fait que les informations recueillies ne portent pas seulement sur quelques instruments ou machines perfectionnés, mais elles concernent *en totalité*, ou presque, le cheptel mort, les instruments les plus nécessaires et les plus simples, tels que charrues, herses, chariots, etc.

Grâce à cet inventaire extrêmement précis, il devient possible de dégager avec exactitude la valeur symptomatique, pourrait-on dire, caractéristique de toute la structure de l'économie rurale des données concernant l'usage d'un petit nombre de machines agricoles et de « curiosités » techniques (du genre des charrues à vapeur). Considérons les données de la statistique hongroise * concernant l'utilisa-

* Cf. « Landwirtschaftliche Statistik der Länder der ungarischen Krone », Budapest (« Statistique agricole des terres appartenant à la couronne de Hongrie », Budapest. — *N.R.*), 1900, tomes 4 et 5. La statistique hongroise répartit l'ensemble des exploitations en quatre

tion des charrues autres que celles à vapeur (ces dernières atteignant, en 1895, un total de 179 unités pour l'ensemble de la Hongrie, parmi lesquelles 120 figuraient dans les 3 977 exploitations les plus importantes).

Voici les données relatives au nombre *total* des charrues y compris les plus simples, les plus primitives, les moins perfectionnées (les charrues classées comme les plus simples sont les charrues monosoc avec timon en bois ; les autres sont celles qui possèdent un timon en fer, les charrues à deux ou trois socs, « cultivatrices », les buttoirs, et enfin les charrues défonceuses).

Groupes d'exploitations	Nombre d'exploitations (total)	Nombre de charrues (total)	Charrues les plus rudimentaires
naines (moins de 5 jochs)	1 459 893	227 241	196 852
5-10 jochs	569 534	335 885	290 958
10-20 jochs	467 038	398 365	329 416
20-50 jochs	235 784	283 285	215 380
50-100 jochs	38 862	72 970	49 312
petits (total)	1 311 218	1 090 505	885 066
moyennes (100—1 000 jochs)	20 797	125 157	55 347
grandes (plus de 1 000 jochs)	3 977	149 750	51 565
Total	2 795 885	1 592 653	1 188 830

En faisant abstraction des exploitations naines, nous constatons que celles des petits paysans (5-10 jochs, c'est-à-dire 2,8 à 5,7 ha), 233 000 sur 569 000, ne possèdent pas de charrue, ce qui est également le cas de 69 000 sur 467 000 d'exploitations de paysans moyens. Seuls les groupes occupant le sommet de la hiérarchie, c'est-à-dire les exploitations des gros paysans et des capitalistes, sont pourvus en charrues, avec cette réserve que c'est seulement dans les domaines de plus de 100 jochs (et il n'y en a que 25 000, soit 0,9% de la quantité totale !) que *prédominent* les ins-

groupes principaux : 1) exploitations naines (moins de 5 jochs ; 1 joch=0,57 hectares) ; 2) petites exploitations (5-100 jochs) ; 3) exploitations moyennes (100-1 000 jochs) et 4 grandes exploitations (plus de 1 000 jochs). Il est évident que le second groupe comprend des exploitations extrêmement diverses et c'est la raison pour laquelle je le subdivise en quatre sous-groupes.

truments les plus perfectionnés. Ce qui est prépondérant dans les exploitations paysannes (plus l'exploitation dont il s'agit est modeste, plus cette prépondérance est accusée), c'est l'équipement le plus sommaire, le moins solide, celui qui fournit le travail le plus défectueux.

Laissant de côté les exploitations naines qui constituent la majorité (52%) de la quantité totale, mais ne représentent qu'une infime superficie (7%), nous en arrivons à la conclusion suivante :

Plus d'un million d'exploitations paysannes petites et moyennes (5-20 jochs) sont *insuffisamment* équipées en instruments, même rudimentaires, servant à travailler la terre.

Un quart de million de grosses exploitations paysannes (20-100 jochs) sont passablement équipées en instruments du genre le plus simple. Et 25 000 exploitations capitalistes seulement (possédant, il est vrai, 55% de la surface cultivée) sont abondamment pourvues en équipement perfectionné.

Par ailleurs, la statistique hongroise se préoccupe de faire savoir combien il y a de jochs de terre cultivée par instrument aratoire et elle indique les chiffres suivants (nous citons seulement les données relatives aux charrues, aux herses et aux chariots, en précisant que le tableau de leur répartition entre les exploitations présente une ressemblance *parfaite* avec celui que nous avons tracé à propos des charrues).

	Nombre de jochs de terre cultivée		
dans des exploitations	pour 1 charrue	pour 1 herse	pour 1 chariot
naines	7	8	7
petites	12	13	15
moyennes	27	45	40
grandes	28	61	53

Cela signifie qu'équipées *de manière absolument insatisfaisante* en ce qui concerne *tous* les instruments agricoles, les exploitations prolétariennes et paysannes en possèdent *bien trop* par rapport aux terres labourables qu'ils ont à leur disposition. Un équipement misérable et un entretien

insupportablement coûteux de cet équipement, voilà le lot de la petite exploitation en régime capitaliste. De la même manière, les statistiques du logement dans toutes les grandes villes nous montreront que les classes inférieures de la population, ouvriers, petits commerçants, petits employés, etc., vivent dans les pires conditions, ont les logements les plus exigus et les plus mauvais, mais qu'ils payent *plus cher que tous* le pied cubique. Par unité de superficie, les logements dans les baraquements à proximité des usines ou n'importe quel taudis, reviennent plus cher que les appartements chics de la Perspective Nevski.

De là découle une conclusion valable aussi bien pour l'Allemagne que pour tous les autres pays capitalistes. Si les données sur l'utilisation de quelques instruments perfectionnés et quelques machines agricoles nous montrent que leur utilisation croît en fonction des dimensions de l'exploitation, cela signifie que la petite exploitation agricole est mal nantie en ce qui concerne *tous* les instruments indispensables. Cela signifie que dans la petite exploitation s'unissent le *gaspillage du travail*, pour entretenir une masse de mauvais instruments vieillis, juste bons pour une exploitation minuscule, et une *profonde misère*, qui oblige le paysan à se surmener pour vivoter sur son lopin de terre grâce à ses instruments vieillis et barbares.

Voilà ce que disent les données, si simples et si connues de tous, sur l'utilisation des machines agricoles, à qui veut réfléchir à ce que ces données signifient du point de vue socio-économique.

Le capitalisme élève le niveau technique de l'agriculture et la pousse en avant, mais il ne peut le faire qu'en ruinant, avilissant et écrasant la masse des petits producteurs.

Pour illustrer clairement la signification sociale et le rythme de ce processus, nous allons comparer pour conclure les données des trois recensements allemands de 1882, 1895 et 1907. Pour cette comparaison, nous allons nous servir du *nombre des cas d'utilisation* des cinq machines agricoles enregistrées au cours de la période considérée (ces machines sont : les charrues à vapeur, les semoirs, les faucheuses et les moissonneuses, les batteuses à vapeur et autres). Cela donne le tableau suivant :

	Groupes d'exploitations	Nombre des cas d'utilisation des machines principales, pour 100 exploitations		
		1882	1895	1907
I	Moins de 2 ha	0,5	1,6	3,8
II	2-5 ha	3,9	11,9	31,2
	5-10 ha	13,5	32,9	71,1
	10-20 ha	31,2	60,8	122,1
III	20 — 100 ha	59,2	92,0	179,1
	100 ha et plus	187,1	208,9	271,9
	En moyenne	8,7	16,6	33,9

Le progrès paraît important : en un quart de siècle, le nombre des cas d'utilisation des principales machines a, dans l'ensemble, presque quadruplé. Cependant, en considérant attentivement ces chiffres, on peut faire l'observation suivante: un quart entier de siècle a été nécessaire pour que l'usage de l'une, au moins, des cinq machines ci-dessus, devienne quelque chose de courant dans une petite minorité d'exploitations qui ne peuvent se passer d'un concours permanent de main-d'œuvre salariée. En effet, il n'est possible de parler d'utilisation courante que dans le cas où le nombre d'usages est supérieur à celui des exploitations, ce qui n'est visible qu'en ce qui concerne les grosses exploitations paysannes et les exploitations capitalistes. Considérées globalement, elles ne présentent que 12% de la quantité totale des exploitations.

La masse des petits et moyens paysans, au bout d'un quart de siècle de progrès capitaliste, est restée dans une situation telle que le tiers seulement des uns et les deux tiers seulement des autres ont la possibilité d'utiliser, dans l'année, l'une quelconque de ces cinq machines.

(Fin du premier article)

NOTES

1. *La Conférence de Russie du P.O.S.D.R.* de décembre (ou Cinquième conférence du P.O.S.D.R.) eut lieu à Paris du 21 au 27 décembre 1908 (3-9 janvier 1909). 16 délégués à voix délibérative y assistaient : 5 bolcheviks, 3 mencheviks, 5 social-démocrates polonais et 3 membres du Bund. Le représentant du Comité central était Lénine. A la conférence, il fit un rapport « Sur le moment présent et les tâches du parti », ainsi que des discours sur la fraction parlementaire social-démocrate, sur les questions d'organisation, etc. A cette conférence, les bolcheviks firent campagne contre les deux aspects de l'opportunisme dans le parti : le liquidationnisme et l'otzovisme. Sur proposition de Lénine, la conférence condamna le liquidationnisme et invita toutes les organisations du parti à combattre énergiquement toute tentative de liquider le parti.

   Voir l'analyse des décisions de la conférence dans les articles de Lénine « Dans la bonne voie » et « La liquidation en voie d'être liquidée » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 370-379 ; 485-492). — P. 9.

2. *Le Bund* (« Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie ») fut organisé en 1897 ; il groupait principalement les éléments semi-prolétariens de l'artisanat juif des régions occidentales de la Russie. Au Ier Congrès du P.O.S.D.R. (1898), le Bund adhéra au P.O.S.D.R. en tant qu'organisation autonome, « indépendante uniquement dans les questions concernant spécialement le prolétariat juif ».

   Le Bund fut un facteur de nationalisme et de séparatisme au sein du mouvement ouvrier. A l'intérieur du P.O.S.D.R., les bundistes soutenaient constamment l'aile opportuniste du parti (« économistes », mencheviks, liquidateurs) et menaient la lutte contre les bolcheviks et le bolchevisme. Durant les années de la réaction stolypinienne (1907-1910), le Bund adopta une position liquidatrice. Pendant la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), les bundistes donnèrent dans le social-chauvinisme et soutinrent activement le gouvernement provisoire bourgeois. Pendant l'intervention étrangère et la guerre civile, les dirigeants du Bund s'allièrent définitivement aux forces de la contre-révolution. En même temps, parmi les militants de base du Bund, un tournant s'opéra en faveur de la collaboration

avec le pouvoir soviétique. En mars 1921, le Bund mit lui-même fin à ses activités — P. 9.

3. « *Goloss Sotsial-Dêmokrata* » [La Voix du Social-Démocrate], organe des mencheviks à l'étranger ; publié entre février 1908 et décembre 1911, à Genève, puis à Paris. Dès son premier numéro, le journal prit la défense des liquidateurs et justifia leur activité antiparti. Lorsque Plékhanov, critiquant l'attitude liquidatrice du journal, en eut quitté la rédaction, le *Goloss Sotsial-Dêmokrata* devient définitivement le centre idéologique des liquidateurs. — P. 9.

4. « *Les Cahiers du Social-Démocrate* », organe non périodique édité par G. Plékhanov à Genève entre mars 1905 et avril 1912 (avec de longues interruptions). 16 numéros parurent en tout. La parution reprit en 1916 à Petrograd, mais pour un numéro seulement.
Dans les huit premiers numéros (1905-1906), Plékhanov exposa des points de vue fort mencheviques et opportunistes : il défendit le bloc de la social-démocratie avec la bourgeoisie libérale, refusa l'union du prolétariat et de la paysannerie et critiqua l'insurrection armée de décembre.
En 1909-1912, dans les nos 9 et 16 des *Cahiers du Social-Démocrate* Plékhanov attaqua les mencheviks-liquidateurs et prit la défense des organisations illégales du parti. Cependant, sur les questions fondamentales de stratégie et de tactique, il conserva l'optique menchevique. Dans le n° 1 des *Cahiers* paru en 1916, Plékhanov exposa sans équivoque des conceptions social-chauvines. — P. 9.

5. « *Prolétari* » [Le Prolétaire], hebdomadaire bolchevique illégal. Publié du 21 août (3 septembre) 1906 au 28 novembre (11 décembre) 1909 sous la direction de Lénine. Cinquante numéros en tout. Les vingt premiers numéros furent imprimés en Russie, les suivants le furent à Genève, puis à Paris.
Le *Prolétari* était en fait l'organe central des bolcheviks. Le travail essentiel de la rédaction était l'œuvre de Lénine. La majorité des numéros contiennent plusieurs de ses articles ; plus de cent articles et notes de sa main sur les questions les plus importantes de la lutte révolutionnaire du prolétariat y furent publiés.
Durant les années de la réaction stolypinienne (1907-1910), le *Prolétari* joua un rôle de premier plan pour le maintien et la consolidation des organisations bolcheviques, dans la lutte contre les liquidateurs, les otzovistes-ultimatistes et les constructeurs de Dieu.
Conformément à la décision du plénum de janvier 1910 du Comité central du P.O.S.D.R., le journal cessa de paraître. — P. 9.

6. La « *Pravda* » (de Vienne), journal fractionnel des trotskistes, publié entre 1908 et 1912. Les trois premiers numéros furent

imprimés à Lvov, les suivants à Vienne ; 25 numéros en tout virent le jour. Le journal, à l'exception des deux premiers numéros parus en tant qu'organe de l'union ukrainienne *Spilka*, ne représentait aucune organisation de parti de la Russie et n'était, selon l'expression de V. Lénine, qu'une « entreprise privée ». Le rédacteur du journal était L. Trotski.

Sous couvert de « non-fractionnisme », le journal, dès ses premiers numéros, s'est attaqué au bolchevisme, a pris la défense du liquidationnisme et de l'otzovisme et a prêché la « théorie » centriste de la coexistence des révolutionnaires et des opportunistes dans un seul parti. Après le plénum de janvier 1910 du Comité central, le journal prit une position ouvertement liquidatrice ; elle reçut le soutien du groupe antiparti otzoviste-ultimatiste « *Vpériod* ».

En 1912, Trotski et son journal furent les initiateurs et les principaux organisateurs du bloc d'Août antiparti. — P. 10.

7. *S.* : Sylvestre Djibladzé, menchevik-liquidateur géorgien. — P. 10.

8. Les « *automates* », marionnettes du conte « Les Automates » de M. Saltykov-Chtchédrine ; Izouvérov, l'habile artisan qui les a confectionnées, les définit ainsi : « Elles n'ont ni esprit, ni volontés, ni désirs, mais de tout cela l'apparence seule. » — P. 11.

9. Lénine fait allusion au départ de Plékhanov de la rédaction de l'organe menchevique *Goloss Sotsial-Démokrata*.

L'évolution du *Goloss* en direction du liquidationnisme avait fait surgir des désaccords entre la rédaction et Plékhanov. Celui-ci, en décembre 1908, cessa en fait de collaborer au journal ; cependant, il ne quitta officiellement la rédaction que le 13 (26) mai 1909. — P. 11.

10. *Construction de Dieu*, tendance philosophique et religieuse opposée au marxisme, fit son apparition à l'époque de la réaction stolypinienne chez certains intellectuels du parti qui s'étaient éloignés du marxisme après l'échec de la révolution de 1905-1907. Les constructeurs de Dieu (A. Lounatcharski, V. Bazarov, etc.) prônaient la création d'une religion nouvelle, « socialiste », et tentaient de concilier religion et marxisme. En juin 1909, la Conférence de la rédaction élargie du *Prolétari* condamna résolument l'otzovisme et l'ultimatisme, ainsi que la construction de Dieu, déclarant que le bolchevisme n'avait rien de commun avec ces tendances antimarxistes et appelant les bolcheviks à lutter contre elles.

Otzovisme, tendance opportuniste née parmi les bolcheviks et dirigée par A. Bogdanov. Sous couvert d'une phraséologie révolutionnaire, les otzovistes réclamaient le rappel des députés social-démocrates de la III^e^ Douma d'Etat et la cessation de toute activité au sein des organisations légales. Déclarant qu'en

temps de réaction le parti devait se limiter à un travail illégal, les otzovistes refusaient de participer à la Douma, aux syndicats ouvriers, aux coopératives et autres organisations de masse légales et semi-légales ; ils considéraient qu'il était indispensable de consacrer tout le travail du parti à l'intérieur d'une organisation illégale. Une variété de l'otzovisme est l'ultimatisme. Les ultimatistes ne se distinguent des otzovistes que dans la forme. Ils proposaient de lancer un ultimatum à la fraction parlementaire social-démocrate pour que celle-ci se soumît sans condition aux décisions du Comité central du parti ; dans le cas contraire, les députés social-démocrates devraient être rappelés. L'ultimatisme représentait en fait un otzovisme camouflé. Lénine appelait les ultimatistes des « otzovistes honteux ».

Les otzovistes faisaient un tort énorme au parti. Leur politique menait à couper le parti des masses, à le transformer en organisation sectaire et incapable de rallier des forces pour un nouvel essor révolutionnaire. Lénine montre que les otzovistes étaient des « liquidateurs à l'envers » et leur déclara une guerre implacable. — P. 12.

11. *Ossip*, personnage de la comédie de N. Gogol le *Révizor*. — P. 15.

12. *Empiriocriticisme*, tendance subjectiviste et idéaliste de la philosophie bourgeoise, apparue à la fin du siècle dernier et dont le nom est lié à ceux du philosophe allemand Avenarius et du philosophe autrichien Mach. L'empiriocriticisme nie l'existence objective du monde matériel et de ses lois, et considère les choses comme un ensemble de sensations.

A la base des conceptions philosophiques des empiriocriticistes se trouve une notion idéaliste de l'expérience, interprétée par eux comme un ensemble d'émotions et de sensations humaines indépendantes du monde extérieur.

Dans son ouvrage *Matérialisme et empiriocriticisme* (Œuvres, Paris-Moscou, tome 14), Lénine a soumis cette philosophie et ses adeptes russes, Bogdanov, Bazarov, etc., à une critique foudroyante. — P. 15.

13. La présente note de V. Lénine a été publiée en tant que remarque « De la part de la rédaction » à la « Lettre ouverte de la Commission exécutive du Comité de l'arrondissement de Moscou », publiée dans le n° 47-48 du *Prolétari* en date du 5 (18) septembre 1909.

La lettre ouverte de la Commission exécutive du Comité du P.O.S.D.R. de l'arrondissement de Moscou du 17 (30) août 1909 fut écrite à propos de la découverte du caractère antiparti et fractionnel de l'école de Capri. La Commission exécutive rappelait dans sa *Lettre* que les élèves de l'école devaient rester en étroit contact avec le Comité de l'arrondissement de Moscou et le Comité central du parti et exigeait un rapport exhaustif sur les activités de l'école.

Ecole de Capri, école organisée en 1909 dans l'île de Capri par les otzovistes, les ultimatistes et les constructeurs de Dieu.

Après la Cinquième conférence du P.O.S.D.R. (Conférence nationale de 1908), les otzovistes-ultimatistes et les constructeurs de Dieu commencèrent à créer leur centre fractionnel sous couvert d'une « école du parti pour les ouvriers ». Au printemps 1909, les leaders otzovistes-ultimatistes et constructeurs de Dieu A. Bogdanov, G. Alexinski et A. Lounatcharski organisèrent un groupe d'initiative chargé de la création de l'« école » ; se référant à ce qui avait été dit à la conférence sur la nécessité de préparer des « dirigeants pratiques et idéologiques », issus du milieu ouvrier lui-même, pour le mouvement social-démocrate, ils attirèrent dans leur groupe M. Gorki et N. Vilonov, ouvrier révolutionnaire en vue. La conférence de la rédaction élargie du *Prolétari* démasqua le caractère fractionnel et antibolchevique de l'école organisée par les otzovistes, et déclara que les organisateurs poursuivaient « non pas les buts de la fraction bolchevique en tant que courant idéologique dans le parti, mais leurs propres buts idéologiques et politiques de groupe ». L'école de Capri fut ouvertement accusée de n'être que le « nouveau centre de la fraction en train de se séparer du parti ».

Malgré cela, les bogdanovistes, spéculant sur l'intérêt accru des ouvriers pour l'éducation de parti, contractèrent par-dessus la tête des centres du parti certaines organisations social-démocrates locales de Russie, et, avec l'appui des otzovistes, en particulier de leur leader moscovite A. Sokolov (S. Volski), obtinrent que les organisations locales leur envoient 13 élèves.

L'école commença à fonctionner en août 1909 ; les cours étaient faits par A. Bogdanov, G. Alexinski, A. Lounatcharski, M. Gorki, M. Liadov, M. Pokrovski et V. Desnitski. V. Lénine refusa l'invitation officielle que lui fut faite par les organisations de venir professer à Capri. Dans une lettre aux élèves de l'école, qui insistaient pour qu'il vînt leur faire un cycle de conférences, Lénine expliqua qu'il ne le pouvait pas, parce que « l'école, *délibérément cachée au Parti* » « dans un trou perdu d'émigrants » avait un caractère fractionnel. Lénine proposa aux élèves de venir à Paris pour « s'initier au véritable social-démocratisme » et non « à la « science » *particulière* d'une fraction des otzovistes et des constructeurs de Dieu » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 505-512).

En novembre 1909, une scission eut lieu au sein de l'école : plusieurs élèves, avec à leur tête N. Vilonov, membre du Conseil de l'école, se séparèrent ouvertement des bogdanovistes et envoyèrent à la rédaction du *Prolétari* une protestation contre la conduite antiparti des professeurs. Exclus de l'école pour ce motif, ils arrivèrent fin novembre à Paris, à l'invitation de Lénine. Ils assistèrent à une série de conférences, parmi lesquelles les conférences de Lénine intitulées « Le moment présent et nos tâches » et « La politique agraire de Stolypine ».

En décembre 1909, les professeurs de l'école organisèrent

avec les élèves restés à Capri, le groupe antibolchevique « Vpériod ».

Lénine a donné une histoire détaillée et une analyse de l'école dans ses articles « La fraction des partisans de l'otzovisme et de la construction de Dieu » et « Honteux fiasco » (voir le présent tome, pp. 24-58.). — P. 17.

14. Les élections complémentaires à la III[e] Douma d'Etat furent décidées à la suite de l'exclusion du député cadet de Pétersbourg A. Kolioubakine, condamné en 1908 à 6 mois de prison pour avoir soi-disant attaqué le gouvernement du Congrès du parti cadet pour la province de Saratov. — P. 18.

15. *Octobristes*, membres du parti « Union du 17 octobre », créée en Russie après la publication du manifeste du tsar du 17 octobre 1905. Il s'agissait d'un parti contre-révolutionnaire, qui représentait et défendait les intérêts de la grosse bourgeoisie et des propriétaires fonciers capitalistes ; il avait à sa tête A. Goutchkov, industriel et propriétaire d'immeubles à Moscou, ainsi que M. Rodzianko, gros propriétaire foncier. Les octobristes soutenaient sans réserve la politique du gouvernement tsariste.

Cent-Noirs, on appelait ainsi les bandes monarchistes racolées par la police pour lutter contre le mouvement révolutionnaire. Les Cent-Noirs assassinaient les révolutionnaires, assaillaient les intellectuels progressistes, organisaient des pogromes. — P. 18.

16. *Cadets*, membres du parti constitutionnel-démocrate, principal parti de la bourgeoisie monarchiste libérale russe. Fondé en octobre 1905, ce parti comprenait des représentants de la bourgeoisie, des intellectuels bourgeois et des propriétaires fonciers membres des zemstvos. Les leaders du parti cadet étaient P. Milioukov, S. Mouromtsev, V. Maklakov, A. Chingarev, P. Strouvé, F. Roditchev, etc. Pour mieux tromper les masses laborieuses, les cadets prirent le nom de « parti de la liberté du peuple », mais ils n'allaient pas au-delà de la revendication de la monarchie constitutionnelle. Ils se donnaient pour mission de lutter contre le mouvement révolutionnaire et aspiraient à partager le pouvoir avec le tsar et les propriétaires fonciers. Durant la première guerre mondiale, les cadets soutinrent activement la politique de conquêtes du gouvernement tsariste. Lors de la révolution démocratique bourgeoise de Février, ils se dépensèrent pour sauver la monarchie. Les cadets profitèrent de leur position privilégiée au sein du gouvernement provisoire pour faire une politique antipopulaire et contre-révolutionnaire. Après la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre, les cadets s'affirmèrent comme ennemis irréductibles du pouvoir des Soviets et prirent une part active à toutes les entreprises militaires et campagnes contre-révolutionnaires des interventionnistes. — — P. 18.

17. *Le coup d'Etat du 3 (16) juin 1907* est un coup d'Etat contre-révolutionnaire qui s'est traduit par la dissolution de la IIe Douma d'Etat et la modification de la loi sur les élections à la Douma. Le 3 juin était publié un manifeste du tsar portant dissolution de la IIe Douma et modifications de la loi électorale. Cette loi modifiée accroissait dans de fortes proportions le nombre de représentants des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie commerciale et industrielle à la Douma et réduisait encore de beaucoup la représentation déjà succincte des ouvriers et de la paysannerie. C'était là une grossière violation du manifeste du 17 octobre 1905 et de la Loi fondamentale de 1906, d'après lesquels le gouvernement n'avait pas le droit de promulguer une loi sans l'accord de la Douma.

Les nouvelles dispositions stipulaient qu'un grand électeur de curie terrienne serait élu par 230 personnes, un grand électeur de curie urbaine de la première catégorie par 1 000 personnes, un électeur de curie urbaine de la deuxième catégorie par 15 000 personnes, un électeur de curie paysanne par 60 000 personnes, un électeur de curie ouvrière par 125 000 personnes. Les propriétaires fonciers et la bourgeoisie avaient ainsi la possibilité de choisir 65% de tous les grands électeurs, les paysans 22% (contre 42% auparavant), les ouvriers 2% (contre 4% auparavant). La loi privait du droit de vote la population autochtone de la Russie d'Asie, les peuples turcs des provinces d'Astrakhan et de Stavropol, et réduisait de moitié la représentation de la population de la Pologne et du Caucase. En outre, dans l'ensemble de la Russie, les personnes ne parlant pas russe étaient, elles aussi, privées du droit de vote. La IIIe Douma, élue d'après la nouvelle loi, siégea pour la première fois le Ier (14) novembre 1907. Elle était essentiellement composée de Cent-Noirs et d'octobristes.

Le coup d'Etat du 3 juin ouvrit la période de la réaction stolypinienne. — P. 18.

18. La « *Retch* » [La Parole], quotidien, organe central du parti cadet, publié à Pétersbourg à partir de 1906 ; supprimé par le Comité révolutionnaire militaire près le Soviet de Petrograd le 26 octobre (8 novembre) 1917. — P. 20.

19. Les « *Viékht* » [les Jalons], recueil d'articles de publicistes cadets en vue qui représentaient la bourgeoisie libérale contre-révolutionnaire : N. Berdiaev, S. Boulgakov, M. Guerschenzon, A. Izgoev, B. Kistiakovski, P. Strouvé et S. Frank. Ce recueil fut publié à Moscou au printemps 1909. Dans leurs articles, consacrés à l'intelligentsia russe, les collaborateurs des *Viékhi* essayaient de dénigrer les traditions démocratiques révolutionnaires du mouvement de libération en Russie, les conceptions et l'activité de V. Biélinski, N. Dobrolioubov, N. Tchernychevski, D. Pissarev ; ils traînaient dans la boue le mouvement révolutionnaire de 1905 et remerciaient le gouvernement tsa-

riste d'avoir, grâce à « ses baïonnettes et ses prisons », sauvé la bourgeoisie « de la fureur populaire ». V. Lénine a donné, dans son article intitulé « A propos des *Viékhi* » (voir le présent tome, pp. 126-133), une analyse critique et une appréciation politique du recueil des Cent-Noirs cadets. Comparant le programme des *Viékhi*, dans le domaine de la philosophie et de la littérature politique, au programme du journal cent-noir *Moskovskié Viédomosti* [Les Nouvelles de Moscou], Lénine qualifia le recueil d'« *encyclopédie du renlement libéral* », de « flot d'ordures réactionnaires déversé sur la démocratie ». — P. 21.

20. L'expression *opposition de Sa Majesté* est due au leader du parti des cadets, P. Milioukov. Dans un discours prononcé à un dîner chez le lord-maire de Londres, le 19 juin (2 juillet) 1909, Milioukov avait déclaré : « ... tant qu'existera en Russie une chambre constituante contrôlant le budget, l'opposition russe restera une opposition *de* Sa Majesté, et non *à* Sa Majesté » (*Retch*, n° 167, 21 juin (4 juillet) 1909). — P. 21.

21. *Groupe du Travail* (les troudoviks), groupe de démocrates petits-bourgeois aux Doumas d'Etat, composé de paysans et d'intellectuels d'inspiration populiste. Leur fraction fut constituée en avril 1906 avec les députés paysans de la I re Douma d'Etat.

Le groupe revendiquait l'abolition de toutes les restrictions de caste et de nationalité, la démocratisation de l'administration des zemstvos et des villes, le suffrage universel pour élire les députés à la Douma d'Etat. Leur programme agraire partait des principes populistes d'« égalitarisme » dans la jouissance des terres.

A la Douma d'Etat, les troudoviks hésitaient entre les cadets et les social-démocrates. Mais comme les troudoviks représentaient dans une certaine mesure les masses paysannes, les bolcheviks avaient adopté à la Douma une tactique d'accord avec eux dans certaines questions pour la lutte commune contre l'autocratie tsariste et les cadets. En 1917, le « groupe du Travail » fusionna avec le parti des « socialistes populistes », et soutint activement le gouvernement provisoire bourgeois. Après la Révolution socialiste d'Octobre, les troudoviks rallièrent le camp de la contre-révolution bourgeoise.

Par bloc des gauches, Lénine entend l'accord des bolcheviks avec le parti socialiste-révolutionnaire, les socialistes populistes et les troudoviks, lors des élections à la IIe Douma d'Etat. — P. 21.

22. *La Conférence de la rédaction élargie du « Prolétari »* eut lieu à Paris du 8 au 17 (21-30) juin 1909. Neuf membres du Centre bolchevique (élu par la fraction bolchevique du Ve Congrès (de Londres) du P.O.S.D.R. en 1907) y participaient avec Lénine à leur tête ; il y avait aussi des délégués des organisations de Pétersbourg, de la région de Moscou et de l'Oural. La conférence avait été convoquée pour examiner la position antiparti des

otzovistes et des ultimatistes ; elle se tint sous la direction de Lénine. Il prononça des discours sur toutes les principales questions à l'ordre du jour. L'otzovisme et l'ultimatisme furent défendus à la conférence par A. Bogdanov (Maximov) et V. Schantser (Marat). Kaménev, Zinoviev, Rykov et Tomski adoptaient une position conciliatrice. La conférence condamna l'otzovisme et l'ultimatisme comme « un liquidationnisme de gauche ». Elle condamna également la construction de Dieu et décida de la combattre énergiquement en démasquant son caractère antimarxiste. Bogdanov, l'inspirateur de l'otzovisme et de l'ultimatisme, fut exclu des rangs des bolcheviks. — P. 24.

23. *La loi d'exception contre les socialistes* fut décrétée en Allemagne en 1878. Elle interdisait toutes les organisations ouvrières et social-démocrates de masse, la presse ouvrière, la littérature socialiste. Elle fut abolie en 1890 sous la pression du mouvement ouvrier de masse. — P. 26.

24. *Les social-révolutionnaires*, les socialistes-révolutionnaires (les s-r)., parti petit-bourgeois apparu en Russie fin 1901-début 1902, à la suite de la fusion de divers groupes et cercles populistes.

Le programme des socialistes-révolutionnaires, qui prévoyait l'abolition de la propriété privée de la terre et sa remise aux communautés rurales sur la base d'une jouissance égalitaire, n'avait rien de socialiste. Les s.-r. ne voyaient pas de différences de classe entre le prolétariat et la paysannerie, estompaient la stratification de classe et les contradictions au sein de la paysannerie (entre paysans laborieux et koulaks), niaient le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution. La politique des socialistes-révolutionnaires était caractérisée par son aventurisme.

Après la victoire de la révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, les s.-r., en accord avec les mencheviks, constituèrent le principal appui du Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers. Ses leaders firent partie dudit gouvernement. Le parti des socialistes-révolutionnaires refusa de soutenir les revendications paysannes visant à abolir la propriété seigneuriale de la terre ; les ministres socialistes-révolutionnaires du Gouvernement provisoire envoyèrent des expéditions punitives contre les paysans qui s'étaient emparés de ces terres.

L'aile gauche des socialistes révolutionnaires fonda, fin novembre 1917, un parti indépendant, le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche.

A l'époque de l'intervention militaire étrangère et de la guerre civile, les socialistes-révolutionnaires trempèrent dans des complots contre-révolutionnaires, se livrèrent à des actes terroristes contre les responsables de l'Etat soviétique et du Parti communiste. — P. 29.

25. *Conférence de juillet 1907*, troisième conférence du P.O.S.D.R. (Deuxième conférence de Russie) ; eut lieu du 21 au 23 juillet (3-5 août) 1907, en Finlande (Kotka), 26 délégués y assistaient : 9 bolcheviks, 5 mencheviks, 5 social-démocrates polonais, 2 social-démocrates lettons, 5 membres du Bund. Cette conférence avait pour but de définir la tactique de la social-démocratie vis-à-vis du coup d'Etat du 3 juin et de la convocation de la III^e^ Douma d'Etat. A cette conférence, Lénine s'éleva contre le boycottage de la Douma. Le rapporteur des partisans du boycottage était A. Bogdanov (Maximov). La résolution de Lénine fut adoptée à la majorité. — P. 33.

26. *Les gens du « Rabotchéié Diélo »*, partisans de l'« économisme », tendance opportuniste de la social-démocratie russe (fin XIX^e^ s.-début XX^e^ s.), groupés autour de la revue *Rabotchéié Diélo* (La cause ouvrière). Cette revue parut à Genève d'avril 1899 à février 1902 ; il eut 12 numéros (9 cahiers). Le *Rabotchéié Diélo* soutenait le slogan bernsteinien de « liberté de critiquer » le marxisme et occupait des positions opportunistes sur les questions de tactique et d'organisation de la social-démocratie russe. Les partisans du *Rabotchéié Diélo* propageaient les idées opportunistes de soumission de la lutte politique du prolétariat à la lutte économique, exaltaient le caractère inorganisé du mouvement ouvrier et déniaient au parti un rôle dirigeant. L'un des rédacteurs du *Rabotchéié Diélo*, V. Ivanchine, participait à la rédaction de la *Rabotchaïa Mysl*, organe des « économistes » avérés, auquel le *Rabotchéié Diélo* apportait son soutien.

Les gens de la « Rabotchaïa Mysl », groupe d'« économistes » qui éditaient le journal *Rabotchaïa Mysl* (La Pensée ouvrière) (publié entre octobre 1897 et décembre 1902).

Les partisans de la *Rabotchaïa Mysl* défendaient des idées ouvertement opportunistes. Ils condamnaient la lutte politique de la classe ouvrière, limitant ses objectifs aux « intérêts du moment », à la revendication de réformes partielles, essentiellement celles qui avaient un caractère économique. Exaltant le caractère spontané du mouvement ouvrier, les partisans de la *Rabotchaïa Mysl* s'opposaient à la création d'un parti prolétarien indépendant, minimisaient l'importance de la théorie révolutionnaire, de la conscience et affirmaient qu'une idéologie socialiste peut surgir d'un mouvement spontané.

V. Lénine, dans les colonnes de l'*Iskra*, critiqua les conceptions des partisans du *Rabotchéié Diélo* et de la *Rabotchaïa Mysl* et montra qu'elles étaient une variété de l'opportunisme international. L'ouvrage de V. Lénine intitulé *Que faire ?* joua un très grand rôle dans la défaite de ces tendances. — P. 35

27. *Vsev*, pseudonyme de l'otzoviste V. Dénissov. — P. 35.

28. *Stan* (Stanislav), pseudonyme de S. Volski (A. Sokolov), l'un des leaders de l'otzovisme, qui participa à l'organisation et

aux activités des écoles fractionnistes de Capri et de Bologne. — P. 35.

29. « *Rabotchéié Znamia* » [Le Drapeau ouvrier], journal bolchevique illégal, organe du Bureau régional de la région industrielle du Centre, des Comités du P.O.S.D.R. de Moscou et de l'arrondissement de Moscou ; il parut à Moscou de mars à décembre 1908 ; il en sortit 7 numéros. A partir du numéro 5 s'ouvrit dans les pages du journal une discussion à propos des rapports avec la Douma et avec la fraction social-démocrate. Dans ce même numéro parut l'article d'un otzoviste, « Lettre d'un ouvrier (A propos d'un plan de travail du parti en liaison avec l'appréciation du moment présent) ». L'auteur de cet article était le leader des otzovistes de Moscou, S. Volski (A. Sokolov), alors membre du Bureau régional de Moscou de la région industrielle du Centre. Cet article souleva de vives protestations de la part des organisations du parti de la Russie du Centre et une riposte dans les colonnes du *Prolétari*. V. Lénine fit la critique de cet article dans son ouvrage « A propos de deux lettres » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 306-325). — P. 37.

30. *Le Premier Congrès de Russie des médecins d'usines et des délégués de l'industrie* eut lieu à Moscou du 1er au 6 (14 au 19) avril 1909. Au nombre des délégués se trouvaient 52 ouvriers élus par les syndicats, surtout par ceux des gros centres industriels. Les interventions des délégués ouvriers, parmi lesquels se trouvait une majorité de bolcheviks, eurent une grande importance politique et un grand retentissement dans tout le pays. Deux questions soulevèrent des discussions particulièrement animées pendant ce congrès ; celle de l'organisation de l'inspection sanitaire (la résolution présentée par les bolcheviks fut adoptée) et celle des élections des inspecteurs du travail par les ouvriers.

Le congrès ne put terminer ses travaux : il fut interdit par la police. — P. 38.

31. *Credo*, manifeste des « économistes » composé par E. Kouskova, publié en 1899. On trouve une critique du « Credo » dans la « Protestation des social-démocrates de Russie » rédigée par Lénine et publiée à l'étranger en décembre 1899, sous forme d'un tiré à part extrait du n° 4-5 de la revue *Rabotchéié Diélo* (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 171-186). — P. 38.

32. V. Lénine fait allusion à Talleyrand, diplomate français de la fin du XVIIIe s. et du début du XIXe s. — P. 39.

33. *Congrès de Londres* (Cinquième Congrès du P.O.S.D.R.) : il eut lieu entre le 30 avril et le 19 mai (le 13 mai et le 1er juin) 1907. — P. 41.

34. *Marat*, pseudonyme de V. Schantser, membre de la rédaction du *Prolétart*, devenu plus tard ultimatiste et membre du groupe antiparti « Vpériod ». — P. 41.

35. En 1889, le gouvernement tsariste, afin de renforcer le pouvoir des gros propriétaires fonciers sur les paysans, créa le poste de *zemski natchalnik*. Les zemskié natchalniki, nommés parmi les propriétaires nobles, reçurent des pouvoirs énormes d'ordre administratif et juridique, allant jusqu'au droit d'arrêter les paysans et de leur infliger des châtiments corporels. — P. 42.

36. *Tsarévokokchaïsk*, petite ville de district de la Russie tsariste. — P. 42.

37. *Er*, pseudonyme de S. Volski. — P. 43.

38. « *Iskra* » [l'Etincelle], premier journal marxiste illégal pour toute la Russie, fondé par V. Lénine en 1900 ; a joué un rôle décisif dans la création d'un parti marxiste révolutionnaire en Russie.

Après le IIe Congrès du P.O.S.D.R. (1903), les mencheviks s'emparèrent de l'*Iskra*. A partir du 52e numéro, le journal cessa d'être l'organe du marxisme révolutionnaire.

En parlant de la nouvelle *Iskra*, Lénine vise celle des mencheviks, par opposition à la *vieille* « *Iskra* » révolutionnaire. — P. 52.

39. « *Vpériod* » [En avant], journal bolchevique ouvrier de masse, dirigé par Lénine. Il fut publié illégalement à Vyborg par la rédaction du *Prolétari*, entre le 10 (23) septembre 1906 et le 19 janvier (1er février) 1908 ; il en sortit 20 numéros.

Le journal *Vpériod*, dans une langue populaire accessible à la masse des lecteurs ouvriers et paysans, faisait de la propagande pour le programme du P.O.S.D.R., expliquait la tactique des social-démocrates révolutionnaires, les bolcheviks, montrait en même temps tous les méfaits causés par la tactique opportuniste des mencheviks et des s.-r., dévoilait le caractère antidémocratique des cadets et des autres partis bourgeois et démasquait la nature de classe de l'aristocratie.

Une grande place était tenue dans le journal par les questions de la vie du parti : on y publiait les décisions du Ve Congrès (congrès de Londres) du P.O.S.D.R., celles des conférences du P.O.S.D.R. de Russie, des villes et des districts. *Vpériod* entretenait des rapports étroits avec ses lecteurs ouvriers.

Plusieurs articles de V. Lénine furent publiés dans *Vpériod*. — P. 53.

40. L'article de V. Lénine intitulé « Les briseurs de grève otzovistes et ultimatistes » n'a pas été retrouvé. — P. 67.

41. L'article « Les élections de Pétersbourg » est consacré au bilan des élections complémentaires à la IIIe Douma d'Etat, qui eurent lieu en septembre 1909 ; il fut publié sans signature dans le n° 49 du *Prolétari*, le 3 (16) octobre 1909.

La note écrite par Lénine est dirigée contre l'article oppor-

tuniste de N. Jordanski intitulé : « Sans issue » et publié dans *Novy Dien* n° 6 du 24 août (6 septembre) 1909. — P. 74.

42. « *Novy Dien* » [Le Nouveau Jour], hebdomadaire légal, parut à Pétersbourg du 20 juillet (2 août) au 13 (26) décembre 1909 ; il en sortit 15 numéros. Le journal était rédigé en fait par le bolchevik I. Goldenberg (Mechkovski) et le plékhanoviste N. Jordanski. Les bolcheviks utilisèrent ce journal durant la campagne pour les élections complémentaires de Pétersbourg à la IIIe Douma d'Etat. *Novy Dien* publia les articles de Lénine intitulés « Où il est encore question de l'esprit de parti et de l'absence d'esprit de parti » et « A propos des *Viékhi* » (voir le présent tome, pp. 59-61 et 126-133).

Le journal fut interdit par la police. — P. 74.

43. Il s'agit de l'« Introduction » de F. Engels à l'ouvrage de K. Marx « Les luttes des classes en France de 1848 à 1850 ». Un compte rendu et des extraits de cette « Introduction » furent publiés dans l'organe central du Parti social-démocrate allemand *Vorwärts*, du 30 mars 1895. Ses thèses essentielles sur la lutte révolutionnaire du prolétariat ayant été omises, Engels éleva une vive protestation.

Il chercha à faire paraître son texte in extenso. En 1895, il fut publié dans *Die Neue Zeit*, mais avec d'importantes coupures, qui avaient été demandées par la direction du Parti social-démocrate allemand. Plus tard, les leaders opportunistes de la social-démocratie allemande, pour justifier leur tactique réformiste, interprétèrent le document qu'ils avaient eux-mêmes tronqué comme la preuve du refus opposé par Engels à la révolution, l'insurrection armée et la lutte sur les barricades. Le texte authentique de l'« Introduction » fut publié pour la première fois en U.R.S.S. (voir Karl Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, t. 1, pp. 114-136, le passage cité par Lénine se trouve à la p. 134).

Die Neue Zeit [Le Temps Nouveau], revue théorique du Parti social-démocrate allemand ; édité à Stuttgart de 1883 à 1923. Jusqu'en octobre 1917, elle fut dirigée par K. Kautsky, ensuite par G. Cunow. C'est dans *Die Neue Zeit* que furent publiées pour la première fois certaines œuvres de K. Marx et de F. Engels : « Critique du Programme de Gotha » (K. Marx), « Contribution à la critique du projet de programme social-démocrate de 1891 » (F. Engels), etc. Engels aida constamment de ses conseils la rédaction du journal et la critiqua à de nombreuses reprises à propos des déviations par rapport au marxisme qu'elle tolérait dans les colonnes du journal. Après 1895, c'est-à-dire après la mort de F. Engels, le journal publia systématiquement des articles de révisionnistes, notamment une série d'articles d'E. Bernstein sur « Les problèmes du socialisme », qui ouvrit la croisade des révisionnistes contre le marxisme. Durant la première guerre mondiale (1914-1918), le journal

occupa une position centriste et soutint en pratique les social-chauvins. — P. 74.

44. Le *Projet de résolution sur la consolidation du parti et de son unité* fut présenté par Lénine à une réunion de la rédaction de l'Organe central, du 21 au 22 octobre (3-4 novembre) 1909. Etant donné le rapprochement qui se faisait jour entre les bolcheviks et les mencheviks pro-parti en vue de lutter contre les liquidateurs Lénine proposa de faire paraître son article « Sur les méthodes destinées à renforcer notre parti et son unité » en tant qu'éditorial (cet article n'a jusqu'à présent pas été retrouvé). La majorité de la rédaction (Zinoviev, Kaménev, Martov et Varski) refusa l'article de Lénine comme éditorial et proposa de le faire paraître sous la signature de l'auteur aux fins de discussion. Lénine soumit alors à la délibération de la rédaction la question générale de la consolidation du parti et de son unité et présenta le projet de résolution publié ici. Ce projet fut lui aussi refusé. — P. 75.

45. *L'Organe central du P.O.S.D.R.* : il s'agit du *Social-Démocrate*, journal illégal qui parut de février 1908 à janvier 1917.

La rédaction de l'Organe central, conformément à la décision du Comité central du P.O.S.D.R. élu au V^e^ Congrès (congrès de Londres), était composée de représentants des bolcheviks, des mencheviks et des social-démocrates polonais. Le directeur était en fait Lénine, dont les articles et notes — plus de 80 en tout — occupaient une place centrale dans les colonnes du journal.

Les mencheviks Martov et Dan, membres de la rédaction, tout en sabotant le travail à la rédaction de l'Organe central, défendaient en même temps ouvertement le liquidationnisme dans le *Goloss Sotsial-Démokrata*. Ils empêchaient les mencheviks pro-parti de participer à l'Organe central. La lutte implacable de Lénine contre les liquidateurs, obligea Martov et Dan à quitter la rédaction en juin 1911. A partir de décembre 1911, le *Social-Démocrate* fut dirigé par Lénine.

Au cours des dures années de la réaction et lors de la reprise du mouvement révolutionnaire, le *Social-Démocrate* joua un rôle énorme dans la lutte que les bolcheviks eurent à soutenir contre les liquidateurs, trotskistes, otzovistes pour le maintien d'un parti marxiste illégal, le renforcement de son unité et la consolidation de ses liens avec les masses. — P. 75.

46. *Bureau Socialiste International* (B.S.I.), organe permanent d'exécution et d'information de la II^e^ Internationale : il fut créé conformément à la décision du congrès de Paris de la II^e^ Internationale (septembre 1900). Les représentants des social-démocrates russes élus au B.S.I. furent G. Plékhanov et B. Kritchevski. V. Lénine, à partir de 1905, en fit partie, en qualité de représentant du P.O.S.D.R. Au sein du Bureau, il mena une lutte opiniâtre contre l'opportunisme des leaders de la II^e^ Internationale. Le B.S.I. mit fin à ses activités en 1914.

V. Lénine prit la parole à la onzième session du Bureau (7 novembre 1909). On trouve un compte rendu détaillé de ladite session dans l'article de Lénine intitulé : « La onzième session du Bureau Socialiste International » (voir le présent tome, pp. 144-148). — P. 76.

47. *Palais d'Hiver*, résidence du tsar à Pétersbourg. — P. 77.

48. Les *bourreaux de Bobrikov*, partisans du régime policier appliqué en Finlande de 1898 à 1904 par le général gouverneur tsariste N. Bobrikov. — P. 77.

49. *Palais de Tauride*, à Pétersbourg ; c'est là que se tenaient les séances de la Douma d'Etat. — P. 79.

50. V. Lénine veut parler des insurrections des soldats et des marins à Cronstadt et à la forteresse de Sveaborg (près de Helsingfors), en juillet 1906 ; ces insurrections furent cruellement réduites par le gouvernement tsariste. — P. 80.

51. La lettre *Aux élèves de l'école de Capri* fut écrite par Lénine en réponse à deux lettres d'ouvriers, élèves de l'école, qui s'étaient séparés du groupe de Bogdanov. Ces lettres furent publiées en même temps que l'article de Lénine « Honteux fiasco » (voir le présent tome, pp. 84-86) dans un tiré à part du n° 50 du *Prolétari*, le 28 novembre (11 décembre) 1909. — P. 81.

52. Dans le supplément au n° 50 du *Prolétari* (novembre 1909) fut publié un « Rapport sur l'école de X... », signé par six élèves qui avaient quitté ladite école et rejoint Paris. Dans ce « Rapport » étaient exposées les circonstances dans lesquelles l'école de X... était née, ainsi que l'activité antiparti de ses organisateurs, qui s'étaient fixé pour but de la transformer en centre de leur fraction naissante et de s'en servir pour lutter contre le bolchevisme. — P. 82.

53. « *Marxisme* » *à la Brentano, Sombart et Strouvé*, c'est ainsi que Lénine appelle diverses variétés bourgeoises de marxisme qui se ramènent toutes à la doctrine « qui reconnaît l'« école du capitalisme », mais refuse l'école de la lutte des classes révolutionnaires ».

L'économiste bourgeois allemand L. Brentano (1844-1931) prônait la « paix sociale » dans la société capitaliste, c'est-à-dire la possibilité de surmonter les contradictions sociales du capitalisme sans lutte des classes ; il prétendait qu'au moyen de syndicats réformistes et d'une législation spéciale dans les usines, on pouvait résoudre la question ouvrière et concilier les intérêts des ouvriers et des capitalistes.

Un autre économiste allemand vulgaire, Werner Sombart (1863-1941) s'attachait à éliminer l'essence révolutionnaire de la théorie marxiste, estompait l'exploitation capitaliste, niait

l'inévitabilité des crises économiques en régime capitaliste, présentait le capitalisme comme un système économique harmonieux et la société bourgeoise comme l'expression de l'« harmonie des classes ».

En Russie, des théories analogues à celles de Brentano et de Sombart furent défendues par P. Strouvé, principal représentant du « marxisme légal », qui tentait d'utiliser le marxisme dans l'intérêt de la bourgeoisie. Lénine a dit du « strouvisme » qu'il prend « dans le marxisme tout ce qui est acceptable pour la bourgeoisie libérale » et qu'il rejette « l'âme du marxisme », c'est-à-dire sa signification révolutionnaire. — P. 90.

54. Citation d'une lettre du populiste russe P. Tkatchev, envoyée au rédacteur du journal *Vpériod* et éditée en avril 1874 en brochure séparée, sous le titre « Les objectifs de la propagande révolutionnaire en Russie ». La brochure dit textuellement : « ... nous n'admettons aucun délai, aucune temporisation. *Maintenant* ou sous peu, peut-être *jamais* ! ». — P. 92.

55. *Loi du 9 novembre 1906*. Loi agraire de Stolypine relative au retrait des paysans de la communauté rurale et à leur installation dans des fermes (*Khoutors*) ; la réforme de Stolypine est analysée par Lénine dans « Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907 ». (Voir Œuvres, Paris-Moscou t. 13, pp. 229-452). — P. 93.

56. *Union paysanne de Russie*, organisation démocratique révolutionnaire, fondée en 1906 sur l'initiative de paysans de la province de Moscou. L'Union paysanne revendiquait les libertés politiques et la réunion immédiate d'une Assemblée constituante ; elle préconisait la tactique de boycottage de la Ire Douma d'Etat. Le programme agraire de l'Union comportait l'abolition de la propriété du sol, la remise aux paysans, sans rachat, des terres appartenant aux monastères, aux apanages, à la Couronne et au Domaine. Influencée par les s.-r. et les libéraux, l'Union fit preuve d'inconsistance petite-bourgeoise, d'indécision et de flottements. Exigeant la liquidation de la propriété seigneuriale de la terre, elle acceptait une indemnisation partielle des propriétaires fonciers. Dès les débuts de son activité, l'Union fut en butte aux répressions policières et, au début de 1907, elle cessa d'exister. — P. 93.

57. Les « *Echos du Bund* », organe non périodique du comité du Bund à l'étranger ; publié à Genève de mars 1909 à février 1911. 5 numéros en tout. — P. 97.

58. Il s'agit du IVe Congrès (congrès d'Unification) du P.O.S.D.R. qui s'est tenu à Stockholm du 10 au 25 avril (23 avril-8 mai) 1906. A ce congrès fut adoptée la formulation proposée par Lénine pour le paragraphe 1 des Statuts ; la formulation opportuniste de Martov fut rejetée. — P. 97.

59. *G-g* (Guéorg), pseudonyme du menchevik-liquidateur V. Lévitski (V. Zederbaum). — P. 100.

60. *Vorwärts* [En Avant], journal quotidien, organe central du Parti social-démocrate d'Allemagne, publié à Berlin à partir de 1891. Dans les pages du *Vorwärts*, F. Engels combattait toutes les formes d'opportunisme. Après 1895, c'est-à-dire après la mort d'Engels, la rédaction du journal tomba aux mains de l'aile droite du parti et se mit à publier systématiquement des articles d'opportunistes. Par des analyses tendancieuses de la lutte contre l'opportunisme et le révisionnisme au sein du P.O.S.D.R., *Vorwärts* apporta son soutien aux « économistes », puis, après la scission du parti, aux mencheviks. Durant les années de la réaction, il publia des articles calomniateurs de Trotski sans offrir à Lénine ni aux autres bolcheviks la possibilité de riposter et de donner une appréciation objective de la situation au sein du parti.

Durant la première guerre mondiale, *Vorwärts* adopta des positions social-chauvines ; après la Grande Révolution socialiste d'Octobre, il mena une propagande antisoviétique. Il continua à paraître jusqu'en 1933. — P. 101.

61. *P.*, pseudonyme du menchevik plékhanoviste F. Zederbaum (P. Dnevnitski). — P. 101.

62. Pour l'article *Le « Goloss Sotsial-Démokrata » et Tchérévanine*, V. Lénine a utilisé les notes qu'il avait faites en marge de l'ouvrage de Tchérévanine intitulé « La situation actuelle et l'avenir possible. Le problème agraire et sa solution par les partis combattants. La III^e^ Douma, les causes de son apparition, son futur. » Cet ouvrage était paru à Moscou en 1908. Lénine utilisa surtout la « récapitulation des principales notes » qu'il avait écrite sur la dernière page de couverture du livre. — P. 104.

63. Le présent document est le début d'un article rédigé par V. Lénine fin novembre 1909. La fin de l'article n'a pas été retrouvée. Il était destiné au n° 50 du *Prolétari*, mais ne fut pas publié.

Dans le même numéro du *Prolétari*, à la rubrique « Nouvelles du mouvement ouvrier », fut publiée une lettre (datée de Pétersbourg) écrite par « un vieil iskriste et un vieux bolchevik » et signée « *Tr.* » C'est cette lettre que V. Lénine analise et cite dans le présent article. — P. 108.

64. *S. Zoubatov*, colonel de gendarmerie, chef de l'Okhrana de Moscou, appliqua la politique dite du « socialisme policier » ; créa en 1901-1903 des organisations ouvrières légales destinées à détourner les ouvriers de la lutte politique contre l'autocratie. V. Plehve, ministre de l'Intérieur, aida Zoubatov à mettre sur pied ces organisations. Les zoubatoviens voulaient canaliser le mouvement ouvrier dans le sens de revendications économiques limitées, suggérer aux ouvriers l'idée que le gouvernement était

prêt à donner satisfaction à ces revendications. La première organisation zoubatovienne fondée à Moscou en mai 1901 s'intitulait : « Association d'entraide mutuelle des ouvriers dans la production mécanique ». D'autres organisations furent fondées à Minsk, Odessa, Wilno, Kiev, etc.

Les social-démocrates révolutionnaires, tout en dénonçant le caractère réactionnaire du zoubatovisme, utilisaient les organisations ouvrières légales pour entraîner les larges masses ouvrières dans la lutte contre l'autocratie. L'essor du mouvement révolutionnaire en 1903 contraignit le gouvernement tsariste à dissoudre les organisations zoubatoviennes. — P. 112.

65. *V. Iline* : pseudonyme de V. Lénine. — P. 120.

66. Lénine veut parler de l'article de A. Martynov intitulé « La question agraire à la Douma contre-révolutionnaire » (*Golossa Sotsial-Dêmokrata*, nos 10-11), dont l'auteur, adoptant des positions menchéviques, critique les articles de Lénine « La nouvelle politique agraire », et « Les débats agraires à la IIIe Douma ». — P. 120.

67. Lénine fait allusion à un incident qui eut lieu à la séance de 20 novembre (3 décembre) 1909 à la IIIe Douma d'Etat, lors des débats relatifs à un projet de loi sur l'inviolabilité de la personne. Ce projet de loi, selon les députés de gauche, « légitimait toutes les formes d'arbitraire passées et présentes en Russie ». Le discours cent-noir que Markov (Markov le second) prononça le 20 novembre (3 décembre) pour défendre ledit projet de loi, suscita l'indignation des cadets eux-mêmes, qui quittèrent la salle en signe de protestation. Ces débats du 20 novembre (3 décembre) montrèrent avec une particulière clarté le caractère cent-noir de la IIIe Douma. — P. 123.

68. *Lassalliens et eisenachiens*, deux partis du mouvement ouvrier allemand des années 60 et du début des années 70 du XIXe s. Ces deux partis s'opposaient vivement, principalement sur les questions de tactique, et plus particulièrement encore sur la question la plus brûlante de la vie politique allemande à cette époque : comment réunifier l'Allemagne ? — P. 124.

69. Avant la parution du présent article, Lénine avait fait à Liège, le 29 octobre 1909, un exposé public intitulé « Idéologie de la bourgeoisie contre-révolutionnaire ». Le 26 novembre, Lénine fit à Paris un autre exposé intitulé « L'idéologie du libéralisme contre-révolutionnaire (le succès des *Viékhi* et sa signification sociale) ». — P. 126.

70. « *Moskovskiê Viêdomosti* » [Les Nouvelles de Moscou], journal édité depuis 1756 par l'Université de Moscou ; d'abord publié sous la forme d'une petite feuille. En 1863, le journal passa aux mains de M. Katkov et devint un organe monarchiste et na-

tionaliste qui exposait les conceptions des couches les plus réactionnaires des gros propriétaires et du clergé. A partir de 1905, le journal devint l'un des principaux organes des Cent-Noirs. N'a plus paru après la Grande Révolution socialiste d'Octobre. — P. 128.

71. *1861* : abolition du servage en Russie. *1905* : début de la première révolution russe (1905-1907). — P. 128.

72. *K. Pobêdonostsev*, homme d'Etat réactionnaire de la Russie tsariste, procureur général du Synode ; en pratique, chef du gouvernement et principal inspirateur de la réaction des gros propriétaires fonciers sous Alexandre III ; continua à jouer un rôle important sous Nicolas II. — P. 131.

73. Les « *quatre impératifs* », appellation abrégée pour désigner le système électoral démocratique comportant quatre points : suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret. — P. 132.

74. « *Novoïé Vrêmia* » [Temps Nouveau], quotidien ; paru à Pétersbourg de 1868 à octobre 1917. Appartint à différents éditeurs et changea souvent de politique. Au début, ce fut un journal libéral modéré, mais à partir de 1876, avec A. Souvorine, il devint l'organe des milieux réactionnaires de la noblesse et de la bureaucratie. En 1905, il devint l'un des organes des Cent-Noirs. Après la Révolution bourgeoise démocratique de Février 1917, il soutint la politique contre-révolutionnaire du Gouvernement bourgeois provisoire et incita à la persécution des bolcheviks. Fermé le 26 octobre (8 novembre) 1917 par le Comité militaire révolutionnaire près le Soviet de Petrograd. — P. 132.

75. *Antoni Volynski*, Cent-Noir acharné, chef de l'extrême-droite de l'église orthodoxe russe. — P. 132.

76. C'est par les mots « Enrichissez-vous, messieurs, et vous deviendrez électeurs » que répondit à ceux qui exigeaient un abaissement du cens Guizot, chef réel du gouvernement français entre 1840 et 1848, officiellement nommé président du Conseil des ministres en 1847.

En disant que le gouvernement « misait non sur les humbles et les ivrognes, mais sur les forts et les puissants » P. Stolypine, à la séance du 5 (18) décembre 1908 de la IIIe Douma d'Etat, exprimait la substance de l'ukase du 9 (22) novembre 1906. — P. 133.

77. Il s'agit de la résolution du Ve Congrès (congrès de Londres) du P.O.S.D.R. intitulée « Sur les rapports avec les partis non prolétariens » (voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des séances plénières du Comité Central », Ire partie, 1954, pp. 164-165). — P. 136.

78. « *Moskovski Ejénédelnik* » [l'Hebdomadaire de Moscou], revue, organe du « Parti de la rénovation pacifique », organisation monarchiste constitutionnelle de la grosse bourgeoisie et des propriétaires fonciers, édité à Moscou de 1906 à 1910 sous la direction du prince E. Troubetskoï ; ses plus proches collaborateurs étaient : N. Lvov, V. Maklakov, G. Troubetskoï, etc. ; des « viékhistes » collaborèrent aussi à la revue, notamment N. Berdiaev, M. Gerchenson, P. Strouvé. — P. 140.

79. « *De Tribune* » [La Tribune], journal fondé en 1907 par l'aile gauche du Parti ouvrier social-démocrate de Hollande (Pannekoek, Gorter, Wijnkop, Henriette Roland-Holst). A partir de 1909, quand la gauche exclue du parti eut organisé le Parti social-démocrate de Hollande, *De Tribune* devint l'organe dudit parti. A partir de 1918, *De Tribune* fut l'organe du Parti communiste de Hollande. C'est sous ce nom que le journal parut jusqu'à avril 1937. — P. 146.

80. *Le groupe « Vpériod »*, groupe antibolchevique et antiparti composé d'otzovistes, d'ultimatistes et de constructeurs de Dieu ; organisé sur l'initiative de A. Bogdanov et de G. Alexinski, en décembre 1909, après la désagrégation du centre fractionnel otzoviste-ultimatiste (l'école de Capri), a publié un organe du même nom (*Vpériod*).

Dans leur lutte contre les bolcheviks, les partisans de « Vpériod » firent preuve d'un manque extrême de principes et ne regardèrent pas aux moyens. Au plénum de janvier 1910, ils agirent de concert avec les gens du *Goloss* (liquidateurs) et les trotskistes. Après avoir obtenu du plénum la qualité de « groupe d'édition du parti » et reçu du Comité central des subsides à cette fin, les partisans de « Vpériod », une fois le plénum terminé, attaquèrent violemment ses décisions, d'un point de vue otzoviste-ultimatiste, et refusèrent de les appliquer. Après la Conférence du parti à Prague (1912), ils s'unirent aux mencheviks liquidateurs et aux trotskistes et luttèrent contre les décisions de la conférence.

Sans soutien dans le mouvement ouvrier, le groupe « Vpériod » s'était, en fait, désagrégé dès 1913 ; mais c'est seulement après la révolution bourgeoise démocratique de Février 1917 qu'il fut officiellement dissous. — P. 149.

81. *Le plénum du Comité central du P.O.S.D.R.*, connu sous le nom de plénum « d'unification », se tint du 15 janvier au 5 février 1910, à Paris. La situation dans le parti et en Russie ayant rendu nécessaire la solution des questions liées à l'unification des forces du parti, les bolcheviks envoyèrent au Bureau à l'étranger du Comité central une déclaration où ils estimaient nécessaire de convoquer au plus vite un plénum du Comité central du parti.

En novembre 1909, V. Lénine, conformément à la décision de la conférence de la rédaction élargie du *Prolétari*, proposa un plan de rapprochement, de bloc des bolcheviks avec les mencheviks pro-parti, pour lutter en commun contre les liquidateurs

et les otzovistes. Pour contre-balancer le plan de Lénine, les conciliateurs G. Zinoviev, L. Kaménev, et A. Rykov tentèrent d'unir les bolcheviks aux mencheviks du *Goloss* (liquidateurs) et aux trotskistes, ce qui aurait signifié, en fait, la liquidation du Parti bolchevique.

Aux travaux du plénum du Comité central de janvier participèrent des représentants de toutes les fractions et de tous les groupes, ainsi que des représentants des organisations social-démocrates nationales. La majorité appartenait aux conciliateurs.

Lénine mena au plénum une lutte opiniâtre contre les opportunistes et les conciliateurs, essayant de faire condamner de manière décisive le liquidationnisme et l'otzovisme et appliquant la ligne du rapprochement des bolcheviks avec les mencheviks pro-parti. La résolution du plénum « Sur la situation dans le parti » condamna le liquidationnisme et l'otzovisme et reconnut le danger de ces tendances ainsi que la nécessité de lutter contre elles. Le plénum posa également la question de la nécessité de créer une unité effective du parti, en liaison avec les tâches idéologiques et politiques du parti dans la période historique donnée.

Malgré les efforts de Lénine, les conciliateurs, alliés à Trotski, firent entrer dans les institutions centrales du parti non pas des mencheviks pro-parti, mais des mencheviks du *Goloss* (liquidateurs). Le plénum décida de subventionner le journal de Trotski (la *Pravda* de Vienne) et de faire participer un représentant du Comité central à sa rédaction. Le groupe « Vpériod » fut reconnu comme groupe d'édition du parti. Le centre bolchevique fut dissous et le journal *Prolétari* supprimé ; les bolcheviks transmirent une partie de leurs biens au Comité central ; le reste fut transmis à des tiers, les « détenteurs » (K. Kautsky, F. Mehring, C. Zetkin), afin que ces derniers, pendant 2 ans, le remettent progressivement au Comité central, à condition que les mencheviks du *Goloss* liquident leur centre fractionnel et cessent d'éditer leur organe de fraction. Dans sa résolution « Sur les centres fractionnels », le plénum notait que « les intérêts du parti et de l'unité du parti veulent que le journal *Goloss Sotsial-Démokrata* cesse de paraître dans les délais les plus brefs ».

Les mencheviks du *Goloss*, les adeptes de « Vpériod » et les trotskistes refusèrent de se soumettre aux décisions du plénum. Le *Goloss Sotsial-Démokrata* ne fut pas fermé. Le groupe « Vpériod » n'interrompit pas son activité scissionniste, la rédaction de la *Pravda* trotskiste refusa de se soumettre au contrôle du Comité central. Ayant pénétré dans les institutions centrales du parti, les mencheviks liquidateurs sabotaient la remise en ordre de son activité et le travail des organisations locales du parti.

Devant cette situation, les bolcheviks, en automne 1910, déclarèrent qu'ils ne s'estimaient plus liés par l'accord accepté par les fractions au plénum de janvier. Ils commencèrent à pu-

blier leur organe, la *Rabotchaïa Gazéta*. Ils tentèrent d'obtenir la convocation d'un nouveau plénum et exigèrent qu'on leur rende les biens et l'argent qu'ils avaient transmis sous condition au Comité central.

Les procès-verbaux du plénum de janvier n'ont pas été retrouvés. Le travail du plénum, la lutte contre les liquidateurs, les hommes de « Vpériod », les trotskistes et les conciliateurs sont analysés en détail dans l'article de V. Lénine intitulé « Notes d'un publiciste » (voir le présent tome, pp. 203-273). — P. 152.

82. L'article « Le *Goloss* des liquidateurs contre le parti » a été écrit par V. Lénine pour servir d'éditorial au n° 12 du journal *Social-Démocrate*. Dans la seconde moitié de mars 1910, cet article fut publié en tiré à part ; c'est seulement après que le *Social-Démocrate* le reprit. — P. 161.

83. « *La Feuille de Discussion* », supplément au *Social-Démocrate*, organe central du P.O.S.D.R. ; publié conformément à la décision du plénum du Comité central du P.O.S.D.R. de janvier 1910 ; parut du 6 (19) mars 1910 au 29 avril (12 mai) 1911 à Paris. Trois numéros en tout. La rédaction comprenait des représentants des bolcheviks, des mencheviks, des ultimatistes, des bundistes, des plékhanovistes, de la social-démocratie de Pologne et de la social-démocratie de Lettonie. Dans le premier et second numéros fut publié l'article de Lénine « Notes d'un publiciste » ; dans le troisième, l'article « La signification historique de la lutte au sein du parti en Russie » (voir le présent tome, pp. 203-273 et 397-416) — P. 161.

84. *Grigori* : pseudonyme de G. Zinoviev. — P. 163.

85. *Innokenti*, pseudonyme de I. Doubrovinski. — P. 163.

86. *La lettre du Bureau à l'étranger du Comité central du P.O.S.D.R. « A tous les camarades de l'étranger »* parut sous forme de tract le 3 (16) mars 1910.

Le Bureau à l'étranger du Comité central (B.E.C.C.) fut fondé par le plénum du Comité central du P.O.S.D.R., en août 1908, comme représentation générale du parti à l'étranger, sous la dépendance du Bureau russe du Comité central. Peu après le plénum du Comité central de janvier, une majorité liquidatrice se constitua au sein du Bureau à l'étranger et ce dernier devint le centre des forces antiparti. La tactique liquidatrice du Bureau à l'étranger obligea en mai 1911 les bolcheviks léninistes à en retirer leur représentant. Peu après, on rappela également les représentants de la social-démocratie polonaise et lettonne. En janvier 1912, le Bureau à l'étranger se liquida lui-même. — P. 166.

87. *Un « document qui deviendra célèbre à la manière d'Erostrate »* : il s'agit d'une « lettre ouverte » destinée à propager les

conceptions liquidatrices et signée par des mencheviks : Avgoustovski (S. Zederbaum-Ejov) ; Anton (M. Makadzioub) ; Vadime (V. Ikov) ; V. Pétrova (L.Radchenko) ; Guéorgui (B. Zéitline-Batourski); Guéorg (V. Zederbaum-Lévitski) ; Evg. Ga-az (V. Goutovski-Maevski) ; Kramolnikov (G. Prigorny) ; D. Koltsov (B. Guinzburg) ; Nat. Mikhaïlova (R. Halberstadt) ; Roman (K. Ermolaev) ; Romulus (M. Kheisine) ; Solomonov (S. Portuguéis) ; Tchérévanine (F. Lipkine) ; Iouri (P. Bronstein) ; J. P.-i (J.Pilecki). — P. 167.

88. Le *Bureau russe du Comité central* était élu lors d'une assemblée générale du collège, fonctionnant en Russie, des membres du Comité central. Il était chargé des affaires du collège dans l'intervalle entre deux sessions du C.C. (voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des séances plénières du Comité central », Ire partie, 1954, pp. 238-239) — P. 167.

89. *Mikhaïl*, pseudonyme du menchevik-liquidateur I.Issouv. — P. 167.

90. *Un des membres du Comité central travaillant en Russie* ; il s'agit de V. Noguine. — P. 167.

91. *Les gens de l'« Osvobojdénié »* , représentants de la bourgeoisie libérale groupés autour de la revue *Osvobojdénié* [Libération]. *Osvobojdénié*, revue bimensuelle, éditée à l'étranger entre le 18 juin (1er juillet) 1902 et le 5 (18 octobre) 1905, sous la direction de P. Strouvé. *Osvobojdénie* était l'organe de la bourgeoisie libérale russe ; il prônait les idées du libéralisme monarchiste modéré. En 1903 (officiellement en janvier 1904) se forma autour de cette revue l'« Union de l'Osvobojdénie » qui exista jusqu'en octobre 1905. Parallèlement aux membres constitutionnalistes des zemstvos, les gens de l'*Osvobojdénié* formèrent le noyau du principal parti bourgeois de Russie, le parti cadet, qui fut créé en octobre 1905. — P. 171.

92. *D. Trépov*, de 1896 à 1905, chef de la police de Moscou ; à partir du 11 janvier 1905, général-gouverneur de Pétersbourg ; ensuite, adjoint du ministre de l'Intérieur ; auteur de l'ordre fameux d'octobre 1905 : « pas de salves à blanc et ne lésinez pas sur les cartouches ». Inspirateur des pogromes cent-noirs. — P. 171.

93. Voir l'introduction de F. Engels à l'édition anglaise de sa brochure *Socialisme utopique et socialisme scientifique* ; Engels écrivait en 1892 dans cette introduction : « Pour que la bourgeoisie pût recueillir au moins les fruits les plus mûrs, il fallait mener la révolution bien au-delà ». (K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou, 1965, t. II, p. 107). — P. 172.

94. *La campagne des banquets de 1904*, c'est ainsi qu'on a nommé la campagne menée de l'automne 1904 à janvier 1905 par les bourgeois libéraux, membres des zemstvos. Cette campagne prit la forme de congrès, réunions et banquets, pendant lesquels on prononçait des discours et on adoptait des résolutions constitutionnelles modérées. — P. 172.

95. *Le 9 janvier 1905*, le tsar fit tirer sur une manifestation pacifique d'ouvriers pétersbourgeois qui se dirigeaient, précédés du prêtre Gapone, vers le Palais d'Hiver, afin de remettre une pétition au souverain. En réponse à cette brutale fusillade d'ouvriers désarmés, dans toute la Russie commencèrent des grèves politiques et des manifestations de masse autour du mot d'ordre « A bas l'autocratie ». Les événements du 9 janvier marquèrent le début de la révolution de 1905-1907. — P. 173.

96. Lénine cite les paroles de Volguine, héros du roman de Tchernychevski intitulé *Prologue*. — P. 174.

97. Voir la résolution « Sur le moment actuel et sur les tâches du parti » adoptée à la Cinquième conférence du P.O.S.D.R. (conférence de Russie de 1908) (« Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du Comité central », Ire partie, 1954, pp. 195-197). — P. 180.

98. *Déclararion du 31 mars*, c'est ainsi que les journaux appelèrent la réponse du président du Conseil des ministres P. Stolypine à l'interpellation sur les « Règlements » du 24 août (6 septembre) 1909, adressée par la fraction social-démocrate à la Douma et signée par 32 députés. Les « Règlements » ôtaient tous droits de regard à la Douma en ce qui concerne l'Armée et la Marine de guerre. — P. 182.

99. Il s'agit du rapport du comte A. Bobrinski sur « les attaques tolérées à la Douma d'Etat contre le régime social et la noblesse », rapport présenté au VIe Congrès de la noblesse unifiée, qui eut lieu entre le 14 et le 20 mars (27 mars-2 avril) 1910 à Pétersbourg. Le Conseil de la noblesse unifiée était une organisation contre-révolutionnaire de propriétaires féodaux créée en mai 1906 au premier Congrès des sociétés de provinces de la noblesse. Le Conseil exista jusqu'en octobre 1917. Lénine l'appelait «conseil des féodaux unis ». — P. 183.

100. *Conseil d'Etat*, l'une des plus hautes instances gouvernementales de la Russie avant la révolution. Fut créé en 1810 conformément au projet de M. Spéranski, pour être une institution consultative dont les membres devaient être désignés et validés par le tsar. Le Conseil d'Etat fut réorganisé par la loi du 20 février (5 mars) 1906 et reçut le droit de ratifier ou de rejeter les projets de loi après leur discussion à la Douma d'Etat. Cependant, le droit de

modifier les lois fondamentales et de promulguer une série de lois particulièrement importantes appartenait au tsar.

A partir de 1906, le Conseil d'Etat fut composé pour moitié de représentants élus de la noblesse, du clergé et de la haute bourgeoisie, et pour l'autre de hauts dignitaires nommés par le tsar. Grâce à cet état de choses, le Conseil d'Etat était une institution exclusivement réactionnaire, qui rejetait même les projets de loi modérés acceptés par la Douma d'Etat. — P. 185.

101. Les « *Jeunes-Turcs* », nom européen des membres du parti « Unité et Progrès », parti nationaliste formé de bourgeois et de gros propriétaires fonciers de Turquie. Il fut fondé en 1889 à Istambul. Les Jeunes-Turcs essayaient de limiter le pouvoir absolu du sultan, de transformer son empire féodal en Etat bourgeois et monarchiste constitutionnel, d'accroître le rôle de la bourgeoisie turque dans la vie économique et politique du pays. Arrivé au pouvoir en juillet 1908, à la suite d'une révolution bourgeoise de palais soutenue par l'armée, le gouvernement des Jeunes-Turcs conserva la monarchie et mena une politique réactionnaire. Après la défaite de la Turquie dans la première guerre mondiale (automne 1918), le parti des Jeunes-Turcs proclama sa propre dissolution. — P. 186.

102. *Les explications du Sénat*, explications de la loi du 11 (24) décembre 1905 concernant les élections à la Douma d'Etat ; ces explications furent éditées par le Sénat avant les élections de la IIe Douma. Elles privaient du droit de vote de nouveaux groupes de population parmi les ouvriers, les paysans et les allogènes. — P. 186.

103. La résolution du deuxième groupe parisien de soutien au P.O.S.D.R. fut adoptée à la réunion du 10 mars (12 avril) 1910 et imprimée sous forme de tract. Elle condamnait les tentatives faites par les liquidateurs pour saboter les décisions du plénum du Comité central de janvier 1910 et appelait tous les social-démocrates pro-parti, y compris les mencheviks pro-parti, à appliquer concrètement les décisions du plénum, à lutter pour l'unité et contre les scissionnistes et les liquidateurs. Elle demandait aux otzovistes-ultimatistes d'appliquer les décisions du plénum et de liquider le groupe anti-parti « Vpériod ».

Le deuxième groupe parisien de soutien au P.O.S.D.R. fut créé le 5 (18) novembre 1908, à partir du groupe parisien dont il faisait jusqu'alors parti avec les mencheviks. Il regroupait les bolcheviks, notamment ceux du Centre bolchevique. — P. 194.

104. « *Nacha Zaria* » [Notre Aurore], revue mensuelle légale des mencheviks liquidateurs ; publié entre 1910 et 1914 à Pétersbourg. C'est autour de *Nacha Zaria* que se forme le centre des liquidateurs de Russie. — P. 200.

105. *Un complément indispensable aux « Cahiers » de G. Plékhanov*, feuille menchevique liquidatrice, publiée par la rédaction du

Goloss Sotsial-Dêmokrata en avril 1910 et dirigée contre G. Plékhanov. Celui-ci défendait la clandestinité et accusait la rédaction du *Goloss Sotsial-Dêmokrata* de liquidationnisme. — P. 200.

106. Voir la lettre de F. Engels à A. Bebel datant des 18-28 mars 1875 et la lettre de K. Marx à W. Brakke écrite le 15 mai 1875. — P. 217.

107. « *Vozrojdênié* » [Renaissance], revue légale des mencheviks-liquidateurs ; publié à Moscou de décembre 1908 à juillet 1910. une fois par mois ; en 1910, 2 fois par mois. Parmi les collaborateurs, on peut noter : F. Dan, L. Martov, A. Martynov. — P. 227.

108. *Le second membre du groupe « Vpêriod »*, il s'agit de V. Chantser, (Marat). — P. 236.

109. *Guesdistes*, membres d'une tendance marxiste révolutionnaire du mouvement socialiste français de la fin du XIX^e^ et du début du XX^e^ siècle. Leurs chefs étaient J. Guesde et P. Lafargue. En 1905, les guesdistes s'unirent au Parti socialiste français. Au moment de la guerre impérialiste de 1914-1918, les dirigeants du Parti socialiste français unifié (Guesde, Sembat, etc.), trahissant la classe ouvrière, prirent des positions social-chauvines.

Jauressistes, partisans du socialiste français J. Jaurès. En 1902, ils créèrent le Parti socialiste français, parti réformiste.

Hervêistes, partisans du socialiste français G. Hervé d'abord proche des anarchistes, puis membre du parti socialiste, où il prit des positions « d'extrême-gauche ». — P. 237.

110. *T*, L.Tyszka. — P. 239.

111. *I*, I. Doubrovinski. — P. 239.

112. « *Sozialistische Monatshefte* » [Revue socialiste mensuelle], principal organe des opportunistes allemands et l'un des organes du révisionnisme international ; parut à Berlin de 1897 à 1933. Pendant la première guerre mondiale, occupa des positions social-chauvines.

Cette revue critiquait la résolution « Sur la tactique du Parti » dirigée contre le révisionnisme et adoptée au congrès de Dresde du Parti social-démocrate allemand (septembre 1903). Plus tard, au Congrès socialiste international d'Amsterdam (août 1904), cette résolution fut presque intégralement reprise sous le titre « Les règles internationales de la tactique socialiste ». — P. 241.

113. *L'auteur de la « Lettre du Caucase »*. K. St., il s'agit de Staline. Sa « Lettre du Caucase » contre les liquidateurs de Tiflis fut écrite en décembre 1909. La partie menchevique de la rédaction du *Social-Dêmocrate* refusa de l'insérer dans l'organe central du parti ; la « Lettre » ne fut publiée que le 25 mai (7 juin) 1910

dans le n° 2 de la *Feuille de Discussion*, en même temps que la réponse du leader des mencheviks du Caucase, N. Jordania (An). — P. 242.

114. Il s'agit de la résolution du Ve Congrès (congrès de Londres) du P.O.S.D.R. « Sur les rapports avec les partis non prolétariens » (voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du Comité central », Ire partie, 1954, pp. 164-165). — P. 246.

115. *Les « sans-tête »*, c'est ainsi que V. Lénine appelle les « sans-titre ».

Les « sans-titre », groupe mi-cadet, mi-menchevique de l'intelligentsia bourgeoise russe, formé au moment du déclin de la révolution de 1905-1907. Le groupe devait son nom à l'hebdomadaire politique *Bez Zaglavia* [Sans titre] publié à Pétersbourg de janvier à mai 1906, sous la direction de Prokopovitch ; par la suite, les « sans-titre » devaient se regrouper autour du journal cadet de gauche *Tovarichtch* [Le Camarade]. Affectant de n'appartenir à aucun parti, les « sans-titre » étaient en fait les propagandistes du libéralisme bourgeois et de l'opportunisme, et soutenaient les révisionnistes de la social-démocratie russe et internationale. Lénine a dit des « sans-titre » qu'ils étaient des « cadets menchevisants » ou des « mencheviks cadétisants ». — P. 246.

116. *Socialistes-populistes* (ou les n.-s.), membres du parti socialiste populiste du Travail, parti petit-bourgeois issu en 1906 de l'aile droite du parti des socialistes-révolutionnaires (des s.-r.). Les socialistes-populistes exprimaient les intérêts des koulaks, revendiquaient une nationalisation partielle des terres avec rachat et leur répartition entre les paysans conformément à la « norme de travail ». Les socialistes-populistes s'affirmaient partisans d'un bloc avec les cadets. Lénine traitait les socialistes-populistes d'« opportunistes petits-bourgeois », de « social-cadets », de « mencheviks socialistes-révolutionnaires ». Après la Révolution bourgeoise démocratique de Février 1917, le parti des socialistes-populistes fusionna avec les troudoviks et, en y envoyant des représentants, soutint activement le gouvernement bourgeois provisoire. Après la Révolution socialiste d'Octobre, les socialistes-populistes participèrent à des complots contre-révolutionnaires et à des insurrections armées contre le pouvoir des Soviets. Le parti socialiste-populiste disparut à l'époque de l'intervention militaire étrangère et de la guerre civile. — P. 246.

117. *Nos déchets*, c'est ainsi que Lénine baptise ironiquement la revue liquidatrice *Nacha Zaria* [Notre Aurore].

Le congrès des parasites de la littérature, IIe Congrès de Russie des écrivains et journalistes ; il eut lieu à Pétersbourg du 21 au 28 avril (4-11 mai) 1910, avec la participation des repré-

sentants des mencheviks liquidateurs de *Nacha Zarta* et du *Sovrémenny Mir* [Le Monde actuel]. Dès la première injonction de la police, le congrès retire sans résistance de l'ordre du jour une résolution sur la lutte pour la liberté de la presse.

Possélstes, Lénine veut parler des adeptes de V. Possé, journaliste et homme politique qui voulait créer en Russie des coopératives ouvrières indépendantes du parti social-démocrate. —P. 249.

118. *I*, pseudonyme du menchevik liquidateur B. Gorev-Goldman. — — P. 251.

119. *Trahison à la Azev* : trahison politique qui tire son nom d'Azev, l'un des leaders du parti des socialistes-révolutionnaires. — P. 259.

120. V. Lénine veut parler d'un article de F. Engels intitulé « Le 4 mai à Londres », ainsi que de deux lettres de F. Engels à F. Sorge, datées respectivement du 29 novembre 1886 et du 11 mai 1889.

S.D.F. (Social Démokratic Federation), fondée en 1884 en Angleterre. Outre des réformistes (Hyndman, etc.), elle comprenait un groupe de social-démocrates révolutionnaires marxistes (G. Quelch, T. Mann, E. Eveling, E. Marx-Eveling, etc.) ; ce groupe formait l'aile gauche du mouvement socialiste anglais. F. Engels critiqua la direction de la S.D.F. pour son dogmatisme et son sectarisme ; il lui reprochait d'être coupée des masses du mouvement ouvrier anglais et d'ignorer ses particularités. En 1907, la S.D.F. prit le nom de Parti social-démocrate ; ce dernier, avec les éléments de gauche du Parti ouvrier indépendant, créa en 1911 le Parti socialiste de Grande-Bretagne. En 1920, le Parti socialiste, de concert avec le groupe communiste d'unité, joua le rôle principal dans la création du Parti communiste de Grande-Bretagne. — P. 270.

121. « *Zihna* » [la Lutte], organe central de la social-démocratie lettonne ; fondé en mars 1904. Publié illégalement et avec de longues interruptions jusqu'en août 1909 à Riga, puis à l'étranger. Parmi ses collaborateurs actifs et permanents on comptait P. Stoutchka, l'un des organisateurs du parti communiste de Lettonie, J. Raïnis, poète populaire, etc.

A partir d'avril 1917, *Zihna* fut publié légalement à Petrograd en tant qu'organe central des bolcheviks de Lettonie. Il parut ensuite à Riga et dans d'autres villes. A partir d'août 1919, date de la victoire temporaire de la contre-révolution en Lettonie, *Zihna* parut de nouveau illégalement à Riga. Après la victoire du pouvoir soviétique en Lettonie (juin 1940), il devint l'organe du Comité central du Parti communiste de Lettonie et du Soviet Suprême de la R.S.S. de Lettonie. — P. 274.

122. Il s'agit de l'ouvrage « Statistiques des grèves ouvrières dans les fabriques et usines en 1905 », rédigé par l'inspecteur d'usines

V. Varzar et publié en 1908 par le ministère du Commerce et de l'Industrie. — P. 274.

123. Le présent document servit de base à un projet de résolution sur les coopératives, présenté par la délégation du P.O.S.D.R. à la commission des coopératives du Congrès socialiste international de Copenhague.

Le Congrès socialiste international de Copenhague (VIII[e] Congrès de la II[e] Internationale) se tint du 28 août au 3 septembre 1910, en présence de 896 délégués représentant l'Europe, l'Amérique du Nord et du Sud, l'Afrique du Sud et l'Australie. Le P.O.S.D.R. était représenté par V. Lénine, G. Plékhanov, A. Kollontaï, A. Lounatcharski, etc.

Lénine fit partie d'une des commissions principales du congrès, celles des coopératives. Sur les travaux de la commission et sur la lutte au sein du congrès à propos du rôle et des tâches des coopératives dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et à propos de relations entre coopératives et partis socialistes, voir l'article de Lénine « La question de la coopération au Congrès socialiste international de Copenhague » (présent tome, pp. 290-299). — P. 279.

124. *Sajine*, pseudonyme du membre de « Vpériod » Y. Sanjour. — P. — 282

125. « *Le tisserand I-ne* », pseudonyme du social-démocrate otzoviste-ultimatiste I. Syssoev. — P. 283.

126. *Beltov*, pseudonyme de G. Plékhanov. — P. 283.

127. *L'ouvrier Ar.*, pseudonyme de F. Kalinine, partisan de « Vpériod » — P. 285.

128. Il s'agit de K. Kautsky, F. Mehring et C. Zetkin. — P. 287.

129. *Domov*, pseudonyme de M. Pokrovski. — P. 288.

130. V. Lénine cite des paroles de A. Bebel (rapport sur « Les attaques contre les conceptions de base et la tactique du parti », présenté au congrès de Hanovre de la social-démocratie allemande (9-14 octobre 1899). — P. 295.

131. *Congrès international de Stuttgart* : VII[e] Congrès socialiste international : se tint du 18 au 24 août 1907. Lénine y participa en tant que délégué du P.O.S.D.R. (voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, pp. 74-81). — P. 296.

132. La protestation contre la publication par le *Vorwärts* d'un article de Trotski calomniant le P.O.S.D.R., fut composée à l'époque du Congrès socialiste international de Copenhague. — P. 301.

133. Lénine veut parler du discours prononcé par A. Bebel du congrès de Magdebourg du Parti social-démocrate allemand, congrès qui eut lieu du 18 au 24 septembre 1910. Voir à ce sujet l'article de Lénine « Deux mondes » (le présent tome, pp. 322-330) — P. 301.

134. « *Tovarichtch* » [Le Camarade], quotidien bourgeois, publié à Pétersbourg du 15 (28) mars 1906 au 30 décembre 1907 (12 janvier 1908). Officiellement l'organe d'aucun parti, le journal était en fait celui des cadets de gauche. S. Prokopovitch et E.Kouskova collaboraient étroitement à ce journal, ainsi que des mencheviks. — P. 301.

135. « *Le Peuple* », quotidien ; organe central du Parti ouvrier belge ; publié depuis 1885 à Bruxelles ; actuellement, organe du Parti socialiste belge. — P. 301.

136. « *Rabotchaïa Gazéta* » [La Gazette Ouvrière], organe illégal populaire des bolcheviks ; édité irrégulièrement à Paris du 12 novembre 1910 au 12 août 1912 ; 9 numéros en tout. Créé à l'initiative de Lénine.

C'est Lénine qui dirigeait et supervisait le journal. Ses collaborateurs étaient des bolcheviks (S. Gopner, P. Djaparidzé, N. Sémachko, S. Chaoumian, etc.) et des mencheviks pro-parti. La secrétaire de rédaction était N. Kroupskaïa ; M. Gorki apporta une grande aide matérielle au journal ; la *Rabotchaïa Gazéta* luttait pour la sauvegarde et le renforcement du parti marxiste illégal, s'opposant en cela aux mencheviks liquidateurs, aux otzovistes et aux trotskistes ; elle défendait une tactique révolutionnaire et préparait idéologiquement la classe ouvrière russe à une nouvelle révolution.

Le journal eut un grand succès parmi les ouvriers de Russie ; son tirage atteignit 6 000 exemplaires. Les ouvriers soutenaient matériellement le journal en faisant des collectes et en collaborant à sa rédaction. Dans ses rubriques « La vie du parti » et « Lettres de correspondants locaux », le journal publiait régulièrement des nouvelles des ouvriers et des organisations locales du parti.

La *Rabotchaïa Gazéta* fit beaucoup pour la préparation de la VI[e] Conférence de Russie (conférence de Prague) du P.O.S.D.R., tenue en janvier 1912. La conférence, reconnaissant que la *Rabotchaïa Gazéta* avait soutenu avec résolution et de manière conséquente le parti et l'esprit de parti, la déclara officiellement organe du Comité central du P.O.S.D.R. — P. 305.

137. Il s'agit de la résolution rédigée par Lénine et adoptée par la conférence de la rédaction élargie du *Prolétari* (juin 1909) : « Sur l'otzovisme et l'ultimatisme » (voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 473-476). — P. 310.

138. Voir l'ouvrage de F. Engels « Le socialisme en Allemagne » (K. Marx et F. Engels, Œuvres, 2e édition en langue russe, t. 22, p. 245). Engels reprit la même idée dans son « Introduction » à la brochure de K. Marx « Les luttes des classes en France de 1848 à 1850 » (voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès. Moscou 1964, t. I, pp. 133-135). — P. 329.

139. « *Jizn* » [La Vie], revue politique légale ; organe des mencheviks liquidateurs ; publié en août et septembre 1910 à Moscou. 2 numéros en tout. — P. 330.

140. *Progressistes*, groupement politique de la bourgeoisie russe monarchiste libérale qui, lors des élections aux Doumas d'Etat et au sein des Doumas, tenta de réunir sous la bannière « sans-parti » des éléments de divers partis et groupes de bourgeois et de propriétaires fonciers.

En novembre 1912, les progressistes constituèrent un parti autonome dont le programme était le suivant : constitution modérée votée sur des bases étroitement censitaires, menues réformes, ministère responsable, c'est-à-dire gouvernement responsable devant la Douma, écrasement du mouvement révolutionnaire. Lénine a souligné que par leur composition et leur idéologie, les progressistes étaient « un mélange d'octobristes et de cadets » ; il a qualifié leur programme de national-libéral : « Ce sera le parti de la « vraie » bourgeoisie capitaliste, analogue à celui que nous pouvons déjà voir en Allemagne » (voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 18, pp. 469 et 412).

Durant la première guerre mondiale, les progressistes devinrent plus actifs et exigèrent le remplacement des chefs militaires, la mobilisation de l'industrie au service du front et un « ministère responsable » avec la participation de représentants de la bourgeoisie russe. Après la Révolution bourgeoise démocratique de Février, certains leaders du parti entrèrent dans le Gouvernement bourgeois provisoire. Après la victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, le parti des progressistes mena une lutte active contre le pouvoir des Soviets. — P. 331.

141. *Le « kolo » polonais*, union des députés polonais dans les Doumas d'Etat. Son noyau était composé par les « narodowcy », membres du parti réactionnaire et nationaliste des gros propriétaires et bourgeois de Pologne. Dans toutes les questions fondamentales de tactique parlementaire, le « kolo » polonais soutenait les octobristes. — P. 331.

142. « *Rousskié Viédomosti* » [Le Courrier Russe], journal édité à Moscou à partir de 1863 ; exprimait les conceptions de l'intelligentsia libérale modérée. Dans les années 80 et 90, des écrivains du camp démocratique y collaborèrent (V. Korolenko, M. Saltykov-Chtchédrine, G. Ouspenski, etc.), ainsi que des populistes libéraux. A partir de 1905, le journal devint l'organe de l'aile

droite des cadets. Lénine a noté que les *Rousskié Viédomosti* représentaient un amalgame original du « cadétisme de droite à un soupçon de populisme » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 19, p. 135). En 1918, les *Rousskié Viédomosti* furent interdits, comme les autres journaux contre-révolutionnaires. — P. 337.

143. « *Golos Moskvy* » [La Voix de Moscou], quotidien, organe des octobristes ; publié à Moscou de 1906 à 1915. — P. 338.

144. « *Rossia* » [la Russie], quotidien ultra-réactionnaire; publié à Saint-Pétersbourg de novembre 1905 à avril 1914. A partir de 1906, organe du ministère de l'Intérieur. Ce journal était subventionné par des fonds secrets du gouvernement mis à la disposition du ministre de l'Intérieur. Lénine qualifiait *Rossia* de « feuille à la solde de la police ». — P. 338.

145. « *Monsieur Coupon*, : expression imagée employée dans les années 80 et 90 pour désigner le capital et les capitalistes. Elle fut lancée par l'écrivain Gleb Ouspenski dans ses essais « Graves péchés ». — P. 342.

146. *L'école antiparti de Bologne* (6 novembre 1910-mars 1911) avait pris la suite de celle de Capri. Ses professeurs était Bogdanov, Lounatcharski, Trotski, Liadov, Maslov, Sokolov, etc. Lénine fut invité à y donner des cours. Il refusa en raison de l'orientation antiparti et des activités scissionnistes des organisateurs de l'école, et invita les élèves de celle-ci à venir à Paris, où il était prêt à leur faire une série de conférences sur la tactique, la situation dans le parti et la question agraire. Ces conférences ne furent jamais prononcées. — P. 346.

147. Il s'agit d'un télégramme envoyé par les députés social-démocrates de la IIIe Douma à Astapovo et destiné à V. Tchertkov, ami et disciple de Léon Tolstoï. Le message disait : « La fraction social-démocrate de la Douma d'Etat, se faisant l'interprète des sentiments du prolétariat russe et international, exprime sa profonde douleur devant le décès de l'artiste de génie, du lutteur intransigeant et invaincu qui s'opposa à l'Eglise officielle, de l'ennemi de l'arbitraire et de l'esclavage qui éleva la voix contre la peine de mort, de l'ami des persécutés. » — P. 349.

148. *Khitrovtsy*, habitants du « Marché Khitrov » à Moscou. On y trouvait des asiles de nuit où vivaient des déclassés et souvent même des criminels. — P. 351.

149. Les « *jeunes* », groupe d'opposition de petits bourgeois semi-anarchistes au sein de la social-démocratie allemande, né en 1890. Le noyau de base en était composé de jeunes littérateurs et étudiants (d'où son nom) qui prétendaient au rôle de théoriciens et de dirigeants du parti. Ne comprenant pas que les conditions de l'activité du parti s'étaient modifiées après l'abrogation de la loi d'exception dirigée contre les socialistes (1878-1890),

les « jeunes » niaient la nécessité d'utiliser les formes légales de lutte, s'opposaient à la participation de la social-démocratie au parlement et accusaient le parti d'opportunisme de défendre les intérêts de la petite bourgeoisie. F. Engels lutta contre l'opposition des « jeunes ». — P. 373.

150. *Johann Josef Most* (1846-1906), social-démocrate allemand. Devint par la suite anarchiste. Après la promulgation de la loi d'exception, il publia à Londres un journal anarchiste, *Freiheit* [Liberté], dans lequel il exhortait les ouvriers au terrorisme individuel, d'après lui le moyen le plus efficace de lutte révolutionnaire. — P. 373.

151. Il s'agit de la déclaration faite par les bolcheviks au Bureau à l'étranger du Comité central le 22 novembre (5 décembre) 1910 ; les bolcheviks exigeaient la convocation immédiate du plénum du Comité central afin de résoudre la question du retour de ses biens financiers à la fraction bolchevique. Cette déclaration fut signée par Lénine et d'autres participants du plénum du Comité central de janvier 1910. — P. 388.

152. « *Dêlo Jizni* » [La Cause de la Vie], revue légale, organe des mencheviks liquidateurs, publié à Pétersbourg de janvier à octobre 1911. 9 numéros en tout. — P. 389.

153. L'article « La signification historique de la lutte au sein du parti en Russie » fut écrit à l'occasion de la parution en septembre 1910, dans *Die Neue Zeit*, revue de la social-démocratie allemande, d'articles de L. Martov et L. Trotski dans lesquels était déformée la signification réelle de la lutte au sein du parti et l'histoire de la révolution de 1905-1907 en Russie.

La rédaction de *Die Neue Zeit* refusa de publier l'article de V. Lénine.

L'article ne parut que le 29 avril (12 mai) 1911 dans le n° 3 de la *Feuille de Discussion*. — P. 397.

154. V. Lénine cite l'article de K. Marx « Projet de loi sur la suppression des redevances féodales », publié pour la première fois dans la *Neue Rheinische Zeitung* [Nouvelle Gazette Rhénane] (voir K. Marx, et F. Engels, Œuvres, 2e éd. russe, t. 5, p. 229). — P. 399.

155. V. Lénine veut parler de la « Résolution tactique sur la question agraire », adoptée au IVe Congrès (congrès d'unification) du P.O.S.D.R. (voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du Comité central », Ire partie, 1954, pp. 124-125). — P. 400.

156. Il s'agit de l'article de K. Marx publié dans la série d'articles intitulée « La crise et la contre-révolution » (voir K. Marx et F. Engels, Œuvres, 2e éd. russe, t. 5, pp. 430-433). Par « mo-

queries de Mehring », Lénine entend l'introduction de F. Mehring au troisième tome des Œuvres, publiées par lui, de K. Marx, F. Engels et F. Lassalle (voir « Aus dem literarischen Nachlass von Karl Marx, Friedrich Engels und Ferdinand Lassalle ». Bd. 3 Stuttgart 1902, S. 53-54). — P. 401.

157. Il s'agit de l'ouvrage publié en 1910 par le ministère du Commerce et de l'Industrie et intitulé « Statistiques des grèves ouvrières dans les fabriques et usines pour 1906-1908 ». L'ouvrage a été rédigé par l'inspecteur d'usines V. Varzar. — P. 405.

158. V. Lénine fait allusion à une thèse de l'article « L'Assemblée constituante prussienne. L'Assemblée nationale », article faisant partie d'une série rédigée par Engels avec la participation de Marx et intitulée « Révolution et contre-révolution en Allemagne ». Cette série d'articles publiée en 1851-1852 dans le journal *New Jork Daily Tribune*, ne portait que la signature de Marx (voir K. Marx et F. Engels, Œuvres, 2e éd. russe, t. 8, pp. 80-81). Il n'a été établi que bien plus tard, en 1913, lors de la publication de sa correspondance avec Marx qu'Engels en était l'auteur. Marx a émis une idée analogue dans une lettre à Kugelmann datée du 17 janvier 1871 (voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies, en deux volumes, Editions du Progrès. Moscou 1965, t. II, p. 510). — P. 407.

159. L'article « Sur les statistiques des grèves en Russie » est le résultat d'un travail d'élaboration des données statistiques brutes entrepris par Lénine lui-même fin septembre 1910. A partir de ces matériaux, Lénine comptait écrire un livre (ou une brochure) de 300 pages environ sur l'histoire de la révolution russe, livre qu'il aurait ensuite traduit en allemand. Ce projet ne fut pas réalisé. — P. 417.

160. A. Pogojev. *Nombre et composition des ouvriers de Russie.* Matériaux de statistique du travail. St-Pétersbourg, éditions de l'Académie Impériale des Sciences, 1906. — P. 425.

161. C'est le même tableau qui est reproduit par V. Lénine dans l'article «La signification historique de la lutte au sein du parti en Russie» (voir le présent tome, p. 405), à ce détail près que Lénine y rattache les grèves mixtes aux grèves politiques, comme cela avait été fait dans les recueils de statistiques du gouvernement. Dans le présent article, Lénine, corrigeant l'erreur des statistiques officielles, rattache les grèves mixtes aux grèves économiques. C'est ce qui explique les différences entre les chiffres qui donnent le nombre des grévistes économiques et politiques au cours des quatre trimestres de 1905, la somme finale restant identique. — P. 433.

162. L'article « La structure capitaliste de l'agriculture contemporaine » représente une partie d'un important ouvrage de

V. Lénine sur l'agriculture capitaliste en Allemagne. Comme le montre la table des matières écrite par Lénine sur une feuille à part, le présent article comportait originellement sept chapitres. Il fut publié pour la première fois en 1932 dans le Recueil Lénine XIX et dans le n° 9 de la revue *Bolchevik*, d'après ce qu'on a retrouvé du manuscrit. Cette première publication ne comportait pas les parties suivantes : la fin du chapitre Ier (« Tableau général de la structure économique de l'agriculture contemporaine »), le début du chapitre II (« Ce que sont en réalité la plupart des « exploitations » agricoles (prolétariennes) », la fin de l'article, signée « V. Iline ». Ces divers extraits, retrouvés plus tard, sont inédits.

On n'a toujours pas retrouvé la fin du chapitre III (« Les exploitations paysannes en régime capitaliste »), le début et la fin du chapitre IV (« Le travail de la femme et de l'enfant dans l'agriculture »), les chapitres V et VI (« Le pillage du travail dans la petite production » et « Le caractère capitaliste de l'utilisation des machines dans l'agriculture contemporaine »). — P. 447.

163. V. Lénine a en vue l'article du liquidateur N. Valentinov intitulé « A propos du dernier recensement en Allemagne » et publié le 7 (20) septembre 1909 dans le journal *Kievskaïa Mysl* n° 308.

Kievskaïa Mysl [La Pensée de Kiev], quotidien démocratique bourgeois, publié à Kiev de 1906 à 1918. Jusqu'en 1915, il fut accompagné d'un supplément hebdomadaire illustré; à partir de 1917, il eut une édition du matin et une du soir. — P. 451.

164. « *Economist Rossii* » [L'Economiste de Russie], revue hebdomadaire bourgeoise consacrée aux problèmes économiques et financiers ; publié entre 1909 et 1912 à Pétersbourg. — P. 452.

165. Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres, 2e éd. russe, t. 23, pp. 655-662. — P. 460.

166. Voir Franz Bensing, *Der Einfluss der landwirtchaftlichen Maschinen auf Vorks-und Privatwirtschaft.* Breslau 1897. Lénine analyse avec plus de détails cette monographie dans son ouvrage « La question agraire et les « critiques de Marx » [voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 130-133) . — P. 469.

LA VIE ET L'ŒUVRE
DE V. LÉNINE
CHRONOLOGIE
(Septembre 1909-décembre 1910)

1909

Première moitié de septembre	Lénine se repose en famille, avec N. Kroupskaïa, la mère de celle-ci et M. Oulianova à Bonbon (France, Seine-et-Marne). Il rédige l'article « La fraction des partisans de l'otzovisme et de la construction de Dieu ».
Au plus tard le 1er (14) septembre	De Bonbon, Lénine revient à Paris.
5 (18) septembre	Les articles de Lénine « Les liquidateurs démasqués », « A propos des élections de Pétersbourg » et la note de rédaction « Au sujet d'une lettre ouverte de la Commission exécutive du Comité d'arrondissement de Moscou » sont publiés dans le n° 47-48 du *Prolétari*.
11 (24) septembre	L'article de Lénine « La fraction des partisans de l'otzovisme et de la construction de Dieu » paraît dans le Supplément au n° 47-48 du *Prolétari*.
14 (27) septembre	L'article de Lénine « Où il est encore question de l'esprit de parti et de l'absence d'esprit de parti » est publié dans le n° 9 du journal *Novy Dien*.
19 septembre (2 octobre)	Lénine fait un exposé à Paris sur les élections complémentaires (de septembre) à la IIIe Douma d'Etat à Pétersbourg.
3 (16) octobre	L'article de Lénine « Entretien avec les bolcheviks de Pétersbourg» est publié dans le n° 49 du *Prolétari*.
Avant le 5 (18) octobre	Dans une lettre adressée à V. Karpinski Lénine s'intéresse à la question du transfert de Genève à Paris de la bibliothèque du Parti.

15 (28) octobre — Lénine fait à Liège pour les membres des groupes social-démocrates un exposé « Sur la situation dans le parti ».

16 (29) octobre — Lénine fait à Liège un exposé public sur le thème « L'idéologie de la bourgeoisie contre-révolutionnaire ».

21-22 octobre (3-4 novembre) — Lénine est présent à une séance de la rédaction de l'Organe central, le *Social-Démocrate*. Celle-ci ayant refusé de publier en éditorial l'article de Lénine « Les méthodes pour renforcer le parti et son unité », Lénine présente un projet de résolution sur le renforcement du parti et de son unité.

22 octobre (4 novembre) — Lénine présente une déclaration sur son départ de la rédaction de l'Organe central et exige qu'elle soit publiée dans le *Social-Démocrate* avec le projet de résolution sur le renforcement du parti et de son unité.

23 octobre (5 novembre) — Lénine quitte Paris pour aller assister à Bruxelles à la onzième session du Bureau socialiste international.

24 octobre (6 novembre) — Lénine fait savoir à la rédaction du *Social-Démocrate* qu'il retire sa déclaration sur son départ de la rédaction.

Il prend part à la Conférence internationale des journalistes socialistes à Bruxelles.

25 octobre (7 novembre) — A la séance de la onzième session du Bureau socialiste international à Bruxelles, Lénine prend la parole au sujet de la scission dans le parti ouvrier social-démocrate hollandais.

26 octobre (8 novembre) — Lénine prend part à la session de la Commission interparlementaire près le Bureau socialiste international.

Après le 26 octobre (après le 8 novembre) — Lénine revient de Bruxelles à Paris.

31 octobre (13 novembre) — L'article de Lénine « Le tsar contre le peuple finlandais » est publié en éditorial dans le n° 9 du *Social-Démocrate*.

Octobre — Dans une lettre à un groupe d'auditeurs de l'école de Capri, Lénine accuse réception de deux lettres

qu'ils lui avaient fait parvenir au sujet « de l'amorce de scission au sein de l'école ». Il approuve « le net démarquage » qui a eu lieu entre une partie des auditeurs et les partisans de Bogdanov ; suivent des indications et conseils concrets aux scissionnistes.

1er (14) novembre — Avec I. Doubrovinski et d'autres membres du Comité central, Lénine rédige une déclaration à l'adresse du Bureau à l'étranger du Comité central où il souligne la nécessité de convoquer au plus tôt un plénum du Comité central du P.O.S.D.R.

3 (16) novembre — Lénine a un entretien avec Vilonov qui est venu à Paris après la scission à l'école de Capri ; il écrit une lettre à Gorki à l'occasion de cette conversation.

13 (26) novembre — Lénine fait un exposé public à Paris sur le thème « Idéologie du libéralisme contre-révolutionnaire. (Le succès des *Viékhi* et sa signification sociale) ».

21 novembre (4 décembre) — A l'assemblée ordinaire du 2e groupe parisien de soutien au P.O.S.D.R., Lénine fait le compte rendu de la onzième session du Bureau socialiste International ; il est élu membre du comité de ce groupe.

28 novembre (11 décembre) — Les articles de Lénine : « Au sujet de certaines sources de désaccords idéologiques actuels », « Les procédés des liquidateurs et les objectifs du parti des bolcheviks », « Le *Golos Sotsial-Démokrata* et Tchérévanine », « Les inventions de la presse bourgeoise sur l'exclusion de Gorki » sont publiés dans le n° 50 du *Prolétari*. Son article « Honteux fiasco » paraît dans un tirage à part du n° 50 du *Prolétari*.

Fin novembre — A Paris, Lénine fait des conférences à cinq auditeurs exclus de l'école de Capri sur « Le moment présent et nos objectifs » et « La politique agraire de Stolypine ». Lénine rédige un article « La désagrégation et les divergences idéologiques au sein de la social-démocratie de Russie ».

Automne — Lénine écrit une « Note explicative sur le projet de loi concernant la journée de travail de huit heures » pour la fraction social-démocrate de la IIIe Douma d'Etat.

3 (16) décembre — Lénine rédige une réponse pour I. Skvortsov-Stépanov à propos des voies « prussienne » ou « américaine » du développement agraire capitaliste en Russie.

13 (26) décembre — Le journal *Novy Dien* publie dans son n° 15 l'article de Lénine « A propos des *Vékhi* ».

Seconde moitié de décembre — Lénine fait une conférence « Sur le moment présent » et « La politique agraire de Stolypine » à un second groupe d'auditeurs de l'école de Capri venu à Paris.

24 décembre (6 janvier 1910) — Les articles de Lénine « Le dernier mot du libéralisme russe » et « La onzième session du Bureau socialiste international » paraissent dans le n° 10 du journal *Social-Démocrate*.

Fin décembre (Ire moitié de janvier 1910) — Lénine rédige une note « A propos du groupe « Vpériod ».

1910

2-23 janvier (15 janvier-5 février) — Lénine prend part, à Paris, aux travaux de plénum du Comité central du P.O.S.D.R. ; il présente un projet de résolution « Sur la situation dans le parti » condamnant le courant liquidateur et l'otzovisme. Il est élu par le plénum comme rédacteur de l'Organe central, le *Social-Démocrate*, et comme représentant du P.O.S.D.R. au Bureau socialiste international.

Fin janvier (début février) — Lénine prend la parole à une réunion de la rédaction de l'Organe central et s'élève contre l'article de I. Martov « Sur la bonne voie » publié dans le *Social-Démocrate*.

13 (26) février — L'article de Lénine « Vers l'unité » qui contient une analyse des décisions du plénum de janvier du Comité central du P.O.S.D.R. est publié dans le n° 11 du *Social-Démocrate*.

6 (19) mars — Le n° 1 de la *Feuille de Discussion* publie la première partie de l'ouvrage de Lénine « Notes d'un publiciste. I. Sur la « plate-forme » des partisans et défenseurs de l'otzovisme ».

7 (20) mars — Lénine prend la parole à l'assemblée du 2e groupe bolchevique parisien de soutien au P.O.S.D.R., à l'occasion des débats à propos du rapport sur le plénum du Comité central ; il se déclare favorable à l'union avec les membres mencheviks pro-parti (plékhanovistes).

14 (27) mars — Lénine écrit à N. Vilonov, à Davos (Suisse) au sujet de l'union des bolcheviks et des mencheviks pro-parti (plékhanovistes) pour combattre les liquidateurs.

16 (29) mars — Lénine écrit à G. Plékhanov et lui propose de le rencontrer pour parler de la situation dans le parti.

23 mars (5 avril) — Lénine envoie au Bureau à l'étranger du Comité central du P.O.S.D.R. une déclaration sur les conflits à la rédaction de l'Organe central. Les articles de Lénine « Le *Goloss* des liquidateurs contre le parti (Réponse au *Goloss Sotsial-Démokrata*) » et « Pour quoi lutter ? » paraissent dans le n° 12 du *Social-Démocrate*.

Avant le 27 mars (avant le 9 avril) — A la séance privée du 2e groupe bolchevique parisien de soutien au P.O.S.D.R., Lénine présente une résolution demandant l'exclusion du parti de trois mencheviks liquidateurs qui avaient refusé d'entrer dans le collège russe du Comité central. La résolution de Lénine est adoptée.

28 mars (10 avril) — Au nom de la rédaction de l'Organe central, Lénine signe la lettre adressée à la Direction principale de la social-démocratie polonaise une lettre condamnant les flottements dont faisaient preuve ses représentants dans la lutte contre les liquidateurs du bureau à l'étranger du Comité central.

29 mars (11 avril) — Lénine écrit à M. Gorki au sujet de l'unification du parti et donne son appréciation sur le travail du plénum (de janvier) du Comité central du P.O.S.D.R.

Avant le 26 avril (avant le 9 mai) — Lénine envoie une déclaration au Comité central du P.O.S.D.R. sur la situation à la rédaction de l'Organe central par suite de l'attitude hostile de la partie liquidatrice de cette rédaction et insiste sur la nécessité de remplacer les liquidateurs par des mencheviks pro-parti.

26 avril (9 mai) — Les articles de Lénine « La campagne de Finlande », « Ils ont peur pour l'armée », « L'Unification du parti à l'étranger », « L'un des obstacles à l'unité du parti » paraissent dans le n° 13 du *Social-Démocrate*.

25 mai (7 juin) — Le n° 2 de la *Feuille de Discussion* publie la seconde partie de l'ouvrage de Lénine « Notes d'un publiciste. II. La crise d'unification dans notre parti ».

15 (28) juin — Lénine quitte Paris en direction de Capri.

18-30 juin (1er-13 juillet) — Lénine se trouve en visite chez Gorki à Capri.

1er (14) juillet — Lénine quitte l'île de Capri.

9 ou 10 juillet - 10 août (22 ou 23 juillet au 23 août) — V. Lénine, en compagnie de N. Kroupskaïa et de la mère de celle-ci va se reposer au bord de la mer dans la petite ville de Pornic (France) sur les bords du Golfe de Gascogne.

Juillet — L'article de Lénine « Pour le numéro commémoratif de *Zihna* est publié dans le n° 100 du journal *Zihna* [Combat], organe du parti social-démocrate de Lettonie.

Avant le 13 (26) août — A Paris Lénine rencontre G. Plékhanov avec lequel il a un entretien.

13 (26) août — Lénine arrive à Copenhague où se tient le VIIIe Congrès de la IIe Internationale et prend part à la session du Bureau socialiste international.

15-21 août (28 août- 3 septembre) — Lénine prend part aux travaux du Congrès de la IIe Internationale à Copenhague.

Entre le 15 et le 21 août (28 août -3 septembre) — Lénine convoque une assemblée de la gauche à la IIe Internationale pour organiser et unifier les éléments révolutionnaires du mouvement ouvrier international.

Lénine délibère avec G. Plékhanov, N. Poléta'ïev et I. Pokrovski, sur la création de la *Rabotchaïa Gazéta* et de la *Zvezda*.

16 (29) août — Au Congrès de Copenhague, Lénine prend part à la conférence des délégués des sections nationales ; les questions suivantes sont à l'ordre du jour : 1) vérification des mandats, 2) désignation des commissions.

16-19 août (29 août- 1re septembre) — Lénine prend part aux travaux de la commission des coopératives au congrès ; il rédige un projet de résolution sur les coopératives et propose des amendements à la résolution de la commission des coopératives au Congrès.

20 août (2 septembre) — Lénine fait savoir au Bureau socialiste international que conformément à la décision du plénum du Comité central du P.O.S.D.R. de janvier 1910, outre lui-même, G. Plékhanov est délégué du P.O.S.D.R. au Bureau socialiste international.

20 août (2 septembre) — Lénine, Plékhanov et Varski écrivent ensemble à la Direction du parti social-démocrate allemand pour protester contre la publication dans *Vorwärts* de l'article calomnieux de Trotski.

30 août (12 septembre) — L'article de Lénine : « Sur une fraction du groupe « Vpériod » » paraît dans le n° 15-16 du *Social-Démocrate.*

2 (15) septembre — Lénine adresse une demande à la bibliothèque de Copenhague pour se faire envoyer des ouvrages traitant de l'agriculture au Danemark.

Du 30 août au 12 septembre (12-25 septembre) — Lénine vit à Stockholm où il est venu retrouver sa mère, M.A. Oulianova, et sa sœur M. Oulianova ; il fait des rapports : « Sur le Congrès socialiste international de Copenhague » et « Sur la situation dans le parti » à des réunions de groupes social-démocrates.

13 ou 14 septembre (26 ou 27) — A Copenhague, Lénine fait un exposé sur le Congrès socialiste international.

15 (28) septembre — Lénine revient à Paris.

21 septembre (4 octobre) — Dans une lettre à N. Sémachko, délégué bolchevique au Bureau à l'étranger du Comité central du P.O.S.D.R., Lénine demande de convoquer au plus tôt une réunion de bolcheviks pour résoudre les problèmes posés par la publication de la *Rabotchaïa Gazéta.*

24 septembre (7 octobre) — Lénine adresse à J. Markhlevski une lettre au sujet d'un projet d'article de ce dernier, destiné à *Neue Zeit* et dirigé contre I. Martov ; il lui donne une série d'indications pour son article.

25 septembre (8 octobre) — Les articles de Lénine « La question des coopératives au Congrès socialiste international de Copenhague » et « Sur la façon dont certains social-démocrates ont mis au courant l'Internationale de la situation dans le P.O.S.D.R. » paraissent dans le n° 17 du *Social-Démocrate.*

Fin septembre - -octobre — Lénine travaille à la statistique des grèves en Russie durant les années 1905-1908. Il rédige ses articles « Le sens historique de la lutte à l'intérieur du parti en Russie » (publié dans le n° 3 de la *Feuille de Discussion* de 1911) et la « Statistique des grèves en Russie » (publié dans les nos 1 et 2 de la revue « Mysl » parus en décembre 1910 et janvier 1911).

Septembre- -novembre — Lénine a des entretiens avec V. Vorovski et I. Skvortsov-Stépanov au sujet de l'organisation de l'édition de la revue bolchevique légale *Mysl* à Moscou.

Avant le 15 (28) octobre — Lénine prend la parole à une réunion de bolcheviks à Paris au sujet de la fondation de la *Rabotchaïa Gazéta* avec les plékhanovistes.

Avant le 30 octobre (avant le 12 novembre) — Lénine écrit l'article « Déclaration sur la publication de la *Rabotchaïa Gazéta* ».

30 octobre (12 novembre) — L'article de Lénine « Les leçons de la révolution » paraît en éditorial dans le n° 1 de la *Rabotchaïa Gazéta*.

1er (14) novembre — Lénine envoie à A. Gorki, à Capri, le n° 1 de la *Rabotchaïa Gazéta* et lui annonce la prochaine parution de la revue légale *Mysl*.

16 (29) novembre — Les aticles de Lénine « Deux mondes », « Sur une manifestation à propos de la mort de Mouromtsev », « N'est-ce pas le début d'un tournant ? », « L. Tolstoï » paraissent dans le n° 18 du *Social-Démocrate*.

20 novembre (3 décembre) — Dans une lettre aux « Camarades auditeurs de l'école de Bologne », Lénine refuse d'aller faire une conférence à Bologne et les invite à venir étudier à Paris.

22 novembre (5 décembre) — Dans une lettre adressée au Bureau à l'étranger du Comité central du P.O.S.D.R. Lénine suggère d'envoyer immédiatement mille roubles pour permettre la publication du journal la *Zvezda*. Avec d'autres bolcheviks, Lénine envoie à ce même Bureau une déclaration demandant une convocation immédiate du plénum du Comité central.

Après le 22 novembre (après le 5 décembre) — Au nom de la *Rabotchaïa Gazéta*, Lénine adresse une « Lettre ouverte à tous les social-démocrates pro-parti», analysant la situation à l'intérieur du parti.

28 novembre (11 décembre) — L'article de Lénine « L. Tolstoï et le mouvement ouvrier contemporain » est publié dans le n° 7 du journal *Nach Pout*.

16 (29) décembre — L'article de Lénine « Divergences au sein du mouvement ouvrier européen » paraît dans le n° 1 du journal *Zvezda*.

18 (31) décembre — Les articles de Lénine « Tolstoï et la lutte du prolétariat », « Début des manfestations », « Que se passe-t-il à la campagne ? », « Ivan Vassiliévitch Babouchkine (nécrologue) » sont publiés dans le n° 2 de la *Rabotchaïa Gazéta*.

Décembre — Le n° 1 de la revue *Mysl* paraît à Moscou avec les articles de Lénine « Les héros de la « réserve » et « Sur la statistique des grèves en Russie » (chapitre 1er).

TABLE DES MATIÈRES

Préface 7

1909

LES LIQUIDATEURS DÉMASQUÉS 9

AU SUJET D'UNE LETTRE OUVERTE DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE DU COMITÉ D'ARRONDISSEMENT DE MOSCOU 17

À PROPOS DES ÉLECTIONS DE PÉTERSBOURG (*Note*) 18

LA FRACTION DES PARTISANS DE L'OTZOVISME ET DE LA CONSTRUCTION DE DIEU 24

I 25
II 28
III 33
IV 39
V 46
VI 52
VII 56

OÙ IL EST ENCORE QUESTION DE L'ESPRIT DE PARTI ET DE L'ABSENCE D'ESPRIT DE PARTI 59

ENTRETIEN AVEC LES BOLCHEVIKS DE PÉTERSBOURG 62

APPENDICE À L'ARTICLE « LES ÉLECTIONS DE PÉTERSBOURG » . 74

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA CONSOLIDATION DU PARTI ET DE SON UNITÉ 75

DISCOURS À LA RÉUNION DU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL AU SUJET DE LA SCISSION AU SEIN DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE HOLLANDAIS 25 OCTOBRE (7 NOVEMBRE) 1909 76

LE TSAR CONTRE LE PEUPLE FINLANDAIS 77

AUX ÉLÈVES DE L'ÉCOLE DE CAPRI 81

HONTEUX FIASCO 84

AU SUJET DE CERTAINES SOURCES DES DÉSACCORDS IDÉOLOGIQUES ACTUELS 87

LES PROCÉDÉS DES LIQUIDATEURS ET LES OBJECTIFS DE PARTI DES BOLCHEVIKS 96
LE *GOLOSS SOTSIAL-DÉMOKRATA* ET TCHÉRÉVANINE 104
LES INVENTIONS DE LA PRESSE BOURGEOISE SUR L'EXCLUSION DE GORKI 107
LA DÉSAGRÉGATION ET LES DIVERGENCES IDÉOLOGIQUES AU SEIN DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DE RUSSIE. 108
NOTE EXPLICATIVE SUR LE PROJET DE LOI CONCERNANT LA JOURNÉE DE TRAVAIL DE HUIT HEURES 111
LETTRE À I. SKVORTSOV-STÉPANOV 119
À PROPOS DES *VIÉKHI* 126
I 127
II 129
LE DERNIER MOT DU LIBÉRALISME RUSSE 136
LA ONZIÈME SESSION DU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL 144

1910

À PROPOS DU GROUPE « VPÉRIOD ». *Résumé.* 149
VERS L'UNITÉ 151
LE *GOLOSS* DES LIQUIDATEURS CONTRE LE PARTI (Réponse au *Goloss Sotsial-Démokrata*) 161
POUR QUOI LUTTER ? 170
LA CAMPAGNE DE FINLANDE 177
ILS ONT PEUR POUR L'ARMÉE 182
L'UNIFICATION DU PARTI À L'ÉTRANGER 192
L'UN DES OBSTACLES À L'UNITÉ DU PARTI 196
AU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R. 199
NOTES D'UN PUBLICISTE 203
I. La « plate-forme » des partisans et défenseurs de l'otzovisme 205
II. La « crise d'unification » à l'intérieur de notre parti . 217
1. Deux points de vue sur l'unification. 218
2. La « lutte sur deux fronts » et la manière de surmonter les déviations 224
3. Les conditions de l'unification et la diplomatie de cénacle 229
4. Sur le paragraphe Ier de la résolution relative à la situation dans le parti 237

5. La signification des résolutions de décembre (1908) et l'attitude des liquidateurs envers elles . . . 243
6. Le groupe des indépendants-légalistes 250
7. Le menchevisme pro-parti et son analyse . . . 264
8. Conclusion. La plate-forme des bolcheviks . . . 272

POUR LE NUMÉRO COMMÉMORATIF DE *ZIHNA* 274

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES COOPÉRATIVES PRÉSENTÉ PAR LA DÉLÉGATION SOCIAL-DÉMOCRATE RUSSE AU CONGRÈS DE COPENHAGUE 279

AU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL 281

SUR LA FRACTION « VPÉRIOD » 282

LA QUESTION DE LA COOPÉRATION AU CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL DE COPENHAGUE 290

COMMENT CERTAINS SOCIAL-DÉMOCRATES METTENT L'INTERNATIONALE AU COURANT DE LA SITUATION AU SEIN DU P.O.S.D.R. 300

ANNONCE DE LA PUBLICATION DE LA *RABOTCHAIA GAZÉTA* . . 305

LES ENSEIGNEMENTS DE LA RÉVOLUTION 315

DEUX MONDES 322

LA MANIFESTATION À L'OCCASION DE LA MORT DE MOUROMTSEV (*Note*) 331

N'EST-CE PAS LE DÉBUT D'UN TOURNANT ? 337

LÉON TOLSTOI 340

AUX CAMARADES AUDITEURS DE L'ÉCOLE DE BOLOGNE 346

LÉON TOLSTOI ET LE MOUVEMENT OUVRIER CONTEMPORAIN . 349

LETTRE OUVERTE À TOUS LES SOCIAL-DÉMOCRATES PRO-PARTI 353

LES DIVERGENCES DANS LE MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN 369

TOLSTOI ET LA LUTTE PROLÉTARIENNE 375

LE COMMENCEMENT DES MANIFESTATIONS 377

QUE SE PASSE-T-IL DANS LES CAMPAGNES ? 381

IVAN VASSILIÉVITCH BABOUCHKINE (*Nécrologie*) 383

AU COMITÉ CENTRAL 388

LES HÉROS DE LA « PETITE RÉSERVE » 391

LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE LA LUTTE AU SEIN DU PARTI EN RUSSIE. 397

I 397
II 403
III 408
IV 412

SUR LES STATISTIQUES DES GRÈVES EN RUSSIE 417
I 419
II 433
LA STRUCTURE CAPITALISTE DE L'AGRICULTURE CONTEMPORAINE 447
Premier article 451
I. Tableau général de la structure économique de l'agriculture contemporaine 453
II. Ce qu'est en réalité la majorité des « exploitations » agricoles actuelles (« exploitations » prolétariennes) 459
III. Les exploitations paysannes en régime capitaliste . 463
IV. Le travail des femmes et des enfants dans l'agriculture 468
V. Le gaspillage du travail dans la petite production . 468
VI. Le caractère capitaliste de l'emploi des machines dans l'agriculture contemporaine 468
VII. Faible rendement dans la petite production et travail excessif 468
Notes 475
La vie et l'œuvre de V. Lénine. Chronologie 513

ILLUSTRATIONS

Portrait de V. Lénine. 1910. 8-9
Première page du manuscrit « Annonce de la publication de la *Rabotchaïa Gazéta* ». — Octobre 1910 303
Première page de la *Rabotchaïa Gazéta* n° 1, du 30 octobre (12 novembre) 1910, avec l'article de V. Lénine « Les enseignements de la révolution » en éditorial 313
Première page du journal *Zvezda* n° 1. — 1910 367
Diagramme représentant le nombre des grévistes par trimestre en 1910 434-435
Première page du manuscrit « La structure capitaliste de l'agriculture contemporaine ». — 1910. 449

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR MICHÈLE COUDRÉE, ROBERT CHABANNE, NIKITA SIBEROFF, OLGA TATARINOVA

В. И. ЛЕНИН

СОБРАНИЕ СОЧИНЕНИЙ

ТОМ 16

На французском языке

Achevé d'imprimer en avril 1968
par les Editions du Progrès, Moscou

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT